

PIERRE NAVILLE

le nouveau léviathan 2.

le salaire socialiste

PREMIER VOLUME

LES RAPPORTS
DE PRODUCTION

éditions anthropos
paris

sociologie et travail

PIERRE NAVILLE

le nouveau léviathan 2.

le salaire socialiste

PREMIER VOLUME

**LES RAPPORTS
DE PRODUCTION**

1970

éditions anthropos paris

15, rue Racine, PARIS 6^e

TABLE DES MATIÈRES

LE SALAIRE SOCIALISTE

Les rapports de production

Préface	7
---------------	---

Première partie

Chapitre I. SALARIAT MONDIAL, ECONOMIE MONDIALE ET OPPOSITIONS SOCIALES

1. <i>Salariat mondial et travail mondial</i>	9
2. <i>Un ou deux mondes ?</i>	11
3. <i>De l'unité des principes</i>	12
4. <i>De l'unité du monde économique et social</i>	14
5. <i>Unité du système et intégration</i>	30
6. <i>Le travail, principe directeur</i>	31
7. <i>Le travail veut la soumission</i>	33
8. <i>D'un fétiche à l'autre</i>	34
9. <i>Le travail comme fonction de production.</i>	48
10. <i>La capacité de travail comme marchandise.</i>	50
11. <i>Des contradictions dans l'unité de production</i>	53
12. <i>Structures de contrainte et sources de rébellion</i>	56
13. <i>Modèles des rapports de production</i>	58
14. <i>La bureaucratie salariée</i>	61

Chapitre II. TRAVAIL MORT ET TRAVAIL VIVANT

1. Les caractéristiques du travail vivant	65
2. L'opérateur, l'opération et l'effet	71
3. Groupes humains et complexes d'outillage	75
4. Les rapports entre machines : primauté de la structure du travail mort	78
5. Division du travail mort et division du travail vivant	83
6. Transferts de valeur et échanges de valeur	86
7. Echanges naturels et échanges économiques	88
8. Les formes de la cristallisation matérielle du travail : les services	95
9. L'avenir des intellectuels	106
10. La capacité de travail comme propriété-fonction	109
11. Le salaire kolkhozien-coopératif	116
12. Plus-value et travail vivant socialisé	122
13. Le monopole du travail vivant	139

Chapitre III. L'EXPLOITATION MUTUELLE

1. Sources de l'inégalité. Différence individuelle et structures collectives	149
2. De la coopération	153
3. L'exploitation dans l'association	156
4. Aliénation et exploitation	160
5. La plus-value comme adjonction ou opposition	167
6. Les trois théories de l'échange	173
7. Les rapports sociaux dans l'exploitation mutuelle	180

Chapitre IV. L'ÉVOLUTION DE LA CLASSE OUVRIERE EN U.R.S.S.

1. Le communisme de guerre et l'économie non-monétaire	186
2. Tomski et Staline à la fin de la N.E.P.	189
3. Relations entre la structure des salaires et le plan	197
4. Achat et vente de capacité de travail soviétique	207
5. La différenciation des salaires ouvriers	233
6. Le travail des femmes : à travail égal, salaire égal ?	246
7. La mesure de la productivité du travail	251
8. Le salaire dans l'économie yougoslave	264

9. Salaire et chômage en U.R.S.S.	277
10. Du « Troudoden » au salaire à la campagne	285
11. Le travail forcé	305
12. Données sur la structure de la population active en U.R.S.S. ...	311

Chapitre V. LA DISSOLUTION DU SALARIAT

1. Abolition, dépérissement et dissolution	325
2. Le salariat d'Etat comme cadre d'une revendication	330
3. La gratuité du travail et la gratuité de la consommation	333
4. Dissociation du salaire, du travail et du rendement	340
5. L'expérience cubaine	355
6. Rapports hiérarchiques, besoins et satisfactions	363
Annexe bibliographique	369

Deuxième partie

PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'U.R.S.S.

(Annexes)

Réponses à Charles Bettelheim

I. Les critères de l'évolution politique et sociale en U.R.S.S. ...	374
a) Normes et réalités	375
b) Le critère de la production	384
c) Le maintien du droit bourgeois	391
d) La classe privilégiée	396
e) Comment définissons-nous le socialisme ?	402
f) Le communisme dans un pays isolé	403
II. Théorie des besoins	
(Lois économiques, plan, production, consommation et revenus) .	414
a) Conjoncture et planification	434
b) Y a-t-il des lois ?	438
c) La liberté des prix	446
d) Le caractère des lois	450
e) Théorie des besoins	452
1. Les besoins improductifs	471
2. Par quels besoins commencer ?	476

<i>Introduction à « Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? de Léon Trotsky »</i>	488
<i>La politique du blé en U.R.S.S.</i>	
<i>Les leçons de la campagne de ramassage du blé</i>	499
<i>Staline peut-il sortir de ses propres contradictions ?</i>	511
<i>« La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S. », de Léon Trotsky</i> ..	514
<i>La situation en U.R.S.S.</i>	
<i>Rapport adopté par le IIIème Congrès du Parti Ouvrier Internationaliste, novembre 1937. Extraits</i>	519
<i>Eastman, Roosevelt et Staline</i>	527
<i>La victoire de la collectivisation</i>	533
<i>Les controverses en U.R.S.S. au sujet des contradictions sociales</i> ..	540
<i>Scandales et crises de la bureaucratie</i>	545
<i>La réforme de la planification</i>	560
<i>Index</i>	575

5666

27

Achevé d'imprimer le 5/5/1970
 Imprimerie Sérifloc - 75, rue de l'Abbé-Groult, Paris
 Dépôt légal 2 trimestre 1970 N° 98
 Editions Anthropos
 Dépôt légal 2 trimestre 1970 N° 99

HB 97.5 - N3 v1

DU MEME AUTEUR

- LES REINES DE LA MAIN GAUCHE, 1924
LA REVOLUTION ET LES INTELLECTUELS, *Gallimard*, 1928.
LA PSYCHOLOGIE, SCIENCE DU COMPORTEMENT, *Gallimard*, 1942
(Nouv. éd. augmentée, Coll. Idées, 1964).
D'HOLBACH ET LA PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE AU XVIIIème SIE-
CLE, *Gallimard*, 1943 (Nouv. éd. augmentée, 1967)
THEORIE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE, *Gallimard*, 1945.
LA CRISE FRANCAISE (en collab.) *Ed. du Pavois*, 1945.
PSYCHOLOGIE, MARXISME, MATERIALISME, *M. Rivière*, 1946 (Nouv.
éd. augmentée, 1948).
LES CONDITIONS DE LA LIBERTE, *Sagittaire*, 1947.
LA GUERRE DU VIETNAM, *Ed. de la Revue Internationale*, 1948 (Epuisé)
LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ECOLE, *Presses Universitaires
de France*, 1948.
LE DESSIN CHEZ L'ENFANT (en collab.), *Presses Universitaires de France*,
1950.
LE TRAVAIL EN AFRIQUE NOIRE (en collab.), *Présence Africaine*, 1952.
LA CHINE FUTURE, *Ed. de Minuit*, 1952
LA VIE DE TRAVAIL ET SES PROBLEMES, *A. Colin*, 1954.
ESSAI SUR LA QUALIFICATION DU TRAVAIL, *M. Rivière*, 1956.
L'INTELLECTUEL COMMUNISTE, *M. Rivière*, 1956.
LE NOUVEAU LEVIATHAN, I. DE L'ALIENATION A LA JOUISSANCE,
1957 (Nouv. éd., *Anthropos*, 1967).
L'ARMEE ET L'ETAT EN FRANCE, *Centre d'Etudes Socialistes*, 1961.
L'AUTOMATION ET LE TRAVAIL HUMAIN, *Ed. du Centre National de la
Recherche Scientifique*, 1961.
TRAITE DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (avec G. Friedmann), *A. Colin*,
1961 et 1962.
TROTSKY VIVANT, *Julliard*, 1962.
VERS L'AUTOMATISME SOCIAL ?, *Gallimard*, 1963.
LA CLASSE OUVRIERE ET LE REGIME GAULLISTE, *Etudes et Docu-
mentation Internationales*, 1964.
LA GUERRE ET LA REVOLUTION, I. GUERRES D'ASIE, *Etudes et
Documentation Internationales*, 1966.
MATERIAUX POUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN
FRANCE, I. Dix ans de politique française, II. De la IIIème à la IVème
Internationale (*A paraître prochainement*).

Traductions

- C.L.R. JAMES : Les Jacobins Noirs, Préface de P. Naville, *Gallimard*, 1949.
G.H. THOMSON : L'analyse factorielle des aptitudes humaines, *Presses Uni-
versitaires de France*, 1950.

Editions

- F. ENGELS : Dialectique de la Nature, Traduction par Denise Naville, Pré-
face, Introduction générale et Notes par P. Naville, *M. Rivière*, 1950.
C. VON CLAUSEWITZ : De la Guerre, Traduction par Denise Naville, Préface
de C. Rougeron, Introduction par P. Naville, *Ed. de Minuit*, 1955 (Ed.
abrégée, avec Postface par P. Naville, *Le monde en 10/18*, 1965).
E. PREOBRAJENSKY : La Nouvelle Economique, Traduction par B. Joly,
Préface par P. Naville, Introduction par E. Mandel, *Etudes et Documen-
tation Internationales*, 1965.

Peut-être que le dernier combat éclatera dans l'avenir sous le signe de la proclamation suivante : ici la démocratie socialiste, là le socialisme d'Etat.

Wilhelm LIEBKNECHT, 1892

Il y a certaines entreprises pour lesquelles un désordre soigneux est la vraie méthode. Plus je m'enfonce dans cette affaire de chasse à la baleine, plus je pousse mes recherches vers les vraies sources, et plus je suis sensible à son honorable grand caractère et à son antiquité ; surtout quand je trouve tant de demi-dieux ou de héros et de prophètes qui, d'une façon ou d'une autre, se sont distingués avec elle, je suis, par la réflexion, enclin à penser que moi-même je participe à cette confrérie blasonnée, bien que ce ne soit qu'en subordonné.

Herman MELVILLE, *Moby Dick*, 1851

... Il s'agit de quelque chose de plus que d'un Consentement ou d'un Accord : c'est une unité réelle d'eux tous en une seule et même Personne, réalisée par Contrat de chaque homme avec chaque homme, de telle sorte que tout homme puisse dire à tout homme : j'autorise et abandonne mon droit à me gouverner moi-même à cet Homme, ou à cette Assemblée d'Hommes, à cette condition que tu lui abandonnes aussi ton droit et autorises tous ses Actes de la même façon. Ceci fait, la Multitude ainsi unie en une seule Personne s'appelle une Communauté (Commonwealth) en latin *Civitas* : telle est la genèse de ce grand LEVIATHAN, ou plutôt (pour parler avec plus de révérence) de ce Dieu Mortel à qui nous devons, sous l'empire du Dieu Immortel, notre paix et notre défense. Car, par cette Autorisation que lui donne tout homme privé dans l'Etat, il a l'usage d'une telle Puissance et Force à lui conférée qu'il sera capable, grâce à la Terreur qui en découle, de former les volontés de tous, de faire régner la Paix à l'intérieur et d'assurer l'aide mutuelle contre les ennemis de l'extérieur.

Thomas HOBBS, *Léviathan*, 1651

PREFACE

Les lois qui gouvernent le monde social sont des contraintes artificielles pesant sur l'interdépendance des éléments d'un ensemble naturel. Nous leur donnons une forme à notre usage, dans un langage particulier. Je n'ai pas d'autre objet que de rechercher quelles lois fondamentales expriment l'essentiel de la société dans laquelle nous vivons, sachant d'où elle vient et prévoyant où elle va.

Cette société a reculé les bornes des contraintes planétaires. C'est un grand point. Les satellites de la Terre entrent dans son existence pratique. Le système solaire fait déjà partie de ses préoccupations directes, en attendant les galaxies. La métrique appliquée à ces dimensions exige déjà de nouveaux concepts. Tout cela, c'est l'avenir.

Sur Terre, pourtant, se livrent des combats dont l'enjeu est la nature même des sociétés d'aujourd'hui, celles qui se qualifient de socialistes, celles que l'on définit comme capitalistes, et bien des régimes mixtes, comme ce « tiers monde » où se réfugient tous ceux qu'on ne sait comment nommer. J'ai concentré l'analyse sur ce qu'on peut appeler aujourd'hui socialisme d'Etat, mais à travers lequel s'éclairent bien des traits du capitalisme explosif de ce temps.

Les insuffisances de cet ouvrage, né de la réflexion et de l'action, me sont très apparentes. Mais ce qui s'y trouve peut servir de point de départ à des recherches nouvelles, et ce sera son mérite. Les trois parties que je me propose de publier après celles-ci concernent les problèmes de la planification sociale, des relations entre socialismes isolés, du pouvoir bureaucratique, et les questions de méthode que soulève maintenant l'analyse. J'espère ne pas faire attendre le lecteur aussi longtemps que ces deux tomes ont attendu de suivre le premier.

1^{re} octobre 1969

P.N.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

SALARIAT MONDIAL, ECONOMIE MONDIALE ET OPPOSITIONS SOCIALES

1. *Salariat mondial et travail mondial.*

Hommes et femmes, vieux et jeunes, valides et invalides, participent aujourd'hui à un système économique unique, mais non uniforme, dont les éléments essentiels sont le salariat et le capital. Système unique dans le monde entier, et dont l'extension va croissant. Les oppositions et les coopérations transitoires qui animent le système économique se manifestent toutes autour de ces deux éléments, qui concentrent de plus en plus en eux ce qui fait le fondement de la société universelle de notre époque.

Le travail salarié est l'immense atelier qui accumule des valeurs qu'on échange, d'une façon ou d'une autre, c'est-à-dire que l'on se dispute. Il triomphe comme la façon dominante de produire, d'accumuler et de répartir, c'est-à-dire d'étendre et d'entretenir la vie sociale. Les dimensions de son succès sont à la mesure des croissances que le siècle présent vient d'accélérer et qu'il se prépare à exagérer à l'extrême : une population planétaire d'êtres humains qui a franchi le cap des trois milliards, une saisie complète des terres, des mers et de l'atmosphère, et bientôt de l'espace cosmique, une durée moyenne de la vie humaine qui, au-delà des quatre-vingts ans, tend au siècle, la généralisation de la transmission des moyens d'éducation et de culture, une instrumentation technique reproductible à volonté, et partout.

Le travail des hommes, essoufflé à la suite de ses propres conquêtes, se prolonge dans le travail autonome des machines, qui vient doubler celui de la nature. La maîtrise de la nature doit se doubler immédiatement de la maîtrise des moyens de

production devenus à leur tour une nature artificielle. La société n'est plus avant tout une immense accumulation de marchandises : elle est d'abord un arsenal gigantesque de travaux, de services effectués, de produits à distribuer, de techniques à perfectionner. Le capital est l'accumulation de ces services, de ces produits, de ces moyens techniques, avant d'être la possession de marchandises et de moyens de les fabriquer et de les vendre. Accaparé par une collectivité quelconque, il assure la possession de l'Etat, la faculté d'exploiter, la possibilité de contraindre, la volonté de dominer, la capacité de profiter, le désir de jouir — aux limites mêmes des croissances de la population en nombre, en densité, en variété, en extension, en durée.

Le travail de la société planétaire est la source et la ressource d'où tout dérive : son principe domine toutes les terres connues, c'est-à-dire toutes les terres, désormais, sans parler déjà des mers. Mais ce travail reste le travail salarié, comme réalité effective ou comme tendance. Le salaire demeure ce qu'il devait être : le prix que l'employeur doit payer, d'après sa propre logique, pour que l'organisme humain travaille pour autrui, sans cesser d'être actif pour soi ; pour qu'il puisse le faire, et rien de plus, sans y rien changer.

Le salariat mondial, vers lequel on s'achemine, est la caractéristique d'une société mondiale. Il pouvait jadis prédominer dans des régions limitées où l'industrie et le capital privé l'imposaient, sans pénétrer dans les sociétés extérieures où il restait presque inconnu, comme la monnaie. Aujourd'hui, il s'étend rapidement partout ; il s'affirme comme la seule façon de garantir au travail une compensation, et au consommateur une prise sur le gain général et sur le travail des autres. Un schématisme permettait de l'isoler comme une forme pure, l'antithèse de la propriété capitaliste : la liberté de travailler complétait la liberté de disposer.

L'universalité du salariat devient désormais une vérité concrète, seule réalité fondamentale des rapports économiques, logique de toutes les sociétés. Mais à ces titres, elle recèle enfin sa propre dissolution. L'instant de sa généralité est celui de sa crise. Nous verrons les formes diverses qu'elle revêt, et dont nous ne saisissons bien que les prodromes. Pour l'instant, le salariat reste la forme commune de l'exploitation de l'homme par l'homme, la règle oppressive de toutes les institutions sociales, le ressort des satisfactions du bien-être et des illusions du mieux-être. Les inégalités qui s'y pro-

duisent ne contreviennent pas à cela. Au contraire, elles exaspèrent la crise, et font rêver d'un état où l'inégalité ne soit pas simplement le négatif de l'égalité, où l'exploitation ne soit pas seulement la rançon mal partagée de l'exploitation.

2. *Un ou deux mondes ?*

Je viens de parler comme si le salariat enveloppait un monde, et non deux, comme si le travail se payait partout de la même façon, dans les Etats couverts du pavillon socialiste, dans ceux qui arborent l'étendard libéral ou capitaliste et dans ceux qui mélangent le tout sans scrupule. Au dire des propagandistes, et quelquefois des théoriciens, le salariat ici et là n'est point une seule et même chose. C'est ce que nous allons examiner. Pour ce faire, il faut se débarrasser d'une vue qui fait aujourd'hui du monde un accommodement provisoire entre deux univers tout à fait distincts, séparés, ennemis par-là même, et dont l'un seulement peut subsister à la longue. Les conflits qui les opposent et les traversent ne donnent pas la preuve que le monde économique et politique soit double en son principe. Il ne suffit pas qu'il y ait deux camps, des ennemis, pour supprimer la raison même de l'antagonisme, qui est l'unité.

Le marché mondial est la grande conquête des monarchies européennes et des bourgeoisies capitalistes nées à leur ombre. La révolution socialiste ne l'a pas brisé, mais lui a imprimé d'autres formes. Le regain récent du grand capital industriel l'a affermi, en a fait un réseau d'échanges d'une densité sans précédent. Les conflits, les guerres, les massacres se sont aussi étendus à sa mesure. Il fallait l'aveuglement d'un despote ignare pour conclure d'un antagonisme à la rupture définitive d'une unité qui est l'essence même des relations économiques tissées par le capital, et dont le socialisme ne peut qu'accepter l'héritage sous peine d'avorter (1).

Examiner les fonctions du travail, les formes du salariat, les modalités de l'appropriation des choses et des hommes, en considérant le monde comme une mosaïque inconsistante, ou comme un ensemble sans ordre d'îlots économiques (à quoi nous invite le découpage en nations ou Etats), c'est se priver

(1) J'ai dénoncé en leur temps les vues bornées de Staline sur les « deux marchés mondiaux » dans *La classe ouvrière et le régime Gaulliste* (chapitre sur « l'U.R.S.S., les Etats-Unis et les contradictions impérialistes », 1952).

de comprendre quelles lois tiennent en laisse l'évolution générale de l'univers social. C'est s'interdire d'en analyser le système. C'est verser dans les éclaircissements partiels et dans la confusion de l'ensemble. C'est en outre éviter d'aborder au fond la signification des querelles et des conflits qui modifient sans cesse la composition des prétendus deux camps, et les combinaisons croisées entre leurs protagonistes. Il s'en faut, qu'une addition d'analyses de détail donne une vue d'ensemble dont nous avons besoin. Tout au contraire, cette vue seule permet de donner tout leur relief aux formes et aux contenus divers qui manifestent un peu partout l'apparition lente mais implacable d'un monde nouveau.

3. De l'unité des principes.

Il est plus aisé de comparer deux choses que d'en analyser une seule. C'est que la parité et la dichotomie, sans parler de la symétrie, sont d'emblée dans notre esprit dès qu'il réfléchit. Nous projetons cette disposition dans l'espace et dans le temps, et c'est ce qui nous contente lorsque nous opposons l'Orient et l'Occident, l'avant et l'après d'une révolution ou d'une guerre. L'histoire part de là. Mais pour énoncer ou expliquer le principe d'un régime ou d'un système, il faut partir d'ailleurs ; il faut en retrouver la racine, qui en suscite l'épanouissement.

Le système social, qu'on le prenne dans ses formes économiques, dans ses connexions naturelles ou dans ses relations humaines, réside d'abord là où il puise la force de se créer, de durer et de se transformer. La logique de sa progression n'est pas celle d'un échelonnement de phénomènes, ni celle d'une coexistence de faits locaux, ou d'une succession d'effets. Elle exprime le fonctionnement d'un modèle, l'action d'agents mus par une organisation centrale de leurs propres forces. A moins d'abandonner l'investigation à une poussière de constatations sans lien, ou de se satisfaire d'une chronique, nous sommes tenus de chercher ce point simple d'où l'on voit la particularité des effets dans l'unité d'un comportement général. Ce point paraît toujours arbitraire au regard du torrent des événements. Qu'on doive aussi scruter la conjoncture des choses et retenir ses inflexions indicatrices n'interdit pourtant pas une recherche plus essentielle, qui nous place au centre créateur de la vie sociale.

Que de motifs de se tenir en garde ! Le déferlement des mesures, diffusées par des myriades de chiffres que le calcul organise de façon de plus en plus subtile et aléatoire ; la prolifération des notions ou catégories (au gré des mots), des langages techniques et professionnels ; la circulation toujours plus rapide et tendue des informations ; la portée croissante des erreurs et des rectifications ; l'encombrement, le poids, l'étendue des faits recueillis et classés qui embarrassent le raisonnement de plus en plus appliqué à simplifier les choses en divisant, agrégeant, réduisant, extrayant, transférant ; les secrets et les mensonges qui altèrent les données — tout cela décourage d'abord la raison du savant et la volonté du praticien. La prudence se dissout alors volontiers dans le repos de l'esprit, la neutralité au jour le jour, dans la confusion de l'objectif et du passif, et l'on nous défie de trouver dans le chaos organisé où nous vivons le moindre fil conducteur, le plus mince germe bien déterminé des grandes floraisons sociales.

L'esprit, de la science, en dépit de ces flottements, n'en est pas moins fait aujourd'hui de notions simples que d'une multiplicité d'applications et d'un ensemble indéfini de possibles. L'économie politique et la sociologie, comme la plupart des sciences du comportement humain, se sont moins pénétrées de cette exigence que d'autres disciplines.

Au nom de ce que les êtres vivent, on récuse une méthode qui restreint leurs prétentions morales. Elles se réservent, en dépit de l'appareil mathématique dont elles usent, le *fiat* qui annule au besoin tous les impératifs d'une raison motivée, ou de passions qui se suffisent à elles-mêmes. Ces sciences ne consentent à prévoir que lorsqu'elles peuvent maudire les prévisions. L'imagination les fuit parce qu'elles étouffent dans la collection des problèmes étroits qui assurent la sécurité mentale du citoyen. Mais c'est qu'elles manquent souvent du courage qui nourrit l'audace des autres sciences, plutôt qu'elles ne sont privées du moyen de les imiter.

Les hommes qui savent désormais plier les usages techniques à l'exploration directe du satellite de la terre et du voisinage solaire par la mise en œuvre de principes d'une simplicité exemplaire, par la variété immense de leurs formes d'application, redoutent l'emprise d'une pareille méthodologie dans l'exploration et la conduite du monde social. Mais loin d'être entraînés dans les voies de l'invention, et même du rêve,

on les rencontre plutôt à la traîne des apparences, et le plus souvent acharnés à dénaturer, sinon à nier, des évidences qui privent leurs intérêts de toute justification.

4. De l'unité du monde économique et social.

Posons la question essentielle : dans quelle mesure une analyse de l'économie mondiale peut-elle et doit-elle être aujourd'hui *unitaire* et *organique* comme elle l'a été dans la seconde moitié du XIX^e siècle européen ? Cette question reçoit encore des réponses empiriques, selon les nécessités politiques ou pédagogiques, ici ou là. Dans les pays de socialisme d'Etat, on trace une limite en quelque sorte géographique entre les deux systèmes : on y prétend que la théorie de l'économie politique du socialisme y est radicalement hétérogène à la théorie de l'économie du capitalisme actuel ; le commerce extérieur et la balance des comptes de change seraient les seuls liens, ou plutôt les seuls médiateurs, entre ces « deux marchés mondiaux », ces deux systèmes universels. Dans les pays capitalistes, diverses écoles voient à l'œuvre une pluralité de systèmes en concurrence sur un marché mondial unique, qui subit toutefois des restrictions partielles et temporaires. Cette pluralité de systèmes s'ordonnerait selon le rapport plus ou moins élevé ou complexe entre secteur d'Etat et secteur privé de l'économie, ou selon le niveau plus ou moins élevé de la productivité. Cela donne lieu à une sorte d'échelle de niveaux de « maturité ».

Presque partout on considère, pour des raisons d'ailleurs fort diverses, comme impossible ou erroné de recourir à une analyse théorique du système actuel de l'économie mondiale considéré comme unité organique, même grosse de fermentations mortelles et d'indépassables incompatibilités. Si cette conception est justifiée, il faut admettre que la différence est très grande entre l'analyse du *Capital* de Marx et celle que l'on préconise aujourd'hui ; il faudrait alors se demander si cette différence est occasionnelle ou si elle atteint les fondements mêmes d'une conception socialiste de la théorie économique.

Ce débat ne date pas d'aujourd'hui, ni même de la période ouverte par la révolution russe de 1917. Dès le début du siècle, plusieurs controverses essentielles ont tourné autour de ce problème ; on en comprend mieux la portée maintenant que l'analyse du *Capital* ne suffit plus à elle seule, de toute évi-

dence, à éclairer le fonctionnement présent de l'économie mondiale. D'entre ces controverses, citons celles-ci, majeures :

a) la confrontation entre l'analyse *dialectique-organique* de Marx et la conception *historique* du développement capitaliste (Sombart et autres) ;

b) la discussion relative à la nature de l'expansion impérialiste (Rosa Luxembourg) ;

c) la discussion en U.R.S.S. sur la signification de la Nouvelle Politique Economique et de la période de transition (Préobrajensky) ;

d) la discussion sur les effets de la grande crise économique de 1930 (théorie des crises, autarchie).

Je les caractérise, sans perdre de vue que c'est aujourd'hui que toute leur vertu, enfin, s'exerce :

a) La controverse entre l'école historique et l'école marxiste (qu'il faut bien appeler « structurelle ») ne concerne pas seulement la méthode de l'économie et de la critique sociales. Elles vise aussi le contenu même de l'analyse, à savoir la nature du système économique étudié. L'analyse marxiste ne pouvait être, dès la publication du premier Livre du *Capital*, qu'une méthode adaptée à un contenu particulier bien qu'universel : le système des relations capitalistes. Les éléments historiques n'entraient dans cette analyse qu'à titre de formes de genèse. La société théorique dont Marx démonte le fonctionnement et le mécanisme est celle du capitalisme purifié, dont les capitalistes (exploitant une main-d'œuvre salariée) et les prolétaires salariés sont les protagonistes essentiels et uniques. Le mouvement de cette société, les changements qui surviennent dans ses formes, ne sont pas un processus historique, une chronique. La préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* est explicite : ce que Marx vise à élucider, c'est l'enchaînement logique des catégories théoriques du monde social et économique capitaliste, et non la succession temporelle des formes hétérogènes de systèmes sociaux divers. C'est pour cette raison fondamentale que Marx considère le monde économique comme unité, totalité, qui se suffit à elle-même, abstraction faite, par exemple, du commerce extérieur et des entreprises de colonisation dans le monde non-capitaliste. Marx a aussi étudié les formes sociales pré-capitalistes ou extra-capitalistes, mais il ne les a pas intégrées directement dans son analyse du capitalisme « pur », équivalant à une sphère totale de l'économie et des relations sociales humaines.

L'école historique, ou plutôt les diverses écoles *historiennes*, voyaient au contraire « l'apogée du capitalisme » (*Hochkapitalismus*, c'est l'expression de Sombart) comme un épisode, majeur il est vrai, dans la succession des formes économiques développées antérieurement au capitalisme, ou simultanément avec lui. Ainsi, les historiens de l'économie au XIX^e siècle européen accordaient autant d'importance, pour l'explication du capitalisme contemporain, aux époques économiques non-capitalistes révolues, aux grandes conquêtes contemporaines de la colonisation, aux résidus persistants de formes périmées. Les rapports capitalistes les plus évolués, les plus purs, apparaissent alors comme entourés, dans la suite des temps, par d'autres formes. L'unité de l'explication théorique se trouve brisée. L'histoire impose un pluralisme dans l'explication, alors que la logique postule l'unité du système.

La théorie qui considère l'économie mondiale comme inexistante en elle-même parce que deux systèmes hétérogènes (le capitalisme et le socialisme d'Etat) se développent dans le passé et le présent séparément l'un de l'autre, en dépit de leurs connexions de fait, trouve l'une de ses sources dans la polémique qui opposa longtemps les marxistes et l'école historique (1). Ne perdez pas cela de vue.

b) Cette polémique a rebondi avec la critique formulée par Rosa Luxembourg dans *L'Accumulation du capital*. Rosa tenta de montrer que les schémas de la reproduction simple et élargie (dans le Livre II du *Capital*) ne permettaient pas d'expliquer comment la plus-value produite dans la section I pouvait être réalisée au sein de rapports capitalistes « purs ». D'après elle, cette réalisation n'est possible que si des éléments non-capitalistes sont contraints à acheter les produits capitalistes (2). C'est ce qui expliquerait l'expansion impérialiste du capitalisme au XIX^e siècle pour la conquête de marchés coloniaux, et le refoulement des sphères indépendantes (notamment agraires) dans les régions capitalistes. Rosa Luxembourg tendait ainsi à rejoindre, sans compter les critiques internes qu'elle adresse à l'analyse marxienne des rapports capitalistes « purs », certaines thèses de l'école historique.

(1) Voyez à ce sujet le livre de N. Boukharine, *L'Economie politique du rentier. La théorie de la valeur et du profit de l'école autrichienne* (Paris, 1967).

(2) Boukharine a consacré une critique serrée aux thèses de Rosa Luxembourg dans une série de conférences : *L'Impérialisme et l'accumulation du capital* (en russe et en allemand, 1925).

L'économie mondiale apparaît en effet, de ce point de vue, comme le produit historique de la pénétration des rapports capitalistes dans le monde non-capitaliste. L'unité logique de la structure capitaliste « pure » se trouve brisée. La décomposition de cette structure ne peut venir de sa propre logique interne, mais doit être entraînée par la collision entre les éléments extérieurs et les rapports propres à la dynamique capitaliste en dehors de celui-ci.

La discussion qui suivit cette critique a plus d'un point commun avec celle que suscite aujourd'hui la théorie des « deux marchés mondiaux ». On peut en effet considérer que l'économie du socialisme d'Etat, comme celle de l'impérialisme, ne peuvent être analysées dans leur structure propre, ni dans leur unité, mais seulement dans le cadre d'un conflit au cours duquel chacun ne peut assurer sa survie, ou son progrès, qu'en décomposant l'autre. Dans ce cas, il faudrait aussi rejeter une analyse qui considère aujourd'hui l'économie mondiale comme un tout. Le « modèle » économique proposé par Marx devrait être profondément modifié.

c) Cette discussion prit une tournure nouvelle, à l'intérieur du système économique de l'U.R.S.S., lors de l'abolition du « communisme de guerre » et de l'instauration de la N.E.P. La dualité des systèmes réapparaissait, mais à l'intérieur d'un régime « socialiste ». En rétablissant la propriété privée des produits du sol (loué à bail amphytéotique), la liberté du commerce de détail et moyen, l'artisanat libre et même la petite exploitation industrielle privée à côté de l'industrie d'Etat, on restaurait un marché libre sur lequel s'exerce la loi de la valeur. Les produits redevenaient sans équivoque des marchandises, au moins pour partie. L'existence d'un secteur d'Etat comprenant les grands moyens de production et de transports, et d'un monopole d'Etat sur le commerce extérieur, introduisait un principe de concurrence d'un genre nouveau, et cette concurrence résultait justement de la dualité du nouveau système économique. Dans ces conditions, il n'était pas plus possible de considérer l'économie de la N.E.P. comme un bloc unifié, qu'on ne pouvait envisager le système capitaliste-impérialiste comme une seule entité (1).

Que firent alors la plupart des économistes soviétiques de la période 1921-1929 ? Ils renoncèrent à utiliser directement le modèle marxien pour analyser la nouvelle forme économique. Boukharine et ses élèves prirent la chose assez légèrement. Malgré la restauration d'un secteur de produc-

tion privée et la renaissance d'un salariat de type capitaliste, ils virent dans l'économie soviétique d'alors un système global *sui generis*, distinct du système capitaliste dans tous ses principes. Le secteur privé, le marché libre, le salariat capitaliste, n'étaient à leurs yeux que survivances passagères, résidus, formes périmées qu'il fallait préserver quelque temps pour des raisons politiques et pour faciliter le renforcement du secteur d'Etat qui devait plus tard dominer sans partage l'ensemble de l'économie.

Cette façon de voir impliquait une méthodologie confuse. Elle obligeait à recourir, pour analyser le système *mondial* de l'économie, à une pluralité de points de vue qui n'était en tout cas pas conforme à la méthode employée par Marx en son temps. Les catégories nouvelles de l'économie soviétique durant la N.E.P. appartenaient-elles au socialisme (au sens où Marx l'envisageait sous l'angle économique : issu des formes monopolistiques les plus évoluées du capitalisme) ? Ou bien dérivaien-elles de formes en décomposition du capitalisme, où émergeaient de nouvelles catégories ? Ou bien s'agissait-il de formes mixtes, de combinaisons particulières et exceptionnelles, incompatibles par leur nature même avec une théorie unifiée ? Les réponses de Boukharine allaient tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre. Vers la même époque, dans sa critique de Rosa Luxembourg, et à la veille de la N.E.P., dans son *Economie de la période de transition*, ainsi que dans son livre écrit en 1915, Boukharine envisageait la théorie de l'économie mondiale comme une totalité de relations capitalistes à laquelle s'opposait depuis 1918 une totalité de relations socialistes (1). Le caractère organique et unifié de la théorie économique était en quelque sorte sauvegardé, mais grâce à une dichotomie fondamentale présentée comme une alternative : capitalisme ou socialisme, l'un ou l'autre, étant donné son caractère de totalité organique (système « pur »), devant céder la place à l'autre à brève échéance.

Préobrajensky posa dès 1922 la question d'autre manière. La méthode qu'il préconise à l'époque conserve aujourd'hui toute sa valeur. La N.E.P. était devenue indispensable, à ses yeux, non seulement pour des raisons politiques et sociales,

(1) En ce sens, Boukharine ne fit que poursuivre l'analyse bi-partie qu'il avait tentée avec Préobrajensky lors du « communisme de guerre » dans l'*A B C du communisme* (divisé en deux parties bien distinctes : le monde capitaliste et le monde communiste).

mais aussi pour sa fonction économique (1). Fidèle à la méthode de Marx, il rappelle qu'on ne peut fournir une explication correcte des transformations partielles dans l'économie mondiale si l'on démembre celle-ci par principe. Même la rupture introduite par le régime soviétique ne fonde pas une hétérogénéité radicale. C'est au contraire une vue unitaire de l'ensemble du système qui permet de comprendre la portée de ses antagonismes, de ses différences et de ses modifications partielles. L'abolition des pouvoirs du grand capital privé en U.R.S.S., l'établissement d'un secteur économique d'Etat qui domine l'industrie lourde, l'énergie, les mines, les transports, le monopole étatique du commerce extérieur, n'abolissent pas les lois économiques générales qui régissent le fonctionnement des rapports capitalistes à l'échelle mondiale. Le régime de la N.E.P. rend cette dépendance encore plus sensible : le nouveau secteur privé soviétique est, au point de vue théorique, une variante des rapports capitalistes internationaux ; les échanges extérieurs traduisent les rapports de l'U.R.S.S. avec le marché mondial. La valeur d'échange reste le régulateur de toutes ces relations. Ce qui a changé, ce qui est nouveau, c'est le pouvoir que détient l'Etat de modifier en faveur de rapports non-capitalistes une structure qui dépend à l'origine des relations capitalistes mondiales dont elle est issue.

Ce point de vue exclut la méthode purement historique. Il élimine aussi une conception pluraliste de l'économie mondiale. Il permet par contre une étude des effets de l'économie duale soviétique (N.E.P.) sur les grandes catégories économiques définies par Marx comme types purs et abstraits. Les débats qui ont eu lieu (à mots couverts) dans les pays où s'est enraciné un socialisme d'Etat, ainsi que dans les pays sous-développés et néo-colonisés du « tiers monde », ont leur source dans la polémique qui opposait Préobrajensky à Boukharine au cours des années 1921-1927. Quant à la méthode, cette polémique a prolongé, dans de nouvelles circonstances, les controverses nourries par l'école historique et par Rosa Luxembourg.

d) La grande crise économique du capitalisme mondial des années 1930 a aussi suscité un débat économique qui

(1) Voir le premier chapitre de *La Nouvelle Economique* (Paris, 1966) et *De la N.E.P. au socialisme* (Paris, 1967), que j'ai présentés tous deux aux lecteurs français, et je l'espère à de nouveaux lecteurs russes.

renouvela les précédents. Cette crise de surproduction générale rejeta de la sphère productive des dizaines de millions de chômeurs en Europe et en Amérique ; elle fut en partie surmontée par des moyens économiques qui paraissaient incompatibles avec les lois théoriques du capitalisme concurrentiel : intervention croissante de l'Etat dans la régulation des mécanismes économiques ; tendance à l'autarchie, c'est-à-dire à la restriction maxima des productions et des échanges au cadre national. Certains auteurs bourgeois, et même socialistes, virent là une destruction peut-être définitive de l'unité du marché mondial, et du même coup, pour certains des seconds, la crise finale du système capitaliste. La contre épreuve était fournie, à leur avis, par les progrès de l'économie soviétique quant au volume de la production, entre 1930 et 1940. L'U.R.S.S., grâce à l'autarchie croissante de son économie, apportait un argument de plus aux thèses qui soulignaient l'impossibilité d'analyser comme un tout un système mondial dont la survie n'était plus assurée que par sa fragmentation. Dans ces conditions, le fonctionnement continu du capitalisme se serait une fois de plus expliqué par l'hétérogénéité de ses manifestations, par l'histoire de ses contradictions (ou conjoncture), et non par la théorie pure de sa structure d'ensemble. E. Varga, qui fut l'un des tenants de cette façon de voir, insista, au cours de l'avant-guerre et de l'après-guerre, sur le rôle que jouait désormais l'Etat monopoliste dans la liquidation des crises. Les théoriciens keyneysiens (J. Robinson, Chamberlin), de leur côté, virent dans la concurrence monopolistique une modalité du fonctionnement capitaliste qui retirait tout pouvoir explicatif, dans le monde moderne, à la théorie marxienne unitaire de la valeur. Ce que ces auteurs ont de commun, c'est qu'ils considèrent alors comme acquis le démembrement du marché mondial, et par suite la stérilité d'une analyse théorique fondée sur des schémas abstraits démentis, à leurs yeux, par les manifestations empiriques de la vie économique.

Les échos de cette discussion ne se sont pas encore tus. Après la seconde guerre mondiale, la théorie économique s'est trouvée tellement embarrassée devant les faits surgis de ce gigantesque ébranlement, qu'elle renonça de tous côtés à réunir en un seul système explicatif une multiplicité de phénomènes imprévus. Quel paradoxe ! Au moment où se dessine — beaucoup plus clairement qu'au temps de l'ascension européenne d'une économie capitaliste, c'est-à-dire au

temps où Marx rédigeait *le Capital* — l'unité d'une économie de transition véritablement mondiale, les théoriciens se déclarent impuissants à maîtriser une diversité d'apparences qui n'était pas au programme. Les chantres du « néo-capitalisme », de l'économie « moderne », accumulent les descriptions pour conclure que le capitalisme classique n'existe plus. Les apologistes du camp « socialiste », élargi à une pluralité de « socialismes dans un seul pays », sont à la recherche d'un principe spécifique pour expliquer leurs propres déboires, leurs succès et leurs contradictions. Les uns et les autres protestent contre toutes les formules d'intégration au moment même où chacun d'eux est poussé à rechercher une intégration qui manifeste justement la persistance, et même la suprématie incontestée, du marché mondial.

Ce chaos ressuscite une fois de plus les controverses sur l'histoire, sur les discordances entre conjoncture et structure, sur la validité universelle des lois économiques, sur le caractère spécifique des processus particuliers, sur les formes économiques du socialisme. Malgré des tendances contraires, nourries par le flot montant des données statistiques, l'esprit scientifique exige le recours à une théorie générale, et par conséquent à une méthode unique d'analyse et d'exposition.

Les théoriciens de l'économie politique bourgeoise, même dernier cri, ne cherchent plus à dissimuler leur embarras. Ils s'en tiennent à des schèmes superficiels pour tenter de maintenir l'hypothèse d'une évolution comparable de toutes les formes économiques particulières. Les critères varient : pour les uns, les économies ne sont comparables (*d'Etat à Etat*, je le souligne) que par leur taux de croissance (en quantités et en valeur monétaire) ; pour les autres, c'est le degré d'industrialisation et de productivité des processus de production qui est l'indice commun à tous ; pour d'autres, ce sont les phases où passent les modes de consommation, aboutissant à une suprématie des services dits tertiaires, qui signalent les progrès comparatifs entre systèmes différents ; d'autres encore mettent en avant les tendances à la convergence des économies comme signe commun de leur disparité ou de leur isomorphisme.

Les théoriciens de l'économie socialiste d'Etat se montrent tout aussi superficiels, quoique d'une autre manière : ils se réfèrent aux traditionnelles oppositions entre les « deux mondes », corrigées par le principe d'une inoffensive « coexistence » ; ils excluent du socialisme tantôt les économies des

anciennes colonies européennes et des pays sous-développés, tantôt celles de leurs voisins (Yougoslavie, U.R.S.S. et Chine, par exemple, s'étant mutuellement définies, à diverses époques, comme « restaurateurs du capitalisme », « progressistes », « socialistes », ou même « racistes ») ; tantôt celles de leurs ennemis ou de leurs rivaux. Il est malaisé de comprendre en quoi les lois qui administrent leur économie sont de véritables lois : la planification, considérée comme telle, se surajoute, et se juxtapose à certains modes capitalistes de production et de répartition de la plus-value, plutôt qu'elle ne s'y substitue entièrement.

Tout cela dissimule assez mal un retour à l'empirisme (même lorsqu'on interprète ses données dans le langage des calculs les plus complexes) tout à fait contraire aux conceptions méthodologiques de Marx. De sorte qu'avant même de se demander, un siècle après la publication du premier Livre du *Capital*, si la méthodologie marxienne est toujours légitime, il faut répondre au défi de l'empirisme en exposant ses faiblesses.

L'empirisme, il est vrai, trouve une sorte d'excuse dans certains procédés récents de direction de l'économie. La démultiplication des pouvoirs de décision, les prévisions calculées, le champ étendu des interventions administratives, bureaucratiques et étatiques, l'usage de calculatrices à grande puissance, la fréquence, la multiplicité et la particularité de recensements et dénombrements de tous ordres, font tout autant pour étendre le domaine de l'empirisme que pour lui donner l'apparence de la théorie. Ce que l'on constate ou que l'on *prescrit* par ces moyens, est vite tenu pour une loi. Ce que l'on appelle loi suppose des règles de fonctionnement que l'on qualifie d'axiomatiques, ou même d'« immanentes ». Mais un amoncellement de lois ou de normes si souvent révisées sous la contrainte d'impératifs immédiats ne fait pas encore une théorie.

On baptise « guide pour l'action » un ensemble de procédés et de préceptes tirés de données hétéroclites. L'art de la persuasion, la virtuosité dans l'argumentation, les interprétations obligatoires, prennent alors le pas sur la logique et ses démonstrations. En définitive, c'est la raison d'Etat — autant de raisons que d'Etats — qui s'impose aux investigations de la théorie ; il faut de bien puissantes vertus aux savants pour qu'ils y résistent, et y opposent des déductions qui ne doivent leur force qu'à la science. La théorie unifiée de l'économie

mondiale apparaît-elle illusoire de nos jours ? La théocratie scientifique est-elle seule à tenir lieu de puissance unificatrice ? C'est qu'on sépare les données empiriques de la théorie, qui s'élabore ainsi hors d'elles, et même contre elles.

Encore l'empirisme a-t-il un avantage lorsqu'il se limite à l'économie : il use de données dont la mesure est nette — prix, salaires, monnaie, produits, etc. Mais étendu au domaine de la sociologie ou de la psychologie, les définitions qu'il manipule sont le plus souvent sans précision, ou purement verbales, et tombent aisément sous l'inculpation d'*idéologie*.

Ce qui fait la force et la fécondité de la théorie marxienne, presque inaperçues il y a un siècle, c'est justement que Marx sut analyser, et critiquer, l'économie politique en la débarrassant des scories empiriques de l'époque, des apparences et des anecdotes, des sophismes et des apologies. Il tint ferme sur deux points essentiels : d'abord, considérer le régime du capital et du salariat comme un cas pur, un « modèle », seul capable de supporter une authentique théorie ; ensuite, envisager l'économie mondiale comme un tout. Ces deux démarches sont solidaires. Ce que cette façon de voir avait de hardi, on le comprend mieux aujourd'hui qu'il y a cent ans.

Le milieu du XIX^e siècle débordait pourtant déjà de données empiriques, dans lesquelles les économistes sociaux se complaisaient. Les sciences mathématiques, logiques et physico-chimiques proposaient encore peu de procédures ou de méthodes pour systématiser ces données. Marx eut recours à l'inspiration de la *Logique* de Hegel, en même temps qu'aux épures de Quesnay, plus encore qu'aux mathématiques. Mais il fut intraitable sur sa propre méthode : une logique dialectique, algébrisable ou formalisable. C'est ce qui fit de lui un précurseur.

D'autre part, la planète était encore loin, entre 1850 et 1870, d'être tombée tout entière dans l'étau des rapports capitalistes. C'est à partir de l'Europe occidentale industrielle (et de l'Est des Etats-Unis d'Amérique) qu'une perspective universelle du développement économique pouvait se découvrir — et c'est à partir de là que des rapports socialistes pouvaient être désormais entrevus. Le marché mondial s'imposait moins par son étendue que par son extension et sa structure. C'est cependant en partant de ce noyau, de ce pôle unique de contraintes et d'impulsions, que Marx élaborait un modèle

destiné à régenter la planète. Que sont, au milieu du XIX^e siècle, les salariés de l'entrepreneur capitaliste ? Un cinquième à un quart de la population active dans l'Europe industrielle ; une quantité négligeable ailleurs. Aujourd'hui, ils sont 70 à 100 % dans l'Europe entière et dans l'Amérique du Nord, 20 à 30 % dans les autres parties du monde.

Il reste à se demander si l'on peut aujourd'hui, compte tenu des remarques précédentes, élaborer un modèle général de l'économie mondiale ; dans quelle mesure, et avec quelle signification. A mon avis, cette tentative est possible et elle ne l'est précisément que si l'on en revient à la méthodologie de Marx, applicable dans de nouvelles circonstances.

Tout d'abord, pour chercher la racine commune au développement et aux crises des rapports capitalistes, du socialisme d'Etat et des régimes mixtes, il faut renoncer à la découvrir dans le déroulement historique des faits, ou dans la description immédiate et locale des phénomènes. On doit recourir à un schème abstrait. Si Marx, quant à lui, avait commencé par inclure dans son exposé théorique les formes propres au capital commercial ici et là, l'agriculture de subsistance là où elle est répandue, etc. il ne serait pas parvenu à présenter un modèle des rapports capitalistes purs. Bien entendu, une fois le modèle théorique établi on doit montrer jusqu'à quel point les données concrètes diverses en dépendent, quelles sont les formes pratiques des transformations en cours.

Une fois ceci établi, il faut rechercher si l'économie mondiale présente est justiciable d'un modèle unique, et si oui, quels sont les postulats à admettre. A peu près tous les ouvrages didactiques d'économie, dans les pays de socialisme d'Etat, capitalistes, et autres, établissent une dichotomie de principe (1). Ils donnent une description du système capitaliste anatomiquement et physiologiquement séparée de celle du système socialiste (ou supposé tel). Chaque système paraît fonctionner dans un monde particulier, irréductible et autonome. Ces deux mondes théoriques n'ont entre eux que des relations circonstanciées de « coexistence » ou d'antagonisme, c'est-à-dire en pratique commerciales. Quelques auteurs, toutefois, admettent que les deux systèmes tendent sur certains points à « converger » ou même à se « rejoindre », et tout

(1) Cette erreur a été répétée par un auteur qui s'estime « trotskyste », E. Mandel (*Traité d'Economie Marxiste*, 1962).

au moins à combiner des éléments pris dans les deux systèmes, par adulation de l'un ou de l'autre ; mais ils ne précisent pas le mécanisme de cette convergence ou de cette combinaison, ni son origine.

Cette façon de voir a été établie par Staline longtemps avant la guerre (1) et codifiée par lui après la guerre dans sa brochure sur *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* ; elle est toujours considérée comme un dogme en U.R.S.S. D'après lui, il existe deux systèmes économiques *mondiaux*, opérant sur deux marchés *mondiaux*. Chacun d'eux fonctionne de façon autonome selon ses lois objectives propres.

Cette conception n'a aucune valeur, ni en théorie, ni en pratique. En théorie, il faudrait d'abord expliquer plusieurs choses : à moins d'admettre le dogme du « socialisme dans un pays isolé » — résurrection de *l'Etat commercial fermé* de Fichte ou de celui de List — il faudrait supposer que certaines formules algébriques de Marx (produit social = $c + v + pl$, par exemple) ne sont pas valables universellement. Dans ce cas, il faut démontrer pourquoi elles ont cessé de l'être dans des rapports socialistes d'Etat, alors qu'on les y utilise couramment. Ensuite, il faut prouver que la racine des différences entre régimes sociaux-économiques réside avant tout dans les modes de propriété. Enfin, il faudrait fournir pour les rapports socialistes des lois de structure propres tirées des formes actuelles de l'économie des pays qui se considèrent comme socialistes ou même communistes. Toutes ces thèses ne sont guère démontrables aujourd'hui.

De façon pratique, et même purement descriptive, il faut aussi relever quelques faits importants. D'abord, c'est un paradoxe curieux que la plupart pour ne pas dire la totalité des lois, fonctions et mécanismes décelés par les théoriciens du socialisme d'Etat soient tirées directement de l'analyse du *Capital* de Marx. Ces lois subissent, dit-on, des modifications ; mais elles subsistent dans leur essence. La loi de la valeur, on l'admet, conserve aujourd'hui une validité universelle ; toutefois elle ne jouerait pas le même rôle de régulateur dans le capitalisme et dans le socialisme. S'agit-il de variantes, de divergences, ou d'une différence radicale ?

Ensuite, aucun « camp », aucun groupe d'Etat, aucun « monde » ne peut aujourd'hui se prévaloir d'une homogénéité

(1) Voir ma critique, en 1938, p. 517 . Je l'ai reprise en 1952. (Cf. *La classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964, pp. 357-391.)

réelle propre, du moins en matière économique. Les socialismes d'Etat présentent une diversité de régimes qui vont jusqu'à l'hostilité affichée entre eux (par exemple la Chine et l'U.R.S.S.). La concurrence s'exerce dans ce monde comme elle se manifeste ailleurs, même si c'est sous d'autres formes. Aucun théoricien n'oserait aujourd'hui présenter une analyse générale du fonctionnement de l'ensemble de ces groupes d'Etat. Cette impossibilité est renforcée par l'existence d'une série d'Etats dont la définition économique est d'une complexité redoutable : l'Inde ou les nations islamiques, par exemple, ou la Yougoslavie.

Faut-il, dans ces conditions, en rester à l'empirisme ? C'est ce qui se passe un peu partout. Cela ne l'empêche pas d'être bridé par des exigences politiques, des normes sociales, des dogmes d'Etat qualifiés par abus de théories, et même de principes. Le respect de ces dogmes revêt bien des aspects, de la contrainte brutale jusqu'aux subtilités du *laissez-dire* apparent. Si bien que parler d'une *théorie générale de l'économie de transition* hors des œillères de l'Etat, c'est blasphémer, encourir le stigmate du cosmopolite.

Dans les milieux capitalistes, la règle est simple : l'évolution économique de l'U.R.S.S. étant un cas *aberrant*, toute théorie générale doit en faire abstraction ; au mieux, la faire servir de contre-épreuve, ou de preuve par l'absurde. Dans les socialismes d'Etat la règle est tout aussi claire : le système capitaliste étant par définition en état de décomposition et de crise endémique, sa mort latente le tient hors d'une théorie générale de l'économie présente ou future, socialiste, puisque celle-ci répond à ses lois propres, irréductibles à tous les processus qui se déroulent en dehors d'elle.

Ce dilemme est nourri et à peine corrigé par l'empirisme de comparaisons dépourvues de toute portée profonde, significatives peut-être en politique, voire en morale, non en théorie sociale.

Cette position nous ramène aux débats sur la possibilité, en droit et en fait, en théorie et en pratique, de rechercher ce qui constitue la racine commune à toutes les évolutions économiques, à quelque modèle que celles-ci se réfèrent. Admettre *a priori* que ce modèle soit logiquement inconcevable, c'est en revenir à la méthode qui oppose l'histoire à la structure, le monde capitaliste au monde non-capitaliste, des rapports socialistes purs à des rapports capitalistes purs.

C'est s'éloigner des principes logiques établis par Marx, qui n'a jamais considéré les oppositions et les contradictions, aussi fondamentales fussent-elles, en dehors de l'unité qu'elles impliquent et qui les supposent.

L'effort scientifique que la situation exige, c'est d'en revenir à une analyse théorique de l'économie mondiale tout entière. Cette analyse n'est nullement indifférente aux modes de transformation des structures ; tout au contraire, c'est elle qui peut expliquer ces transformations. Si nous appelons rapports socialistes les rapports ou relations qui se substituent aux rapports capitalistes, nous devons cependant savoir que ces rapports nouveaux s'établissent, au cours d'une période de transition, aussi bien par transformation du modèle capitaliste classique que par transformation du modèle socialiste d'Etat, et par effet réciproque sinon même souvent solidaire.

A cela on ne peut faire, il me semble, qu'une seule objection de méthode pertinente, à savoir que la période actuelle est peu propice, en raison même de son caractère transitoire et de ses mutations accélérées (1), à une formalisation du genre de celle que Marx élaborait dès 1850. Pour employer le vocabulaire venu des saint-simoniens, nous serions dans une époque *critique* et non *organique*. Or, les périodes critiques se prêteraient moins bien que les autres à l'élaboration d'un modèle global, formalisé. Il faut qu'un modèle s'appuie sur une réalité *organique*, constitue un ensemble fonctionnel bien défini, et même stable pour une longue durée, si l'on peut espérer lui donner une forme cohérente. L'époque actuelle a-t-elle cet aspect organique ? Au dire des empiristes et des dogmatiques d'Etat, c'est justement ce qui lui manque. Epoque révolutionnaire, traversée de ruptures et bouleversements rapides, tout en elle paraît s'opposer à une généralisation de son modèle de fonctionnement global. Il faudrait attendre que se soit imposée une formule mondiale durable, sinon définitive, universellement reconnue (socialiste ou non), et que le monde soit sorti d'une phase critique pour atteindre un état organique, si l'on veut être en droit de l'élucider en théorie.

Ecarterons cette objection. D'abord, la méthodologie scientifique nous indique qu'un modèle théorique, même imparfait, est toujours possible s'il est capable de décrire une structure

(1) Accélérées ? Je me demande si cette impression n'est pas une illusion. On ne voit plus que les accidents, les détails, les modes, l'immédiat, le sensationnel, etc... Qu'est-ce qui s'accélère ? Je le demande.

et son fonctionnement, si les démonstrations qu'on en tire sont probantes. *Les modèles des états critiques, des phases de transformation, peuvent être aussi rigoureux que les autres.* S'il y a pour l'historien des chaos et des troubles dans la vie des peuples, pour la pensée scientifique il n'existe que des ordres, des changements et des combinaisons d'ordres.

En second lieu, les modèles déterministes tels qu'on les concevait au milieu et même à la fin du XIX^e siècle ne sont que des cas particuliers de modèles plus généraux, ou des cas parmi d'autres cas. Par un renversement de perspective épistémologique, les périodes « critiques » peuvent être considérées, sous certaines conditions, comme génératrices de modèles plus généraux que les périodes « organiques », parce qu'elles comportent à la fois des systèmes ou sous-systèmes stables, et des systèmes métastables, des systèmes aléatoires de différents types, etc. Le modèle « organique », au sens où le mot était pris au temps de Marx, se trouve englobé, d'après les mêmes principes, dans des modèles à la fois plus variés et plus généraux. En somme, les états stables deviennent les accidents des états de transformation.

En troisième lieu, il arrive que par un effet d'optique sociale, ou de distorsion historique, ce qui paraît organique sur le moment soit ensuite considéré comme critique, et inversement. Cette relativité de la perspective fut très bien comprise par Marx, qui remplaçait les successions chronologiques d'événements par les filiations de catégories, en sorte que l'une d'entre elles, faisant partie d'un système au cours d'une certaine période « critique », pouvait être l'élément « organique » du système prévalent au cours d'une période suivante ou même antérieure. Par exemple, le salariat en usage dans l'armée romaine, selon l'exemple avancé par Marx, était un élément inorganique et tout à fait subordonné dans l'économie des romains ; mais il est devenu l'élément fondamental et le centre de l'explication dans les rapports capitalistes lorsque ceux-ci prirent une forme organique.

J'ajoute que les types de contradictions inhérentes à des périodes organiques différentes présentent des caractères différents ; du fait même des oppositions dans le modèle, ce qui apparaît organique (ou structurel) est aussi critique, c'est-à-dire sous transformation. Ainsi, les contradictions sociales inhérentes aux rapports capitalistes sont devenus des particularités « critiques » propres aux socialismes d'Etat.

Que peut alors signifier la recherche d'un modèle général de développement dans le monde actuel ? S'agit-il de trouver une formule qui « concilie » avec éclectisme des données tirées des rapports capitalistes et des rapports non-capitalistes ? D'élaborer un modèle général dont ces deux types de rapports ne soient que des cas particuliers ? Ou même tout simplement de déceler des voies de convergences entre eux, le modèle général n'étant que l'objectif possible au cours d'une prochaine époque ? Aucune de ces questions n'est tout à fait oiseuse. Encore faut-il poser d'abord une autre question, fondamentale, qui est aussi jusqu'à un certain point une question de méthode.

Cette question est la suivante : si notre perspective a un sens, quel est le rapport à partir duquel s'expliquent aujourd'hui les transformations en cours des deux côtés ? Il ne s'agit pas de chercher un ou plusieurs *effets communs* à deux modèles économiques, mais de trouver la *racine* des transformations qui embrassent ces modèles et en préfigurent sans doute un troisième. Ecartons alors tout ce qui prend pour point de départ la nature des régimes politiques. Montesquieu pouvait ouvrir *l'Esprit des lois* sur une typologie des gouvernements et de leurs ressorts moraux. C'est une entreprise interdite aujourd'hui. Eliminons aussi tout ce qui a trait aux sphères de la consommation et de la distribution, et bien entendu ce qui se réfère à la culture ou aux distractions de loisir, bien que, moins paradoxalement qu'il y paraît, la communauté universelle des formes de jouissance soit patente. De même, tout ce qui a trait aux prix et à la monnaie. Suspendons aussi dès l'abord l'examen des régimes de propriété tels que les définit le droit.

Il faut reconstruire un modèle qui soit la source de tout cela, et non son effet. Cette source réside toujours là où Marx l'avait identifiée, dans les formes de production et d'appropriation de la plus-value, ou surproduit, créée par une dépense de capacité de travail démultipliée par un outillage à haute productivité. Cette source de toute vie économique et sociale entretient aujourd'hui des mécanismes beaucoup plus complexes qu'on ne pouvait le prévoir il y a un siècle : les extensions démographiques et technologiques (scientifiques) leur ont donné des dimensions presque imprévues, sans altérer son principe, actif encore pour de longues décennies. C'est elle qui explique aussi les nouvelles formes d'exploitation

des hommes par les hommes, exploitation mutuelle d'un nouveau type dont l'affranchissement constituera l'œuvre des générations à venir.

5. *Unité du système et intégration.*

Est-ce à dire que l'unité du système suppose une structure intégrée ? L'intégration, comme forme sociale, est un mouvement constant de sous-ensembles pour devenir un ensemble de plus grande extension répondant aux mêmes lois ; l'universalité est sa fin. Les classes sociales universelles fondent leur existence sur cette universalité postulée. Le salarié d'un point du globe est solidaire de celui de tout autre point du globe.

L'économie bourgeoise ou bureaucratique, les Etats politiques, en ont une vue plus restreinte. Assembler des territoires sous la même main, forcer des échanges commerciaux, choisir des partenaires, associer des égaux, exclure des concurrents, voilà ce qu'on appelle « intégrer ».

On en vient alors à exprimer l'intégration des économies nationales (capitalismes et socialismes d'Etat) par l'abolition de discriminations dans les échanges de biens, de services ou d'hommes entre unités économiques ou Etats (1). Cela suppose des règles communes aux parties, et le contrôle commun de ces règles ; d'où l'affaiblissement des souverainetés de l'Etat. Coopération, alliance, communauté, bloc, ces *avatar* de l'Empire cachent mal la persistance de leur fin désirée : l'intégration, où d'ordinaire le plus faible subit la loi du plus puissant, à brève échéance au moins. Le Marché Commun de l'Europe occidentale, la zone dollar, le Commonwealth britannique, le Comecon, l'Alliance Atlantique, tous ces mixtes d'économie et de stratégie, de puissance et de faiblesse, visent au même genre d'extension.

Que veut-on dire lorsque l'on tente de décentraliser ce que la nature de la technique et de l'économie unifie et centralise ? Ou c'est un leurre, ou c'est un équilibre précaire, ou c'est le vœu que chacun ait son mot à dire, là où il est — genre de démocratie que nous ne connaissons pas encore, si toutefois c'est à notre portée, ce dont on peut douter.

Intégrer, c'est le dernier mot des régimes antagoniques d'un même système.

(1) Voir B. Belassa, *The theory of economic integration*, 1961, et « Towards a theory of economic integration », *Kyklos*, 1961, n° I.

6. *Le travail, principe directeur.*

Le principe directeur auquel il faut se fier, c'est l'activité connue sous le nom de travail. Il serait oiseux aujourd'hui de consacrer plus que quelques lignes à sa définition. C'est sa fonction qui nous retient. Les énergies qu'il mobilise, l'action qu'il vise, les modalités de son exercice, la chaîne de ses effets, les limites de son efficacité, tout cela doit faire l'objet de l'investigation si l'on veut savoir comment s'explique une société planétaire qui se désigne comme socialiste en certains de ses fragments, libérale ou démocratique en d'autres, et quelquefois comme étatiste, populaire, et même capitaliste — mais dont le ressort est partout le rôle et la destinée du travail et des produits du travail humain.

Deux ou trois siècles de réflexion en Europe, des écrits profonds, des critiques sans merci, des luttes cruelles, la création d'un appareil technique sans précédent, nous ont mené au seuil d'explications tenues de plus en plus pour des vérités. Produire, voilà le maître mot de toute cette époque. Exploiter, profiter, réussir, voilà les obligations nées de la frénésie de produire. Assurer le partage équitable des biens et des services engendrés par le travail de tous — telle est la fin que l'on s'assigne partout désormais, une fois détruit l'état social qui réservait tout naturellement les moyens de la jouissance aux détenteurs des moyens de produire, d'exécuter et de dominer ; c'est de cela qu'on doit disputer à présent.

L'Europe a fini de pouvoir se réserver un monopole planétaire de la production. La pauvreté de vastes parties du monde n'empêche pourtant pas celles-ci de receler le plus formidable potentiel de travail. Si le capital accumulé y fait défaut, le moyen d'en accumuler ne manque pas. Le travail n'est pas une chose rare : on peut chiffrer ses ressources, calculer ses limites — mais là n'est pas la rareté. Les forces de travail humain disponibles sont identiques à la majeure partie de l'espèce humaine. Elles ne seraient rares, peu accessibles ou peu étendues, qu'au regard d'une population énorme qui n'y contribuerait pas. Mais, recouvrant à des degrés divers la quasi-totalité du champ des capacités humaines, elle est du même coup une capacité totale, et non une rareté.

De plus, la force complète du travail social humain se multiplie, se transfère, dans une force technique qu'elle a créée au-delà des services que lui ont toujours rendus la domes-

tication d'espèces animales et végétales, et le jeu de mouvements naturels. Les machines de notre époque créent un potentiel productif dont on commence enfin à mesurer l'ampleur : il devient tout aussi important de connaître le parc des machines, le catalogue des procédés scientifiques et techniques, la nomenclature des produits, que l'état-civil des hommes et leur répartition. Une démographie technique se greffe sur la démographie des personnes.

Le principal effet du débordement de la civilisation européenne sur le marché mondial, c'est la levée d'une nouvelle et immense armée du travail. C'est ce qui se voit mieux aujourd'hui qu'au début du siècle. Nous sommes habitués à définir l'expansion européenne par les traits qui la rendaient immédiatement profitable et glorieuse : conquête militaire, prosélytisme chrétien, domination commerciale, pillage des richesses exotiques ; puis peuplement lointain, transports de populations, exportations de capitaux, profits inouïs tirés des monopoles coloniaux. Mais tout cela annonçait autre chose. De guerre mondiale en guerre mondiale, de partage du monde en repartage du monde, cette expansion a fait lever une puissance nouvelle chez les peuples dont l'existence n'était plus que le reflet de celle de leurs conquérants. Cette puissance s'est déchaînée à la suite de la révolution russe d'Octobre 1917 ; elle s'est fortifiée des collisions européennes et impérialistes ; elle s'est répandue lorsque les entreprises de l'Europe eurent implanté outre-mer assez d'industries pour donner aux peuples émancipés conscience de ce qu'ils pouvaient devenir par leur propre travail.

Un milliard de nouveaux travailleurs, de futurs salariés, voilà ce que l'impérialisme européen a jeté sur le marché mondial, ce que le socialisme recueille. Les capitaux désertaient pour la majeure partie les lieux où ils se créaient ; mais ils laissaient derrière eux des sillons de forces travailleuses, de capacités qui mûrissent. Cette menace est bien plus redoutable aux métropoles anciennes que des richesses rivales encore faibles. C'est le travail mondial qui réclame désormais ses droits. Il les revendique contre l'Europe et l'Amérique qui lui en ont soufflé la formule, et déjà contre ceux qui commencent à les lui dénier sur place.

Les résistances militaires des anciennes colonies, leur victoire en Asie comme en Afrique, qu'annoncent-elles ? Que les hommes, en combattant, voulaient aussi travailler à leur propre compte. Frustrés, proscrits, soumis, ils ont d'abord

concentré dans la force qui conquiert la liberté une énergie qui doit devenir le ressort des créations du travail — et par lui une nouvelle jouissance de la vie. Ce programme est l'immense querelle de demain.

Toutes les politiques dont on débat : indépendance économique, plans d'équipement, fixation des prix et des rémunérations, accumulation de capitaux, équilibres économiques et démographiques continentaux, sont les manifestations de ce phénomène plus profond : les forces de travail social mondial ont atteint l'heure de l'émancipation. Qu'elles s'y engagent dans la confusion, dans l'erreur, et même dans l'illusion, ne change rien à l'affaire. Si la pensée économique et sociale moderne s'est affirmée en Europe, sous le nom de socialisme, au nom de la transformation radicale des conditions de travail, il faut s'attendre qu'elle marche de la même façon dans l'ensemble planétaire. C'est pour cela que je donne aux problèmes qu'elle pose une priorité logique, la valeur d'un principe.

7. Le travail veut la soumission.

La soumission mutuelle, plus encore que la soumission hiérarchique, est un principe chrétien. De ceux, tout au moins, que les chrétiens tirent de leurs livres sacrés. « Soumettez-vous les uns aux autres dans la crainte de Dieu », dit l'Épître aux Ephésiens. « Assujettissez-vous les uns aux autres dans la charité », renchérit l'Épître aux Galates. Et Pierre, le fondateur présumé de l'Eglise catholique romaine, recommande à ses disciples de « se soumettre tous les uns aux autres ». La soumission de l'homme à l'homme, de tous à tous, voilà peut-être ce qui a permis de voir dans le christianisme un principe vraiment républicain, une démocratie, et pourquoi pas, un communisme.

Mais que cette soumission ne trouble pas l'ordre des choses ! Qu'elle le confirme plutôt, par sa vertu même. Si le travail où coopère la société veut que l'inférieur obéisse à son supérieur, il faut que chacun se plie à cette loi sans y redire. Il s'agit d'un sacrifice, et non d'une règle de sociabilité, d'un calcul d'intérêt, d'un marché ni d'un échange. Et qui doit consentir ce sacrifice ? Le sacrifié, bien entendu.

La bourgeoisie s'est emparée de cette morale. Ses législateurs l'ont traduite en impératifs pour faire pièce à la guerre de tous contre tous qui les ébranlaient chaque jour.

Le socialisme européen, baptisé, a trouvé cette règle dans son héritage, où elles sont toujours à l'honneur.

Un siècle de combats pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, substrat de la soumission de tous à tous, n'a pas mis fin à ces homélies. Paradoxe suprême, c'est dans le pays où l'athéisme est constitutionnel que cette hypocrisie couvre tout, et qu'il est interdit de la dénoncer.

8. *D'un fétiche à l'autre.*

La marchandise dans l'économie des capitalistes est devenue fétiche ; on la révère comme matérialisation des rapports sociaux d'échange. Dans le socialisme d'Etat, travail et salaire sont à leur tour devenus un vrai fétiche sous la forme éthérée d'une fonction. La fonction-fétiche y devient institution. Elle ne sort pas spontanément des relations sociales d'échange de valeurs, matérialisées dans la circulation des marchandises, de la même façon que dans les rapports capitalistes. Elle a grandi en dogme d'une philosophie d'Etat, répandue, imposée par un clergé bureaucratique : la religion du travail. Au citoyen adorant la marchandise, c'est-à-dire le travail des autres, se substitue le travailleur qui se prosterne devant son propre travail.

La bourgeoisie escamote l'exploitation du travail derrière l'éclat fascinant des produits marchands et la danse fantastique des prix. Le bureaucrate de la planification étatique, lui, subtilise les rapports d'exploitation mutuelle et de parasitisme propres au socialisme d'Etat derrière les fantasmes du salaire « socialiste », récompense du travail, honneur social, fierté du patriote, médaille des bons serviteurs. Le travail a constitutionnellement cessé d'être une peine. Il ne recouvre aucun antagonisme. Il se présente dans la pureté d'un principe organisateur de la justice sociale, d'un symbole de l'harmonie économique ; il est devenu fétiche rationaliste. Empocher un salaire, c'est recevoir la grâce comme fait le chrétien dans la mystérieuse eucharistie. Ce salaire est la part sacrée qui lui revient sur le produit national, le certificat honorable de sa portion de sueur, consacrée par le clergé bureaucratique qui veut le bien du travailleur en se réservant de gras bénéfices.

La critique du travail dans le capitalisme s'est muée en adoration du travail socialiste. L'escamotage des efforts de l'ouvrier derrière la marchandise qui les cristallise à l'usage

des échangistes, et dans le capital qui les fait fructifier, est remplacé par une prestidigitation qui transfigure ces efforts en un salaire estampillé par l'Etat.

Ce fétichisme nouveau est bien plus raffiné que l'ancien. Il est plus abstrait, comme la religion de Mahomet ou de Jésus est plus sophistiquée que celle des Arunta ou des Bororo. Dans la société bourgeoise, la marchandise est fétiche palpable, objet qui circule de main en main, porteur de tous les attributs du positif, forme matérielle façonnée, résultat immédiat du travail. Le marché et la concurrence sont les moyens prédestinés de sa manifestation ; chacun peut y intervenir comme offreur ou comme demandeur ; le mystère de la transsubstantiation des rapports sociaux en marchandises apparaît ainsi comme illusion immédiate, flairée, touchée, sentie.

Chacun se jette avec avidité sur la marchandise convoitée, chérie, adulée : pain de vie — qu'il s'agisse du capitaliste qui acquiert une machine, de l'ouvrier qui achète une livre de pain, du paysan un bol de riz, du jouisseur deux heures de spectacle, ou un homme une femme. On cesse par là de comprendre que si l'objet approprié sur le marché a la forme d'une marchandise, c'est parce que la propriété du capital et du moyen de production a permis à son détenteur de faire produire par le salarié une plus-value réalisée dans la vente de la marchandise. On voit dans la marchandise un objet à céder au plus offrant ou au plus malin ; pourtant, elle est la forme particulière d'un rapport objectif entre sujets, d'un rapport social d'exploitation. On finit par tourner le dos à la critique de ce rapport social pour adorer ou haïr l'objet qui le manifeste.

Dans le socialisme d'Etat, où elle existe encore, la marchandise ne dépend plus de l'affrontement immédiat de concurrents. Les maîtres du marché d'Etat, les dirigeants du parti, déterminent par le plan les prix et les quantités de cet objet. La marchandise comme telle, perd son ancien mystère parce qu'elle perd son pouvoir d'illusion. Elle est dépouillée de son vieux caractère religieux parce qu'elle ne dissimule plus des rapports entre capitalistes et prolétaires, mais des relations plus abstraites et subtiles entre le producteur et l'Etat.

Le fétichisme, exorcisé dans le produit marchand, se réfugie dans l'exercice des capacités, le travail. Ce transfert est obscur, car cette fois c'est le salaire lui-même, l'équivalent consommable du travail, qui devient l'objet d'un culte et le

prétexte d'une religion. Le fétichisme du travail est au fétichisme de la marchandise ce que le monothéisme est au polythéisme : le système des relations sociales n'a plus qu'une essence, celle du travail. Tout est officiellement travail comme tout est un seul dieu dans les religions sorties du sein d'Abraham.

Les relations sociales ne se vérifient pas tantôt sous les espèces de la marchandise, tantôt sous celles du salaire, tantôt sous celles du capital et du profit. Elles se résument dans le travail, hypostase de la peine et de la récompense réconciliées, début et fin de toute existence. Les mystères répartis dans le capitalisme sur la tête des différents dieux de la vie économique, comme les attributs de la divinité dans le polythéisme, se ramassent sur le seul dieu unique et véritable, incarnation de toute vie sociale, le travail.

Et le travail n'est plus châtiment, souffrance et antagonisme, quelquefois consolation mitigée ; il est rédemption absolue, part du gâteau, façon de mériter le ciel, et sa figure est le salaire. Toute peine mérite salaire ? A cette loi du décalogue capitaliste, le socialisme d'Etat substitue cette autre : toute joie est salaire. Le salaire n'est plus un prix ; c'est une récompense, presque un don de tous à chacun. Il faut l'encenser comme le moyen d'entrer au paradis terrestre. Ce n'est plus le fétiche grossier, le gri-gri matériel, l'or abject que caresse l'avare sordide et l'exploiteur du travail d'autrui, ou le bien stocké par le spéculateur. Qui pourrait encore se laisser prendre aux artifices de la marchandise ou du prêt à intérêt alors que les classes qui en faisaient l'objet de leur commerce ont disparu ? C'est le fétichisme le plus essentiel, plus immatériel, qui circule dans les propres veines du travailleur abasourdi, car le bureaucrate lui déclare : tu es ton propre dieu.

Pourtant, c'est encore un fétichisme. Celui-ci aussi camoufle des rapports sociaux réels. Il ne craint pas, d'ailleurs, d'emprunter plus d'une forme à ses prédécesseurs : qui ne travaille pas ne doit pas manger, proclament Saint Paul et la constitution de l'U.R.S.S.

La marchandise est un fétiche populaire. Mais ce n'est pas le plus grand. C'est même le fétiche tout à fait primitif, le plus immédiat, non le plus pur. Et les citoyens soviétiques sont assez éclairés, sinon pour pouvoir élucider tous les artifices de leurs salaires et de leur travail, du moins pour recon-

naître sous les espèces des biens qui leurs sont offerts des biens consommables à raison stricte de la grandeur de revenus différentiels ; ces revenus sont l'attribut de catégories, et même de classes sociales tranchées, différentes et souvent antagonistes.

Le grand et vrai dieu, *le fétiche le plus absolu*, Marx le proclame, c'est le capital productif d'intérêt. Faire de la terre ou de la nature la source de la rente foncière, « cela sent assez le fétichisme », dit-il aussi. En général, la forme supérieure du fétichisme, c'est la théorie de l'économie politique vulgaire sur la formation et la répartition de la plus-value. C'est donc dans la production directe d'un surplus par l'argent lui-même qu'apparaît la forme suprême du fétichisme : « dans le capital productif d'intérêt nous avons le fétiche parfait » (1). « Dans le capital productif d'intérêt le fétiche automatique est achevé et nous avons l'argent qui se fait valoir lui-même, l'argent qui rapporte de l'argent ; il n'existe plus rien du passé. Le rapport social n'est plus que le rapport d'une chose, argent ou marchandise, avec elle-même ». C'est $A \rightarrow A'$. Et encore : « C'est donc l'intérêt, et non pas le profit, qui apparaît comme une création de valeur issue du capital en soi, de la simple propriété du capital, par conséquent comme le revenu spécialement créé par le capital. Les économistes vulgaires le considèrent ainsi. Sous cette forme, il n'y a plus trace d'intermédiaire ; c'est le fétichisme parfait. Il en est nécessairement de la sorte, parce que la propriété juridique et la propriété économique du capital se séparent et que sous le nom d'intérêt une partie du profit revient au propriétaire de capital, à un capital en soi n'ayant rien de commun avec le procès de production ».

La marchandise-fétiche suppose encore un rituel visible : l'échange, et une chose en circulation. L'objet n'existe que par équivalence avec un autre, parce qu'il peut s'échanger avec lui. Tous ces échanges fétichisés ont leur figure et leur pouvoir propres, comme la collection bigarrée des images saintes. Mais avec le capital productif d'intérêt toutes ces images se confondent en une seule, grosse de son propre pouvoir, comme une série de photographies dans un portrait-robot. Ce que Marx appelle fétichisme, c'est la chose comme apparence et fixation de rapports sociaux obscurs. Le caractère sacré de

(1) Voir dans les *Théories de la plus-value*, t. VIII, p. 123, et le *Capital*, livre III, tout ce qui concerne le capital productif d'intérêt.

cette chose est reconnu dans toute la société, mais par les uns comme terreur et par les autres comme délectation. Dans *le Capital* Marx emploie souvent l'expression dans son sens pur : « La Chose (*Das Ding*, argent, marchandise, valeur) apparaît comme capital, et le capital apparaît comme simple chose... Dans le capital productif d'intérêt ce fétiche automatique est donc pleinement développé, la valeur qui fructifie, l'argent qui engendre de l'argent, et on ne trouve plus le moindre vestige de son origine. *Le rapport social est achevé, en tant que rapport d'une chose à elle-même.* » (Livre III, ch. 25).

Et plus loin : « Bien plus. Tandis que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste en fonction extorque au travailleur, l'intérêt apparaît maintenant comme le fruit réel du capital, comme l'élément primitif, et le profit, devenu profit d'entrepreneur, comme quelque chose d'accessoire s'y ajoutant dans le processus de reproduction. Ici, la forme fétiche du capital et le concept du capital-fétiche sont achevés. Dans $A \rightarrow A'$ la forme vide de concept du capital, le renversement et la chosification des rapports de production se montrent à leur plus haute puissance : la forme productive d'intérêt, la forme simple du capital, dans laquelle il est supposé antérieurement à son procès de reproduction ; la propriété de l'argent (respectivement de la marchandise) d'augmenter sa propre valeur indépendamment de la reproduction, la mystification du capital sous sa forme la plus éclatante ».

Le capital fructifiant comme tel, le fétiche parfait, automatique, absolu, n'a même plus besoin d'un objet matériel, d'une marchandise, pour s'objectiver comme puissance. Ce n'est plus un fétiche-chose, receleur du charme de la présence aux sens. C'est un fétiche tout à fait spirituel, parce que la chose à laquelle il correspond est abstraite : le capital argent, réduit au signe de l'écriture, détaché du processus de production, qui engendre selon les lois de la parthénogenèse. Il n'est plus signe visible, comme dans la marchandise que l'industriel a fait produire grâce à lui. Il est symbole, emblème. Le fétichisme y atteint son comble parce que l'objectivation est elle-même une abstraction : le capital à l'état pur.

Les philosophes ont négligé ce parachèvement du fétichisme dans le capital pur parce qu'ils ont limité à la marchandise ce que Marx en a dit. Or, c'est à partir de ce parachèvement que l'on peut comprendre *comment le fétichisme absolu*

du capital peut se transformer en fétichisme du travail. En effet, dans le prêt à intérêt l'argent-capital a lui aussi une valeur double (puisqu'il peut devenir marchandise, être prêté) : valeur d'usage et valeur d'échange, et en cela *il ressemble à la force de travail*, qui ne peut pas être totalement vendue, échangée, mais seulement prêtée. *Le capital se cède, s'aliène, dans les mêmes conditions que la force de travail.* Ce qui permet aussi de dire que la fructification de la force (ou capacité) de travail en dehors des rapports mercantiles capitalistes peut donner lieu au même genre de fétichisme que la fructification du capital par lui-même en dehors des rapports d'échange ordinaires de la marchandise. C'est ce fétichisme du travail qui s'épanouit dans les socialismes d'Etat : la Sainte U.R.S.S., et la Chine Céleste, avec leur cortège de satellites, lui font révérence.

Marx est explicite (1). Le capital productif d'intérêt est prêté. Mais qu'est-ce que le capitaliste prête ou aliène ? (2). C'est *l'usage*. Dans une vente ordinaire de marchandise, ce n'est pas la valeur qui est vendue, puisqu'il y a simplement changement de forme de la valeur. « Ce que le vendeur aliène effectivement, et ce qui entre par conséquent dans la consommation individuelle ou productive du vendeur, c'est la valeur d'usage de la marchandise, la marchandise comme valeur d'usage ». De même, le capitalisme prêteur d'argent aliène pour la durée du prêt « la valeur d'usage que l'argent acquiert du fait de sa transformation en capital, de la possibilité qui lui est donnée de fonctionner comme capital, de produire une certaine plus-value, le profit moyen (ce qui est au-dessus ou au-dessous apparaît ici comme pleinement accidentel), et de conserver en outre sa valeur première. Pour les autres marchandises, la valeur d'usage est finalement consommée, et la valeur disparaît avec la substance même de la marchandise. La marchandise capital présente au contraire ceci de particulier que, par la consommation de sa valeur d'usage, sa valeur et sa valeur d'usage sont non seulement conservées, mais accrues ». C'est ce qui est analogue dans le capital pur et la capacité de travail, non sans raison.

(1) *Le Capital*, l. III, ch. XXI.

(2) Dans toutes ces pages Marx ne parle pas d'aliénation au sens métaphysique. Il emploie le terme *veraussern*, aliéner au sens juridique, et non *entaüssern*, qui est le terme de Hegel, employé aussi volontiers par Marx dans sa jeunesse et dans le premier brouillon du *Capital*.

Voilà un phénomène de grande portée. Car la forme du capital de prêt est devenue une forme dominante avec la croissance du capital financier, le développement de la Bourse, etc... Marx et Engels ont vu l'aube de ce développement, qui prend aujourd'hui une allure accélérée et généralisée, provoquant sa crise avec le développement de l'autofinancement industriel, c'est-à-dire le réinvestissement direct d'une partie croissante du profit par l'entrepreneur qui cesse alors de recourir directement au capital de prêt. L'entrepreneur devient son propre prêteur. Il s'attribue une partie de la valeur d'usage du capital en même temps que de sa valeur d'échange. L'Etat lui aussi devient de plus en plus un prêteur : il garantit les emprunts, finance le commerce, soutient les prix, alimente d'énormes secteurs industriels (surtout pour l'armement et les services publics), concurrence les banques privées et parvient même à les contrôler, comme l'ensemble du crédit, par le maniement des taux d'escompte et d'intérêt et le canal des instituts nationalisés.

Dans le socialisme d'Etat, la concentration du crédit et des investissements est achevée. L'Etat, lorsqu'il affecte des investissements, « prête » la valeur d'usage du capital, non plus à des capitalistes privés, mais à des associations comme les kolkhozes ou aux directeurs d'entreprises industrielles, c'est-à-dire à lui-même considéré comme possesseur de tous les biens de production, à charge pour ces entreprises de faire fructifier ce « prêt » par le travail vivant.

Quand Marx dit que le capital de prêt n'est pas consommé, que sa valeur (d'échange) ne disparaît pas, mais que c'est seulement sa valeur d'usage qui est consommée, ce qui lui permet de reparaître sous forme d'une partie accrue de la plus-value tirée du travail vivant (qui deviendra l'intérêt), il fait abstraction des amortissements et de l'usure ; ceux-ci en effet, intéressent l'entrepreneur, le capital en fonction, et non le prêteur (la question se présente différemment lorsque le prêteur est l'Etat, ou lorsque l'Etat devient lui-même entrepreneur, comme en U.R.S.S., car c'est lui qui doit alors faire entrer l'amortissement en ligne de compte).

Mais la valeur d'usage de l'argent ne reparaît pas seulement dans la plus-value ; elle se reconstitue aussi dans l'argent-capital lui-même. L'argent a bien en quelque sorte été une « marchandise » mais d'un type doublement spécial : parce qu'elle est seulement *prêtée* pour l'usage ou service ; et parce que sa valeur d'échange est *accrue* après usage.

Avec la marchandise consommée, c'est le contraire qui se produit : l'objet est cédé comme une propriété mobile, et détruit par la consommation ; en conséquence, sa valeur d'échange disparaît après usage. Cette analyse indique une évolution importante.

Marx fait ici une remarque essentielle : « *A cet égard, l'argent prêté présente une certaine analogie avec la force de travail dans ses relations avec le capitaliste industriel*, avec cette différence que ce dernier paie la valeur de sa force de travail, tandis qu'il rembourse simplement la valeur du capital prêté. La valeur d'usage de la force de travail consiste pour le capitaliste industriel à produire, par sa consommation, plus de valeur qu'elle possède ou coûte. Cet excédent de valeur constitue sa valeur d'usage pour le capitaliste industriel. Et la valeur d'usage du capital argent prêté apparaît également comme sa propriété de produire et d'accroître la valeur ».

Marx déclare aussi : « L'argent, respectivement la marchandise, est en soi un capital en puissance, tout comme la force de travail est du capital en puissance. En effet : 1. l'argent peut être transformé en élément de production et n'est, tel qu'il se présente, que leur expression abstraite, leur existence comme valeur ; 2. les éléments matériels de la richesse ont la propriété d'être déjà du capital potentiel, parce que leur contraire et leur complément, le travail salarié qui les transforme en capital, existe déjà dans la production capitaliste ».

Et la suite fait encore mieux comprendre l'analogie qui s'établit entre le capital pur et la force de travail, *du point de vue de leur caractère fétiche mutuel* : « la détermination sociale contradictoire de la richesse matérielle — son opposition au travail en tant que travail salarié — se trouve déjà, indépendamment du procès de production, exprimé dans la propriété capitaliste en soi. Celle-ci n'est qu'un moment, séparé du procès de production capitaliste lui-même, dont il est le résultat constant et l'hypothèse constante, qui s'exprime en ce que l'argent, ainsi que la marchandise, est du capital en soi, du capital latent potentiel ; en ce que l'argent et la marchandise peuvent être vendus comme marchandise ; que sous cette forme, ils représentent le commandement sur le travail d'autrui, la possibilité de se l'approprier, et sont en somme de la valeur productive. Il suit aussi clairement de là qu'il y a là le titre et le moyen de s'approprier du travail d'autrui, et non pas un travail quelconque comme contre-valeur de la part du capitaliste ».

C'est par conséquent comme capital pur indépendant du processus de production capitaliste, donc comme capital productif d'intérêt, polarisé à la capacité de travail pure sans relation avec les formes que prend celle-ci comme travail salarié, que le rapport social apparaît comme double fétichisme, parfait et automatique puisqu'ici la valeur semble s'accroître à partir d'elle-même — comme le poirier porte des poires, dit joliment Marx — et que cet accroissement apparaît détaché des formes concrètes de la production.

En ne supprimant que la forme marchandise classique dans les rapports capitalistes, le socialisme d'Etat ne fait qu'éliminer une forme inférieure du fétichisme social. Il métamorphose le capital en « accumulation socialiste » et fonds d'investissements, mais n'a d'autre part pas supprimé le fétichisme du capital, celui-ci étant présenté comme productif, indépendamment de tout rapport social. Enfin, en séparant le travail de tout rapport social, il a fait de celui-ci le fétiche parfait. Les idéologues staliniens ont cru que parce qu'ils « supprimaient » la marchandise capitaliste dans les principaux secteurs de la production des moyens de production, tout en la maintenant comme consommation privée, ils abolissaient la valeur d'échange comme forme objective non maîtrisée et du même coup tout fétichisme social.

Mais le fétichisme a une source bien plus profonde, puisque, comme le dit Marx, il n'est vraiment achevé que lorsqu'il sort de formes tout à fait abstraites et « pures » des relations sociales : le capital pur et le travail pur. En fétichisant le travail pur, Staline et son école ont fait la même chose que la bourgeoisie : ils ont détourné, à coup de nagaïka, les travailleurs soviétiques de la critique des relations sociales dans lesquelles ils vivent. Ils ont mystifié le travail comme la bourgeoisie avait mystifié le capital, et pour les mêmes raisons : parce que le travail vivant est la source réelle de la valeur (d'échange et d'usage) et que le travailleur, même soumis à l'exploitation mutuelle dans l'Etat sans capitalistes privés, ne devait pas apprendre à critiquer le mode de production au sein duquel il produit et reste exploité.

C'est dans une discussion relative à l'intérêt chez Ricardo, dans le premier brouillon du *Capital* (rédigé vers 1858) que l'on voit déjà naître l'idée du fétichisme social chez Marx. Ricardo avait écrit : « selon que le capital est plus ou moins périssable, donc selon qu'il doit être reproduit plus ou moins souvent dans un laps de temps donné, il s'appelle capital

circulant ou capital fixe ». Et Marx objecte : « Ce qui veut dire qu'une cafetière serait du capital fixe, mais le café du capital circulant ». Le matérialisme grossier des économistes, considérant les rapports de production sociaux chez des hommes et les destinations que reçoivent les choses, comme étant comprises dans ces rapports, comme des *propriétés naturelles* des choses, dénote un idéalisme tout aussi grossier, voire du fétichisme, qui attribue aux choses des relations sociales comme des destinations qui leur seraient immanentes, et ainsi les mystifie. (La difficulté de définir un objet quelconque comme capital fixe ou circulant d'après sa composition naturelle a par exception fait surgir chez les économistes l'idée que les choses elles-mêmes ne sont ni du capital fixe, ni circulant, c'est-à-dire pas du tout du capital, aussi peu que l'or possède la propriété naturelle d'être de la monnaie) (1).

L'économiste soviétique, l'idéologue stalinien, procèdent de même : derrière leur idéalisme bureaucratique se cache un matérialisme grossier. Ce n'est plus le capital qui se cache derrière la cafetière, fixe ou circulante, c'est le travail, puisqu'il a fait disparaître le capital par hypothèse, et que la bureaucratie fait vivre les travailleurs, grâce à cent millions de postes de radio et de télévision, dans le royaume des harmonies économiques. Chaque ouvrier soviétique en contemplant son samovar ne doit pas se demander s'il est du capital fixe ou circulant, s'il est une marchandise, mais seulement s'il représente bien une part des fruits du travail à laquelle il a droit.

Ce qui marque le caractère fétichiste du travail en U.R.S.S., c'est justement qu'on n'y parle de rien d'autre que du « travail », entité confuse dont la bourgeoisie s'est toujours servie et que Marx avait analysée pour la démystifier et concevoir sa métamorphose. Les fétichistes du travail l'ont même ramené à une notion encore plus trouble, d'inspiration philosophique, celle de *praxis*, ou expérience pratique. Pratique, activité, tel est le travail ! Les idéologues staliniens s'efforcent de rendre inopérante toute conscience reposant sur l'analyse critique du processus réel de travail et des rapports sociaux qui s'y manifestent. En particulier, ils font disparaître la distinction entre opération de travail et force ou capacité de travail, source des rapports travail/capital,

(1) *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* (1857-58). Trad. française, *Fondements de la critique de l'économie politique*, 1967.

maîtres/serviteurs, dominants/dominés. En U.R.S.S., on ne reconnaît plus la capacité de travail comme élément distinct du processus de production et du marché ; on prétend aussi que toute distinction est abolie en principe entre travail manuel et travail intellectuel, travail de direction et d'exécution, travail agraire et industriel. Les bardes du travail (d'autrui), les romanciers royalement payés pour chanter les louanges de l'activité libérée, joyeuse, ont inondé les bibliothèques d'épopées du labeur à la dimension d'un Etat pharaonique. Au peuple indigné, procréateur, soupçonneux, il faut une religion. A défaut du Ciel, désormais percé de fusées cosmiques, on fera briller le travail héroïque, l'apothéose du travail, le fétiche universel, absolu, de la production qui fait les bien-heureux.

La critique la plus férocement interdite par la bureaucratie est la critique du régime du travail, des conditions de la fructification, de l'effort. Le fétichisme est alors le produit inévitable d'une société hiérarchique où murissent des oppositions sociales, et où par conséquent les classes qui dominent interdisent la critique des racines de leur propre pouvoir. L'économie politique bourgeoise a mené une lutte patiente et retorse pour dénaturer les relations sociales qui se dissimulent sous l'apparence de la marchandise, du capital et du travail. La bureaucratie d'Etat n'a fait que lui reprendre ces traditions, avec le sans-gêne grossier du parvenu.

La convention collective de l'usine d'automobiles Liatchev de Moscou (1956) — une entre mille — qualifie les « outils et autres biens appartenant à l'usine » *d'objets sacrés de la propriété socialiste*. Comme le fétichisme et la religion se conjugent ici ! Mais ce qui est *sacré* dans la lime ou le tour automatique, ce n'est pas l'objet lui-même : c'est derrière l'outil le travail qui le produit et le met en œuvre. Le marteau ne s'adore pas comme le ciboire sur l'autel : il se révère, manié dans le travail, utile et productif.

Pour cesser d'être valeur d'échange dans les rapports socialistes, le moyen de production devrait se borner à être valeur utile ; mais dans la théocratie stalinienne, il n'est ni l'un ni l'autre : il devient *valeur sacrée*. Parce que les conditions sociales lui imposent encore la soumission aux exigences de l'Etat, seul vrai propriétaire, l'ouvrier est contraint à vénérer dans les ustensiles de son travail le saint fétiche, l'hostie où se manifeste la *présence réelle* de son propre travail. Outils et machines ne sont plus ce travail *mort*

analysé par Marx ; ils ne sont plus le travail *vivant* qui s'y est objectivé, l'effort matérialisé du corps des ouvriers ; ils sont devenus l'icône du *travail sacré*, vis-à-vis duquel toute infraction au règlement, toute faille dans la discipline, engendre l'interdit et l'excommunication. L'économie bourgeoise, capitaliste, en invoquant sans fard le travail comme signe de la contrainte, avait pourtant séparé la personne du travailleur de l'occasion de sa soumission. Le socialisme, en supprimant la contrainte, devait séparer encore plus le travailleur des objets du travail, mais en lui rendant la *disponibilité*. Le régime du socialisme d'Etat fait le contraire : il enchaîne l'ouvrier à ses objets de travail, objets d'un culte où doit s'exprimer le mystère de sa propre personne.

Le caractère véritablement divin du travail est attesté à tout moment de la vie russe par des rappels à l'ordre, à la foi, et à la soumission. Voici ce que la *Pravda* enjoint, en décembre 1956 : « Dans la presse, au cinéma, dans la littérature, il est indispensable de glorifier le travailleur, *démiurge des biens matériels*, de l'éduquer dans un respect profond et la reconnaissance à la classe ouvrière en tant que force d'avant-garde, la mieux ordonnée et dirigeante de notre société ».

La fétichisation du travail s'opère dans la transsubstantiation du salaire. La paye que palpe l'ouvrier n'est plus considérée dans la législation et dans la propagande comme le prix de son travail, ni comme l'équivalent de la capacité de travail qu'il a mise en œuvre : c'est une quote-part dans le revenu national. Comme le revenu est une entité, et que l'ouvrier n'en sait rien, le travail n'est plus en rapport avec le gain. En outre, on lui répète qu'il jouit d'un salaire social, de diverses commodités publiques et gratuites. Mais comme ce salaire supplémentaire, cette participation supplétive au revenu national, c'est lui qui l'a produite, — car elle est tout simplement une ristourne sur la plus-value — en fin de compte, c'est lui qui produit tout le salaire dont il bénéficie et au-delà, comme partout.

La métaphysique fait grand bruit autour du fétichisme de la marchandise. Idée banale déjà du temps de Marx. La théorie du fétichisme avait été de mode dès le XVIII^e siècle. Les Encyclopédistes se félicitaient de pouvoir assimiler le ca-

tholicisme à ce culte primitif dont les portugais avait fourni le nom (1).

De Brosses, si spirituel, imprima en 1760 un livre qui fit fortune sur *Le Culte des Dieux fétiches*. Benjamin Constant, à sa suite, en parle beaucoup dans son livre sur les religions. Les Saint-Simoniens et Comte y ont puisé. *L'Exposition de la doctrine saint-simonienne* dit du fétichisme que l'homme « y déifie la nature dans chacune de ses productions, de ses formes, dans chacun de ses accidents, sans établir aucun lien général entre lui et le milieu dans lequel il vit, ou entre les êtres nombreux qu'il distingue dans ce milieu. »

Comte y va de sa définition, dans le *Cours de Philosophie positive* : le fétichisme, c'est « la tendance primitive à concevoir tous les corps extérieurs naturels ou artificiels, comme animés d'une vie analogue à celle de l'homme, avec de simples différences d'intensité ». Et encore : « Lorsque les plus éminents penseurs tentent de pénétrer le mystère de la production des phénomènes dont ils ignorent les lois, ils peuvent constater cette tendance à concevoir la génération des effets inconnus d'après les passions de l'être correspondant toujours envisagé comme vivant. Ce n'est pas autre chose que le principe philosophique du fétichisme ». Et dans ce principe, industrie et fétichisme se débattent : « Le développement industriel remonte à la même époque. L'industrie doit à ces temps primitifs l'ébauche de ses ressources les plus

(1) *Fétichisme* est un mot imposé par les blancs aux noirs. Les Portugais appelaient *feitiços* les amulettes, reliques, rosaires, images et petits objets de toutes sortes dans lesquels s'exprimaient la piété et les superstitions de leur christianisme. Ils les ont apportées aux Africains au XV^e siècle et ont attribué le même nom aux objets que les Noirs vénéraient déjà pour leur propre compte. Les fétiches africains et océaniens sont d'ailleurs infiniment plus beaux que les horribles cadavres des chrétiens. Le fétichisme est une forme de penser que les Européens chrétiens ont apporté aux Noirs et qu'ils ont ensuite « découvert » chez ceux-ci pour qualifier les formes dites « inférieures » d'un culte et d'une religion.

Ce sont les Européens qui ont prêté aux Africains leur propre conception des pouvoirs magiques, protecteurs ou maléfiques, d'objets divers. Les Africains se représentent les « forces » dont sont doués les objets ou situations « fétiches » d'une façon beaucoup plus naturaliste et profonde que les chrétiens. Leur « fétichisme » est moins étranger aux relations réelles entre les hommes que celui des Européens ; il exprime ces relations avec plus d'effusion que ne font les idéologies sociales du capitalisme ou du socialisme d'Etat. Le « fétichisme » africain autochtone exprime aussi des relations entre l'homme et la nature dont l'europpéen « civilisé » a perdu le secret. Pour lui, le fétichisme de la chose est la forme d'un appétit brutal de consommation personnelle. « Vraiment, les écus vivent et grouillent comme des hommes : ça va, ça vient, ça sue, ça produit », dit le Grandet de Balzac à sa fille.

puissantes, l'association de l'homme avec les animaux, l'usage du feu et l'emploi des forces mécaniques. *Le commerce même y trouve son premier progrès dans l'institution des monnaies... En consacrant la plupart des corps extérieurs, le fétichisme semble interdire à l'homme toute modification du monde environnant*, et en ce sens, il constitue un puissant obstacle à l'évolution industrielle ; mais il a la propriété de favoriser l'activité par les illusions qu'il inspire sur la prépondérance de l'homme, auquel le monde entier semble subordonné tant que l'invariabilité des lois naturelles n'est pas connue ».

Dès 1850-52, Marx emploie le terme : « le matérialisme grossier des économistes qui subsume les rapports de production sociaux des hommes et les déterminations qui constituent les choses sous les qualités naturelles des objets, est un idéalisme tout aussi grossier, voire un fétichisme, qui attribue aux objets les rapports sociaux comme des déterminations qui leurs seraient immanentes, et par suite les mystifie » (1).

Qu'est-ce là ? C'est l'application de l'analyse que fait Hegel des « modes de l'objectivation » dans la « magie indirecte », développée dans son cours sur la philosophie de la religion. Dans la *magie indirecte*, dit Hegel, on trouve « un rapport à des objets qui paraissent pouvoir être considérés comme indépendants, comme ayant un pouvoir indépendant, en sorte que le pouvoir paraît à l'homme être une autre chose qui n'est plus en sa puissance, un pouvoir qui n'est plus le sien, qui n'est plus celui de la conscience empirique... On éprouve en général le besoin d'avoir, présentée, une puissance indépendante sous forme objective... C'est là ce qu'il faut comprendre sous le terme de fétiche » (2).

Le fétichisme économique, c'est un rudiment de l'idéalisme objectif, une façon d'objectiver des pouvoirs dissociés de ceux que l'homme exerce sur ses semblables et sur lui-même. Conception bien répandue à l'époque où Marx écrit, en ce qui concerne les formes primitives de la religion, mais qu'il applique par métaphore au système économique capitaliste.

(1) Voyez *Grundrisse*, p. 579. C'est le premier brouillon du *Capital*.

(2) Hegel ajoute : « il faut remarquer la faculté d'objectivation et celle d'adorer ce qui est objectivité comme réellement objectif... Les nègres ont quantité d'idoles, objets naturels dont ils font leurs fétiches... C'est une puissance inconnue, indéfinie qu'ils ont créée eux-mêmes de façon immédiate... Le fétiche est un objet d'adoration mais aussi un moyen magique ; les honneurs qu'on lui rend se mesurent à ce qui arrive au sujet ». *Philos. de la religion*, 2^e partie. Voilà ce que Marx a transposé.

Il n'y a pas lieu de tirer de là une métaphysique. Aujourd'hui, les « rapports socialistes » du style russe ou chinois sont dans leur genre un fétichisme généralisé : il concerne, non la marchandise ou le capital de prêt, mais le produit, le travail et le travailleur.

9. *Le travail comme fonction de production.*

Partout le travail est admis comme l'activité réglée qui permet une dépense de forces et de capacités, personnelles et collectives, sans laquelle il n'y aurait en définitive aucune consommation de biens ni de services. Cela reste vrai à l'époque où le fonctionnement autonome (automatique) de l'appareillage intermédiaire représente une fraction croissante du système industriel global.

Ce système délivre des produits matériels et des services à une allure rapide et en masses énormes ; on prétend alors aujourd'hui que le seul problème d'importance est désormais celui de la répartition du produit social, c'est-à-dire des formes de la consommation et de la reproduction. Et l'on ne manque pas de rappeler que d'ailleurs les formes de la consommation, déterminées, dit-on, par les désirs des consommateurs, doivent dicter et même imposent déjà leur loi à l'appareil de production, à ses détenteurs comme à ses opérateurs.

La dialectique inhérente aux rapports production/consommation, dont dérivent tous les autres rapports économiques et sociaux, est certes d'une évidence qui ne s'est pas affaiblie au cours des dernières dizaines d'années. Mais il ne s'agit nullement d'une polarisation indéfinie, ou d'une relation dont les éléments aient un poids équivalent. On peut toujours consommer ce qui est produit, serait-ce sous des formes où l'imagination et l'inutilité apparente aient la plus grande part. Mais on ne peut pas toujours produire ce que l'on voudrait ou pourrait consommer. Les deux ordres de phénomènes n'ont pas la même importance logique. Témoin la recherche scientifique pure ou pratique — pour prendre un exemple extrême — qui entraîne à sa manière, en dépit de la propension de tous les régimes d'Etat à la domestiquer au plus vite en vue d'un profit réservé aux classes dominantes, une production dont l'usage consommable est aléatoire, assez rarement conçue comme fin rationnelle, et réservée à des classes bien pourvues. Les milliards de dollars que coûte — notamment en travail — la conquête humaine de la Lune,

sont dépensés dans la production en vue d'une consommation dont on ignore les conditions, les formes et les fins. Quant aux consommations impossibles, qui, à travers le monde, n'en ressent à un degré quelconque le goût et le plaisir anticipé ?

Au caractère incertain ou irréalisable des consommations futures s'oppose le caractère certain des formes de leur production. Cette certitude plonge ses racines dans une réalité dont l'homme ne s'est pas encore débarrassé : à savoir que ni production, ni consommation ne sont possibles sans travail. L'espèce humaine est incapable de croire à l'abri de rêves, sauf de rêves qui se font chair et sang. Tout ce qui se débite à ce sujet sur les ondes du monde entier (et déjà du cosmos) pour faire croire aux travailleurs que leur peine est presque un superflu, qu'une répartition un peu plus équitable des jouissances consommables suffirait à effacer la plupart de leurs malaises persistants, toute la publicité des miracles qui narcotisent les producteurs où qu'ils soient et quels qu'ils soient, tout cela ne parvient pas à masquer une exigence durable : à savoir que l'élément moteur de ce cycle infernal de la production reste le travail.

Dira-t-on que cette apologie constante de miracles consommatoires est justement le fait d'un capitalisme engorgé de ses propres fruits, et inapte à les répartir d'une façon que la société toute entière puisse accepter sans regimber ? Que trop de parties de l'humanité (dont le pullulement envahissant exacerbe la plainte et l'exigence) sont encore trop démunies de tout, ou presque tout, pour que l'on puisse redouter une pléthore absolue de produits ? Que le socialisme d'Etat, en consacrant le travail comme eucharistie de la communauté, cache seulement les déboires qu'elle enregistre dans la diffusion de ses produits ? On le dira sans doute, demain comme aujourd'hui. Il n'en faut pas moins proclamer que la crise enregistrée à présent par le système économique mondial conserve une racine unique : les conditions de la création de valeur par le travail humain. Les contradictions de la production et de l'appropriation de cette valeur font le lien commun à tous les régimes de la planète, et expriment la particularité des antagonismes qui se manifestent entre eux. Autant dire que cette crise est celle du salariat, qui est un rapport social.

Le travail n'est pas un facteur de production parmi d'autres et à leur égal. Il est la racine génératrice de la production comme de la consommation (et de la destruction

pure et simple). Si l'on accorde au terme son sens général, il est la *fonction de production* primordiale. Or, la forme sous laquelle le travail apparaît comme un déterminant social, ce n'est pas celle de la technique, c'est sa forme sociale et économique, le rapport qu'il crée entre classes d'hommes, les rapports de salariat. L'économie du socialisme d'Etat qui tente d'exorciser cet axiome au nom de l'impératif bureaucratique en est tributaire tout comme l'économie du capitalisme transformé qui règne aujourd'hui en cumulant les puissances du grand capital privé et de l'Etat.

Qu'est-ce que la fonction de production du travail universel ? C'est la fonction génératrice d'un surplus que nous appelons par tradition plus-value, ou survaleur. Les modes de sa répartition dépendent des modes de sa production, et ces derniers résultent d'un affrontement entre ceux qui commandent et ceux qui subissent à l'échelle sociale. Le droit qui impose les rapports de salariat dans le monde entier ne préjuge pas des conflits que se livrent les appropriateurs de plus-value, conflits qui font la matière des révolutions d'aujourd'hui (1).

10. *La capacité de travail comme marchandise.*

Il est vrai que le monde est « une vaste accumulation de marchandises ». Le commerce mondial (intérieur et extérieur aux Etats ou groupes d'Etats) s'est prodigieusement développé depuis cinquante ans. La statistique a peine à

(1) Cette idée est très bien exprimée par R. Pagès : « Dès son origine [la notion de plus-value] ne repose sur rien d'autre que l'opposition du revenu du capital au revenu du travail versé comme salaire. Cette opposition, comme celle de la propriété à la dépossession qui lui est corrélative, est foncièrement juridique. Elle ne garantit pas contre la variabilité des comportements observables dans ces cadres juridiques. La philosophie du droit n'est pas une science du comportement. Dans la mesure où le salariat devient coextensif à la société entière (« capitaliste » ou « socialiste ») la notion devient une gigantesque consolidation de la société salariale en tant que « système » global et une apologie du système existant des valeurs sociales, à peine altéré dès que le « patron » (par exemple l'Etat-patron) peut être légitimé, par une prise de pouvoir central par exemple, ou tout substitut accepté de cette opération (nationalisations « démocratiques »). Avant même cette prise de pouvoir et dans tout le secteur salarial, la théorie économique liée à la plus-value ne fournit aucun moyen *intrinsèque* de déceler un quelconque scandale de l'exploitation, seulement le *fait* de l'exploitation, sans mesure possible. » « La finalité des actes dits « économiques » et la notion de plus-value (au sujet, notamment, des chercheurs scientifiques) », 1968.

enregistrer le foisonnement de ces produits, anciens et nouveaux. Il était normal qu'au XIX^e siècle européen on se soit d'abord préoccupé (effrayé ou émerveillé) de cette prolifération d'objets, de cet amoncellement de matières. Les tonnes de charbon, de fer et d'acier, les kilomètres de tissus, les myriades de machines, et les objets fins qu'ils permettent de reproduire indéfiniment, ont frappé l'imagination des économistes sociaux autant que les usagers et le public. Les fruits de la terre commencèrent à leur tour à rejoindre la croissance numérique des produits de l'appareil industriel. Ce qui découlait tout de suite de la multiplication des produits, c'était la nécessité de les affecter à l'usage privé et commun en les échangeant, en les mettant sur le marché. La préoccupation dominante fut alors d'élucider les mécanismes du marché et la signification sociale ultime de la marchandise. C'est pourquoi *le Capital* de Marx s'ouvre sur une analyse de la marchandise, symbole fétichisé de l'échange capitaliste, dans ses relations avec son prix, et se prolonge dans l'étude de la marchandise particulière qu'est la capacité de travail.

La capacité (qui comprend la force et l'énergie) de travail, qui est la source — immédiate ou récurrente — de toutes les autres marchandises, a donc elle aussi fait l'objet d'une analyse approfondie dès le début du XIX^e siècle, sous les différentes formes de sa particularité : emploi quantitatif et qualitatif, éducation, renouvellement, valeur d'échange, liberté d'application, etc... Mais l'assimilation de la capacité de travail à une marchandise, bien que douée (naturellement et socialement) de propriétés particulières, reportait nécessairement l'analyse du rôle de l'échange et de la fonction des différentes marchandises à la catégorie, ou plus exactement à la classe des marchandises, ou objets d'échange, quels qu'ils soient. Les caractéristiques propres à la marchandise-travail eurent tendance à s'effacer dans celles de la classe tout entière, et à justifier une analyse immuable comme celle-ci.

Or, l'évolution du capital de monopoles comme du socialisme d'Etat a entraîné des modifications de structure dans la classe des marchandises, telles qu'aujourd'hui une nouvelle analyse est devenue nécessaire pour éclairer la question et retrouver une racine à l'explication des systèmes d'où le libéralisme individualiste de l'entrepreneur est de plus en plus banni. Ces modifications se sont produites dans les sens suivants :

I. Si l'on considère l'ensemble des productions consommables ou utilisables (c'est-à-dire productives, non-productives, ou destructives) on constate que les réseaux d'échange des marchandises subissent des transformations qui tiennent à la fois aux conditions techniques, économiques et sociales de leur production et de leur diffusion. Des secteurs croissants comme ceux de l'énergie, des transports et de la culture, fonctionnent aujourd'hui tout autrement qu'il y a un siècle. Les objets matériels d'usage apparaissent comme le point terminal de réseaux dont ils peuvent à peine être détachés. Ils sont la pointe insérée dans la vie quotidienne de vastes *services* extraordinairement ramifiés et diversifiés qui leur donnent vie et dont l'entretien représente une fonction essentielle. Les formes d'échange des objets d'usage sont de plus en plus subordonnées aux formes d'échange des services. En outre, un nombre croissant d'objets d'usage final sont eux-mêmes des services, au point que l'objet final peut difficilement être saisi dans sa matérialité. C'est le cas par exemple de productions d'énergie, de chauffage ou d'éclairage : la flamme d'une bougie comptant pour rien, l'éclat du filament d'une ampoule électrique a un prix par lui-même.

La répercussion de ces transformations de la nature des marchandises sur les conditions économiques et sociales de l'échange sont considérables, car elles tendent à faire de *l'échange de services* l'acte fondamental de la vie économique et sociale. On peut dire que les transformations successives qui ont amené peu à peu les dons croisés des peuples archaïques aux conditions mercantiles réglées par des équivalents généraux, ont présenté des analogies (de sens inverse) avec le passage de l'échange d'objets-marchandises à l'échange de services dont la mesure par un équivalent devient de plus en plus flexible, et même aléatoire. C'est une évolution structurale significative du socialisme d'Etat comme du capitalisme monopolistique.

II. Ainsi, corrélativement à la transformation ci-dessus, le travail-marchandise devient lui aussi de plus en plus un service-marchandise. Nous envisagerons plus loin diverses caractéristiques de ce changement, qui n'est pas réductible à une simple substitution de noms. Si le sens est le même (parce qu'il est attaché à la classe des objets d'échange), la référence change.

Une des premières conséquences de cette modification, c'est que les conditions dans lesquelles s'opère l'apparition

d'une survalueur au cours de l'échange, tendent aussi à changer. Ceci est le point essentiel. La disparition, ou le refoulement, de la primauté de l'entrepreneur privé, employeur de capacités de travail, au profit d'employeurs collectifs, permet non seulement de produire, mais aussi de répartir la masse de la plus-value dans des conditions de flexibilité inconnues jusqu'à présent.

Nous assistons donc, au-delà de toutes les apparences phénoménales du marché, derrière le scintillement chaotique et ahurissant des produits jetés en pâture plutôt qu'offerts au choix de la jouissance, à une mutation profonde des caractéristiques de la valeur produite dans le monde par le travail. Les capacités opératoires, à travers leur raffinement, ont entraîné une forme nouvelle d'échanges qui facilitent et brident à la fois les contraintes ou les pronostics des plans.

11. Des contradictions dans l'unité de production.

Qu'est-ce qu'une unité de production ? La question revient à demander ce que sont les domaines où se produisent les objets et les services, et entre quels domaines se produit essentiellement l'échange.

Si l'on considère les phénomènes concrets de la production et de l'échange, on s'aperçoit vite que le monde d'aujourd'hui, tous régimes compris, a incroyablement compliqué le problème, par suite de l'interconnexion croissante de tous les ordres de production.

L'économie courante, et la sociologie plus encore, sont écartelées entre l'étude des entreprises, conçues comme établissements localisables et unitaires, et celle de l'Etat conçu comme société en soi, sans préjudice des agrégats d'Etats. Les enchaînements entrecroisés des processus de production les plus divers, qui font dépendre un produit, et l'usage de celui-ci, d'un ensemble très diversifié d'autres productions et d'autres usages, n'est pas un phénomène tout à fait nouveau. Néanmoins, le degré d'intégration auquel on parvient maintenant pose des problèmes neufs, dans lesquels se débattent aussi bien les régimes planifiés de l'Est que ceux qui se contentent d'orientations concertées.

Cette situation s'explique au point de vue technique d'après les considérants du paragraphe précédent. Qu'il s'agisse d'objets matériels ou de services, leur production re-

quiert une chaîne d'opérations solidaires de complexité croissante, même et surtout lorsqu'elles sont automatisées à un haut degré. En outre, le produit s'accompagne souvent de pré-produits et de sous-produits, de sorte que l'unité de production envisagée peut être subdivisée ou surdivisée (élargie), selon des principes unitaires variables. Le développement de la sous-traitance, en amont et en aval d'une unité déterminée, exprime clairement cet état de choses. Quant aux productions d'énergie, aux transports, aux télécommunications, ils fonctionnent en réseaux interconnectés si étendus que l'unité de production est en définitive l'unité nationale et même internationale. Dans ces conditions, fonder l'analyse économique et sociale sur « l'entreprise », c'est se limiter au côté restreint des choses. Les rapports sociaux à cette échelle se résolvent en micro-relations qui relèvent des comportements de groupe ou inter-individuels, ce qui n'est pas sans importance en politique, mais ne permet guère d'élucider la signification profonde des oppositions qui s'y manifestent.

La source, la forme d'emploi et le mode de contrôle et de propriété des capitaux investis est beaucoup plus significative et d'ailleurs en relation avec la structure technique. A cet égard, le problème posé aujourd'hui est celui des formes de relation entre capitaux privés et publics, avec tous les degrés de complexité dans les combinaisons qu'on peut y trouver. Le « capitalisme d'Etat » et le « socialisme d'Etat » contiennent tous deux des secteurs plus ou moins importants de circulation de capitaux privés ou collectifs par aires de déploiement variables.

La généralisation de l'emploi salarié dans les économies industrielles (et la tendance à son extension là où prédominent encore l'agriculture et le commerce traditionnels) répond à l'intégration capitaliste et technique de l'économie d'aujourd'hui. On peut dire que c'est seulement à notre époque que la société fondée sur l'industrie prend la figure d'une opposition totale entre une masse de travail salarié et une masse de capital en fonction, ces deux masses éliminant presque totalement les résidus de formations économiques traditionnelles et archaïques. Les échanges fondamentaux de la société apparaissent alors dans toute leur pureté. Dans ce cas, la recherche d'une unité ou d'un élément primaire de la structure d'ensemble n'offre au point de vue théorique qu'un intérêt secondaire.

Il devient indispensable de fonder l'analyse sur une grille mobile de relations dans lesquelles le pouvoir d'Etat intervient avec plus ou moins de force, le niveau des unités considérées ne pouvant être défini que selon les exigences d'une analyse particulière, le niveau inférieur prenant surtout son sens selon les exigences techniques. Que les branches de production soient plus ou moins centralisées ou décentralisées intéresse surtout les modes de gestion liés aux exigences de la productivité, et non la théorie de la structure générale. La répartition et l'exploitation des capacités de travail ne peuvent être elles aussi traitées dans leur principe qu'à un niveau global, comme classes d'exécution liées et opposées aux classes de commandement, bien qu'à l'échelle de groupements particuliers de travail des problèmes différentiels importants se posent et soient directement déterminants pour le comportement des individus.

Autrement dit, les rapports de domination sociaux, liés aux transformations d'une économie de plus en plus collectivisée, se posent dans l'ensemble du système comme l'expression directe des rapports entre contrôle des capitaux et disponibilités en salariés, quelle que soit l'unité de production considérée et le mode de gestion (propriété comprise) auquel on se réfère.

Les contradictions internes et externes au système doivent alors être recherchées sans attribuer à des unités de production déterminées un privilège particulier. Le choix de la « base » ou du « sommet » ne peut revêtir ici qu'un caractère tactique, et à ce titre il est toujours nécessaire. Mais les choix tactiques (comme moment d'une analyse ou d'un conflit) sont subordonnés à la recherche des antagonismes plus fondamentaux qui se révèlent dans le système d'ensemble. Nous ne nous intéresserons pas pour le moment à la question de savoir comment peuvent être exactement décrites des contradictions antagonistes ou non-antagonistes, ou des oppositions de diverses natures, car il nous suffira de constater l'existence de certaines incompatibilités, très différentes selon les niveaux d'intégration considérés et la façon dont elles sont résolues ou non résolues (1). L'important est de comprendre que ces incompatibilités se produisent désormais dans un système qui est celui du salariat intégral et du capital collectivisé.

(1) Nous reviendrons sur ce problème de méthode, de logique et d'épistémologie dans la partie finale de cet ouvrage.

Peut-être faut-il un peu raisonner comme les grands théoriciens de la guerre, qui ne partent pas d'une classification des conflits particuliers, mais qui définissent les principes fondamentaux des conflits armés ou actions destructives réciproques, pour en déduire, sans perdre de vue l'expérience, les cas possibles et les cas probables en pratique. L'opposition fondamentale qui nous occupe n'est plus seulement celle qui concerne les détenteurs du capital et les détenteurs de capacité de travail, mais en même temps celle qui concerne les détenteurs et échangistes des capacités de travail eux-mêmes.

12. Structures de contrainte et source de rébellion.

Toute l'histoire du mouvement socialiste et communiste moderne est une mise à nu, à travers des luttes incessantes et polymorphes, des sources économiques et sociales de la rébellion contre le système capitaliste. A travers bien des variantes dans l'explication, ces sources ont été décelées et analysées comme une dénonciation de *l'exploitation* de groupes d'hommes par d'autres. C'est ce que proclamaient les saint-simoniens dans une formule qui a fait fortune : que toute l'histoire de l'humanité, depuis que nous disposons d'archives connues, a été celle de « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le bouleversement des rapports économiques et sociaux propres au capitalisme, tel qu'il s'est produit en Russie après Octobre 1917, a été souvent interprété comme l'abolition, non seulement du type de cette exploitation, mais même de sa possibilité. Or, l'histoire déjà longue de l'U.R.S.S., interne et externe, apparaît comme une suite de conflits plus ou moins bien surmontés, générateurs de nouveaux et incessants conflits. En faire la liste ici n'est pas utile. Ces crises sont dans toutes les mémoires et se poursuivent sous nos yeux, en s'aggravant. D'où proviennent-elles alors ?

Que d'explications superficielles, ou fausses, qui ne résistent pas au moindre examen ! Les uns estiment qu'il s'agit d'une conséquence, à l'intérieur du pays, des pressions exercées par l'ennemi historique, le régime capitaliste incarné par une série d'Etats diversement armés par l'industrie et la science. Une guerre civile mêlée d'appoints extérieurs, et une guerre étrangère traversée de divisions internes, sont là pour témoigner de ce profond antagonisme et de ses répercussions pos-

sibles. D'autres signalent l'occasion de ces conflits dans les séquelles du passé, l'héritage bourgeois qui se prolonge, les survivances d'un autre âge, liés à des formes économiques encore mal dégagées des rapports capitalistes. Ceux-là sont les mêmes qui imaginent un communisme intégral développé dans l'autarchie d'un seul pays, ou à la rigueur d'un groupe d'Etats. Quelques autres estiment toutefois qu'une période de transition comporte ses contraintes propres, ses altérations inévitables, voire ses vulgaires faux-frais, ou, comme on s'exprime de façon plus vulgaire encore, ses « bavures ». Les méfaits bureaucratiques, les erreurs administratives, les exagérations chauvines, appartiennent, au dire d'autocritiques mitigées, aux imparables problèmes nés de la croissance socialiste elle-même.

Mais la persistance et l'accumulation des contraintes (au sens sociologique, subies comme domination entraînant riposte), et l'extension des crises et des rébellions de tous genres, ont déjà usé ces arguments sans portée. En U.R.S.S., la démausolisation de Staline, le Tyran majeur, a suffi pour ouvrir les vannes de la critique. Si un système dépourvu de tout antagonisme interne va jusqu'à créer *le culte* de l'omnipotence totale d'un Chef, on peut supposer que les circonstances de la rivalité extérieure ne sont pas seules en cause ; ni l'héritage bourgeois ou petit-bourgeois, ni les scories d'une combustion récente. Si l'Etat socialiste domine sur tout le peuple des salariés comme un pouvoir de contrainte mêlé de volonté d'arbitrage et de capacité d'initiative, il faut bien que le système économique lui-même entraîne ces effets. En bref, il faut en venir à dégager d'une manière ou d'une autre les oppositions fondamentales qui régissent le système et qui seules peuvent dévoiler les sources profondes d'une rébellion qui prend à la première occasion une forme révolutionnaire.

L'histoire de la société bourgeoise occidentale, et même de ses traditions féodales, a aiguisé tout un arsenal d'analyses des relations entre le pouvoir politique et les relations économiques et sociales. L'Asie et ses sociétés à castes et à vastes appareils administrativo-militaires ont aussi leur passé riche en formules où l'exploitation de la nature et des hommes engendrent des cycles périodiques de révolutions. Mais il était donné à notre époque, et cette fois à l'échelle planétaire, d'affronter la situation nouvelle que suscitent les rébellions et les crises des socialismes d'Etat industriels, qui ont ébranlé décisivement les grandes structures bourgeoises vieil-

les de deux siècles à peine, pendant que le capitalisme ne cesse pas pour autant d'être le foyer de crises renouvelées. L'extension du salariat et la pesée des grandes métropoles impérialistes sur l'ensemble du monde ont amené des rapports capitalistes d'ensemble à ce schéma qu'on trouve dans *le Capital*, et que des exégètes ou des critiques à courte vue ont souvent déclaré périmé d'après l'observation de quelques phénomènes secondaires qui paraissent le contredire. Mais le socialisme d'Etat a suscité des analyses qui doivent prolonger, modifier, ou remplacer celles que nous offrait *le Capital*. Ne sont plus seulement en présence des capitalistes et des prolétaires, mais différentes catégories de salariés jugulés par des appareils de parti et une administration d'Etat. Sur des bases techniques dont la similitude est frappante s'élèvent des édifices économiques dont les formes et les contradictions internes, tantôt s'opposent, tantôt se complètent. La rébellion généralisée contre l'omnipotence bureaucratique se manifeste ici et là, sous des formes apparemment contrastées. La sourde résistance des salariés de l'Etat socialiste a maintenant son écho dans le système des monopoles d'Etat capitalistes, en sorte que la crise du capitalisme paraît liée désormais à celle du socialisme. La fermentation qui s'opère chez les travailleurs salariés (et notamment ceux qu'a engendré le développement technique et scientifique nouveau, celui de l'automatisation et de l'informatique) rejoint celle qui remue les savants et perce dans les travaux des économistes.

Aujourd'hui comme hier l'injustice ressentie, les misères endurées, les dangers courus — ceux des conflagrations guerrières en cours ou à prévoir, entre autres — sont le levain moral et physique de la rébellion. Mais il serait bien léger de s'en tenir là pour expliquer et prévoir l'orientation des révolutions à venir. Nous voilà renvoyés aux structures fondamentales de l'exploitation du travail, qui demeurent la matrice des conflits sociaux et politiques de cette époque.

13. *Modèles des rapports de production.*

Nous appelons rapports de production les rapports qui s'instaurent entre groupes et classes sociales en fonction de l'appropriation des moyens de production et de consommation quels qu'ils soient, capacité de travail comprise. D'autre part, nous appelons mode de production la forme technique et économique prise par les éléments dominants du système économique tout entier.

Cette distinction est purement analytique. Il existe une relation ou plutôt des types variés de relation, entre le rapport et le mode. On peut même admettre aujourd'hui que c'est cette relation qui est le principal, et que rapport et mode de production n'ont de signification que dans la mesure où la relation elle-même est précisée. Cette relation doit être conçue comme élément d'un modèle, et il reste à examiner si un seul modèle peut satisfaire aux variantes capitalistes et socialistes d'Etat, ou s'il faut en considérer deux ou plusieurs tout à fait incompatibles. Les éléments du modèle peuvent prendre des significations variables selon la nature du mouvement qui anime le modèle.

Que faut-il entendre ici par *production* ? Il va de soi que ce terme ne peut être assimilé simplement à ceux d'activité, de pratique, ou de *praxis* pour parler grec. Il ne s'agit pas d'une catégorie logique ou d'une forme générique simple. Tout d'abord production doit s'entendre différemment selon qu'il s'agit du mode ou des rapports. La production, selon le mode, signifie à la fois la structure du processus technique et les formes économiques de sa mise en œuvre ; elle est à la fois forme du processus de travail (organisation, limites, entretien), et forme de sa mesure par les moyens économiques (nature des investissements, calcul des coûts, appropriation des moyens). La production, selon le rapport, désigne la position des groupes sociaux et des individus par rapport au mode de production, du point de vue du droit (domination, exploitation, appropriation).

On peut se demander si le mode de production a une signification plus étendue que des rapports ou non. Mais il est plus intéressant d'établir la relation qu'il y a entre le mode de production et les rapports de production ; c'est certainement un rapport de réciprocité. Dans la relation, chacun des deux éléments intervient, après ou avec l'autre, comme facteur de détermination de l'autre. Par exemple, le caractère social (collectif à grande échelle, séquentiel, et impliquant division du travail, coopération, etc...) du processus de production, qui appartient à des modes de production différents (mode « asiatique », féodal, industriel-capitaliste), peut être un des déterminants de la forme des rapports de production, parce qu'elle nécessite la concentration de l'autorité politique et capitaliste, une procédure particulière d'exploitation du travail, etc... A l'inverse, une forme juridiquement exprimée

d'appropriation des moyens de production, fixant les rapports de production, peut déterminer pour une grande part le mode de production. Par exemple, si la terre appartient à des petits propriétaires indépendants, à des grands propriétaires fonciers, à des sociétés capitalistes ou à l'Etat (ou des collectivités territoriales), il pourra en découler des modes de production différents et nécessaires ; c'est le cas des kolkhozes russes, ou des unités agraires des pays africains.

La relation entre mode et rapports de production se présente aussi pour le produit, c'est-à-dire pour l'usage et la consommation. La production reste un moyen, dont l'usage est la fin. On peut donc aussi parler à bon droit des modes de l'usage et des rapports de l'usage, et de la relation qui existe entre eux. En fin de compte, il faudra déterminer la relation (mode et rapport de production)/(mode et rapport de consommation).

Le mode de consommation a du reste tendance à jouer un rôle de plus en plus important dans la structure économique d'ensemble, en raison même de la nature nouvelle des produits (biens et services), de leur multiplicité croissante, de leur caractère plus ou moins durable, des exigences de leur entretien, de leur changement rapide, de leur production massive, etc... On peut dire que les phénomènes de division, de parcelisation, d'intégration, de mécanisation et d'automatisation, qui caractérisent les systèmes-processus de production d'aujourd'hui, trouvent leur réplique dans de véritables systèmes de consommation des objets et services de plus en plus indiscernables (1). En matière de comportement, la technique liée à l'usage des services tend à ressembler de plus en plus à celle de la production automatisée. L'objet matériel, comme moyen de production ou de consommation, est à la base d'un mode de consommation déterminé. L'autoconsommation privée est constamment liée à des modes de consommation et d'usage collectifs, et se trouve même souvent dominée par eux.

Quant au rapport de consommation, il concerne un produit caractéristique, qui est la plus-value, ou survalueur. La forme de ce produit, dont la répartition et l'usage constituent la matrice fondamentale des opérations du mode de production-consommation, est déterminante pour le système tout entier.

(1) Voyez les réflexions de J. Baudrillard dans *Le système des objets* (1968). C'est une introduction à la question.

On pourrait représenter cette ébauche d'analyse par le simple schéma suivant :

	<i>Production</i>	<i>Produit</i> (consommation)
<i>Mode</i>	Structure du processus technique Forme économique du processus de production	Objets, biens et services
<i>Rapport</i>	Possesseurs de capacité de travail Possesseurs de moyens de production	Plus-value

Ce schéma permet de situer les modifications dans la relation entre les divers éléments, tels qu'on peut les observer dans des systèmes concrets. Certains rapports peuvent apparaître communs au socialisme d'Etat et au capitalisme. D'autres leur sont propres. Le changement de leurs rapports modifie alors la structure de l'ensemble. Les salariés de l'U.R.S.S., par exemple, peuvent utiliser un service téléphonique ou acheter un kilo de pain comme les salariés de l'Europe occidentale, après avoir travaillé dans une entreprise aux conditions techniques identiques, sans pour autant que la plus-value ait été prélevée sur leur travail de la même manière, ni que son utilisation ait obéi aux mêmes mécanismes ou aux mêmes fins.

14. *La bureaucratie salariée.*

Le pouvoir, qu'il s'exprime comme administration d'Etat, parti dominant ou exclusif, caste militaire ou décision de l'entrepreneur économique, est de plus en plus conçu comme la capacité de contrainte propre à un système bureaucratique. Voilà qui est symptomatique, puis diagnosticable. Sous tous les régimes qui se partagent la planète, c'est le pouvoir bureaucratique qui résume de plus en plus l'essence politique de la domination de l'homme sur l'homme.

Une longue pratique avait permis aux monarchies européennes de domestiquer l'administration. La bourgeoisie capitaliste, au cours de son ascension, prolongea cette main-mise. Les bureaux, leurs charges et leurs places, n'ont cependant pas succombé sous le mépris dont les accablaient leurs vrais maîtres. La société, après tout, a besoin de *rouages* de plus en plus démultipliés, de compétences bien entretenues, et le bureaucrate savait attendre son heure.

Cette heure est venue, et c'est à l'horloge du socialisme d'Etat qu'elle a d'abord sonné. Les théoriciens politiques et sociaux — Hegel, Marx ou Weber — avaient annoncé avec plus ou moins de clairvoyance son avènement possible, ou probable, ou nécessaire. Mais aucun, peut-être, n'avait prévu avec quelle force la bureaucratie allait devenir l'épine dorsale des sociétés nouvelles. Le *nouveau léviathan*, pourtant, c'était elle.

Elle s'établit d'abord à l'insu des révolutionnaires les plus perspicaces, Lénine en tête, dans ce corps nouveau qu'avait engendré le pouvoir bolchevik. On lui attribua des origines dans la mesquinerie des communautés paysannes et petites bourgeoises, un passé dans le vieux *tchin* moscovite, un présent dans l'incompétence des révolutionnaires promus à la gestion de la République ouvrière, ou dans les prétentions classiques du contrôle et de la hiérarchie. Les vieux corps administratifs des Etats bourgeois, poussiéreux et dorés, se moquaient volontiers de ces incapables, ignorants des *détours* du sérail, des techniques éprouvées du service public et des arrangements privés, sans parler de l'instruction professionnelle. Et, sans bureaucratie bien stylée, que devient l'Etat ?

On la vit pourtant se raffermir, et proliférer en plusieurs foyers différents à partir desquels se constitua son équilibre général. Dans le parti dirigeant, après une période où les sacrifices l'emportaient sur les privilèges, on proclama que « les cadres décident de tout ». Ces cadres eurent besoin de l'appui des administrations d'Etat, et s'appliquèrent à en obtenir l'obéissance, pour parler en leur nom. Il fallut aussi instruire une génération de gérants industriels, responsables devant leurs chefs plutôt que devant leurs ouvriers. La discipline affichée ressuscita le goût des uniformes, des décorations, des grades, des hiérarchies. Finalement, tous ces fonctionnaires devinrent les prototypes d'une bureaucratie dont le pouvoir ne pouvait plus être modéré par rien, sinon par la résistance du travailleur et de l'administré.

Cadres et masses, supérieurs et inférieurs, dominants et dominés, appartiennent tous au nouvel univers bariolé des salariés, dans des conditions les plus opposées du bien-être et de la liberté. Ainsi se profile une des contradictions qui opposent des catégories sociales de la même classe, comme auparavant s'opposaient des classes de la même catégorie. Ces contradictions sont avivées par la concurrence, qui résulte de la nécessité pour le nouvel ordre social d'assurer sa permanence et son renouvellement, en même temps que sa sûreté.

Le corps bureaucratique est d'autant plus assuré de son pouvoir que chacun de ses membres est vulnérable et susceptible à tout instant d'en déchoir. Il faut que chacun, pour appartenir au cercle des maîtres, soit à son rang sous la surveillance soupçonneuse et vigilante du voisin, qui peut à tout instant lui ravir ses privilèges ou l'appeler aux bénéfices temporaires de la grandeur. La fragilité des signes personnels du pouvoir est garante de l'autorité continue du corps qui l'exerce.

Les inquiétudes et les agitations qui parcourent sans cesse la bureaucratie, les convulsions qui la secouent, sont la rançon d'un pouvoir arbitral et tyrannique qui masque mal d'innombrables querelles, des déchirements constants qui vont jusqu'aux meurtres périodiques où la terreur lui permet de restaurer sa suprématie ébranlée.

La cooptation se double de l'expulsion pour assurer l'équilibre de ce corps, où la dégradation est le revers toujours possible d'une ascension glorieuse. Mais le mouvement provient toujours d'*en haut*, et jamais d'*en bas*. Ainsi, sous la menace permanente du révolter stalinien, des vagues d'intronisations et de massacres se sont-elles succédées, sanctionnées par des procès de théâtre aux rôles appris où la haute police, maîtresse momentanée du jeu, assurait la pérennité du système. Cadres politiques, maréchaux et généraux, directeurs économiques, écrivains, diplomates, tout venant du prolétariat, firent tour à tour les frais de cette mécanique, jusqu'à ce que ses ravages aient atteint un paroxysme qui poussa une génération nouvelle à tenter d'attribuer au corps bureaucratique des règles de fonctionnement qui puissent le mettre à l'abri d'une catastrophe générale attendue par une fraction croissante du peuple.

La bureaucratie, en effet, ne vit pas que de l'enivrement de la puissance. Le contrôle brutal qu'elle exerce sur elle-même, et qui nourrit ses propres contradictions, est exigé par

le soin qu'il lui faut mettre à dominer l'économie et ses capacités d'accumuler des ressources, de maintenir le peuple salarié au travail sans murmure, de lui assigner des objectifs, et poursuivre à l'aveugle cette auto-exploitation dont elle-même profite largement.

Le monde capitaliste, d'abord étonné, et longtemps fidèle à ses vieilles méthodes de domination où l'administration bureaucratique n'est en fin de compte que le serviteur sceptique et compassé des grandes affaires privées, se vit peu à peu attiré par un système qui justifiait sa propre étatisation croissante. Les démocraties capitalistes partagèrent une admiration mal contenue pour Staline comme pour Hitler. L'Etat assumait chez elles, surtout depuis la grande crise économique des années 1930, un tel pouvoir économique que l'enflure bureaucratique en devint le corollaire inévitable. D'ailleurs certaines affaires privées, empires dans l'empire, prirent de telles dimensions qu'à leur tour elles géraient des intérêts qui avaient la dimension de budgets d'Etat. De tous côtés la bureaucratie proliféra, et les querelles extérieures qu'elle nourrit ont chargé ses entreprises guerrières d'une énergie dévastatrice sans précédent, tout comme les antagonismes qu'elle aiguise dans l'Etat présagent des révolutions qui sont l'objet des luttes sociales du siècle à venir.

CHAPITRE II

TRAVAIL MORT ET TRAVAIL VIVANT

1. *Les caractéristiques du travail vivant.*

Marx écrit que « la domination du capitaliste sur l'ouvrier est en réalité la domination du travail mort sur le travail vivant ». *Le mort saisit le vif*. De ce point de vue, on peut établir les rapports analogiques suivants :

		bourgeoisie	
c	capital	capitaliste	travail mort
—	=	—	=
v	salaires	prolétaires salariés	travail vivant

Que deviennent ces rapports, fondamentaux dans le système capitaliste, dans le socialisme d'Etat ? C'est à cette question qu'il faut essayer de répondre, car c'est elle qui commande toutes les autres, et en particulier les modes de production de la plus-value (1).

Le travail vivant est la forme sous laquelle hommes et femmes, à un moment donné ou dans une suite de moments et périodes, exercent et dépensent leurs capacités de travail. Le travail mort, c'est l'outillage, tous les objets produits par le travail passé, et qui servent à leur tour à l'exercice du travail vivant. C'est aussi, dans des conditions particulières, le service rendu.

Le travail mort se divise en deux branches : l'une, qui est socialement décisive dans le rapport de production,

(1) Dans l'introduction de cet ouvrage (*De l'aliénation à la jouissance*) j'ai examiné les grandes catégories dichotomiques élaborées par Marx sous les noms de travail abstrait/travail concret, travail/force de travail, travail/surtravail, travail productif/travail improductif, travail simple/travail complexe, travail/non travail. J'ai réservé pour cette partie l'examen des catégories du travail mort et du travail vivant, qui sont impliquées par toutes les autres.

c'est celle qui forme les moyens de production ; l'autre, c'est celle qui est détruite comme consommation. Ce qui établit un processus commun à ces deux branches, c'est l'usure ou la péremption, qui sont plus ou moins rapides. Mais la nature sociale de ces deux modes de disparition du travail mort sont différentes : la première atteint les moyens de production possédés par le capitaliste (A) ; la seconde atteint les moyens de jouissance et d'entretien des personnes salariées (B). (Le schéma ne tient pas compte des situations où le producteur de travail vivant est en même temps le détenteur de son fruit, le travail mort.)

Peu importe le nom que l'on donne à ces deux formes de travail. On peut les appeler emploi et immobilisations, ou de toute autre manière. L'essentiel est que les références de ces noms soient les mêmes : d'un côté le travail tel que l'exécute un être humain, ou un ensemble d'êtres humains, de l'autre les objets et services qui sont le produit du premier.

L'important est que ces deux formes du travail entrent dans plusieurs cycles d'échanges différents : 1. Le travail vivant s'échange contre un moyen de consommer du travail mort (salaire — B), et réciproquement. 2. Une partie du travail mort s'échange contre un autre travail mort. 3. Une autre partie du travail mort s'échange contre du travail vivant. D'une façon générale, des capacités de travail s'échangent ainsi contre des capacités de travail.

c

Les rapports analogiques — ... ne prennent donc leur si-

v

gnification que lorsque chacun des éléments entre dans un cycle d'échange particulier, l'échange marchand.

Comme toutes les valeurs produites sont par hypothèse des marchandises dans les rapports capitalistes, elles ne peuvent être produites qu'à partir d'un élément qui soit lui-même une marchandise, et cet élément doit en outre être capable de produire plus que son propre équivalent, sinon il n'y aurait jamais d'accroissement de la somme des valeurs échangeables, de la valeur du produit social. Cette marchandise existe : c'est la capacité d'exécuter une tâche, un travail. Notons que ce qui s'achète et se vend ici n'est pas un *objet* ; c'est le service, *l'usage* de la capacité de travail.

Ainsi le salaire est introduit dans l'analyse sociale comme moment déterminant dans la production et l'échange des marchandises. Il ne pouvait pas en être autrement pour une

analyse qui porte sur un système économique fondé sur l'échange de marchandises, c'est-à-dire de produits fournis par des instruments de production possédés à titre privé, et aliénables à titre privé (capacité de travail comprise).

Si l'analyse porte sur un système qui n'implique plus de marchandises au sens strict, où il n'existe plus de marché, il va de soi qu'il n'est pas non plus question de rattacher le salaire à l'échange d'une marchandise particulière, la capacité de travail. C'est par hypothèse le cas des rapports communistes accomplis, où n'existent ni marchandises à proprement parler, ni par conséquent de location de capacité de travail. Il est donc clair que le salaire, dans son sens classique — c'est-à-dire capitaliste — est lié à un régime producteur de marchandises. Supprimez les relations caractéristiques de ce régime, vous supprimez du même coup le salaire. Et si vous maintenez malgré tout le terme de salaire, ce ne peut être qu'en lui donnant la signification d'un bon d'échange, et rien de plus. Or, dans le socialisme d'Etat, le salaire existe comme tel.

Si le travail vivant, ou capacité de travail en exercice, est par hypothèse extérieur à tout cycle d'échange, c'est-à-dire n'est pas une marchandise, autrement dit n'a pas de valeur, que subsiste-t-il de ses caractéristiques propres ? Il est évident qu'il continuera à être producteur de travail mort de consommation, ce qui se produit déjà dans le cas du petit paysan propriétaire et quelquefois de l'artisan. Il est clair aussi qu'il produira du travail mort de production. D'autre part le travail vivant, pour être entretenu ou s'accroître, doit aussi recevoir les moyens de rester vivant, ou survivant, du moins un certain temps. Mais comme, par hypothèse, ces différentes formes de travail ne sont pas appropriées à titre privé, dans leur origine et leur effet, leur *mesure* (en particulier leur proportion) n'équivaut pas à la désignation d'une *valeur*. Il subsiste de leur existence : 1. un mécanisme naturel ; 2. un mécanisme social (non capitaliste) ; 1 et 2 étant de toute évidence en relation. Mais la question-clé demeure la suivante : comment, avant tout, régler *l'usage du travail vivant* ?

Le travail vivant est à la racine du travail mort, il est sa cause directe. Le travail mort ne contribue à la perpétuation du travail vivant qu'indirectement, dans sa partie consommée. Si le passage du capitalisme au socialisme d'Etat implique une rupture radicale, c'est d'abord de ce côté qu'il faut éclairer la question.

Dans le cas de l'échange marchand-capitaliste, le surplus résulte précisément de l'échange. Dans le cas du communisme accompli, il ne résulte pas de l'échange, mais de propriétés bio-techniques de la production. Le socialisme d'Etat, qui admet l'échange marchand au sein d'une coopération hiérarchisée, tire le surplus de l'échange, mais il le tire de façon *automatique*, sans intermédiaire du propriétaire privé.

Les échanges marchands peuvent être égaux, ou inégaux. S'il y a échange du produit brut d'une activité avec le produit brut d'une autre activité, on peut avoir :

$$\text{I. } a (+ 1) \longleftrightarrow b (+ 2).$$

$$\text{II. } a (+ 2) \longleftrightarrow b (+ 1).$$

C'est-à-dire : une fois le quantum 1 du produit *a* s'échange contre le quantum 2 du produit *b*. Une autre fois, le quantum 2 de *a* s'échange contre le quantum 1 de *b*. Sur de grandes séries d'échanges (et notamment d'échanges tels que les décrit un tableau d'intrants-extrants), il n'y a pas de surplus ; l'échange n'a rien *produit* par lui-même. Il n'y a que des proportions et des disproportions mesurables. (C'est une des raisons de la perplexité des planificateurs soviétiques, dont les tableaux intrant-extrant restent hétérogènes au développement et à l'accumulation, à la dynamique du système.)

Or, si la société coopérative communiste accumule et accroît les biens et services produits, il faut que le surplus ait été produit sans échange, ou avant échange. Cela revient à dire que pour cette société l'analyse des relations économiques doit débiter par l'étude des rapports de travail, et non par le produit-marchandise. Les trois postulats de cette phase du développement social sont les suivants : 1. il n'existe pas de concurrence capitaliste-commerciale (planification), et pas non plus d'économie d'Etat (division nationale du travail) ; 2. il n'y a plus d'antagonisme — compatibilité dans l'incompatibilité — de classes détentrices de fonctions antagoniques (prolétaires salariés — capitalistes collectifs ou privés) ; 3. il n'y a plus de surproduit local, mais une plus-value automatique. Ces postulats impliquent une primauté de la distribution ou répartition du travail vivant dans la société, sans égard à une valeur d'échange.

On peut écrire, pour T_v = travail vivant, T_m = travail mort, o = opération :

$$T_v \rightarrow o \rightarrow T_m$$

$$\text{et } T_m \rightarrow o \rightarrow T_v$$

D'où la séquence $T_v \rightarrow T_m \rightarrow T_v' \rightarrow T_m' \rightarrow$

Notons que le travail mort se présente sous trois formes. L'une est la fixation dans un moyen de production : c'est le travail « cristallisé », utile. La seconde est l'assimilation par le travailleur vivant (consommation), utile aussi. La troisième est la disparition progressive, par usure et obsolescence, inutile par mise hors d'usage. Le travail vivant est lui aussi reproduit à partir de ces trois formes. L'échange marchand se trouve ainsi remplacé par une séquence productrice de biens et de services d'où toute exploitation est exclue. La répartition des produits n'a plus de relation de valeur avec leur production, mais seulement des relations de proportionnalité d'usage ou utiles.

Cet état de choses n'est pas celui qui prévaut dans le socialisme d'Etat où l'exercice d'une capacité de travail est non seulement *mesuré*, mais *évalué* : chacun ne peut consommer qu'à proportion du travail fourni.

Le problème du travail planifié d'Etat se ramène alors à celui des transformations du marché de la force de travail, et non à des considérations morales sur un retour pur et simple à l'esclavage, ou au contraire sur le paradis de l'emploi. Toutes les formes antérieures d'esclavagisme, de propriété d'Etat (mode « asiatique ») de la main-d'œuvre, ou de servage liant la main-d'œuvre au domaine, sont fondées sur une série de formes de production absolument dissemblables de celles du capitalisme et de la planification d'Etat socialiste : fondement agraire de la production, ou produits directs du sol (mines, carrières) ; les industries de fabrication sont au contraire réservées aux artisans citoyens, à l'armée, etc... Le rendement de l'esclavagisme est lié aux prestations, aux revenus qui ne tiennent pas compte de la rentabilité : le prix des capacités de travail et par conséquent aussi leur valeur, n'entrent pas dans les appréciations du prix des marchandises et produits ; les capacités de travail esclave sont exploitées aveuglément.

Avec la planification d'Etat socialiste, nous avons quelque chose de tout différent. La planification des capacités de travail s'exerce à partir de l'institution capitaliste du marché du travail, qui a pleinement fait apparaître la capacité de travail en général comme marchandise à travers le salariat. Le fait essentiel, c'est que ce marché de la capacité de travail va subir des transformations par l'abolition de sa fonction d'arbitre, de milieu constitutif de la valeur. La

pédagogie nationale va y contribuer. Les variations du fond des salaires subiront l'action de facteurs qui sont loin d'être « naturels » ou arbitraires...

Les marchandises, les produits fabriqués, se présentent comme des objets détachés de l'homme et de la nature originelle. Leur forme naturelle (par exemple les produits agricoles) peut n'avoir à subir pour cela qu'une opération de coupe : aussitôt les blés fauchés, les voilà marchandises. Les produits du sol peuvent aussi se vendre sur pied, avant récolte, ou même avant semailles, en graines, enfouis dans le sol, ou en germe ; néanmoins ils sont commercialisés dès qu'ils s'en détachent, que d'immobiles ils deviennent meubles. Lorsque les produits naturels ou fabriqués (par exemple du minerai ou de la fibre synthétique) sont « achetés » par l'Etat et comptabilisés ils conservent une propriété qu'ils possédaient déjà sur le marché capitaliste, à savoir d'être mobiles, transportables, de pouvoir être stockés ici ou là, d'entrer en composition les uns avec les autres, de pouvoir être consommés immédiatement ou mis en réserve à plus ou moins long terme, et d'une façon générale d'être détachés du producteur. La masse productrice est socialement propriétaire, par l'intermédiaire de l'Etat, de l'ensemble des produits et des services qui les véhiculent, mais ses membres ne peuvent en devenir individuellement propriétaires-consommateurs que par le canal du marché d'Etat (ou partiellement de marchés privés, soit à la campagne — kolkhoziens — soit à la ville — magasins particuliers).

C'est entre autre pour cela qu'il est erroné de dire que la valeur ne règle encore les échanges en U.R.S.S. que sous prétexte que la propriété-consommation y serait encore individuelle. La séparation du produit et de l'opérateur existe dans le système de production capitaliste, mais l'opérateur peut retrouver le produit à travers l'appropriation privée réglée par le marché concurrentiel. Dans le système planifié d'Etat il ne peut retrouver le produit, dont il est aussi séparé, qu'à travers une décision sociale qui est celle des organismes économiques et politiques de l'Etat et de ceux qui le dominent. L'appropriation privée du produit, comme consommation, a perdu tout caractère individuel ; elle reste individuelle ou de groupe restreint, mais c'est en tant que fragment d'un système social homogène. Le « droit » du producteur sur le produit lui est délégué par le système social ; ce n'est pas

un droit personnel. Cette transformation est facilitée par la mobilité du produit, non seulement de l'objet fabriqué, mais des services « continus » comme le courant électrique, les fournitures d'eau, les moyens de transport, etc...

La chose se présente différemment pour la capacité de travail comme marchandise, car celle-ci n'est pas séparable de l'individu, ou des groupes d'individus qui la mettent en œuvre. Ceux-ci en sont organiquement les dépositaires, les supports, les détenteurs. Et en tant que les hommes sont la fin de l'économie, ils possèdent donc vis-à-vis d'une marchandise particulière, qui est leur capacité de travail, d'un privilège remarquable : à savoir qu'on ne peut pas leur soustraire totalement la propriété de cette marchandise (fondement de leur résistance dans le régime capitaliste ou l'économie bureaucratique) ; et d'autre part, que la planification du marché de cette marchandise ne peut pas non plus s'opérer avec les mêmes commodités que pour les autres produits.

Dans ces conditions, le rapport entre travail vivant et travail mort acquiert une importance décisive pour l'analyse du socialisme d'Etat, qui n'est ni le capitalisme libéral ou monopoliste, ni le communisme. Ce rapport doit être examiné dans sa relation avec les grandes catégories suivantes :

<i>Travail vivant</i>	<i>Travail mort</i>
abstrait	
Travail concret	
productif	
Travail improductif	
Travail socialement nécessaire	
surtravail	

2. *L'opérateur, l'opération et l'effet.*

Dans le *Manifeste du parti communiste* déjà, en 1847, Marx et Engels écrivaient : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'augmenter le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est

qu'un moyen d'élargir, d'enrichir, de stimuler les fonctions vitales du travailleur. Dans la société bourgeoise, le passé domine donc le présent ; dans la société communiste, le présent domine le passé. »

Ce raccourci est clair ; mais on en trouvera le développement vingt ans plus tard, dans l'analyse du *Capital*, sous une forme plus rigoureuse et systématique. C'est un thème que la plupart des socialistes de la première moitié du XIX^e siècle européen avaient en tête ; il n'était pensable que si le travail accumulé, c'est-à-dire le produit mort du travail vivant, en vient à se présenter autrement que sous forme de bâtiments, d'outils à main simples, de moyens de transport réduits, et de matières alimentaires sorties du sol ou des animaux, en somme lorsqu'il prit la forme d'un *parc de machines et de moteurs non-vivants*.

Le travail mort, ou accumulé, est celui qui n'est pas consommé immédiatement, mais rend le travail vivant productif de nouveau travail mort. D'où la séquence $Tv \rightarrow Tm \rightarrow Tv' \rightarrow Tm'...$ qui est un cycle, et non une dichotomie. Peu importe le nom que l'on donne à ces deux phases du cycle productif. On peut les appeler travail direct et travail accumulé, ou indirect, aussi bien que travail mort et travail vivant. On peut parler d'opération ou d'opérateur et de produit utile. Bien d'autres définitions sont légitimes. L'essentiel, c'est qu'une relation de forme définie s'établit, selon les rapports sociaux prédominants, entre le travail mort et le travail vivant, quelle que soit la forme revêtue par ces rapports sociaux. Cette relation est un élément permanent de toute vie productive ; elle plonge ses racines dans le rapport immédiat des individus ou groupes humains avec la sphère d'activité proche ou lointaine, naturelle ou artificielle.

La décomposition de cette relation schématique revient toujours à un ordre cyclique établi entre l'opérateur, l'opération et l'effet ; l'effet sert de point de départ aux fonctions de l'opérateur. Cette décomposition, si on la limite à ses paramètres techniques (y compris les techniques du comportement humain direct) induit en erreur sur la signification et les conséquences des progrès techniques et scientifiques. On n'y voit plus que les variations techniques dans le rapport entre travail vivant et travail mort, et l'on imagine une société où le travail mort deviendrait productif par lui-même, et à grande échelle, le travail vivant disparaissant comme travail proprement dit et ne subsistant qu'au titre d'activité créatrice

libre de l'homme manipulant à son gré un appareillage à haute productivité qui sature les besoins en effaçant les contraintes de la rareté. Telle est l'essence de l'illusion techniciste ou technocratique qui transforme les rapports sociaux dans lesquels s'instaure la relation travail mort/travail vivant. Cette illusion est aussi fréquente chez les idéologues du capitalisme d'organisation que chez ceux du socialisme d'Etat (1).

Je parle schématiquement de cycle. Mais on pourrait mieux dire : permutation du sens dans la même phase du cycle production-consommation. En effet, le cycle $Tv \rightarrow Tm \rightarrow Tv...$ ne doit pas être conçu comme une suite discontinue de phases, mais comme la figure diagrammatique d'une *simultanéité d'alternance à l'échelle sociale*. Ce qui est travail vivant, c'est-à-dire activité de l'organisme vivant devient travail mort, produit, effet, et ce qui est mort, accumulé, immobilisé, redevient (en partie) travail vivant dans la mesure où le travail accumulé est précisément destiné à l'entretien et à l'accroissement du travail vivant. La personne du producteur humain détient en elle le système du travail entier, quelle que soit la forme sous laquelle celui-ci s'exerce : sa propre activité, qui est travail vivant, dépense d'énergie, produit directement et indirectement les moyens (« morts ») de cette activité (c'est la fraction consommée, immédiatement abolie dans le corps, du travail accumulé). Plutôt que de travail mort ou accumulé, on devrait d'ailleurs plutôt parler de travail différé, ce qui rendrait aussi possible de parler de jouissance ou consommation différée.

(1) C'est ce qui transparait par exemple même chez certains progressistes tchécoslovaques. Par exemple, dans une étude réalisée en 1965-67 (*La civilisation au Carrefour*, Paris, 1969) R. Richta écrit : « Tout indique qu'il ne s'agit plus là du développement continu d'un des facteurs objectifs des forces productives (moyens de travail) — comme ce fut le cas de l'industrialisation — ni de l'apparition de telle ou telle production nouvelle... mais d'un brassage accéléré et permanent de toutes les forces productives, de tous les facteurs objectifs et subjectifs de production de la vie humaine. » « ...Au fur et à mesure que l'homme fait agir des produits de son activité antérieure en tant que forces naturelles, et que par suite la main-d'œuvre se trouve refoulée du processus de production directe, une force plus puissante — la science comme force productive directe — s'exerçant sur la base d'une combinaison globale de la société se trouve intégrée dans la production directe. *Le processus de production directe cesse d'être en ce sens un processus de travail*. Le pivot en est désormais « l'intelligence de la nature » propre à l'homme, c'est-à-dire l'appropriation de sa propre force productive générale ; c'est-à-dire encore la science. Au cours des bouleversements actuels de la production, la science imprègne l'ensemble du processus de production, devenant progressivement la force productive centrale de la société et pratiquement le facteur décisif de la croissance des forces productives. »

L'analyse montre que tant qu'existe une économie d'échange de valeur, le cycle qui intègre l'opérateur, l'opération et l'effet suppose toujours que le travail vivant, quelle que soit sa nature (par exemple travail musculaire de manœuvre ou travail cérébral du savant) est la source constante des valeurs produites, dont l'échange marchand exprime les rapports sociaux dominants. Le rapport travail vivant/travail mort, quelle que soit sa grandeur, ne peut alors être réduit à une forme technique, même si celle-ci est désignée comme « science ». Si c (le travail mort, le capital fixe, le capital tout court) représente une fraction croissante par rapport à v (le capital variable, le salaire, le travail vivant), si tout l'intérêt technique et scientifique du processus de production se concentre sur les phases d'invention, de conception, d'installation qui permettent l'opération devenue autonome et automatique, il n'en résulte pas moins que la productivité de plus en plus élevée, la production continue et en masse d'objets et de services, exprime l'emprise croissante du travail mort sur le travail vivant, puisque cette production massive doit être jetée sur le marché. L'échange des produits (biens ou services) prend le pas sur l'échange des capacités de travail, mais cette modification dans le rapport des formes d'échange ne suffit pas par elle-même à modifier les rapports sociaux (indiqués par exemple par le type de propriété, les modalités juridiques du contrôle économique par l'Etat, la généralisation du salariat, etc...).

En substance, le progrès technique se réduit à ceci : 1. une économie de temps par unité de produit ; 2. une augmentation de la « composition organique du capital », c'est-à-dire du coût en immobilisations, outillages, machines et matières premières par rapport au coût en capacités de travail humain (1). Même si cette économie et cette augmentation atteignent des indices très élevés, la double tendance subsiste, et elle subsiste tant qu'elle se développe dans des relations échangistes de valeur. L'importance de la « recherche » et de la « science » dans l'économie industrielle contemporaine ne

(1) C'est ce que refusent d'admettre les économistes bourgeois libéraux. P.J.D. Wiles, par exemple, affirme (*The Political economy of Communism*, 1962, p. 285) : « le progrès technique signifie rendre les choses moins chères, et s'il se présente une innovation qui épargne du capital, ou à la fois du capital et du travail, tout en maintenant le niveau de la production, cette innovation sera un progrès technique. » Avec ce beau raisonnement, les fusées interplanétaires et les satellites artificiels ne représenteraient guère un progrès technique !

transforme pas radicalement ces relations. La révolution ne peut atteindre la technique et la science que par le biais des rapports sociaux que celles-ci supportent et qui les font vivre.

Ceci revient à dire qu'il faut décomposer les types d'échange dans lesquels se développe le progrès technique d'aujourd'hui avant de lui assigner un sens. Ces échanges sont de trois sortes (ils l'ont toujours été, mais aujourd'hui prennent des formes nouvelles) : *a*) les échanges naturels (de type biologique, chimique, physique) qui peuvent être internes aux organismes animaux et végétaux ou aux systèmes artificiels, ou externes, entre systèmes semi-autonomes, ces échanges n'ayant clairement valeur humaine qu'à travers l'écran des rapports sociaux (conditions de la santé, paramètres démographiques, par exemple) ; *b*) les échanges techniques organisés entre « machines » agencées par l'homme et l'homme lui-même ou les groupes humains ; *c*) les échanges sociaux, qui concernent les capacités de travail, les produits, et toutes les relations dont l'homme est un agent direct ; ce sont ces échanges qui orientent les autres et leur donnent un sens, parce qu'ils fondent un comportement essentiel aux sociétés existantes : l'exploitation des uns par les autres.

Dans le socialisme d'Etat, où n'existent que des salariés et un seul employeur (réfracté jusqu'à l'échelon de l'entreprise), la croissance prédominante du travail mort sur le travail vivant a encore la même caractéristique fondamentale que dans les rapports capitalistes, avec cette différence dérivée que les échanges dans lesquels elle se manifeste rend impérative une exploitation mutuelle de type nouveau. La lutte contre cette modalité d'exploitation tend à restituer au travail vivant son caractère « présent » (contre le poids du passé), sa libre disposition (au lieu d'être l'esclavage du travail mort), sa vertu libertaire (par expulsion des dominations hiérarchisées), sa force créatrice (en opposition aux modèles de croissance unilatérale), son hostilité aux valeurs d'échange (exaltant la fécondité des utilités non échangeables, mais communicables). Tel est le programme fondamental de la nouvelle révolution dans le socialisme d'Etat, liée à celle du capitalisme d'organisation.

3. Groupes humains et complexes d'outillage.

Ce qui se modifie dans les régimes sociaux dominés par le principe industriel, c'est un rapport changeant et nou-

veau entre groupes humains et complexes d'outillage (« machines »). Les groupes humains sont de deux sortes : détenteurs du complexe d'outillage et des capitaux correspondants, comme moyen de production (Etat ou capitalistes), et détenteurs de la capacité d'opération de ce moyen (salariés). Des activités subordonnées peuvent réunir dans la même personne les deux sortes de détention.

A première vue, la nature de la stricte technique mise en œuvre dans les complexes d'outillage modernes reste neutre ou indifférente à leur mode de propriété et d'appropriation. Les relations sociales (opposition et coopération) seraient aujourd'hui comme hier indépendantes des techniques ; leur autonomie est circonscrite aux rapports humains, qui sont toujours des rapports de classes. Dans ces conditions, l'automatisation généralisée des techniques productives et des prestations de service ne peut qu'offrir des instruments matériels modifiés à des rapports sociaux qui demeurent sans changement essentiel. Toutes les discussions sur la nature présente des « rapports de production » (rapports de classes sociales selon le critère de la propriété, de la possession ou de la disponibilité) et des « forces productives » (organisation technique des moyens de production, y compris l'organisme humain) ne sortent pas de ce cercle.

Marx distinguait ces deux modes d'une existence sociale antagonique en se référant à deux formes de la division du travail (polarisées aux modes d'association correspondants) : la division manufacturière, et la division sociale. Le travail vivant se trouve alors impliqué à la fois dans les rapports de production (où il représente la masse des travailleurs salariés opposés-liés à l'entrepreneur capitaliste ou d'Etat), et dans les forces de production (comme élément déterminant de la valeur d'échange et de la création de plus-value).

Le travail mort est impliqué dans les rapports de production, comme forme concrète et enjeu d'un conflit qui oppose des classes et des sous-classes. A ce titre d'enjeu, de sujet du conflit, le travail mort (complexes d'outillage) matérialise une relation directe entre rapports de production et forces productives. Il en va de même en ce qui concerne le travail vivant ; il est l'enjeu matériel qui double et reproduit la liaison entre forces et rapports. En effet, à titre de composante essentielle des forces productives (puisque en dernière analyse c'est lui qui commande l'usage de l'appareil de production), il appartient à l'appareil de production ; mais il est

en même temps un sujet proprement dit des rapports de production puisque ce rapport signifie précisément son exclusion de la propriété et de la disposition des moyens.

On ne peut donc se borner à dire que les rapports de production et les forces de production sont deux catégories distinctes et séparées. Elles sont mutuellement impliquées ; autrement dit, la « technique » n'est jamais neutre. Et cette relation n'est pas modifiée, dans son principe, par les transformations que subissent aujourd'hui les formes de la division du travail. Au contraire, ces formes accentuent l'étroitesse de leur liaison, au point qu'aujourd'hui elles en arrivent à se confondre, pour donner lieu à un système nouveau de relation qui trouve des modalités de fonctionnement analogues, quoiqu'en partie différentes, dans le socialisme d'Etat et dans le capitalisme nouveau (que j'appelle *artificiel*, comme on verra plus loin).

Les complexes d'outillages actuels (travail mort) présentent une série de caractéristiques qu'il faut apprécier de ce point de vue. Bien entendu, il s'agit des systèmes de production qui dominent l'ensemble de la vie économique, car on trouve toujours d'importants secteurs archaïques où l'emporent des relations traditionnelles, mais qui restent nettement soumises et secondaires. Ces caractéristiques peuvent être ramenées aux suivantes :

1. Les très grandes entreprises, trusts, monopoles privés ou étatiques, englobent maintenant des masses de capitaux et d'hommes qui leur donnent les dimensions de sociétés et pas seulement d'entreprises. La division du travail « manufacturière » qu'on y observe devient directement une division sociale, car elle n'exprime pas seulement les contraintes d'un processus technique de production. En leur sein se reproduisent les rapports sociaux qui sont ceux de la société en général.

2. Les principes liés de l'automatisme et de la prévision, dans un marché contrôlé, tendent à donner aux systèmes de production une autonomie de gestion croissante par rapport aux groupes humains (classes) qui en assurent le fonctionnement et la direction par droit de propriété. Cette autonomie est liée à toute une série de conditions de travail qui rendent les opérateurs plus indépendants des machines (mobilité, rotations, polyvalence, continuité, équipes, désynchronisations), tout en assurant à celles-ci une productivité croissante.

3. Le progrès technique dans le sens indiqué en 1 et 2 s'accompagne d'un accroissement de la part du capital dans le rapport capital/travail, c'est-à-dire travail mort/travail vivant (« composition organique du capital »). Ce rapport ne doit bien entendu pas être identifié au rapport capital/produit (1). La tendance fondamentale est donc la suivante : pour une unité de capital (travail mort) constante ou croissante, il y a décroissance de v (salaires, travail vivant), et croissance du produit (en nature et en valeur). Cette tendance, inhérente au capitalisme, trouve dans le socialisme d'Etat arrivé à maturité industrielle une condition d'existence particulière ; le mode de création de plus-value et de répartition des investissements est débarrassé des entraves qu'y apporte le monopole bourgeois-capitaliste et concurrentiel sur les entreprises et branches industrielles.

4. *Les rapports entre machines : primauté de la structure du travail mort.*

Les grands complexes industriels dominants peuvent être désormais conçus comme des séquences productives, des enchaînements automatisés où le principe de la continuité et de l'intégration l'emportent sur celui de la discontinuité et de l'autonomie parcellaire. Même les entreprises travaillant

(1) P. Wiles (*The Political economy of communism*, 1962, ch. 14) admet que cette modification, si elle n'est pas logiquement nécessaire, s'observe en fait : « En pure logique, n'importe quel changement dans le rapport capital/travail peut accompagner n'importe quel changement dans [le rapport capital/produit], et aucun changement particulier dans l'un ou l'autre rapport n'est nécessaire au progrès technique, que l'on définit comme une croissance du rapport entre tous les extrants et tous les intrants. Ainsi, on peut seulement dire que la substitution de capital à du travail *accompagne normalement* le progrès technique. Il est bien entendu tout à fait compatible avec un rapport capital/travail croissant. C'est-à-dire que la plupart des innovations épargnent du travail, et emploient quelque peu plus de capital. Mais le progrès est logiquement concevable par substitution de travail à du capital, tout en réduisant leur rapport commun au produit.

« Dire alors que le c/v de Marx s'accroît avec le progrès technique équivaut à peu près à dire que l'on substitue du capital à du travail : car c est le capital employé à la fois dans les biens de production durables et les matières premières, et a donc un taux de rotation beaucoup plus bas que v , le capital employé dans le travail ; de sorte que tout accroissement de c accroît la proportion du coût en capital par rapport au coût des salaires pour toute unité de produit. Par suite, comme le progrès substitue normalement, *en fait*, du capital à du travail, il altère aussi normalement la « composition organique du capital » dans le sens prévu par Marx, sans toutefois élever nécessairement le rapport capital/produit. »

en courtes séries, ou par unités, ou par volumes aléatoires (agriculture) sont obligées de régler leur activité sur celle des grands complexes automatisés travaillant en continu et en longues séries. Dans ces conditions, chaque élément ou sous-élément mécanique (ou chimique) en particulier n'est qu'une fonction d'un ensemble intégré dont l'opération globale commande le détail. Il faut entendre ici l'intégration au sens strict et matériel, et non comme une simple forme d'ensemble du système.

Cette évolution peut être observée dans les rapports socialistes d'Etat comme dans ceux du capitalisme de monopoles et d'Etat. Elle traduit plusieurs impératifs connexes : d'abord, une exigence scientifique et technique, née des opérations et contrôles automatiques en séquence ; ensuite, l'application stratégique de masses croissantes de capital à des complexes industriels énormes (capital investi en outillage et en études et recherches) ; enfin une transformation des structures internes du salariat (composition et fonction de la main-d'œuvre). Ces trois caractéristiques n'ont toutefois pas les mêmes effets lorsqu'on examine la forme de l'exploitation qui en découle dans les rapports socialistes d'Etat et capitalistes.

Qu'en est-il d'abord de la structure du travail mort, puis de la relation entre cette structure et le travail vivant qui en est la source ?

Le travail mort, ou passé, cristallisé en moyens matériels d'un travail quel qu'il soit (y compris fournisseur de services) est de plus en plus structuré d'une façon qui n'est pas sans effet sur les relations sociales dont il est l'enjeu. Cette structure mérite d'être connue pour elle-même, car elle est liée dans une mesure croissante à la structure des relations sociales. C'est l'occasion de rappeler que si le travail mort « saisit le vif », domine le travail vivant, c'est à la fois parce qu'il matérialise la puissance d'un capital issu de la création de plus-value par exploitation directe ou mutuelle, et parce qu'il est en même temps la forme matérielle de cette puissance et de cette domination. *La structure du travail mort est donc la forme même de l'exploitation du salarié, privé ou d'Etat.*

Dans la fonction industrielle à grande échelle d'aujourd'hui, y compris les services et l'agriculture à fins industrielle ou alimentaire, le travail vivant se transfère au travail mort sous des formes différentes de celles d'il y a un siècle,

parce que le travail mort lui-même se structure autrement que par le passé. Ces transformations sont illustrées depuis une vingtaine d'années par le développement de l'automation culminant dans la primauté de l'informatique sur tout le processus. Il existe une analogie indiscutable entre elles dans l'économie étatisée et dans l'économie capitaliste privée, mais c'est dans les rapports socialistes d'Etat qu'on les observe le mieux car le jeu du marché concurrentiel ne vient pas en masquer les effets.

En pratique, ces transformations sont révélées par la difficulté du calcul de la productivité au niveau de chaque unité ou sous-unité de production, due essentiellement aux modifications du processus de production qu'entraîne l'automation généralisée, dont la double conséquence est d'accroître la composition organique du capital, c'est-à-dire le poids relatif des immobilisations et investissements capitaux par rapport au coût en salaires, et d'intégrer sur des aires de plus en plus vastes ces immobilisations et investissements. Le capital variable, la main-d'œuvre, devient alors un élément flexible et flottant (interchangeable) au niveau de l'unité, où le poste-machine compte plus que le poste-homme ; il s'estime par masses globales au niveau de chaque unité de production (en dépit des formes de gestion morcelées, dites « d'autonomie des départements »). On s'aperçoit que le centre de gravité économique même social réside de moins en moins dans le transfert du travail vivant au travail mort, et de plus en plus dans le transfert, ou transport, d'un segment du travail mort à un autre segment. On pourrait dire qu'une *fraction décroissante de travail vivant peut mettre en œuvre et commande (et par conséquent confère de la valeur) à des séquences de continuité, d'articulation, et de puissance productive croissantes du travail mort*. A la limite, comme Marx disait qu'un hectare de terre pourrait suffire à nourrir toute l'Angleterre, de brèves interventions de l'homme suffiraient à assurer le *fonctionnement* (mais non la *préparation, l'entretien et l'évacuation* des biens et services produits) d'un appareil productif vivant par lui-même à l'échelle planétaire.

On peut dire que le travail vivant joue en certains cas un rôle plus subordonné que jamais par rapport au travail mort et à sa structure propre ; d'abord, au sens général où l'opérateur humain, dans une large mesure remplaçable et interchangeable, est soumis aux exigences du système pro-

ductif matériel, ensuite au sens particulier et nouveau où l'opérateur se borne à remplir les *lacunes* qui subsistent dans l'automatisme du système productif.

L'économiste G.A. Shaumyan, par exemple, pose pratiquement la question de la façon suivante (1). Il devient difficile, dit-il, de calculer la rentabilité des systèmes automatiques tant qu'on ne sait pas mesurer l'accroissement de productivité du travail qui en dépend. S'agit-il du travail réellement dépensé dans l'opération et le service de la machine (travail vivant) ou aussi du travail mort, social, passé ? Par exemple, pour le remplacement des tours universels par des tours semi-automatiques multi-broches, les calculs usuels donnent un accroissement du travail mort de 30 fois, mais seulement, de 11 fois par des méthodes plus rigoureuses impliquant des investissements plus élevés. Les investissements supplémentaires sont considérables et plus élevés que la productivité du travail mort en usage. Le coût d'automatisation d'une ligne est, par exemple, de 20 % du coût initial des machines, sans changement de la capacité de production, mais en permettant 1 opérateur pour 10 machines au lieu de 2. Le nombre d'ouvriers sur une ligne de 20 machines tombe de 10 à 2. La quantité de travail mort s'est accrue de 20 % (coût de modernisation équivalent à 24 ouvriers). Le nombre total des ouvriers participant au travail est donc de 26, et la rentabilité de 30/36, soit 1,15, taux d'accroissement de l'efficiencia du travail, permettant d'allonger la durée de l'amortissement de 5 à 10 ans.

Ce taux de rentabilité varie beaucoup selon les machines et la composition organique du fonds. La période d'amortissement peut varier de 5 à 20 ans, sans grande amélioration dans la quantité de produits. En outre, plus la valeur du travail passé croît, plus décroît la quantité de travail vivant employé. Mais les économistes soviétiques n'en sont pas sûrs. En bien des cas, tandis que la dépense de travail vivant décline nettement, celle de l'outillage augmente, d'où accroissement progressif de la composition organique des fonds. Le rapport du coût d'amortissement à celui du travail vivant n'est pas uniforme : avec un accroissement du travail automatique l'économie augmente d'abord, puis diminue. En cas d'automation, en effet, l'accroissement de l'efficiencia du travail est possible par plusieurs voies :

(1) *Bulletin de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.*, 1957, n° 7.

1. réduction du travail vivant en réduisant le travail mort ;
2. réduction simultanée des deux ;
3. réduction du travail vivant sans modifier le travail mort ;
4. réduction du travail mort sans changement du travail vivant ;
5. accroissement du travail mort sans changement du travail vivant.

La seconde solution serait la plus avantageuse et la plus logique puisque le travail vivant est destiné à devenir du travail mort. La tendance générale du travail passé à s'accroître ne signifie pas que la quantité absolue de celui-ci doit aussi s'accroître par unité de produit. Au contraire, même si la proportion relative de travail passé s'accroît, la quantité absolue décroît. C'est la distinction entre quantité absolue et relative qui est la base de la seconde solution, car la condition essentielle de la réduction du travail vivant ne réside pas dans la diminution du nombre d'ouvriers, mais surtout dans une forte augmentation de l'efficiencia de l'équipement.

Encore tout ceci ne concerne-t-il que les machines individuelles. Que se passe-t-il avec les lignes automatisées ? Le rendement de l'outillage, primordial, devient ici une catégorie complexe : il comprend de nombreux éléments dont une partie seulement peut s'exprimer par une économie de travail et de ressources générales. Les planificateurs sont aussi loin d'avoir résolu la question que les administrateurs capitalistes (1). Il y a des variantes selon divers types d'automatisation, mais dans certains cas il arrive que les coûts en travail vivant s'accroissent. L'automation n'est intéressante que si ceux-ci diminuent fortement. D'autre part, il faut tenir compte des temps d'arrêt des machines comparé au cycle de travail. Les entrepreneurs capitalistes connaissent bien tout cela (2).

(1) Shaumyan cite l'exemple suivant : pour la fabrication automatique des pistons, le coût calculé devait être de 7 roubles par unité ; il a été de 17 roubles à l'origine, et quatre ans plus tard il atteignait 7 roubles 40 kopeks. Dans une série de cas (roulements à billes) l'automatisation par lignes de machines liées a augmenté le coût.

(2) Sur les formes récentes de l'automatisation en U.R.S.S., cf. dans les numéros 6 et 7 des *Cahiers d'Etudes des Sociétés Industrielles et de l'automation* (1964 et 1965), A. Zvorikine, « Méthodes de calcul statistique et de mesure des niveaux de mécanisation, d'automatisation et des nouvelles techniques utilisées en U.R.S.S. », et « Méthodes de détermination des conséquences possibles de la mécanisation sur la structure de la population active » ; « L'automation en U.R.S.S. : changements dans la structure de la main-d'œuvre liée à l'automation ».

Les progrès accomplis depuis une dizaine d'années dans l'automatisation de la production, coiffés maintenant par l'usage d'ordinateurs, n'ont fait que généraliser ces problèmes. La conclusion d'ensemble est cependant assez nette : on ne peut modifier ou briser le rapport traditionnel entre travail vivant et travail mort qu'en agissant d'abord sur les structures globales du travail mort. Dans le complexe des entreprises capitalistes comme dans celui de l'industrie étatique planifiée, cela signifie que le contrôle ouvrier doit s'exercer autant sinon plus, sur les structures de fonctionnement des branches industrielles que sur la situation personnelle du travailleur. Dans les deux cas il y faudra une véritable révolution.

5. *Division du travail mort et division du travail vivant.*

Ce qui vient d'être dit suppose que les formes de la division du travail connaissent une altération notable. La division ou fragmentation du travail en tâches parcellaires était traditionnellement liée à la discontinuité opératoire des moyens de production, dont l'homme faisait la liaison, et à la ramification des sources d'énergie (vapeur, puis électricité) ; c'est ce qu'on appelait division technique (ou manufacturière) du travail. Cette forme de la division s'inscrivait dans une forme sociale de la division entre classes (économiques, de sexe et d'âge).

La forme présente du processus productif automatisé et des structures sociales corrélatives rend caducs les termes de *division* ou *subdivision*. De fait, le principe qui régit les processus de travail les plus hautement productifs, c'est celui de *l'intégration de fonctions mobiles*, où se combinent à la fois ce qu'on appelait division manufacturière et division sociale. On pouvait envisager cette transformation dès qu'entra en jeu le principe automatique dans toute sa généralité (1).

(1) Dès 1951, j'avais indiqué de la façon suivante l'importance de ce qu'on n'appelait pas encore l'automation : « si les grandes perspectives sociales de la libération du travail sont indispensables à l'appréciation des fonctions du machinisme dans les sociétés actuelles, il ne faut pas perdre de vue les nouveaux progrès de la technique qui se produisent sous nos yeux et qui appellent de nouvelles analyses. Nous songeons en particulier à deux processus techniques, qui sont d'ailleurs en relation étroite, et semblent ouvrir une nouvelle étape de la « révolution industrielle » : l'un est *l'automatisation du processus de production à l'échelle d'une unité productive totale* (ce que l'on appelle « l'usine sans ouvriers ») ; l'autre est *l'utilisation des servo-mécanismes*, qui remplace par un mécanisme non seulement le travail productif, mais aussi la surveillance

Quelles sont les répercussions de ce changement sur la structure du travail mort et du travail vivant, et sur leur relation ? Je les résume de la façon suivante.

Le travail mort, c'est-à-dire l'outillage et les installations produites comme moyens de production, tend vers une structure dont la duplication est à la source de contradictions nouvelles. Il y a *immobilisation* de quantités croissantes de capital matériel ; en même temps, il y a *mobilisation* et *mobilité* de plus en plus accentuées dans les formes d'emploi de ce capital, c'est-à-dire dans le travail. Cette flexibilité introduite par une programmation géante entraîne l'exigence d'une prévision (largement aléatoire) à la fois globale et détaillée, et une politique de planification à tous les niveaux. Les engagements ne peuvent avoir lieu de façon continue — selon le schématisme traditionnel de la division du travail — mais de façon intégrée selon les disponibilités en éléments mobiles. La valeur contenue dans les produits (finaux et intermédiaires) dépend alors de plus en plus de celle du travail mort. A chaque stade de mise en mouvement du travail mort, la valeur du travail vivant peut alors être réduite sans empêcher la plus-value globale de croître.

Quant au travail vivant, il devient une valeur indifférenciée, de signification globale, et du même coup son rapport avec les anciennes formes de la division du travail s'affaiblit. Autrement dit, la séparation que la mécanisation ou chimisation automatique introduisent entre les travailleurs et l'outillage est à la fois le signe de la dépendance absolue dans laquelle ceux-ci se trouvent vis-à-vis du travail mort et le gage de l'indépendance et de la disponibilité qui leur permettront de rompre tout lien d'asservissement à ce même travail mort, matérialisation du capital (1).

de ce travail. A nos yeux, ces processus sont révélateurs d'une nouvelle révolution industrielle, non seulement parce qu'ils introduisent de nouveaux développements techniques (électroniques) mais surtout parce qu'ils impliquent des transformations capitales dans les rapports du travailleur avec l'instrument de production, transformations qui n'ont d'analogues dans le passé que celles qu'entraîna l'introduction de la machine à vapeur dans l'industrie. Ce sont là des perspectives qui s'ouvrent à ceux qui veulent aujourd'hui étudier les formes nouvelles du travail». (*La Revue Internationale*, n° 27, 1951.)

(1) Marx écrivait dès 1858 (*Grundrisse...*) : « ...C'est le comble de l'absurdité lorsque le bourgeois affirme que le travailleur partage avec le capitaliste parce que celui-ci, grâce au capital fixe (qui, au demeurant, est lui-même le produit du *travail d'autrui* approprié par le capital), lui facilite et abrège le travail (alors qu'au contraire il lui enlève, par la machine, toute autonomie et tout caractère

Pour l'heure, ces transformations — poussées aux extrêmes d'un principe inscrit dans la fonction originelle du capital et du machinisme automatique — sont à l'œuvre dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme de monopoles. Dans le premier il tend à la réappropriation par les collectivités de travailleurs d'une domination sur l'univers technique qu'ils ont abandonné à l'arbitraire de la bureaucratie ; dans le second, il met les maîtres privés de l'économie dans l'obligation de céder la propriété du capital. Dans les deux cas, il s'agit de révolutions convergentes.

Des humanistes bien intentionnés présentent l'introduction directe de la science et de la haute technique dans l'économie et la vie sociale, l'extension du pouvoir créateur des complexes industriels automatisés, comme une modification qui pourrait, en tant qu'élément « neutre », prendre le sens que l'on veut. Or, il se passe autre chose : les oppositions entre classes sociales (matérialisées dans le travail vivant et le travail mort, le salaire et le capitaliste, le travail de l'homme et l'outillage, le capital variable et le capital fixe) se compliquent d'une opposition de plus en plus forte entre contraintes économiques et contraintes scientifiques-techniques. Les contraintes techniques (qui vont de la recherche scientifique pure à l'innovation industrielle) prennent une place grandissante, de plus en plus impérative, dans le processus de production, ce qui entraîne aussi l'intervention croissante des chercheurs, savants, ingénieurs, etc... Les formes économiques (rapports de production) du capitalisme classique ou moderne éclatent ainsi dans leur opposition aux formes scientifiques-techniques de la vie productive (rapports humains d'invention, de progrès). Tous les prédicateurs d'un réformisme nouveau dû à l'influence de la science et de la technique manquent leur but. Ce qui se prépare et s'annonce, ce sont des collisions révolutionnaires entre science (l'homme) et rapports économiques, et non l'extension et la neutralisation des seconds par la première.

attrayant). A la vérité, le capital emploie la machine à seule fin que le travailleur consacre une plus grande partie de son temps au capital, qu'il travaille plus longtemps pour autrui : une partie de plus en plus grande de son temps n'appartient pas au travailleur. Grâce à ce processus, la quantité de travail nécessaire à la production d'un objet est réduite à un minimum, et ce afin qu'un maximum de travail soit employé pour produire le maximum d'objets. Ce phénomène n'est pas sans importance, car — tout à fait inconsciemment — le capital réduit dès à présent le travail et l'effort humain à leur minimum. Cela sera d'un grand profit pour le travail émancipé, et c'est là la condition de son émancipation. » J'ai commenté ces textes dans *Vers l'automatisme social ?* (1964).

6. Transferts de valeur et échanges de valeur.

Ces problèmes sont implicitement posés par les économistes de l'U.R.S.S., mais sans que ceux-ci aillent jusqu'au bout des analyses dans lesquelles ils sont engagés. Un économiste américain exprime très bien cette difficulté (1).

Spulber rappelle en effet que la théorie de la valeur-travail n'est pas une explication des rapports ou taux d'échange mais un modèle de relations sociales. L'essentiel en est qu'avec la croissance de la capacité de production économique, le quantum de valeur d'usage par unité de valeur d'échange augmente ; autrement dit, le quantum de travail socialement nécessaire par unité de produit diminue avec le progrès technologique. D'où ce paradoxe : les biens capitaux permettent de créer plus de valeur *d'usage* (biens et services), mais seul le travail est la mesure des nouvelles valeurs créées (les $v + pl$). Comme, par définition, le capital ne crée pas de valeur, son coût occasionnel (les valeurs d'usage créées dans d'autres domaines quand le capital est investi dans un domaine déterminé) ne joue aucun rôle dans la valeur d'échange. Cette dernière n'est que la « force de travail incarnée » du travail mort, et pl est la partie du travail vivant non payé. Si, d'autre part, le capital lui-même est productif, il y a un coût réel de son usage, en plus et au-delà de sa dépréciation. Ce paradoxe conduit à se demander comment la théorie de la valeur-travail peut servir pratiquement à l'allocation des ressources, si l'on écarte le coût des facteurs autres que la dépense de capacité de travail. Spulber estime qu'une solution est possible en se servant d'un taux d'intérêt courant, qui permettrait d'ajuster les valeurs du travail mort pour la période où elles ont été produites, et en les additionnant. Toutefois, Marx complique la question parce qu'il comprend sous l'expression « loi de la valeur » toutes les forces qui règlent les taux d'échange entre marchandises, les quantités produites de chacune d'elles, et l'allocation des forces de travail dans une société marchande, c'est-à-dire où les objets produits sont vendus et achetés par des possesseurs différents. Or, d'après les économistes russes, l'Etat n'achète et ne vend pas, au sens propre, dans la sphère des biens de production, car ce serait s'acheter et se vendre à lui-même. Ils ajoutent que le travail vivant (v) n'achète aussi qu'à lui-même. Si bien que la loi

(1) N. Spulber, *The Soviet economy*, 2^e éd., 1969, p. 239. Je suis ici l'analyse de cet auteur.

de la valeur ne jouerait qu'indirectement, comme mesure et régulateur, par l'intermédiaire des prix (comptables ou monétaires sur le marché de consommation).

Comment le système des prix peut-il faciliter centralement l'allocation des ressources pour la production de « quasi-marchandises » ? Comment combiner la double fonction du prix : mesurer les intrants socialement nécessaires, et transférer des fonds (investissements et profits) d'un secteur à l'autre ? Spulber estime qu'à cet égard on peut ranger les théoriciens du socialisme d'Etat en trois groupes :

1) Celui pour qui les prix planifiés expriment *directement* le concept de valeur ; dans ce cas, le surplus social (« revenu social net ») doit être converti en prix proportionnellement au coût en salaires (v).

2) Celui qui parle de concept de valeur *moyenne* : le surplus doit être comptabilisé en prix en fonction des coûts primaires ($c + v$).

3) Celui qui défend le concept de *prix d'offre* : le surplus doit être évalué en prix proportionnellement aux équipements fixes et au capital investi lié à la production, c'est-à-dire à l'ensemble du capital utilisé (1).

Si l'on admet, dit Spulber, que le plan établit une équation entre le surplus total de l'Etat (en partie centralisé et en partie ristourné aux entreprises) et l'objectif d'accumulation de capital choisi pour répondre à la croissance nécessaire, le système de prix fondé sur la *valeur directe* peut s'écrire :

$$p^* = Ap^* + w(1 + \alpha)$$

où p^* est le nouveau vecteur du prix dans le système de prix indiquant la valeur type ; A est la matrice des coefficients d'intrants calculé sur la base des prix initiaux ; w est le vecteur des intrants en salaire direct par unité monétaire de produit ; α est le salaire à calculer, indiquant en % l'allocation du « surplus » en relation avec les salaires.

(1) Dans la préface à la 2^e édition de *An Essay on Marxian Economics*, J. Robinson présente cette tentative de la façon suivante :

C = la quantité de capital existante (sans le fonds des salaires) ;

V = fonds des salaires. $C + V$ représente la quantité du capital existant engagé dans le processus d'exploitation, et $c + v + pl$ = le produit brut annuel. Le taux d'exploitation est M/V , le taux de profit est $pl(C + V)$.

Il est impossible de formuler clairement le rapport « composition organique du capital », car ni c/v , ni C/V n'expriment la relation entre la quantité de biens capitaux et du temps de travail employé. D'après certains réformateurs, pl pourrait être mesuré en prix par rapport à $C + V$.

Pour le système de *valeur moyenne*, l'équation des prix pourrait être :

$$p^* = (Ap^* + w) (1 - \beta)$$

où β est le salaire à calculer montrant l'allocation du revenu net en relation avec les coûts primaires.

Quant au type *prix d'offre*, l'équation des prix serait :

$$p^* = Ap^* + w + (Cp_i + Vp_j)$$

où C et V sont les vecteurs représentant le capital fixe et variable par unité monétaire de produit aux prix initiaux, P_i est un index des prix de biens fixes type du producteur d'un secteur représentatif (c'est-à-dire dont la structure des coûts représente le mieux celle du capital actif ; et γ est le scalaire à calculer montrant en % l'allocation du surplus par rapport au capital fixe et variable. Dans les trois systèmes l'astérisque est la variable de décision.

En pratique, il y a conflit entre la nécessité d'asseoir le profit (plus-value nette) sur un calcul des coûts complets ($c + v$) et la nécessité de provoquer une péréquation des taux de profits pour rendre les prix comparables et maniabiles dans les calculs économiques. Ce conflit existe dans les rapports capitalistes, et s'y résoud en permanence, avec bien des pertes, grâce au marché. Dans le socialisme d'Etat, il prend une forme rigide et d'envergure nationale car il doit être résolu (si possible) à l'avance, à cause du plan ; de sorte que l'allocation des ressources n'est pas une conséquence, mais une cause ou source de nouvelles disparités dans les coûts et dans les prix, qui ne reflètent nullement l'équilibre dans chaque entreprise ou même dans chaque branche. Autrement dit, la loi de la valeur joue dans le quasi-marché du socialisme d'Etat, mais avec une distorsion particulière du fait que la contradiction sociale qu'exprime cette loi n'oppose pas des entrepreneurs privés et des salariés libres, mais des salariés d'Etat entre eux — exploitation mutuelle et différentielle — sous l'égide d'une bureaucratie d'Etat arbitrale.

7. *Echanges naturels et échanges économiques.*

Les échanges dans les rapports biologiques, chimiques et physiques, naturels ou contrôlés, sont-ils en relation avec les échanges économiques de valeur ? Si, comme le prétendent les économistes russes, il n'existe plus d'échanges de valeur-travail dans le socialisme d'Etat, quel est le sens des échanges biologiques qui subsistent toujours, quel que soit le régime

social, à la racine de l'activité humaine ? Ces échanges deviennent-ils alors les seules déterminations possibles de la satisfaction des besoins, de la mesure différentielle des capacités et des effets ? C'est pourtant ce qu'on devrait conclure.

La question a été souvent débattue depuis un ou deux siècles. Marx et Engels s'y sont souvent heurtés. On leur opposait parfois (ou l'on voulait compléter ainsi leur interprétation de la valeur-travail) la nécessité de déterminer la valeur de la dépense de capacité de travail directement par son équivalence avec les échanges biophysiques entre l'homme et la nature. C'est ce qu'ils appelaient la conception « médicale » du travail. L'ergonomie et la physiologie du travail, très développées depuis un siècle, paraissent en effet assurer une base solide et précise à l'analyse de l'effort humain dans le travail, quelle que soit la nature concrète de celui-ci. L'abolition des privilèges du grand capital privé semblait même libérer une « science du travail » fondée sur l'étude des équivalences énergétiques (neuro-sensorielles en particulier).

Pourtant, le problème est loin d'être résolu parce que, dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, la dépense de travail, biologiquement déterminée, reste dans la dépendance des rapports économiques d'échange prévalents.

Discutant des thèses de Podolinski sur les transformations d'énergie d'origine solaire comme mesure de la dépense de travail, Engels écrit à Marx (22 décembre 1882) : « ...L'emmagasinement de l'énergie par l'intermédiaire du travail ne se produit vraiment seulement que dans la culture des champs ; dans l'élevage du bétail, somme toute, l'énergie emmagasinée dans les plantes est seulement transférée à l'animal, et on ne peut parler d'emmagasinement que dans ce sens que sans élevage de bétail les plantes fourragères resteraient inutilisées, tandis qu'ainsi elles ont au contraire un usage. Dans toutes les branches de l'industrie au contraire, l'énergie est seulement *dépense*. Tout au plus faut-il tenir compte de ce que les produits des plantes, le bois, la paille, le lin, etc... et les produits animaux, dans lesquels est emmagasinée l'énergie végétale, sont utilisés dans l'exécution du travail, et par conséquent *conservés plus longtemps* que s'ils étaient abandonnés à la décomposition naturelle. Par conséquent, la vieille donnée de fait économique, que tous les producteurs industriels doivent vivre des produits de l'agriculture, de l'élevage

du bétail, de la chasse ou de la pêche, peut aussi être traduite, si l'on veut, dans la physique, ce dont par ailleurs il ne résulte vraiment pas grand-chose. »

Ce qu'Engels avait d'abord établi, c'est qu'il ne peut y avoir *commune mesure*, c'est-à-dire équivalence quantitative, entre l'énergie naturelle, extérieure, incorporée par l'homme, et l'énergie dépensée par celui-ci dans le travail (mesurée ici en unités de chaleur). Mais cette constatation est insuffisante. En 1882, la physiologie du travail (notamment l'effort neuromusculaire et neuro-hormonal) est ou inconnue ou insuffisamment explorée. On connaît à peine sa « physique » (mécanique) dans le corps humain ; la notion de métabolisme est dans l'enfance. Etablir une équivalence énergétique en unités de chaleur, de ce point de vue, est insuffisant aujourd'hui comme en 1882 (on calcule toujours les budgets-types en calories, mais les syndicats ne se contentent pas de ce mode de calcul). Ce qu'Engels comprend parfaitement, c'est qu'il est difficile d'établir une équivalence quantitative exacte entre deux grandeurs positives d'énergie (alimentation du travail). Ensuite, il rectifie : il ne s'agit pas de l'équation de deux formes d'énergie, mais du rapport entre une *source* d'énergie et la *dépense* d'énergie, entre un intrant et un extrant. De ce point de vue la mesure est différente. Dans le travail, l'énergie n'est pas « emmagasinement », bien au contraire ; elle est dépense, transfert, dissipation. Aujourd'hui, on peut aller un peu plus loin dans l'explication des connexions entre données naturelles physiologiques et données économiques relatives à la valeur, sans toutefois que les remarques méthodologiques d'Engels en soient moins justes.

Première remarque : il n'y a pas commune mesure entre la signification économique du travail et sa signification physique. Cela reste vrai en général. Mais il faut distinguer ici plusieurs incompatibilités et points de contact. D'abord, il ne s'agit pas du « travail », mais de la capacité de travail, potentielle ou en action, de l'énergie dépensée, de l'effet ajusté et produit. « Le travail physique n'est pas du travail économique... Il est impossible d'exprimer des rapports économiques par des mesures physiques », dit Engels. Oui, parce qu'il s'agit de choses différentes, mais qui ne sont pas sans relation significative. Pour le comprendre, il faudrait se passer du terme « travail » qui amène la confusion. Il s'agit d'abord de *force* de travail, d'énergie physique et biologique, quel que soit le mode de dépense de cette force. Le travail proprement

dit, c'est le processus pratique et technique d'application de la force, des capacités de tous ordres, de l'effort, à des objets. En tant qu'application, le travail ne peut évidemment pas être *défini* en unités énergétiques (ou physiques en général) car c'est simplement un mouvement plus ou moins complexe, à moins d'y appliquer directement des formules physiques du travail mécanique ; tout au plus peut-on en *mesurer* certains aspects, d'ailleurs importants. Il y a donc non-convenance entre l'énergie physique (naturelle ou humaine) et le travail comme fait social, c'est-à-dire une activité déterminée dans ses formes par certaines relations sociales.

Il faut alors essayer de restreindre, ou réduire, l'équation à des données homologues, ou analogues, ou communes. Si l'on cherche une mesure énergétique, il faut l'appliquer non au « travail », mais à l'effort, à la dépense de capacité de travail, indépendamment de la valeur économique et des rapports sociaux impliqués par cette dépense. Dans ce cas, on peut établir des équations entre acquisition et dépense immédiate de la force de travail en calories ou autres unités. Ces équations auront une grande importance pour la détermination de la valeur économique relative de la capacité, mais ne permettent pas de déterminer directement cette valeur elle-même. Un homme qui enfonce un clou, pousse une brouette ou effectue n'importe quelle action avec une dépense d'énergie plus ou moins complexe (y compris par automatismes neuro-musculaires) pourra dépenser x calories ou ergs ; cette mesure peut être mise en rapport avec un intrant (alimentation, sommeil, climat, stimuli externes). Mais cette équivalence ne dira rien sur la valeur économique, d'échange, de l'intrant ni de l'extrant (acquisition et dépense). Deux hommes au travail pourront dans des conditions déterminées être décrits par les mêmes équations énergétiques et pourtant fournir des valeurs économiques d'échange ou d'auto-satisfaction très différentes. L'un pourra par exemple transporter des matériaux dans sa brouette, en jardinant pour sa satisfaction personnelle, comme consommateur et improductif socialement. Son effort, en calories dépensées, sera exactement le même que s'il fait la même chose comme salarié productif pour le compte d'un entrepreneur ou de l'Etat ; il sera encore le même s'il l'exécute comme prestataire contraint. Mais cet effort identique aura trois formes économiques tout à fait différentes, bien qu'interférentes. L'équation physique (énergétique) à laquelle s'en prend Engels

n'est donc pas seulement insuffisante pour fixer la *valeur* du travail, elle l'est aussi pour fixer sa *forme*, c'est-à-dire les rapports de valeur qu'elle implique.

La chose est encore plus claire si l'on considère, au lieu de la valeur, l'une de ses expressions les plus spécifiques, la survaleur ou plus-value. Comment déterminer par des équivalences physiques ce qui est plus-value dans la valeur, alors que la plus-value dépend de rapports de temps, et non d'énergie ? Dira-t-on que le temps est une grandeur physique ? Ce serait un abus de mots. Ce n'est pas le temps qui est une mesure physique, ce sont ses éléments mesurés : années, heures, minutes. Ces éléments sont d'ailleurs plutôt des intervalles qui permettent la mesure de grandeurs physiques. La masse et le taux de la plus-value ne peuvent en aucune façon être mesurés par des équivalences d'origine physique ou physiologique, puisqu'elles sont des rapports de grandeurs réparties au cours d'un échange purement économique. L'équivalence est aussi un échange, mais l'échange dont il s'agit ici est celui de valeurs hétérogrades, une fois qu'elles sont constituées. En définitive, s'il y a distinction entre la forme économique et la forme naturelle-biologique des échanges énergétiques, celles-ci ne sont cependant pas sans relation, et même dépendance mutuelle. Les équivalences énergétiques, et plus généralement physiques, jouent évidemment un rôle dans la détermination de la valeur. La formation de la plus-value par le travail humain a une racine naturelle. Pour être mise en œuvre sous une forme économique quelconque, la capacité de travail doit être constamment disponible et renouvelée, bien qu'elle s'use peu à peu pour disparaître au cours du cycle vital de l'individu. Il faut donc que le travailleur (salarié ou autre) dispose de sources d'énergie constamment reformées.

Ces sources sont appelées, en principe, *minimum vital* ; autrement dit, le minimum de ressources, exprimées monétairement, qui permettent à l'homme d'effectuer un travail productif. Comme la hiérarchie des moyens de consommation, et jusqu'à un certain point des capacités, peut s'établir à partir de ce minimum, et que la valeur des produits consommables sera déterminée par la quantité moyenne nécessaire de dépense de cette capacité de travail productif minima, la mesure des équivalences énergétiques de l'effort et des subsistances joue un rôle dans la détermination de la valeur. Mais elle joue ce rôle indirectement, car cette équivalence ne peut être établie de façon purement physique. En fait, elle résulte d'un équi-

libre, d'une contestation bilatérale. L'employeur a tendance à abaisser ce minimum, et le salarié à l'élever. D'où les discussions sur la structure du « budget-type » et des éléments constitutifs de l'effort, sur les variations du niveau de vie et du genre de vie. Cela suppose que l'énergie acquise et dépensée ne se mesure pas en simples calories, car la capacité de travail dépend de bien d'autres éléments que l'alimentation, en particulier les conditions climatiques et d'habitation, de vêtements, de rapports sexuels et familiaux, et d'éducation, sans parler des conditions de salubrité du travail, de son rythme et de sa durée, etc... tous éléments non mesurables en calories.

Dans des rapports socialistes développés, cette relation entre la forme économique et la forme naturelle de la valeur devra répondre à un autre rapport d'équivalence, et par suite d'échanges. On pourra mesurer directement la dépense de capacité de travail directement et indirectement, de telle sorte qu'il s'agisse vraiment d'une mesure sociale ; le temps consacré au travail productif, trois ou quatre heures dans une journée, ne sera plus séparé du temps hors travail. Une équivalence d'un autre ordre s'établira entre besoins et effort de travail, par l'intermédiaire d'un équipement technique à haute productivité. C'est ce nouveau type d'équivalence qui servira de régulateur social, et il serait vain de croire qu'elle puisse correspondre à quelque liberté métaphysique. Elle correspondra d'abord à un rapport nouveau entre travail vivant et travail mort.

Dans la période présente, on peut seulement faire les constatations suivantes :

1) La dépense de capacité de travail (intrant de travail) peut être mesurée bio-physiquement et sociologiquement à partir des échanges qu'elle suppose : *a)* avec les stimuli naturels et dans son métabolisme interne ; *b)* avec les systèmes mécaniques artificiels auxquels elle s'applique. Ces mesures restent à la base d'une appréciation directe de la capacité de travail, et de la production de valeurs d'usage.

2) Le transfert de valeur s'opère, au cours du processus de travail, sous deux formes : *a)* comme résultante, appréciée socialement, d'un échange mesuré entre les appropriateurs du travail et de ses produits, qu'il s'agisse de propriétaires ou de copropriétaires de l'appareil de production ; *b)* comme accumulation de travail mort créé par le travail vivant.

Ce que l'effort biologique met en œuvre comme travail vivant présent, c'est la réactivation du travail mort. Il n'y a pas transfert direct de valeur de l'opérateur à l'outillage (contrairement à ce qui se produit en biologie) mais réactivation immédiate de valeur antérieurement accumulée. Ce qui apparaît comme transfert direct n'est en réalité jamais saisissable directement ; c'est toujours un transfert récurrent. Le paradoxe tient au fait que tant qu'existe un échange de valeurs sociales, la primauté qu'il faudrait accorder naturellement au sens biologique de l'effort est surdéterminé par les rapports économiques de production — surdétermination qui s'observe dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, et qui y conduit aussi à des oppositions sociales (1).

(1) Les incertitudes de la pensée bourgeoise progressiste à ce sujet sont bien marquées par Giulio la Volpe (*Convenienza economica collettiva*, 1948) : « Le critère de répartition du produit selon la quantité de travail fourni est arbitraire. Il ne s'agit pas ici de l'absence d'une unité objective commune de mesure des quantités de travail fournies par un même individu, ou par divers individus ; ni du problème, insoluble, de l'imputation du travail incorporé dans les biens durables qui participent à la production ; il s'agit de critiques d'un autre genre, visant non le principe en lui-même, mais la possibilité et les limites de son application. La question est au fond la suivante : si comme il est certain, les problèmes de la répartition des biens dans une collectivité de personnes, tout comme les problèmes de la répartition qui y sont liés, ne peuvent être résolus sans tenir compte des besoins, des intérêts, des fins en général de ces personnes, la répartition du produit en proportion de la quantité de travail fourni ne peut représenter, pas plus que toute autre norme objective et mécanique, un critère répondant à un principe général de convenance collective. Il suffit de penser que ce principe ne pourrait justifier logiquement l'attribution d'une partie de la production annuelle aux inaptes au travail et à la satisfaction des besoins et fins générales qui sont sans rapport avec le travail fourni par des individus déterminés et par ceux qui en tirent particulièrement avantage.

« Toutefois, il faut dire tout de suite que tout cela ne signifie pas que les quantités de travail fournies ne peuvent servir pratiquement de base à un système de distribution qui par suite influera sur l'orientation de la production. Mais c'est qu'alors elles feront partie du mécanisme économique. Celles-ci pourraient, il est vrai, servir à la réalisation d'objectifs productifs et distributifs déterminés et se trouver ainsi justifiées par rapport à ces objectifs. Il pourra en résulter, dans les tâches qui seront assignées et dans les effets qui en dériveront, quelque chose qui réponde aux raisons de convenance collective ; mais sans pouvoir constituer par soi-même, dans les normes qui le gouvernent, un principe de convenance collective. Evidemment, en relation avec la contribution des biens naturels et des biens capitaux durables, il sera aussi nécessaire de fixer des coefficients d'équivalence des différences espèces de travail (voyez les expériences d'Owen le siècle passé, et les plus vastes et plus récentes expériences de la Russie soviétique), et ceux-ci seront pratiquement établis par rapport aux objectifs de production et aux exigences de répartition prévalent en fait ».

8. *Les formes de la cristallisation matérielle du travail : les services.*

Le travail, comme opération, devient-il un service ? Ce serait un changement dû aux techniques modernes de communication et de vie urbaine, autant qu'à l'accroissement démographique et aux découvertes scientifiques. D'où la question pressante : tout travail est-il réductible à un service, et si oui, n'est-ce pas une des voies par lesquelles le travail cesse d'être productif ? Si le travail vivant, l'opération humaine, s'applique de plus en plus à des services, que devient le travail mort, comme support de ces services ? Quelle relation s'établit entre eux ?

Il y a un siècle, service s'entendait avant tout comme service domestique. Le serf persistait dans la fonction de servitude. Les services publics (éclairage, voirie, postes, hygiène, sans parler de l'administration et de la police) vinrent jumeler, en les socialisant, puis supplanter peu à peu les services domestiques. Enfin, une bonne partie du travail des opérateurs industriels devint à son tour un service (surveillance, entretien). Tout cela donne naissance à cette civilisation qu'on appelle « tertiaire », en attendant de parler de « quaternaire » (invention, création). Cette évolution n'est pas seulement un effet, mais contient aussi une cause, une source et une motivation nouvelles. Le socialisme d'Etat l'affronte enfin, et tardivement. Le travail vivant y modifie sa structure de services — alors que sa déruralisation est loin d'être achevée — et par suite ses relations avec le travail mort ; raison pour laquelle l'exploitation de la campagne restera longtemps à l'ordre du jour (1).

(1) Les économistes russes rencontrent le problème sous deux aspects : définition des critères économiques qui distinguent le travail productif du travail improductif, et rôle sociologique des services (priorités aux services collectifs ou privés, ou satisfaction des uns par les autres, et dans quelle proportion ?)

Cf. par exemple J. Touretzki, « La rémunération des services », *Planovoïé khoziaïstvo*, octobre 1965. L'auteur souligne que la planification doit tenir compte de plus en plus du développement des services : besoins culturels et quotidiens de la population totale (et pas seulement active). Ce développement est très inégal selon la diversité des besoins. L'augmentation des revenus a aussi un effet inégal. La qualité accrue, bien que médiocre, entraîne un renouvellement plus fréquent (mode, vêtements, appareillage domestique), et moins souvent des réparations. Mais le coût dépasse très souvent le prix de revient (4 à 6 fois pour les réparations courantes, la photo, la coiffure, les douches, etc...). Les dépenses de main-d'œuvre pour les réparations courantes atteignent 3,5 mil-

Qu'est-ce qu'un service ? Apparemment, c'est un *usage*. Sa valeur serait alors une valeur d'usage. Mais cela ne le distinguerait pas de tout autre produit, bien matériel, qui a aussi un usage, quand ce ne serait que celui de ne « servir à rien ». Ainsi, le service se distingue surtout parce qu'il s'acquiert et s'échange contre un revenu, et non contre une fraction du capital, comme le travail productif. Le service public, lui aussi, est rémunéré sur le revenu du consommateur final, son revenu privé, ou ce que l'Etat prélève sur lui sous forme d'impôts. Mais qu'en est-il lorsque c'est le travail productif lui-même qui devient service, et que les prestataires du service est un salarié du capital ou de l'Etat ? Le service devient alors producteur d'une plus-value, même si sa prestation est pur usage et ne s'accumule pas en travail mort. C'est cette prolifération de l'improductivité, au sens traditionnel, qui pose aujourd'hui un problème.

On tente d'abord de le résoudre par des distinctions statistiques, qui s'appuient sur des relevés de formes d'emploi, et non de nature socio-économique du travail (vivant et mort).

Un statisticien américain fait remarquer, lui aussi, que la fonction des services a évolué (1). D'abord, il s'agissait de services personnels, au domicile du maître ; c'est le service comme servitude. Ensuite, la production a lieu pour le marché et les activités de service se réduisent. Enfin, le service se collectivise et devient inséparable de la produc-

liards d'heures de travail pour une moyenne annuelle de 1.700.000 ouvriers. En 1963, l'industrie du vêtement et de la chaussure occupait 15 millions d'ouvriers.

En 1963, la réparation d'articles de longue durée avait beaucoup augmenté par rapport à 1961 : 40 % des dépenses totales de réparations (dans les ateliers de l'Etat, et non à domicile), soit 100 millions de roubles (dont 70 millions pour les réparations de vêtements et chaussures). En 1963, les dépenses en réparations de chaussures représentaient les 4/5 du coût des chaussures achetées par la population ; celle des réparations d'objets d'intérêt culturel représentait 12 % des sommes payées pour leur acquisition.

Le rendement des divers services est très inégal (fluctuations saisonnières, mode, délais) : couture et réparation de vêtements travaillent à perte ; la blanchisserie, les réparations d'objets et de machines dépassent de 20 à 40 % le rendement prévu. Les services publics (électricité, gaz, eau, transports) ont des prix inégaux sans rapport avec le coût. Les loyers sont très bas, sans rapport avec le confort. « Les dépenses en électricité dépassent souvent celles du loyer dans le budget des travailleurs ». La situation ne s'est guère améliorée depuis cette époque.

(1) L. Greenberg. Is a service society developing ? (Conf. intern., *Computer und Angestellte*, IGMetall, 1968).

tion d'objets. Le service devient alors production de services : les biens matériels, en définitive, sont le support d'un service indépendant de la forme matérielle du bien. Les statisticiens distinguent ainsi la production de biens (agriculture, mines, bâtiment, industries de transformation) et la production de services (transports et communications, finance, assurances, commerce, services publics et personnels). Cette distinction remplace celle que l'on fait entre activités productives et improductives. Mais l'ensemble du système des biens devient avant tout le support, le moyen d'une production de services. En somme, les moyens de production se dédoublent en deux phases : production de moyens de production (par exemple : machines de production de téléphones en matière plastique), puis production du service (la communication téléphonique) par le produit-moyen de production (l'appareil téléphonique). Aux U.S.A., on estimait en 1965 que les services représentaient 59 % de l'activité économique, mesurée en revenu national ou salaires et traitements, et 63 % mesurée en volume de l'emploi. D'autre part, il y a implication des services de chaque branche dans l'autre. La tendance générale est la suivante : *dans le volume total de la production, les biens matériels représentent une proportion décroissante par rapport aux services qu'ils fournissent.*

Voici des chiffres sur l'emploi, entre 1947 et 1970 (projection), cités par L. Greenberg.

Emploi dans les Industries de Biens et de Services U.S.A. (1)

Année	Nombre en millions				%		
	Total	Production de Biens		Production de Services	Biens		Services
		Agric.	Autres		Agric.	Autres	
1947	52,1	8,2	18,5	25,4	15,8	35,5	48,7
1960	59,9	5,7	20,4	33,8	9,5	34,1	56,4
1965	65,4	4,6	21,9	38,9	7,0	33,5	59,5
1970	72,8	4,1	23,1	45,6	5,6	31,8	62,6

(1) Salariés seulement, sauf pour l'agriculture qui comprend les indépendants et aides familiaux. Pour 1970, projection en admettant un chômage de 3 %.

**Distributions en % dans les Industries de Biens et de Services
de toutes les personnes employées, U.S.A. (2).**

Année	% en total		
	Biens		Services
	Agric.	Autres	
1957	9,1	32,6	58,3
1965	6,2	31,0	62,8
1970	4,9	29,6	65,5

(2) Salariés, indépendants et aides familiaux.

**Emploi dans les Etablissements non agricoles,
Distribution en % par groupes industriels, salariés.**

Groupe Industriel	1950	1960	1965
Total	100	100	100
Production de Biens :			
Ind. de transformation	33,7	31,0	29,7
Autres	7,2	6,6	6,2
Production de Services :			
Transports et Serv. publics	8,9	7,4	6,6
Commerce	20,8	21,0	20,9
Finances, Assurances	4,2	4,9	5,0
Services pers. et divers	11,9	13,7	15,0
Gouvernement Fédéral	4,3	4,2	3,9
Etats et Localités	9,1	11,2	12,7

**Personnes employées, par groupes de profession,
U.S.A. en pourcentage**

Année	Total N. 6 absolu en millions	en %	Cols blancs	Cols bleus	Services	Agri- culture
1950	59,6	100	37,5	39,1	11,0	12,5
1960	16,7	100	43,1	36,3	12,5	8,1
1965	72,2	100	44,5	36,7	12,9	5,9
1970	81,2	100	46,4	35,0	13,7	4,8

1. Cols blancs : Professions libérales, Techniciens, Cadres, Employés de bureau, Vendeurs.

2. Cols bleus : Artisans, Maîtrise, Ouvriers professionnels, Manœuvres (sauf agric. et mines).

3. Services : Services domestiques et Services familiaux.

4. Travailleurs de l'agriculture.

Concerne toutes les personnes employées de 14 ans et plus (salariés, indépendants et aides familiaux).

On constate aussi (d'après d'autres sources) que la progression de l'emploi salarié est plus rapide dans les services qu'ailleurs.

Aux Etats-Unis, de 1948 à 1968, l'emploi salarié a augmenté, en moyenne, par an, de :

2,1 % dans le commerce, soit 4,8 millions de personnes en vingt ans,

3,5 % dans les services, soit 5,3 millions de personnes en vingt ans,

3,9 % dans l'administration, soit 6,5 millions de personnes en vingt ans,

contre :

1,2 % dans les industries de transformation, soit 4,2 millions de personnes en vingt ans,

2,1 % pour l'ensemble de l'emploi salarié, soit 23 millions de personnes en vingt ans.

En France, de 1954 à 1968, l'emploi salarié a augmenté, en moyenne, par an, de :

3 % dans les commerces-services-transports,

1,9 % dans les administrations et banques,

contre :

1 % dans les industries de transformation (bâtiment excepté) et 1,5 % pour l'ensemble de l'emploi salarié.

Ces chiffres, comme du reste ceux qui sont fournis en U.R.S.S., indiquent une évolution, mais non une structure ni une fonction.

Peut-on dire, à partir de là, que l'activité de service tend à devenir productive (de plus-value), à l'égal de la production de moyens et biens matériels ? Ou bien faut-il croire que la prolifération de l'emploi dans les services représente un *parasitisme ouvrier*, fondement de conflits entre salariés pour le partage des profits provenant du secteur productif de biens matériels ? La question est posée 1) parce que les activités de service sont entrées presque en totalité dans la sphère des rapports de salariat, et 2) parce que l'activité de service se présente sous deux formes : comme *usage final et immédiat*, et comme *production échangée*. On dira qu'il en va de même pour tout produit, puisque la valeur d'une production quelconque est toujours simultanément valeur d'usage et valeur d'échange. Toutefois, le service proprement dit (et non le moyen du service) suppose un usage, un mode de consommation, particulier, surtout dès qu'il n'est plus une activité marginale dans la société, telle que les soins domestiques ou les manifestations culturelles, mais pénètre dans toutes les activités humaines, y compris les plus matériellement productives.

Si l'on divise la production pour un marché d'échanges en *a*) production de services de production, et *b*) production de services de consommation, on pourra établir une grille où ces deux formes de production se combineront avec les domaines abstraits de la production (*a* et *b*) et de la consommation (*a* et *b*). Il faudra alors préciser sous quelle forme il y a passage, continuité ou discontinuité entre *a* et *b*. Par exemple, les combinaisons de l'usage du courant électrique dans l'industrie (*a*) ou dans la vie domestique (*b*), du transport de marchandises et de personnes en loisir, du service postal, téléphonique, radio-électrique et télévisuel pour les affaires et pour le plaisir. Dans les deux cas les fonctions sont différentes, mais le moyen du service proprement dit est identique : c'est

la bobine ou le filament, c'est le wagon, l'avion, le bateau et le satellite, c'est l'appareil téléphonique, etc... L'objet-support, le moyen, a la même nature physique, liée à l'usage spécifique, tandis que le moyen de production primaire (machines, outillage automatisé) garde sa forme propre, inapte au service proprement dit. On n'utilise pas une turbine, un train de laminoir ou une photocomposeuse pour le service direct du consommateur.

Cette combinaison nouvelle altère les formes classiques de la division du travail, humain et technique. Lorsque des éléments A, B, C, D... font chacun partie d'un objet produit, quel qu'il soit (une matière ouvrée, formée et assemblée, ou du transport, de l'information ou du temps et de l'espace), l'effet est double : 1. il matérialise la constitution du produit x ; 2. il rend service aux individus ou aux objets connexes, qui le lui rendent à leur tour. Il y a ainsi une limite à la division classique du travail, car la nouvelle répartition des travaux est surdéterminée par l'organisation des services de production. La scissiparité quantitative est dominée et refoulée par la distribution de fonctions mobiles, dans l'entreprise (niveau des forces de production) comme dans la société (rapports de production). A ce moment une série de travaux se transforment en services unitaires et pas seulement en sous-travaux manuels. Les nouveaux services se distinguent ainsi des anciens parce qu'ils sont largement entrés dans la sphère productive, et que c'est même devenu leur fonction principale.

Certains auteurs estiment toutefois que les services, considérés comme improductifs, pourraient figurer dans une catégorie intermédiaire (1). Koga, par exemple, estime que cette forme intermédiaire provient du passage de ce type de travail à des relations capitalistes développées. Marx, rappelle-t-il, écrivait avec précision : « le terme de service n'est en somme qu'une expression pour la valeur d'usage particulière fournie par le travail comme par n'importe quelle marchandise ; mais c'est une expression spécifique : *le travail rend des services non pas en tant que chose, mais en tant qu'activité* ». Cette valeur d'usage peut être matérielle autant que non-matérielle.

(1) Eisaburo Koga. « Problèmes théoriques de l'organisation des classes et du travail productif ». *Hitotsubaschi Journal of social studies*, Tokyo, janvier 1968. Koga s'appuie sur une analyse très minutieuse des conceptions de Marx, et de leurs variantes.

La question est de savoir si cette valeur d'usage devient valeur d'échange dans les mêmes conditions que les autres, et si elle a donné naissance à de la plus-value. Qu'elle puisse avoir valeur d'échange, voilà qui est certain : le service s'achète et se vend. Pourtant il s'achète, en principe, sur un revenu, comme toute consommation, lorsqu'il s'agit des individus (ou groupes tels que la famille).

On pouvait en rester là à l'époque où les services étaient avant tout domestiques ou artisanaux. Mais à notre époque, le grand capital privé et public a saisi avec autant de force les services que le travail de production matérielle comme tel ; il les a intégrés dans le salariat à grande échelle. En outre, les services ne peuvent être rendus que par la mise en œuvre de moyens matériels de plus en plus puissants. La technique a instrumentalisé les services de façon de plus en plus diversifiée et ramifiée ; réciproquement, la production matérielle est de plus en plus pénétrée de services.

Quand Marx estimait que l'ouvrier productif ne produira de plus en plus que des marchandises tandis que l'ouvrier improductif ne rendra que des services personnels, il s'en remettait à la technique de son temps. Mais l'évolution s'est produite quelque peu autrement : les services se sont socialisés ; la production des services a étendu sa base matérielle ; la sphère entière des services essentiels est passée au service du capital ou de l'Etat, et se trouve produite par des salariés producteurs d'une plus-value.

Marx déclare que si les professeurs sont employés par un entrepreneur et les acteurs par un directeur de théâtre, c'est-à-dire rendent des services, ils sont des salariés du capital ; mais ces phénomènes, dit-il, « sont insignifiants quand on les compare à l'ensemble ; nous pouvons donc les laisser complètement de côté ». C'est ce qu'on ne peut plus faire aujourd'hui. Le personnel enseignant est devenu une masse salariée de l'Etat ou d'employeurs privés. Les acteurs de théâtre, de cinéma, de télévision, avec tous les agents culturels qui les entourent, sont aussi devenus une masse salariée. Il ne s'agit plus de « cas insignifiants », et l'analyse économique ne peut plus les laisser de côté. Mieux : ils sont devenus, sous le nom pythagoricien de *tertiaires*, un des pivots de l'économie capitaliste et socialiste d'aujourd'hui.

E. Koga soutient que les travaux non matériels « ne peuvent pas être productifs, quoiqu'ils deviennent des travaux

salariés sous l'entrepreneur capitaliste, puis qu'ils n'ont pas de procès de travail matériel. Ils sont des travaux salariés qui ne sont pas travaux productifs ». Toutefois, ils peuvent le devenir s'ils sont collectifs, s'ils coopèrent, entre eux et avec les producteurs matériels. Or, ai-je dit, c'est justement le cas général aujourd'hui.

Certains secteurs de ce tertiaire résistent mieux que d'autres à cette modification, par exemple les agents commerciaux. Leur accroissement, puisqu'ils sont improductifs, n'est concevable qu'à partir de l'accroissement de la plus-value fournie par les travailleurs productifs, même si ceux-ci sont en diminution relative, ce qui est le cas aujourd'hui.

Peut-on classer ces « formes intermédiaires » entre travail improductif et travail productif, dont relève le tertiaire salarié ? Koga propose les types ou groupes suivants :

- A = Travail non matériel de l'artiste créateur (écrivain, peintre, etc...) dont le produit matériel devient marchandise, directement ou par l'intermédiaire d'un capitaliste ; ce travail n'est ni salarié ni productif.
- A' = Travail dont le produit est inséparable de l'acte (chanteur, conférencier), se vend comme service et ne devient pas objet marchand. Exécuté pour un capitaliste, il reste plus ou moins indépendant de celui-ci, selon sa nature, et se ramène à A ou à β (voir plus bas).
- B = Travail matériel des producteurs indépendants (artisans, petits propriétaires) exploités par le capital usuraire ou marchand.
- B' = Travail à domicile, « noir », à façon, etc... exploité par la grande industrie (sous-traitance d'ancien type).
- C = Travail non matériel lié à la production (ingénieurs, techniciens, chefs de service et directeurs), productif dans le processus de travail intégré, et mandataire du patron. Le côté productif de C est indiqué par α .

Les groupes A, B, B' appartiennent à la « forme transitoire », mais non A' et C. B représente la classe moyenne ancienne ; A et A' deviennent prédominants comme classe moyenne nouvelle. B' et B disparaissent pour réapparaître dans les coulisses de la grande industrie. C, situé « entre le capital et le travail », grandit avec la production à grande échelle et forme aussi la classe moyenne nouvelle.

Quant à α , il contient le travail salarié productif : c'est le cas des transports, de l'entretien ; β appartient au travail salarié non productif, mais extérieur à la classe moyenne.

Dans ces conditions, la classe ouvrière proprement dite est constituée de α et de β , auxquels il faut ajouter les salariés de l'Etat (gouvernement ou collectivités), γ . Ceux-ci sont « les travailleurs salariés improductifs employés non par le capitaliste, mais par les bureaux du gouvernement, qui vivent seulement de la vente de leur capacité de travail et reçoivent le salaire qui les fait vivre. Ils diffèrent de α et β parce qu'ils ne sont pas exploités par le capitaliste (1). Mais ils ont le même caractère que α et β parce qu'ils ne vivent que du salaire qu'ils reçoivent en vendant leur force de travail. Ils sont les fonctionnaires inférieurs qui constituent la catégorie γ de la classe ouvrière... Certes, les travaux salariés de α et β sont achetés par le capital variable des capitalistes industriels ou commerciaux et non par l'argent que ceux-ci dépensent comme revenu ; ils ne sont donc pas achetés pour un service privé, mais pour l'augmentation du capital. A ce point de vue, ils diffèrent des travaux salariés de γ qui sont achetés par le revenu public et pour un service public. Mais la valeur de la forme de travail des salariés de γ , donc leur salaire est aussi déterminée par les frais de production et de reproduction de leur force de travail et non par le produit de leur travail, de la même manière que le salaire de α et β . Ces salaires sont de même nature, et constituent la base de la classe ouvrière. »

Je pourrais schématiser cette analyse par le tableau suivant :

où

I = travail non-matériel pour un produit matériel,

II = travail matériel pour un produit matériel,

III = travail non-matériel pour un produit non-matériel
et IV, qui ne figure pas dans l'analyse = travail matériel pour un produit non-matériel.

(1) Mais les gens salariés par les « bureaux du gouvernement », disons les fonctionnaires, ne sont-ils pas exploités tout de même ? Les ressources sur lesquelles ils sont payés proviennent en partie des profits de l'entreprise d'Etat, en partie des impôts. L'impôt peut être considéré comme un prélèvement sur le revenu des personnes salariées, et peut être retenu en majeure partie à la source (formation du profit de l'entreprise, comme dans le cas russe).

PRODUIT				TRAVAIL				STATUT			
matériel	non-m service	marchand	autocon sommation	matériel	non-m	productif	non-p	salarié	indépendant	plus value	revenu
A +		+			+		+		+		+
I A'	+				+		+				
B		+	+	+		+					
II B' +		+		+		+			+		+
C	+	+		+		+			+	+	
III	+			+			+	+			

Admettons que cette typologie réponde aux fonctions réelles des groupements considérés. Reste à savoir en quoi les groupes sont, en dynamique, intermédiaires. A quoi tendent-ils ? Intermédiaires, diachroniquement, entre quoi et quoi ? La réponse me paraît évidente. L'évolution, dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme moderne, conduit à l'intégration progressive des services dans le salariat productif. Le même mouvement étend la forme du service à l'ensemble du travail matériel productif. L'usage n'est plus seulement la fonction d'un revenu ; il devient lui aussi forme d'une production de plus-value. Le travail vivant ne se divise pas.

9. *L'avenir des intellectuels.*

Il s'en faut de beaucoup que ces *tertiaires*, agents de services, puissent être tous considérés comme des intellectuels de profession, malgré la légende et la statistique (1). Certains d'entre eux, pourtant, en font partie à l'évidence : cela se voit à leur éducation (enseignement supérieur et spécialisé), ou à leurs *œuvres*, comme on baptise leurs produits (un livre, un spectacle, une thérapeutique, une expérience scientifique ou technique). C'est à ceux-là que l'on attribue des pouvoirs technocratiques, et peut-être théocratiques. On en fait des héros de ce siècle ; mais aussi les boucs-émissaires du parasitisme, de la fainéantise, les tenants majeurs de l'exploitation d'Etat.

Voyez ce qu'en disait déjà Makhaïsky, à l'orée de ce siècle, qui lança le premier en Europe, et beaucoup plus systématiquement que Sorel, l'anathème aux Intellectuels. Son œuvre essentielle, *Le travailleur intellectuel*, tente ce que la plupart des contempteurs ouvriers ou agriculteurs de la peau fine n'osaient pas affirmer ; les invectives de Sorel, surtout morales, n'allaient pas si loin. *L'intelligenza*, au dire de Makhaïsky, les « hommes aux lunettes », si peu prisés du peuple en Russie comme ailleurs, ce n'est pas l'allié bienveillant des travailleurs modestes ; c'est l'embryon d'une nouvelle classe dominante, à qui le socialisme ouvrier offre un tremplin rêvé. L'intellectuel n'a d'autre propriété que son savoir, c'est vrai. Mais ce savoir devient indispensable à tous. Ses détenteurs

(1) Voyez *L'intelligenza*, qui en U.R.S.S. est une classe statistique. Cf. *Les nouveaux intellectuels*, par F. Bon et M.A. Burnier, 1966.

seront au pouvoir, s'ils n'y sont déjà. Kautsky voyait les intellectuels nourrir une nouvelle classe moyenne, nombreuse et salariée, mais sans intérêts de classe propres (1). Makhaïsky, parlant des travailleurs intellectuels, les *maines blanches*, gestionnaires, ingénieurs, techniciens, bureaucrates, liés à la production, leur imagine un destin souverain, et une idéologie : le socialisme d'Etat.

Quelle propriété ont-ils déjà ? « Dans chaque pays, dans chaque Etat, il existe une vaste classe de gens qui n'ont ni capital industriel ni capital commercial, mais vivent comme les maîtres réels. Ils ne possèdent ni terre, ni usines, ni ateliers, mais jouissent d'un revenu volé qui n'est pas inférieur à celui des grands et moyens capitalistes. Ils ne disposent pas de leurs propres entreprises, mais sont des mains blanches tout comme les grands et moyens capitalistes. Ils passent eux aussi leur vie entière sans souci du travail manuel, et s'ils participent à la production, c'est seulement comme gérants, directeurs, ingénieurs. C'est dire que par rapport aux ouvriers, aux esclaves du travail manuel, ils sont les maîtres et les chefs tout comme les propriétaires capitalistes. »

Cette confrérie possède et exploite une forme particulière de propriété : le savoir dû à l'éducation. « Une part de plus en plus grande de la société bourgeoise reçoit les fonds de son existence parasitaire comme *intelligentzia*, cette armée des travailleurs intellectuels qui ne possèdent pas personnellement les moyens de production, mais accroissent sans cesse et multiplient les profits qu'ils obtiennent comme possesseurs héréditaires de toute connaissance, culture et civilisation. »

Ils ne produisent pas de valeur, ces parasites, mais s'approprient, même comme salariés, un profit : « le savoir fournit, tout comme la terre et le capital, les moyens d'une existence parasitaire seigneuriale aux voleurs d'aujourd'hui ». C'est pourquoi le socialisme, idéologie de cette classe, mène à la domination bureaucratique. Makhaïsky s'en prend ici à Marx (et surtout au Livre II du *Capital*) pour qui le socialisme exigera l'accroissement du produit social consacré aux investissements. Ce serait, dit-il, réserver la part du lion à la bureaucratie intellectuelle dirigeante, et non la consacrer aux producteurs de valeur. La culture restera héréditaire, les

(1) Karl Kautsky, « Die Intelligenz und die Sozialdemokratie », *Die Neue Zeit*, 1895, n^{os} 27, 28 et 29.

salaires se verront différenciés à l'extrême. Ce sera le socialisme d'Etat, formule bien adaptée aux intérêts des travailleurs intellectuels.

Makhaïsky oppose à cette menace une stratégie de « socialisation du savoir », qui seule peut donner un sens positif, pour les travailleurs exploités, à la socialisation des moyens de production. En 1918, de retour en Russie, il condamna la « bureaucratie populaire des intellectuels et des ouvriers avancés », en assurant que le pouvoir venait d'être conquis par l'intelligentsia et la petite bourgeoisie, et non par la classe ouvrière (1).

Les rejetons de Makhaïsky sont aujourd'hui nombreux. Les intellectuels prolifèrent, et les théoriciens de leur rôle n'inventent plus grand-chose.

Je voudrais qu'on les définisse enfin, ces Intellectuels, avant de leur assigner un rôle. Parasites ou héros, menteurs ou penseurs, révolutionnaires ou exploiters, qui sont-ils ? L'avocat n'est pas l'ingénieur, le médecin n'est pas le prêtre. Le professeur n'est pas l'écolier ni l'étudiant.

Je relève qu'ils sont aujourd'hui aux prises entre eux, comme les deux moitiés de la conscience divisée du monde, étrangère et hostile chacune à l'autre. Voyez : d'un côté cette

(1) Makhaïsky est mort à Moscou en 1926, rédacteur de *Economie Nationale*, revue publiée par le Conseil Suprême de l'Economie Nationale, sanhédrin de cette intelligentsia honnie. Voyez M. Shatz, « Jan Waclaw Makhaïsky », *Survey*, janvier 1967, et Paul Avrich, « What is 'Makhaevism' ? », *Soviet Studies*, juillet 1965.

Trotsky écrivit en 1933 : « [L. Laurat]... ne sait pas, semble-t-il, que sa théorie [selon laquelle la plus-value est absorbée organiquement par la bureaucratie] avait été formulée il y a plus de trente ans, mais avec beaucoup plus d'ardeur et d'éclat, par le révolutionnaire russo-polonais Makhaïsky, qui avait sur son vulgarisateur français l'avantage de n'avoir attendu ni la révolution d'Octobre ni la bureaucratie staliniste pour définir à l'avance la « dictature du prolétariat » comme un échafaudage qui permettait à la bureaucratie exploiteuse d'atteindre aux postes de commande. Mais Makhaïsky lui-même ne créa pas sa théorie de rien : il ne fit qu'« approfondir » sociologiquement et économiquement les préjugés anarchistes contre le socialisme étatique. Makhaïsky, disons-le en passant, se servait aussi des formules de Marx, mais avec plus de conséquence que Laurat : selon Makhaïsky, l'auteur du *Capital* avait dissimulé avec mauvaise foi dans les formules de la reproduction (Livre II) la part de la plus-value qu'engloutirait l'intelligentsia socialiste (bureaucratie).

« A notre époque, une « théorie » de ce genre, mais sans dénonciation de Marx l'Exploiteur, fut défendue par Miasnikov, qui affirma que la dictature du prolétariat en Union Soviétique était remplacée par la dictature d'une nouvelle classe : la *social bureaucratie*. » (L. Trotsky, *La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S.*, octobre 1933.)

bureaucratie du savoir qui s'érige en détentrice du dogme, et qu'on prépare à cela dans les Universités, les Instituts, en tous pays ; de l'autre, ces rebelles qui lancent des phrases incendiaires, qui bouleversent le vocabulaire, et mettent la main au feu, avec courage, pour la purifier. Sont-ils de la même souche, de la même classe, ces frères ennemis ? Sont-ils absents, ou présents ? Et s'ils sont seuls, un jour, à former une société où la culture soit la chose du monde la mieux partagée, que leur restera-t-il à faire, sinon débattre de la façon la plus douce de régenter les choses qu'ils auront inventées, en se réconciliant sur le dos de cette seconde nature ?

Le savoir, je ne crois pas qu'il puisse cesser, même dans la société commune, d'être un pouvoir. Ce que la main perd, le cerveau s'en empare. C'est le grand problème d'une société où chacun rendrait service à chacun, et rien de plus.

10. *La capacité de travail comme propriété-fonction.*

Revenons au mot de Saint-Simon : *la propriété, c'est la fonction*. Pour les économistes staliniens, la propriété, c'est le pouvoir qu'a l'Etat de disposer du système productif. La fonction, assignée par l'Etat (= par le parti unique), est une dérivée révocable de cette propriété-là. La fonction elle-même n'est pas une propriété (*Eigentum*) ; c'est tout au plus, lorsqu'elle est liée à la compétence, une propriété — *Eigenschaft* (une qualité propre à l'individu).

Saint-Simon visait la fonction personnelle, individuelle, substituée à la propriété privée. Si la propriété (le droit de disposer) n'appartient plus à *la personne*, ni *aux personnes* (groupes), elle n'appartient à *personne* ; elle cesse donc d'exister comme telle, bien qu'elle devienne la chose de tous, de l'ensemble de la société. En ce sens, le seul rapport de propriété (d'appropriation), de lien direct avec les biens, les choses, que puissent avoir les individus, c'est la fonction qu'ils remplissent à l'égard de ces choses, leur fonction d'administrateur, de gestionnaire, d'opérateur. Voilà en quel sens la propriété, c'est la fonction. S'entend : la propriété *légitime*. Il s'ensuit que la fonction seule liant le sujet à l'objet, c'est la *compétence* qui définit la fonction — la compétence, et non le travail.

Est-ce le cas en U.R.S.S. ? En apparence, oui. En fait, non, car la propriété privée n'est pas dissoute dans la société. Elle est transférée : 1. à l'Etat ; 2. à différents groupements

ruraux (kolkhozes, parcelles privées) ; 3. aux consommateurs acheteurs de biens transférables ; 4. aux particuliers détenteurs de rentes. La propriété « sociale » est en quelque sorte remise en usufruit en attendant qu'elle disparaisse, ou se redécoupe en propriétés juridiques. En somme, en U.R.S.S., *la propriété, c'est la fonction de l'Etat*. Celui-ci (représenté par le parti dirigeant) délègue cette fonction aux fonctionnaires de tous ordres, politiques, administratifs, économiques. Les personnes n'ont donc comme propriété que cette fonction déléguée, mais ce n'est pas toujours la compétence qui décide de cette délégation. Cela se produit aussi dans l'Etat capitaliste-bourgeois, dans le cadre de l'administration et même de la gestion économique du secteur public ; ce n'est donc pas un privilège du socialisme d'Etat.

Mais il faut voir de plus près la position du *producteur* dans ce système. Selon Saint-Simon (1), le travail de l'ouvrier producteur devient lui aussi associé au groupe des « industriels », une fonction, un « service ». Délivé de la propriété privée, l'appareil de production n'est manié que par des « fonctionnaires ». S'il n'y a plus de propriété privée des moyens de production, il n'y a pas non plus de dépossédés, d'hommes privés de propriété — personne n'en a. Quant aux produits, aux biens et services de consommation finale, s'il n'y a plus de marché, personne non plus n'en est propriétaire, mais seulement usager. En définitive, chacun n'a que sa fonction. C'est justement ce que voudrait faire croire la bureaucratie russe : l'ouvrier serait en quelque sorte un délégué au travail, un fonctionnaire productif, qui reçoit comme traitement une part du produit social proportionnelle à l'exercice de ses « compétences ».

En fait, il en va autrement. La propriété est celle de l'Etat, et l'Etat impose un contrat aux ouvriers, aux citoyens privés de propriété. Ce contrat de travail n'est pas une simple fiction juridique. Celle-ci dissimule un échange réel : l'échange travail/salaire. Or, cet échange, qui reste fondamental, ne s'évanouit pas, même si l'on remplace les éléments de l'équation par la « fonction ». Comme tout échange social, celui-ci est inégal. L'ouvrier échange l'exercice de sa fonction contre ce que la bureaucratie d'Etat lui ristourne de cet exercice par les autres (échange inégal), grâce à sa propre fonction. Mais,

(1) Du moins dans certains de ses écrits.

comme dans le salariat capitaliste ou dans le secteur public de l'Etat bourgeois, si la fonction de l'ouvrier a une valeur (d'échange), c'est qu'elle développe aussi une survalue, une plus-value, développement inhérent au système de marché. La fonction est ainsi dédoublée : il y a la partie que le travailleur en exerce pour subvenir à ses besoins, et la partie qui enrichit l'Etat et la partie de travailleurs mieux partagés. Ainsi, peu importe que l'on baptise désormais le travail fonction si cette fonction reste l'objet d'un échange. L'échange subsiste même en l'absence de la propriété privée. La formule « la propriété, c'est la fonction », n'apporte donc, comme toutes les formules, pas la moindre garantie vis-à-vis des rapports sociaux réels, tant que l'Etat est le maître de la Société — la bureaucratie d'Etat et non « tout le monde ».

Le principe est qu'au moins la propriété privée subsistante ne puisse devenir la source d'un profit capitaliste. Comme la source essentielle de ce profit est la plus-value acquise sur le travail salarié, il suffit d'interdire aux personnes privées ou aux sociétés privées le droit de disposer des moyens de salarier d'autres personnes. La grande masse des profits étant tirée de la production industrialisée, les personnes privées ne peuvent devenir propriétaires des moyens de production, et ne peuvent employer de personnel salarié. Néanmoins, la propriété privée subsiste sur les produits finaux de consommation, par des biens de consommation réappropriés sur la masse du produit social (profits socialisés exclus). Les produits consommables ayant un prix, acquittable en monnaie, la propriété privée est donc réduite au salaire et à l'épargne. C'est par définition la seule forme de gain personnel possible, en dehors de la formule des « gains coopératifs ».

La différenciation des salaires introduit alors une échelle dans les niveaux de consommation, et par suite dans la propriété d'une portion de valeur déterminée de biens de consommation. (Nous laisserons pour le moment de côté le régime de la soi-disant propriété collective kolkhozienne, ou coopérative, telle qu'elle est pratiquée en U.R.S.S., et les propriétés productives constituées par les parcelles de terres privées des paysans coopérateurs).

Le droit soviétique ne fonde pas les formes reconnues (et protégées) de la propriété privée sur leur contenu économique et social, sur leur aspect fonctionnel, mais sur leur apparence matérielle et leur détermination juridique relative à la libre

disposition. Le droit de propriété (et d'aliénation, qui lui est corrélatif) n'est pas fondé dans les codes soviétiques sur sa fonction économique, mais sur sa détermination juridique et sur sa forme matérielle. Est propriété personnelle la partie du produit social dont le citoyen dispose individuellement sous forme argent ou de biens de consommation acquis avec celui-ci (et pour les paysans comme quote-part dans le produit des kolkhozes). Ce qui veut dire : est propriété personnelle celle qui cesse d'être sociale (collectivisée) dans le processus de répartition et de consommation, qu'il s'agisse de services publics ou d'appropriations personnelles : en U.R.S.S. comme ailleurs, quelle que soit la fonction remplie, chacun est libre d'user de son salaire à son gré, c'est-à-dire en fonction du marché.

La notion de propriété privée est ainsi rapprochée de celle de répartition. La production du produit social, individuelle dans sa racine pour commencer, devient sociale dans sa forme ; la répartition de la partie de ce produit qui ne demeure pas sociale comme accumulation et investissements retourne à la possession privée, personnelle, sous forme de salaire. Mais ce n'est pas la totalité du salaire, puisque certaines formes du salaire restent sociales (par exemple la gratuité de l'enseignement, les congés payés, l'assurance maladie) que l'individu s'approprie individuellement comme personne corporelle et morale, mais non comme un bien distinct de lui et dont il peut disposer, sauf s'il s'agit de rétribution en nature — et dans ce cas d'ailleurs elle doit aussi la plupart du temps être immédiatement consommée, par exemple le repas d'une cantine.

Le code ne précise pas que la limite de la propriété privée est l'interdiction et l'impossibilité d'exploiter le travail d'autrui *comme capitaliste* ou sous une forme quelconque. Il indique seulement que la propriété privée est la portion de l'argent (salaire) qui représente dans le produit social la part de la consommation personnelle des travailleurs, et de l'épargne qu'ils peuvent réussir à faire lorsque le salaire excède sérieusement la satisfaction des besoins courants, ce qui est rare. Par conséquent, le droit ne se fonde pas explicitement sur le caractère socialiste de l'économie, mais sur le caractère social de la production et de l'appropriation (plus-value et profits accumulés), les deux choses n'étant pas identiques.

Mais qu'est-ce qu'un bien de consommation, du point de vue de la propriété ? Si c'est seulement un usage, c'est autre chose qu'une propriété. C'est plutôt une qualité des produits. Il ne s'agit pas seulement de la consommation alimentaire, des vêtements, des objets d'usage courants tels qu'un stylo, un savon, une montre, le tabac, les journaux, etc... mais aussi d'objets de luxe, de parade (par exemple des bijoux, des tableaux), des automobiles, des maisons. Tout ce qui peut servir à satisfaire un besoin, un désir personnel ou ceux de la famille, c'est-à-dire des individus, est un bien de consommation qui peut être propriété privée, acquise sur le marché. En principe il n'y a pas de limite à la grandeur de cette propriété-là. La loi ne l'empêche pas, en principe, d'être aussi vaste que les besoins réels ou imaginaires de l'individu. En pratique, elle est pourtant bornée, et d'abord par les moyens d'accès au marché, puis par des règles administratives et des lois. Les citoyens privés, par exemple, ne peuvent acquérir, construire ou vendre une maison que si elle comprend au maximum un rez-de-chaussée et un étage jusqu'à cinq pièces chaque, soit dix pièces en tout. Le propriétaire, sa femme et ses enfants mineurs ne peuvent posséder plus d'une maison ; mais s'ils en possèdent déjà une, ils peuvent en recevoir une autre en héritage. De même un homme et une femme qui se marient lorsqu'ils possèdent déjà chacun une maison peuvent les conserver tous deux ; on peut aussi posséder une maison en ville et une autre à la campagne. On peut louer les maisons et les logements, à des tarifs contrôlés, et l'occupant a des droits bien que l'acheteur d'une maison puisse évincer les locataires à son propre bénéfice.

La propriété des maisons, ou des automobiles, suppose évidemment des revenus salariaux d'un tout autre niveau que la propriété du samovar et du lit. Ce sont même les seules vraies propriétés, c'est-à-dire des biens immobiliers, stables, stockables et aliénables. Car la consommation d'une maison ne ressemble pas à celle d'une livre de pommes de terre. Les biens de consommation alimentaires, les denrées périssables, les vêtements qu'il faut porter, les objets personnels comme des lunettes ou une montre, peuvent à peine être appelés des propriétés : ils finissent par faire partie de la personne, sont des besoins minima sans lesquels toute vie sociale s'atrophie, même s'ils résistent à l'usage. Pour l'alimentation, le délai n'excède pas la plupart du temps quelques jours (quelques semaines ou mois avec un frigidaire ou sous forme de conserves).

Pour les vêtements, la permanence de la propriété est un peu plus longue, allant de quelques mois à plusieurs années ; en tout cas, ils se détériorent vite. Il en va autrement de mobiliers, de bijoux, de livres, de maisons, dont la durée est bien plus longue, l'entretien plus facile et par suite la jouissance plus profitable. Ils peuvent être légués plus aisément que de la viande ou des chemises. Encore ne s'agit-il dans tout cela que de transactions légales, des manifestations publiques de la valeur, et non du marché noir, de l'usure clandestine, du commerce incontrôlé, sans parler des fraudes. Elles aussi, en U.R.S.S. comme ailleurs, témoignent de la permanence de la loi de la valeur, non seulement dans la sphère consummatrice d'usages, mais aussi dans celle de la production, puisque le salaire n'y échappe pas.

Car enfin, les usagers sont d'abord des salariés, c'est-à-dire des producteurs de plus-value. La formation de la plus-value, et par suite de son usage, de sa réalisation et de sa distribution, doit être distinguée de celle de la formation de valeur en général. En principe, et par définition, sans valeur en général (échanges égaux), pas de survalueur. La valeur comme la plus-value restent des grandeurs relatives, par rapport à un référentiel d'ensemble qui est le rapport social général (capitalisme, socialisme d'Etat, etc...). Il n'y a, dans ce rapport, de plus-value, de surproduit, que parce qu'il y a échange de valeurs égales pour des capacités, des produits et des appropriations inégales. A cela, il faut cependant ajouter : la valeur elle-même ne s'entend pas sans référence à l'usage, à la valeur utile, c'est-à-dire à la couverture d'un besoin, même s'il s'agit d'un besoin très artificiel en apparence, comme ceux de la culture, du luxe, des « paradis artificiels ». Or, les rapports de la valeur d'usage à la plus-value sont, en principe, inexistantes en tant que rapports ; il y a *incommensurabilité virtuelle* entre eux, et c'est la raison même de la possibilité de leur dissociation future. Tout au plus, ce qu'on pourrait appeler ici *survalueur d'usage* (seule notion qui légitime profondément celle du surplus), ce serait le luxe de l'imagination, les valeurs qui réintroduisent un art dans la vie commune, quelque chose qui transcende tout à fait les valeurs économiques.

Or, les valeurs d'échange ne s'entendent jamais, dans nos régimes, sans référence à l'usage et l'utilité. C'est pourquoi une plus-value créée à partir des valeurs d'usage est pour une bonne part justement consacrée au luxe, comme consom-

mation capitaliste personnelle : à travers la valeur, le capital récupère un bénéfice « culturel » de la valeur d'usage, son côté de surabondance, de jouissance presque superflue, pure dépense et acquisition, aux confins de l'utile et de l'inutile. Cette sorte de plus-value apparaît d'ailleurs aussi directement dans des régimes d'économie naturelle, de clan, avant même la production marchande, où les chefs s'approprient directement les surplus, qui prennent ainsi un caractère consacré, royal, religieux. C'est le thème des offrandes, des dons croisés, etc... Dans le régime esclavagiste, dans les prestations du servage, de même : la plus-value est fournie directement, comme tribut total de l'esclavage (déduction faite de son entretien), ou partiel du serf. La plus-value apparaît ici sans le détour de l'échange, et encore moins du marché capitaliste, avec sa forme indirecte de formation de valeurs monétaires dans la marchandise. Dans les rapports socialistes, la plus-value apparaît aussi directement, mais cette fois à l'échelle sociale, et par conséquent la formation est dissociée des formes de l'échange capitaliste : le surproduit apparaît clairement dans le revenu national, comme tel (1). Pratiquement, dans l'économie soviétique, l'échange joue un rôle non seulement dans la répartition, mais aussi dans la formation de la plus-value (achat-vente de la force de travail), selon des processus hérités du capitalisme. Néanmoins, le principe de la dissociation est acquis. En fait, il y a combinaison de deux formes de la plus-value, qui répondent aux deux formes du salaire : plus-value indirecte, rattachée à la circulation des valeurs d'échange ; et plus-value directe ou nue, qui dépend de la valeur d'usage. Ce qui est désormais important, c'est de déterminer les formes sous lesquelles s'aliène et se réapproprie la plus-value directe dans une économie de coopération socialiste.

(1) On éclaircirait bien cette question si l'on connaissait mieux les conditions de création de la plus-value dans le capitalisme actuel. A. Sauvy écrit à ce sujet : « Qu'après plus d'un siècle d'existence de la théorie marxiste de la plus-value, les efforts pour la mesurer soient si faibles s'explique aisément. Les uns, dans le haut, ne tiennent pas à ce que leurs affaires soient mises à jour devant des yeux indiscrets ; d'autres, dans le bas, craignent de ne pas trouver exactement, dans la dissection des chiffres et des bilans, tout ce qu'ils annoncent avec plus de facilité, moins d'efforts et plus de crédit, auprès de leurs lecteurs et auditeurs. Il devrait cependant y avoir des hommes soucieux de débrider l'abcès à fond ». « Les statistiques et le secret », *Journ. de la Soc. de Statist. de Paris*, oct.-déc. 1968.

11. *Le salaire kolkhozien-coopératif.*

L'agriculture de l'U.R.S.S. comporte deux type principaux d'exploitations agricoles, sovkhozes et kolkhozes, sans parler des lopins personnels, de différents types d'artels et d'entreprises d'Etat. Le paysan russe ou allogène continue à combiner tous les statuts possibles de cette économie de transition : salarié d'Etat, coopérateur, artisan, producteur indépendant marchand, auto-consommateur, et bien d'autres formes mixtes. Le détail ne nous intéresse pas ici. Les pays capitalistes connaissent aussi des formes très complexes de statuts économiques agricoles et ruraux.

Les rapports de production fondamentaux de la société sont-ils affectés par ces formes ? Voilà la question essentielle. On peut considérer les statuts paysans comme marginaux, non-socialistes, n'entrant pas dans la définition du socialisme d'Etat, et par conséquent de peu d'intérêt pour la théorie de ces rapports. On peut au contraire les envisager, sous leur aspect coopératif, comme un embryon déjà vieilli de rapports plus évolués que ceux des entreprises étatisées où le salariat classique, mesuré en temps et rendement unitaire, est la forme dominante. Nous reviendrons dans le chapitre prochain sur cette ambiguïté. Pour le moment il nous suffit d'établir la nature du pseudo-salaire kolkhozien dans la relation entre travail vivant et travail mort.

Si l'on examine la tendance générale des formes de rémunération dans la campagne de l'U.R.S.S., on constate qu'elle vise à l'implantation progressive du système du salariat d'Etat, et que cette tendance se heurte à des obstacles, en partie dus à la structure coopérative des kolkhozes, qui suscitent l'une des plus profondes contradictions sociales du régime. Tant que la population agraire représente une fraction importante de la population active (de 20 à 30 %), la nature des rémunérations du travailleur influe sur le système d'ensemble, d'autant plus que ce système apparaît lui-même fragile. En effet, le salariat supposant une exploitation mutuelle fondée sur l'inégalité des rémunérations, celle-ci exige que toutes les formes de rémunération s'alignent sur le salariat. C'était le cas, dès l'origine, pour les sovkhozes. Toutes les réformes préconisées pour les kolkhozes depuis vingt ans

consistent à y introduire un système de rémunération assimilable à celui des sovkhozes et des entreprises industrielles en général. On obtiendrait ainsi un système unifié de salaire à l'échelle nationale, et par suite une prévision plus précise du taux de plus-value et du taux d'exploitation. La manipulation des prix verrait sa fonction comme régulateur de l'accumulation s'affaiblir. Resterait toutefois à savoir quelle serait la conséquence de cet état de chose sur la rente foncière.

La vente des Stations de Machines et Tracteurs aux kolkhozes ; le remplacement du *troudoden*, unité de rémunération fondée sur le bénéfice du kolkhoze en fonction des journées-travail et partiellement distribuée en nature, par un salaire minimum garanti ; les tentatives répétées de réduire les lopins individuels qui permettent de substantiels profits commerciaux, voire capitalistes lorsqu'il y a location de main-d'œuvre ; la redéfinition constante des normes de travail en fonction de la rémunération ; tout cela tend à forcer l'introduction du salariat pur et simple dans l'agriculture, ou plutôt l'absorption de l'agriculture dans les rapports du salariat industriel.

L'introduction du salaire monétaire minimum garanti dans les kolkhozes vise à uniformiser les conditions de production des différentes unités, caractérisées par des disparités de gains et de revenus qui dépassent de loin celles qu'on observe dans une même branche industrielle (1). Mais cette introduction se heurte à de nombreux obstacles, en sorte que le *troudoden* reste encore presque partout la forme ouverte ou masquée de la rémunération. Certains auteurs imputent cette situation à la faiblesse du marché intérieur, qui rend peu intéressant le salariat monétaire généralisé. D'autres, comme Lisitchkine (2), vont plus loin en procédant à une comparaison de la situation des salariés du sovkhoze et des paysans à *troudodni* du kolkhoze, par rapport au marché. Selon cet économiste « réformateur », le salariat kolkhozien ne permet pas « d'intéresser » les ouvriers agricoles aux résultats de la production, celle-ci ne pouvant être programmée avec autant de précision que dans l'industrie (ce qui peut d'ailleurs se discuter, en fonction de la nature des formes naturelles-techniques de la

(1) Cf. M. Palladine et L. Grebennikova. Un salaire garanti dans les kolkhozes. *Voprossy Ekonomiki*, 1966, n° 11.

(2) Hectares, quintaux et roubles. *Novy Mir*, 1965, n° 9.

production). Le statut kolkhozien, réformé dans le sens d'une plus grande autonomie de gestion, faciliterait au contraire cet intéressement. Pourtant, en bien des cas on voit que plus le kolkhoze atteint un revenu brut élevé, plus la rémunération y est faible. Dans la R.S.S. d'Esthonie, par exemple (1), le taux de la journée-travail était passé de 1 rouble 78 en 1958 à 3 roubles 47 en 1965, soit une augmentation de 95 %. Cependant, en introduisant le salaire horaire on ne devrait pas craindre que la hausse des salaires absorbe une fraction croissante du revenu brut, ni que l'expansion ne devienne tributaire d'une part trop réduite de ce revenu, puisqu'on voit au contraire que plus le salaire est élevé, plus la fraction consacrée aux fonds de salaire est faible :

Rapport salaire/revenu brut, 1964
R.S.S. d'Esthonie

Groupes de kolkh. selon le rapport fonds des salaires revenu brut, %	Nombre de kolkh. dans un groupe		Revenu brut par journée-homme	Rémunération d'une journée-homme
		%	(en roubles et kopeks)	
de 30 à 40%	6	1,2	10-15	3,87
40 à 50%	17	3,3	7-13	3,22
50 à 60%	114	22,2	5-25	2,97
60 à 70%	240	46,9	4,32	2,80
70 à 80%	109	21,3	3,70	2,72
80 à 90%	24	4,7	3,14	2,59
+ 90%	2	0,4	2,61	2,57
	512	100	4,69	2,89

(1) V. Khijniakov. La réglementation des salaires dans les kolkhozes. *Voprossy Ekonomiki*, août 1966.

Il peut donc paraître tentant d'accélérer la transformation du *troudoden* en salaire monétaire, à la fois pour égaliser autant que possible les revenus des kolkhozes, pour contrôler le travail de plus près (rendement) en le rapprochant du travail industriel, et pour tirer de la terre une rente aussi élevée que possible.

C'est dans le même sens qu'on s'est efforcé de rationaliser le travail des sovkhozes, en y liant plus étroitement l'échelle des salaires au rendement des individus et des brigades et en accordant une plus grande latitude à leurs directeurs dans la fixation des fonds de salaires et des marges bénéficiaires, compte tenu des exigences du plan et des impôts versés à l'Etat (avril 1967). Le sovkhoze devrait donc évoluer à la fois dans le sens des entreprises industrielles et dans celui des kolkhozes ; les kolkhozes, de leur côté, devraient s'adapter à la formule sovkhozienne. Dans les deux cas, il ne s'agit pas seulement d'obtenir de meilleurs rendements et bénéfices et de s'adapter aux besoins du marché, mais d'introduire une formule analogue de rémunération, le salaire monétaire analogue au salaire industriel, c'est-à-dire d'unifier le marché du travail.

Lisitchkine estime d'ailleurs que dans cette marche, c'est plutôt le sovkhoze qui devrait s'aligner sur le kolkhoze. Le président du kolkhoze *Amitié des peuples*, écrit-il, « explique de la façon suivante la productivité plus élevée de son entreprise » : « au sovkhoze le travail ne commence jamais avant 8 heures, l'ouvrier arrive à 10 h. sur son champ et en repart vers 5 h. ; au kolkhoze le travail en été commence à 6 h. du matin et dure jusqu'à 8 h. du soir, quelquefois davantage. La durée du travail en agriculture ne peut pas être calquée sur l'industrie en raison de l'intensification très inégale du travail agricole au cours de l'année. A ce propos, les kolkhoziens n'envient pas l'ouvrier, ils cherchent au contraire à faire du travail supplémentaire pour gagner davantage. Le respect pour le matériel collectif est plus grand dans un kolkhoze. On en prend soin et on cherche à l'utiliser au mieux... »

Mais d'où vient cette différence ? Lisitchkine admet qu'elle provient du mode de rémunération. Si l'on veut de meilleurs résultats, il faut intéresser le travailleur agricole en liant son activité au rendement ; autrement dit, en même temps que le kolkhoze, tout en conservant son autonomie, doit passer au statut du salariat monétaire, le sovkhoze devrait, en conser-

vant la rémunération salariale monétaire, accéder à l'autonomie sur le marché. « La rémunération du travail dans les kolkhozes, dit-il, est liée aux résultats de la production et à son prix de revient. L'importance du revenu dépend des dépenses à couvrir et de la rentabilité de chacune des branches de la production. Chaque kolkhozien est intéressé non seulement à l'intensification du travail dans son secteur, mais encore au progrès de l'exploitation dans son ensemble. Il ne suffit pas de réaliser des « normes », mais de faire chacun des travaux avec soin et en temps voulu...

« La situation est différente dans les sovkhoses. La masse des salaires ne dépend ni de la structure optimale de l'entreprise ni des rendements et prix de revient de la production. Il n'y a pas ici une relation directe entre le revenu brut, la plus-value créée par le sovkhose et sa rémunération. Dans un sovkhose prospère les ouvriers touchent le même salaire que dans un sovkhose déficitaire, même si ce dernier livre à l'Etat cinq fois moins par rouble investi et que l'Etat est obligé de combler le déficit. Dans les sovkhoses le travail à la pièce tend à désunir le personnel... On a essayé d'y remédier en mettant en vigueur des primes de brigade, mais cela ne fait que déplacer le problème et la rémunération reste sans relation avec la plus-value créée... Le revenu brut n'est pas le critère principal pris en considération pour évaluer l'activité du sovkhose ; les ouvriers ne sont donc ni intéressés à la prolongation de la durée du travail ni à l'amélioration de la structure de la production. »

Cet auteur, avec beaucoup d'autres, plaide ainsi pour l'unification du statut des kolkhozes et des sovkhoses, les uns et les autres étant alignés sur le principe du marché, c'est-à-dire aussi du marché du travail, et du système d'exploitation qui en découle. A son avis, l'existence du marché est indépendante du statut de la propriété nationale. « On confond deux notions, dit-il : la nature de la propriété et la signification des relations marchandes dans le socialisme. L'idée s'est enracinée que la propriété nationale implique le dépassement des relations marchandes. Si c'était vrai, aucune propriété ne pourrait être considérée chez nous comme « nationale ». Il serait au contraire plus juste de considérer comme nationale la propriété coopérative kolkhozienne. En effet, la forme coopérative que prend ici la propriété nationale est justement

cette forme de direction socialiste basée sur l'auto-gestion que mentionne le programme du P.C. de l'U.R.S.S.... » (1).

Lisitchkine généralise, et rejoint les « réformateurs industriels » : « Il est admis jusqu'ici, rappelle-t-il, que la loi de la valeur puisse s'appliquer au commerce des produits de consommation et aux relations entre l'Etat et les kolkhozes ; mais dans les relations à l'intérieur du secteur étatisé la loi de la valeur — pour certains économistes — n'aurait qu'un rôle purement comptable. Ceux qui veulent aller plus loin s'attirent l'indignation des économistes : en quoi l'économie socialiste différerait-elle de l'économie capitaliste ! On peut répondre à cela en rappelant que « le but est de produire ». Lénine avait critiqué le passage du chapitre que N.I. Boukharine avait consacré au mode de production capitaliste dans son livre sur *l'Economie de la période de transition* en la caractérisant comme une économie de profit, et en l'opposant à l'économie socialiste dont le but est de satisfaire les besoins : « Ce n'est pas réussi, avait annoté Lénine ; le profit peut aussi satisfaire des besoins ; il aurait fallu dire que la plus-value dans l'économie socialiste au lieu d'être appropriée par les propriétaires comme dans l'économie capitaliste, ne profite qu'aux travailleurs ». Par conséquent, ce ne sont pas les catégories marchandes — profit, crédit, commerce — qui caractérisent le capitalisme, mais leur utilisation au bénéfice d'un groupe de propriétaires » (2).

(1) La liberté d'organisation des kolkhozes va jusqu'à la création de « groupements libres de kolkhoziens à qui les terres sont louées directement ». En 1966, révèle I. Kopyssov (dans la *Literaturnaya Gazeta* de février 1968), on a, comme le conseillait l'agronome Jovline dès 1965, « confié la terre à un groupe de personnes, en leur donnant le droit d'en être maîtres au nom et sur la demande du peuple ». Le président du kolkhoze *Victoire* (Voronège) avait déclaré à 12 paysans volontaires : « Voilà ce que je vous donne : 750 ha de terres, des semences et les machines agricoles nécessaires... Et maintenant, bon courage. Personne ne viendra vous embêter. Vous déciderez vous-mêmes de vos heures de travail, de vos repas. Nous vous donnerons chaque mois une avance de 64 roubles, pour chacun d'entre vous, et vous rembourserez après la récolte en automne. » Le rendement à l'ha passa de 17,5 (kolkhoze) à 19 chez eux. Mais l'équipe déposa dans les caisses d'épargne 11 fois plus que les économies moyennes du kolkhozien, 6.299 roubles chacun, environ 7.000 dollars. En 1967, les associés cultivèrent 900 ha. Kopyssov affirme : « La terre ne doit pas être à personne. Il faut la donner à un maître et non à un journalier. Qu'il y fasse le patron... Nous avons déjà trop tardé. »

(2) Inutile de souligner que la remarque de Lénine s'applique à un socialisme théorique, et non aux réalités de l'U.R.S.S. d'hier et d'aujourd'hui.

Ainsi, à la campagne comme à l'usine, il faut utiliser à plein les ressources du marché, c'est-à-dire aussi du marché du travail vivant. La demande doit guider l'offre, sinon, « la demande ne pouvant plus jouer le rôle de régulateur de la répartition territoriale du produit, il faut recourir à la distribution planifiée, que l'académicien Nemtchinov a caractérisé plus simplement par la carte de rationnement... » Il ne faut donc pas « supprimer les relations spontanées du marché, mais les utiliser ».

Dans ces conditions, le salariat doit être introduit en grand dans l'économie agraire, en même temps que la population paysanne diminuera relativement. Tel est l'enjeu final des luttes qui se mènent désormais dans un secteur qui passait pour marginal, mais que le socialisme d'Etat s'efforce d'intégrer plus complètement dans un système d'ensemble qui n'en demeure pas moins en état de crise.

12. *Plus-value et travail vivant socialisé.*

Certains critiques de la planification stalinienne s'en tiennent quand même aux distinctions établies par Staline entre les échanges auxquels sont soumises les valeurs de consommation, et l'usage simple dont dépendraient les valeurs de la production étatisée (1). Si c'est le cas, on ne sait si le travail vivant appartient à l'une ou à l'autre catégorie : d'un côté, son usage est échangé contre un salaire provenant d'un capital d'Etat et se trouve donc l'objet d'un marché, et de l'autre il ne serait qu'usage parce qu'appartenant à la sphère étatisée de la production.

L'idée fondamentale, combattue par Lisitchkine et bien d'autres serait que les moyens de production, étatisés, ne s'échangent pas, mais s'accumulent comme valeur d'usage. Ainsi « l'accumulation soviétique est une accumulation de moyens de production en tant que valeur d'usage » (2).

(1) Cf. E. Mandel, *Traité d'Economie Marxiste*, 1960.

(2) L'auteur soutient cette idée *a contrario* par les tentatives de reprivatisation tentées par les nazis : l'usine d'aluminium de Zaporozje, fut accaparée par le trust Vereinigte Aluminiumwerke. Dans le cadre de la Berg-und-Hükenwerke Ost, financée par les trois plus grandes banques allemandes, la Flick Konzern accapara, avec les Reichswerke H. Göring, les aciéries du Donetz, sous le nom de Dnjiepr. La Siegener Maschinenbau accapara les usines Vorochilov à Dniepropetrovsk, le trust Krupp s'empara de deux usines à Mariupol, deux à Kramatorskaya et une à Dniepropetrovsk. Il en reçut la gestion en usufruit, qui devait être transformée en pleine propriété dès la fin de la guerre. En 1943, Krupp démontra l'aciérie électrique de Mariupol et la transféra à Breslau. I.G. Farben organisa la Chimie gesellschaft Ost et la Slickstoff Ost en Russie.

Ce serait alors la pénurie des valeurs d'usage qui prolongerait la vie de la valeur d'échange. Les biens de production destinés aux kolkhozes, les biens de consommation non consommés par les producteurs, les biens de consommation industriels et artisanaux non retenus par l'Etat, possèdent toutes les caractéristiques des marchandises, vendues sur un marché ; mais la masse totale en est planifiée. Quant aux biens de production, ils sont répartis par le plan, et cessent donc d'être marchandises, et leur valeur est comptabilisée en monnaie scripturale (non « vendue »).

« A la réalisation de la plus-value qui, en régime capitaliste, n'est possible que sous forme argent, se substitue l'appropriation directe par l'Etat du sur-produit social sous forme de valeur d'usage » écrit l'auteur sans sourciller. Le profit ne serait plus ainsi un moteur de l'économie. Finalement, *« la contradiction entre le mode de production non-capitaliste et les normes de distribution bourgeoises est la contradiction fondamentale de toute société de transition entre le capitalisme et le socialisme. »*

Kronrod parle bien des « contradictions entre les rapports d'égalité relatifs à la propriété des moyens de production et les rapports d'inégalité de fait relatifs aux résultats de l'emploi de ces moyens de production dans le processus de production réel », mais ni la formule de Kronrod, ni celle de Mandel, ne tiennent compte de la *relation* que suppose cette contradiction, si c'en est une. Cette relation est le salariat (1).

Pendant trois jours de mai 1943, la *Frankfurter Zeitung* communiqua les fondations de sept grandes entreprises allemandes privées dans la Russie occupée (cf. *Nürnberg Trials*, vol. VI, pp. 19-699) ; cf. également A. Dallin, *German rule in Russia, 1941-1945. A study of occupation Policies*, 1957.

(1) Y. Craipeau souligne ce point : « Dans la société (de transition) l'ensemble du secteur de consommation est soumis à la loi de la valeur et les salaires sont eux-mêmes des marchandises. Pendant toute cette période... il n'est pas possible de violer cette situation du salaire sans qu'il en résulte une régression. Quand on parle de mesurer les coûts en heures de travail, je me demande alors de quelle heure de travail il s'agit : du travail heure pour heure ou d'un travail diversifié ? Pourquoi est-il lui-même mesuré ? Par quel coût dans la société ? Si l'on suppose que toutes les heures se valent, on se heurte à une autre difficulté car les heures ne peuvent plus se valoir à un moment donné puisque la société consacre plus d'heures de travail à la formation d'un ingénieur qu'à celle d'un manœuvre, etc... Il n'est pas possible, tant que la valeur existe dans le secteur de consommation, que la production, à l'intérieur même du secteur de production des moyens de production, puisse être mesurée sans référence à la valeur en question. » (En réponse à E. Mandel, in *Les problèmes de la planification*, Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes, 1968).

Sur cette contradiction s'en greffent d'ailleurs d'autres, selon Mandel : « La contradiction entre le caractère planifié de l'économie soviétique et l'intérêt privé des bureaucrates, considéré comme moteur principal pour la réalisation du plan, constitue la principale contradiction introduite de l'économie soviétique du fait de sa gestion bureaucratique. Ses effets se conjuguent avec deux autres contradictions qui résultent de cette gestion bureaucratique : contradiction entre le haut niveau de développement des forces productives et la pénurie des biens de consommation d'une part ; la contradiction entre les besoins d'une planification intégrale et les méfaits de l'hypercentralisation bureaucratique d'autre part. »

La cohérence de ces diverses contradictions n'est pas évidente, sans compter qu'on peut se demander dans quelle mesure celles-ci sont « non antagonistes » ou non. A la vérité, la contradiction fondamentale de l'économie de l'U.R.S.S. ne provient pas du régime pratique de la planification, ou des normes mercantiles de la consommation, mais de l'opposition entre la norme capitaliste d'appréciation des capacités de travail et l'appropriation étatique-collective de la plus-value. Les défauts de la planification ou la puissance de la bureaucratie (parti d'Etat) sont des sous-produits de cette opposition essentielle (1).

Dans ces conditions, la critique que Mandel adresse à Lange passe à côté du but. Il reproche à celui-ci de viser à

(1) De son point de vue, Mandel établit alors des conditions idéales de l'accumulation sans voir que celle-ci résulte d'une contradiction qui permet la formation de la plus-value dans le socialisme d'Etat. Son raisonnement est le suivant :

Si P = produit annuel ;

K = stock de capital disponible ;

O = rendement moyen de travail ;

$$P_1 = c_1 + v_1 + pl = K_1 + O_1$$

pl accumulé en C , la partie du surproduit social accumulée en machines, etc... s'ajoute à K_1 pour fournir le nouveau stock de capital disponible au cours de l'année suivante :

$K_1 + pl_{acc.en\ c} = K_1 + AK = K_2$, qui donnera un produit annuel :

$$K_2 \times O_2 = C_2 + V_2 + pl_2 = P_2$$

mais si $v_2 < v_1$, O_2 sera $< O_1$. Par conséquent, $K_2 \times O_2$, tout en étant supérieur à $K_1 \times O_1$, sera inférieur à $K_2 \times O_1$ c'est-à-dire

que l'avantage résultant de l'accroissement des investissements productifs sera en partie neutralisé par l'abaissement de rendement productif des travailleurs.

la rentabilité de l'entreprise alors que la rentabilité devrait être cherchée au niveau « global », c'est-à-dire celui de l'Etat. Or, un marché existant en U.R.S.S., il devient inévitable, avec la croissance des forces productives, que la recherche du profit (« accumulation ») élimine le coût exagéré de la centralisation et de la répartition globale de la plus-value. D'où le conflit qui oppose les « traditionnalistes » et les « novateurs » en U.R.S.S., conflit qui exprime deux manières de perpétuer l'exploitation mutuelle dans le socialisme d'Etat (1).

Les économistes américains, s'essayant à découvrir le mystère de l'accumulation en U.R.S.S., prennent évidemment le problème d'une autre façon, mais il leur arrive de parvenir à des conclusions semblables. A. Bergson écrit par exemple (2) :

« Comme le reconnaissent les économistes soviétiques, la « plus-value » au sens marxiste, continue à exister dans un pays socialiste, quoiqu'elle soit acquise à l'Etat plutôt qu'à l'entreprise privée comme sous le capitalisme. Dans la Table 3 (ci-dessous) (3) la ligne « charges consolidées du gouvernement, etc... » semble fournir une mesure grossière du

Il en résulte logiquement qu'il y a une valeur idéale de K , K_1 , supérieure à K_1 , mais inférieure à K_2 , qui permet d'atteindre le

produit maximum P_m , grâce à un effort productif accru des travailleurs qui résulte d'une amélioration de leur niveau de vie :

$K_i \times O_i = P_m$, O_i étant > que O_2 et O_1 . Or O_1 présuppose

un niveau de salaire $V_i > V_1$. La répartition idéale de P_1 , c'est donc celle qui permet d'accroître K_1 de manière à réaliser en même temps l'accroissement de v , dont résultera O_i .

Ce raisonnement, qui me paraît plus propre à Keynes ou J. Robinson qu'à la critique marxiste, laisse de côté la signification de la « productivité du travail ». Productivité de quoi ? De la plus-value, qui perpétue le régime de la valeur dans le salariat d'Etat.

(1) Mandel écrit : « Toute la supériorité de l'économie planifiée par rapport à l'économie capitaliste réside précisément dans le fait qu'elle substitue la notion d'efficacité globale maximum des investissements de la communauté à la notion de rentabilité maximum de chaque entreprise. La première notion, tout en permettant une croissance supérieure à la seconde, n'implique pas nécessairement une somme de rentabilités individuelles supérieures, mais peut impliquer une rentabilité inférieure, voire un travail à perte dans certaines entreprises ».

(2) Dans *Soviet National Income and Product in 1937*, New York, 1953 (p. 92).

(3) Table 3. Produit national brut, bilan de l'U.R.S.S., 1937. En milliards de roubles.

montant agrégé de la plus-value en U.R.S.S. pour l'année considérée : 102 milliards de roubles, ou 36 % du produit national net. Pour avoir un chiffre comparable en gros aux U.S.A., on a agrégé les éléments suivants des calculs du Département of Commerce : revenus des personnes, profits des sociétés, intérêts et taxes sur le chiffre d'affaires. Pour 1937, cette somme s'élève à 22,9 milliards de dollars, ou 28 % du produit national net. Si l'on ajoute les revenus des entreprises non « sociétés » autres que les fermes, le total du produit national net s'élève à 29,6 milliards de dollars ou 36 % du produit national net. »

Cette similitude paraît curieuse à l'auteur. « Pour des raisons évidentes, dit-il, la grandeur de la plus-value, prise en soi, n'indique pas nécessairement, dans les deux systèmes, la part de la consommation de la classe ouvrière dans le produit national. » Autrement dit, ce qui apparaît ici est plutôt le rapport du profit global au produit national net, et non le taux de la plus-value, qui s'entend du rapport des profits aux salaires. Cela ne dit rien non plus sur le mode de péréquation des taux de profit.

F.D. Holzman, examinant cette dernière question, suggère (1) que la péréquation capitaliste des taux de profit peut trouver un analogue dans l'égalisation (ou compensation) des profits grâce aux impôts sur le chiffre d'affaires, qui sont variables selon les branches, et planifiés. L'impôt éponge les surplus inégaux (lorsqu'ils existent) de façon inégale selon les entreprises, de façon à laisser un profit moyen à l'Etat. Quand les entreprises ne font pas de profit, les subventions, prêts et crédits, eux-mêmes provenant des profits faits ailleurs et centralisés budgétairement, rétablissent l'équilibre. « L'indicateur le plus compréhensif des résultats d'une firme pour établir un

Revenus :

1. Revenu total des ménages, gagné normalement	183,8
2. Charges totales des organisations gouvernementales, sociales et économiques, sur le produit courant, net de dépréciation.	102,3
3. Produit national net	286,0
4. Dépréciation	5,8
5. Produit national brut	291,8

Dépenses :

1. Dépenses totales des ménages en biens et services	183,5
2. Valeur totale consolidée des biens et services utilisés par les organisations gouvernementales, sociales et économiques, sauf les ventes aux ménages	108,3
3. Produit national brut	291,8

(1) *Soviet taxation*, Cambridge, 1955.

index pondéré de tous les autres indicateurs est l'écart entre les taux de profit réalisés et les taux de profit planifiés. » Turetsky disait dès 1939 : « La profitabilité est l'indicateur synthétique le plus général des résultats d'une gestion économique ». (Sur la comptabilité économique, *Planovoïé Khoziaistvo*, 1939, n° 1. Cf. aussi E.G. Liberman. *La planification des profits dans l'industrie*, Moscou, 1950.)

Voici comment Holzman explique la différence entre le taux du profit dans le capitalisme et dans l'industrie socialisée. « Sous le capitalisme, par suite de l'existence d'un marché libre, le taux de profit sert en lui-même de mesure de la profitabilité globale de l'entreprise. En U.R.S.S., la marge au-dessus du coût de chaque marchandise est fixée par l'Etat, et n'est donc pas un indicateur de la profitabilité au sens où elle est déterminée par un marché. Mais le degré de correspondance entre le taux réel de profit et le taux planifié (fondé sur les coûts et prix planifiés) offre aux autorités un « indicateur » assez correct du degré de performance par rapport aux prévisions. Le taux absolu du profit peut aussi être utile pour comparer les résultats des entreprises produisant le même produit. Mais on pourrait difficilement s'en servir comme base pour comparer des firmes produisant des marchandises différentes parce que les différences dans les profits selon les marchandises sont fixées administrativement plutôt que par le marché ».

La critique américaine voit la différence dans l'existence du marché. Mais, comme nous le savons, les profits sont *réalisés* sur le marché par l'intermédiaire des prix ; or, ceux-ci subissent des distorsions dues aux monopoles, qui faussent, du point de vue des profits, la loi du prix de production, dont les écarts sont dus à la composition organique du capital différente selon les branches de production. Le marché capitaliste n'est pas la raison de la loi du profit capitaliste, il en est plutôt la limite. La disparition du marché capitaliste, laissant place à la planification (même imparfaite), n'abolit pas pour autant l'exigence de la rentabilité, des coûts de production aussi bas que possible. Autrement dit, la productivité (rapport du travail humain (salaires) et de l'outillage aux produits) ne cesse pas d'être un des critères du profit. Planifiée ou non, la production ne peut donner de profit que si la valeur diffère de la somme des éléments du coût de production. « Le taux de profit soviétique est calculé d'après le rapport des profits au coût de production ; le taux de profit représente

d'ordinaire en Occident les encaissements par rapport aux investissements. Cela ne retire rien à l'utilité de la notion soviétique dans le contexte soviétique. Elle signifie cependant que même si le taux de profit était déterminé par le marché, il ne peut servir de base pour décider dans quelles industries les investissements devraient être accrus. »

En effet, le choix des investissements n'est pas dicté par le taux de profit différentiel ; mais il en dépend tout de même, comme l'a montré la discussion de 1950 (Stroumiline, Tchermodornik, Mtislavsky, Bettelheim, etc...). Les alternatives ne sont pas « en l'air ». Le plan en tient compte, en fonction de l'accumulation possible, des profits à escompter, mais la grandeur particulière des profits de chaque entreprise n'est pas le critère.

De toutes façons, l'impôt sur le chiffre d'affaires permet une égalisation des profits ou surplus *disponibles au sein de l'entreprise*. Cette compensation n'a rien à faire évidemment avec celle qui a lieu par l'intermédiaire du marché capitaliste des capitaux (dominé par les monopoles qui en faussent d'ailleurs le jeu « naturel », tout comme l'autofinancement). Le profit de l'industrie d'Etat n'est que la partie du surplus, une expression monétaire, qui lui reste « déduction faite » des impôts, taxes et bénéfices versés à l'Etat. Jusqu'à un certain point, ce profit n'est que le résidu du surplus, et on pourrait tout aussi bien y assimiler le fonds du Directeur, les fonds de roulement (puisqu'ils proviennent du surplus, ou sont des avances consenties par la banque). Ce n'est pas un gain proportionnel au capital investi déduction faite de l'intérêt, etc... Dans certains cas, il ne joue que le rôle des réserves dans une société capitaliste. En somme, il ne s'agit que d'un *profit résiduel*, partie du profit total (surproduit) dont une proportion variable mais considérable est absorbée par l'impôt et le budget.

Holzman ne devrait donc pas comparer ce profit résiduel et le profit capitaliste classique, qui comme surproduit sont deux grandeurs presque hétérogènes, bien qu'elles aient la même origine. « L'usage de l'impôt sur le chiffre d'affaires, dit-il, qui siphonne automatiquement dans le budget l'essentiel du surplus imposable, fait du rapport des profits réels aux prix planifiés un indicateur beaucoup plus sensible des résul-

tats de la firme que si l'on considérait comme profits toute la différence entre coûts et prix. Sans l'impôt sur le chiffre d'affaires, le niveau des profits planifiés serait très élevé pour de nombreuses usines, surtout celles qui produisent des biens de consommation, d'où les écarts par rapport au plan, sauf cas extraordinaires, ne seraient pas très étendus en %. Avec l'impôt sur le chiffre d'affaires, le niveau des profits planifiés est beaucoup plus bas, et le même écart par rapport au plan forme un % beaucoup plus élevé en chiffre de profit planifié. »

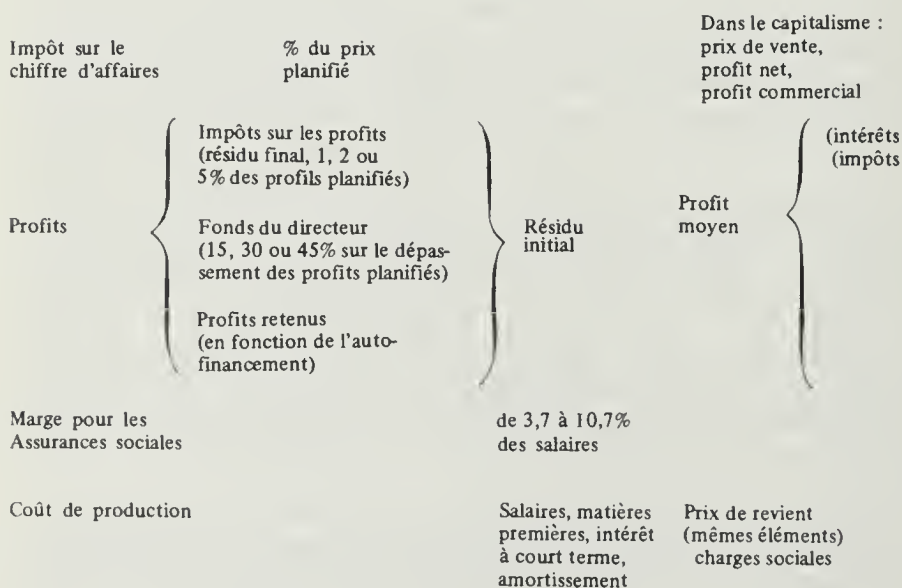
Voici l'exemple de Holzman. Le plan exige d'une entreprise 1.000 unités de produit, d'un coût de 500 roubles l'unité, à vendre 1.000 roubles l'unité. Supposons que le coût réalisé soit de 518 roubles l'unité. Sans l'impôt, les profits réels seraient de 482.000 roubles au lieu de 500.000 prévus au plan. L'écart par rapport au plan serait de 3,6 %, autrement dit le plan serait réalisé à 96,4 %. Admettons que l'impôt sur le chiffre d'affaires imposé soit de 48 %. Il n'y aurait plus que 2.000 roubles de profit net ($48 \% \times 2$ de 482.000) alors que le profit prévu par le plan était de 20.000 roubles. L'écart réel par rapport aux profits prévus serait de 90 % ; le plan ne serait réalisé qu'à 10 %. Cette différence montre le rôle de baromètre très sensible que joue l'impôt sur le chiffre d'affaires comme indice de réussite de l'entreprise.

« Nous avons souligné que le pourcentage de marge au-dessus du coût diffère sérieusement d'une marchandise à l'autre en U.R.S.S. En particulier, les industries de biens de consommation atteignent d'importants dépassements, et les industries de biens de production, des dépassements relativement bas. Si l'on ne se servait pas de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour égaliser le taux de profit entre industries et usines, un pourcentage donné de non-réalisation du plan des profits dans une usine de biens de consommation serait bien plus significatif que dans une usine de biens de production. En se servant de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour égaliser le taux de profit entre industries, on généralise ou universalise la signification du « pourcentage » d'écart par rapport au plan comme mesure des réalisations de la firme. »

Il va de soi que l'intervention de l'impôt *n'égalise* pas tout à fait les « profits nets », et que des différences sérieuses subsistent selon les industries, en fonction des prix fixés, de

la composition organique, des fluctuations de la demande et des variations dans les prix de revient (1).

Le « profit net » dont nous venons de parler n'est pas le seul qui entre dans le prix de vente, en sus de l'impôt ; il y a aussi le « profit déduit », directement versé au budget, qui est le profit industriel proprement dit. La structure schématique des *prix de gros* industriels se présente alors ainsi :



(1) *Gosudarstvennyye Dokhody CCCP* de A.K. Sukhov, Moscou, 1949. Le système des profits a été étudié par G. Grossmann : Revenus d'Etat de l'U.R.S.S. *American Econ. Review*, sept. 1951. Grossmann examine le livre qui présente d'un point de vue comptable la situation coût-profit-impôts-prix. On y trouve le détail des parties du revenu du Trésor soviétique qui sont directement payées par les entreprises d'Etat et les *coopératives*. La principale est constituée par l'impôt sur le chiffre d'affaires, qui fournit 60 % des revenus du budget soviétique global. On y discute aussi la déduction des profits des entreprises d'Etat, les impôts sur le revenu net des coopératives (autres que les *kolkhozes*) les gains des stations de tracteurs, supprimées depuis, et quelques petits revenus annexes. On ne discute pas des impôts sur les revenus des personnes (à peu près supprimés depuis) et sur les *kolkhozes*. Dans *Dokhody gosudarstvennogo Biudzheta CCCP* (Moscou, 1945), Sukhov étudiait déjà tous les impôts soviétiques. Le livre reflète un haut degré de précision et d'habileté *administrative* par les planificateurs du coût-profit-impôt-prix, et aussi le haut degré d'absurdité *éco-*

L'intérêt de ces calculs est de montrer que la plus-value et le profit sont des grandeurs tout aussi estimables, et même mieux, dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme, quelle que soit la définition qu'on en donne. Spulber (1), rappelle par exemple que l'accumulation a été fixée au quart, environ, du produit national net. Or, l'accumulation est définie comme la partie du produit national réinvesti en capital fixe, qui est aussi une partie de la plus-value. De la valeur du produit total final matériel on déduit le capital constant. Le reste constitue le revenu national qui comprend v et pl dans la production matérielle, en excluant les services non-productifs ; pl est absorbé par l'Etat (impôts) et les entreprises (réinvestissements). Néanmoins, les planificateurs estiment que l'impôt sur le chiffre d'affaires correspond à la plus-value créée dans la sphère de la consommation comme dans celle de la production. On estimait en 1954-1955 la plus-value à 25 ou 30 % du produit global, 20 % allant aux salaires et 50 à 55 % aux achats interentreprises et aux amortissements.

Les proportions peuvent varier, comme l'indique le tableau suivant présenté par Spulber d'après diverses sources :

nomique de cette planification, selon Grossmann. L'effort semble tendre à empêcher que les prix monétaires reflètent des différences dans les coûts réels. Par exemple, la plupart des marchandises ont des prix de gros f.o.b. à l'usine, soit pour l'U.R.S.S. entière soit pour des grandes zones, sans égard au coût pour des usines particulières. Les producteurs à bas coût (industrie de planification) sont quelquefois soumis à des taxes particulières, mais l'Etat s'approprie toujours leurs profits. La production à coût élevé est encore subventionnée, quoiqu'il y ait tendance à supprimer les subventions. Le coût moyen est le déterminant du prix à l'usine.

Les prix de détail (incorporant les impôts sur les transactions élevées) sont aussi uniformes nationalement et par zones. Aussi les subventions par voie budgétaire ou des exemptions partielles de taxes sont allouées pour compenser des différences de coûts de subventions, surtout en cas d'implantation défavorable (l'extrême nord en particulier). C'est ce que Grossmann appelle un prix administratif plutôt qu'un prix économique.

Les fournitures de l'armée doivent payer les taxes sur l'alimentation et les grains. Grossmann ne discute pas le point essentiel : les avantages (et les inconvénients) de la redistribution des profits par voie budgétaire nationale. On ne voit pas pourquoi le prix économique serait seulement celui de l'entreprise isolée. Même à leur manière, les monopoles capitalistes éliminent souvent ce prix de leurs évaluations.

(1) Taux de profit et croissance dans les économies planifiées de type soviétique. *Economie Appliquée*, ISEA, n° 4, 1957.

Secteurs	Pologne			Yougoslavie				
	Produit final total	Coût des matières premières	Salaires et pl v+pl	Prod total final	coût des mat. prem.	Salaires et pl		
						v+pl	v	pl
Produit total	100	51,2	48,8	100	56,3	43,7	18,2	25,5
Industrie	100	58,0	42,0	100	59,3	40,7	6,5	34,2
Agriculture	100	43,0	57,0	100	40,5	59,5	49,6	9,9
Sylviculture	100	50,9	49,1	100	55,3	44,7	12,3	32,4
Bâtiment	100	47,8	52,2	100	62,6	37,4	16,0	21,4
Transports	100	38,6	61,4	100	67,5	32,5	13,5	18,7
Commerce	100	30,8	69,2	100	45,7	54,3	14,7	39,6
Artisanat	100			100	64,9	35,1	21,3	13,8

La recherche d'une plus-value croissante est due à la nécessité, inéluctable dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, d'obvier à la baisse tendancielle du taux de profit due à une modification de la composition organique à l'avantage du capital fixe. C'est en ce sens que le travail vivant lutte toujours pour se soustraire à l'emprise du travail mort, et toujours dans ce même sens que la recherche d'un taux d'accumulation maximum reste une loi de ces régimes (1).

Il est très amusant de voir comment des experts bourgeois font le même raisonnement, mais inversé, que les économistes stalinien. M. Rueff, par exemple, dit ceci : « Dans un système où le salaire est fixé par voie d'autorité, la théorie de la plus-value est vraie. Elle explique l'état social existant.

(1) Spulber fait remarquer qu'on s'attache de plus en plus à élucider les conditions spécifiques des changements dans le rapport entre moyens de production et travail. Comme l'a montré Léon Sar-

tre (*Esquisse d'une théorie marxiste des crises périodiques*, 1937) —
 $\frac{c}{v}$
 peut changer pour trois raisons : 1) parce que le degré d'exploitation du travail s'est accru, pl augmentant par rapport à v ; 2) parce qu'un changement s'est produit dans le rapport entre moyens de production c et travail v ; 3) en raison des deux. Marx se serait surtout intéressé au deuxième cas, qui peut aller de pair avec un taux de plus-value constant. En effet, tout le mouvement de l'industrialisation moderne va dans le sens d'une modification des rapports de structure entre c et v , le taux de plus-value fluctuant autour d'une valeur moyenne constante, mais la masse de pl allant croissant.

Au contraire, lorsque les salaires s'établissent par un mécanisme de marché, la théorie de la plus-value n'explique plus les réalités sociales telles que l'observation empirique les révèle. » Les économistes staliniens répondent : là où les salaires sont fixés par le marché (valeur-marchandise de la force de travail), il y a forcément plus-value : c'est ce que l'observation empirique révèle. Cette antinomie est comique, mais révélatrice. En réalité, ils se méprennent les uns comme les autres. Par définition, là où il y a *salaire*, quel que soit son mode d'établissement et son niveau, il y a plus-value (par rapport à ce salaire) puisque le salaire suppose un échange et que l'échange, en cette matière, implique l'inégalité fondamentale de l'échange capacité-produit, inégalité d'où ressort la plus-value. Dans le régime capitaliste, le salaire de base (S.M.I.G. en France) peut être fixé par voie d'autorité ; cela n'empêche pas la plus-value d'être créée. De même dans un système planifié, où les fonds de salaires sont dans un rapport déterminé avec les profits. La vérité, c'est que la plus-value caractérise l'existence de tous les régimes du salariat, *et du non-salariat*, fondés sur la propriété privée ou étatique des moyens de production. On ne sera en droit de parler de suppression de la catégorie de la plus-value que lorsque le salariat et toute propriété auront disparu.

On peut se demander si le développement des services et la diversification scientifique-technique des produits (liée à leur intégration) ne nécessite pas un réexamen des secteurs de la production tels que Marx les avait définis. C'est peut-être en partant de là qu'on saisirait mieux le mode de formation de la plus-value dans le socialisme d'Etat.

Chez Marx, l'analyse distingue deux secteurs essentiels :

- I. biens capitaux et matières premières,
- II. biens de consommation.

La valeur brute du produit de chaque secteur est la somme des valeurs brutes de toutes ses unités économiques, c'est-à-dire pour chacune :

l'usure + matières utilisées + coût en travail + profit,

c v pl

pl = la consommation privée du propriétaire et consommation productive additionnelle (réinvestissements) ;

Le produit net = ventes brutes — c (usure et échanges interfirmes) et le produit national net est réparti en accumulation et consommation.

Les services sont des transferts de la production matérielle à la production secondaire.

Il est alors intéressant de constater que ce sont les économistes soviétiques de l'époque de la NEP qui ont introduit de nouvelles catégories, aujourd'hui ressuscitées par les « réformateurs » (1).

G.A. Feldman (1922) par exemple, étudiant les relations entre investissements, taux de croissance du capital total, coefficient de capital (rapport du produit au capital), et taux de croissance du produit de chaque secteur, distingue un secteur I (u) : activités de capacité croissante, et un secteur II (p) : biens de consommation + compensation de l'usure de l'équipement. Il sépare les deux secteurs et montre que pour la reproduction simple u est inactif et p seul produit le produit national total. Dans la reproduction élargie, u est actif et fournit l'équipement de remplacement de l'usure de son propre capital de base et de l'accroissement du capital de base de l'autre secteur.

Ainsi le capital total K et le coefficient de capital S du secteur u déterminent strictement le taux d'investissement, tandis que K et S de p déterminent le produit de biens de consommation.

La variable cruciale de ce modèle est l'allocation des investissements entre les deux secteurs. Si les biens de consommation croissent à un taux élevé, quelles sont les conditions pour élever ce taux ? En admettant des coefficients S invariants dans les deux secteurs, si tout l'investissement allait à p , le produit de u serait constant et les accroissements du capital total du secteur p resteraient constants. Avec des incréments constants du capital de base p , le taux de croissance du produit de celui-ci déclinerait (toujours dans l'hypothèse d'un rapport de produit au capital inchangé.)

Pour que le produit p croisse à taux constant, il faudrait diriger une partie des investissements vers le secteur u , et réaliser une certaine relation entre les accroissements du capital total (ΔK) des deux secteurs. Le taux de croissance du secteur u ne devrait être ni inférieur ni supérieur aux exigences de p .

(1) Cf. N.S. Spulber, *Soviet strategy for economic growth*, 1964. Je suis ici son analyse des textes russes, qu'il a publiée par ailleurs dans *Foundations of Soviet strategy for economic growth. Selected Soviet essays, 1924-1930* (1964).

Feldman montre que pour y parvenir, le taux marginal de croissance du capital total de u doit nécessairement être égal au taux marginal de croissance du capital de base de p , soit ($\Delta K_u = \Delta K_p$).

D'autre part, pour élever le taux de croissance du produit p , ΔK_u devrait *dépasser* temporairement ΔK_p , c'est-à-dire devrait le rattraper après que le capital de base élargi de u ait pu fournir les accroissements nécessaires au K_p en expansion. Le taux de croissance du produit de p pourrait être exprimé comme une fonction du rapport du capital total

$$\frac{K_u}{K_p}$$

des deux secteurs —, que Feldman appelle *indice structurel*

$$\frac{K_u}{K_p}$$

de l'économie, exprimant « l'intensité de son industrialisation ».

$$\frac{K_u}{K_p}$$

Au-delà d'une certaine valeur de —, le taux de crois-

$$\frac{K_u}{K_p}$$

sance du produit de p peut toutefois difficilement s'élever encore. Toujours dans l'hypothèse d'un coefficient de capital invariant en u , le taux de croissance des biens de consommation constant ne pourraient dépasser la limite que lui assigne

$$\frac{K_u}{K_p}$$

ce coefficient, et qu'il approche comme le rapport — appro-

$$\frac{K_u}{K_p}$$

che l'infinité.

Feldman étudie aussi les relations entre taux de croissance de la production de biens de consommation, les changements dans l'indice structurel de l'économie, les coefficients de capital et le niveau de l'investissement. Il rappelle que, par hypothèse, K_u et K_p couvrent à la fois les éléments fixes et le capital circulant, et que l'élévation du coefficient de capital S exige constamment un accroissement du capital en fonction, et écarte l'hypothèse de coefficients invariants en notant que : 1) avec des coefficients de capital croissant au même rythme dans les deux secteurs (mais de façon à ce que l'indice structurel de l'économie, c'est-à-dire que le « degré d'industrialisation » du pays, ne change pas) le taux de

$$\frac{\Delta S_p}{S_p}$$

croissance du produit de p est indiqué par le rapport — ;

$$\frac{\Delta S_p}{S_p}$$

2) avec un coefficient de capital croissant plus vite en u qu'en p (mais de sorte que l'indice structurel change aussi,

c'est-à-dire que $\frac{K_u}{K_p}$ croisse aussi), l'industrialisation s'accé-

lère et le produit de p croît plus rapidement à cause de l'accroissement donné du coefficient de capital p et de l'établissement d'une relation plus adéquate entre K_p et K_u — le développement de l'économie dans l'intérêt de la consommation exigeant une relation définie entre K_p et K_u pour tout taux de croissance donné de p ; 3) avec un coefficient de capital s'élevant plus vite en p qu'en u , mais avec un rap-

port $\frac{K_u}{K_p}$ décroissant, le taux de croissance du produit de p diminue.

Feldman montre alors quels sont les taux d'investissement qui seraient nécessaires pour atteindre divers taux de croissance du produit de p , pour différentes valeurs du

rapport $\frac{K_u}{K_p}$ et différents coefficients du capital dans les deux secteurs.

On pourrait ainsi élaborer des variantes de plans et choisir la meilleure, une fois choisi un taux de croissance de la consommation (produit en p), avec des données convenables pour le capital total et les coefficients de capital.

L'indépendance du secteur « de capacité croissante » et du reste de l'économie est évidemment discutable, mais Feldman a anticipé ainsi certains modèles de Harrod et Domar, selon Spulber.

Le modèle de Feldman a été utilisé par N.A. Kovalevsky, pour la planification, mais n'a pas été utilisé jusqu'à Domar (*A Soviet Model of growth, in Essay in the theory of Economic growth*, N.Y. Oxford Univ. Press, 1957).

Préobrajensky, quant à lui, divise le modèle à double secteur de Marx en un modèle à six secteurs, selon la répartition des systèmes de production : Etat, capitaliste et petits producteurs, définis par leur technologie, leurs produits et la forme de la propriété.

	Economie		
	a) (socialiste)		c) Petits
	d'Etat	b) Capitaliste	product.
Section I	Industrie lourde	Biens d'intérêt municipal	Artisanat rural et urbain
Section II	Industrie légère et alimen- taire d'intérêt national (textile, eau, su- cre, alcool)	Biens d'intérêt municipal	Agriculture

Il unit b) et c). Pour obtenir l'équilibre, la valeur des biens capitaux achetés par la Section II dans son ensemble doit être égale à la masse des salaires et de la consommation non productive de la Section I. La valeur des biens de consommation manufacturés par l'Etat achetés par les salariés et les consommateurs non-productifs du Secteur privé doivent égaler la valeur de la dépense des salaires des secteurs d'Etat pour les produits agricoles. Autrement, dans le premier cas, il y a manque de biens de production (d'où accroissement des importations), et dans le second cas manque de biens de consommation d'Etat (famine de biens), ce qui entraîne taxes ou importations. Passer d'un niveau donné de formation de capital dans le secteur d'Etat à un niveau plus élevé suppose une baisse de formation de capital dans l'économie privée, et l'incapacité de celle-ci à fournir convenablement les matières premières à la Section II d'Etat. Finalement, le passage à une haute formation de capital dans la Section I d'Etat décisive exige un tribut tiré de l'économie privée dans son ensemble, et notamment de la Section II des petits producteurs. Ce modèle suggère des rapprochements avec les économies « duales » modernes, surtout dans les pays sous-développés.

P.I. Popov et L.N. Litoshenko s'inspirent du modèle bi-sectoriel de Marx et de la technique soviétique des balances. Leur étude sur « La balance de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1923-1924 » présente une matrice intrant-extrant intersectorielle de l'ensemble de l'économie, précédant Leontiev. Ils partent de l'hypothèse que dans n'importe quel système économique, il y a un système d'équilibre qui résulte

de l'interaction de l'offre et de la demande dans la production et la répartition dans chaque branche, entre branches, et entre classes sociales ; le statisticien doit montrer comment et sous quelle forme cet équilibre se réalise ou se perturbe, et comment les relations économiques entre entreprises et classes a été concrètement établi. Le modèle de Marx ne peut y suffire, pas plus le type de comptabilité sociale fondé sur la valeur ajoutée dans la production. Ce qu'il faut, c'est : 1) diviser l'économie en branches — ou industries — par *produit* (ou groupe de produits) de signification homogène pour la production ou la consommation ; 2) suivre chacun de ces produits à travers les sphères de la production aussi bien que de la consommation. On pourrait alors dresser la table simultanée des flux industriels et de la distribution finale du produit net.

Ils divisent l'économie en grandes branches selon le type de produits, plutôt que selon leur destination vers d'autres industries ou vers les consommateurs finaux. Ils considèrent l'économie comme un processus total unique fusionnant tous les achats et les ventes de chaque et de tous les secteurs de la « production matérielle ». Une matrice de flux dans l'agriculture et l'industrie identifie les types d'intrants suivants :

a) biens de consommation ; b) matières premières et autres ; c) énergie ; d) instruments de production.

Ils se distribuent dans les sphères de la « consommation productive » et de la consommation non-productive (Etat et individus), et on indique finalement les quantités exportées.

D'autres tables identifient plusieurs branches dans chaque secteur (8 dans l'agriculture, 3 dans les mines et 11 dans l'industrie), ainsi qu'un certain nombre de produits et les achats et ventes interbranches détaillés. La balance présente ainsi simultanément le « relevé de chiffre d'affaires » de l'économie entière, et l'opération « crédit-débit » dans chaque industrie.

Popov obtient ainsi un cadre statistique qui embrasse tout le système à partir des extrants bruts et non nets. On a le répertoire de tous les utilisateurs des extrants (la branche productive elle-même, les autres branches productives, les consommateurs finaux). C'est la première révélation des aspects simultanés intrant-extrant des opérations de chaque branche et secteur liés aux processus de production et de

consommation de l'économie entière. Léontiev est parti de là pour donner une forme algébrique à l'ensemble.

Ce modèle n'a pas été considéré comme utilisable. En 1925, Stroumiline désavoua les résultats obtenus, « un jeu avec des chiffres ». En 1927, *Viestnik Statistiki* déclare que « cette balance n'existe pas encore ».

V.G. Groman reproche au modèle de n'avoir pu intégrer les stocks au flux, les dépenses de main-d'œuvre et d'énergie mécanique, et les divisions de classe. Cela « a peu de choses en commun avec Quesnay ou Marx... L'idée essentielle d'une balance — l'unité organique de tous les facteurs fondamentaux : production, répartition, échange et consommation — n'est pas réalisée ». Léontiev lui-même critique le modèle (Le bilan de l'économie nationale de l'U.R.S.S., *Planovoïé Khoziaistvo*, 1925, n° 12, pp. 254-58) : exclusion des services, utilisation de chiffres de production brute, la séparation de l'agriculture en branches, comptabilité double. Il recommande le recours aux produits nets. Tout cela fut traité « d'économie bourgeoise ». Mais près de quarante ans plus tard, on y est revenu.

13. *Le monopole du travail vivant.*

Le travail vivant entre dans le processus de production comme élément individuel associé, sous une forme ou sous une autre. Cette association, technique et contrainte (et parfois semi-volontaire), peut-elle devenir, face au travail mort et aux détenteurs qui l'emploient, une force unifiée ? Peut-il même y avoir un monopole du travail employé face au monopole de l'employeur ? En principe, l'existence de syndicats de travailleurs salariés suppose celle d'une opposition, latente ou ouverte, avec un employeur. Dans un régime où le salariat domine, et où il n'y a plus d'employeur privé, la masse salariée peut alors défendre ses droits et ses intérêts selon deux directions : l'une s'oriente contre les détenteurs politiques du pouvoir économique, l'autre s'oriente contre elle-même, par parties et non en bloc, chaque catégorie contre une autre ou contre les autres. De cette situation résulte la difficulté de constituer dans le socialisme d'état une masse unie des salariés défendant des intérêts communs.

S'il y a salariat, il faut qu'il y ait un employeur, et une offre de travail, qui ne peut exister que sur un marché. S'il n'y a pas de marché du travail, il n'y a pas non plus d'offre

et de demande, et par conséquent pas non plus d'employeurs et d'employés au sens strict. Si, en admettant qu'en U.R.S.S. il n'y a pas d'employeurs (c'est-à-dire d'embaucheur *sociallement distinct*) c'est qu'il n'y aurait pas d'offre et de demande. Mais dans ce cas, il n'y aurait pas non plus de liberté de l'emploi, de choix libre, mais affectation administrative de travailleurs. Or, il n'en est pas ainsi. Il y a un compromis spécial avec liberté de l'emploi, et marché d'Etat, très variable selon les statuts (revenus de travail, apprentis, fonctionnaires, sovkhoziens, kolkhoziens, volontaires, main-d'œuvre forcée, retraités, etc...) et selon les catégories professionnelles, les régions, les niveaux de formation, l'âge, le sexe, etc...

Cette situation existe en germe dans les économies capitalistes avancées, où le taux de salariat dans la population active est même supérieur au taux atteint en U.R.S.S. (par suite de l'extension du statut kolkhozien). Une partie de l'emploi dépend d'un secteur public, de l'Etat (fonctionnaires, ou contractuels de différents types). Une autre dépend d'employeurs privés ; une autre de coopératives diverses. On y constate que les oppositions d'intérêts s'y manifestent aussi dans la classe salariée, et entre les salariés et l'employeur privé ou public. Dans ce régime comme dans celui du socialisme d'Etat, la raison fondamentale de ces oppositions réside dans l'existence d'un marché du travail intégré au marché des produits, et régi par un prix qui est le salaire. Dans le socialisme d'Etat, le monopole sur les formes de l'emploi qu'exerce le pouvoir politico-économique est matérialisé par les directives du plan et la répartition des fonds de salaires ; cette répartition est liée à l'existence du marché des produits, c'est-à-dire de leur prix.

Le fait que tout travailleur « apte » est tenu d'assumer un travail est propre à toute économie de valeur, où l'on ne peut échanger que ce que l'on est prêt à vendre et à acheter. En ce sens, la classe capitaliste et l'Etat jouissent d'un monopole de l'emploi à peu près aussi complet que l'administration économique et politique en U.R.S.S.. Les moyens de contrainte diffèrent dans la forme, la quantité ou le détail, mais le ressort en est le même : c'est la nécessité d'acheter sur le marché, avec un salaire, les besoins premiers de l'existence : aliment, vêtement, logement (1).

(1) On ne peut donc faire une antithèse comme celle que Djilas propose, après beaucoup d'autres. Selon lui, « l'asservissement de la main-d'œuvre en régime communiste est le fruit de la

De fait, la fluidité (*turnover*) de l'emploi, par entreprise, est sans doute plus grande en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes. Le travailleur soviétique est pratiquement plus souvent à la recherche d'un meilleur emploi que le travailleur occidental. L'employeur « unifié », l'Etat, n'est guère plus « monopoliste » que le patronat capitaliste et l'Etat bourgeois, si l'on observe les conditions réelles de l'emploi au niveau des unités de production. Par contre, les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent présenter un programme unifié de revendications salariales sont très différentes, car leur action sur le marché du travail ne passe pratiquement pas par la concertation et la lutte syndicale organisées. Les directives révisables du plan, à tous les échelons, se substituent aux négociations et conflits du régime capitaliste, encore qu'on trouve dans le secteur public de ce régime des cas voisins, lorsque les travailleurs de ce secteur sont confrontés aux arbitrages et décisions salariales du gouvernement. Un chômage, dit technologique, s'est développé en U.R.S.S. à la fin des années 50 et après 1960, par suite de la mécanisation industrielle dans des secteurs déjà développés. Les ouvriers russes ont commencé à connaître des mêmes phénomènes que les ouvriers d'Europe et d'Amérique : changements d'emploi, transferts, recherche de travail sans toujours en trouver rapidement. Le *troudo'stroitsvo*, le placement, la recherche d'un nouveau travail, est devenu une préoccupation constante. Bien entendu, ce sont les femmes et les vieux qui sont les premiers frappés, comme partout. On voit les ouvriers se plaindre aux syndicats, les forcer parfois à agir, pour garantir leur maintien sur place, compenser leurs frais de déplace-

propriété nationale et en vertu duquel le travailleur se trouve obligé de vendre ses bras et son cerveau à des conditions qu'il ne peut discuter, puisqu'il ne peut quitter son employeur pour en prendre un autre. Là où il n'y a qu'un seul patron au monde, l'Etat, le salarié ne peut qu'accepter les conditions qui lui sont présentées... Il y a « inégalité absolue », définitive, de « contractants » dont l'on possède en même temps le monopole de tous les biens et le droit exclusif d'embauche de la main-d'œuvre tandis que l'autre n'a même pas le droit de protester... La force individuelle du travail n'est pas aliénée intégralement, étant donné que le travailleur demeure un être humain individuel qui use pour ses propres fins d'une partie de ses énergies ; mais, abstraitement parlant, la force de travail, prise dans son ensemble, est un facteur dans la production globale de la société ; or la nouvelle classe dirigeante, avec son monopole des biens matériels et de la direction politique, use de ce facteur presque dans la même mesure que des autres biens nationaux et éléments de production, et elle en dispose de la même façon, sans respect pour l'être humain » (M. Djilas, *La nouvelle classe dirigeante*, pp. 130-135).

ment. Des grèves ont eu lieu, entre 1960 et 1965, pour obtenir des conditions acceptables de transfert, des indemnités de départ, des préavis. Tous ces phénomènes sont attestés dans la presse, par des jugements des tribunaux. Ils créent chez une fraction importante des travailleurs menacés un état d'esprit d'inquiétude, et soutiennent la défense corporative ; de l'hostilité envers l'employeur, l'administration, qui planifie tout, sauf les formes de l'emploi. Mais l'intervention du *troudo'stroitsvo* ne doit pas attenter à la liberté de l'emploi, ni l'imposer. Le bureau de placement, les petites annonces, sont pris entre les exigences économiques et techniques et les revendications des salariés. On a cité des cas où des ouvriers ne retrouvent pas de travail avant 2 ou 3 mois, d'autres fois beaucoup plus (1). Pour celui qui cherche, qu'on envoie au loin, cet inemploi partiel, c'est du chômage.

Mais la situation de conflit ou de négociation dans des rapports capitalistes, avec liberté d'action (quelquefois inexistante et souvent très mitigée) des syndicats de salariés, ne permet pas plus que la situation planifiée d'atteindre à un véritable monopole des travailleurs sur la demande ou l'offre de leur capacité de travail.

Ce que l'évolution présente entraîne, toutefois, dans les pays socialistes d'Etat, c'est la conscience croissante de l'inégalité d'emploi selon les branches, les régions, la qualification, et cette évolution s'éclaire de plus en plus avec l'extension des mécanismes de choix sur un marché, et la connaissance plus précise des structures de l'emploi (au moins mesurées en temps) grâce à l'établissement des premières matrices intrant-extrant de la production en temps de travail.

Sur le premier point, il est inévitable qu'avec l'extension d'un *marketing* soviétique, la discussion des niveaux et formes de salaires vienne au premier plan des préoccupations des salariés, même s'il s'agit d'abord d'une concurrence entre eux.

Si l'on place le prix à la base des matrices d'équilibre intrant-extrant, comme le préconisent Kantorovitch et Nemtchinov, on réintroduit un marché. Mais c'est un marché calculé qui simule le marché concurrentiel abandonné au pseudo libre-arbitre des entrepreneurs et des consommateurs. Dans le processus d'élaboration du plan, estime Kantorovitch, on

(1) Voir « A note on employment and unemployment in the Soviet Union in the light of technical progress », par E.C. Brown, *Soviet Studies*, janvier 1961.

parvient à une *lutte concurrentielle sui-generis* entre différentes voies technologiques accompagnées de *fluctuations des prix* qui aident à révéler ceux dont l'adaptation serait la plus fructueuse (1).

Il est inévitable que le prix et les quantités de travail entrent dans la computation des combinaisons optima de facteurs. Sur le second point, lié au premier, on doit constater que les premières tentatives pour établir des matrices inter-industrielles en temps de travail ont apporté une série d'informations importantes qui présentent les structures réelles du travail dans les interrelations des processus de production (2). Mais cette première comptabilité qui devrait être à la base des plans sociaux, est encore très contestée, par suite de ses implications dans le domaine des calculs de productivité et des revendications de salaires. Stroumiline accuse les planificateurs de ne pas tenir compte de la valeur-travail, puisqu'ils évaluent tout (y compris le travail) en prix et non en valeur. L'équivalence valeur-temps de travail n'est donc pas plus établie consciemment et ouvertement en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes. Moins même, puisque les conflits du travail au cours desquels la valeur du travail peut être serrée de plus près, sont presque inexistants jusqu'à présent, et que l'équivalence indiquée est d'autant moins exacte qu'elle est plus arbitraire. L'action ouvrière ouverte ne peut compenser ce que s'efforce de dissimuler la pratique capitaliste ; pour y

(1) Zaubermann fait remarquer, à juste titre (*Soviet Studies*, July 1960. « New minds in soviet planning ») que « l'essence d'un prix concurrentiel ou efficace est peu affectée par la nature de l'arène ou cadre institutionnel où se déroule la bataille concurrentielle, c'est-à-dire par le fait que dans la conception de Kantorovitch les ordinateurs du planificateur exécutent le travail de la « main invisible » des marchés réels ».

(2) A titre d'exemple, relevons le calcul en pourcentage (1954) de la somme des dépenses totales de travail dans l'industrie :

	dépenses totales pour l'en- semble	le travail vivant	y compris les dépenses directes de travail matérialisé
Industrie minière	100	69,8	30,2
Métallurgie (lourde et légère)	100	41,5	58,5
Industrie des combustibles	100	45,1	54,9
Energie électrique et thermique	100	44,6	55,4
Construction de machines	100	66	34
Industrie légère	100	42,5	57,5
Industrie alimentaire	100	15,5	84,5

parvenir, il faudrait qu'elle se manifeste dans des conflits du travail ouverts (ce qui arrive parfois), ou dans l'élaboration de la planification (ce qui se produit aussi parfois de façon indirecte). La négociation des salaires deviendra l'une des voies par lesquelles les salariés de l'U.R.S.S. entreprendront de briser le monopole bureaucratique sur l'emploi, c'est-à-dire une certaine concurrence entre catégories salariées qui résulte des conditions d'exploitation mutuelle auxquelles elles restent soumises.

La liberté des salaires, c'est-à-dire la négociation entre organismes employeurs et salariés, est nécessaire, parce qu'elle correspond à la première phase où le marché subsiste. Au lieu de cela, on révisé bureaucratiquement, de façon périodique, des dizaines de milliers de normes, selon des règles dites techniques empruntées purement et simplement à l'arsenal des méthodes de travail et de calcul économique élaborées par le capitalisme. La planification des salaires selon des normes pseudo-techniques (aggravée par les exigences politiques et sociales de la bureaucratie) a conduit à un éventail des salaires beaucoup plus ouvert que dans les pays capitalistes évolués, et dont l'ouverture est d'ailleurs bien plus marquée vers le haut que vers le bas, où est groupée la grande masse des salaires. La liberté de négociation des salaires, dans les conditions de la planification, entraînerait au contraire une tendance à la péréquation des salaires. La marge dans laquelle pourrait s'exercer la fluctuation des salaires ne serait pas plus étendue que dans les rapports capitalistes. Au contraire, elle serait plus restreinte, étant donnée la coordination générale de l'économie, et la proportionnalité globale, établie à l'avance, entre les fonds nationaux et par branches des salaires, des investissements et des profits. La Yougoslavie s'est engagée dans une voie de ce genre après 1950. Le système appliqué en Russie est plus coûteux, générateur de gaspillage, et d'une immense illusion bureaucratique sur la « disparition » du salaire. La révision périodique des normes de travail en U.R.S.S. est en fait liée à certaines fluctuations inévitables dans les niveaux relatifs et absolus des salaires. Le remplacement de cette révision par une libre négociation, dans un cadre donné, ne serait nullement revenir à « l'anarchie » capitaliste — d'autant moins que le capitalisme récent s'est lui aussi engagé dans la voie d'un arbitrage par l'Etat des niveaux des salaires et de leurs formes. De plus, le salaire social, qui reste par définition entre les mains des organismes

centraux, permet de corriger les effets de la libre négociation qui pourraient être néfastes à certaines catégories inférieures des salariés.

La question ne paraît confuse que parce que la théorie officielle affirme qu'il n'y a plus de salaire dans le socialisme d'Etat, mais seulement une part de revenu sur le revenu brut de la société, que toute trace de marché a disparu dans la rémunération, etc... Mais nous avons vu que cela est faux. En fait, le salaire soviétique demeure l'enjeu d'une lutte, de pressions, et résulte d'un pseudo-marché. Tant que le marché, contrôlé, existe, la négociation des salaires conserve le maximum de son caractère progressif si les salariés sont à même d'exercer leur jugement, et de le faire valoir démocratiquement, sur la *valeur* de leur travail. Si la valeur reste la mesure de l'équilibre économique, le salaire ne peut se soustraire à sa loi, tandis que le produit du travail salarié est mesuré en valeur. Supprimer les négociations libres des salaires ne suffit pas à faire disparaître la source du salaire, l'échange. Mais les nouvelles bornes et les nouvelles conditions assignées à l'échange garantissent au contraire que les négociations de salaires permettront d'atteindre un optimum de répartition dans les conditions données, selon le niveau général de la productivité nationale et par branches.

La liberté de négociation des salaires ne découle pas seulement des rapports économiques et sociaux réels dans le socialisme d'Etat, élémentaire. Elle est de plus le frein essentiel, le plus décisif, au développement de la bureaucratie, et à l'accaparement par la bureaucratie d'une proportion indue de la plus-value (sociale). Car c'est grâce à l'interdiction étatique des négociations libres que les *salaires supérieurs de l'appareil d'Etat, de l'économie, du parti et de l'armée* peuvent s'assurer une part excessive du revenu social, et tous les avantages qui y sont liés, qui sont le fondement de sa domination. Par suite d'une libre négociation des salaires, les fonctionnaires de l'Etat et du parti, seront ramenés au droit commun de la situation des travailleurs dans tout le pays : leurs privilèges disparaîtront, l'oppression qui en découle cessera, ou sera ramenée aux dimensions des pressions inevitables.

De plus, le gaspillage entraîné par le système bureaucratique de fixation des salaires, et de révision périodique selon des normes prétendues « techniquement fondées », sera énormément diminué. Le mécanisme de la négociation apporte

des résultats meilleurs et moins coûteux que celui de la répartition autoritaire. Et de fait, les entreprises soviétiques ont vu se développer, derrière la façade administrative, un jeu réel des salaires, des fluctuations considérables, qui équivalent à l'existence d'un authentique marché noir du travail et qui corrige les effets nocifs de la répartition autoritaire. Ces pratiques donnent une image renversée, corrompue, de la répartition planifiée des salaires. Mais elles manifestent la réalité profonde de l'équilibre économique qui reste encore fondé sur l'échange, en dépit de toutes les théories officielles.

Affirmer que la liberté de discussion des salaires dans le socialisme conduit à faire durer ce qui est l'essence du capitalisme, c'est ignorer tous les problèmes réels de la période de transition et les résoudre administrativement sur le dos des ouvriers. La liberté de négociation dans le capitalisme est une conquête du prolétariat dans ces rapports. Car liberté s'entend comme *capacité réelle* de défendre des revendications. Cette liberté a des limites dans le capitalisme, et elle en a dans le socialisme d'Etat. Mais elle conduit les ouvriers à défendre leur propre cause, à créer les organismes capables d'y pourvoir, en particulier les syndicats ; et comme la propriété privée des moyens de production a disparu pour l'essentiel, la concurrence des ouvriers trouve sa limite dans la propriété sociale elle-même. Il n'y a donc pas à craindre que les négociations, entre syndicats et représentants du plan aux différents échelons, *et entre syndicats ouvriers*, conduisent à une anarchie plus grande que dans le capitalisme. D'autant moins que les organismes publics pourraient alors être d'authentiques arbitres, et non plus les paravents d'intérêts bourgeois (ce qu'ils ne sont pas *toujours*, même dans les rapports capitalistes). Une des innovations du socialisme doit être d'étendre les négociations aux syndicats eux-mêmes. Etant donné la nature de la propriété et de l'échange dans le socialisme, les syndicats doivent être amenés à discuter non seulement avec l'organisme employeur, mais aussi avec les autres syndicats ; ainsi se développera non la concurrence et l'anarchie (qui pourront bien se manifester pourtant en certains cas), mais la solidarité, la coopération. C'est d'ailleurs ce qui se produit embryonnairement dans les confédérations syndicales qui sont amenées sous le capitalisme à confronter les revendications de différentes fédérations et syndicats, à arbitrer les revendications de catégorie, et quelquefois à substituer une revendication commune à des revendications partielles di-

vergentes ou contradictoires ; cela est vrai aussi à l'échelle des sections d'entreprise. Cette tendance peut trouver son épanouissement complet dans le socialisme, lors de discussions ouvertes à l'échelon national : les propositions du plan pourraient être discutées par les syndicats, fédération et confédération, et non de façon compartimentée, par secteurs étanches de la masse des salariés.

C'est dans les formes de la « gestion directe » (par des conseils ou comité d'entreprise, ou même des syndicats) que réapparaît obligatoirement le caractère contractuel du salaire, comme effet d'un échange. Ce caractère a disparu dans la planification centrale de la production et des salaires, si les salaires réels versés (salaire direct et personnel plus salaire indirect et social) ne sont pas fixés d'après la situation économique de l'entreprise elle-même, qui est certaine de ne pas fermer, même si elle n'atteint pas le seuil de rentabilité. Mais lorsqu'on en revient à la gestion directe, au moins partielle, sous la pression des ouvriers ou par décision de l'Etat ou du parti, le caractère contractuel immédiat du salaire réapparaît aussitôt, et avec lui toutes les oppositions et conflits auxquels il donne lieu déjà dans les rapports capitalistes. C'est ce qu'ont montré très clairement les tentatives en Pologne après 1956 et en Yougoslavie depuis 1950 de revenir à la gestion directe, c'est-à-dire d'associer le salarié (en particulier les ouvriers productifs) aux décisions de caractère économique touchant non seulement les conditions de travail pratiques et techniques, mais aussi sa durée et l'estimation de sa valeur, et par suite les proportions des profits, des réserves, des investissements et des prix.

Les planificateurs staliniens ont repoussé ces tentatives de gestion directe en U.R.S.S. D'après eux, c'est la voie du rétablissement du capitalisme, alors qu'en fait, c'est la forme du dévoilement des rapports réels existant aussi en U.R.S.S. Ce n'est pas la gestion directe et l'action des conseils ouvriers qui « rétablissent » des rapports capitalistes. Cette action ne fait que révéler et rendre conscients les rapports d'échange typiques du socialisme d'Etat, elle ne les crée pas. On ne peut rétablir par des institutions ce qui n'existe pas déjà dans les rapports économiques et sociaux.

« La socialisation des moyens de production et l'établissement de fondements économiques solides reposant sur la propriété collective des moyens de production clés étaient,

sans conteste, des acquisitions extrêmement importantes pour la nation... Cependant, ces transformations, réalisées une fois pour toutes, n'apportaient pas automatiquement une solution à de nombreux problèmes importants touchant à la situation du travailleur dans l'entreprise, à son rôle de producteur et à sa position comme homme parmi d'autres hommes. Bien mieux, on peut dire que ce n'est que la socialisation des moyens de production qui a mis en pleine lumière l'insuffisance de la socialisation de l'homme dans la production » (1).

(1) Texte de la résolution du Comité Central du Parti Communiste Polonais, 19-21 octobre 1956, sur le rôle des conseils ouvriers organes de gestion ouvrière (cf. Jan Rosner « La Gestion ouvrière en Pologne » *Revue Internationale du Travail*, septembre 1957).

Djilas, et beaucoup d'autres, ne vont pas plus loin. Djilas écrivait en 1956 : « De laborieuses tentatives ont été faites en Yougoslavie et sont maintenant en projet dans les pays de l'Est européen, afin d'accorder aux ouvriers une participation aux bénéfices. Les applications de ce principe se heurtent aussitôt à une réaction bureaucratique : la confiscation des « profits excessifs » sous prétexte de réinvestissements, ou de mesures anti-inflationnistes. Tout ce qui reste au travailleur « participant », c'est la possession nouvelle de petites sommes et le droit « de présenter des suggestions »... Privés du droit de grève et de celui de poser la question « Qui possède quoi ? soit par l'interruption du travail, soit par l'occupation des usines et une gestion véritablement ouvrière, les ouvriers n'ont guère de chance d'obtenir un partage réel. » *La nouvelle classe dirigeante*.

Les principes établis en Tchécoslovaquie en 1964 montrent toute l'équivoque qui subsiste dans le compromis entre l'autonomie de l'entreprise et les exigences du plan, en matière de salaires. Les « principes pour le perfectionnement du système de gestion planifiée de l'économie nationale » (*Rude Pravo*, 17 oct. 1964), disent que les profits doivent être estimés de la façon suivante : sur le revenu brut, les entreprises doivent imputer les *coûts directs* de production (y compris les dépenses en matières premières, matériel, transports et intérêts sur les prêts bancaires) et leurs *obligations envers la société* (intérêts et crédits à rembourser sur investissements par l'Etat et versements au budget de l'Etat) ; puis les fonds restant à l'entreprise pour être répartis aux ouvriers et employés (une partie étant consacrée à la « consommation collective », c'est-à-dire à des clubs, centres de loisirs, etc...) et à des investissements dans l'entreprise pour élargir le revenu futur ; les salaires imputables à ces fonds se décomposent en : 1) salaires de base conformes aux directives centrales du plan, fortement hiérarchisés ; 2) répartition au personnel à la discrétion de l'unité économique (primes et boni). On suppose que cette structure incite à l'efficacité (réduction des coûts de production), à la satisfaction des besoins selon la qualification (salaires plus fortement hiérarchisés) et à la satisfaction des consommateurs (qualité et commercialisation optima).

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION MUTUELLE

1. *Sources de l'inégalité. Différence individuelle et structures collectives.*

Que toute l'histoire de l'humanité soit celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est un constat dû sous cette forme à Bazard et à Enfantin. Il a fait fortune avec les proclamations de Marx, et de beaucoup d'autres.

Donnons-lui le caractère d'un axiome. Cet axiome se réduit à ceci : *les être humains s'exploitent entre eux comme ils exploitent la nature*. Premier corollaire : la constitution de classes sociales et groupes sociaux opposés offre le meilleur moyen d'assurer cette exploitation. Second corollaire : l'exploitation entre les hommes a d'abord un caractère collectif et mutuel ; ensuite, de multilatérale, elle devient unilatérale et sous une forme transitoire elle est caractérisée par l'opposition entre salariés et capitalistes. Troisième corollaire : seule l'abolition du salariat (et par conséquent des capitalistes) peut restaurer une unité coopérative dans le travail qui n'implique aucune exploitation, ni unilatérale, ni multilatérale, c'est-à-dire ni capitaliste, ni mutuelle. Quatrième corollaire : la technologie et la science industrielles modernes atténuent la différence qui existe entre l'exploitation de certains ensembles humains par d'autres, et l'exploitation de la nature par ces ensembles, mais d'une manière imprévue, en suscitant un appareillage technique si dense et si prégnant que l'humanité débarrassée des rapports d'exploitation unilatérale et multilatérale, aurait à affronter une nature technique d'un ordre nouveau, médiatrice entre elle-même et la nature primaire.

Si l'on suppose aboli les rapports de salariat (capitalistes ou socialistes d'Etat), on peut imaginer (pour le moment, il ne s'agit que d'imaginer) un état de choses où les groupes sociaux, définis par un ensemble de critères mobiles (fonc-

tions que s'attribuent temporairement des ensembles d'hommes), ne sont ni antagonistes, ni séparés, et sans souci d'exploitation des uns par les autres. Il n'y aurait aucune frontière fixe entre groupements ou classes sociales. Un tel état de choses comporte-t-il des inégalités ? Et si oui, de quelle sorte ? Voilà le problème de l'avenir.

On peut formuler la question de façon un peu plus rigoureuse : dans le cas d'un continuum social, ou champ de relations malléables dans des conditions aléatoires au point de vue économique, peut-on envisager une grille des activités temporaires, personnelles ou collectives, telle qu'un minimum de cases doit être rempli à tout moment pour satisfaire aux conditions d'existence et de transformations du champ ?

En principe, on peut répondre positivement à ces questions. Mais il est clair que cela suppose résolues d'autres conditions que les conditions formelles du système. Ces conditions sont : l'absence de contrainte sur la productivité (du capital investi) ; la haute productivité matérielle ; la disparition de l'Etat bureaucratique ; l'accès libre et gratuit aux connaissances et à l'éducation, à tout moment de la vie. On doit s'attendre, toutefois, à une longue époque où l'égalité des chances donne en pratique un autre résultat : les différences de statut ne s'effaceront pas aussi vite que les différences sociales de classe (1). La concurrence pour le savoir (et le pouvoir qui en découle), la confusion du pouvoir et du savoir, secrèteront le retour d'inégalités d'un nouveau type. L'enjeu devient ici pédagogique autant et même plus qu'économique.

Ces perspectives n'éloignent guère des problèmes actuels, car il s'agit de savoir si l'exploitation mutuelle, succédant à l'exploitation capitaliste, peut nécessairement engendrer un état de choses où l'exploitation, quelle qu'en soit la forme, cèdera le pas à quelque combinaison inédite de création et d'administration.

Marx et Engels avaient affronté le problème dès le temps où ils s'élevaient, avec une véhémence percutante, contre les critiques radicales que leur adressait déjà Stirner. Ce héros de l'anarchisme ultra-hégélien avait écrit que les producteurs associés en régime communiste pouvaient s'exploiter eux-mêmes,

(1) Sujet déjà assez étudié. Cf. par ex. Wrong, D.H., « Social inequality without social stratification ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 1964, n° 1.

mutuellement, et que c'était d'ailleurs la seule chose qu'ils pouvaient faire en bons continuateurs de la démocratie bourgeoise (1). Il rapportait avant tout cette forme d'exploitation à la division du travail persistante, et à la différence des capacités des individus. Cette conception ne dépassait pas, sauf par des anathèmes superflus, les critiques des moralistes bourgeois de l'époque : même dans l'association sans propriétaire privé, dans la coopérative, le collectivisme ou le communisme, vous n'empêcherez pas que l'un soit plus fort, plus instruit, plus intelligent, plus ambitieux que l'autre, et que par conséquent, il s'attribue les travaux plus intéressants, moins pénibles, plus satisfaisants, etc... ; vous n'empêcherez pas que la division des tâches, liée à la différence des capacités, favorise l'un au détriment de l'autre. Bref, même avec une égalité de rétribution nominale, l'un *profitera* toujours de l'autre, ni plus ni moins indirectement que le capitaliste ou l'Etat ne profitent du travail salarié en l'exploitant.

Stirner lui-même n'échappait d'ailleurs pas au cercle qu'il décrit. Chaque membre de son Union des Egoïstes proclame en fin de compte : « je ne veux rien reconnaître en toi, ni rien respecter en toi, je veux... me *servir* de toi... »

Engels n'eut pas de peine à découvrir derrière l'Union des Egoïstes un nouvel avatar de l'utilitarisme benthamien. L'utilité ou l'usage mutuel, le capitalisme bourgeois en plein développement en faisait le paravent de l'exploitation unilatérale. Pourtant, dans la théorie de l'utilité mutuelle, il y a virtuellement, outre le déguisement des rapports capitalistes, l'amorce d'un état d'association ayant rompu avec les lois de l'échange capitaliste, valeur pour valeur, et brisant la relation fondamentale du salariat. L'utilité suppose association. Mais, fonctionnant productivement, elle peut donner lieu à une exploitation mutuelle — continuatrice à sa manière de l'exploitation capitaliste — ou à une disparition de toute exploitation en dissociant les valeurs d'usage et les valeurs d'échange (celles-ci disparaissant). L'utilité mutuelle, dans le second cas, donne lieu à une valeur d'usage mutuelle, ou sociale, où la répartition des produits doit être indépendante de la contribution à leur production. L'inégalité (il faudrait plutôt dire : la différenciation et la fluidité des capacités et

(1) C'est ce qui fait l'importance exceptionnelle de la longue polémique d'Engels et de Marx contre Stirner dans *l'Idéologie allemande*. Je l'ai longuement commentée dans le premier tome de cet ouvrage.

des valeurs d'usage) cesse alors d'engendrer des inégalités de jouissance dues à l'égalité des valeurs d'échange. C'est le maintien de la fonction valeur d'échange et la rareté ou pénurie des moyens de production et des produits qui limite jusqu'à présent les associations coopératives non capitalistes dans des limites traditionnelles, que Stirner ne pouvait franchir que verbalement.

L'utilité mutuelle, dans son principe, exclut l'utilité marginale. Dans la pratique, elle maintient la possibilité d'une forme d'exploitation par inégalité d'appropriation, et réintroduit constamment l'idée d'optimum de rendement, propre au capitalisme comme au socialisme d'Etat.

C'est ce qui explique que Marx ait pu écrire avec netteté, dans *Le Capital* (1) : « Au sein de la vieille société, les fabriques coopératives des ouvriers représentent la première brèche dans le système [capitaliste], bien qu'elles reproduisent naturellement et nécessairement partout, dans leur organisation effective, tous les défauts du système existant. Et pourtant, dans ces coopératives, l'antagonisme entre le capital et le travail est supprimé, *même si les travailleurs ne sont d'abord, en tant qu'association, que leur propre capitaliste, c'est-à-dire s'ils utilisent les moyens de production à exploiter leur propre travail...*

« Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions et, au même titre, les ateliers coopératifs, comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode de l'association productive, avec cette différence que, dans les premières, l'antagonisme est aboli négativement et dans les secondes positivement. » [Souligné par moi.]

De fait, le socialisme d'Etat est une sorte de groupement de coopératives fonctionnant selon une série de lois héritées du capitalisme, et coordonnées centralement par la main brutale d'une bureaucratie. Les travailleurs y sont en quelque sorte « leur propre capitaliste », exploitant « leur propre travail ». Ils reproduisent ainsi le type d'inégalités caractéristiques des rapports dominés par la loi de la valeur, bien qu'il n'y ait plus de propriétaires privés pour assurer cette reproduction.

(1) *Das Kapital*, Livre III (Berlin, Dietz, 1956, p. 481). T. Lowit a présenté un ensemble de textes de Marx et de Engels sur la coopérative dans : « Marx et le mouvement coopératif », *Cahiers de l'Institut de Sc. Econ. Appliquée*, n° 129, sept. 1962.

2. De la coopération.

La coopération est une exigence dérivée de la vie sociale la plus primitive, tout comme la division des tâches qui en est l'autre face. Mais la technique de production moderne en a fait une forme où le double principe de l'association (ou coopération) et de la division des tâches se trouve supplanté par un double principe qui modifie cette forme : celui de l'*intégration*, corrigé par la *mobilité*. La concentration et la centralisation croissante des mouvements de capitaux, jointes au déploiement des systèmes automatiques et cybernétiques dans tous les domaines de la production et de la consommation de biens et de services, sont les déterminants essentiels de cette évolution. Le socialisme d'Etat devait y trouver des raisons profondes de transformer en le dénaturant le sens socialiste de la coopération.

La coopération intégralement socialiste implique la disparition du salariat, ou tout au moins une première étape vers sa disparition (1). Cela signifie qu'entre les coopérants, la notion de valeur d'échange doit être abolie. Si elle subsiste, de sorte que les travailleurs associés échangent leur travail également (heure pour heure, qualitativement définies), l'un peut exploiter l'autre du fait des inégalités qui résultent dans l'échange de l'égalité de traitement.

Mais la coopération socialiste doit en même temps se servir des formes socialement concentrées d'élaboration de plans et de consultation des membres. La limite de cette centralisation peut être variable, mais, par nature, elle coïncide rarement, sauf par tradition, avec le champ national déterminé politiquement par le capitalisme et l'impérialisme. Ces contraintes suffisent à expliquer pourquoi l'économie de l'U.R.S.S. en reste au stade de l'exploitation mutuelle, sans qu'on puisse supposer qu'elle le franchira sans conflits sociaux violents.

Au début de la N.E.P., Lénine considérait que les rapports de coopération, étendus à tout le pays, où le pouvoir

(1) C'est le mérite que Marx lui reconnaît. Dans le Rapport du Conseil Central de l'A.I.T., en 1865, il écrit : « Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés par action) tout ouvrier employé doit recevoir le même salaire, associé ou non. Comme compromis *purement temporaire*, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux Sociétaires. »

soviétique contrôlait l'ensemble de l'économie duale, devaient conduire aux rapports socialistes véritables.

Dans ses notes sur la coopération des 4 et 6 janvier 1923, dont Préobrajensky reprit la substance (*Nouvelle Economique*, 1926), Lénine est formel : la coopération étendue à toute la population travaillante, avec un pouvoir d'Etat prolétarien (abolition du pouvoir capitaliste bourgeois, même dans les conditions de la N.E.P.) — c'est le Socialisme : « Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, c'est le triomphe de ce même Socialisme qui, auparavant, provoquait des railleries légitimes, les sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classe, de la lutte pour le pouvoir, etc...

« Il est certain que dans un Etat capitaliste les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Il est également certain qu'étant donné notre situation économique actuelle, où nous allions les entreprises capitalistes privées (mais pas autrement que sous le contrôle du pouvoir d'Etat appartenant à la classe ouvrière) aux entreprises de type socialiste conséquent (les moyens de production appartiennent à l'Etat ; de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble) — la question se pose d'un troisième type d'entreprises qui, au point de vue du principe, ne formaient pas auparavant une catégorie à part, à savoir, les entreprises coopératives... En régime capitaliste d'Etat, les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas des entreprises socialistes si la terre où elles sont bâties et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière. » « ...Si nous pouvions organiser dans les coopératives toute la population, nous nous tiendrions les deux pieds sur le terrain socialiste. »

Ce que Lénine cherche ici à définir, et qui a été abusivement invoqué par les staliniens à partir de la collectivisation forcée des entreprises privées agricoles (à une époque où l'on détruisait en même temps ce qu'il y avait de coopératif dans l'industrie d'Etat), c'est un régime où la coopération, comme service mutuel non salarié, peut se combiner à la fois avec des entreprises privées (rurales et urbaines) et avec des entreprises d'Etat où subsiste au moins un salariat

d'Etat (1). Ce projet léninien — dans la tradition socialiste la plus lointaine — n'a pas vu le jour. Ce qui s'est établi, une fois détruite par la force toute entreprise capitaliste privée, est tout différent. La coopération dans les entreprises industrielles, commerciales ou de service, reste dominée par la division des tâches traditionnelles (quelquefois même archaïque lorsqu'on distingue « l'ouvrier principal » et « l'ouvrier auxiliaire »), même lorsque celle-ci prend la forme nouvelle d'une intégration souple ou mobile. A la campagne, dans les sovkhozes et les kolkhozes, la répartition des travaux — comme dans l'agriculture capitaliste — tend de plus en plus à imiter les formes d'analyse et d'interprétation propres à l'industrie. L'ensemble des entreprises reste ainsi régi par le principe du rendement fondé sur un salariat fortement différencié. La coopération — si l'on veut alors assimiler l'ensemble de l'économie à un vaste assemblage de coopératives d'Etat, puisqu'il ne subsiste plus de capitaliste privé — trouve alors sa limite, comme forme transitoire qui paraît se généraliser, dans une exploitation mutuelle où, selon l'expression de Marx, les travailleurs « utilisent les moyens de production à exploiter leur propre travail ».

Cette forme d'exploitation, l'expérience l'indique, est fort propice aux spoliations parasitaires et aux fraudes ; c'est ce que l'on constate dans les diverses formes de coopération qui se sont implantées dans les rapports capitalistes, soit au ni-

(1) Je souligne à ce propos que diverses formes d'association proposées comme modèles d'entreprises coopératives socialistes persistent à employer du personnel salarié, distinct du personnel « associé ». C'est le cas des Kibboutzim israéliens d'obédiences variées, si même on ne tient pas compte du régime militaire qui en a fait des foyers de colonisation analogues aux colonies militaires implantées en Algérie par Bugeaud.

Les ouvriers salariés y sont écartés du groupe dirigeant collectif. Il y existe un salariat propre à ces communautés (27 % de salariés employés par les membres de la communauté pour les 216 Kibboutzim). L'industrie rurale compte 35,2 % de salariés, et la moitié des salariés des Kibboutzim y est occupée aux tâches industrielles. Il s'agit donc de communautés ou semi-coopératives exploitant des salariés, qui font souvent le travail le plus productif. En outre, ces salariés occupent souvent les emplois inférieurs. « Comme dans la coopérative de production industrielle, le principe égalitaire du Kibboutz a, en fait, créé l'inégalité entre ses membres et ses ouvriers salariés ». Tel est le témoignage de A. Meister : « Israël, Secteur de planification et Société globale. » *Archives Intern. de Sociol. de la Coopération*, n° 10, 1961. Les membres des Kibboutzim sont en fait des petits bourgeois associés, défendant un niveau de vie supérieur dû en partie à l'exploitation du travail salarié. Les idéaux humanistes n'y dépassent pas ce qu'on trouve dans un collège américain ou dans un syndicat allemand.

veau des entreprises particulières, soit au niveau de l'Etat. La fraude, dans ce cas, manifeste une forme très claire d'exploitation mutuelle. Si, dans un système de Sécurité Sociale, par exemple, l'un ou plusieurs des associés cessent de travailler ou cessent de verser des cotisations pour des raisons injustifiées, en réclamant l'allocation chômage ou en conservant les cotisations dans sa trésorerie, ils prélèvent une part de la cotisation des autres ou de leur travail, c'est-à-dire une part de leur salaire. Il les exploite sans être un exploiteur capitaliste, s'il est salarié, ou comme capitaliste. Ce genre d'exploitation parasitaire est d'autant plus étendu que le champ des rapports mutualistes et coopératifs est large. Cette exploitation n'est cependant pas *organique* ou fonctionnelle, puisque les rapports de travail ne l'impliquent pas obligatoirement. Toutefois, lorsque la structure de l'institution facilite et même provoque ce type d'exploitation pour des catégories distinctes de personnes, l'exploitation ressemble à celle qu'opèrent les grands monopoles capitalistes sur les petits producteurs, en prélevant sur ceux-ci une part proportionnellement très élevée de la plus-value, sans que rien d'autre le justifie que la position dominante des monopoles sur le marché. L'exploitation mutuelle parasitaire, est une forme avancée de l'exploitation, où le prélèvement obligé par les rapports de travail se mue en prélèvement possible par les rapports de consommation. Tout comme les entreprises capitalistes peuvent mutuellement s'exploiter, les salariés ou les groupes de salariés le peuvent aussi. Cette exploitation n'est pas aussi enracinée directement dans le rapport de travail (et dans l'existence de la propriété privée de l'appareil de production), elle n'en existe pas moins. D'ailleurs, elle conserve toujours des liens avec les rapports de travail, à l'échelle des institutions ou de l'Etat.

3. *L'exploitation dans l'association.*

La plate-forme de l'opposition de gauche pour le XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. déclarait en 1927 : « L'accaparement par l'Etat prolétarien de la plus-value n'est évidemment pas de l'exploitation. Mais nous avons l'Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques, l'appareil privilégié de direction démesurément grossi qui absorbe une très grande part de la plus-value ; la bourgeoisie grandissante qui, par le commerce et par suite de l'écart des prix, accapare une partie

de la plus-value provenant de l'industrie d'Etat. » Ce jugement, porté à l'époque de la crise de la N.E.P., avant la collectivisation intégrale et la définition des plans quinquennaux de l'économie nationale, paraît aujourd'hui sommaire, bien que très justifiable dans la perspective historique du moment. Il dérive d'une conviction commune aux staliniens (Staline, Boukharine et autres) et aux opposants (Trotsky, Préobrajensky, Zinoviev et autres), à savoir que l'administration commandée par le Parti, même bureaucratisée, ne pouvait être ni devenir une classe sociale exploiteuse. Les uns écartaient le problème par définition : l'administration est, et n'est que la représentation directe de l'ensemble des travailleurs associés et de leurs familles. Les autres le tranchaient pour des raisons analytiques : une administration sans racines propriétaires, sans droit d'appropriation, peut détourner à son avantage bien des profits de la coopération travailleuse, mais ne peut agir comme moteur organique d'une exploitation de la classe des salariés. Presque toutes les controverses menées dans le parti communiste, puis hors de lui, ne débordent guère ce cercle où l'on oublie de poser la question subsidiaire : cela signifie-t-il qu'aucune forme d'*exploitation* n'est possible ?

Le temps devait pourtant modifier les données du problème : en durant, le régime en vint à présenter une certaine stabilité de formes, une structure dont on discerne quelques lois d'établissement. L'exploitation de l'homme par l'homme y est une évidence sensible, et le ressort d'une multitude de conflits qui ressemblent étrangement à ceux que nourrissent les rapports capitalistes, ou les plus anciennes prétentions des bureaucraties ecclésiastiques, monarchiques ou bourgeoises. S'agit-il d'une survivance ? Mais à quel titre persiste-t-elle si longtemps ? Qu'est-ce qui l'entretient ? L'association est un mode de relations originel, un *sine qua non* des sociétés humaines ; mais l'antagonisme est aussi inséparable de ces sociétés, et c'est ce qui fit dire aux saint-simoniens que jusqu'à présent l'histoire de l'humanité avait été celle de l'exploitation de l'homme par l'homme : comment affirmer que nous voilà soudain échappés à ce destin ? S'agit-il d'une transition, qu'on met opportunément en place pour suppléer à une survivance qui ne trouve plus guère crédit ? Encore faudrait-il, en ce cas, qu'on sût où elle mène, cette transition ; et qu'est-ce qui n'est pas transitoire ici-bas, à une certaine échelle de temps et de l'ordre des choses ? Il est plus prudent,

peut-être, de raisonner dès à présent comme si ce régime que nous avons sous les yeux, et qui diffère si peu, au regard, de celui dont il se prétend l'héritier heureux, devait une vie d'attente à l'établissement de rapports présentant au moins l'ébauche d'un système, quelque chose qui peut bien voir le jour un peu partout, sans préjudice des conflits qu'il suscite ou subit.

Le « sentiment vécu » de cette situation ne saurait évidemment pas servir de critère à une analyse. L'identité des misères et des espoirs n'explique rien. La souffrance et le plaisir sont prompts à se reconnaître partout, sous les déguisements les plus disparates et les plus bizarres que leur imposent les Etats et les régimes sociaux. Mieux vaut entrer dans les voies plus rigoureuses de l'analyse, aussi déconcertantes soient-elles ici. Car ce qui nous intéresse alors, c'est le mécanisme qui reproduit de jour en jour un système d'exploitation à coup sûr différent du système capitaliste, qui pourtant emprunte à celui-ci tant d'éléments invétérés, qui recèle tant de mystères. On peut envisager les mécanismes de l'exploitation mutuelle sous leur aspect formel, ou sous leur aspect concret. Paradoxalement, la seconde démarche n'apporte que des résultats douteux et discordants. C'est pourquoi il serait plus pertinent de recourir à des schémas formels, mais qui fonctionnent suffisamment pour qu'on les imagine concrètement à l'œuvre. Il faudra laisser l'individu, le patient, l'exploité, à son sort (qui est de lutter) pour s'arrêter un peu sur ce mécanisme que tout conspire à rendre obscur et sans prises sous le fatras asphyxiant des langages de la persuasion propagandiste.

Tout système d'exploitation suppose au moins qu'on ait défini celle-ci. « Maîtres et Serviteurs », dit-on de tradition ancienne. Sans doute, mais maîtres de quoi, et serviteurs de qui, et de quelle façon ? L'exploitation, si le phénomène que couvre ce terme a un sens, implique deux fins ou plus simplement deux conditions au mécanisme : que les uns accaparent des *produits* au détriment des autres ; que les uns aient le pouvoir de commander les autres, c'est-à-dire de leur imposer leur propre volonté. Ajoutons que les individus eux-mêmes doivent être considérés comme des produits. Dans les rapports définis par la primauté du capital, ces fins sont la production pour le marché, où se manifeste la confrontation de valeurs d'échange dont l'homme fait partie comme salarié ; et le

pouvoir du capital sur l'ensemble du processus de production et de distribution, comme domination du travail mort sur le travail vivant.

L'exploitation (mesurée d'une façon ou d'une autre, d'ailleurs, comme grandeur, quantum, taux, rapport ou implication) exprime une forme déterminée (ou quelconque) de relations où ces deux fins, solidaires dans le système, entrent en opposition parce qu'elles introduisent un déséquilibre où la création des uns est appropriée par d'autres, qui accroissent ainsi les valeurs de production et de consommation dont ils disposent pour perpétuer leur domination. Le socialisme d'Etat est un tel système d'exploitation, où les éléments de l'opposition se situent dans les relations des catégories sociales coopérantes qui se disputent la répartition du produit social (du niveau de l'entreprise au niveau national) sous l'arbitrage de l'une d'entre elles, élevée peu à peu au rang de classe despotique. On peut affirmer que ce système, issu d'une forme coopérative de disponibilité du capital accumulé, généralise le phénomène de l'exploitation en unifiant la forme des échanges dans les domaines de la production et de la consommation.

L'exploitation ne résulte pas seulement de la fonction d'échange du produit séparé du producteur dès les stades initiaux de sa cristallisation progressive, mais surtout de la nécessité de traduire cette fonction d'échange en une inégalité sociale, solidaire dans la population salariée et non-salariée, entre différentes catégories de producteurs et de non-producteurs.

On peut envisager l'exploitation dans le sens courant de « mise en œuvre » ; c'est en ce sens que l'on parle d'exploitation de la nature, par l'homme ou même par les animaux. Mais ce sens est indissociable de celui qu'entraîne la « mise en œuvre » des hommes les uns par les autres. L'expression peut alors prendre une signification économique plus ou moins restreinte, selon les définitions et les mesures utilisées (1). Pourtant, ce n'est pas seulement une notion économique, car la fructification obtenue de l'un par l'autre entraîne la subordination de l'un à l'autre, seuls ou par groupes. L'utilisation du taux de plus-value et du taux d'exploitation, tels que

(1) Le meilleur ouvrage que l'on puisse lire à ce sujet est celui de P. Maurice, *Les théories modernes de l'exploitation*, 1965. Il est seulement dommage que le cas du socialisme d'Etat n'y soit pas traité.

Marx les a établis formellement, étend la notion d'exploitation à sa signification sociale autant qu'économique, car le rapport qu'expriment ces taux est aussi un rapport social d'appropriation où *v* est ce que l'échange des valeurs de capacité de travail attribue au travailleur salarié, contre un produit que s'attribue l'employeur salariant (*pl*). Or, ce rapport ne disparaît pas avec le patron privé. Il subsiste lorsque les salariés mutuels échangent les valeurs de leur capacité de travail par consentement ou obligation mutuels ; il subsiste même lorsque *cet* échange est contrôlé par une catégorie sociale particulière qui maintient et renforce les inégalités, c'est-à-dire l'exploitation des uns par les autres, tout en maintenant la forme coopérative de l'ensemble.

J'ajoute que cette forme sociale d'auto-exploitation, ou d'exploitation mutuelle, est rendue d'autant plus plausible que, malgré l'absence de spoliation consommatrice du capitaliste privé, la société doit subvenir aux besoins naturels des catégories non salariées (retraités), improductives ou déchuës (enfants, malades, inaptes, etc...), et qu'en quelque sorte cette improductivité d'une partie de la population représente une chose qui, passée une certaine limite, peut être considérée comme une exploitation d'une partie de la population par l'autre. Or, ce rapport s'établit aussi bien en l'absence des oppositions de classe caractéristiques du capitalisme, où la charge des inaptes subsiste tout comme celle des improductifs aptes.

4. *Aliénation et exploitation.*

Ecartons les théories philosophiques de l'aliénation et leur histoire. Reste alors à savoir si une théorie opératoire de l'aliénation peut nous apprendre quelque chose au sujet des formes de l'exploitation mutuelle.

Inutile de revenir sur les sens juridique, économique et politique de l'aliénation, bien définis, surtout par comparaison avec les nébuleuses philosophiques de l'*entfremdung* hégélien, ou avec la symptomatologie psychiatrique. C'est d'eux qu'il faut partir : en aliénant sa capacité de travail au profit d'un employeur, le salarié crée une plus-value ; en aliénant mutuellement leur capacité de travail, c'est-à-dire en l'échangeant, des groupes de salariés mutuels créent une plus-value sociale répartie inégalement. A moins de divaguer, il faut partir de là, qui est la source de tout le reste. Prestige,

amertume, abandon, tous ces fantasmes et ces misères de l'aliéné philosophique sont l'écume d'un phénomène très enraciné dans les sociétés mercantiles : l'incapacité de donner sans désirer, sans exiger de recevoir en échange une prestation équivalente.

Echange et coopération ne sont pas une seule et même chose, dans leur principe. Mais dans tous les régimes mercantiles et échangistes, dans le capitalisme comme dans le socialisme d'Etat, les désirs, les sentiments et les volontés se débattent dans le carcan d'une coopération échangiste où l'inégalité des échanges est la règle. C'est là que se trouve, pour notre époque, le fondement d'une théorie de l'aliénation. L'aliénation n'est ainsi qu'une forme de l'exploitation. Du même coup, élucider les mécanismes de l'exploitation et leurs conditions politiques, c'est éclairer les formes les plus radicales des aliénations qui traversent la vie privée comme la vie sociale.

Marx a visé, tout au long de sa vie, à donner de ces phénomènes une explication en termes scientifiques. Le discours qui décrit le mouvement de la valeur, selon la combinaison de ses fonctions d'usage et d'échange, en une survaleur, était déjà de son temps susceptible d'être remplacé par un calcul. Mais quelle est la forme de calcul adéquate ? On pouvait songer à une estimation des accroissements sur le modèle des échanges « naturels » générateurs de croissance (relevant ainsi de la physique, de la chimie et de la biologie en général). On pouvait aussi envisager une théorie formelle des échanges fondée sur certaines propriétés de la capacité de travail de l'individu ou du groupe, et du marché capitaliste. On pouvait enfin trouver un modèle particulièrement précis dans le calcul infinitésimal. Ces trois possibilités existent dans les exposés de Marx, mais c'est évidemment la seconde qui est restée classique comme élucidation du mécanisme de l'exploitation.

De la première Marx retenait l'idée que la mesure des échanges naturels peut expliquer certains aspects de la mise en œuvre du travail vivant, mais non les formes sociales de celle-ci. Reste la troisième, esquissée à plusieurs reprises, sans aboutir à une mise au point définitive, mais qui préoccupa Marx de plus en plus à la fin de sa vie. Apparemment, le modèle mathématique des accroissements infinitésimaux offrait en effet la possibilité d'un calcul auquel ni Smith, ni Ricardo, ni Sismondi n'avaient imaginé de recourir.

Dans un chapitre inédit du Livre I du *Capital*, en 1863, Marx ébauche cette explication par le calcul différentiel de l'accroissement de la valeur en plus-value (1). « La valeur, dit-il, doit croître, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas seulement se conserver, mais procurer un *incrément*, une valeur Δ , une plus-value, de sorte que la valeur donnée — la somme d'argent donnée — se présente comme *fluens*, et l'incrément comme *fluxio* (2) ». On peut alors présenter la nature spécifique du processus de la production capitaliste dans sa « simplicité abstraite » : « si le capital initial est une somme de valeur égale à x , ce x tend à devenir et devient capital du fait qu'il est transformé en $x + \Delta x$, c'est-à-dire en une somme d'argent ou somme de valeurs égale à la somme initiale plus un excédent sur cette somme, autrement dit en la *grandeur* monétaire augmentée de la *plus-value*. La *production de la plus-value* (qui implique la conservation de la valeur primitivement avancée) apparaît dès lors comme le but déterminant, l'intérêt moteur et le résultat final du processus de production capitaliste, ce par quoi la valeur primitive est transformée en capital ».

Bien. Marx ajoute cependant : « La manière employée, le procédé réel de cette conversion de x en $x + \Delta x$, ne change point le but et le résultat du processus. Certes, sans même qu'intervienne le processus de production capitaliste, x peut être transformé en $x + \Delta x$, mais il ne peut l'être : 1) dans les conditions et l'hypothèse d'une société dont les membres concurrents s'affrontent seulement comme *possesseurs de marchandises* et n'entrent en contact mutuel qu'en tant que tels (ce qui exclut l'esclavage, etc...) ; 2) ni dans l'autre hypothèse, savoir : le produit social est produit comme *marchandise* (ce qui exclut toutes les formes où la valeur d'usage est le but principal des producteurs immédiats et où, tout au plus, l'excédent du produit, etc..., est transformé en marchandise.) »

Avant d'éclaircir ce texte difficile, il faut lire ce qui suit immédiatement :

« Ce but du processus [immédiat de la production] (conversion de x en $x + \Delta x$) montre, en outre, la voie que notre recherche doit suivre. L'expression doit être la fonc-

(1) Publié en 1933 dans les *Archives Marx-Engels* (vol. VII). Traduction dans *Œuvres, Économie*, t. II (Bibl. de la Pléiade, 1968). M. Rubel, le traducteur, nous a communiqué les parties du texte non reproduites dans cette édition.

(2) Termes employés par Newton dans sa théorie des fluxions, effacés par la notation de Leibniz.

tion d'une grandeur variable, ou se transformer en celle-ci au cours du processus. En tant que somme d'argent donnée, x est d'emblée une grandeur constante : son incrément est donc égal à zéro. Au cours du processus, elle doit être transformée en une autre grandeur qui contient un élément variable. Il nous faut découvrir cet élément et, en même temps, montrer les chaînons intermédiaires à travers lesquels une grandeur primitivement constante se change en une grandeur variable. Etant donné que, comme nous le montre l'analyse du processus de production réel, une partie de x se retransforme à nouveau en une grandeur constante, savoir : en moyens de travail (puisque une partie de la valeur de x possède uniquement la forme de valeurs d'usage déterminées et non la forme monétaire de celles-ci), conversion qui ne modifie en rien la nature constante de la grandeur de valeur, x se présente dans le processus comme c (grandeur constante) + v (grandeur variable) = $c + v$. Or, la différence $(c + v) = c + (v + \Delta v)$ et, comme la différence de $c = 0$, nous obtenons $(v + \Delta v)$. Ce qui apparaît à l'origine comme Δx est donc en réalité Δv . Le rapport de cet incrément de la valeur primitive x à la partie de x dont il est

$$\frac{\Delta x}{v} = \frac{\Delta v}{v},$$

qui, en

fait est la formule du taux de la plus-value. »

Tout ce raisonnement en termes de calcul infinitésimal (plutôt qu'algébrique) est intéressant et doit être noté, bien qu'il ait été à peine mentionné dans *le Capital* et qu'il ne puisse être considéré, tel qu'il est présenté, comme autre chose qu'un modèle (1). En tout cas, Marx ne le considérerait certainement pas comme suffisant pour se faire comprendre puisqu'il fait suivre ce modèle d'une explication en termes à la fois hégéliens et ricardiens où l'incrément est envisagé comme le produit-marchandise d'une qualité du travail vivant, soumis au travail mort (capital) qui le fait fructifier ; et c'est cette explication qu'on trouvera dans *le Capital*, ici exprimée dans les termes suivants : « Une partie de la valeur d'usage dans laquelle le capital apparaît au sein du processus de production, c'est la *force de travail vivante* elle-même ; mais c'est une force de travail d'une spécification déterminée, conforme à la valeur d'usage particulière des moyens de pro-

(1) D'autant plus intéressant que Hegel déniait toute importance au calcul infinitésimal.

duction ; c'est la *faculté de travail active*, la force de travail qui agit rationnellement. Elle change les moyens de production en éléments matériels de son action et les fait passer de leur forme primitive de valeur d'usage à leur forme nouvelle de produit. C'est pourquoi, au sein du processus de travail, les valeurs d'usage subissent elles-mêmes une véritable métamorphose, qu'elle soit mécanique, chimique ou physique... »

Ce travail vivant est la partie variable du capital, et *variable* veut dire ici susceptible d'accroître la valeur produite : « L'une des parties du capital, et par suite le capital tout entier, est transformée en une grandeur variable justement par le fait qu'au lieu de l'argent, grandeur de valeur constante, ou des moyens de subsistance dans lesquels il peut se représenter et qui sont également des grandeurs de valeur constante, c'est au contraire un élément qui est échangé — des forces de travail vivantes —, élément qui produit de la valeur et, ce faisant, peut devenir plus ou moins grand, peut se représenter comme grandeur variable ; généralement, dans toutes les circonstances, il n'entre comme facteur dans le processus de production qu'en tant que grandeur fluide, en devenir... ».

Ainsi, comme source d'accroissement de la valeur le travail vivant réalise cet incrément potentiel lorsqu'il entre dans un circuit d'échange contre du capital (échange réalisé sur un marché). Que ce capital soit détenu par un entrepreneur privé ou collectif (société anonyme, institution ou Etat) c'est ce qui décide de la forme sociale de la création de plus-value, et plus encore de la répartition de celle-ci, mais nullement de la nature du mécanisme qui la rend possible et que l'on appelle exploitation. « Cette force qui, à la fois, conserve la valeur et en crée une nouvelle est la force du capital, et ce processus apparaît comme processus de l'autovalorisation du capital, plus exactement comme processus d'appauvrissement de l'ouvrier qui, tout en produisant la valeur, crée la valeur qui lui est *étrangère*... C'est le *processus d'aliénation* du propre travail de l'homme... L'autovalorisation du capital — la création de plus-value — est, par conséquent, le but déterminé, prédominant et suprême du capitaliste, l'impulsion et le contenu absolus de son action, l'instinct et le but rationalisés du thésauriseur — piètre contenu qui fait apparaître le capitaliste dans le même rapport de servitude vis-à-vis du capital que l'ouvrier, bien qu'au pôle opposé. »

Comme on voit, une dialectique hégélienne n'est pas chez Marx incompatible avec un calcul mathématique qui faisait horreur à Hegel. Mais le calcul a l'avantage de permettre un progrès du raisonnement que la répétition des formules du discours philosophique interdit. Marx rappelait plus haut que la conversion de x en Δx peut s'opérer en dehors du processus de production spécifiquement capitaliste, sauf dans deux hypothèses. D'abord, la production de plus-value n'est pas possible si les membres de la société s'affrontent seulement comme possesseurs de marchandises concurrents, en n'ayant de contacts mutuels que comme tels. Autrement dit : la circulation des marchandises ne crée pas de plus-value (il faut que le profit commercial soit prélevé sur la plus-value née du travail vivant). Une société où il n'y aurait que des échangistes marchands « libres », concurrents, n'existe en effet que comme modèle théorique : la marchandise n'existe, dans sa définition économique et sociale, que si existe un rapport logiquement antérieur entre un capital accumulé en fonction, et une capacité humaine de travail salariable. La transformation de x en Δx n'est pas non plus possible (seconde hypothèse) si le produit social est produit comme marchandise, c'est-à-dire si la société elle-même, l'Etat en l'occurrence, commercialise directement la production, c'est-à-dire la répartit. Il faut, ce qu'excluent ces deux hypothèses, que l'on puisse

Δv
 écrire ———, formule du taux de la plus-value, c'est-à-dire qu'il
 v

existe au stade de l'usage de la capacité de travail un rapport déterminé entre plus-value et salaire. Le phénomène de l'exploitation-aliénation est ainsi explicite à partir du moment où a bien lieu l'échange primaire capacité de travail/salaire, tel que le produit du travail n'appartienne plus à son producteur. Ce produit devient marchandise, mais ce n'est pas l'existence de cette marchandise, à elle seule, qui constitue le fondement de l'exploitation. Autrement dit, deux objets échangés ne s'exploitent pas ; leur échange comme marchandises suppose que le salarié a déjà été exploité. En somme, les conditions de l'exploitation de l'homme par l'homme ne sont pas immédiatement celles de la nature par l'homme.

Qu'ensuite, dans un système coopératif, l'ensemble des salariés mutuels attribuent à l'Etat (la bureaucratie) le pouvoir de répartir la plus-value qu'ils ont produite parce qu'ils échangent leur capacité de travail contre des salaires très

différenciés, ne fait que montrer la persistance d'un système d'exploitation plus raffiné, mais toujours aussi réel. Les théoriciens soviétiques, qui nient en ce cas toute forme d'exploitation, ne s'en tirent qu'en refusant l'étude sérieuse des contradictions qui sont essentielles à ce nouveau régime (1).

(1) Voznessenski, par exemple, aligne les affirmations suivantes dans son livre sur *l'Economie de guerre de l'U.R.S.S., 1941-1945*, qui lui coûta la vie : « Les transactions « marchandise-monnaie » ou « monnaie-marchandise » signifient pour la plus grande partie, en société socialiste, soit un échange de marchandises entre les différentes entreprises socialistes (y compris les échanges entre les entreprises de l'Etat et les kolkhozes), soit une forme de réalisation, par les ouvriers, les paysans et les intellectuels, de la part du produit social qui leur revient. La marchandise, en société socialiste, ne connaît pas, entre sa valeur proprement dite et sa valeur d'usage, ce conflit si caractéristique de la société capitaliste marchande et dont l'origine réside dans la propriété privée des moyens de production. Un tel conflit constitue dans la société capitaliste la forme élémentaire de la contradiction, génératrice de crises, qui existe entre le mode social de production et la forme privée de l'appropriation » (Ed. française, 1948, p. 89).

Et en même temps : « Le commerce soviétique exclut de la sphère des transactions privées « achat-vente » les moyens de production fondamentaux et la force de travail. On doit y voir la conséquence de l'élimination des classes exploiteuses et de l'exploitation de l'homme par l'homme en U.R.S.S. Dans la société socialiste la force de travail n'est pas une marchandise qui peut être vendue, comme dans les marchés du travail capitalistes.

« La loi de la valeur appliquée à l'économie socialiste signifie que le calcul indispensable à la planification des frais de production, c'est-à-dire du travail social nécessaire, s'effectue en signes monétaires et non pas seulement en nature. Exigence essentielle, car le socialisme exige le plus strict calcul et la planification de la production ! Aussi longtemps que les différences du travail, qualifié ou non qualifié, intellectuel ou manuel, existent dans les entreprises de l'Etat et dans les kolkhozes, aussi longtemps que les produits sont distribués suivant la quantité et la qualité du travail, la nécessité existe aussi de réduire les différentes formes du travail à un dénominateur commun, la valeur, déterminée par le travail socialement nécessaire...

« La loi de la valeur agit non seulement au stade de la production mais encore dans l'échange des produits. Or celui-ci, on le sait, s'effectue par le moyen des prix, lesquels, en économie socialiste aussi, ne sont autre chose que l'expression monétaire de la valeur d'un produit ou de ses frais de production, et, en dernière analyse, l'expression de la dépense en travail socialement nécessaire à sa production. En achetant des biens de consommation, avec son salaire ou tout autre forme de revenu en espèces, le travailleur d'une entreprise socialiste échange une certaine quantité de travail qu'il a dépensée dans la production contre une quantité correspondante de travail contenue dans ces articles de consommation.

« Sans doute, le prix et la valeur d'une marchandise prise isolément ne coïncident pas et ne sauraient d'ailleurs coïncider ; mais la somme des prix de toute la production de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour une période déterminée ne peut pas ne pas être égale à ses frais de production, c'est-à-dire à la totalité du travail

5. La plus-value comme adjonction ou opposition.

Les économistes « modernistes » du socialisme d'Etat, qui font d'un échange mercantile spécifique le tissu même du socialisme sont la plupart du temps amenés à substituer à la forme d'opposition que représente dans ce cas la plus-value, une forme d'accroissement directe de supplément ou d'adjonction, ou d'agrégat. C'est chez eux une pétition de principe : il n'y a plus d'opposition de classes, donc la survaleur produite ne peut avoir qu'une forme commune avec la valeur de coût. Les capacités de travail dépensées représentent une forme commune productive de valeur, ou une addition de valeurs, mais en aucun cas une opposition ; tout au plus des inégalités ou des disparités occasionnelles, qui ne doivent pas être assimilées à des oppositions organiques.

Ainsi, N. Lavergne (1) présente un schéma d'où toute opposition a disparu, ce qui facilite évidemment le calcul, mais escamote la vérité sur les rapports sociaux du socialisme d'Etat.

En courte période, dit-il, avec une productivité moyenne constante, en considérant le travail vivant simple employé, et sans tenir compte du travail mort consommé, on peut supposer que toute la production d'un marché fermé (par exemple un pays) est concentrée en trois branches, A, B et C.

Pour chaque branche, supposons quatre structures d'entreprises de composition organique différente :

social. Il est impossible, par conséquent, de distribuer et d'échanger plus qu'il n'a été produit, ou encore, plus qu'une somme de travail affectée par la société à la production du produit social et effectivement dépensée à cette fin. »

Et ensuite : « En U.R.S.S., il n'y a pas de contradiction entre les formes concrètes de travail qui créent les valeurs d'usage, et le travail abstrait socialement nécessaire qui crée la valeur... En Union Soviétique, entre le travail concret de l'ouvrier qui crée une valeur d'usage définie, et le travail abstrait socialement nécessaire qui crée une valeur, il n'y a pas contradiction puisque le travail est réparti à l'avance par le plan entre les différentes branches de production dans l'intérêt de la consolidation et du développement du socialisme ; et par conséquent ce travail est socialement nécessaire, il est une parcelle indispensable de la totalité de travail de la société. »

(1) Nestor Lavergne, *El intercambio mercantil en el Socialismo*, La Habana, 1964.

Type d'entreprise	Composition organique $\left(\frac{\text{Travail mort}}{\text{Travail vivant}} \right)$
I	10/1
II	20/1
III	30/1
IV	40/1

Les facteurs intrinsèques à la capacité de travail se réduisent à des heures de travail simple et abstrait, comparables entre elles. Les facteurs intrinsèques sont le niveau technique, l'organisation, la capacité des moyens de production, les conditions naturelles, etc... Une heure de travail vivant simple engendre une valeur ajoutée, égale à une heure de travail socialement nécessaire, indépendamment des valeurs d'usage concrètes dans lesquelles se cristallise ce travail vivant. C'est le travail mort, l'appareil productif accumulé comme travail mort qui est alors le facteur décisif de l'accroissement de productivité.

Voici un exemple hypothétique où l'on considère que la quantité de travail vivant employé est différente entre chaque branche et à l'intérieur de chaque branche, et que les structures techniques sont aussi différentes.

TABLEAU A

Unités de travail vivant employé par branche et type de structure technique (en heures de travail socialement nécessaire).

Structure technique	Branches		
	A	B	C
10	10	5	5
20	10	10	10
30	5	10	20
40	3	5	10
Totaux	28	30	45
Total général			103

La productivité physique peut être (en tonnes par exemple) et en heures de T.S.N., de produits A, B et C selon les différentes structures techniques (1) :

- (1) HTSN = Heures de travail socialement nécessaire.
HTVS = Heures de travail vivant simple.

TABLEAU B

	Branches		
	A	B	C
Structure technique			
10	20	60	100
20	25	84	130
30	35	96	180
40	50	138	260

On peut calculer d'après le tableau A la quantité de travail mort employé par branche, par type de structure technique, et au total ; et en multipliant la quantité de travail vivant employé dans chaque cas par la structure technique.

Quantité de travail mort de

la branche A, structure 20 = 10 HTSN

$$20 \frac{\text{HTSN}}{\text{HTVS}} = 20 \text{ HTSN mort}$$

D'où :

TABLEAU C

Quantité de travail mort employé par branche et type d'entreprise (en HTSN).

	Branches		
	A	B	C
Structure technique			
10	100	50	50
20	200	200	200
30	150	300	300
40	120	200	400
Totaux	570	750	950
Total général			2.270

Les totaux généraux des tableaux C et A permettent de calculer la structure technique moyenne :

$$\frac{2.270 \text{ HTSN}}{103 \text{ HTVS}} = 21 \frac{\text{HTSN}}{\text{HTVS}}$$

Toutefois, une HTVS en rapport avec une structure technique moyenne créera une valeur ajoutée de une HTSN, indépendamment de la quantité et du type de valeur d'usage dans lesquelles se matérialise cette valeur ajoutée.

En extrapolant la productivité de une HTVS avec une structure technique égale à la moyenne dans les diverses branches (tableau A) la valeur ajoutée pour une HTVS dans chaque branche se cristallise dans les quantités suivantes de produits A, B et C, en chiffres ronds :

Une HTVS avec une composition technique moyenne (= une HTSN) cristallise en

26 unités de A
86 unités de B
137 unités de C

ou, ce qui revient au même

$$\text{valeur ajoutée d'une unité de A} = \frac{1}{26} \text{ HTSN}$$

$$\text{valeur ajoutée d'une unité de B} = \frac{1}{86} \text{ HTSN}$$

$$\text{valeur ajoutée d'une unité de C} = \frac{1}{137} \text{ HTSN}$$

On peut alors calculer la productivité en valeur, en divisant la productivité en unités physiques du tableau B par ces grandeurs.

TABLEAU D

Productivité en HTSN de valeur ajoutée pour une HTVS selon les différentes branches et structures techniques.

Structure technique	Branches		
	A	B	C
10	0,77	0,70	0,73
20	0,96	0,97	0,95
30	1,44	1,12	1,32
40	1,92	1,60	1,90

On voit ainsi que la quantité de valeur ajoutée par unité de travail vivant simple employé s'accroît avec la composition technique. Cet accroissement diffère d'une branche à l'autre, selon l'effet particulier de l'organisation du travail, du développement technique et scientifique, des conditions naturelles, de la masse totale des moyens de production employés, etc... dans chaque cas.

On peut toutefois établir un tableau moyen de la valeur ajoutée par HTVS employé, selon différentes structures techniques.

TABLEAU E

Valeur ajoutée moyenne, pour une HTVS, selon différentes structures techniques.

Structure technique (en HTSN mort employé par HTVS employé)	Valeur ajoutée pour une HTVS
	ω 1
10	0,74
20	0,96
30	1,35
40	1,88

Autrement dit, la valeur ajoutée dépend de la quantité de travail vivant employé, multipliée par un coefficient (ω 1) qui dépend du rapport entre le travail mort employé et le travail vivant employé ; ce coefficient est aussi fonction de la structure technique de la branche en question.

$$CO_1 = \frac{\text{Valeur agrégée}}{\text{Travail vivant employé}} = \text{Productivité en fonction de la structure technique}$$

Tout ceci apparaît comme la formule apparente en usage dans le capitalisme lui-même. L'auteur s'en tient ainsi à la lettre des interprétations russes, par exemple lorsqu'il commente : « Dans le socialisme, l'élément nouveau qu'il faut analyser pour expliquer la grandeur de la valeur est l'interaction entre travail vivant et travail mort employé, et son effet sur la productivité. Ce rapport, qui se condense en une structure technique, permet de calculer la valeur ajoutée par unité de travail vivant simple employé... Le calcul de la valeur débute par la grandeur du travail vivant employé. On voit comment cette grandeur peut être calculée à partir du salaire, selon le principe de distribution socialiste et de la planification du rapport entre travail pour soi et travail pour la société. Ce facteur, le travail vivant employé, est celui qui engendre toutes les unités composantes — travail mort employé, travail mort consommé et valeur ajoutée — en une interrelation dialectique entre tous les termes. C'est pourquoi la grandeur du travail vivant employé et son expression monétaire qui provient de son rapport avec les salaires, est la pierre angulaire du calcul de la valeur sous sa forme de valeur d'échange » (1).

(1) *El intercambio mercantil en el socialismo*, pp. 185-186.

Et sous une forme encore plus claire : « Par exemple, si un ouvrier mécanicien d'une catégorie déterminée travaille avec la même intensité pendant un nombre d'heures fixe, il reçoit la même chose, indépendamment de ce qu'il produit selon que les machines qu'il utilise sont plus ou moins puissantes. »

Cette philosophie ressemble à celle de Lange, et dans son principe ne se distingue guère de celle qui a cours officiellement dans tous les pays de socialisme d'Etat. Lange, qui conserve la signification de plus-value ou profit à ce que Lavergne appelle « valeur ajoutée », rappelle que pl_1 (profit de la section I, production de moyens de production) est répartie : a) en pl_1 pour la consommation ; b) en pl_{1v} pour payer la force de travail additionnelle ; et c) le reste, pl_{1r} étant destiné à accroître les moyens de production de ce secteur.

D'où :

$$pl_1 = pl_1 + pl_{1v} + pl_{1r}$$

autrement dit, la plus-value globale se partagera en salaires de consommation, en salaires additionnels pour de nouveaux ouvriers et en investissements nouveaux. Pl reste ainsi une composante de la formule générale.

Production = $c + v + pl$, à ceci près qu'en régime de socialisme d'Etat on écrit $c + (v + pl)$ en admettant arbitrairement que $(v + pl)$ représentent le coût du travail vivant tout entier, et qu'ils sont un agrégat social de structure homogène dans leur formation sinon dans leur distribution. « Le terme pl s'appelle souvent, dans la littérature soviétique, produit pour la société (1). Cependant, pour conserver une terminologie homogène au terme pl au cours du processus productif, dans le système capitaliste comme dans le système socialiste, nous l'appellerons « valeur du produit supplémentaire ». Dans les schémas de Marx, le terme v représente le coût de reproduction de la force de travail. Cette interprétation de v dans le système économique socialiste ne serait pas correcte, étant donné que dans cette économie le terme entier $(v + pl)$ correspond au coût du travail, bien qu'il soit utilisé par parties, comme par exemple pour l'accumulation. Une partie des coûts de travail, surtout v , établit comme on sait,

(1) O. Lange. *Teoria reprodukci i akumulacii*, 1961 (trad. en espagnol, *Teoria de la reproducción y de la acumulación*, La Havane, 1967). Lange note ici que « ce terme a été employé par J. Staline dans son livre *Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.* » Voilà au moins un héritage qui n'a pas été répudié.

la compensation directe du travail. » En Pologne, en 1959, par exemple, la participation des dépenses en moyens de production à la production globale fut d'environ 58 %, et la participation des dépenses en salaires de 34 % ; le « produit supplémentaire » fut de 18 % du produit global. En U.R.S.S., on admet comme norme un produit supplémentaire d'environ 25 % (1).

Encore une fois, le calcul n'est tiré que de la forme extérieure donnée par Marx à la composition du produit social. Cette composition apparaît comme une somme algébrique. Mais nous savons que cette somme, cette addition, qui permet de parler de la plus-value comme d'un « supplément », recouvre une série d'oppositions et de contradictions, et qu'il ne peut en être autrement dans une économie d'échange de valeurs.

6. Les trois théories de l'échange.

La suppression de la propriété privée des grands moyens de production, jointe à la centralisation de l'accumulation du profit net et des investissements, a conduit à poser sous une nouvelle forme les conditions de l'échange, du système mercantile, dans le cadre d'un socialisme d'Etat plus ou moins bureaucratisé ou « autogéré » comme en Yougoslavie. C'est de ce point de vue que les tentatives des « réformateurs » ou « révisionnistes » de l'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, et de Pologne, pour ne parler que des principaux, présente un très grand intérêt.

Ces économistes théoriciens « révisionnistes » ne se contentent plus de mettre en cause la gestion administrative de l'économie et les critères économiques qui permettent de décider de son succès ou de sa faillite ; ils s'attaquent à la forme générale sous laquelle sont considérés, dans la tradition stalinienne, les rapports de production et la structure de la propriété dans le socialisme d'Etat. Ce faisant, ils dévoilent

(1) Edelman a donné les chiffres suivants pour 1959 : (en %)

	Produit social total brut	Biens de production	Biens de consommation
Coût matériel, <i>c</i>	50,8	52,1	49
Revenus du travail, <i>v</i>	26,1	29,5	21,3
Surproduit, <i>pl</i>	23,1	18,4	29,7
	100	100	100

(« La balance interbranche des dépenses de travail et sa signification économique en U.R.S.S. ». *Cahiers d'Etudes des sociétés industrielles et de l'Automation*, n° 6, 1964.)

ce que le pouvoir bureaucratique tient tant à dissimuler : le caractère mercantile de cette société, et par suite les formes d'exploitation qui y subsistent. Mettant à nu les contradictions sociales qui sont inhérentes à ce régime bâtard, remontant à une appréciation plus profonde des enseignements de Marx, ils tentent une explication théorique du nouveau système de l'économie de marché socialiste, considérée comme une forme « de transition », mais inéluctable et possédant ses lois propres. L'économie de marché socialiste, selon eux, c'est ce qu'on a sous les yeux dans ces pays ; autant le reconnaître franchement, et en tirer les conséquences, sur le plan de la théorie comme en pratique.

Les économistes « révisionnistes » de l'U.R.S.S. restent assez prudents en s'engageant sur cette voie, et multiplient par ailleurs les démonstrations d'orthodoxie verbale. Mais les polonais de l'école de Lange, les tchèques comme Ota Sik, et une pléiade d'auteurs yougoslaves ne se privent pas d'aller au fond des choses (1). D'où la violence des attaques qu'ils subissent. Encore s'arrêtent-ils à la limite où leur conception du système mercantile socialiste esquisserait un rapprochement avec le capitalisme d'Etat moderne et définiraient clairement les formes d'exploitation mutuelle découlant du régime socialiste marchand ; encore évitent-ils de se demander trop nettement par quelles voies ce régime peut évoluer vers *l'abolition du salariat*, but suprême du communisme. Ils n'approfondissent pas trop non plus la nature et la forme des contradictions propres à ce régime. C'est qu'à leurs yeux, le plus souvent, une meilleure compréhension des nouveaux systèmes d'échange du socialisme d'Etat, jointe à une plus grande liberté de discussion de leurs conditions et de leurs effets, suffiraient à permettre un progrès nouveau dans l'établissement de rapports authentiquement socialistes, ce qui veut dire un dépérissement des fonctions de la loi de la valeur. Leurs analyses servent pourtant de révélateur, comme celles de Ricardo avaient épouvanté les thuriféraires du capi-

(1) Les conceptions de Lange, exposées dès 1937, sont bien connues. Ota Sik a développé de façon approfondie ses idées dans *Plan and Market under Socialism*, 1967 (*Piano e mercato nel Socialismo*, Rome, 1969), notamment dans la 2^e partie, § 3, « Caractéristiques propres aux rapports socialistes du marché ». Un ensemble de travaux de théoriciens yougoslaves a été publié en Italie sous le titre : *Socialismo e mercato in Jugoslavia* (a cura di C. Boffito, Turin, 1968). On y trouve en particulier des études de Boris Kidric, de Mito Hadzi Vasilev, de M. Korac et de Zvonimir Tanko.

talisme. Et c'est à ce titre qu'on doit aujourd'hui les étudier de très près.

La controverse devrait alors reconnaître au départ qu'il existe, aujourd'hui, sous forme plus ou moins confuse ou nette, trois conceptions de l'économie de marché, disons des formes de l'échange. La première est celle que Marx a défini rigoureusement dans le cadre du capitalisme concurrentiel pur, et dont la racine se trouve dans l'échange capacité de travail/salaire, c'est-à-dire dans le rapport salarié-prolétaire/capital privé. La seconde est celle que le régime stalinien a imposé comme idéologie : les rapports marchands essentiels sont supprimés comme rapports fondamentaux de la société ; ils ne subsistent que marginalement, par suite de la forme privée de la consommation et de la forme semi-socialiste des kolkhozes ; il n'existe pas d'échange de la capacité de travail. La troisième est celle que les « révisionnistes » appellent « rapports socialistes de marché », où l'échange existe à partir de la vente/achat de la capacité de travail, où tous les produits sont (ou doivent être) échangés à leur valeur, mais où l'absence de propriété privée du capital permet la formation et la distribution des profits en associant valeur d'usage et valeur, ce qui ne laisse subsister que des contradictions marginales (1). Il est évident que c'est du côté de cette troisième conception que se trouve, sinon une règle et une élaboration complètes, du moins une reconnaissance d'un état de fait nié par les oligarchies bureaucratiques au pouvoir. Et c'est ce qui fait leur importance, sinon leur rôle de directive.

Ota Sik considère qu'il faut poser en principe et en fait que la « production de marchandises socialistes » a lieu d'abord dans les entreprises socialistes (d'Etat) dans le cadre de la coopération socialiste de la société entière. C'est ce qui permettrait d'accentuer l'allocation des forces de travail selon leur valeur d'usage (proportionnalité utile des branches), tout en corrigeant cette allocation planifiée par un jeu plus souple des stimulants, en fonction de la valeur d'échange des capacités de travail. Le travail aurait ainsi à la fois un caractère social

(1) Ce classement suggère l'idée qu'une théorie formelle des catégories d'échange, et de leurs combinaisons, est aujourd'hui indispensable. Mais elle reste à faire. On s'apercevrait qu'elle conduit à déborder la notion d'échange elle-même, pour lui substituer, dans les domaines où elle cesse progressivement de fonctionner, des notions plus complexes de relations dont l'échange (valeur) ne serait qu'un cas particulier.

immédiat, et un caractère privé/échangiste. Ce serait encore du travail abstrait (donc relevant de la valeur) dans la mesure où « l'essence sociale, planifiée à l'avance, de chaque quantité spécifique de travail dépensé doit en dernière analyse être mise à l'épreuve et corrigée par le marché. Bien que le développement fondamental de la production s'opère selon la valeur d'usage, selon le plan, il doit aussi assurer le développement harmonique de la valeur d'usage et de la valeur. En outre, la tendance des prix influe substantiellement sur les décisions spécifiques de l'entreprise. » On peut résumer cette situation en disant que « les rapports socialistes de marché sont caractérisés par le fait que les décisions sur la répartition fondamentale de la valeur réalisée sont prises soit directement (à travers les paiements au budget de l'Etat), soit indirectement (à travers la politique fiscale), particulièrement par les entités qui représentent la société, de telle façon que le développement économique national planifié soit matériellement assuré. Ces entités peuvent orienter la distribution et l'usage de la partie de la valeur qui se trouve sous le contrôle des entreprises et fournir des stimulants adéquats pour créer un intérêt de l'entreprise à l'utilisation la plus efficiente de tous les fonds de production et de main-d'œuvre. Dans les conditions où elles opèrent, les entreprises socialistes ont intérêt à maximiser leur revenu brut, et dans ce cadre, à rendre les salaires de base et les profits nets aussi élevés que possible ». Ce que décrit là Ota Sik, c'est ce que les administrateurs « réformistes » considèrent comme un état de fait, qu'il faudrait consolider. Ils n'ignorent pas d'ailleurs qu'en pareille situation, ce qui domine, c'est la situation de marché, à commencer par celui de la force de travail, donc la production de valeur, et que le plan selon les valeurs d'usage, qui aboutit pratiquement à une répartition des branches de production très voisine de celle que pratique le capitalisme actuel, résulte surtout de l'absence de propriétaires privés du crédit et des moyens de production.

Z. Tanko explique cette situation plus profondément lorsqu'il demande que l'on distingue d'abord deux formes de propriété caractéristiques de ce socialisme marchand : la propriété collective ou étatique des moyens de production, et la propriété privée de la capacité de travail. Ce double caractère de la propriété met à nu la contradiction essentielle de ce régime en fondant ses traits particuliers.

Le capital (propriété sur les moyens de production) passe aux collectivités, entreprises, commune ou Etat, mais la force de travail demeure propriété privée, individuelle, du travailleur salarié. Les revenus de la population travaillante sont alors de deux sortes : le revenu individuel, plus la part du revenu social proportionnelle au travail de chacun. Comme il n'y a pas dans ce cas d'appropriation privée de plus-value formant un capital privé, le revenu de chacun s'échange avec celui des autres, et, comme tout échange, il est fondé sur une inégalité réglée par une mesure commune (valeur d'échange).

« L'existence de la forme privée de la propriété de la main-d'œuvre [force de travail.N] constitue la condition de l'existence du phénomène établissant que les producteurs socialistes, par l'intermédiaire de l'organisation du travail, *se vendent mutuellement leur propre main-d'œuvre*. L'achat/vente de la main-d'œuvre est la condition déterminant le fait que les producteurs socialistes deviennent copropriétaires de moyens de production sociaux. Par cet acte d'achat-vente, on fixe le prix individuel de la main-d'œuvre et les conditions de son utilisation dans le processus social de la production, et par-là également la « contribution » fournie par chaque particulier à la création des valeurs. Tout autre traitement de la « contribution » du producteur socialiste à la création et à la répartition des valeurs nous mène sur la voie de la recherche de la « valeur du travail » — et une telle voie constitue une impasse pour la pratique et la théorie de la société socialiste » (1).

Ce n'est pas « le travail », en effet, qui a de la valeur ou qui en crée. C'est l'application de capacités de travail humain à l'appareil de production, parce qu'elles s'échangent. Ainsi, « aux producteurs socialistes, en tant que propriétaires de la force de travail, appartient la partie du revenu qui correspond à la valeur de leur force de travail ; puis, en tant que propriétaires sociaux (c'est-à-dire comme collectif qui, en tant que copropriétaire, gère les moyens sociaux de production) leur revient aussi la partie du revenu représentée par le profit destiné à l'accumulation ; enfin, comme copropriétaire des moyens sociaux de production, ils ont droit à la

(1) « Marx et l'actualité » (Conférence de l'Institut d'Etudes du Mouvement ouvrier, Belgrade, mai 1967). Z. Tanko a résumé ses idées dans « La théorie marxiste du revenu », écrit spécialement pour le recueil *Socialismo e mercato in Jugoslavia*, 1968. Cf. également son livre en serbo-croate *Pomen temeljnih pojmova o produkcijskih odnosih*, Lubliana, 1964.

partie des profits destinés à la consommation personnelle. Le revenu personnel des producteurs socialistes est donc déterminé par la valeur de la force de travail et d'une partie des profits. Il s'agit de deux formes distinctes de revenu non seulement parce qu'ils dérivent formellement de deux formes différentes de propriété, mais aussi parce qu'elles sont déterminées par des lois économiques différentes. Aujourd'hui, dans toutes les parties du monde, la valeur de la force de travail (c'est-à-dire le salaire) est le résultat d'une convention sociale, évidemment fondée sur des rapports déterminés entre la demande et l'offre de force de travail de différents types, tandis que la proportion des profits est le résultat d'une gestion plus ou moins efficiente des moyens de production. Ces deux modes de formation du revenu des producteurs ne peuvent être objectivement confondus, de sorte qu'aucune des deux formes de revenu, dont ils dérivent, ne peuvent se fondre en une forme unique de revenu.

« Une seule forme de revenu ne serait possible (et même nécessaire) que dans le cas où les deux formes de propriété des facteurs de production de la société socialiste se transformeraient en une seule, c'est-à-dire si les producteurs (comme dans la société socialiste « future » de Marx) « dépensaient consciemment leur force de travail comme une force de travail social *unique* ». Tant qu'existe objectivement la forme privée de la propriété de la force de travail des producteurs socialistes dans le cadre de la propriété sociale des moyens de production, il faut qu'existent aussi deux formes de revenu, et c'est seulement dans un second mouvement qu'elles se fondent dans un revenu personnel unique du producteur socialiste. »

Bien entendu, cette propriété privée de la force de travail existe déjà dans les rapports capitalistes, car c'est justement elle qui fonde la possibilité de la vente-aliénation de son usage par son propriétaire. Comme elle a aussi une racine naturelle en tant qu'activité corporelle de l'individu, c'est évidemment elle qui résiste le mieux aux transformations de la propriété des moyens de production, qui passe des individus ou groupes privés à l'Etat, sinon à « la société ». Et la combinaison de ces deux formes de propriété est déjà connue dans les rapports capitalistes les plus développés. « Le rapport de travail de l'individu avec l'organisation économique où il est aussi copropriétaire des moyens de production, dit avec raison Tanko, n'est en fait guère mystérieux,

ni un cas exceptionnel. La société capitaliste elle aussi connaît de tels rapports « de vente de force de travail à soi-même ». Dans les sociétés en commandite ou par actions existent d'innombrables exemples dans lesquels les propriétaires du capital (de parts ou d'actions) travaillent dans les mêmes organisations économiques avec les autres travailleurs qui ne sont pas copropriétaires. Ceux-ci (copropriétaires) reçoivent une rétribution normale pour le travail fourni. Dans « leur » entreprise, et par leur fonction de propriétaires des moyens de production ils reçoivent une partie des profits ; de sorte qu'ils se vendent à eux-mêmes leur force de travail et en même temps gèrent les moyens de production sans que personne ne se demande jamais si cette « auto-vente » est possible. La seule différence entre ces rapports économiques absolument logiques et les rapports socialistes consiste dans le fait que dans le socialisme les moyens de production sont propriété collective-sociale, et que le quota de chaque individu est représenté par la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire du travail qu'il exécute pour soi dans le processus de production (1). »

« La détermination théorique des caractéristiques fondamentales de la société socialiste au moyen des deux formes de propriété des facteurs de production (force de travail des producteurs et moyens de production) fournit aussi un instrument adéquat pour l'analyse de la contradiction économique fondamentale de cette nouvelle société. Il s'agit en fait d'une contradiction objective entre forme privée de la force de travail des producteurs et forme sociale-collective de la propriété des moyens de production. Cette contradiction se manifeste dans les rapports entre les producteurs, qui échangent la force de travail, dans le processus de production et dans la phase de distribution. De la forme sociale-collective de propriété des moyens de production dérive la contradiction de la production marchande dans les rapports entre unités de travail autonomes. La signification sociale de cette forme de propriété engendre aussi des contradictions économique-sociales dans la société dans son ensemble, c'est-à-dire entre le principal titulaire de la propriété sociale et les collectifs des producteurs socialistes (2). »

(1) Trotsky a présenté une analyse semblable dans *La révolution trahie* (1936). Cf. le tome III de cet ouvrage.

(2) Z. Tanko, « La théorie marxienne du revenu » (1968).

Concluons : ni la coopération, ni le socialisme d'Etat n'excluent une forme d'exploitation, qu'on peut appeler exploitation mutuelle. Mais c'est une conclusion que ne tirent pas les « réformateurs ».

7. *Les rapports sociaux dans l'exploitation mutuelle.*

De ce que nous avons dit précédemment résulte que ce qui subsiste de plus important des relations capitalistes dans le régime du socialisme d'Etat, c'est la fonction marchande de la capacité de travail. Cette fonction est certes débarrassée d'une série de caractéristiques propres au capitalisme, et c'est en ce sens qu'elle pourrait donner lieu à une évolution esquissant une disparition du salariat. Mais cette évolution reste aujourd'hui une promesse, et rien de plus. Ce que l'on attend alors de la critique, c'est qu'elle fasse ressortir les caractéristiques de rapports sociaux tels qu'ils sont aujourd'hui bloqués sous la dénomination de socialisme d'Etat.

Parlant de rapports sociaux, plus précisément de rapports de production, on envisage le plus souvent un rapport inter-classes, rapport d'exploitation à sens unique, qui est à la fois un antagonisme et une polarité. Mais les rapports non-capitalistes (excluant la propriété privée bourgeoise sur les grands instruments de la production et de communication) laissent subsister des rapports intra-classes qui reproduisent une exploitation multilatérale réglée comme la précédente par le jeu de la loi de la valeur. C'est ce dont on trouve la reconnaissance implicite chez certains réformateurs soviétiques qui en viennent à fonder le système, quoique sous une forme pudique, sur sa vraie base : la divergence des intérêts des diverses couches sociales (salariées). C'est le cas de A. Birman, l'un des réformateurs « libermaniens » (1). Celui-ci constate qu'au cours du dernier plan septennal, « le taux d'accroisse-

(1) Voir son article « La signification de la réforme économique », *Novyi Mir*, 1968, n° 12.

Quelle différence y a-t-il entre les vues de A. Birman et celles des « réformateurs » tchécoslovaques ? Je n'en vois aucune d'essentielle. Ota Sik expose dans *La vérité sur l'économie tchécoslovaque* (1968) la nécessité d'un « marché socialiste contrôlé », de la liquidation des entreprises non rentables, de la différenciation des salaires liés à la productivité du travail, etc... dans des termes moins crus que A. Birman. Il n'asseyait d'ailleurs pas ouvertement son « modèle » sur les intérêts différents des différents groupes sociaux. Dans ces conditions, on ne peut comprendre la main-mise russe sur la Tchécoslovaquie que comme une volonté de domination politique et une lutte pour l'hégémonie bureaucratique.

ment du produit national avait diminué et que l'essor du secteur agricole avait fléchi. Le remboursement du capital, autrement dit la production mise en circulation pour chaque millier de roubles de la valeur des fonds productifs, est brusquement tombé » ; « le rendement de chaque unité d'équipement de la surface productive, a systématiquement diminué. La qualité de la production s'est mise à susciter des objections sérieuses. » D'où vient cela ?

A. Birman fait alors la constatation fondamentale suivante : « *Si les intérêts du peuple étaient similaires, ou plus exactement identiques, la direction de l'économie, son organisation, seraient chose facile.* La difficulté réside dans le fait que pour atteindre le même objectif — l'édification du communisme — *les divers groupes sociaux de travailleurs empruntent des voies différentes.* Cette différence a des raisons objectives : niveau de vie initial, éducation, tradition. Selon nous, une politique valable consiste, dans son essence, à faire converger des intérêts variés vers un même tout, sans en étouffer la diversité, sans les uniformiser, au contraire — en créant des conditions favorables à leur évolution et à leur satisfaction. L'ingénieur de talent agit de la sorte. » [Italiques de moi, comme plus loin.] Ainsi, « il faut édifier le communisme sur la base de l'intéressement matériel et de l'autonomie comptable. »

Dans ces conditions, il ne faut plus prendre comme point de départ des plans les produits, mais les différents groupes de producteurs, les personnes, en s'appuyant sur leurs intérêts particuliers, différents, et souvent opposés, entre eux sinon à un patron privé. Il ne faut pas dire : pour produire tant de biens, il faut tant de personnes. Au contraire, il faut « aller dorénavant non plus des marchandises aux personnes mais des personnes à la répartition des forces productives, au rythme et au taux d'accroissement de la production nationale ». Et Birman entend par-là ceci : « les divers secteurs de la production seront inscrits dans ces colonnes [du plan] comme par le passé, mais ils le seront *en fonction des individus, et avant tout, des intérêts de chaque individu, groupes de personnes ou entreprises.* Tel est en effet l'essence de la réforme. »

« Quel est l'essentiel de ces intérêts ? » demande alors Birman, qui, comme on voit, ne craint pas d'aller au fond

du problème. C'est, répond-il, de travailler là où cela vous plaît et aux conditions qui vous conviennent. Mais, comme il est impossible de prévoir ces conditions pour chaque individu, il faut l'envisager pour des groupes ou entreprises. En un mot, « l'intérêt du travailleur est de bien gagner sa vie ». Birman ne manque pas d'humour ; il ajoute aussitôt : « en écrivant ces mots, nous voyons nettement la stupeur puis l'effroi passer sur le visage de certains de nos lecteurs. » Pour notre part, nous éprouverons plutôt de la satisfaction en nous exclamant : voici enfin un économiste russe qui déchire le voile ! Du coup, Birman nous dépeint les délices du travail bien organisé, du haut salaire pour une tâche qualifiée et soutenue. « D'où provient, demande-t-il, cette crainte du gros salaire, d'un salaire établi d'après les normes et les tarifs en vigueur, d'un salaire obtenu au prix d'un labeur soutenu et qualifié ? Nous pouvons répondre tout de suite : le marxisme-léninisme n'y est pour rien. Elle est due à une pruderie, à une hypocrisie de petit-bourgeois... » « C'est pour cela, ajoute-t-il en éclairant sa lanterne, que notre parti n'a cessé de se prononcer contre le nivellement des salaires : les différences de rémunérations — différences économiques fondées — poussent les travailleurs à élever leur qualification, à renforcer la discipline du travail (1). » Nous sommes au moins d'accord sur ce point : le marxisme-léninisme n'y est pour rien !

Pour atteindre le but visé, il faudra donc donner aux entreprises, comme le préconise la « réforme économique », le pouvoir de différencier les salaires, de manipuler le personnel, de rationaliser l'emploi des ressources, de façon à obtenir les prix de revient les plus bas, au profit des consommateurs : « Il nous semble que regarder son entreprise avec les yeux du consommateur est la première de toutes les exigences que la réforme formule à l'égard de l'individu et avant tout de

(1) Birman, par ironie sans doute, rapporte les réponses fournies par 405 ouvriers d'une usine de locomotives Diesel aux questions : « Qu'a apporté la réforme économique à la production ? Que vous a-t-elle apporté personnellement ? » Voici les chiffres :

<i>Production :</i>		<i>Personnellement :</i>	
Augmentation de la production de bénéfice	141	Salaire accru, primes	94
Peu de choses	43	Peu ou rien	130
Ne sait pas	21	Ne sait pas	181
Edifiant !			

l'économiste. » Rizzi ne devrait pas être fâché : c'est le marché qui réclame ses droits.

Toutefois, derrière le marché et les consommateurs se cache le profit d'Etat. Que répond le camarade Birman aux opposants, les praticiens et les théoriciens ? Les théoriciens s'en prennent au renforcement des « relations marchandes ». Ils ont « une attitude pleine de suspicion à l'égard du profit, de l'encouragement matériel et d'autres éléments de l'économie socialiste, et s'ils l'avaient pu, ils les auraient depuis longtemps bel et bien supprimés. » Pourtant, selon Birman, l'expérience des Etats socialistes « a des résultats catégoriques : toute tentative pour rétrécir l'utilisation de la loi de la valeur et des relations marchandes, pour sauter une étape, alors qu'elles sont encore nécessaires, font un tort considérable au développement du socialisme. »

Quant aux praticiens, qui ont peur des nouveautés administratives, « il est nécessaire de leur expliquer la nécessité objective d'édifier l'infrastructure du communisme dans les conditions des catégories marchandes, de les convaincre que l'autonomie comptable n'est pas une simple méthode de gestion de l'entreprise mais le seul système de gestion socialiste possible, que les entreprises d'Etat, productrices de marchandises, sont d'une certaine façon isolées et que leurs rapports avec l'Etat sont des rapports économiques et non point uniquement des rapports administratifs ; que l'argent n'est pas un symbole facilitant calculs et comptes, mais une forme de valeur ; que le profit n'est pas une survivance douteuse héritée du capitalisme mais l'indice supérieur de l'efficacité et la source essentielle des ressources qui permettent une reproduction élargie. » Birman conclut au pénal : les administrateurs des bureaux du plan et des ministères qui ne comprennent pas ainsi leur tâche doivent « réparer, avec leur propres deniers, le préjudice qu'ils auront causé aux entreprises. »

Nous voilà au clair : le fondement de la réforme, c'est l'existence de couches différenciées de salariés, qu'il faut mettre en concurrence par le jeu de la loi de la valeur. Le gain en argent servira de mesure de la réussite : des salaires élevés pour certains seront la récompense de l'exploité inconscient ou du profiteur ; de bas salaires pour les autres seront la sanction de l'exploité tout aussi inconscient mais moins chanceux, peu doué, inhabile ou sans relations. Le profit de l'Etat

et de son administration sera d'autant plus grand. La croissance du profit déterminera l'opposition différentielle des catégories salariées. L'exploitation des uns par les autres aura modifié sa formule, mais ce sera toujours l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'avons-nous là, sinon un exposé du système de l'exploitation mutuelle ? Bien entendu, l'analyse de Birman ne peut être considérée dans ses intentions officielles (« bâtir le communisme »). Les économistes de l'U.R.S.S. sont passibles, comme les autres, de la critique marxiste. Leurs intentions, aussi louables que celles du capitalisme, couvrent des réalités bien différentes. Ce qui importe ici, c'est la double affirmation suivante : 1) l'échange de *marchandises*, y compris entre entreprises d'Etat, y compris la capacité de travail, est la relation fondamentale du système ; 2) la valeur d'échange (monnaie et prix) règle ces échanges ; 3) les échanges sont inégaux, notamment entre catégories de salariés, et pour rendre le profit social maximum il faut accentuer autant que possible et nécessaire l'écart entre les revenus salariaux, en s'appuyant sur l'intérêt de chaque catégorie. Comme il n'existe plus de bourgeoisie capitaliste dirigeante pour dominer ce système d'échanges, c'est l'administrateur d'Etat, la bureaucratie, qui arbitrera les conflits d'intérêt, en prélevant comme il faut sa propre part. Encore une fois, c'est la théorie de l'exploitation mutuelle.

Reste à se demander — et la question est de portée générale — comment ce système peut être qualifié de transitoire vers des relations communistes, comment, du renforcement du rôle de la valeur d'échange peut sortir son dépérissement ? A cette question personne ne répond. Mais il est clair qu'aucune *évolution* n'y pourvoira ; il y faudra une *révolution*.

On doit souligner que cette sorte de coopérative concurrentielle préconisée par les « réformateurs » trouve son analogue dans la tendance croissante du néo-capitalisme d'aujourd'hui (que j'appellerais volontiers *capitalisme artificiel*) à pousser les différentes catégories de salariés à s'exploiter les uns les autres, sous la houlette de l'Etat et du grand capital monopoleur, c'est-à-dire dans le cadre d'une exploitation inter-classes plus générale. Tel est en effet le sens de ce qu'on appelle redistribution et transferts de revenus, qui lèsent ou

avantagent les uns par rapport aux autres mais sans toucher aux privilèges économiques que détiennent le capital comme force d'accaparement de la plus-value, et l'Etat comme puissance fiscale disposant du fruit de l'impôt (1).

(1) Cette évolution a été bien mise en lumière par M. Collinet. Il constate que la masse totale des salaires, traitements et pensions a peu changé entre 1938 et 1950, mais que la décomposition de cette masse est sensiblement différente. On a, en pourcentages, pour les salariés et pensionnés non-agricoles, les proportions suivantes :

	1938	1950
Salaire direct	86	77
Pensions	11,2	9
Allocations familiales	1,8	8,8
Assurances sociales	1	5,2
	100	100

« L'ensemble de la classe salariée fonctionne comme une gigantesque mutuelle. On y redistribue en salaires en prélevant dans la poche des uns pour remplir celle des autres. Le célibataire ou marié sans enfant reçoit une rétribution diminuée pour permettre à son voisin, le père de famille, d'élever ses gosses... Belle solidarité, dira-t-on ! Mais cette solidarité obligatoire n'a lieu qu'entre salariés. Les autres classes de la nation n'y participent pas, mais se contentent par leurs porte-parole au Parlement de l'imposer aux seuls salariés. La logique voudrait que ces derniers soient seuls à régler cette redistribution du salaire qui s'effectue entre eux : la fraction des prestations diverses qui leur est distribuée devrait être répartie par eux seuls. Mais il est évident que cette charge est trop élevée pour être supportée par la seule classe des salariés et qu'elle dévore la substance même de sa rémunération. » (*L'ouvrier français. Essai sur la condition ouvrière*, 1954, p. 172.)

CHAPITRE IV

L'EVOLUTION DE LA CLASSE OUVRIERE EN U.R.S.S.

Une histoire véridique de la classe ouvrière en U.R.S.S. sera faite quelque jour par les ouvriers russes eux-mêmes. On dispose toutefois déjà de matériaux importants, édités peu à peu en U.R.S.S., et en dehors. Sans eux les controverses théoriques, bardées de citations, manquent de fondement. Je ne puis cependant me livrer à ce travail. Je me contenterai de rappeler et de commenter quelques caractéristiques de l'évolution des problèmes ouvriers de l'U.R.S.S. destinées à servir d'appui aux précédents chapitres. Ces paragraphes n'ont donc aucune prétention à être complets ; ce ne sont que des points de repère, mais qu'il est important de fixer.

1. *Le communisme de guerre et l'économie non-monétaire.*

De la période du communisme de guerre (1918-1921), on retient surtout aujourd'hui des caractéristiques socio-économiques telles que le rationnement préférentiel, la gratuité de certains travaux et services, la dégradation du rôle de la monnaie, l'insignifiance du salariat. On y voit les prodromes de relations socialistes, le germe un moment activé d'une rupture de la loi de la valeur. C'est le sens profond que ces mesures ont conservé. Sur le champ, il fallait surtout en ressentir l'aspect disciplinaire, l'effort et le sacrifice pour la défense armée de la révolution, la misère qui rongait tous les besoins de consommation, l'élimination forcée des parasites.

L'établissement de la gratuité d'une série de biens de consommation eut lieu sous forme de rationnement, du *païok*, et non du libre accès au stock de biens. C'était même juste le contraire : le consommateur n'était pas « libre » de consommer ; il était contraint de consommer une ration pres-

crite, et faible, mais non appréciée monétairement. Cette gratuité de pénurie n'était pas l'effet d'une rareté de marché, encore moins de l'abondance. De plus, ce qui établit forcément le caractère non-économique de cette gratuité, c'est qu'elle n'était pas consentie de façon uniforme à tous les consommateurs, citoyens. Elle allait de préférence aux catégories sociales qui soutenaient l'Etat ouvrier. Le 11 octobre 1920, la gratuité des postes, électricité, gaz, denrées alimentaires, vêtement, logement est établie en faveur des employés et ouvriers de l'Etat. Mais les catégories sociales sont en pleine décomposition, fluides ; comment distinguer entre le soldat, le paysan, le commerçant ? Entre l'ouvrier et l'employé ? Les individus se diluent dans les familles, les classes s'estompent dans l'indifférence des positions qu'entraîne la dissolution économique, l'état de guerre. On étend vite à tous le privilège de la gratuité, qui a le mérite d'atténuer la spéculation. La gratuité des fournitures est étendue à toute la population, pour les aliments, le 4 décembre 1920, pour les combustibles et les postes, le 23 décembre ; pour le logement, l'eau, le gaz, l'électricité, les bains municipaux, le 27 janvier 1920, pour les fourrages, le 14 février.

Non seulement la gratuité n'est accordée qu'à une ration restreinte, mais elle correspond à un bon que chacun perçoit contre l'exécution d'un certain travail. C'est donc une gratuité relativement au prix et au marché, mais non par rapport au travail. Le bon est ainsi une sorte de monnaie en travail, et non en argent. Il s'agit de paiement en nature rationné au lieu d'un salaire monétaire, et rien de plus. Le salaire monétaire n'a d'ailleurs pas disparu. Pendant le second semestre 1918, le salaire-argent représente encore 72,1 % de la rémunération totale. Au premier trimestre 1921, il en représente encore 13,8 %. Le rationnement est très sévère : en 1918, le salaire réel en nature et monétaire équivalait à peu près à 40 % de celui de 1913 ; en 1921, il équivaldra à 25 ou 30 %. Les travailleurs fuient souvent le travail, et se replient à la campagne, qui vit, dans le flux et le reflux des combats, en circuit fermé.

C'est en 1919 que le salaire en nature se substitue dans de vastes régions au salaire monétaire. Mais les rations ne sont pas égales. Elles se distinguent selon la qualité sociale

des rationnaires. *La Commune du Nord* du 6 février 1919 publie un tableau des rations en disant : « Afin de remplacer les paiements en argent par des paiements en nature, la commission spéciale près le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale a fixé, pour la période du 1^{er} février 1919 au 1^{er} janvier 1920, les rations des 5 catégories des citoyens de la façon suivante :

Dénomination	Pour les ouvriers et employés	Pour les membres des familles des ouvriers et employés	Pour les autres citoyens	Pour les villageois	Pour les soldats
Pain cuit	1 livre pour les ouvriers 3/4 livre pour les employés	3/4 de livre	1/2 livre	—	2 livres par jour
Poisson, viande	4 livres	4 livres	2 livres	1/2 livre	15 livres par mois
Sucre	1 livre	1/2 livre	1/2 livre	1/8 livre	2 livres 1/2 par mois
Thé et café	1/4 livre	1/8 livre	—	—	1/8 de livre par semaine
Sel	3/4 livre	3/4 livre	1/2 livre	1/2 livre	2 livres 1/2 par mois
Savon	1/4 livre	1/4 livre	1/4 livre	1/8 livre	1/2 livre par semaine
Huiles végétales	1/2 livre	1/2 livre	—	—	2 livres par quinzaine
Pétrole	1 livre	1 livre	1 livre	1/2 livre	1/2 livre par mois
Caoutchoucs	1 paire	1/4 de paire	1/4 paire	1/4 paire	—
Chaussures	1 paire	1/2 de paire	1/2 paire	1/8 paire	2 paires
Tissu de coton	17,5 archines	15 archines	10 archines	8 archines	4 archines 1/2
Drap, laine	1 archine	1 archine	1/2 archine	1/10 archine	6 archines 1/2
Tissu de lin	4 archines	4 archines	1/2 archine	1/3 archine	15 archines
Fil à coudre	4 bobines	4 bobines	2 bobines	1 bobine 1/4	7 bobines 1/2
Ouate	1/3 livre	1/3 livre	1/5 livre	1/4 livre	2 liv. 1/2
Allumettes	2 boîtes	2 boîtes	1/4 boîte	1 boîte	10 boîtes
Tabac	250 cigares	—	100 cigares	—	50 cigares
Makhorka	—	—	—	1/24 livre	1 liv. 1/4

tous les
10 mois

par mois

Ces rations, évaluées en roubles, donnent le total suivant pour un mois d'ouvrier :

30 livres de pain à	20 roubles la livre	600 roubles par mois
Viande à	20 roubles la livre	80 roubles par mois
Sucre	80 roubles la livre	
Thé	25 roubles la livre	
Sel	3 roubles la livre	
Savon	3 roubles la livre	
Huile végétale	20 roubles la livre	
Pétrole	6 roubles la livre	
Caoutchoucs	20 roubles une paire à 200	
Chaussures	50 roubles une paire à 500	
Tissu de coton	34 roubles à raison de :	24 roubles l'archine et en divisant 340 par 10
Drap	10 roubles	
Tissu de lin	12 roubles à raison de :	30 roubles l'archine le total divisé par 10
Fil à coudre	3 roubles	
Ouate	20 roubles	
Allumettes	3 roubles	
Tabac	300 roubles	
Total = 1 269 roubles.		

On trouve dans le livre de Raoul Labry, *Une législation communiste, Recueil des lois, décrets, etc...*, Paris, 1920, une série de documents importants sur cette période. Voir également M. Dewar, *Labour policy in the U.S.S.R., 1917-1928* (Londres, 1956) le chapitre II, « War Communism ».

Le Bureau International du Travail a publié naguère des recueils de documents très précieux : *Les conditions du travail dans la Russie des Soviets*, 1920, 309 + CXIV p. ; *L'organisation de l'industrie et les conditions de travail dans la Russie des Soviets*, 1922, 92 p. ; *L'évolution des conditions de travail dans la Russie des Soviets*, 1924, 276 p. Ces ouvrages contiennent d'importantes sources originales et une bibliographie soviétique considérable.

2. Tomski et Staline à la fin de la N.E.P.

Au 7^e congrès des syndicats de l'U.R.S.S. (16-18 décembre 1926), Tomski, secrétaire des syndicats, déclare : « Dans

les Etats bourgeois, le communiste a le devoir d'être toujours en tête dans les questions de l'augmentation des salaires, indépendamment de la situation dans laquelle se trouve l'entreprise en question et toute l'économie nationale. Mais dans la situation de la dictature prolétarienne, ou communiste, un prolétaire conscient de classe ne peut juger ainsi. Dans la situation de la dictature du prolétariat, les intérêts journaliers doivent être subordonnés aux intérêts communs de classe et chaque revendication et aspiration économiques doivent être mises en accord avec le rythme du développement des forces productives du pays, avec le rythme de l'accumulation socialiste.

« Nous avons élevé les salaires à leur montant actuel en partant presque de zéro. A partir de maintenant, la marche de l'augmentation du salaire correspondra au ralentissement du rythme du développement des forces productives et en sera un peu plus lente... ».

L'éventail des salaires s'est ouvert, par suite d'une certaine liberté dans la conclusion des contrats collectifs, de la prime aux ouvriers qualifiés, encore très rares, etc... Il faut *centraliser* la politique des salaires : « La diminution de la différence entre les diverses catégories professionnelles n'est donc plus possible sans une réglementation centralisée. Mais, lorsque quelques camarades affirment que cela signifie un pas en arrière vers la fixation des salaires par l'Etat et que, de cette façon les contrats collectifs perdraient de leur importance, ils se trompent. Ainsi, par exemple, l'adaptation des salaires des différents ouvriers dans une même branche d'industrie et dans une même entreprise serait l'affaire de l'organisation locale et des contrats collectifs. Par la voie centrale, on fixera que, par exemple, le salaire du mineur doit être augmenté de 9 % en moyenne ; du métallurgiste de 5 %, mais la façon de répartir cette augmentation de salaire au sein de la même branche de l'industrie en question sera déjà l'affaire de l'organisation syndicale intéressée. »

Cette position a été contestée par plusieurs délégués au Congrès. Tomski lui-même devait dès 1930 s'apercevoir que les niveaux et formes des salaires étaient de plus en plus fixés par l'Etat, comme « fonds des salaires » des entreprises, les contrats collectifs n'étant plus que des formes vides, des pseudo-contrats.

A la 5^e Conférence de la Fédération des Jeunesses communistes de l'U.R.S.S., 29 mars 1927 (*Corr. Int.*, 9 avril 1927), Staline ajoute : « Il faut diminuer les prix de revient, donc

les prix de vente, et accroître la capacité d'achat du marché intérieur, car nous ne pouvons pas concourir avec les capitalistes sur le marché extérieur ».

« Notre Etat socialiste peut-il, d'une façon absolue, alimenter systématiquement et continuellement le salaire des ouvriers ? Non, il ne le peut pas. Il s'ensuit que la diminution systématique des prix des produits manufacturés est une des conditions préalables à l'élévation progressive du niveau d'existence de la classe ouvrière. »

Pour abaisser les prix de revient, il faut rationaliser, améliorer l'outillage, laisser stagner les salaires, donc améliorer la productivité et les profits : « On dit que la rationalisation exige certains sacrifices passagers de quelques catégories ouvrières, dont les jeunes. C'est juste, camarades. L'histoire de notre révolution nous apprend qu'aucun pas important en avant ne peut être fait sans que quelques catégories de la classe ouvrière fassent certains sacrifices dans l'intérêt de l'ensemble du prolétariat de notre pays. » Dès 1927, la question était de savoir si ces sacrifices étaient consentis (ou extorqués), réellement au profit de « l'ensemble du prolétariat ». Pour s'en assurer, il aurait fallu que le contrôle public sur la comptabilité nationale fut assuré. La discussion économique de 1926-1927 montra justement que la bureaucratie se refusait de plus en plus à ce contrôle. Cette discussion économique fut la dernière. C'est aussi pourquoi dès 1928 et 1929, la politique des salaires fut souvent remaniée sans que les travailleurs de production aient eu un mot à dire.

En même temps, dans les premières directives pour le premier plan quinquennal (1927) on déclare qu'il faut avant tout aboutir à la diminution du coût de production (prix de revient) par la rationalisation.

« Une tâche particulièrement importante incombe de ce fait aux organisations syndicales du prolétariat, depuis le bas jusqu'au sommet. Il faut que les unions syndicales, dans la lutte impitoyable contre tous les abus de la rationalisation, défendent les besoins journaliers de la classe ouvrière et combattent de la façon la plus résolue le bureaucratisme et les autres phénomènes semblables partout où ils peuvent se faire jour, en même temps qu'elles viendront hardiment à bout de toutes les tentatives destinées à briser l'essor créateur et l'initiative des masses... ».

Vers cette époque (1926), un budget ouvrier se détermine de la façon suivante (cf. Stroumiline, *Corresp. Intern.*, 13 octobre 1926) :

Structure du budget d'une famille ouvrière en % du total

	Début 1925	Début 1926
<u>Reettes :</u>		
1 – Salaires	78,4	82,0
2 – Assurances sociales	2,9	4,2
3 – Profits supplémentaires (jardin, etc...)	3,3	3,1
4 – Crédits et dettes remboursées	7,1	6,4
5 – Ventes d'objets et d'économies dépensées	6,4	2,5
6 – Secours de parents, etc...	1,9	1,8
	100,0	100,0
<u>Dépenses :</u>		
1 – Loyer	5,3	5,7
2 – Chauffage, éclairage	8,7	8,8
3 – Nourriture	45,8	44,5
4 – Boissons alcoolisées	1,1	2,1
5 – Tabac, allumettes	1,5	1,4
6 – Vêtements, toilette, lessive	20,0	23,1
7 – Objets de ménage	2,7	2,9
8 – Hygiène et traitement	0,9	0,9
9 – Religion	0,2	0,1
10 – Dépenses culturelles	2,1	1,9
11 – Cotisation	3,3	2,1
12 – Paiement de dettes et de crédits	2,9	2,8
13 – Prêts	0,2	0,2
14 – Aide aux membres de la famille absents	1,0	1,1
15 – Autres dépenses	4,3	4,4
	100,0	100,0
Total des reettes par famille (roubles)	79,90	97,90
Total des dépenses par famille (roubles)	79,63	97,55
Nombre de personnes par famille	2,80	2,78
Nombre de personnes rémunérées	1,18	1,22
Nombre équivalent d'adultes	1,10	1,1
Nombre de ménages étudiés	1278,00	1402,0

Dans les recettes d'assurances ne sont pas compris les soins gratuits, séjours, congés, etc... De même pour les dépenses culturelles, celles de l'Etat ne sont pas comprises.

D'après les budgets d'avant 1914, la part de la nourriture n'était pas si importante. La qualité de l'alimentation s'est améliorée. En 1922, à la fin de la famine, les aliments d'origine animale constituaient 4,4 % du nombre total de calories (3.800, chez les ouvriers mariés) : en 1923, 7,7 %, en 1924, 12,5 %. En 1922, le pain de froment constituait 10 % du pain total consommé, en 1923, 30 %, en 1924, 45 %. La quantité de grain s'est accrue de 1922 à 1924, de 33 %, la consommation de lait de 73 %, celle du sucre de 146 %, celle de la viande de 33,5 %, etc... La consommation des pommes de terre diminua de 20 %, celle du pain de seigle de 48 %.

On voit donc l'effet immédiat de la N.E.P., c'est-à-dire du rétablissement des rapports capitalistes (contrôlés) à la campagne, sur la consommation alimentaire, et par suite sur la structure qualitative du budget ouvrier. Le budget, qui exprime le niveau de vie, est donc tout relatif, non dans le sens formel, mais historique et économique. C'est ce que Marx appelait « l'élément moral » dans le niveau de vie, les habitudes de consommation. La structure du budget de consommation varie selon des paramètres nombreux. Il faut donc le rapporter à la structure des rapports de production sous leur forme momentanée, conjoncturelle, si l'on veut comprendre cette structure. On en revient alors aux deux points : 1) quantité distribuée par rapport au revenu national et par catégories sociales, et 2) forme qualitative des marchés aux différents niveaux.

L'opposition de gauche contestait le caractère statique et momentané des ces données. Voici comment lui répondaient les tenants de la ligne officielle. I. Kraval, par exemple. (La politique du parti dans la question ouvrière et la démagogie de l'opposition, *Corres. Intern.*, 11 déc. 1927) présente l'augmentation des salaires inférieurs d'après des enquêtes menées

chaque année par le Conseil Central des Syndicats et le Commissariat du Peuple au Travail :

	Mars 1924	Mars 1925	1926	1927
Jusqu'à 30 roubles	39,6	29,8	15,8	9,4
30 – 50 roubles	33,5	37,4	31,0	28,3
50 – 70 roubles	15,6	18,3	24,2	27,5
70 – 100 roubles	8,0	9,7	17,7	22,2
100 – 150 roubles	2,5	3,7	8,8	10,6
au-dessus de 150 roubles	0,8	1,1	2,6	20,0
	100	100	100	100

Mais ce qu'on voit en réalité, c'est une forte différenciation des salaires, et non une égalisation (Kraval dit : « une politique systématique des nivellements des salaires des ouvriers des différentes branches d'industrie »).

L'opposition avait proposé, étant donné le chômage massif, que les contrats collectifs indiquent que l'employé ne pourrait être licencié pendant toute la durée du contrat. Kraval répond : « L'application d'une véritable rationalisation de la production, l'amélioration du système administratif et le remplacement du travail à la main par le travail à la machine sont forcément liés à un certain déplacement des ouvriers d'une entreprise dans une autre, et à un certain échange entre ouvriers ayant une qualification (travail à la main) et ouvriers sachant travailler sur les machines automatiques compliquées. La revendication de protéger tout le monde contre le licenciement aboutirait pratiquement à un arrêt inévitable du travail dans le domaine de la rationalisation de la production. Cette thèse sur l'interdiction de licencier les ou-

vriers et des employés pendant la durée du contrat collectif est une thèse hostile au prolétariat ».

En réalité, ils voulaient user la volonté ouvrière et les positions des ouvriers déjà en place, spécialisés ou qualifiés, sans parler de la répression politique (on a réduit l'opposition en mettant tous ses ouvriers en chômage — et plus tard dans des camps, en déportation).

Abaisser les prix de revient, par la rationalisation, voilà ce que cela devient pour Kraval : « la rationalisation doit avoir pour conséquence de réduire la part des salaires dans les frais de production des produits fabriqués, tout en amenant parallèlement une élévation du niveau de vie ». Abaisser la part des salaires, c'est accroître la plus-value, autrement dit réduire le travail nécessaire par rapport au surtravail ; car c'est le surtravail qui fournit les fonds de l'accumulation, qui permet la rationalisation (extension du capital constant, outillage, mécanisation, etc...). C'était, dans cette voie, un cercle vicieux. En effet, le travail nécessaire n'a cessé de décroître par rapport à la plus-value, et l'accumulation de celle-ci a en effet permis un accroissement considérable de l'outillage industriel, de la production, (et des sommes accaparées par la bureaucratie) et de la productivité. Cela s'est traduit par un accroissement des salaires en volume et en valeur absolue, et une baisse relative, étant donné les hausses continues des prix (les baisses de prix n'intervenant que pour corriger des hausses excessives, soit au marché noir, soit par la libéralisation).

La part des salaires ouvriers dans le revenu national avait-elle baissé de 1925 à 1927, comme le soutenait l'opposition ? Kohn soutenait que non (« La répartition du revenu national et l'opposition trotskyste », *Corresp. Intern.*, 19 novembre 1927).

D'après les chiffres de contrôle pour 1927-1928 (publiés par la Commission du Plan d'Etat) :

% du revenu de la *population et de l'économie collectiviste* par rapport à la somme globale du revenu national :

	1924-25	1925-26	1926-27
1 – Population agricole	55,1	51,2	49,3
2 – Salariés (1)	24,1	27,7	29,4
3 – Professions libérales	0,4	0,4	0,4
4 – Travailleurs à domicile et artisans	3,4	2,8	2,7
5 – Bourgeoisie	5,5	5,4	4,8
6 – Autres catégories	3,7	3,7	3,8
7 – Economie collectiviste	7,8	8,8	9,6
	100,0	100,0	100,0

(1) Salariés = toutes les personnes touchant un salaire, y compris les employés de l'Etat et du commerce, gens de maison, etc., à l'exception des domestiques de ferme. Les chiffres correspondants, se rapportant exclusivement aux ouvriers de l'industrie contrôlée, petite industrie, bâtiment et transports, sont : 10,7, 12,7 et 13,3. Il ne s'agit que du salaire direct.

La progression serait la suivante :

	% du revenu de la population et de l'économie collectiviste par rapport à l'année précédente	
	1925-26	1926-27
1 – Population agricole	120,8	107,2
2 – Salariés	149,0	118,1
3 – Professions libérales	115,1	105,3
4 – Travail à domicile et artisans	108,0	107,2
5 – Bourgeoisie	126,7	99,9
6 – Autres catégories	132,8	114,1
7 – Economie collectiviste	146,5	122,2
	129,9	111,4

L'opposition, quant à elle, estime que, *par tête*, l'accroissement du revenu avait été, de 1925 à 1926, de : paysans 19 %, ouvriers 26 %, commerçants, industriels, 46 %.

Les méthodes de calcul, hier comme aujourd'hui, jouent ici un grand rôle. Les niveaux comparatifs à un moment donné sont en fin de compte moins importants que la dynamique des contradictions que suppose le système.

3. *Relations entre la structure des salaires et le plan* (1).

En 1927-1928, le niveau des salaires oscillait, selon les différentes branches industrielles, entre 81 et 201 % par rapport à 1913, pour une moyenne générale de 122,5 ; mais plus de la moitié des travailleurs percevait un salaire inférieur à la moyenne :

Salaire mensuel en % du salaire moyen	% de travailleurs	
	en 1924	en 1928
Moins de 50 %	19,8	11,6
de 50 % à 100 %	41,5	46,7
de 101 % à 150 %	22,8	26,3
de 151 % à 200 %	9,2	9,6
de 201 % à 250 %	3,7	3,1
Plus de 250 %	3,0	2,7

La part du « salaire social » tend à s'accroître, sans qu'on puisse facilement la comptabiliser : environ 32 % du salaire monétaire moyen, disent les publications officielles, pour 1927-1928.

Avec le plan (1930-1935), le système évolue peu à peu dans le sens suivant : on a en principe libre choix du métier et de l'emploi, liberté ni plus ni moins réelle que sur le marché du travail capitaliste ; d'autre part, il y a une réglementation autoritaire des salaires par masses (niveau, différenciation). Finalement, la répartition des masses de travailleurs par branche d'industries s'établit en corrigeant les proportions par des mesures autoritaires, et finalement par le travail forcé dans le cas de travaux neufs, de défrichements, de tâches particulièrement pénibles et nocives. Mais le salaire n'est pas seulement le prix de la force de travail, il est aussi le fonds de consommation finale ; sa valeur doit

(1) Cf. pour les données qui suivent P. Brière, *Salaires et niveau de vie en U.R.S.S.*, 1951.

donc correspondre à la valeur de la production de la Section II consommée en moyens de consommation.

On a donc la série de calculs suivants :

A. Domaine de la production.

a) Main-d'œuvre : importance relative des salaires selon les différentes branches d'industrie ; et selon les régions par branches d'industrie ; importance relative des salaires par rapport aux degrés de qualification (hiérarchie).

b) Coût de production : proportion de v dans les coûts de production et de distribution.

B. Domaine de l'accumulation.

Grandeurs des salaires par rapport au profit. Donc aussi rapport entre production des moyens de consommation et moyens de production.

Ces deux rapports commandent la reproduction élargie, c'est-à-dire le rythme et l'ampleur des investissements nouveaux et des consommations nouvelles.

On comprend que le premier plan ait formulé le jugement suivant : « La question du salaire occupe une place centrale dans le Plan quinquennal. C'est ici que se rencontrent les catégories fondamentales du Plan : le niveau de vie de la classe ouvrière, le développement de la productivité du travail, les frais de production, le rythme de l'accumulation, les éléments de l'offre et de la demande. *Pour l'Etat soviétique, la question du salaire constitue au fond la catégorie de base d'un plan économique.* » (*Piatletnii plan narodno Khoziaistvennogo stroieltva SSSR*, Moscou, 1929, t. II, p. 185.)

Les formes du salaire traduisent ainsi les formes fondamentales de l'économie de l'Etat socialiste. L'analyse doit passer du salariat aux formes du plan (équilibre), et non de l'échange (marchandises) au salaire (comme valeur d'une marchandise donnée). Dans le socialisme d'Etat c'est le salaire qui est la seule catégorie marchandise essentielle, car les capacités de travail continuent à donner lieu à un échange qui reste dans la nature des choses tant que la productivité sociale n'est pas suffisamment élevée. L'existence de cet échange est dû au fait que l'ouvrier *ne peut se défaire* de sa force de travail. Il ne peut l'aliéner totalement au profit

de l'Etat. Il en reste détenteur personnel. Il la loue, la prête, la donne, la cède par contrainte : mais quel que soit le mode d'en pratiquer l'usage, il ne peut s'en séparer. Il faut pourtant qu'il l'échange. *Le travailleur et l'employeur sont contraints à l'échange*, même si l'employeur est représenté par une collectivité, et même si cette collectivité est représentée par l'ensemble des autres travailleurs.

Si E = Ensemble de la société (Etat séparé),

$E - 1$ = « l'employeur »,

1 = l'employé,

le rapport d'échange est $(E - 1)/1$.

Chacun est exploité par tous les autres. Il y a échange, car il y a salaire en fonction de la quantité et qualité du travail ; et non partage différentiel du revenu national net. Partage ne peut s'entendre que d'un produit global où la *mesure* de la répartition est arbitraire ou indifférente. Si ce partage est mesuré par une règle sociale déterminée (valeur de la dépense de travail = salaire), c'est obligatoirement un échange réglé par des permutations spontanées.

Il est donc inévitable qu'il y ait quelque chose de commun entre le salariat capitaliste et le salariat soviétique. Brière ne voit de cette tendance que l'aspect superficiel (p. 35) : « En régime capitaliste, le salaire est théoriquement fixé, non par la volonté des employeurs... mais par la loi de l'offre et de la demande [ne revenons pas sur cette erreur de tous les économistes bourgeois]. Peu à peu... le jeu de ce mécanisme s'est altéré... Il existe aujourd'hui un salaire *conventionnel*, substitué pour partie au salaire de marché, qu'acceptent de respecter la plupart de ceux qui participent à l'activité économique... Certaines réglementations étatiques s'efforcent en outre de limiter les effets de la loi du marché en introduisant, dans la pratique des rémunérations, une notion de « salaire minimum garanti ». Enfin, depuis la guerre, les salaires ont été sévèrement dirigés par la quasi-totalité des Etats... Ainsi l'U.R.S.S... a dû se rapprocher du système capitaliste de rémunération du travail. Et les événements ont contraints les Etats capitalistes à introduire, dans leur propre système, des éléments de planification, de contrôle du marché de la main-d'œuvre, et par-là, ils se sont évidemment rapprochés eux-mêmes du système soviétique. L'analogie est plus frappante encore si, dans une branche donnée, on s'avise d'analyser la structure des salaires. Il ne faut pas s'en étonner : en de

nombreux cas, les russes ont employé les méthodes mises au point et utilisées aux U.S.A... Ce sont des spécialistes américains qui se sont rendus en U.R.S.S. pour y introduire les méthodes les plus récentes de chronométrage, de définition des normes de production, d'attribution de primes, etc... en vue d'augmenter la productivité. »

Depuis la mise en route des plans quinquennaux (1930) les caractéristiques du salaire sont :

1. Au temps ou aux pièces. C'est un salaire au *rendement*, qui donne le salaire monétaire net.

2. Zones de salaires, révisées deux fois par an (selon le coût de la vie, le climat, l'importance industrielle, etc...).

3. Il existe un taux horaire et une norme de rendement à partir de ce taux horaire.

4. Primes sur les dépassements des normes.

5. Pas de *minimum* légalement garanti. L'entrepreneur capitaliste garantit un salaire minimum (taux horaire = taux d'affûtage) indépendant du rendement (qui peut ainsi tomber au-dessous de la moyenne). Ce taux constitue cependant un minimum de fait quant au rendement moyen de l'ouvrier — s'il ne le fait pas, il perdra son emploi.

6. Le salaire social s'ajoute au salaire individuel. Pratiquement, il s'agit de services sociaux existant dans les pays capitalistes (pensions de vieillesse et d'invalidité, allocations familiales, soins médicaux, œuvres pour l'enfance en entretien et éducation, congés payés et de repos).

En principe, les ouvriers sont répartis en huit catégories, d'après leur *rendement* initialement connu.

Pour chaque catégorie, on définit une norme de base et un salaire proportionnel. L'appartenance à une catégorie n'est pas liée à un métier, une profession ou une qualification déterminée, mais à la progressivité du rendement dans chaque métier, poste ou qualification. Comment sont déterminées les marges de salaire par métier ou types d'emploi à l'intérieur desquelles s'inscrivent les huit catégories hiérarchiques, c'est ce qui n'est pas clair. Ces marges (et le taux horaire de base) semblent manipulées par les instances du plan, en fonction des besoins, des fonds de salaires alloués par branches, etc... Les ouvriers sont ainsi conduits à rechercher l'accès aux catégories supérieures par accroissement du rendement des primes plutôt que par changements de métier et de type d'emploi.

Pour chaque catégorie, on définit une norme de base et un salaire de base proportionnel. Si l'ouvrier dépasse ces normes, il bénéficie d'une prime de majoration. Cette prime est, pour un même type d'emploi, plus élevée à mesure qu'elle est attribuée à un ouvrier classé dans une catégorie supérieure. Lorsqu'un ouvrier de la catégorie II, par exemple, atteint la norme de la catégorie III, il passe dans cette catégorie. A l'inverse, l'ouvrier qui ne tient pas les normes de la catégorie II peut être rétrogradé dans la catégorie I. Le niveau du salaire dépend donc beaucoup moins d'une qualification acquise dans un métier, un type d'emploi ou un poste de travail donné, que du niveau de rendement atteint dans cet emploi. La qualification est donc moins « cristallisée ». Cette procédure exprimait d'ailleurs dans une large mesure la fluidité, l'absence de traditions, la formation professionnelle hâtive, l'origine paysanne, de la nouvelle main-d'œuvre industrielle. Avec la cristallisation de cette main-d'œuvre, la qualification tend à se détacher du rendement et à se fixer sur l'emploi, le poste ou le métier. Cette évolution est sensible depuis 1955-1956. De même, la progressivité des primes tend à diminuer. Elle a même été abolie dans certaines branches en 1956.

Dans le système qui a prévalu pendant toute la période de construction industrielle et de constitution de la main-d'œuvre industrielle, la progressivité des primes, la différenciation des salaires, ont été la loi essentielle du travail.

Le principe de la progressivité est très simple. Si la norme est payée P à l'ouvrier de catégorie I, $P + p$ à celui de catégorie II, $P + 2p$ à celui de III^e catégorie, on obtient pour les catégories 7, 8 et extra, des primes allant à $P + 6$, 8 ou 10 p . Ce sont les salaires « stakhanovistes », dont la proportion n'a d'ailleurs jamais été très élevée sur l'ensemble des salaires. Comme les normes des Stakhanovistes étaient données en exemple, il en résulte que l'ouvrier *moyen* était toujours très inférieur aux normes souhaitées, et que l'effort de rendement souhaité était toujours proportionnellement supérieur à celui qui stimulerait une croissance non-progressive des salaires.

Voici quelques exemples des taux de base progressifs par catégories, dans différentes industries (Brière, p. 43) :

Progressivité des primes

Industries	Catégories							
	1	2	3	4	5	6	7	8
Textile	1	1,11	1,26	1,48	1,74	2,04	2,42	2,86
Automobiles (usine Staline à Moscou)	1	1,20	1,45	1,75	2,10	2,50	3,00	3,60

La progression est *géométrique* (coefficient 1,2 pour l'automobile).

Chaque industrie a ses propres taux. Voici la progressivité pour l'usine de roulement à billes Kaganovitch, en salaires de base (roubles par mois), *dans la même profession* :

Catégories							
1	2	3	4	5	6	7	8
pas d'ouvriers dans ces catégories		303	350	409	499	589	701

Dans la métallurgie, les taux de primes par rapport aux salaires de base sont les suivants :

% de dépassement de la norme	% d'accroissement du salaire	
	Travaux ordinaires	Travaux difficiles
jusqu'à 10 %	25	50
de 11 à 20 %	50	100
plus de 20 %	100	150

L'ouvrier passe généralement à la catégorie supérieure lorsqu'il dépasse les normes de 20 %.

L'écart entre le Plan et la réalisation a toujours été sérieux, pour la masse, et beaucoup plus dans le détail.

Voici un tableau (Brière, p. 45, d'après Bettelheim) qui le montre :

Années	Salaire annuel moyen toutes activités			Salaire annuel moyen Industrie seulement		
	Prévu au Plan	Réellement exécuté	% b/a	Prévu par le Plan	Réellement exécuté	% d/c
	a	b		c	d	
1932 (fin du 1er P. q.) Plan annuel	994	1427	144	1187	1410	119
1933	1523	1560	103	1541	1579	102
1934	1625	1853	114	1672	1828	109
1935	2031	2271	112	1887	2246	119
1936	2460	2778	113	2476	2708	109
1937	2978	3000	100	2910	2920 env.	100
1937 fin du 2ème P. q.	1755	3000	176	1778	2920 env.	164

L'inexécution au point de vue masse des salaires va de pair avec les écarts dans la quantité de la main-d'œuvre. Le fonds des salaires fixé pour 1932 à 15,7 milliards de roubles, s'est élevé à 32,7 milliards, plus du double. C'est que la main-d'œuvre industrielle était alors de 23 millions au lieu de 15.800, et que le rouble avait perdu de son pouvoir d'achat. Dans quelle mesure peut-on ici parler de « plan », si les écarts entre prévisions et réalité peuvent être de 100 % ? Le seul avantage du plan, c'est alors « d'avaler » ce qu'une économie de marché n'avalerait pas.

Si l'on s'en tient au schématisme du plan, la formation du salaire apparaît comme très simple.

Dans le cadre d'un plan pour cinq ans, on détermine pour chaque année la masse du fonds global des salaires S , et le nombre des salariés N , le rapport $\frac{S}{N}$ — donne le salaire moyen M .

Ensuite, le Plan fixe la production totale P , en valeur et en quantité, dans chaque branche d'activité, et le rendement moyen R auquel on doit parvenir par ouvrier. Le rapport $\frac{P}{R}$ — donne le nombre d'ouvriers T à utiliser dans chaque branche.

Il faut ensuite comparer ces nombres avec les *besoins* en main-d'œuvre et en fonds de salaire exprimés par les entreprises et les branches industrielles. Il peut se produire trois cas (Brière, p. 48) :

a) T est plus faible que l'année précédente ; il faut alors réduire le nombre de travailleurs.

b) T est plus élevé que l'année précédente, mais inférieur à la moyenne générale d'accroissement : il faut freiner l'arrivée de la main-d'œuvre dans ce compartiment.

c) T est plus fort que l'année précédente et supérieur à la moyenne générale d'accroissement : il faut alors attirer de la main-d'œuvre dans cette branche.

Le fonds de salaires sera fixé en fonction de ces disparités, en dessus et en dessous de la moyenne M . Cependant, ces niveaux ne sont pas déterminés seulement en grandeur mais aussi en tenant compte d'une série de facteurs sociologiques, comme la situation démographique locale, le niveau de formation professionnelle, l'attrait relatif des professions, l'existence de moyens de transports, etc... Là où la pression démographique est forte, inutile de dépasser beaucoup M , même s'il est nécessaire d'attirer une main-d'œuvre additionnelle.

Pour le Plan 1933-1938, par exemple, on avait les disparités suivantes : l'accroissement général de la main-d'œuvre salariée était fixé à 26 % ; mais dans certains secteurs particuliers, elle était beaucoup plus élevée :

Transports	76 %
Commerce	62 %
Techniciens de l'industrie lourde	57 %

L'agriculture tenait la moyenne, 25,1 %. Certains pourcentages étaient très inférieurs, ou en régression :

Chemins de fer, construction	+ 9 %
Employés de l'industrie lourde	— 3 %
Administration	— 20 %

Quant aux salaires, l'augmentation du salaire moyen annuel devait être de 23 % (de 1.427 roubles à 1.755 roubles). Mais les augmentations variaient dans diverses branches de la façon suivante :

Transports	29 %
Agriculture	50 %
Chemins de fer	24,3 %
Commerce	13 %
Techniciens de l'industrie lourde	13,3 %
Administration	22 %

Le caractère prévisionnel, plutôt que rigoureusement planifié, de ces proportions est assez marqué par les écarts par rapport à la réalisation.

L'extension de la main-d'œuvre ne fut exécutée qu'à 94 % tandis que le salaire moyen dépassa de 76 % les prévisions (3.000 roubles au lieu de 1.755). C'est cet écart (exprimé ici en moyennes très grossières), qui montre indubitablement qu'il subsiste un *marché* du travail, et non une simple allocation de ressources planifiée. Les écarts, et les pertes « frictionnelles » sont loin de n'avoir qu'un caractère technique ou administratif ; ils ne sont pas essentiellement dus à des erreurs de calcul ou à une insuffisance des informations, ou à la confusion des directives. Ils sont dus au fait que sous le « marché comptable » du travail élaboré dans les bureaux du plan, continue à agir un marché régi par la fonction paramétrique des prix, selon l'expression de O. Lange. Le fait est que cette fonction a pris un rôle croissant depuis le premier plan quinquennal, et qu'aujourd'hui, c'est elle qui détermine presque ouvertement la structure du plan de main-d'œuvre.

La modification de la hiérarchie des salaires est beaucoup plus accusée que dans les pays capitalistes. Voici ces différences (pour certaines branches fondamentales) :

	Plan 1933-38		Plan 1939-1944	
	Salaire moyen	Rang	Rang	Salaire moyen
Industrie pétrolière	129,98	4	1	307,38
Charbonnages	122,08	6	2	320,16
Electricité	146,38	1	3	292,25
Mécanique	141,39	2	4	282,22
Sidérurgie	132,24	3	5	272,14
Industrie chimique	122,62	5	6	263,72
Mines de fer	113,96	7	7	261,93
Industrie cotonnière	85,89	10	8	199,63
Industrie lainière	90,16	9	9	194,83
Industrie alimentaire	96,18	8	10	188,21
Industrie linière	70,60	11	11	172,18

Les industries produisant des biens de consommation sont parmi les dernières. Le pétrole et le charbon ont passé tout à fait en tête, ce qui s'explique très largement par les conditions de la guerre, qui a bouleversé le plan et créé une urgence pour l'énergie.

Pour la *masse des salaires*, R. Mossé donne les chiffres suivants : (*L'Union soviétique au carrefour*, 1936) :

Années	Fonds annuel des salaires en millions de roubles	Nombre total de salariés (milliers)	Salaires par an	moy. par mois
1928	8 158,8	11 599	703	58,5
1929	13 597,2	14 530,9	936	78
1932	32 737,7	22 942,8	1427	119
1933	35 031,7	22 301,2	1571	131
1934	41 603,7	23 225,9	1791	150

Main-d'œuvre féminine : Pression dûe à la guerre (Brière, p. 67, d'après Vosnessenski) :

	% des femmes	
	début 1941	1942
Mécaniciennes de mach. à vapeur	6	33
» de compresseurs	27	44
Chauffeurs de chaudières	16	33
Tourneurs sur métaux	17	33
Braseurs	17	31
Monteurs à main	12	32
» mécaniques	29	39
Ajusteurs	3,9	12
Forge et emboutissage	11	50

Le IV^e Plan avait fixé pour 1950 à 32.500.000 le nombre de salariés pour lesquels est fixé un fonds global de salaires de 252,3 milliards de roubles, soit 7.763 roubles par unité active pour une année, et 647 roubles par mois. En fait, le salaire moyen atteint 450-500 roubles par mois.

Mais il y a un écart entre les prévisions du fonds global de salaires et les prévisions de salaire *direct*. Ce salaire est fixé par le plan à 6.000 roubles par an.

4. Achat et vente de capacité de travail soviétique.

Cet échange résulte en U.R.S.S. de contrats de travail, oraux ou écrits. La législation de ces contrats indique le *droit* de cet échange, mais ce droit doit lui-même être interprété d'après le rapport social qu'il codifie. Depuis quelque temps, il semble que les règles du contrat soient dans la pratique modifiées en ce qui concerne notamment les pénalités. Il faut y voir l'effet de pressions ouvrières (Cf. Ed. Nash, *Criminal penalties for violations of Soviet Labor discipline*, *Monthly Labor Rev.*, août 1955, d'après les sources suivantes : T.K. Noskalenko, *Perevodi i Komandirovski po Sovietskemu Pravu* (La loi soviétique concernant les transferts et désignations de lieu de travail des ouvriers), Moscou, 1953. N.G. Alexandrov, *Sovietskoïe Troudovoïe Pravo* (Lois du travail soviétique), Moscou, 1954. *Spravochnik Profsoyousnogo Rabotnika*, Manuel du fonctionnaire des syndicats, Moscou, 1949).

Dans les rapports capitalistes purs, le contrat de travail résulte théoriquement d'une entente entre l'employeur et le salarié, qui fixe les services à fournir et le salaire à recevoir en échange. Les bornes du contrat sont fixées par les lois de l'Etat, et par les clauses soit d'une entente personnelle,

soit d'ententes collectives, pour lesquelles l'individu s'en remet à un syndicat ou à une association légale. Comment les choses se passent-elles dans l'Etat socialiste ? Là aussi, il y a des lois générales, un Code du Travail, et en même temps des accords particuliers, des contrats collectifs individuels. Mais la discordance entre le contrat individuel (et collectif) et les lois d'Etat est bien moindre que dans les rapports capitalistes, pour une raison fondamentale : le contrat ne peut résulter, pour les clauses essentielles, que du *plan* économique. En effet, celui-ci détermine à la fois la hiérarchie des salaires particuliers et le fonds des salaires de l'entreprise, et les volumes et les prix des produits fournis à l'entreprise et à fournir par elle, autrement dit, la structure du prix de production ; il s'agit des entreprises industrielles et commerciales à l'exclusion des kolkhozes, qui sont de type coopératif. Dans l'établissement du contrat de travail (vente et achat de la capacité de travail) il y a donc quelque chose qui s'interpose entre l'employeur et l'employé, qui est le plan. Le plan et l'élaboration des normes du plan, remplacent le « libre débat » du contrat dans les rapports capitalistes ; mais sous une forme nouvelle, la discussion interne du plan lui-même reproduit ce qu'est le rapport de forces dont résultent les fluctuations des salaires dans les rapports capitalistes. Donc, c'est la *forme de la détermination du salaire*, plutôt que sa nature, qui différencie le socialisme d'Etat du capitalisme.

Le plan matérialise, au point de vue de la production et de la répartition, de nouveaux rapports sociaux dans lesquels l'employeur concret n'est pas propriétaire des moyens de production ; il n'est que le représentant du possesseur de ces moyens, qui est l'Etat (et l'Etat représente l'équilibre interne et externe de la collectivité). Le plan dicte donc des limites au contrat de travail. Le plan — aux différents échelons — doit lui-même tenir compte de la législation générale sur les conditions d'emploi et de travail. Si la durée est de x heures, si les heures supplémentaires ne sont autorisées que dans des limites déterminées, si les enfants ne peuvent travailler ici et là à tel âge, toutes ces conditions sont implicitement prises en compte par le plan, et par suite par la structure du fonds des salaires. Le contrat individuel de travail peut s'écarter des normes générales, mais reste fonction du plan, et dans une mesure déterminée par la latitude laissée au directeur, d'ailleurs fort variable. Par conséquent, l'employeur est plutôt ici l'entreprise que l'individu. Dans la

fixation du salaire, sa fonction n'est donc pas la même que celle du capitaliste. Pour le capitaliste, il s'agit avant tout de déterminer le salaire, en fonction des exigences de l'entreprise (rentabilité, profit). Pour l'entrepreneur socialiste, le niveau général du salaire est fixé, prévu, dans le plan ; le rôle de l'entrepreneur est celui de recruteur de main-d'œuvre selon les normes fixées par le plan. Le plan lui-même prévoit des profits planifiés (et ceci de plus en plus à l'échelle de l'entreprise), donc un certain volume de la main-d'œuvre, un certain rapport entre productifs et improductifs, bref une certaine structure du coût de production.

Néanmoins, il y a une importante élasticité dans l'exécution globale du plan. D'abord, le plan peut n'être pas exécuté. Ensuite, s'il l'est, il peut l'être de plusieurs façons. En particulier, le directeur peut recruter plus ou moins de main-d'œuvre, à des niveaux plus ou moins qualifiés (ici aussi, dans une marge d'exigences technologiques) ; il peut jouer des heures supplémentaires, etc.. Mais dans l'ensemble, la fixation des salaires n'est pas son rôle ; ce ne peut être le rôle de l'entreprise, et donc le sien, que dans la mesure où les ouvriers participent vraiment à l'élaboration du plan, c'est-à-dire aussi à la fixation des salaires. Mais alors, cette fixation passe de l'employeur aux salariés. Le plan peut aussi être dépassé, et selon des indicateurs divers. En somme, du point de vue du directeur, ou des services de main-d'œuvre de l'entreprise, le contrat de travail est simplement l'engagement de celle-ci d'employer un salarié à des conditions qui sont fixées dans l'ensemble par des organes collectifs supérieurs, et dans lesquels il ne peut pas intervenir. Cette fixation intervient en principe après une discussion entre les syndicats et les organismes du plan, mais nous reviendrons plus loin sur ce point. Cette évolution du rôle de l'employeur dans le contrat de travail se produit déjà, sous une forme bâtarde, dans le capitalisme de monopoles et dans certaines conditions spéciales comme celles de la guerre. Les prescriptions de l'Etat bourgeois en matière d'emploi peuvent être parfois si rigides que l'employeur privé particulier est contraint à employer de la main-d'œuvre à des conditions dictées par l'Etat. (Par exemple pendant la guerre, l'Etat fixait les salaires, comme les prix — c'était l'Etat des capitalistes, mais néanmoins chaque capitaliste privé était obligé de se plier à une loi commune — loi tournée très souvent par le biais d'un marché noir de la main-d'œuvre, une poursuite de la concurrence en dehors des

règlements). Les monopoles pratiquent même en temps normal une politique des salaires qui impose ses normes aux entreprises qui dépendent du monopole, ou des coalitions comme syndicats patronaux, Chambres de Commerce, etc... Les monopoles n'imposent pas seulement des prix de vente, mais des salaires, de sorte que les contrats de travail signés d'après des conventions collectives établies entre syndicats ouvriers et patronaux, par branches d'industrie, sont prédéterminés par ces conventions collectives. Le patronat, organisé aussi unitairement que possible, s'efforce de fixer des normes de salaires qu'il impose à tous les employeurs de sa branche, sous peine de boycott. Cependant, ce processus n'aboutit pas jusqu'au plan, surtout au plan d'Etat. Comme classe, les capitalistes monopoleurs parviennent à fixer des paliers minimum et maximum, et une hiérarchie d'ensemble déterminée, à l'ensemble des salaires *versés par eux*. L'Etat les aide de bien des façons à cette fixation, par des mesures économiques (dans le domaine législatif) et dans le domaine économique — allocations familiales, versements de sécurité sociale, et par des mesures politiques, de contraintes, arbitrages, etc... Il y contribue aussi directement par la politique qu'il applique dans les gestions nationalisées, autonomes ou de collectivités locales, et chez les fonctionnaires. En France, par exemple, les traitements du personnel enseignant, des postiers, des cheminots, des employés administratifs de toute sorte, portant sur près de 3 millions de personnes, sont fixés par l'Etat, ou sous sa pression. Dans l'industrie, les salaires des ouvriers de l'Electricité, du Gaz et des Eaux, ceux de la mécanique et métaux à la Régie Renault, dans l'aviation, etc... sont aussi fixés par entente avec les ministères.

Le fonds des salaires, la masse du capital variable en circulation, résulte de moins en moins, dans le capitalisme monopoleur et d'Etat, d'une addition d'accords particuliers que d'une entente globale (ou plutôt d'une acceptation globale) ajustée ensuite aux situations particulières. Les marges de la négociation sont ainsi très restreintes. Plus exactement, elles portent de préférence sur certaines fractions du salaire : salaire minimum garanti, primes au rendement, indemnités diverses, de vacances, transports, prix des cantines, etc... Ainsi, ce que les ouvriers « discutent » à l'échelon de l'entreprise ou individuellement, c'est surtout la hiérarchie, les avantages différentiels, la rétribution des efforts supplémentaires ou spéciaux, bref les facteurs des salaires

les plus élastiques, les plus soumis à l'Etat du marché, à la conjoncture. Mais la base, la substance du salaire (le taux horaire de base, le salaire minimum), c'est la fraction du salaire qui est la moins élastique, qui dépend le plus de décisions globales du patronat ou de l'Etat, des monopoles. Bien entendu, quantités d'occupations marginales, surtout dans l'artisanat, échappent plus ou moins à ces décisions, mais il ne s'agit jamais que de fluctuations autour de quotités fixées en dehors de cette poussière de contrats individuels. C'est cette fixation de plus en plus massive du fonds des salaires dans l'Etat capitaliste qui permet le calcul approximatif des revenus nationaux, et des bilans-comptes nationaux, lesquels en retour permettent cette fixation dans des conditions de plus en plus conscientes.

Quantité de petits patrons voient dans cette évolution du « socialisme », du « dirigisme », une intervention dans le « débat libre » entre le salarié et l'employeur. Dans certaines situations très tendues sur le marché du travail, l'élasticité va jusqu'à l'accord sur des primes « illégales », des salaires noirs. Mais c'est souvent l'inverse ; par le jeu du calcul des rendements, ou simplement par l'effet de l'offre et de la demande locales, les salaires réels tombent bien en dessous des minimums légaux (par exemple chez les jeunes apprentis, les femmes, les étrangers immigrés).

A ces processus s'oppose l'action concertée des syndicats, beaucoup plus frappante aux U.S.A. et en Grande-Bretagne qu'en France ou en Italie. Mais cette action est rendue difficile par l'élasticité de la fraction « prime » et allocation ou indemnités des salaires. Les salariés retrouvent leur solidarité dans la discussion du salaire minimum, mais tombent dans la concurrence pour la partie supplémentaire, de sorte que les fédérations syndicales parviennent rarement à se présenter en position de monopole face aux monopoles capitalistes (sans compter les raisons essentielles : impossibilité de stocker longtemps des forces de travail, sauf en cas de vastes poussées ouvrières, de grèves générales unifiées, de mouvements populaires qui débordent d'ailleurs rapidement le cadre limité du niveau relatif des salaires pour atteindre la structure même des rapports capitalistes (contrôle ouvrier, gestion ouvrière). Dans le contrat, dans la lutte pour l'estimation réciproque des valeurs au cours de l'échange salaire/force de travail, les salariés sont de plus en plus polarisés par deux problèmes : la valeur « absolue », minima de leur capacité de travail, et

sa valeur différentielle, relative. C'est en jouant sur ce fractionnement de la valeur que l'employeur parvient à faire baisser la valeur absolue en poussant momentanément, et par cas individuels, un accroissement de la valeur différentielle (primes au rendement). L'extension du rôle des monopoles capitalistes dans le domaine des salaires aboutit donc à ceci : qu'ils fixent pour la *masse*, pour l'ensemble des salariés, par grandes branches, la valeur minima de la force de travail, tout en laissant aux différents entrepreneurs la liberté de négocier une fraction différentielle en fonction des profits supplémentaires qu'elle permet. Evidemment, les capitalistes unifiés tendent à maintenir aussi basse que possible la valeur absolue. La négociation, surtout dans des contestations et des luttes particulières, tend de plus en plus à jouer sur la fraction élastique (primes), parce qu'elle est plus sensible aux fluctuations du marché, en respectant le salaire de base, dont *la fixation rigide par les monopoles est la raison essentielle de leur politique des prix*.

Les économistes bourgeois qui ont étudié la formation monopoliste du prix (compétition imparfaite), en reprenant d'ailleurs, lorsqu'elles étaient devenues évidentes, des tendances clairement aperçues par Marx dès 1870, ne se sont attachés, comme d'habitude, qu'à ses effets sur la consommation ; ils n'ont pas voulu voir que si le prix de vente monopoliste n'est que l'effet d'une certaine politique des profits, c'est qu'il est commandé par une certaine structure des coûts de production directs (prix des investissements en capital et des débours en salaires). A la « distorsion » des prix correspond une « distorsion » des salaires. La différenciation du salaire en salaire de base minimum + primes et indemnités + salaire « social » (Assurances Sociales, Allocations familiales, etc...) correspond aux exigences des monopoles pour maintenir aussi bas que possible *la valeur* moyenne (c'est-à-dire minima) de la force de travail, tout en laissant la latitude aux employeurs particuliers de l'accroître individuellement dans la mesure où l'entreprise particulière peut en tirer des profits immédiats plus élevés. Rigidité, lorsqu'il s'agit de la valeur de la force de travail ; élasticité relative, lorsqu'il s'agit d'accroître la plus-value par « surprofit ».

Pratiquement, le marché du travail se trouve ainsi de plus en plus institutionnalisé, et ceci est un phénomène général, dans tous les pays capitalistes. Les économistes et les employeurs le nient souvent, parce que pratiquement les

feuilles de paie sont toutes différentes dans une même entreprise. Mais ils présentent le phénomène apparent, le chiffre porté sur chaque feuille de paie, pour le rapport économique réel. La réalité, qui se cache derrière la multiplicité des feuilles de paie, c'est *l'uniformité* aussi grande que possible des salaires de base, par grandes catégories, telle que dans certaines grandes entreprises les salaires aux pièces et les salaires horaires n'ont plus aucune signification, et que les prévisions en matière de capital variable sont faites par l'entrepreneur sur la base de salaires mensuels (chez les fonctionnaires, c'est-à-dire les salariés de l'Etat, la « grille » des salaires est même d'une rigidité presque absolue. Dans la comptabilité de l'entreprise industrielle, la différence entre les « mensuels » (employés de bureau, ingénieurs, cadres, services techniques d'étude, de sécurité, etc...) et les « horaires » s'efface de plus en plus. De même la différence entre le salaire aux pièces et à l'heure ; car dans l'industrie mécanisée et automatisée, les rythmes de production sont si étroitement prescrits par les normes techniques des machines, que le rendement moyen aux pièces peut être converti en rendement horaire sans écarts ni erreurs économiquement importants.

Il résulte de tout cela que l'échange salaire/force de travail subit une série de modifications substantielles qui se traduisent déjà dans le droit, dans la procédure des contrats de travail, dans la législation de l'Etat. Ces modifications ne résultent pas d'un « interventionisme » qui pourrait être supprimé ou étendu à volonté, mais sont prescrites par les conditions monopolistes de l'emploi. Elles jettent certaines lumières sur les formes socialistes de l'emploi à leur stade initial, national et rudimentaire.

Le droit du travail soviétique prévoit des contrats de travail, comme le droit capitaliste. Ce droit fixe, comme tout droit contractuel, les obligations de plusieurs parties en présence, au moins deux. Par conséquent, il règle un échange : l'échange d'une capacité de travail contre un salaire. C'est ce qu'oublient les économistes officiels pour qui le salaire en U.R.S.S. n'est pas élément d'un échange, mais simplement une part dans la distribution d'un revenu, une *fraction répartie*. Si c'était vrai (dans la forme officielle) aucun contrat de travail ne serait nécessaire, et il n'y aurait pas de Droit ouvrier, de législation du travail, de garanties et de pénalités. Tout simplement, chacun travaillerait selon son bon plaisir ou la nécessité et toucherait un revenu (salaire) dans la mesure du

travail fourni. Bien entendu, comme chacun veut vivre et qu'il ne le peut sans argent, il faudrait bien travailler pour toucher ce revenu. Mais le droit soviétique fait du travail une *obligation* universelle. Cette obligation ne résulte pas d'un impératif moral, mais d'une nécessité économique. Si le socialisme, ébauché dans une société et une région agraire arriérée, veut atteindre et dépasser la productivité qu'atteint le capitalisme, il faut que le nombre maximum de capacités de travail soient mises à l'œuvre. L'Etat, représenté par la bureaucratie, l'appareil économique, politique et militaire, possesseur des moyens de production, trouve donc, comme monopole sur le marché du travail, une masse de main-d'œuvre qui doit s'embaucher ; l'ouvrier doit signer un contrat de travail, et du même coup il peut théoriquement et légalement le rompre.

Mais ce *contrat* n'est-il pas une simple illusion, une mystification, puisque le *plan* en fixe les conditions générales, spécifie la grandeur du fonds des salaires, etc ? D'après certains critiques, le plan a purement et simplement remplacé, par une décision distributive autoritaire la « libre discussion » bilatérale de l'achat et de la vente de capacité de travail. C'est l'opinion des théoriciens du « travail forcé » comme fondement de l'économie soviétique. Pourtant, s'il y a illusion, elle est différente de celle que produisent les rapports capitalistes. Dans ces rapports, le libre débat apparent entre le salarié et le patron masque les exigences objectives de la fixation d'un niveau minimum à la valeur du salaire, le rôle du chômage en puissance, etc... Le débat n'est donc pas « libre » : il traduit seulement un rapport de forces et ne porte que sur les *fluctuations* du salaire, ou sur les conditions de travail annexes (telles que congés, conditions de travail, d'hygiène, de transport, d'alimentation, etc...). En U.R.S.S. non plus le débat n'est pas « libre » : la grandeur du fonds national des salaires est fixée par le plan et elle résulte de la proportionnalité entre la valeur des produits (comme production et consommation), celle de l'emploi (salaires) et des profits. En principe, les salaires ne peuvent pas dans leur masse dépasser le total des valeurs produites pour la consommation ; c'est pourquoi l'on dit qu'en principe, prix et valeur s'équivalent (ou pourraient s'équivaloir) dans l'économie soviétique. La masse des salaires n'est donc pas difficile à fixer dans son ensemble.

Mais cette masse est distribuée inégalement : par niveau de qualification et formes d'emploi, et au rendement. D'autre part, il s'y ajoute une fraction « sociale » qui ne dépend pas du rendement personnel du travailleur. Il est donc inévitable qu'une contestation, une lutte, une rivalité se produisent autour de cette répartition, qui peut se traduire, comme en régime capitaliste, par une plus ou moins grande ouverture de l'éventail des salaires, par des formes différentielles de participation au salaire social, etc... Le plan, bien qu'il fixe en définitive les quotités des salaires, ne le fait en principe qu'après un *débat* avec les syndicats, représentants directs des travailleurs. Que ce débat soit plus ou moins fictif, comme les contrats qui en découlent eux-mêmes, ce n'est pas ce qui nous intéresse pour le moment. L'important, c'est que cette négociation, inscrite dans le droit, prouve que derrière la rigidité du plan des salaires se manifeste en puissance l'élasticité des modes d'application de ce plan. Et ceci parce que la rémunération du travail ne peut pas ne pas résulter, au stade actuel, d'un *échange*, c'est-à-dire en définitive d'un rapport d'exploitation mutuelle.

Derrière la rigidité du plan, derrière son apparence distributive, il y a des rapports d'échange inégal de valeurs égales. C'est pourquoi les travailleurs sont intéressés, à l'intérieur du plan, à intervenir dans la fixation de la grandeur relative du salaire. En principe, cette intervention devrait être faite par les syndicats, et dans des conditions toutes différentes de celles du capitalisme. Là, la « collaboration de classes » devrait être encouragée, mais à condition que les producteurs aient la liberté réelle, pratique, d'intervenir dans la discussion des salaires, au lieu d'être menacés de brimades, de déportation et de sanctions pénales dès qu'ils ouvrent la bouche.

C'est ce que le Code du Travail soviétique de 1922, élaboré après la grande discussion syndicale de 1921, avec la participation décisive de Lénine, avait pleinement reconnu. Ce code confiait aux syndicats la tâche de *défendre les intérêts* des ouvriers lors de la conclusion des contrats collectifs, notamment en matière de fixation des salaires. Cette législation ne résultait pas seulement des exigences du passage à la N.E.P. Elle était expressément étendue à l'industrie d'Etat, au secteur pleinement socialisé. La thèse de Lénine présentée au X^e Congrès du P.C.R., et adoptée le 12 janvier par le C.C. déclare expressément : « L'adoption du principe dit du rende-

ment commercial par les entreprises d'Etat, est inévitablement et indissolublement lié à la N.E.P. ; ce type d'entreprises deviendra nécessairement dans un proche avenir, prédominant, sinon exclusif. En fait, cela signifie, lorsque la liberté du commerce est autorisée et se développe, que les entreprises d'Etat sont mises, dans une notable mesure, sur pied commercial. Cette circonstance, vu la nécessité impérieuse d'augmenter le rendement du travail, d'obtenir que chaque entreprise d'Etat ne travaille pas à perte, mais à bénéfice, vu les inévitables rivalités d'intérêts quant aux conditions de travail à l'entreprise, entre la masse des ouvriers et les directeurs, les administrateurs des entreprises d'Etat et les administrations dont elles relèvent. Aussi bien, *en ce qui concerne les entreprises socialisées, les syndicats ont le devoir absolu de défendre les intérêts des travailleurs, de contribuer, dans la mesure du possible, à leur mieux être matériel*, de redresser constamment les fautes et les exagérations des organismes économiques, lorsqu'elles procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'Etat » (Lénine, Œuvres Choiesies, T. II, Moscou, 1947, p. 928).

Lénine vise clairement les entreprises socialistes d'Etat, et non les entreprises privées. Pour celles-ci, il va de soi que le syndicat devait y défendre les intérêts des ouvriers, puisque l'entrepreneur y était un capitaliste, prélevant indiscutablement une plus-value. Dans ce cas, il ne pouvait y avoir d'équivoque. La législation sociale et du travail de l'Etat, même sous la N.E.P., posait déjà des limites à l'exploitation de la force ouvrière par des entrepreneurs privés, comme cela arrive aussi en partie dans les Etats capitalistes. Mais à ces limitations il fallait ajouter un « contrôle ouvrier » permanent, c'est-à-dire la défense directe des intérêts des salariés ; au premier rang des intérêts à défendre, il y avait la grandeur du salaire lui-même. Comme le dit la résolution, « une des tâches les plus importantes des syndicats est de défendre, dans tous les domaines et par tous les moyens, les intérêts de classe du prolétariat dans sa lutte contre le capital » (dans la mesure où celui-ci était de nouveau autorisé à fonctionner en U.R.S.S.).

Dans les entreprises d'Etat, socialisées, la question se présente différemment, mais là aussi les intérêts des salariés doivent être défendus, *mais sous une autre forme*. Lénine en donne clairement la raison : c'est le passage des entreprises socialisées au principe du *rendement « commercial »*, à savoir

la nécessité pour celles-ci d'accumuler des profits, seul moyen accessible à ce moment à l'Etat d'élargir ensuite l'appareil de production et d'élever la masse des salaires répartis. C'est ce passage au rendement commercial, c'est-à-dire à une forme socialiste héritée du capitalisme d'Etat, qui représente la différence essentielle avec le système de la « répartition directe » utilisée pendant le communisme de guerre, pendant la guerre civile. La nécessité pour l'entreprise d'Etat de faire des bénéfices, des profits, d'être rentable, provoque inévitablement des conflits entre l'entreprise, l'employeur et le salarié. D'où la nécessité pour les syndicats de défendre les intérêts des ouvriers, non seulement dans l'entreprise privée, mais aussi dans et par conséquent *dans une certaine mesure contre* l'employeur, l'Etat. Mais comme l'Etat lui-même est dans son ensemble entre les mains de la classe travailleuse, l'intervention des syndicats et des ouvriers doit dans la plus large mesure possible être un arbitrage, une conciliation, une négociation. Or, ce rapport survécut à la N.E.P. ; avec la collectivisation intégrale, il aurait dû tout simplement être étendu à l'ensemble de l'économie. En fait, il fut nié, bien que la contradiction relative d'intérêts, soulignée en 1922, subsistât. A la théorie du salaire de 1922, qui implique un *échange négocié*, fut substitué *dans la pratique* le principe d'un octroi de salaire par les bureaux de planification, et dans la théorie l'idée que le salaire ne résulte plus d'un échange, mais d'une simple répartition de bénéfices sociaux.

La résolution de 1922 dit que dans l'Etat ouvrier, le rôle de défense des syndicats ne peut être le même que dans l'Etat capitaliste, justement parce qu'elle ne doit pas viser finalement à renverser l'Etat, c'est-à-dire un rapport de classes. Au contraire, il doit viser à aider, corriger, donc renforcer l'élément ouvrier de l'Etat, le pouvoir prolétarien, « au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet Etat, contre ses fautes et ses faiblesses, contre les appétits de classe capitalistes, qui échappent à son contrôle, etc... Voilà pourquoi ni le parti communiste, ni le pouvoir des soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, *que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient à l'Etat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien, et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans son institution*, d'une part, ainsi que par le manque

de développement politique et de retard culturel des masses laborieuses de l'autre. » Dans ces conditions, « la tâche des syndicats est de contribuer à régler, au plus vite et de façon indolore, les conflits avec le maximum d'avantages pour les groupes d'ouvriers qu'ils représentent, sous réserve que ces avantages peuvent être réalisés sans porter préjudice aux autres groupes ; ni nuire au développement de l'Etat ouvrier et de son économie prise dans son ensemble... »

Les syndicats ont une tâche de « médiation ». La médiation suppose des forces antagonistes, et la résolution indique expressément que les syndicats ont un rôle contradictoire, très difficile à remplir : « de tout ce qui précède, il découle une série de contradictions entre les différentes tâches des syndicats. D'un côté leur principale méthode d'action, c'est la persuasion, l'éducation ; d'un autre côté, ils ne peuvent, comme participants du pouvoir de l'Etat, renoncer à prendre part à la contrainte. D'un côté, leur tâche principale est de défendre les intérêts des masses laborieuses dans le sens le plus immédiat et le plus précis du terme, d'un autre côté, ils ne peuvent, en leur qualité de participants du pouvoir de l'Etat et de constructeurs de l'ensemble de l'économie nationale, renoncer à exercer une pression. D'un côté, ils doivent travailler sur le mode militaire, car la dictature du prolétariat est la plus âpre, la plus opiniâtre et la plus acharnée des guerres de classes ; d'un autre côté, c'est aux syndicats précisément que les méthodes de travail spécifiquement militaires sont les moins applicables. D'un côté, ils doivent savoir s'adapter aux masses, à leur niveau actuel ; d'un autre côté, ils ne doivent en aucune façon flatter les préjugés et l'esprit arriéré des masses, mais porter sans cesse les masses à un niveau plus élevé, etc... Ces contradictions ne sont pas un effet du hasard et ne peuvent être éliminées en quelques dizaines d'années... »

En effet, le fond de ces contradictions, c'est que l'Etat n'était pas un Etat pleinement ouvrier, socialiste, et que des rapports capitalistes y subsistaient. Autrement dit l'Etat, dominé par une classe, reposait sur plusieurs classes (prolétariat, petite bourgeoisie, paysannerie). Le communisme de guerre refoulait, étouffait, dissolvait, les contradictions résultant de cet état de choses. La N.E.P. les mit au contraire en lumière, leur donna du relief. Au point de vue de l'analyse économique, cela veut dire qu'en U.R.S.S. la structure et les rapports de classes (faiblesse de l'industrie, du prolétariat

industriel) empêchaient une socialisation totale immédiate. A cela s'ajoutait le fait que la révolution dans l'Europe industrielle avancée, tardait ; raison supplémentaire de l'impossibilité d'introduire directement des rapports socialistes complets. En rétablissant le secteur capitaliste privé, on dut ainsi introduire dans le secteur socialiste encore faible le principe de la rentabilité immédiate. Entre ces deux secteurs devait se produire une circulation de valeurs. La valeur, et son expression monétaire aussi stable que possible, redevenaient le régulateur de la circulation économique, *c'est-à-dire avant tout de la rémunération de la force de travail*. En passant de la répartition du communisme de guerre à la rentabilité, on passait de la « ration » au salaire classique, *c'est-à-dire que la grandeur relative du salaire devait dépendre d'un certain rapport de forces entre l'employeur et le salarié*. C'est ce rapport de forces que le syndicat exprime alors par son rôle « contradictoire », et c'est le rapport de forces nouveau que traduit la nouvelle législation sur les contrats de travail établie en 1922. La chose intéressante, c'est que ce rapport subsista lors de la liquidation de la N.E.P. en 1929-1930, et se développa en faveur de l'employeur, de l'Etat, lors des premiers plans quinquennaux, alors que la « socialisation générale » proclamée à cette époque aurait dû voir un retour à une diminution du rôle de la valeur comme « règle » des échanges capacité de travail/salaire.

C'est ainsi que ce qu'il y avait de « droit bourgeois » dans cette étape inférieure, nationale, du développement socialiste, se développa, se renforça, au cours des premiers plans quinquennaux, droits qui d'ailleurs furent de plus en plus enserrés dans une forme bureaucratique, étatique, de sorte que si les *principes* du Code du Travail de 1922 restèrent en vigueur, la *pratique* en fut presque entièrement abolie.

Marx a en effet écrit (et souvent, sous des formes diverses, depuis sa jeunesse) que « le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime ». Mais qu'est-ce que cela veut dire exactement ? On entend généralement : que le droit ne fait que prêter une forme juridique, légale, à des rapports sociaux et économiques donnés. Le droit d'une époque déterminée ne peut être élaboré, accepté et imposé comme droit, comme norme juridique de l'Etat et de la société, que parce qu'il codifie précisément les rapports sociaux et juridiques sur lesquels est fondé cet Etat. Au fond, ce n'est qu'une autre

expression du « matérialisme historique », et de la théorie des idéologies comme superstructures et dérivés. Mais les staliniens ont tiré de là la conclusion que « puisque les rapports sociaux en U.R.S.S. sont socialistes, le droit est socialiste ». Mais cette façon d'envisager la question est contraire à l'esprit de Marx.

Il faut aussi voir la chose historiquement, dans son évolution. Or, de ce point de vue, il y a des décalages, comme il y a des formes de transition des rapports économiques eux-mêmes. Le socialisme achevé ne peut s'instaurer du jour au lendemain, ni même, dans les conditions russes, en trente ou quarante ans ; d'ailleurs, il ne peut s'épanouir complètement « dans un seul pays », nationalement. Le droit soviétique, comme tout droit, doit donc lui aussi refléter des contradictions. Dans les rapports socialistes pleinement développés (communisme), il n'y aura d'ailleurs plus de droit, ni l'Etat pour l'imposer. La juridiction (la *règle* imposée à tous) est donc l'accompagnement de tous les régimes encore non-socialistes. En ce sens le droit dans une tribu nomade et auto-subsistante, dans la société romaine, dans la féodalité chrétienne, dans la monarchie absolue, dans l'Etat bourgeois capitaliste, etc... exprime dans chaque cas l'essence des rapports sociaux et économiques. Mais toutes ces étapes et juridictions se chevauchent et interfèrent. D'où les formes bâtardes comme le droit « colonial », ou le droit de « l'Etat ouvrier » à son début. Ainsi, c'est dans l'ensemble, pour de longues périodes, pour des régimes pleinement développés, que la coïncidence entre le droit, les rapports économiques *et le développement culturel*, comme l'ajoute Marx, est maximum. La plupart du temps, cette concordance n'est pas complète, reste inachevée, en déséquilibre. Toutes sortes de formules combinées sont possibles.

En tant que juridiction codifiée, qu' « abstraction » de la société, comme bureaucratie et administration de l'Etat, le droit a une *force d'inertie spéciale*. Qu'il soit écrit ou non, le droit est souvent coutume, tradition, habitude, et il survit sous des apparences dérivées à des rapports sociaux ou économiques transformés, mais où subsistent des tendances passées ou dépassées dans l'ensemble. Ainsi des tendances bourgeoises, capitalistes, et même semi-féodales en certains domaines « culturels », encore vivaces en U.R.S.S., en Chine... Dans ce cas, une partie du droit reste *en arrière* du développement économique. Mais par un autre côté, par son côté

abstrait, « idéal », il est réactionnaire, et même formaliste. Le droit peut aussi être *en avance* sur le régime économique, en ce qu'il cherche à atteindre des principes « absolus », dépassant l'étape présente, ou parce qu'il anticipe avec audace et vigueur sur un développement social qui ne fait que se dessiner encore ; il peut avoir un rôle précurseur. Légiférer pour l'avenir, pour l'éternité, c'est aussi une tendance du droit, de ses parties les plus générales, les plus abstraites, qui peut être dangereuse, mais qui a ses aspects positifs. Cette tendance était très forte dans le droit romain, dans le droit chrétien, dans le droit bourgeois (Code Napoléon). A chaque étape, la juridiction tente de s'assurer un royaume impérissable, établissant une norme parfaite, la justice définitive dans les rapports humains. Cette tendance est en rapport de polarité avec la tendance inverse à n'exprimer que les rapports économiques et sociaux du moment. Par son côté formel, le droit essaie de franchir les limites de la situation présente, et c'est par-là qu'elle fait quelquefois aussi des progrès, ouvre des voies nouvelles, pressent l'avenir, crée en somme « l'idéal » ; c'est son bon côté. On voit aussi cela dans le droit soviétique du début de la révolution. Mais ce besoin peut rester formel, idéal, et cacher, recouvrir, mystifier, les rapports réels, en les justifiant par la tradition, l'état de fait, etc... C'est ce qui se produit aussi maintenant en U.R.S.S.

La formule de Marx ne peut donc être prise mécaniquement, comme un parallélisme strict, dans le temps, entre structure économique, culture et droit. Ceci s'applique tout particulièrement au « droit ouvrier » qui plus que tout autre exprime un rapport de forces fondamentales dans l'Etat. Il faut donc remonter des rapports ouvriers réels au droit, et non l'inverse, si l'on veut comprendre ce qu'est le « contrat de travail ». Ceci est vrai aussi bien pour le socialisme dans l'Etat, rudimentaire, que pour l'Etat capitaliste. En U.R.S.S. non plus, ce n'est pas le droit qui détermine les rapports économiques. Le rude et oppressif droit ouvrier en U.R.S.S., constamment révisé en pratique, exprime — avec ses vues abstraites et généreuses, comme avec ses réalités traditionnelles et brutales — les contradictions d'une étape primitive du socialisme. Les idéologues staliniens raisonnent ainsi : puisque le droit (la loi, la Constitution) décide qu'il y a chez nous des rapports socialistes, alors... le droit est socialiste. C'est un cercle vicieux bureaucratique. C'est ainsi qu'ils peuvent énoncer sans sourciller ce syllogisme : les camps de tra-

vail, le travail pénal, forcé, sans contrôle démocratique, sont permis par le « droit » ; or c'est un droit socialiste, puisque la constitution est socialiste ; le travail forcé est donc un fleuron de la pédagogie socialiste.

En pratique, Staline et ses économistes attitrés ont jeté par-dessus bord la thèse et le Code du Travail de 1922 : dès 1928-30, ils l'ont remplacé par le commandement bureaucratique qui décrète : « le salaire ne peut être marchandé », il est fixé par le plan, et le seul moyen de l'améliorer est d'accroître la journée de travail par des heures supplémentaires, ou l'intensité par cadences. Tel est le secret de la combinaison du travail aux pièces avec la fixation autoritaire des fonds de salaires. Cette conception a survécu à Staline ; elle a été appliquée aux économies socialistes de l'Est européen. En voici une expression brutale sous la plume d'un dirigeant syndical d'Allemagne de l'Est (*Neue Deutschland*, 14 janvier 1951) : « Ce qui est décisif en vue de la conclusion des conventions collectives, c'est de forcer chez nos ouvriers d'entreprise la conscience que le salaire ne doit plus être marchandé, mais qu'il constitue une part intégrante du plan et qu'il appartient au régime de le fixer... ». En 1953, les ouvriers insurgés de Berlin donnèrent une première réplique à ce fonctionnaire (1).

Dans ses grandes lignes, la législation du travail établie en 1922, au début de la N.E.P., après la grande discussion du X^e Congrès sur le rôle des syndicats, avec la participation décisive de Lénine, est toujours en vigueur. En 1925, elle fut complétée sous certains aspects. Plus tard elle fut administrativement remaniée et pratiquement abolie (surtout en matière de pénalités et de mode de rémunération). Elle reste pourtant le fondement juridique des rapports de travail en U.R.S.S. Cette continuité est intéressante à constater, parce que la nouvelle législation du travail rompait avec celle que le communisme de guerre avait établie, et qu'elle fut inaugurée en même temps que la N.E.P., c'est-à-dire lors du rétablissement d'un secteur capitaliste privé. La Constitution de 1936 elle-même n'a pas osé en détruire les données principales.

L'ordonnance du 9 novembre 1922 qui fait entrer en vigueur le Code abroge expressément le Code des lois du Tra-

(1) Voir la remarquable analyse de B. Sternberg-Sarel, *La Classe ouvrière d'Allemagne Orientale*, 1958. C'est un tableau approfondi des luttes ouvrières dans le socialisme bureaucratique, précurseur de bien d'autres.

vail de 1918, ce qui prouve que la liquidation du communisme de guerre impliquait bien l'établissement de nouveaux rapports de travail. Voyons ce qui concerne les contrats de travail, c'est-à-dire la législation des rapports entre employeurs et employés, dans le Code du Travail de 1922. Le chapitre IV déclare (cf. la traduction de J. Patouillet, *Les Codes de la Russie Soviétique*, Paris, 1926) : § 15 : « Le contrat collectif de travail est *un accord conclu* par le syndicat professionnel, *comme représentant des ouvriers et des employés, d'une part, et par l'employeur, d'autre part*, lequel accord fixe les conditions du travail et de l'embauchage pour les entreprises, établissements, exploitations prises individuellement ou pour un groupe de ceux-ci, et détermine le contenu des futurs contrats individuels d'embauchage. » Le texte est clair : les conditions de l'accord résultent d'une confrontation entre deux parties distinctes, donc entre deux intérêts.

Le § 27, qui concerne le contrat individuel de travail, est encore plus explicite : « Le contrat de travail individuel est un accord de deux ou plusieurs personnes *aux termes duquel une des parties (celui qui loue ses services) fournit sa force travailleuse à l'autre partie (employeur), moyennant salaire.* » Cette définition explicite exactement le droit de l'achat et de la vente de la force de travail entre deux parties : l'ouvrier loue sa force de travail et en échange il reçoit un salaire. Le Code définit économiquement l'une des parties, la force de travail, mais non l'autre : l'employeur. Il ne précise pas la nature économique de l'employeur, pas plus que ne le font les codes bourgeois. Mais quelle que soit cette nature, il est clair qu'entre les deux protagonistes du rapport de travail a lieu un échange, et le salaire est défini comme le prix ou la valeur de la capacité de travail. S'il avait voulu être rigoureusement exact, le Code aurait dû préciser que le salaire, payant la capacité du travail, ne rémunérerait toutefois pas le temps de dépense au-delà de la « dépense nécessaire », celui qui formera la plus-value. En tous cas, il est clair sur la formule de l'échange.

Cette formule est confirmée par les modalités de la rupture du contrat. Le § 4 déclare à ce sujet : « Le contrat de travail prend fin : a) par l'accord des parties ; b) par l'expiration du délai (prévu) ; c) par l'achèvement du travail convenu ; d) par notification émanant d'une partie, selon la procédure des articles 46 et 47 ». Ainsi, la résiliation du contrat, dont les modalités sont prévues en détail par le Code, suppose que l'échange

force de travail/salaire peut prendre fin, c'est-à-dire que l'échange peut cesser d'avoir lieu. Si l'échange était établi définitivement, de façon en quelque sorte « immanente », ce ne serait plus ni un échange, ni une location, mais un engagement bilatéral perpétuel, c'est-à-dire une propriété-qualité.

Non seulement les grandes lignes du Contrat sont débattues par *deux* parties en présence, mais aussi les conditions particulières pour chaque atelier : § 54 : « Les règlements d'atelier des divers établissements, entreprises et exploitations d'Etat, publics et privés, sont élaborés par accord entre l'administration de l'entreprise et les sections locales des syndicats professionnels, et sont ratifiés par l'inspecteur du travail ». Donc, sur le lieu même du travail, jusque devant « sa » machine, l'ouvrier doit débattre ses conditions d'emploi avec un employeur personnellement et socialement distinct de lui.

Le chapitre VIII, consacré à la « rémunération du travail », au salaire, ne laisse pas non plus place à l'équivoque. Le § 58 dit que « le montant de la rémunération pour celui qui a loué ses services est fixé par les contrats collectifs et les contrats de travail ». Ce montant, c'est-à-dire la grandeur du salaire, est donc fixé par un accord. Le même chapitre précise que « le montant de la rémunération ne peut être inférieur au minimum obligatoire du salaire fixé par les organes d'Etat compétents pour chaque période donnée (et) pour les catégories de travail correspondantes ». Cette disposition a été délibérément violée par la bureaucratie du plan, comme par les autres d'ailleurs, à partir de 1933, sans qu'elle ait jamais cessé d'être légale.

Nous trouvons une remarque au § 68 qui doit être signalée ici. Elle dit : « Le mode de fixation du salaire moyen est établi par le Commissariat du Peuple pour le travail ». Cette remarque introduit un organisme d'Etat dans la mécanique de l'accord sur les salaires. Mais le Commissariat n'intervient pas pour fixer la *grandeur* du salaire, mais seulement le *mode* de sa fixation, c'est-à-dire les procédés à utiliser pour cette fixation qui, elle, devait résulter d'un accord, c'est-à-dire d'un équilibre entre les deux intérêts en présence. Il va de soi qu'en 1922 cette intervention de l'Etat était prévue comme une garantie des intérêts de l'ouvrier, ce qui exprime l'aspect double et contradictoire de la position des syndicats (salariés) et de l'Etat (employeur) tel que l'avait défini le X^e Congrès.

C'est dans le Chapitre XV consacré aux « syndicats professionnels de production d'ouvriers et d'employés » que le Code s'exprime de la façon la plus claire sur la position des salariés face à « l'entrepreneur ». Le § 151 dit : « Les syndicats professionnels (de production) qui groupent des citoyens travaillant moyennant salaire dans des entreprises, établissements et exploitations d'Etat, publics et privés, ont le droit d'agir auprès des différents organes, au nom des travailleurs salariés, *en qualité de partie contractante à des contrats collectifs*, et d'être leurs représentants pour toutes les questions de travail et de conditions locales ». Le syndicat est donc avant tout le représentant des capacités de travail face à l'employeur. Sa fonction en découle : protéger ces forces de travail, autrement dit accroître dans toute la mesure compatible avec la situation économique locale et générale, *la valeur de ces forces* ; celle-ci en effet ne se détermine pas seulement bien entendu par le montant du salaire monétaire, mais aussi par les conditions du travail (durée et pauses, sécurité, hygiène, discipline), et par les avantages annexes (transports, cantines, etc...).

Dans l'entreprise, le syndicat prend la forme d'un « Comité des ouvriers et employés (comité d'usine ou de manufacture, de mines, du bâtiment, comité local, etc.). Les tâches de ce comité sont définies de la façon suivante : § 158 : « a) *de représenter et de définir les intérêts des ouvriers et des employés qu'il groupe devant l'administration de l'entreprise, de l'établissement et de l'exploitation* dans les questions qui concernent les conditions du travail et de la vie des travailleurs ; b) de représenter ceux-ci devant les organisations gouvernementales et publiques ; c) de veiller à ce que l'administration de l'entreprise, de l'établissement ou de l'exploitation observe exactement les normes fixées par la loi pour la protection du travail, l'assurance sociale, le paiement du salaire, les règlements d'hygiène et de technique de la sécurité, etc... et aussi de seconder les organes d'Etat de la protection du travail ; d) de prendre des mesures pour améliorer la vie culturelle et matérielle des ouvriers et des employés ; e) *de contribuer à la marche normale de la production dans les entreprises d'Etat et de participer*, par l'intermédiaire des syndicats professionnels (de production) correspondants, *à la réglementation et à l'organisation de l'économie populaire* ».

Cette dernière indication situe exactement la position des travailleurs dans le socialisme d'Etat : d'une part, ils doivent

être protégés et défendus contre l'arbitraire administratif et économique de l'employeur. D'autre part, comme cette contradiction ne résulte pas d'une opposition entre intérêts capitalistes privés et salariés, les forces de travail doivent collaborer à la marche de la production, à la réglementation et à l'organisation de l'économie. Puisque l'Etat, dans son ensemble, est ouvrier, les ouvriers ont un intérêt direct à le soutenir. Mais, puisqu'il s'agit encore d'un *Etat*, c'est-à-dire d'un pouvoir de domination, et que ses fonctions bureaucratiques sont encore énormes (sans compter l'existence à l'époque d'un secteur capitaliste et semi-privé dans son sein), les salariés doivent être libres de défendre leurs propres intérêts directs et indirects dans la *gestion* de l'économie.

La forme juridique de l'achat et de la vente des capacités de travail a donc un caractère contractuel indiscutable. Ce droit est hérité du droit bourgeois. Mais elle n'est pas une simple survivance, une tradition. C'est l'expression de rapports sociaux et économiques établis par la N.E.P., laquelle réintroduisait à la base de la vie économique le jeu de la loi de la valeur, et de sa stricte expression monétaire. Le communisme de guerre avait été amené — au milieu des circonstances exceptionnelles de la guerre civile et étrangère — à tenter d'abolir directement le salariat et sa forme monétaire. Mais lorsqu'à la fin de 1921 fut établie la N.E.P., c'est tout le mécanisme des échanges qui fut rétabli, donc aussi le règne de la valeur. Lénine répéta cent fois que la clé de la N.E.P., c'était le rétablissement des échanges, qui allait se substituer à la répartition des rations. Rétablir les échanges, c'était redonner à la valeur force de loi : échanges entre l'employeur et l'employé, entre la ville et la campagne, entre les producteurs et les non-producteurs, entre le pays et l'extérieur, etc... C'était rétablir une économie monétaire et par conséquent accorder à nouveau au salaire un aspect contractuel ; inévitablement, le salaire allait varier en grandeur selon la quantité et la qualité de la dépense de force de travail. Au cours du communisme de guerre, le salaire perd son caractère classique de salaire. Il apparaît vraiment comme la distribution d'une part du revenu socialisé à chaque citoyen, étant entendu que toute personne valide est astreinte à fournir un travail sous une forme ou sous une autre. C'était une *forme* avancée de rapports socialistes. Mais comme le revenu national était de plus en plus réduit par la ruine générale du pays et des forces productives, matérielles et humaines,

la « distribution » aboutissait à une concurrence effrénée pour les rares biens réels, à un marché clandestin qui prenait des formes monstrueuses. La rareté absolue devint le ressort de cette répartition socialiste, au point que le principe du *païok* aboutissait à la négation pure du principe de la distribution socialiste. L'expérience confirmait avec cruauté que la disparition réelle, historique, de la valeur ne peut venir que de l'abondance des biens, d'une productivité très élevée de l'économie, et en même temps de disparition d'un Etat.

En revenant au régime de la valeur, c'est-à-dire en restaurant les échanges capitalistes contrôlés par l'Etat, en rétablissant la monnaie dans son rôle classique d'équivalent général des marchandises, on rétablissait du même coup l'échange qui est la source de tous les autres, à savoir celui qui s'établit entre l'ouvrier, détenteur de force de travail, et le détenteur de l'appareil de production. La N.E.P. confirmait la petite et moyenne propriété paysanne, restaurait la propriété privée commerciale, artisanale et même industrielle ; mais l'Etat conservait la propriété des grandes industries et du système du crédit, c'est-à-dire les leviers de commande. Il se créait donc des catégories différentes de salariés, comme suit :

1. Salariés « familiaux » (surtout à la campagne et dans le petit commerce).

2. Salariés d'entreprises artisanales (surtout dans les bourgades et les villes).

3. Salariés d'entreprises capitalistes privées (à la campagne, dans l'industrie ou le commerce).

5. Salariés d'entreprises d'Etat, industrielles, commerciales ou agraires.

6. Salariés de l'administration (fonctionnaires d'Etat, des Ministères, Armée, etc...).

Le Code du Travail de 1922 a essayé d'unifier toutes ces conditions diverses dans un seul statut. Il ne pouvait trouver le fondement de ce statut que dans le principe de l'*échange équivalent*, réglé par la loi de la valeur. Ce « salaire soviétique » prit donc le caractère du salaire capitaliste et fut enfermé dans un « droit bourgeois », celui de l'accord contractuel, résultant d'une confrontation. L'échange de valeurs égales pour des travaux inégaux fut le trait fondamental commun à toutes les formes de salaires, la règle régissant le rapport du salarié aussi bien avec l'employeur privé, la coopérative, qu'avec l'Etat. Ce qui différenciait le salaire de la N.E.P. du salaire capitaliste classique (celui du régime de la

concurrence pure), c'est que l'Etat se proposait d'appliquer dans ses propres entreprises et de contraindre les entreprises privées à appliquer une politique de *hausse systématique de la valeur du salaire*. Tant que la N.E.P. se borna à rétablir l'appareil de production, et à opérer un énorme transfert de valeurs de la campagne vers l'industrie, il put en être ainsi, mais au bout de quelques années, la nécessité d'une hausse de la valeur des salaires entra en conflit avec l'autre élément essentiel de l'échange, à savoir la nécessité *d'un accroissement constant de la plus-value* et par suite du profit socialisé. C'est ce conflit qui conduisit à la crise de 1928-1929, à la « collectivisation intégrale », à la liquidation apparente de la N.E.P., et à l'affirmation que le « salaire soviétique » cesserait désormais d'être le fruit d'un échange, qu'il n'était plus en apparence que la partie distribuée du revenu national correspondant à la consommation des salariés (et de leurs familles). D'où l'utilisation, surtout après 1933, de formules de définition du salaire reprises à la période du communisme de guerre, mais avec un contenu économique complètement différent, hérité quant à lui de la N.E.P. et adapté aux pouvoirs croissants de la bureaucratie. L'évolution de la forme du contrat de travail reflète cet état de choses.

Toutes les erreurs et les mensonges débités depuis en U.R.S.S. proviennent du fait que le régime économique de l'U.R.S.S., et de l'U.R.S.S. seule, est défini a priori, comme « le » socialisme.

Dans le *Manuel d'Economie Politique*, on niait qu'en U.R.S.S. une partie du travail social (et individuel) donne lieu à une « survaleur » ou plus-value. La partie accumulée de la valeur du travail était tout simplement le fonds d'accumulation sociale, redistribuée socialement en fonds de consommation ou réinvestie productivement. Mais les contradictions et la lutte de plus en plus acharnée des groupes et classes sociales autour de cette redistribution, c'est-à-dire pour le partage de la plus-value sociale, les a contraints à admettre que cette partie accumulée pouvait bel et bien être du « sur-travail », que Marx pour sa part a toujours considéré comme le travail *non payé*, ce qui est le fondement même de l'exploitation dans les rapports capitalistes. Ce fondement n'a pas changé dans les rapports du socialisme d'Etat, bien que les modes d'extraction, d'appropriation et de redistribution de la plus-value se soient modifiés.

Dans la troisième édition du *Manuel*, les économistes russes ont introduit le « surtravail » en U.R.S.S. (cf. compte rendu de la réunion des économistes de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., *Voprossy Ekonomiki*, 1957, n° 11 ; *Etudes économiques*, 1958, n° 108-109). « Il est indiqué, dit Ostrovitianov (dans la deuxième édition du *Manuel*) que, dans la société socialiste, le travail est divisé en travail pour soi, ou travail nécessaire, et en travail pour la société, ou surtravail. Dans l'énoncé ultérieur (troisième édition) on utilise partout les catégories de « travail nécessaire » et « surtravail » comme étant plus exactes. »

Mais comment ce nouvel « énoncé » est-il compatible avec la théorie selon laquelle le salaire n'est qu'une fraction du revenu national (social), au prorata de la quantité et de la qualité du travail fourni ?

« En traitant les questions des salaires, dit Ostrovitianov, les auteurs distinguent les catégories du salaire individuel, à la base duquel se trouve le travail nécessaire, et du salaire réel ou des revenus réels des ouvriers et des employés, qui comprennent le salaire individuel et les fonds sociaux et culturels de l'Etat. La source de ces derniers réside dans le surtravail des travailleurs de la société socialiste.

Mais de deux choses l'une : ou bien la valeur du surtravail est redistribuée en partie (déduction faite de ce qui est réinvesti productivement) sous forme de « salaire social », et dans ce cas il ne s'agit pas de surtravail, mais de travail nécessaire socialement. Ou bien cette plus-value n'est pas redistribuée, et dans ce cas elle reste du travail non payé, réinvesti et par conséquent génératrice d'une forme quelconque d'exploitation. L'intervention de l'Etat ne modifie en rien cette alternative, qui existe aussi dans les rapports capitalistes contemporains. Les compléments sociaux du salaire (par exemple les Allocations Familiales) sont aussi considérables dans le capitalisme contrôlé par l'Etat bourgeois. Mais la redistribution à laquelle ils correspondent ne supprime pas le fait que l'utilisation de la plus-value sociale n'est pas sous le contrôle des salariés, et qu'elle donne lieu à une exploitation. La notion même du salaire, c'est-à-dire de valeur dans l'estimation du travail, est indissociable d'une certaine forme d'exploitation, c'est-à-dire de profits extraits différenciellement par les uns sur le travail des autres. Que ce soient des

bureaucrates plutôt que des capitalistes qui en profitent, que l'on puisse parler « d'exploitation mutuelle et multivoque » plutôt que d'exploitation bilatérale ne change rien à l'affaire. Le fait est que le salariat étatisé en U.R.S.S. est lié à une exploitation.

Cinquante ans après la Révolution d'Octobre, le P.C. russe ne se flatte pas d'avoir supprimé la classe ouvrière. Il se vante au contraire de l'avoir développée, agrandie. Ce qu'il a supprimé, c'est la bourgeoisie — du moins les bourgeois — détenteurs des grands capitaux et moyens de production. Du même coup, la classe ouvrière, le prolétariat salarié, ne doit pas son existence, comme classe, *c'est-à-dire comme fraction définie de la société*, aux rapports qui l'unissent à la bourgeoisie tout en l'y opposant. Elle doit l'existence, selon les auteurs soviétiques staliniens, à sa simple *coexistence* avec d'autres classes (paysannerie et intellectuels), sous l'égide de l'Etat. D'autre part, il est lui-même l'armature de l'Etat, dans la mesure où son parti (supposé) dirige l'Etat ; il dirige ainsi les autres classes de la société.

Voici comment les Bastiat soviétiques expliquent les choses (cf. G. Smirnov, *Kommounist*, mars 1960) : « La classe ouvrière soviétique a été la première dans l'histoire à devenir une classe prolétarienne dans la véritable acception du mot, autrement dit, la première à posséder, avec les paysans et les intellectuels, l'ensemble des principaux moyens de production ». Dans cette nouvelle situation « les ouvriers reçoivent leur part du patrimoine collectif non pas en vendant la main-d'œuvre, mais en distribuant entre les ouvriers et les employés les parts du revenu national, conformément à la quantité et à la qualité du travail fourni ». Enfin, « les différences de classe entre ouvriers et kolkhoziens subsistent. Elles résultent d'une situation différente de ces deux catégories à l'égard des moyens de production, d'où l'existence de deux formes de propriété socialiste... Pour ce qui est des différences entre la classe ouvrière et les paysans dans le domaine de la distribution des biens de consommation, elles sont négligeables ». Afin que ces différences disparaissent, il faudrait « d'une part la base matérielle et technique du communisme, et de l'autre, *une forme unique de propriété nationale des moyens de production* ».

Nous avons entendu répéter des milliers de fois cette thèse depuis une vingtaine d'années ; le simple raisonnement théorique l'infirmait pour une raison essentielle : elle rejette la fonction d'exploitation mutuelle qui se manifeste dans le socialisme d'Etat, fondé sur la propriété d'Etat, sans parler du niveau relativement arriéré de la productivité. Mais aujourd'hui, des données chiffrées en nombre croissant permettent de donner son vrai sens au développement du salariat d'Etat. La classe ouvrière s'accroît de plus en plus en nombre et en proportion. Mais la classe kolkhozienne elle aussi suit le même chemin, surtout depuis la vente du matériel des M.T.S. aux kolkhozes et l'intégration de leur personnel, et la diminution de la proportion des paiements en nature aux kolkhoziens (c'est-à-dire le partage direct du produit net), ces paiements se faisant de plus en plus en salaires monétaires. L'accroissement de la classe ouvrière est synonyme d'une *généralisation du salariat* qui devient le régime dominant de rétribution du travail. Comme les salaires sont toujours répartis selon la loi de la valeur, il en résulte que l'emprise de cette loi, loin de s'amoinrir, se fortifie. D'où la renaissance des conflits de classe pour le partage de la plus-value d'Etat, qui explique les fluctuations des salaires et les modifications de leur taux relatif. Que ces fluctuations soient dans leurs grandes lignes planifiées, et en pratique corrigées par le jeu de quantités de mécanismes d'adaptation spontanés, ne change rien à l'affaire. Les niveaux des salaires réels ne sont pas déterminés par une harmonie, mais par une concurrence ordonnée. Et la maîtrise de cette concurrence par le monopole d'Etat sur le travail n'est pas facilitée, mais rendue d'autant plus ardue que la zone de l'économie salariale englobe une fraction croissante de la société.

G. Smirnov indique que depuis 1913 la production industrielle de la Russie s'était accrue en 1958 de 36 fois (83 fois pour la production de moyens de production, et 13,7 fois pour les biens de consommation). En même temps, depuis octobre 1917, le salaire réel des ouvriers de l'industrie et du bâtiment a augmenté de 5,2 fois ; quant au volume de la classe ouvrière elle-même, il a à peu près quintuplé, passant de quelque 4-5 millions à près de 26 millions. Voici l'évolution pour ces trente années :

	1932	1940	1950	1958
Nombre d'ouvriers (en milliers)				
de l'industrie	6007	8290	13 308	16 279
de la construction	2479	1929	-	5 072
des sovkhozes et autres exploitations agricoles	1970	1558	2 210	4 376
% des ouv. industriels par rapport au nombre global des ouvriers et employés industriels	75	76	80	83
% des ouvriers par rapport à la proportion globale travaillant dans l'économie nationale de l'U.R.S.S.	-	19,4	25,6	33

Naturellement, l'accroissement du nombre des ouvriers est plus important dans l'industrie lourde qu'ailleurs. Entre 1940 et 1958, de 2,5 fois pour les charbonnages, 3 fois dans le pétrole, plus de 2 fois dans la sidérurgie ; mais de 67,9 % dans l'industrie légère et de 59,6 % dans l'industrie alimentaire. Ainsi, malgré l'élévation du taux global de la productivité, l'accroissement de la production a été surtout rendu possible, ce qui était inévitable dans un pays à prédominance agraire, par l'accroissement du volume de l'emploi, du nombre des ouvriers, ce qui explique que la productivité soit loin d'avoir suivi la progression de la production — la durée moyenne du travail n'ayant pas sensiblement varié depuis, puisqu'elle est toujours supérieure à 40 heures par semaine.

En cinquante ans, l'U.R.S.S. a considérablement étendu le régime du salariat, et elle s'apprête à lui donner une extension bien plus grande encore, par application aux kolkhoziens. C'est en fait la totalité de la population active qui doit devenir salariée. En transformant la masse des kolkhoziens en salariés et en transformant la propriété kolkhozienne du sol et des instruments de travail en propriété d'Etat, la classe ouvrière serait constituée par la totalité des forces de travail, à la campagne comme dans les villes et les centres indus-

triels. Le P.C.R. prétend abolir de cette façon toute différence sociale entre l'agriculture et l'industrie, entre la paysannerie et la classe ouvrière. Mais l'uniformisation du salaire, comme rétribution du travail, ne supprime pas cette différence ; il y a bien d'autres conditions. Par contre, la généralisation du salariat créera une grande classe ouvrière (des villes et des champs) où la compétition interne sera plus ardente et plus complexe. Paradoxalement, G. Smirnov dépeint très bien la situation lorsqu'il dit que la classe ouvrière soviétique est « la première dans l'histoire à devenir une classe prolétarienne dans la véritable acception du mot », car il n'y aura pas, en théorie, d'autre statut que le sien pour la totalité de la population active. Mais il persifle lorsqu'il ajoute qu'il en sera ainsi « parce qu'elle sera la première à posséder, avec les paysans et les intellectuels, l'ensemble des principaux moyens de production ». Qui les possédera, ce sera l'Etat, et sa délégation bureaucratique, tirée de catégories privilégiées de cette classe ouvrière où il ne manquera pas plus de parasites, de privilégiés et de profiteurs que dans les classes ouvrières capitalistes ou dans la bourgeoisie. Que pareille situation conduise à de nouveaux conflits, si l'on en vient jusque-là, c'est l'évidence. Si la classe ouvrière est tout, elle n'acceptera plus que l'Etat soit tout, à sa place.

5. *La différenciation des salaires ouvriers.*

Les modalités de la différenciation des salaires ont changé à plusieurs reprises ainsi que leurs méthodes de calcul. Mais depuis une dizaine d'années, rien ne vient indiquer que la mécanique fondamentale de cette différenciation ait varié.

Les écarts de salaires. On prétend qu'ils ont souvent, lorsqu'ils se manifestent entre industries, pour objet d'attirer la main-d'œuvre ici ou là. Attirer ou fixer ? En tout cas, ces écarts sont aussi liés à des différences de la qualification moyenne de l'entreprise (niveau de mécanisation). Par exemple, en 1940, les salaires dans l'industrie forestière russe étaient de 14 % inférieurs au salaire moyen de toute l'industrie ; mais en 1955 ils dépassent ce salaire moyen, par suite de la mécanisation de l'industrie. Dans quelques cas (charbonnages) les salaires plus élevés semblent destinés à *fixer* les ouvriers, plutôt qu'à les attirer. En 1940, les salaires moyens vont des plus élevés au plus bas, par industries : charbon, pétrole, métaux ferreux, mécanique, mines de fer.

En 1955 : charbon, mines de fer, métaux ferreux, pétrole, papier et cellulose. Il y a tendance de plus en plus forte à la différenciation dans les industries de transformation.

En principe, les taux suivent aussi (de loin) l'élévation de la productivité. Parfois, ils les précèdent, lorsque les ouvriers dépassent les normes, ce qui arrive souvent. Entre 1940 et 1955, la productivité du travail dans les charbonnages de l'U.R.S.S. a augmenté de 24 %, et les salaires moyens de 173 % ; dans les industries mécaniques, de 193 % à 100 %. Ces différences, s'expliquent par la politique du fonds des salaires suivie de l'échelle nationale. Le rapport entre niveau du salaire et productivité (donc aussi entre salaire et degré de mécanisation) peut être contrarié ou accentué dans les deux sens, et donne lieu, par ses effets, dans chaque unité de production particulière, à une « exploitation mutuelle », puisque certains groupes d'ouvriers sont avantagés et d'autres pénalisés ; sans que les uns ou les autres puissent mettre en cause la direction ou la situation de l'entreprise elle-même. En général, les accroissements de salaire à caractère conjoncturel ont lieu par jeu de primes. L'objectif reste le rendement, et non le recrutement d'ouvriers.

Naturellement, les écarts de salaires sanctionnant la pénibilité ont la même nature que dans le capitalisme. C'est une compensation pour les conditions de travail pénibles, insalubres, etc... (Par exemple, une prime de 29 % pour le travail à la chaleur dans certaines entreprises.) Les différences dues à ces causes peuvent atteindre 50 % dans la même entreprise : prévention toute spéciale, ou preuve que les conditions pénibles sont fréquentes et moins bien supportées ? En tout cas, preuve que les conditions *personnelles* de travail sont contrôlées *monétairement* par les ouvriers, et non par le recours à l'honneur et aux stimulants analogues (cf. E. Manevitch, *Der Arbeitslohn und seine Formen in der Sowjetischen Industrie*, Berlin, 1954).

Les *zones de salaires* (géographiques) existent aussi. Vu l'étendue de l'U.R.S.S. et les différences énormes de climats et ressources locales, c'est dans ce cas que des primes sont accordées pour l'éloignement de certains centres (tout comme les primes et sursalaires des employés ou travailleurs blancs dans les « colonies » capitalistes). Dans ce cas, il s'agit réellement d'attirer de la main-d'œuvre, ou tout au moins de compenser des difficultés particulières. Dans d'autres cas, au contraire, il s'agit d'ajuster les salaires à un coût de la vie

moins élevé. Pour les ouvriers du bâtiment et des ouvriers monteurs dans les mines, il y a 8 barèmes régionaux ; 4 pour les ouvriers des puits de pétrole et raffinerie. Dans les mines, pour une même qualification et la même catégorie, il y a une différence par zone géographique de 17 % ; de 32,8 % dans l'industrie pétrolière.

Dans certains cas, des primes sont expressément prévues pour les ouvriers qui acceptent de changer de localité ; ce sont des primes de transfert (trajet, déménagement, installation), en général insuffisantes au gré des transférés.

Mais les primes destinées à favoriser la fixation, la « stabilité » de l'emploi, sont surtout des primes *d'ancienneté*, comme cela se pratique dans la vieille Europe ou en Amérique. Le taux peut varier de 10 à 30 % du salaire annuel de base suivant le nombre d'années de service. Ce taux est plus élevé pour les mineurs de fond et ouvriers qualifiés de la métallurgie lourde qu'ailleurs. Les primes d'ancienneté tendent à se multiplier dans certaines industries.

Bien entendu, il existe des écarts par *catégories de qualification*. Ils sont en général plus élevés que dans les pays capitalistes. Dans ce cas, l'objectif est la création de catégories d'ouvriers qualifiés qui sont encore une proportion insuffisante. Dans les années 1957-1958, il y a eu une tendance à réduire l'importance des écarts de salaires par catégorie de qualification. L'échelle utilisée à titre expérimental en 1959 est plus élevée, portant sur des taux de base, que celle qui se pratique dans les pays capitalistes où les ouvriers, avec les progrès de la mécanisation et de l'automation, nient très souvent les qualités « exceptionnelles » de la plupart des « qualifiés », et plus encore celles de la maîtrise (1). Voici cette échelle :

(1) Yanovitch, « Murray Trends in Soviet occupational wage differentials », *Industrial and Labor Relations Review*, janv. 1960.

La tendance au rétrécissement de l'éventail des salaires ouvriers à partir de 1956 n'est pas très apparente (taux de base). Elle s'élevait encore en 1956-58 pour les plus élevés à 300 % environ des taux les plus bas. De nouvelles forces, venant de la classe ouvrière, s'opposent au nivellement, par suite entre autres du niveau moyen plus élevé d'éducation et de qualification des jeunes générations, et de l'épuisement de « l'armée de réserve » agraire. En sens contraire, l'existence d'une proportion importante de manœuvres dans l'industrie tend à maintenir les salaires les plus bas. Dix ans plus tard (1968), la situation n'a guère varié. La différenciation tend plutôt à s'accroître là où la « réforme » gestionnaire a donné plus de latitude aux entreprises dans l'emploi différentiel de la main-d'œuvre.

	Nombre de catégories professionnelles	Différence moyenne en % entre salaires de base des catég. successives	Rapport du salaire de base de la catég. supér. à la catég. inférieure
Mines de fer	8	18	3,2/1
Métallurgie des métaux non-ferreux	8	17	3/1
Industries mécaniques	8	16	2,8/1
Textiles	8	14	2,4/1
Habillement	7	13	2/1

Ensuite, il y a une différence entre les salaires de base selon le mode de paiement : *au temps ou au rendement*. Celui du rendement est plus élevé. Il n'y a donc pas un salaire minimum garanti *général*. Le salaire minimum varie, dans ces deux catégories, selon les industries et les postes. La différence des deux seuils est de 10 à 15 %. Cette différence se répercute sur les heures supplémentaires, travail de nuit, etc... (1).

(1) Voici un tableau plus récent de la structure de certains fonds de salaires :

Composition du fonds de salaire des ouvriers et ingénieurs-techniciens dans l'industrie des Sovnarkhoz, U.R.S.S., 1963, en % du fonds de salaire dans chaque catégorie.

	Total	Chimie, caoutchouc, amiante	Sidérurgie	Combustibles	Mécanique et métaux	Matériaux de construction	Industrie légère	Bois et papier
Tarif de base au rendement	47,1	27,9	42,6	36,8	49,1	59,5	54,5	61,7
Tarifs progressifs au rendement	0,1	—	0,2	—	0,1	0,1	0,1	—
Primes pour les salariés au rendement	3,4	2	5,3	6,3	1,9	4	4,8	3,4
Suppléments au rendement pour conditions de travail ..	0,3	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4
Salaires au temps	28	44,2	26,3	29,7	29,8	20	18,8	22,5

Dans l'ensemble, tous les auteurs reconnaissent que les écarts de salaires favorables n'ont pas suffi à orienter ou attirer la main-d'œuvre là où elle fait défaut. D'où les mesures restrictives, les assignations autoritaires, etc... Les gens qualifiés refusent de quitter les grands centres, d'aller dans les zones rurales. Les difficultés de logement et de ravitaillement pèsent plus lourd que les avantages monétaires qui n'apportent ni une chambre ni un vêtement de plus. D'où l'appel à « l'honneur », au sens social, etc...

L'échec de cette politique de salaires a été reconnue comme provenant des raisons suivantes : a) distorsion des écarts de salaires ; b) faible proportion du salaire de base dans le total de la rémunération en espèces ; c) défauts des systèmes de salaire au rendement ; d) subdivision excessive des classifications de postes.

Distorsion des écarts de salaires. Il s'agit en général d'une tendance à la diminution des écarts, obtenue par différents moyens sous la pression des ouvriers, ou par une politique locale de défense locale. En substance, les revendications des ouvriers sont dans ce cas les mêmes que dans les pays capitalistes : les zones et industries à bas salaire cherchent à atteindre les niveaux supérieurs. Pour empêcher les migrations, les employeurs locaux rectifient légalement ou non les écarts excessifs. Le plan n'est nullement respecté. Les mêmes facteurs ont servi de base à la fixation des échelles

Primes pour les salariés au temps	3,8	7	3,8	3,1	5,1	1,8	1,5	2,8
Heures supplémentaires .	0,3	0,3	0,1	0,2	0,5	0,2	0,2	0,2
Jours et heures chômés .	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,2	0,1	0,5
Congés payés	7	8	7,6	8,8	6,4	6,9	7,4	5,5
Valeur des services commerciaux gratuits et versements en nature	0,2	—	0,1	0,4	—	—	—	—
Primes d'ancienneté	1,2	2,1	2,8	4,9	0,1	—	0,9	—

Ingénieurs - Techniciens

Traitement (mensuel) de base	73,6	72	70,4	71,5	77,8	78,9	75,1	83,8
Primes	8,1	12,1	10,5	6,6	8,8	7,9	3,2	7,2
Primes d'ancienneté	1,2	2	2,6	5,2	0,1	—	1,3	—

On voit que le rendement (aux pièces ou unités) couvre 50,9 % du fonds de salaire, le temps (horaire) 32,1 %. Les « charges salariales » (congrés, jours chômés, services gratuits, ancienneté) couvrent 8,4 % de ce fonds. Source : *Vestnik Statistiki*, 1964, (*Annuaire de l'U.R.S.S.* - 1965, p. 545).

et taux de salaires dans toutes les branches d'activité, mais la *pondération* de ces facteurs varie « arbitrairement », c'est-à-dire en fait sous la pression des ouvriers et des administrateurs locaux. Par exemple le plan prévoyait en 1957 que le salaire moyen des pêcheurs et industries connexes devait être inférieur à celui des industries mécaniques, du coke et des produits chimiques. En fait, il sont égaux à ceux des industries du coke et chimique, et dépassent de 20 % ceux des industries mécaniques, parce que les administrateurs locaux ont valorisé le facteur « situation géographique ». Certaines industries usent de leur pouvoir de fixer elles-mêmes les écarts régionaux de salaire et de ses compléments pour relever les niveaux moyens des gains réels. Le Comité d'Etat des salaires a riposté en 1958 en exigeant l'application d'écarts régionaux uniformes dans toutes les branches industrielles, et la fixation aux facteurs de qualification et autres de coefficients uniformes pour toutes les industries. Mais cette uniformisation se heurte aux tolérances d'ajustement par profession, postes, entreprises, qualifications et régions, sans compter des primes de vie chère, de déplacements, etc...

Tout se passe comme si une branche monopolisée capitaliste, désireuse de maintenir des différences de catégories dans son personnel, accordait à ses directeurs locaux le pouvoir de modifier les taux et échelles de salaires en fonction de la masse de *v* dont elle dispose ou pourra disposer selon les profits formés par elle. Or, une telle politique est de plus en plus difficile à réaliser dans le monopole capitaliste (même d'Etat, par exemple la S.N.C.F. ou les industries nationalisées en France) ; en U.R.S.S., elle est souvent tolérée en raison même de la rigidité formelle introduite par le plan, qui superpose une comptabilité arbitraire opposée à la comptabilité réelle que les ouvriers font spontanément. Les entreprises capitalistes réalisent a posteriori des ajustements que le Gosplan prévoit a priori. Mais l'un et l'autre subissent une pression ouvrière, salariée, qui s'exerce tantôt dans le sens de l'ouverture et tantôt dans celui de la fermeture de l'éventail. Les groupes, catégories et classes d'ouvriers oscillent entre une revendication autonome et particulière, et une revendication générale. Leur intérêt (comme maximisation du salaire monétaire) les pousse tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. La différence entre les deux régimes, c'est que dans l'Etat capitaliste les « catégories » ouvrières imputent les différences qui existent entre elles aux patrons, aux dirigeants finan-

ciers et industriels, tandis que dans le socialisme d'Etat, ils les imputent à l'Etat lui-même, ce qui amène d'ailleurs dans les deux cas les salariés défavorisés à se heurter à l'Etat comme à leur adversaire suprême, et, à travers l'Etat, à la bureaucratie qui y détient le pouvoir légal.

Mais ce qu'il faut noter, en U.R.S.S. comme en Occident, c'est que les écarts de salaires fixés par le plan portent sur les *salaires de base monétaires*, et non sur le salaire total, qui comprend une partie considérable de primes, sans parler du « salaire social » qui introduit de nouvelles distorsions. Or l'accumulation des primes s'ajoutant pour chaque ouvrier au salaire de base de sa catégorie entraîne une *échelle de salaires totaux réels toute différente* de l'échelle établie d'après les écarts des salaires de base. Or, les ouvriers jugent l'échelle des salaires d'après ces totaux réels, et non d'après les écarts des catégories de base. Tout ce qui entre dans le salaire *total* est la valeur du « travail nécessaire ». Cette échelle est une distorsion, une correction de celle qu'établit le plan. Le jeu entre ces deux échelles est parfois énorme (sans parler de ses corrections frauduleuses, des escroqueries, privilèges illégaux, etc....), et ce jeu est l'effet de luttes de catégories qui deviennent, dans le cadre du socialisme d'Etat, des luttes de classes très définies.

Les salaires de base représentent en général dans le socialisme d'Etat une *proportion moindre* que dans les pays capitalistes. En Tchécoslovaquie (1957), ils représentaient à peine 50 % du salaire monétaire total, en moyenne (à peine 40 % dans la mécanique). En U.R.S.S., le salaire de base ne représentait que 50 % pour les ouvriers payés au rendement, et 75 % pour les travailleurs payés au temps (1), et si l'on veut

(1) Voici les chiffres plus complets pour 1955 (E. Kapoustine, dans *Planovoïé Khoziaistvo*, n° 7, 1957) :

Industries	Salaire de base en % des gains en espèce	
	Travailleurs payés au rendement	Travailleurs payés au temps
Métallurgie des métaux ferreux	50	65
Métallurgie des métaux non ferreux	53	72
Mines de charbon		57
Pétrole	59	76
Industries mécaniques .	48	74
Industries chimiques ..	49	64
Matériaux de construction	60	83
Bois et papier	53	73
Industries légères	56	83

avoir la proportion réelle dans le salaire total il faut ajouter les paiements en nature et tous les éléments du salaire social. Le salaire de base n'atteint plus alors que 30 à 40 % du salaire total. En 1956, au XX^e Congrès du P.C.R., Kaganovitch déclarait que l'accroissement de la proportion des primes était dû à la stagnation des taux de base, liée aux classifications de postes et d'emplois (calculés au temps) qui n'avaient presque pas varié depuis 1932. Les changements techniques et la pression ouvrière ont alors entraîné, surtout en 1937-38, puis à partir de 1950, des corrections de plus en plus importantes, mais variables selon les régions et les catégories, introduisant des distorsions et des écarts nouveaux, fondés sur l'octroi de primes et non sur les taux de base. Ce processus est le même qu'on observe dans les pays capitalistes parce qu'il a la même source : maintenir aussi bas que possible la valeur du travail nécessaire, et ne céder à son accroissement que localement, partiellement et individuellement. Dans le capitalisme classique, l'absence de contrats collectifs de travail et de législation d'Etat sur les salaires et les conditions de travail permettait au patron capitaliste de réduire cette valeur par une pression directe sur le salaire total de l'ouvrier. Aujourd'hui, avec le capitalisme d'Etat planifié, les patrons individuels ou collectifs reportent leur pression sur les primes, c'est-à-dire sur la fraction de la valeur du travail nécessaire soustraite en partie à l'action des conventions collectives.

La résistance des planificateurs soviétiques et des monopoleurs capitalistes à l'incorporation des primes dans le salaire de base répond à la même tendance à l'accroissement de la plus-value, source de l'accumulation élargie. De temps à autre, les progrès de la productivité et les réactions ouvrières entraînent une nouvelle évaluation des taux de base, mais ceux-ci restent toujours en arrière du progrès des profits.

Ainsi, en U.R.S.S. comme ailleurs, on a surtout développé les primes au rendement, liées à la productivité. Mais comme les primes de rendement sont liées au travail de l'individu plutôt qu'à la productivité de l'entreprise, elles ne correspondent pas toujours à un accroissement réel de la productivité, parce que les normes de production sont fixées de façon à garantir le maintien des taux de base et l'accroissement du salaire global. Ainsi, les primes de productivité représentaient en U.R.S.S. (1955) dans les industries mécaniques, 27 % des salaires globaux, pourcentage qui ne correspond pas à l'augmentation réelle de la productivité de l'entreprise puisque les

ouvriers ont touché leurs primes en dépassant (de 180 à 190 % en moyenne) des normes de production fixées antérieurement en fonction de taux de base faibles (Mayer et Markov, *Sozialistitcheskii Troud*, n° 2, 1958). De multiples taux aux pièces plus ou moins fictifs sont attribués par postes ou emplois, parce que les taux de base étaient trop bas. C'est ce qui a entraîné à partir de 1956-1957 une révision des taux de base, sous l'impulsion des ouvriers qui, comme en Occident, exigent un accroissement global de la valeur du travail nécessaire.

Mais l'augmentation générale des salaires de base peut aussi bien entraîner un désavantage relatif pour les ouvriers des qualifications inférieures, qui compensaient les taux inférieurs par des primes au rendement. L'incorporation des primes au salaire de base a pour effet de dévaloriser le rendement individuel, au profit de la collectivité ; mais si la collectivité ouvrière reste divisée en catégories de base fortement hiérarchisées, l'avantage global (c'est-à-dire l'accroissement de la valeur du travail nécessaire) peut s'opérer au détriment des catégories les moins qualifiées, qui à leur tour revendiqueront avec plus de force. C'est ce qui s'est produit dans l'industrie du bâtiment (U.R.S.S., 1956) où l'on a accru l'importance relative des salaires de base et des majorations pour qualifications dans le total des gains. Ces majorations pour qualifications se retrouvent non seulement dans les taux des salaires de base, mais aussi dans les taux de primes de dépassement des normes. L'augmentation de ces écarts a rendu impossible aux ouvriers des qualifications inférieures de gagner des salaires totaux égaux ou même supérieurs à ceux des catégories les plus élevées (E. Targonenko, *Sotzialistitcheskii Troud*, n° 2, 1968) (1).

(1) Voici un exemple de cette distorsion de l'échelle des salaires sous l'effet combiné de la fixation de normes de production et de taux de primes irrationnels, et de l'application de systèmes différents de rémunération au rendement. A l'usine sidérurgique « Lénine » (Pologne, 1956) les ouvriers de production sont payés aux pièces, et ceux de l'entretien au temps, avec primes. Comme les normes de production étaient relativement basses, les ouvriers les dépassaient vite et atteignaient 220 % du salaire de base en primes, tandis que les ouvriers d'entretien ne dépassaient leur salaire de base (au temps) que de 70 %. De plus, les taux horaires de base des ouvriers de production étaient beaucoup plus élevés que ceux des mécaniciens d'entretien, de sorte qu'au total les gains de ces derniers, qui se considèrent comme plus qualifiés que les ouvriers de production (fabrication) touchaient un salaire total inférieur à celui de ces derniers. Renseignements communiqués au B.I.T. *Revue Intern. du Travail*, janv. 1959, p. 18.

Une autre source de distorsion des salaires provient d'un des éléments de la valeur du travail nécessaire, le « fonds d'entreprise », c'est-à-dire la portion du profit net ristournée aux ouvriers selon certaines règles. Au fond, cette fraction du salaire est tout à fait semblable à ce que les capitalistes appellent participation aux bénéfices, intéressement à la production, actionnariat ouvrier, primes d'entreprise, etc., qui se sont beaucoup développés depuis 1950, mais qui ont toujours existé. Cette fraction est une sorte de prime globale annuelle, qui permet au patron de tenir en haleine les ouvriers et de leur donner le sentiment qu'ils « participent » aux fruits de leur travail collectif et non plus seulement individuel. A la Régie Renault ce même système est appliqué : le « fonds d'entreprise » réservé au personnel y est constitué par la moitié du bénéfice net, toute déduction faite des impôts, réserves et fonds d'investissements ; l'autre moitié est versée à l'Etat. En 1958, cette prime a été d'un milliard de francs, à répartir entre quelque 60.000 salariés. Il y a une correspondance étroite entre cette pratique du capital monopolisé ou d'Etat et la pratique du « fonds d'entreprise » dans les socialismes d'Etat (y compris le système yougoslave de fixation du fonds des salaires selon le profit net réalisé par l'entreprise).

Toutefois, cette fraction de v est toujours faible par rapport à v : en U.R.S.S., de 1 à 6 % du montant des bénéfices prévus par le plan, et de 20 à 50 % du montant des bénéfices dépassant le chiffre de prévision (1956). En Pologne, 1,5 % du montant des salaires prévus, plus 50 % des bénéfices dépassant les prévisions ou des « économies » réalisées sur les pertes prévues. L'attribution de ces fonds est subordonnée à certaines conditions (et pour certaines branches de production) qui font apparaître leur caractère de stimulant du rendement. Il s'agit d'une « récompense » plus que d'une répartition, et c'est pourquoi la distribution du fonds crée des distorsions supplémentaires dans l'échelle des salaires totaux réels, plutôt qu'ils ne contribuent à élever notablement le taux du travail nécessaire dans le total des valeurs créées. Les réformes postérieures à 1960 ne font qu'actualiser cette tendance.

En U.R.S.S., en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, les entreprises peuvent disposer du « fonds d'entreprise » lorsqu'elles atteignent le quota de production prévu, ainsi que les prévisions relatives au coût de production, à la variété des productions, et aux bénéfices comptables. Ce dernier critère prédomine en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie (1). Mais le fonds n'est pas réparti égalitairement parmi tous les salariés de l'entreprise. Il est surtout attribué — à la discrétion du directeur — aux ouvriers qui ont participé directement à tel ou tel résultat. La Direction cherche ainsi à « encourager » certaines équipes et certains ouvriers dans les secteurs où les bénéfices les plus élevés sont à attendre, souvent au détriment d'autres secteurs. Le résultat, c'est la déformation accentuée des échelles de salaires prévues par le plan. Cette distorsion est liée à la fixation des prix. Les prix de gros (qui affectent l'échange entre entreprises) et de détail (qui affectent l'échange avec les consommateurs) sont fixés par le plan, comme les salaires. Or, les prix interviennent tout autant et souvent plus, dans les entreprises de technique très avancée, que les salaires dans le taux du profit net. Or, les prix sont fixés en général assez bas à la production lourde, et plus haut dans les industries légères, tournées vers les consommateurs. Il en résulte que l'industrie légère peut faire des bénéfices plus élevés que les industries lourdes, et par suite constituer des « fonds d'entreprises » plus élevés. Dans ces conditions, la règle de la valeur subit des distorsions. Stroumiline (*Voprossi Ekonomiki*, 1954, n° 11) avait déjà noté que cette « application » de la règle de la valeur aboutissait à sous-évaluer les prix des biens de production (charbon, pétrole, sidérurgie, industrie, mécanique) ce qui permet aux industries consommatrices de ces biens de faire de substantiels super-bénéfices. Cette pratique se rapproche de ce qui se produit dans certains cas dans l'industrie capitaliste, où le secteur

(1) La loi du 19 novembre 1956 en Pologne prévoit la constitution d'un fonds d'entreprise dans tous les établissements : a) qui ont réalisé un bénéfice comptable au moins égal au bénéfice prévu dans le plan annuel de l'entreprise arrêté par les services centraux du plan (ou qui n'ont pas dépassé les pertes prévues) ; b) qui ont atteint les objectifs de production du plan. A ces facteurs peuvent s'ajouter l'exécution de réparations régulières (afin que l'ajournement de réparations indispensables ne serve pas à gonfler les bénéfices immédiats, ce qui permettrait d'accroître le fonds d'entreprises aux dépens de l'entretien du matériel). Tout cela ne s'est guère modifié depuis 10 ans.

nationalisé (notamment pour l'énergie électrique et le charbon) fournit des produits à bas prix à certaines catégories d'industries consommatrices (1).

La pratique planifiée des prix, dans la mesure où ce ne sont plus des prix de marché, et où ils deviennent des valeurs quasi arbitraires, influe donc sur le profit des entreprises, tout comme dans le capitalisme, et par suite sur la valeur du travail nécessaire. Ce rapport fondamental ne diffère de celui qui joue dans le capitalisme de monopole que par la forme de sa détermination. En définitive, il n'est ni plus ni moins « arbitraire » dans un cas que dans l'autre. C'est pourquoi la réaction ouvrière a entraîné en U.R.S.S. et les autres Etats socialistes une refonte dans le même sens que dans les économies capitalistes, et tout aussi limitée : assurer une fixité ou rigidité plus grande de la masse des salaires, qui avec la programmation relativement stricte des objectifs de production, permet un calcul plus serré de la « rentabilité », c'est-à-dire des profits accumulables et distribuables par rapport au capital investi. C'est le sens de l'attribution d'une *garantie de salaire* de base par longues ou moyennes périodes (mensuelles au minimum), qui se produit aux U.S.A. comme en U.R.S.S., malgré la différence des méthodes contractuelles d'établissement.

En 1957, le Comité d'Etat des Salaires soviétiques a proposé que la proportion du salaire de base dans le total du salaire individuel soit porté de 40-55 % à 70-75 % pour les travailleurs au rendement, et de 65-75 à 80-85 % pour les travailleurs au temps (E. Kapoustine, *Planovoïe Khoziaistvo*, n° 7, 1958). L'élévation du salaire garanti découle de l'élévation du niveau technique (mécanisation, automation, rationalisation),

(1) En Tchécoslovaquie (1955) le combinat métallurgique d'Osava a reçu pour son fonds d'entreprise 7,56 % en fonds global des salaires, tandis que les entreprises productrices de vins et boissons recevaient un fonds de 13 % (*Rude Pravo*, 22 mars 1957). En Pologne, en 1953, la branche lait et viande a disposé d'un fonds de 1,51 % du montant global des salaires alors que pour les mines de charbon, les industries mécaniques lourdes et chimiques (bénéficiant d'écarts de salaires importants selon le plan) disposaient de fonds s'élevant à 0,14 %, 0,26 % et 0,41 %. Au 1^{er} trimestre 1957, ces fonds d'entreprises s'élevèrent jusqu'à 5,79 % du chiffre global des salaires dans l'industrie lourde ; 11 % dans l'industrie chimique y compris les secteurs légers de l'industrie, 5,76 % dans les mines de charbon, et 26,93 % dans les industries alimentaires. Ces sommes effectivement versées aux travailleurs sur les fonds d'entreprises ont varié pendant ce trimestre de 109 à 924 zlotys par travailleur dans les mines et l'énergie électrique, et de 300 à 4.000 zlotys dans les industries alimentaires (*Finanse*, Varsovie, n° 8, 1957).

sans pour autant que les primes de rendement disparaissent (Discours de Chvernik au XX^e Congrès du P.C.R.). Sur cette voie, les planificateurs ont étroitement assimilé les leçons du capitalisme récent. La productivité accrue étant de plus en plus le fait de l'outillage, le rendement doit être de moins en moins calculé en fonction de la production brute, et de plus en plus en fonction d'indices technico-organisationnels liés au travail d'équipes intégrées, tels qu'ils doivent traduire l'efficacité financière de l'entreprise ou de la branche. C'est donc la rentabilité de l'entreprise, et non l'effort de l'ouvrier individuel qui devient le critère essentiel du niveau des salaires, et l'économie soviétique se trouvera placée dans ce cas devant les mêmes difficultés que l'économie du capitalisme de monopoles. Si le salaire de base garanti en courte période (mensuelle) doit devenir l'élément essentiel du salaire, il faut parvenir à fixer la quantité de travail que doit exécuter le travailleur à partir d'études minutieuses des processus de travail *collectif*, ce qui ouvrira la porte à des oppositions sérieuses entre les ouvriers et les planificateurs. Les ouvriers ont été habitués à lier le rendement à la quantité de production. Ils devront apprendre à le considérer comme une résultante du niveau technique de l'entreprise. Or, l'évolution présente accentue les différences de niveau technique des entreprises. Les indices de productivité par entreprise devront donc être corrigés par branches ou régions (par suite de la décentralisation).

D'autre part, le critère de rentabilité financière par entreprise remet au premier plan les antagonismes que suscite la fixation des prix de gros par le plan central (national). Ces prix étant fixés, les entreprises ne peuvent augmenter la valeur (en prix) de leur production qu'en augmentant son volume ou en réduisant les coûts de production. Cette position conduira les unités économiques à rechercher l'élasticité dans la fixation des prix, comme c'est déjà en partie le cas en Yougoslavie. Quand les prix des produits et ceux des facteurs de production n'expriment pas leur valeur, c'est-à-dire l'agrégat des coûts du prix de vente, il est inévitable que le profit, exprimé en monnaie, ne soit pas un indice sûr (pour l'unité économique) de la rentabilité. La politique des salaires manque ainsi de base, et il n'y a que la résistance ouvrière et son exigence permanente d'un accroissement de la valeur du travail nécessaire (c'est-à-dire du salaire individuel total) qui puisse servir de régulateur à la rentabilité réelle de la produc-

tion. L'économie planifiée se trouve ainsi placée devant le vieil antagonisme capitaliste des prix et des salaires (le « cycle infernal » cher aux théoriciens bourgeois) et elle y cherche une solution dans la voie même où le capitalisme monopoliste lui en cherche au même moment.

6. *Le travail des femmes : à travail égal, salaire égal ?*

En principe, les femmes ont les mêmes droits et possibilités de travail que les hommes. En fait, elles ne les ont pas. Les différences sont en pratique celles qui existent dans le capitalisme. L'émancipation totale de la femme est une affaire d'avenir, et d'ailleurs elle est liée à celle de l'homme.

Les légistes soviétiques font tout découler de ce principe : à travail égal, salaire égal. Ce n'est pas un principe socialiste, mais une revendication économique prolétarienne. Que cette revendication soit encore nécessaire, bien que proclamée en U.R.S.S. comme ailleurs, cela témoigne du fait que l'inégalité est encore réelle. Ce n'est plus seulement un héritage du « droit bourgeois », mais « du droit masculin », de la structure patrilinéaire et masculine de la société. Des modifications ont été introduites en U.R.S.S., mais contrebattues par les mœurs réelles.

Cette revendication *égalitaire* ne peut être détachée de la situation *d'inégalité* dans la répartition des salaires. Autrement dit : *proclamer réalisée* l'égalité des salaires masculin et féminin *pour un même travail*, cela supposerait que les différentes sortes et qualités de travaux sont également partagées et réparties entre hommes et femmes. Dans ce cas, si $H = F$, ou $x = x$, cela reviendrait à dire que les salaires sont égaux, quelle que soit la base, l'âge, etc. des exécutants, pour des travaux en qualité et en quantité identiques. Mais ceci ne peut apparaître comme une qualité, *dans une société où les travaux sont différents en qualité et en valeur*, que si les différents travaux sont *inégalement* rémunérés, de sorte que les plus pénibles soient mieux payés, etc. Or c'est le contraire qui se produit. Il y a donc ici, dans des rapports socialistes, une contradiction.

Dans le système capitaliste du salariat, la revendication exprime une *tendance* vers une plus grande égalité des rémunérations, quel que soit le travail accompli, soit une réduction de l'éventail des salaires. Dans un régime socialiste où

la différenciation des salaires est plus fortement accentuée que partout ailleurs, cette tendance ne pourrait avoir qu'un sens, à savoir que les emplois *les mieux payés et les moins payés soient également répartis entre les hommes et les femmes*. Or, les choses se présentent autrement en pratique, et la répartition des salaires des hommes et des femmes accuse des différences sensibles parce que *la répartition des emplois* n'est pas la même pour les deux sexes.

Les Etats capitalistes ont eux aussi proclamé en principe : à travail égal, salaire égal. *Mais cette formule est prise dans un sens individuel*, personnel, de sorte qu'on peut la traduire de la façon suivante : pour un travail de manœuvre, homme et femme toucheront le même salaire de M. Pour un poste d'O.S., homme et femme toucheront le salaire afférent à ce poste (ajoutons : le salaire de base, horaire) ; mais le salaire total dépend des heures supplémentaires, des primes, du rendement aux pièces, etc. de sorte qu'il dépend de l'effort de la femme d'égaliser le salaire de l'homme, si elle est capable de cet effort. En U.R.S.S., ce principe a le même sens (avec certaines variations) : pour un même emploi personnel, le même salaire sera touché. Apparemment l'égalité est sauvegardée (1).

Mais si l'on considère *l'ensemble de la population active*, le travail social global, les choses se présentent autrement. En effet, *les postes et les métiers les moins bien payés sont en moyenne réservés aux femmes*, tandis que les emplois supérieurs sont réservés aux hommes surtout dans l'industrie productive. Et ceci est vrai en Europe comme en U.R.S.S. C'est aux U.S.A. que la proportion de femmes dans les emplois qualifiés ou supérieurs est la plus élevée, mais elle reste encore notablement inférieure. Socialement, *cette distribution inégale* de l'emploi qualitatif féminin et masculin ruine le principe : à travail égal, salaire égal, ou plutôt en fait une tromperie.

Il suffit de constater d'autres aspects de cette inégalité pour en voir clairement le sens : 1. l'enseignement technique et professionnel n'est pas organisé uniformément pour les femmes et les hommes ; 2. la constitution physique et physiologique des femmes les rend en moyenne moins aptes à certains travaux pénibles, et à un rendement continu de longue

(1) Je répète qu'il s'agit d'une position de principe. En fait, on trouve partout, sous diverses variantes, une inégalité de rémunération pour des postes et emplois semblables ou même identiques.

durée ; 3. le salaire étant fonction du rendement, les femmes y sont en moyenne moins aptes et elles sont plus vite usées, dans un grand nombre d'emplois ; 4. des traditions encore vivaces dans la société des hommes, en U.R.S.S. comme ailleurs, introduisent de véritables « classes par sexes » dans la société, sans compter les obligations matrimoniales et ménagères qui retombent pour la quasi-totalité sur les épaules des femmes, sauf dans la bourgeoisie où la haute bureaucratie.

En un mot, une direction vraiment égalitaire et socialiste en matière d'emploi féminin, devrait être : *égalité d'emplois aux différents échelons hiérarchiques pour les deux sexes*. Ceci pour une société socialiste ou non, où les salaires sont encore fonction de la dépense de travail et de l'apprentissage, c'est-à-dire des qualités différentes des travaux. C'est seulement alors qu'il y aurait similitude réelle d'emploi entre hommes et femmes. Ce mot d'ordre tend d'ailleurs à se répandre de plus en plus : les femmes exigent d'être débarrassées au maximum de la domination ménagère masculine ; elles demandent non seulement l'accès à toutes les hiérarchies d'emploi ou de fonction, mais aussi les moyens d'apprentissage adéquat. C'est une revendication puissante en U.R.S.S. comme ailleurs.

D'une façon générale, tant que l'*inégalité* est la règle dans la répartition des salaires, il est inévitable que cette inégalité se manifeste non seulement à l'intérieur de la même classe de sexe, mais aussi entre les sexes, entre les classes d'âges, et même entre les nationalités et les races. Bien entendu, il s'agit d'inégalité entre moyennes, car il se peut qu'une certaine proportion de femmes touchent des salaires plus élevés qu'une partie des hommes.

En U.R.S.S. l'afflux de femmes dans la production a répondu à une plus grande facilité d'accès, à des règles de protection moins étroites, et à une politique systématique de plein emploi. Si l'on disposait de statistiques détaillées de l'emploi, par industrie, par niveau de salaires, etc. la différenciation apparaîtrait avec des variantes par rapport aux pays capitalistes, mais dans l'ensemble, les choses iraient de la même façon.

La constitution de l'U.R.S.S. (1936) dit que « les femmes ont en U.R.S.S. des *droits* égaux à ceux des hommes dans toutes les sphères de l'activité économique, gouvernemen-

tale, culturelle, politique et autres activités publiques ». Mais ce n'est qu'un droit : en fait, il n'y a jamais eu une seule femme au Bureau Politique du P.C.R. depuis trente-cinq ans.

Pratiquement, ces « droits » ont servi à employer les femmes dans les bureaux où les salaires les plus bas prédominent : agriculture, textiles entre autres. Elles représentent 1/6 des emplois de « spécialistes » accessibles, dans l'économie nationale, aux diplômes d'université et établissements techniques, proportion voisine de celle des pays capitalistes industriels (1).

En 1929, les femmes représentaient 27 % de tous les salariés (à l'heure ou au mois) ; en 1940, 38 % (dont 41 % dans les industries de transformation, proportion plus élevée que dans les pays capitalistes) ; en 1942 (période de guerre), 53 %, pour revenir à 50 % environ en 1949) ; (*Professionalnye Soiouzy*, mars 1949, M. Ovsianikova, *Zhenschchiny v Barbe zu staridna schasté*, 1954, « Le rôle des femmes dans la lutte pour le bien-être national »). Appliqué à la population salariée totale, cette proportion indique un nombre d'ouvrières ou employées salariées d'environ 23,5 millions.

Naturellement, cette proportion varie beaucoup selon les branches. Quelques indications partielles montrent ces variations. En 1942, les femmes étaient 83 % de tous les « travailleurs de la santé », et 36 % des ouvriers de chemin de fer. (*Troud*, 7 mars 1948). En 1948, 80 % des ouvriers de certaines usines textiles étaient des femmes (*Troud*, 15 février 1948). Dans l'agriculture, les femmes travailleuses sont passées de 55 % en 1940 à 60 % environ en 1954. Le 15 mars 1955, *Troud* répète que « le gouvernement est intéressé à attirer les femmes aussi nombreuses que possible dans le travail socialement utile de l'industrie, de l'agriculture, des transports et du bâtiment ».

(1) Dans les articles de propagande on représente les choses plus favorablement. Une conférencière soviétique écrit : « plus de la moitié des spécialistes qui ont terminé des écoles supérieures sont des femmes, et dans quelques professions spéciales (médecins et pédagogues) elles représentent plus de la moitié du nombre total des spécialistes ». (Z.N. Gagarina, *Politicheskoie ekonomicheskoe položenie jenchochin v Kapitalisticheskik stranak*, 1953). Il est exact que les femmes, à défaut de meilleurs salaires, sont entrées massivement dans le « tertiaire » où du moins les conditions de travail sont plus supportables.

Beaucoup sont des mères, qui doivent payer 8 à 10 % de leur salaire pour faire garder leurs enfants par les crèches et garderies d'usines (A.A. Abramova, *Okhrana Troudovikh Prav Zhenschchein v SSSR*, Moscou, 1954, p. 63). Environ 280.000 enfants étaient gardés dans ces crèches et jardins d'enfants de 1951 à 1955, et les places manquent, malgré leur coût pour les parents, selon le *Troud* du 15 mars 1955. Dix ans plus tard, la situation est la même.

Il est indiscutable qu'avec l'afflux des femmes dans les métiers manuels, des postes de plus en plus nombreux leur ont été attribués en dépit des lois de protection. Le Bulletin des cadres syndicaux (*V Promoshch Propsoyousnomm Aktivu*, mars 1951) affirme : « les femmes soviétiques ont démontré qu'il n'y a aucun emploi qu'elles ne puissent remplir ». La loi interdit pourtant aux ouvrières de transporter des charges de plus de 20 kilos à la main ou de 50 kilos sur des chariots. Certains emplois spécialement pénibles et dangereux leur sont interdits (*Zakonodatelstvo d Trude*, éd. par J.T. Soliakov, 1947). Mais le nombre de ces emplois est en constante réduction, par suite de la mécanisation accrue et des mesures de sécurité plus répandues. Les femmes peuvent être conductrices de locomotives, pompiers, et travailler au fond dans les mines sauf pour quelques travaux d'abattage (les mieux payés). La *Kazakstanskaia Pravda* du 7 mars 1954 affirme que : « des milliers de femmes travaillent dans les mines de charbon du Kazakstan ». Et bien entendu, la proportion de femmes était aussi très élevée dans les camps de travail forcé (notamment aux mines de Karaganda et Vorkouta).

Un nombre important de femmes parviennent à des emplois qualifiés, quoique en proportion moins importante que les hommes. D'après diverses sources soviétiques (*Pravda*, 5 mars 1955, *Planovoie Khoziaistvo*, n° 6, 1952 ; Ovsiamiskova ; A. Schtilko, *Podem Kulturno-technicheskogo Urovnia Troudiachtchiksia SSSR*, 53) il y avait en 1954 plus d'un million de femmes « spécialistes » (y compris des ingénieurs et des agronomes) ayant passé par des écoles d'apprentissage et d'université, et plus d'un million dans des centres d'apprentissage de ces spécialistes. Les « spécialistes » sont dans leur grande majorité des ouvrières spécialisées ou qualifiées ; en 1955, plus de 1.400.000. A la fin de 1952, sur 5,5 millions de « spécialistes » des deux sexes, ayant passé par des écoles secondaires et supérieures, environ 900.000 étaient des femmes.

Pour les ingénieurs et techniciens, le nombre de femmes est passé de 250.000 à plus de 400.000, de 1948 à 1953 (pour un emploi total de plus de 2 millions pour ces deux catégories d'emploi). Au début de 1953, il y avait environ 220.000 femmes médecins sur un total de 300.000 environ et plus d'un million de professeurs et institutrices sur un total de près de 2 millions. En 1954, près de 40 % des « travailleurs scientifiques » de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. seraient des femmes. Ces proportions se sont accrues depuis.

Ces chiffres et de plus récents suffisent à montrer que *la proportion des femmes dans les emplois qualifiés est inférieure à celle qu'elles remplissent dans l'emploi total (sauf exception pour certains métiers)*. Autrement dit, en moyenne, les femmes actives sont moins qualifiées que les hommes dans la production. En conséquence, leurs gains sont dans l'ensemble inférieurs à ceux des hommes. S'il y a donc « égalité des droits », il n'y a pas égalité des situations réelles. C'est justement aussi ce qui se passe dans les pays capitalistes, sous d'autres formes.

Une enquête menée à Léninegrad (construction mécanique et électrique) et à Varsovie (textile, tabac) montre, d'après *Literatournaia Gazeta* (1967, n° 17), que 53,8 % et 44,1 % des femmes respectivement, déclarent travailler pour obtenir un salaire d'appoint, et une proportion supérieure déclare être satisfaite à cet égard. Mais ces femmes se plaignent des horaires incommodes (3×8 heures), de l'éloignement du lieu de travail, des mauvais locaux. Dans les deux villes, 98 % des travailleuses déclarent qu'elles ne cherchent pas à participer activement à l'organisation rationnelle du travail ni à son aménagement. Dans 81,5 % des cas à Léninegrad, et 50,8 % à Varsovie, c'est la femme qui s'occupe de tous les travaux domestiques ; 10 % en moyenne, utilisent des laveries automatiques, et 5 % des restaurants économiques. Autrement dit, les femmes restent doublement exploitées, et se moquent à juste titre, dans leur grande masse, d'un régime de travail qui n'a qu'un mérite, arrondir le salaire familial.

7. La mesure de la productivité du travail.

W. Galenson (*Labor productivity in soviet and american industry*, 1955) a cherché à systématiser la procédure soviétique. Les russes usent en effet de divers types d'index de

productivité pour mesurer les réalisations des petites unités économiques et pour séparer les facteurs nombreux qui se cachent derrière le concept général de productivité du travail. Ils ont aussi cherché à construire un index général. Les modifications introduites au cours des dernières années ne font que mettre en lumière les difficultés signalées dix ou vingt ans plus tôt.

L'index officiel de la productivité du travail, calculé et publié par le Bureau Central Statistique de la Commission du Plan d'Etat, est « le rapport, en pourcentage, entre la production moyenne par salarié en valeur d'ensemble du produit, et l'index analogue pour la période de base » (Tsentral'noe Statisticheskoe Upravlenie Gosplan SSSR, *Slova'-spravochnik po sotsial'noekonomicheskoi statistike*, 1944, p. 218).

Les prix du 1^{er} janvier 1952 ont servi de base à l'index pour la période 1952-55.

L'index est :

$$I_{Lp} = \frac{\sum q_1 p_c}{\sum m_1} \bigg/ \frac{\sum q_0 p_0}{\sum m_0}$$

où $q_1 p_c$ et $q_0 p_0$ représentent, respectivement, la valeur totale de la production, en prix constants, de toute l'industrie pour les périodes courante et de base, et m_1 et m_0 représentent l'emploi correspondant dans l'industrie pour les périodes courante et de base. C'est une comparaison entre un index de production (en prix) et un index d'emploi.

Stroumiline (dans l'introduction à V.L. Belenkii, *Indexy proizvoditel'nosti trouda*) critiqua l'index. Il soutient que la pondération industrielle implicite des produits exprimés en valeur totale soumet l'index à de fortes fluctuations sans qu'il y ait corrélation nécessaire avec les exigences des unités de travail sous-jacentes.

Rotshtein (*Problemy promyslennoi statistiki v SSSR*, vol. III, p. 78) donne l'exemple suivant :

Type de produit	Valeur du produit en prix 1926/27 (millions de roubles)		nombre de salariés en milliers		Production moyenne annuelle par salarié (roubles)		% de changement dans la productivité 1927/28 à 1932/33
	1926/27	1932/33	id.	id.	id.	id.	
(section I) groupe A	4 393	12 027	1 036	1 463	4 240	8 221	+93,3
(section II) groupe B	6 516	13 606	1 067	1 117	6 106	11 555	+89 2
Ensemble de l'industrie	10 909	25 633	2 103	2 640	5 187	9 706	+87 2

Dans ce cas, on voit que le groupe A (principalement matières premières et biens capitaux, ayant une valeur de produits relativement basse) s'est accru en % du volume total des produits, tandis que le groupe B (biens de consommation d'une valeur plus élevée) présente un déclin relatif ou plus exactement s'est accru dans une proportion moins importante. Dans ces conditions l'accroissement de la productivité du travail, calculé d'après la formule officielle, serait inférieur pour l'ensemble de l'industrie, à l'accroissement dans chacun des groupes séparés.

D'après Stroumiline, la seule mesure théoriquement indiscutable devrait répondre à la question suivante : *quel serait le coût total en travail d'un complexe déterminé de produits pour une période donnée, comparée à la période de base ?* On aurait alors la formule suivante :

$$I_{Lp} = \frac{\sum q_x \quad l_1}{\sum q_x \quad l_0}$$

où q_* représente un complexe déterminé de biens, 1_1 les besoins en unités de travail pour une période donnée, et 1_0 les besoins en unités de travail pour la période de base. Stroumiline propose de se servir du complexe de la période de base, c'est-à-dire $q_* = q_0$.

Mais le calcul de cet index pour l'ensemble de l'économie suppose que l'on dispose de données précises sur les besoins en unités de travail pour un groupe de produits largement représentatif. Ces données manquaient en 1930 et manquaient encore en 1947, année où Rotshtein écrivait : « la construction d'index de la dynamique de la productivité du travail à l'échelle nationale par la méthode du « travail » (Stroumiline) est une œuvre de l'avenir... Il serait possible de construire un index de production sur la base d'un complexe constant de produits (pour les deux périodes) qui aurait la plus grande importance pour l'économie... Mais le problème le plus compliqué est celui du dénominateur du rapport de productivité, c'est-à-dire de la *quantité de temps de travail dépensée dans le produit*... Une estimation précise de cette dépense, adéquate pour chaque unité donnée de produit dans l'économie nationale, nécessite une estimation de la dépense de travail à toutes les étapes de la production » (Rotshtein, op. cit., III, 153, 164). La question est encore plus compliquée si l'on considère non seulement le *temps* de travail, mais aussi son « intensité » et sa qualité, la dépense biologique d'énergie physique et nerveuse. C'est ce genre d'étude, même à titre expérimental, que l'on aurait attendu des économistes soviétiques en matière de productivité, car il est clair qu'un indice de productivité qui n'établit un rapport qu'entre le volume total de l'emploi et le volume des produits en prix (ou en valeur) est un indice qui reflète la méthodologie capitaliste, et non socialiste, c'est-à-dire le caractère encore assez faible de la productivité. De fait, les tableaux interindustriels en quantité de travail établis par Edelman pour 1959 ont fourni les premiers éléments sérieux à cette tentative.

Stroumiline avait suggéré de construire l'index général comme une moyenne arithmétique d'index calculés séparément dans chaque industrie, ces derniers étant le rapport de la valeur de la production par salarié pour une période donnée et pour la période de base, pondérée par l'emploi pendant la période donnée. Dans ce sens, Savinskii a proposé l'index suivant pour chaque industrie (*Kurs promyshlennoi statistiki*, p. 195) :

$$I_{Lp} = \frac{\sum \left(\frac{q_1 p_c}{m_1} : \frac{q_0 p_0}{m_0} \right) m_1}{\sum m_1}$$

où q_1 et q_0 représentent la production totale de chaque entreprise pour la période en cours et la période de base, m_1 et m_0 l'emploi correspondant, et p_c les prix unitaires constants. Les index de chaque entreprise sont regroupés pour donner l'index général de l'industrie :

$$I_{Lp} = \frac{\sum i m_1}{\sum m_1}$$

où i est l'index par industrie de la productivité de travail, et m_1 est l'emploi dans chaque industrie pour la période envisagée.

L'emploi considéré dans tous ces index est le nombre d'ouvriers, et non le nombre d'heures de travail, de sorte qu'on a un indice de productivité du travail social, et non de la productivité par ouvrier en fonction de l'effort fourni.

La procédure bourgeoise est différente, parce qu'elle estime la productivité par rapport au profit, donc à la plus-value, *donc au temps de travail et de surtravail*. Il est étonnant que dans le système soviétique des index 2 et 3, sous prétexte de faire intervenir la productivité sociale, on n'envisage plus la productivité *du travailleur*, c'est-à-dire en fin de compte le rapport entre la durée de l'effort fourni et la quantité (et la valeur) des produits. Le B.I.T. (*Methods of labor productivity statistics*, p. 57) calcule d'après le principe suivant : « le concept de productivité du travail est considéré comme une caractéristique spécifique du produit, de l'entreprise ou de l'industrie pour laquelle elle est mesurée ; dans ce cas, les moyennes d'un groupe de composantes doivent

rester inchangées si la productivité individuelle de chaque composante reste inchangée ». Dans la procédure russe, l'index peut changer sans qu'intervienne de changement dans les besoins en unités de travail (c'est-à-dire en nombre de travailleurs ou en heures de travail), par suite de variations dans la pondération de l'emploi.

Toutefois, l'index de Savinskii met toutes les industries sur le même plan, pour autant qu'il s'agit du niveau absolu de la valeur globale (en prix) de leurs produits ; cela empêche les changements dans la productivité du travail des industries qui produisent des produits de grande valeur de peser sur l'index en cachant les changements de productivité dans les industries à produits de faible valeur.

En mai 1923, le Bureau Central de Statistique calculait un indice d'après les critères des indices 2 et 3 ci-dessus. Voici la technique d'après Savinskii (op. cit., p. 208) : « Les ministères calculèrent des indices partiels de productivité de travail par usine, puis les pondérèrent par le nombre de salariés pour la période examinée. Le résultat donna des indices par branches individuelles, dont le Bureau de Statistique Central tira un index général industriel, en pondérant les index des ministères par le nombre de salariés pour la période examinée. Aujourd'hui, cet indice... a été abandonné, et le seul index dynamique de productivité du travail dans les statistiques économiques nationales est l'ancien index des complexes mouvants ».

Pourquoi a-t-on abandonné cet indice ? Parce qu'il ne donnait pas de résultat meilleur ? C'est ce que dit Rotshtein (op. cit., III, 88) : « Pour l'économie dans son ensemble, la dynamique de la quantité de valeurs matérielles produite par unité de temps est essentiellement indépendante de la façon particulière dont des groupes d'ouvriers donnés ont accru ou décréu leur productivité. L'économie dans son ensemble est intéressée à l'accroissement de la productivité du travail-moyenne, c'est-à-dire à l'accroissement de la productivité moyenne de valeurs matérielles en unités de temps de travail pour un ensemble d'entreprises ou de production... Cette thèse correcte peut s'illustrer par le simple exemple suivant. Dans une usine un ouvrier sur machine automatique produit 100 unités d'un type de produit par jour, tandis qu'un autre ouvrier ne produit que 10 unités à la main. Il est clair que l'entreprise a une production moyenne de ce produit égale à $(100 + 10) : 2 = 55$ unités par ouvrier et par jour. Si la

production par ouvrier dans l'atelier mécanisé et par unité de temps s'accroît de 50 % et de 100 % dans l'atelier manuel, cela veut dire qu'avec la même force de travail l'entreprise produit $150 + 20 = 170$ unités en deux jours de travail, c'est-

à-dire $\frac{170}{2} = 85$ unités par jour de travail, au lieu de 55.

L'accroissement de la production serait de $\frac{85 - 55}{55} \times 100 = 54 \%$.

La méthode de calcul par indice donnerait comme indice de productivité du travail : $\frac{\frac{150}{100} + \frac{20}{10}}{2} = 1,75$, à savoir un accroissement de 75 %.

De cet exemple, on peut conclure que pour mesurer la dynamique de la productivité du travail, ce n'est pas seulement le taux de croissance qui est important, mais aussi le niveau absolu de productivité pendant la période de base. Pondérer les indices individuels de productivité de travail par le nombre des ouvriers productifs ou quelque'autre indice de temps de travail dans un atelier ou une entreprise donnée ne suffit donc pas, car cela voudrait essentiellement dire que des taux égaux de changement dans des entreprises diverses sont de signification égale. Autrement dit, cela signifie que les niveaux absolus de productivité du travail, pour la période de base, dans des ateliers ou entreprises différentes, sont considérés comme égaux, c'est-à-dire que la masse des valeurs créées par unités de temps sont égales dans tous les cas ».

En réalité, les deux indices ne donnent pas de résultats sensiblement différents. Ils ne différeraient significativement à court terme que s'il y avait une différence systématique dans la dynamique de la productivité entre industries caractérisées par une basse valeur absolue du produit par ouvrier productif (par exemple dans les industries extractives) et celles qui ont une haute valeur absolue du produit par ouvrier productif (industries manufacturières). Dans ce cas, les changements de productivité dans les industries de second type tendraient à masquer ceux de l'industrie du premier type si l'on se sert de l'ancien index, tandis que le nouvel index refléterait cette influence dans les deux types d'industries par rapport à l'emploi dans la période envisagée. (Pour les années 1930, quand

il y avait de fortes différences de productivité selon les industries, il est impossible de dire a priori lequel des deux indices aurait indiqué l'accroissement de productivité le plus élevé, étant donné que certaines industries à produits de haute valeur par ouvrier productif (chaussures, textiles) ne présentaient qu'un faible accroissement de productivité, tandis que d'autres (mécanique) accroissaient leur productivité notablement plus que les industries extractives, à faible valeur de produit par ouvrier productif.

L'important de cette discussion, c'est : 1. que la productivité n'est calculée en U.R.S.S. que pour l'emploi directement productif, c'est-à-dire les ouvriers manuels dans l'ensemble. Ceci masque le problème de la productivité sociale, qui doit tenir compte aussi du personnel non productif. Cela fait ressortir le but essentiel de la *production* par ouvrier (ou heure-ouvrier), sans établir de rapport entre cette production et les éléments non-productifs qui y concourent. La productivité sociale doit donc aussi tenir compte du rapport entre productifs/non-productifs/produits. Les indices font donc surtout apparaître l'entreprise comme source de surproduit direct, de plus-value destinée à l'accumulation, mais comme une partie de ce surproduit ne revient aux producteurs qu'indirectement, il faut faire intervenir un indice de productivité sociale, qui serait bien plus faible.

2. Engagée sur la voie de la rentabilité, la productivité sociale ne peut finalement être calculée que par rapport au travail mort utilisé, c'est-à-dire au capital investi. C'est ce dernier point qui fait actuellement l'objet des discussions qui tournent autour des résultats de la « réforme économique » des années soixante.

La classification de la population active dans l'industrie productive, d'après les statistiques soviétiques, est la suivante (1) :

1. Salariés, *Rabochie*. Ce sont les personnes « qui participent directement à la création de produits par un travail physique », autrement dit les ouvriers manuels.

2. Les apprentis, *Ucheniki*. « Qui n'ont pas encore acquis leurs qualifications productives, mais reçoivent une instruction dans l'établissement et sont payés d'après une échelle de salaires réduite » auxquels il faudrait ajouter les apprentis des Réserves de Travail d'Etat et les diverses Ecoles Techniques).

(1) D'après des sources soviétiques, in W. Galenson, *Labor productivity in soviet and american industry*, 1955.

3. Ingénieurs et techniciens, *inzhenierno-tekhnicheskie rabotniki*, qui accomplissent des tâches impliquant une « direction technique ». Ce groupe comprend l'administration technique des entreprises et le personnel de contrôle, y compris la maîtrise qui ne travaille pas.

4. Les employés, *sluzhashchié*, salariés mensuels, qui se décomposent en :

a) personnel administratif de direction : chefs de service commerciaux et financiers, chefs de personnel, comptabilité et statistiques, transport, etc... ;

b) autre personnel administratif et du contrôle comptable, statisticiens, économistes, caissiers, opérateurs de machines de classement, employés à la page, contrôleurs, etc. ;

c) personnel de secrétariat : secrétaire, sténo, dactylo, etc.

5. Personnel de service inférieur, *mladshii obslujivaiushchii personal*, qui comprend les gardiens, portiers, commissionnaires, nettoyeurs, services de protection, etc.

On ne connaît pas exactement la répartition de ces différentes catégories dans les différentes industries, ni l'échelle des qualifications dans chacune de ces catégories. Les règles de répartition dépendent en partie de la structure du fonds de salaire, c'est-à-dire qu'elle est faite d'après l'entreprise qui salarie. Les salariés ou employés d'une même entreprise peuvent être payés par des administrations différentes.

Comme nous l'avons rappelé, le Bureau Central de Statistiques calcule les indices de productivité du travail seulement sur la base des *salariés productifs*, c'est-à-dire les travailleurs manuels ou assimilés. D'après cette procédure, les ouvriers qui travaillent aux *préparations* et à *l'entretien* ordinaire sont généralement compris parmi les salariés de l'industrie manufacturière, tandis que ceux qui travaillent aux constructions et réparations de base (capitales) en sont exclus (c., I. L. Kukulevitch et M.A. Rubin, *Planirovanié i analiz trudovikh pokazatelii* ; Ezhov, A.I., *Kurs promyshlennoi statistiki*). En général, le travail de construction exécuté sur contrat pour des entreprises extérieures ne sera pas compris dans le travail industriel, tandis que le travail effectué qui figure sur la liste de paie de l'entreprise manufacturière elle-même peut être compris ou exclu, selon la nature du travail.

En U.R.S.S., les « ouvriers du transport séparés en unités qui ont des fonctions indépendantes » ne sont pas inclus dans

le plan financier de l'entreprise, c'est-à-dire dans les ouvriers productifs de l'industrie (cf. Rotshtein et Savinskii). Cela n'exclut pas la possibilité que quelques camionneurs, dépendant directement de l'entreprise, y soient inclus. Les employés de services comme les cantines, bibliothèques, cliniques, etc... dépendant d'une entreprise ne sont pas comptés dans les salaires de l'entreprise.

En somme, dans l'ensemble (sauf pour les apprentis), la productivité du travail n'est calculée qu'en fonction du personnel directement productif de l'entreprise. Ce qui s'explique mieux aux U.S.A., où compte avant tout le rapport entre la plus-value et la productivité directe de l'entreprise, qu'en U.R.S.S. où c'est la productivité *sociale* qui est la plus importante, même s'il s'agit de l'apprécier par rapport à la plus-value socialisée (justement parce que celle-ci est socialisée, contrairement à ce qui se passe aux U.S.A.).

Du point de vue des calculs de la productivité immédiate du travail, il est évidemment préférable de ne considérer que les ouvriers productifs proprement dits, travailleurs manuels. Tout dépend ici de ce qu'on appelle productif. Si l'on ne tient pas compte des rapports sociaux dans lesquels fonctionne un laminoir, par exemple, il y faudra techniquement un certain nombre minimum d'ouvriers opérateurs, dépendant des types de matériel employé. Cette proportion deviendra moins précise si on considère le travail indirect (par exemple le travail de réparations, les communications internes de surveillance) ou d'autres fonctions qui peuvent même être remplies par du personnel venu de l'extérieur, et plus ou moins élastique. La limite sera encore plus imprécise si l'on considère les employés de bureau, les cadres et l'administration. Il y a bien certains rapports définis entre ces différentes catégories de personnel, qui pourront varier pour un même type de production en fonction de la taille de l'entreprise, par exemple, mais certaines catégories, comme le personnel de bureau, pourront être plus élastiques que d'autres. Dans l'économie socialiste, le personnel indirect remplit plus facilement des tâches dans diverses entreprises, que dans l'économie capitaliste où chaque entrepreneur privé doit compter sur un personnel complet qu'il salarie directement, de façon à n'être à la merci de personne.

En tout cas, la proportion de producteurs directs par rapport à la main-d'œuvre indirecte est importante du point

de vue de la productivité, puisque celle-ci est toujours un rapport entre quantité de travail, et produits, et que certains secteurs de main-d'œuvre et de temps sont plus compressibles que d'autres.

Voici cette proportion comparée pour les U.S.A. et l'U.R.S.S. On voit qu'elle est très voisine dans l'ensemble pour l'avant-guerre :

Rapport des salariés productifs à la main-d'œuvre totale, en %

Industries	U.S.A. (1939) a	U.R.S.S. (1.1.1936) b
Toute l'industrie	88 3	87 0 c
houillères	95 5 d	92 2
mines de fer	90 0 d	88 6
extraction de pétrole	78 8	82 1
fer et acier	91 4	90 6
automobile	89 6	83 5
mécanique agricole	83 3	87 2
tracteurs	83 3	83 9
constructeurs de machines	80 6	84 3
locomotives	81 3	} 85 8
wagons de chemin de fer	86 1	
textiles, coton	96 3	92 6
footwear	93 7	88 4
sucreries de betteraves	87 6	90 1

Sources : U.S.A. Dept. of Commerce, *Census of Manuf.*, 1939.
U.R.S.S. *Troud v SSSR*, 1936.

a) Rapport des salariés productifs au total des administrateurs de sociétés et employés mensuels. Le bâtiment, la distribution et « autres » employés ont été omis parce que le Censur ne distingue pas entre salariés et autres catégories de ces groupes.

b) Salariés : comprend les salariés, apprentis, et jeunes des services personnels.

c) 86.7 si l'on omet les stations d'énergie électrique et les mines pour une meilleure comparaison avec le « manufacturing » U.S.A.

d) Y compris propriétaires effectuant un travail manuel.

La composition de certains groupes de non-productifs, pour la même époque, était la suivante, en % :

Industrie	U.S.A. 1939 a		U.R.S.S. 1.1.1936 a	
	A Administrateurs mensuels et em- ployés, managerial	B employés de bureau	A id.	B id.
toute l'industrie	50 3	49 7	52 1 b c	47 9 c
houillères			63 9	36 1
fer			50 9	49 1
extraction pétrole			63 5	36 5
fer et acier	43 1	56 9	58 6	41 4
automobiles	48 8	51 2	59 8	40 2
mécanique agricole	45 9	54 1	60 7	39 3
tracteurs	45 4	54 6	60 0	40 0
constructions de machines	46 5	53 5	60 0	40 0
locomotives	28 5	71 5 }	66 0	34 0
wagons	48 3	51 7 }		
textiles. coton	56 1	43 9	39 6	64 4
chaussures	51 3	48 7	48 4	51 6
sucreries-betteraves	44 5	55 5	53 7	46 3

Comme on voit, la proportion de haut personnel est sensiblement plus importante en U.R.S.S. Elle semble encore avoir augmenté depuis. La proportion d'employés de bureau, personnel subalterne, est au contraire inférieur en U.R.S.S. dans la majorité des industries.

Tendance vers une productivité plus élevée en U.R.S.S. — L'importance primordiale des investissements capitaux et de la technologie dans l'accroissement de la productivité ne mini-

Sources : idem.

a) La comparaison a une valeur grossière, car les catégories regroupées ne se recouvrent pas exactement.

b) 51.8 : si l'on exclut les centrales électriques et les mines.

c) Le plan quinquennal pour 1941 donne : A, 60.0. B, 40.0.

mise pas le fait que la masse et la qualification de la main-d'œuvre disponible, et les capacités d'organisation efficace à mettre en œuvre les facteurs de la production, restent des éléments importants.

Cependant, le second groupe de facteurs est subordonné dans les pays arriérés en voie d'industrialisation. L'abondance de main-d'œuvre par rapport au capital peut même être un obstacle à l'industrialisation. Les planificateurs soviétiques insistent sur l'accroissement de la productivité du travail à la fois dans l'atelier et dans l'économie entière.

A.I. Ezhov (*Kurs promyshlennoi statistiki*) écrit : « l'indice de la productivité du travail est un indice de la plus haute importance dans le plan économique national. Par conséquent, le contrôle de la réalisation du plan est un problème central des statistiques du travail... En vue du travail de planification et statistique, de la direction du travail, en commençant par chaque entreprise et en finissant avec l'économie entière, il est nécessaire de disposer d'indices généraux, résumés de la productivité du travail ». Et E.L. Granovsky et B.L. Markus (*Ekonomika sotsialisticheskoi promyshlennosti*) : « Dans les branches de l'industrie où les normes techniques sont bien établies et où les conditions de la production permettent une comptabilité précise du temps de travail dépensé par unité de produit, il convient de contrôler la réalisation du plan de production par ouvrier, de se servir d'un indice calculé en termes d'unités de temps de travail. Dans la planification d'une usine, le plan de production de base contient des estimations détaillées de programme de coût en travail de chaque atelier et de chaque département. Une comptabilité de la dépense en temps de travail est ainsi intimement liée à la planification du travail aux échelons les plus élevés du plan d'administration de l'usine ».

Ces préoccupations de méthode sont exactement celles de tout entrepreneur capitaliste privé, et c'est ce qui permet à Galenson des comparaisons avec la productivité du travail aux U.S.A., qui est toujours un rapport entre les hommes-temps et le volume des produits.

Galenson écrit : « la recherche d'une productivité du travail maximum, dans le cadre de la prescription orthodoxe relative à l'établissement de rapports capital/travail appropriés dans les économies sous-développées, peut néanmoins avoir été tout à fait rationnelle en ce qu'elle a aidé à créer une limitation artificielle de l'utilisation de main-d'œuvre,

qu'elle a encouragé l'installation d'équipement moderne, et entraîné un accroissement rapide de la densité de capital dans un groupe limité d'industries lourdes essentielles à l'industrialisation. Chercher à atteindre les pays capitalistes les plus avancés a bien pu être la voie la plus courte vers la maximisation de la production à long terme ».

J.S. Berliner (dans A. Bergson, *Soviet Economic Growth*) écrit aussi que « sans compter le calcul d'une fonction de production pour l'industrie soviétique, la production par ouvrier devrait au moins être présentée en relation avec la production par unités de capital, aux fins de comparaison. En vérité, à moins que l'on accepte une théorie de la valeur-travail, il est normal de demander d'un point de vue purement théorique, un chiffre de productivité pour tous les facteurs de production, c'est-à-dire, la production par unité de capital, par unité de pétrole, par unité de balle de coton, etc... » Galenson ajoute : « à part les difficultés pratiques qu'imposerait cette exigence, il faut noter que la production par ouvrier ou par ouvrier-heure fournit un moyen plus satisfaisant d'évaluer l'accumulation de capital et le progrès technologique que la production par machine-heure. Sauf si l'on dispose de coefficients techniques fixes, la production totale par machine-heure peut être modifiée en accroissant l'emploi de travail vivant sans investissement capital additionnel ou changement technologique, tandis que la production par homme-heure s'élève avant tout grâce à de nouveaux investissements capitaux et à la modernisation ».

Berliner raisonne en effet comme les capitalistes *prétendent* (et croient quelquefois) que fonctionne l'économie, c'est-à-dire comme *productivité des machines*, alors que Galenson fait en somme remarquer que l'économie soviétique fonctionne *sur ce point* comme l'économie capitaliste fonctionne réellement, c'est-à-dire en fonction du travail vivant appliqué à l'appareil technique. Au fond, les économistes bourgeois veulent analyser l'économie socialiste d'Etat au moyen des catégories mystifiées de l'économie capitaliste, et c'est pourquoi l'économie soviétique leur apparaît comme un mystère.

8. Le salaire dans l'économie yougoslave.

La loi de décembre 1957 prétend avoir fait disparaître le « salaire », tout comme en U.R.S.S. Il s'agirait, selon la loi yougoslave, en cela semblable à la théorie stalinienne, d'un

revenu et non d'un salaire, revenu proportionnel au travail et prélevé sur les profits nets de l'entreprise. La loi définit ce salaire comme « revenu personnel », par différence avec les avantages et revenus sociaux. C'est l'entreprise qui fixe elle-même, après avoir réservé une part du profit pour payer les impôts et naturellement ce qui ira au processus de reproduction, la masse qui sera répartie en « revenu personnel », c'est-à-dire le fonds des salaires, *v.* On ne sort pas de la formule $c + v + pl$. Naturellement, l'ouvrier n'a droit à un « revenu personnel » que proportionnellement au travail fourni, et dans la mesure du profit net (c'est d'ailleurs une question de savoir si le profit brut, dans ce cas, inclut ou non les salaires, en tout ou partie). Mais comme personne n'accepterait de travailler s'il n'était pas garanti de recevoir au moins quelque chose, c'est-à-dire un « minimum vital » (ce dont il ne serait pas certain si l'entreprise travaillait à perte, ou si une crise de marché renversait ses plans), la loi garantit un « revenu personnel » minimum quelle que soit la grandeur des profits réalisés par l'entreprise. Si le profit net de l'entreprise ne permet pas d'assurer ce minimum, autrement dit si celle-ci travaille à perte, l'Etat compense le déficit : dans certains cas il peut fermer ou transformer l'entreprise.

La base de fixation des salaires est donc en principe autonome, mais elle doit être fixée à l'avance, au moins en gros, ce qui équivaut à une allocation préalable du fonds de salaire. En principe seulement, car en définitive, il faut bien pouvoir comparer les revenus individuels à l'échelle de branches entières, et même à l'échelle nationale. Les « règlements tarifaires » règlent donc dans l'entreprise les « postes tarifaires » c'est-à-dire les taux de rémunération afférents aux différents postes de travail de l'entreprise. Ce poste tarifaire, qui est une échelle de normes, de coefficients par postes ou qualité de travail, introduit une différenciation dans les « revenus personnels », c'est-à-dire permet des taux différentiels de salaires. Markovic dit que « le poste tarifaire est en un certain sens le critère social permettant de comparer les postes de travail dans différentes entreprises, ou de comparer les postes de travail entre eux dans une même entreprise ». (M. Markovic, « Les rapports de travail dans le cadre de la gestion ouvrière en Yougoslavie », *Rev. Intern. du Travail*, février 1959.)

Ces théoriciens yougoslaves ne se soucient guère plus de justifier leur point de vue que les soviétiques. Leur seul avantage pour la clarté, c'est de parler de « rapports de travail ».

Mais que sont des *rapports* de travail ? Ce sont des rapports entre travailleurs, sûrement. Admettons que parmi ces travailleurs, il y ait des directeurs et des exécutants, comme il y en a en effet. Le rapport devient ainsi un rapport entre dirigés et dirigeants, et finalement entre travailleurs et l'Etat. La formule yougoslave permet d'aborder une question que les formules russes camouflent. Mais leur raisonnement, si l'on peut dire, est le même ; Markovic affirme : « la classe ouvrière a pris le pouvoir, et les moyens de production sont devenus la propriété de la *collectivité nationale*. S'il est vrai qu'au début les rapports de travail présentaient encore certains traits caractéristiques de ceux du travail salarié, ils ne pouvaient cependant plus être identifiés avec ceux-ci. Les systèmes de production et de répartition du produit revêtaient alors un caractère nettement administratif, puisque c'était l'*Etat qui les régissait au nom de la société* ». Mais « il s'agissait d'un Etat où le détenteur du pouvoir politique était la classe ouvrière, associée à d'autres milieux du peuple travailleur ». La loi de 1950 sur la gestion des entreprises économiques d'Etat par les collectivités ouvrières a modifié cette situation : « les producteurs gèrent eux-mêmes la production et décident seuls, directement, de la répartition des bénéfices de l'entreprise dans le cadre de proportions générales établies par les plans sociaux ».

Ainsi, les ouvriers recevraient un revenu, et non plus un salaire : « *en échange de son travail*, dans l'entreprise, qu'il gère lui-même, et en vertu de la répartition du revenu réalisé sur lequel il exerce une influence directe, le producteur a droit à un « revenu personnel » qui, de par sa genèse, diffère essentiellement d'un « salaire » résultant de rapports de travail salarié... La nécessité se fait donc sentir d'établir une différence terminologique entre, d'une part, le « salaire » ou le « traitement » qui caractérisent les rapports antagonistes entre employeurs et travailleurs, les rapports entre économiquement forts et économiquement faibles, entre exploiters et exploités, et d'autre part, le « revenu personnel » qui caractérise les rapports de collaboration entre membres égaux d'une collectivité ouvrière ».

Comme cette « autogestion » dépasse l'entreprise pour embrasser des régions et des branches entières, ces théoriciens estiment que l'expression « rapports de travail » ne convient d'ailleurs plus ; « ce ne sont plus des rapports de travail au sens classique, ce sont déjà des rapports politico-sociaux

entre hommes affranchis de l'exploitation, unis par la conscience qu'ils ne peuvent satisfaire leur intérêt personnel qu'en servant l'intérêt commun ».

A la terminologie près, c'est l'explication des économistes staliniens. Il en va de même pour la fonction des syndicats. S'il n'y a plus de rapports de travail ni de salaire, à quoi servent-ils ? Si c'est le comité d'entreprise et le conseil ouvrier qui règlent la répartition du profit net, le taux des salaires, et en général les conditions de travail, à quoi servent les syndicats ? « Leurs fonctions principales, dit Markovic, ont trait à la fixation de l'échelle des « revenus personnels » applicables dans une même entreprise, dans les entreprises d'une même branche économique ou encore pour diverses branches économiques. Ils s'en acquittent surtout en donnant leur accord aux dispositions des règlements d'entreprise concernant la rémunération... Il va sans dire que cette fonction sociale que les syndicats exercent dans le cadre du système de l'autogestion ouvrière présuppose qu'ils ont constamment le souci d'assurer l'accroissement de la productivité... C'est pourquoi les syndicats ne peuvent pas toujours, ni à tout prix, appuyer les revendications des travailleurs qui ne tiendraient pas compte de ces facteurs. » En fait, le syndicat, et le parti communiste derrière lui, contrôlent le travail, au nom de l'Etat. De plus, l'autogestion se trouve limitée par les droits du directeur de l'entreprise, qui sont analogues aux droits du directeur salarié d'une entreprise capitaliste. C'est lui qui assure la direction technique, qui détermine les besoins en main-d'œuvre, la nature des qualifications, la répartition des postes de travail. « Il décide seul de ces besoins et propose le nombre et la composition des effectifs nécessaires, tandis que le conseil ouvrier ou la commission constituée par lui à cet effet se charge de l'embauchage. » (A noter que les ouvriers saisonniers ou *temporaires* ne participent pas à la répartition du « revenu personnel » ; ils se contentent de toucher celui qu'on leur alloue, et quant à eux, ils sont donc des salariés, ni plus ni moins que des fonctionnaires dans le secteur public capitaliste.) Quant au traitement des fonctionnaires, ils sont fixés par l'Etat. Les revenus des petits exploitants agricoles et des coopératives échappent à la règle des « revenus personnels » dans l'industrie.

Les principes qui règlent l'attribution du pseudo-salaire ou « revenu personnel » sont les suivants : 1. L'entreprise, sur proposition du directeur discutée par le conseil ouvrier

et approuvée par le syndicat, fixe, après avoir prélevé la partie du profit brut qui va à l'Etat (impôts) et celle qui est investie ou réservée dans l'entreprise, la part consacrée au paiement des « revenus personnels ». Ces revenus sont différenciés selon les postes et catégories de qualification ; leur taux est proportionnel à la hiérarchie en usage, mais les taux moyens dépendent de la grandeur du fonds de salaire global. Il n'y a donc pas, en principe, de catégories de salaires applicables à l'échelle nationale, ni même de la branche. Il n'y a donc pas non plus de *contrats collectifs* de travail à l'échelle nationale. Seule l'existence d'un *minimum légal* fixe une limite, vers le bas. 2. La grandeur du revenu personnel dépend donc à la fois de la grandeur du profit net, ou bénéfice distribuable de l'entreprise, et de la quantité de travail fourni (en durée et en qualité). Les théoriciens yougoslaves estiment que dans ces conditions c'est la collectivité des ouvriers qui est propriétaire, non seulement de sa capacité de travail, mais aussi des instruments de production. Ni les directeurs d'entreprise, ni l'Etat, ne sont les propriétaires. Il n'y a donc plus d'*employeurs* par droit. Dans ce cas il n'y a pas non plus d'employés. Les instruments de production appartiennent à la collectivité des ouvriers elle-même. Les ouvriers sont ainsi leurs propres employeurs. La subordination des uns aux autres, revient à une subordination à soi-même (1).

Pourtant, si le « revenu » est proportionné à la dépense de travail, c'est qu'il dépend de celle-ci. Co-propriétaire ou non, l'ouvrier est soumis à la loi de la valeur. Il ne peut disposer sur le produit de l'entreprise que de la valeur correspondant à la valeur du travail nécessaire qu'il a accompli. Les écarts de « revenus » ne peuvent excéder une marge compatible avec la grandeur du profit escompté, c'est-à-dire de la survaleur (plus-value). Le « revenu » reste donc lié à la valeur de la force de travail, dont le minimum est un minimum vital, c'est-à-dire toujours l'essentiel dont le travailleur

(1) « L'élément subordination, si caractéristique du salariat dans le capitalisme, n'est plus l'expression juridique d'une soumission économique de l'ouvrier au propriétaire de l'entreprise, puisque ce sont les ouvriers qui assument la gestion de celle-ci : ce n'est désormais que la formule nécessaire de l'organisation sociale du travail accompli en commun et de la production réalisée en commun... Cette subordination consiste purement et simplement à se soumettre à son propre régime de travail ». A. Baltić, Premier Congrès des Conseils Ouvriers, *Le Nouveau Droit Yougoslave*, 1957.

a besoin pour vivre, se loger, s'alimenter, se reproduire, et participer à la vie sociale courante. Si la dépense de capacité de travail, dont la valeur reste déterminée par le coût des moyens qui servent à la reproduire, est rétribuée déduction faite de la survalueur (plus-value), c'est en cela que réside le salaire. Le fait que la grandeur du salaire n'est pas *exactement* définie à l'avance dans un contrat de travail ne change rien à cela. Les ouvriers reçoivent d'ailleurs à l'avance des garanties sur le « revenu » moyen qu'ils peuvent attendre, selon la nature de leur travail.

Les Yougoslaves estiment que l'autogestion définit ainsi un *partage*, et non un *échange*. Les Russes raisonnent de la même façon, mais à l'échelle de l'Etat. Les uns et les autres pourtant admettent que le circuit économique tout entier reste déterminé par l'échange, le marché (planifié), eux-mêmes fondés sur la loi de la valeur. Comment l'échange pourrait-il régler la circulation des produits à l'exclusion de la force de travail ? La force de travail est elle aussi un produit au sens économique, et c'est parce qu'elle est un produit échangé, mis sur un marché, que sa valeur est un salaire. Le fait que l'employé, comme membre associé d'une collectivité variable, est en même temps employeur, ne change rien au fond de l'affaire. Si c'est la collectivité qui s'emploie elle-même, en se rétribuant elle-même proportionnellement à la quantité et à la qualité du travail fourni, elle ne peut que donner à chacun un salaire. L'apparence du partage recouvre un échange réglé par une proportionnalité, donc par l'existence d'un étalon qui reste l'heure de travail d'une qualité définie. C'est l'essence du salariat. Le rapport juridique qui définit le salaire est un contrat réglé par la valeur. Que ce contrat soit passé entre associés ou entre employeurs et employés (contrats collectifs) ne change pas tant la substance du contrat que sa forme. Il est vrai que ce changement est de grande importance. Mais il n'équivaut pas à une disparition. Le contrat qui lie les ouvriers de l'entreprise yougoslave « autonome » entre eux, à l'Etat et à ses diverses administrations, n'est pas un « contrat social » à la Rousseau, un engagement unique réciproque. C'est un contrat fondé sur une prestation mutuelle de capacité de travail, inégalement répartie parce qu'elle est réglée par un étalon de mesure qui est la valeur. Ce genre de prestation reste un échange ; et, comme toujours, il y a échange parce qu'il y a en présence des inégalités compensées. Le partage proprement dit suppose la dis-

parition de la proportionnalité due à la valeur. Dans ce cas le partage pourrait être absolument égalitaire ou totalement libre et disproportionné, cela n'aurait pas d'importance puisqu'il ne s'agirait plus que d'une couverture des besoins, et non d'une équivalence des besoins *solvables*.

De plus, un partage fondé sur une unité économique élémentaire (entreprise) est inévitablement lié à un échange à l'échelle nationale et internationale, lui-même fondé sur l'échange et la péréquation des valeurs. La partie du « revenu personnel » garantie au travailleur (prestataire de capacité de travail) au prorata de son effort, en quantité et qualité, a donc, malgré l'apparence, les caractéristiques essentielles du salaire. Certains théoriciens yougoslaves (et russes) ont bien senti que la question n'était nullement résolue par un changement de terme, mais comme ils partent de définitions juridiques, ils supposent la question résolue avant de la poser. Ils s'en tiennent alors au phénomène général de la « participation ». La « participation » (de l'ouvrier au produit, aux bénéfices) est le mode d'appropriation sous lequel le capitalisme a toujours camouflé les rapports de production salariés ; ces théoriciens reprennent la chanson. Par exemple, A. Baltic (*l. c.*) : « ce qui est essentiellement neuf dans le système des salaires, et, plus généralement, dans le nouveau système économique, c'est que la main-d'œuvre n'est plus une marchandise, qu'il n'y a plus de salariat, et que l'ouvrier n'est plus essentiellement un salarié. En fait, le salaire prend de plus en plus le caractère d'une *participation de l'individu à la répartition du produit* du travail réalisé ; il équivaut non seulement au travail fourni, mais représente également — en partie tout au moins — une participation à la répartition du surplus de travail ».

Que signifie « participer à une répartition » ? Ce n'est pas la participation ni la répartition qui sont en cause. Ces deux modes existent aussi dans le salariat capitaliste. C'est le mécanisme de cette participation, c'est la mesure de cette répartition, qui sont l'essentiel. Avant de participer, l'ouvrier produit. Il ne produit pas n'importe comment. Il produit (applique sa capacité de travail à un appareil de production) dans des conditions déterminées, notamment un certain nombre d'heures fixées par la loi, équivalant à un pouvoir d'*achat* (sur le marché !) dont la marge minima est fixée par la loi, et dont le maximum n'est pas fixé selon les horaires, mais en fonction de la grandeur des profits réalisés, c'est-à-dire

de la plus-value produite. La valeur de ce pouvoir d'achat est le salaire, et n'existe comme telle que parce qu'elle est un rapport à la survaleur. Valeur et survaleur ne sont pas deux grandeurs distinctes : elles font partie d'un seul rapport de valeur, dont les deux éléments n'existent que l'un par l'autre. Naturellement, les variations de ce rapport changent beaucoup la grandeur du salaire, mais elles ne changent pas sa nature. Un salaire élevé est encore un salaire.

Si l'on y regarde bien, ce que règle le système du « revenu personnel » dans l'entreprise autonome, c'est une *garantie de participation à l'accroissement des bénéfices*, et rien de plus. C'est un stimulant au travail, et non l'abolition du salariat. Et cette tendance s'observe aussi dans le capitalisme monopoliste actuel. Elle annonce une dissolution des formes du salariat individuel classique, non la disparition du salariat lui-même (1). La « participation » est un euphémisme pour rémunération salariale. L'ouvrier qui entre dans une entreprise ne le fait pas pour « participer ». Il le fait pour échanger sa capacité de travail contre les moyens de vivre en monnaie ou en nature, selon la règle d'équivalence déterminée par la valeur. S'il peut *participer au contrôle*, et même, en partie, à la détermination des modalités de cet échange, c'est déjà un progrès. Mais *participer au contrôle* n'est pas du tout la même chose que « participer au revenu ». Le contrôle sur l'échange ne suppose pas l'abolition du salariat.

Baltic dit que l'ouvrier participe au moins partiellement, « à la répartition du surplus de travail ». Cette confusion est révélatrice. Si l'on s'en tient aux déterminations de Marx, *v* représente la valeur du travail nécessaire (capital variable, salaire, ou « revenu personnel » en proportion du travail exécuté), et *pl* représente le « surplus de travail » d'où dérive

(1) A. Baltic écrit (*ibid.*) : « ...le salaire (ou traitement) de l'ouvrier (ou de l'employé) est fixé conformément à un tarif prévu par le règlement tarifaire ; (il) est subordonné au succès obtenu par le travail de chaque ouvrier individuellement pris, de même qu'au succès de l'organisation économique... ; l'ouvrier a un droit de participation au partage des bénéfices et, en partie seulement, aux risques. Si le revenu réalisé par l'entreprise ne suffit point à payer le montant total du salaire pour le travail fourni, les salaires des ouvriers seront réduits proportionnellement au revenu réalisé, le versement, à la charge des ressources du comité populaire communal des 75 % du salaire calculé suivant le règlement tarifaire étant garanti à l'ouvrier ; c'est là le salaire social minimum ». Premier Congrès des Conseils Ouvriers, *Le Nouveau Droit Yougoslave*, 1957, p. 64.

le profit. Par définition, v et pl sont distincts, mais en rapport $\frac{v}{pl}$. Ce rapport définit le taux de pl , et par suite le taux d'exploitation. Tout ce que peut faire la direction planifiée socialiste, c'est de modifier systématiquement cette proportionnalité à l'avantage de v . Par définition, l'ouvrier ($= v$) ne peut pas « participer » à pl . Si l'ouvrier « participe » à une partie de pl , alors cette partie s'incorpore à v , elle est du capital variable, du salaire, même si c'est sous forme de salaire social. La valeur ne peut être à la fois v et pl , sauf dans le rapport $\frac{v}{pl}$, qui est une unité en tant que rapport et non une

addition. Dire que l'ouvrier « participe au surplus de travail » ne signifie donc rien du tout. La « participation » de l'ouvrier à la valeur du produit ne s'exprime que par v , et par rien d'autre. Par définition, il ne participe à rien d'autre. A l'échelle de l'entreprise, la chose est aussi claire dans le système yougoslave que dans les rapports purement capitalistes. Le fait qu'une partie de la valeur comptabilisée dans l'entreprise comme bénéfice net (dérivée du profit) peut être redistribuée et réintégrée à v , ou qu'une partie de cette même valeur à l'échelle nationale (versement patronal aux allocations familiales, et assurances sociales, impôts) est redistribuée pour être incorporée au v social, ce n'est que l'expression de la comptabilité, cela n'affecte par le rapport social de base, ni la signification théorique de v et de pl .

On a le rapport : valeur du produit $> (v + pl)$, ou $p \supset (v + pl)$, autrement dit $pl \supset v$, et $\overline{pl} \supset \overline{v}$.

Que le système du « revenu personnel » lié au bénéfice de l'entreprise vise avant tout un accroissement de la productivité, et soit donc considéré comme un stimulant plus efficace que la réglementation nationale des salaires indépendamment des profits formés dans chaque entreprise (comme c'était le cas jusque vers 1954), c'est ce qui ressort de nombreux commentaires. Par exemple : « Cette façon de former le fonds des salaires et le fonds de la consommation individuelle (par recours aux subventions ou fonds budgétaires, c'est-à-dire en dehors des profits des entreprises, avant les lois de 1957) dans notre pays non seulement ne montre pas les rapports réels dans la production sous leur vrai jour, mais ne contribue pas non plus à stimuler le développement de la production et la productivité du travail. D'un côté, nous avons

certaines entreprises qui se figurent qu'il est plus rationnel de se servir de main-d'œuvre que de machines, et d'autre part nous avons des ouvriers qui voient dans la rétribution du travail un salaire peu élevé, les assurances sociales « gratuites », des loyers minimums, des services communs et culturels à bas tarifs, etc... Ce système de formation du revenu personnel, qui comprend le paiement d'une part des besoins de la consommation individuelle par les moyens budgétaires et par la consommation générale, a été introduit pour la sauvegarde et la maîtrise du niveau de vie de la population urbaine et pour la protection des familles »... (S. Voukmanovitch, « Notre politique économique dans la période précédente », *Questions actuelles du socialisme*, 1957, n^{os} 43-44.) En somme il s'agit de rendre le salaire des travailleurs plus dépendant de son effort personnel dans l'entreprise, et moins dépendant du produit national (dont la portion accumulée pour investissement doit s'accroître). D'où la tendance à imputer la plus grande partie possible du « revenu personnel » au profit de l'entreprise, en décentralisant la formation du fonds des salaires. « Les instruments de la répartition des bénéfices entre les diverses formes de la consommation (salaires, budget, fonds) présentaient jusqu'au récent débat sur la répartition du revenu global certains traits de répartition centralisée. Le collectif d'entreprise avait peu de liberté de manœuvre, bien que, dans le système des bénéfices, la catégorie *salaires* ait déjà été transformée en gain du producteur direct. Le fait que le fonds des salaires, ainsi que les autres fonds de l'entreprise, dépendaient en partie du montant des bénéfices, a été un moment positif. Cependant, la part relativement petite des fonds de libre disposition dans les bénéfices globaux ne pouvait pas représenter un stimulant suffisant pour l'accroissement de la productivité ». (R. Dougonitch, « Les cadres économiques de l'autogestion », *Questions actuelles du socialisme*, 1957, n^{os} 43-44.) En 1954, chaque entreprise devait, en moyenne, pour 1 dinar d'augmentation de salaire prélevée sur les profits, réaliser 15 à 20 dinars de profits. Or, pour accroître le profit net, distribuable, de l'entreprise, il fallait faire pression sur les salaires, surtout les plus élevés, d'où une rémunération en proportion insuffisante des qualifications supérieures (1).

(1) La part de la consommation dans le revenu national (en milliards de dinars) a évolué de la façon suivante (S. Voukmanovitch, *l.c.*) :

Pourquoi les économistes yougoslaves voient-ils dans la société russe ce qu'ils ne voient pas dans la leur ? La différence, disent-ils, c'est qu'en U.R.S.S. domine la propriété d'*Etat* et que tout le circuit économique est planifié centralement. Par suite, les fonds de salaires ne sont pas formés à partir de la production de l'entreprise, mais nationalement ; ils ne résultent donc pas d'une « autogestion ». L'ouvrier russe est un salarié d'*Etat*, et non un producteur associé jouissant d'une part de revenu.

	1953	1954	1955	1956
Revenu national	1045,9	1196,5	1426,7	1449,1
Consommation générale (sans les revenus personnels)	202,2	213,7	228,5	236,2
Part de la consommation individuelle (improductive)				
Traitements et salaires dans les institutions et organes de l'Etat	71,3	80,0	86,1	95,7
Assurances sociales sur le budget et le fonds des assurances sociales	97,4	97,7	109,8	117,4
Total	370,9	391,4	424,4	449,3
% dans le revenu national	35,5	32,7	29,7	31,0

Pourtant, on doit constater deux choses : 1. les économistes russes font précisément la même analyse de leur système que les yougoslaves font du leur : il n'y a plus de salaire (bien que la valeur règle les échanges), mais participation au revenu national ; 2. les économistes yougoslaves mettent à nu chez les russes justement ce qui existe chez eux : la pression sur les salaires pour accroître la fraction accumulable de la plus-value. Chacun critique donc la forme de ce qui existe chez l'autre au nom d'une théorie identique. Ce qui s'explique par l'antagonisme qu'introduit la théorie du « socialisme dans un seul pays », dont ni les uns ni les

autres ne se sont défaits. Les théoriciens yougoslaves n'ont pas ménagé les attaques contre l'étatisme en matière de salaires. Mais ils négligent de dire pourquoi leur anti-étatisme apparent recouvre des rapports économiques fondamentalement semblables (1). Djilas, pour avoir perçu la similitude des deux systèmes, s'est vu jeter en prison. Il est vrai que son livre sur « la nouvelle classe » bureaucratique tire de l'étude de cette similitude des conclusions sommaires, reprises aux théoriciens de la « managerial revolution » (B. Rizzi, Burnham). Djilas ne pouvait qu'être condamné par l'hypocrisie bilatérale des chefs d'Etat.

Voici quelques données sur les rapports entre le revenu personnel du travail, le niveau de vie et la productivité (« Personal consumption and the standard of living », *Yugoslav Survey*, Belgrad, sept. 1964) :

(1) En visant l'U.R.S.S., M. Hadjivassilev écrit : « un plan qui prévoyait une accumulation excessive réduisant pratiquement la consommation des producteurs au niveau de la valeur de leur force de travail, vise en réalité la rétribution socialiste suivant les efforts fournis, car il réduit le travail aux cadres *bourgeois*, et pour ainsi dire presque au rapport de salariat. D'où l'impossibilité de qualifier de socialiste une telle répartition du produit social, malgré son excès de zèle quant à l'accumulation « dans l'intérêt du socialisme »... L'histoire l'a d'ailleurs démontré avec une force très convaincante par des troubles politiques bien connus (révolte de Berlin, de Poznan, et de Hongrie...). La reconnaissance sociale du travail se fait *a priori* et d'une manière purement subjective : les gains ne sont pas fonctionnellement liés au critère d'utilité sociale d'un travail déterminé. Les salaires qui sont garantis, sans égard au marché, ont pour base une contradiction entre leur différenciation établie par le plan et un nivellement qui est réel. Car ces salaires permettent de rétribuer des collectifs de travail et des ouvriers *aux dépens de l'ensemble de la classe ouvrière*, même lorsqu'ils n'effectuent pas un travail socialement utile ou bien lorsque le niveau de leur production est de beaucoup inférieur. La productivité du travail n'est pas stimulée ». Il est curieux que Hadjivassilev en arrive ainsi à formuler une critique dans le plus pur style libéral : « Tel est le principal défaut de la propriété d'Etat : elle permet que l'établissement du système de rétribution devienne le résultat de calculs qui se font dans les bureaux, une intervention essentiellement subjective. La propriété d'Etat limite l'influence directe des lois économiques dans la fixation du produit social destiné directement à la consommation des travailleurs, étant donné que *le problème de ces proportions n'est pas réglé par des moyens objectifs*, c'est-à-dire par l'action conjointe du plan socialiste et de l'action spontanée des hommes ». L'auteur, si clairvoyant à l'égard de l'étatisme russe, est aveugle lorsqu'il s'agit de la planification yougoslave. Mais c'est cet aveuglement qui lui permet de mettre le doigt sur des points essentiels : l'exploitation mutuelle relative des salariés d'Etat, l'objectif de stimulation de « l'autonomisation » des fonds de salaire, et l'existence d'un marché.

Pourcentage des revenus personnels du travail dans le revenu national (Secteur Socialiste, 1956-1963) :

(en prix de 1962)

année	activités économiques	administrations gouvernementales et services sociaux	TOTAL
1956	26,2	11,2	37,2
1957	27,8	10,9	38,8
1958	27,9	12	40,1
1959	31,2	11,2	42,4
1960	33,6	10,3	41,9
1961	31,1	13,4	44,5
1962	29,5	12,7	42,2
1963	28,8	12,4	41,2

On voit que la proportion des salaires directs dans le revenu national reste faible pour le secteur socialiste. Ce que montre encore la comparaison suivante :

Accroissement des revenus (salaires) nominaux et réels du coût de la vie et de la productivité du travail (moyenne annuelle en %) :

période : 1957-63

Salaires personnels nominaux	13,6
Coût de la vie	6,1
Salaires personnels réels	7,1
Productivité du travail	5,4

L'inflation a réduit l'accroissement du salaire direct réel. Le tableau suivant montre d'ailleurs que le salaire direct réel s'est accru moins vite que le salaire indirect :

	en %	
	1956	1963
Masse du salaire total des personnes employées (secteur socialiste)	100	100
Dont : salaire indirect	61,7	76,8
Dont : revenus non liés au travail (pensions, indemnités familiales, partie des assurances médicales)	34,3	28,1
Gratifications directes et subventions pour biens de consommation	1,1	6,6
Fonds de consommation sociale (éducation, santé, logement, etc.)	26,3	42,2

9. Salaire et chômage en U.R.S.S.

L'existence d'un chômage croissant entre 1925 et 1927 n'avait fait que prouver par la négative que le salaire était en U.R.S.S. le résultat d'un marché, achat et vente de force de travail. Le chômage résultait du fait que le rythme d'accroissement des emplois industriels ne correspondait pas à celui de l'émigration des campagnes vers la ville et à l'accroissement démographique simple. Si l'économie était entièrement socialisée, l'emploi devrait être étendu à tous les citoyens. Des travailleurs sans emploi, par suite de déplacements, attente, chômage frictionnel, ne peuvent alors représenter qu'une petite fraction de la population active effectivement employée. Cette fraction doit au moins toucher des moyens de subsistance équivalents à un salaire minimum. Elle correspondrait à un élément de « salaire social », de garantie contre le non-emploi, analogue à un congé payé, mais prélevé sur le budget des municipalités ou de tout autre collectivité, c'est-à-dire en fin de compte à la charge de l'ensemble des citoyens, par le canal de l'impôt.

Si le salaire n'était qu'une part du revenu national, l'allocation de chômage ne serait elle aussi rien d'autre. Ni le salaire, ni l'allocation de chômage, ne seraient des formes d'un marché réel ou potentiel des capacités de travail. Mais comme le salaire reste l'effet d'un marché, l'allocation de chômage, ou son absence, n'étant que le prix ou l'absence de prix, d'une capacité simplement potentielle, ne représente qu'une faible fraction d'un salaire : « qui ne travaille pas, ne mange pas ».

De 1924 à 1927, le chômage prit des proportions considérables. Les contre-thèses de l'opposition sur le premier plan quinquennal (*Correspond. Intern.* 11 déc. 1927) disaient ceci : « les prévisions du plan quinquennal de la commission du Plan Economique concernant le chômage en 1927 se sont déjà montrées erronées. Au lieu du chiffre fixé par la Commission du Plan Economique de 1.131.000, nous avons eu, en avril de cette année, 1.478.000 chômeurs *enregistrés*. Mais d'après les données de la Commission du Plan Economique, le nombre *total* des chômeurs s'est élevé à 2.275.000, y compris les 600.000 chômeurs saisonniers... Sur la base des calculs de Stroumiline, dans le premier projet du plan quinquennal, l'excédent de population agraire, en supposant que l'agriculture absorbera 8 millions de nouveaux ouvriers et que 3 mil-

lions iront en ville « ne dépassera pas dans le meilleur des cas son ampleur actuelle » ; 20 % seulement des chômeurs touchaient une allocation. Le document conclut : « que signifie le chômage dans une économie étatique ? Il signifie avant tout un manque de nouveaux moyens de production, de nouveau capital dans les mains de l'Etat ». En effet, dans cette économie, le chômage ne résulte pas d'une surproduction, d'un manque de débouchés, mais d'une sous-production, car les débouchés peuvent être automatiquement étendus par hausse de la masse salariale de la consommation et par l'accroissement des moyens de production.

Il faut mettre le nombre de chômeurs en face du nombre des ouvriers dans la grande industrie (I. Kraval, « La politique du parti dans la question ouvrière », *ibid.*) pour voir qu'à cette époque la croissance de la classe ouvrière dans un secteur essentiel était encore faible :

1924-25	1.529.000
1925-26	1.919.300
1926-27	2.021.000

En 1927, il y avait donc à peu près autant de chômeurs que d'ouvriers employés dans la grande industrie. Le total des ouvriers industriels était à cette époque de 4.123.000 (contre 3.751.000 en 1913).

La *Pravda* du 5 août 1927 écrit : « le nombre des chômeurs s'est accru dans la même proportion que le nombre total des ouvriers occupés. Et, s'il en est ainsi, aucun artifice statistique ne peut cacher cette vérité que le chômage est la conséquence de la surpopulation à la campagne et que l'origine en est à chercher entièrement dans le village ». Le chômage n'est pas l'effet d'une « crise », c'est vrai, car il y a aussi accroissement de l'emploi. La résolution du C.C. du 9 août 1927 déclare qu'on constate un chômage considérable, « principalement parmi les catégories ouvrières non spécialisées et les employés soviétiques et commerciaux, coexistant avec une croissance simultanée du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie d'Etat et avec un manque simultané d'ouvriers qualifiés dans les différentes branches industrielles. »

Les chômeurs *enregistrés* dans les Bourses du Travail avaient évolué de la façon suivante (chiffres cités par la *Corres. Intern.*, 21 oct. 1927) :

	1925	1926	1927
janvier		987 990	
février		1 005 613	1 407 262
mars		1 056 462	
avril		1 070 924	
mai		1 114 260	1 428 000
juin		1 065 520	
juillet		1 030 046	
août		1 023 700	
septembre	920 409	1 070 759	
octobre	952 280	1 163 410	
novembre	953 603	1 254 319	
décembre	951 173	1 310 488	

Sur les 1.310.488 chômeurs de décembre 1926, 586.102 étaient non-qualifiés, manœuvres ; 144.778 étaient d'anciens employés du commerce d'Etat.

Sur les 1.428.000 chômeurs de mai 1927, 25,2 % n'avaient encore jamais travaillé (dont de nombreuses femmes), 10,3 % étaient des saisonniers et 16,2 % des ouvriers d'industrie ; *ce qui prouve que le chômage ne provenait pas uniquement de l'afflux des campagnes*. Les ouvriers industriels parmi les chômeurs étaient :

janvier 1925	29,1 %
octobre 1925	21,9 %
mai 1927	16,2 %

C'est en partie pour résoudre ce chômage que le C.C. proposa en octobre 1927 le passage à la journée de 7 heures : « les 7 heures seront des heures d'un travail de plus en plus précis, rationnel, organisé, et par conséquent productif » (*Pravda*, 18 octobre 1927).

La croissance industrielle à partir de 1930 modifia le tableau. En quarante ans, la structure de la population active, canalisée par les plans, changea du tout au tout. L'équilibre de l'emploi ne comporta plus de ces ruptures qui créaient un chômage étendu. La dynamique de cet équilibre (traversé de mouvements de population qui entraînaient des misères d'un autre ordre) fut obtenue par l'afflux de travailleurs paysans dans les secteurs industriels et l'extension continue

du secteur des services. L'accumulation réalisée sur la campagne et l'industrie permit la construction de travaux publics et de réseaux industriels qui absorbaient peu à peu la croissance démographique comme les surplus de main-d'œuvre libérés par les transformations de la structure agraire. Mais ce progrès devait mettre à l'ordre du jour trois ordres de problèmes qui se substituent à celui du chômage dû aux crises de sous-production ou de surproduction, et qui prennent un tour aigu analogue à celui que connaissent les économies capitalistes proches du plein emploi.

D'une façon générale, le problème du chômage devient celui du rapport entre emploi et non-emploi, ou entre actifs et non-actifs, dans son rapport avec l'existence d'une population employable. Chacun de ces termes nécessite une définition qui s'appuie sur des critères nombreux et variables. Dans l'économie gouvernée par un plan national, les facteurs significatifs restent ceux des rapports entre investissements, niveaux des salaires et taux de profit. Quant aux effets, en dehors des impossibilités d'embauche plus ou moins temporaires, ils se manifestent sous forme de l'existence de « réserves » (emploi qualitativement et quantitativement injustifié), de mouvements prolongés d'absentéisme et d'un *turnover* élevé, de déplacements irrationnels de main-d'œuvre, de distorsion dans les modes de formation professionnelle, de pléthores partielles liées à des déficits ailleurs, de statuts annexes (épouses ou époux vivant du salaire du conjoint), etc...

L'importance de ces formes de chômage est soulignée par l'attention que les autorités et les salariés ont toujours apporté à la question des licenciements et du droit qui les régit (quand ce n'est pas la police qui les règle).

Le fait qu'il y a un droit de licenciement confirme le fait que le travail reste l'objet d'un contrat d'aliénation. La Constitution dit que chaque citoyen « a droit à un emploi garanti » ; elle ne dit pas que l'Etat garantit l'emploi. Car l'Etat propriétaire des entreprises se réserve le droit de licencier le salarié, ce qui donne lieu à une législation spéciale.

(1) Cf. « Les procédures de licenciement en U.R.S.S. » *Revue Intern. du travail*, août 1959, d'après une série de sources soviétiques, en particulier la revue *Sotsialisticheskii Troud* ; Alexandrov, *Le droit du travail soviétique*, 1954 ; Pacherstnik, *Examen des différends du travail*, 1956.

Bien entendu, le fait que l'Etat contrôle toutes les sources d'emploi (ce qui lui était facilité par l'instauration du livret de travail, passeport infamant du salarié) donne à ce droit un caractère ambigu : d'un côté l'Etat, tout comme un entrepreneur capitaliste, peut faire chasser un ouvrier de son emploi, mais de l'autre, comme l'emploi traîne avec lui les caractéristiques du contrat, les ouvriers salariés continuent à voir dans leur liberté de quitter l'usine, ou d'obtenir des compensations s'ils sont licenciés, une marque de caractère contractuel de leur situation. En pratique, les ouvriers étaient chassés des entreprises sans aucun « droit », pour la raison que le motif était la plupart du temps politique, ou réputé tel, même lorsqu'il s'agissait de motifs relevant en fait du travail et de ses conditions immédiates. De plus, les épurations et renvois collectifs massifs débordaient tout droit, fondé sur l'application individuelle d'un contrat, même collectif.

La *Revue Internationale du Travail* dit que le licenciement « est fondé sur la réglementation à l'exclusion de toute coutume et usage, et il ne laisse guère de place à des arrangements contractuels, individuels ou collectifs ». Autrement dit, les renvois ont toujours un caractère réglementaire. Mais en pratique, le « règlement » n'est que la couverture d'un arbitraire qui n'est limité que par la résistance ouvrière. Staline faisait appliquer la loi dans les usines de la même façon qu'en dehors : sans souci de la loi, mais au nom de la loi (1). Les millions de travailleurs qui ont formé la masse des déportés sous son régime ont évidemment été chassés des usines où ils travaillaient, sans aucun rapport avec les circonstances de leur travail et sans souci des « règlements ». Les droits du salarié étaient complètement effacés par le pouvoir incontrôlé de la police. C'est ce qui fait du caractère limitatif des causes légales de renvoi une fiction plus grande que dans les rapports capitalistes. Depuis 1954-56, les luttes menées par les ouvriers pour leurs droits dans l'entreprise ont porté des fruits. L'arbitraire des renvois et des mutations a été en partie tenu en échec. Mais c'est au prix d'un retour

(1) Le règlement prévoit que les notes portées sur le livret de travail lors d'un renvoi « doivent être libellées dans les termes mêmes de la disposition légale correspondante ou par *référence à cette disposition* » (décret du 12-1-1957).

au respect des relations contractuelles, courantes sous le capitalisme, et non au nom de la prétendue « démocratie soviétique » (1).

Les motifs légaux de renvoi concernent d'abord la réduction du personnel par suite de « liquidation totale ou partielle de l'entreprise » ou de « réduction des travaux ». Ces dispositions (de 1922) ne peuvent plus résulter de la conjoncture ; mais elle peuvent résulter du volume de l'emploi prévu par le plan, c'est-à-dire d'une conjoncture prévue. C'est du moins la théorie. En pratique, les fluctuations internes de l'emploi sont considérables, plus fortes que dans l'industrie capitaliste. La conjoncture n'est pas « aveugle », mais seulement borgne : les directeurs et les cadres utilisent la main-d'œuvre selon des formules pleines de désordre, par exemple en massant les efforts sur certaines périodes du mois, en accordant quantité de passe-droits, en cédant aux ouvriers qui refusent des heures supplémentaires, en « arrangeant » les horaires, dans des conditions techniques incroyables. Par exemple, « la direction augmente d'abord les états du personnel afin de pouvoir ensuite, sous prétexte de réduction de ceux-ci, se débarrasser de certains membres des personnels qui, pour une raison ou une autre ne lui conviennent pas ». Lorsque le plan oblige le directeur à réduire le personnel, il procède aux choix des licenciements sous sa propre autorité. En principe, les droits des ouvriers qualifiés, des anciens combattants, des femmes avec enfants, sont prioritaires, pour des raisons analogues à celles qui jouent ailleurs. La loi déclare que l'ouvrier peut être congédié s'il « se montre inapte à son travail », clause bien connue des patrons capitalistes, car on peut toujours rendre un travailleur « inapte » ; la loi russe précise, comme la loi capitaliste, que cette inaptitude peut résulter de l'échec à un examen imposé ! L'ouvrier peut être renvoyé s'il refuse une responsabilité que le règlement attache à sa fonction (et aussi des responsabilités non réglementaires, comme de faire le mouchard), ou s'il n'est pas réélu à un poste électif, par exemple, à une délégation syndicale (qui dépend en fait du parti). L'inaptitude peut aussi

(1) Un exemple : la cour suprême de la RSFSR a annulé le licenciement d'une monitrice parce que le motif allégué par l'employeur (« violation du principe de la direction collective et pratiques anti-pédagogiques dans l'éducation ») ne pouvait être fondé sur des dispositions du code du Travail, mais sur l'arbitraire du directeur (*Sovietskaya Youstizia*, mars 1957, n° 1).

découler du vieillissement, de mesures de protection imposées (pour les femmes par exemple), causes bien connues des usines occidentales. Il y a des commissions paritaires d'arbitrage, dont le rôle s'accroît depuis les années 1950, aux dépens de l'arbitraire du parti, considéré par tous les ouvriers comme le vrai « patron ».

Bien entendu, on trouve parmi les motifs de renvoi la « négligence systématique, sans motif valable, dans l'exécution des obligations découlant du contrat ou du règlement intérieur ». Dans ce cas, le directeur doit faire la preuve des faits. Il la fait exactement comme dans l'industrie capitaliste, avec beaucoup plus de sans-gêne, car la loi est obligée de préciser que les faits reprochés doivent être en relation avec le travail, et non incriminer « la conduite de l'intéressé dans les locaux d'habitation en commun, dans les transports publics, etc. » (Alexandrov). De fait, les ouvriers n'ont cessé de protester contre les sanctions dans le travail par suite d'incidents survenus hors de l'entreprise, pratique que l'instauration par Khrouchtchev des « tribunaux de travail » n'a nullement fait disparaître, bien que ces tribunaux professionnels deviennent inévitablement le lieu d'une lutte de classe permanente, d'un affrontement entre l'Etat et les ouvriers. De plus, le congédiement doit dans ces cas de « négligence » être précédé de mesures disciplinaires (blâmes, amendes, etc.) dans l'usine ou par les tribunaux, de sorte que l'ouvrier chassé n'est pas seulement dans le besoin, il est aussi flétri, calomnié, déshonoré, ce qui n'arrive pas dans les régimes où le travail exploité n'est pas considéré comme un « honneur ». Il doit avoir fait l'objet de « mesures de redressement social » infligées par le « tribunal de camarades », c'est-à-dire d'une chiourme officielle.

Tous les autres motifs de renvoi de l'industrie capitaliste se trouvent au rendez-vous : absence prolongée causée par incapacité temporaire de travail, etc., mais il s'y ajoute des contraintes nouvelles : refus d'accepter le transfert dans une autre entreprise ou une autre localité (en principe, d'un commun accord mais s'il n'y a pas accord, le contrat est rompu) ; exigence du syndicat, c'est-à-dire de l'Etat : le syndicat a le droit d'exiger le renvoi d'un ouvrier. Un tribunal a dû en 1958 casser un arrêt de congédiement exigé par un syndicat parce que le travailleur avait « dénoncé certaines irrégularités administratives » (*Sotsialistitcheskaya Za Karmost*, n° 10, oct. 1958).

Les bureaucrates syndicaux se conduisent d'autant plus en maîtres qu'eux-mêmes sont protégés : les membres des comités syndicaux, les délégués syndicaux aux commissions de travail et les inspecteurs des syndicats ne peuvent être congédiés sans l'accord de la direction syndicale, c'est-à-dire d'eux-mêmes. Un décret du 15 juillet 1958 soumet tout licenciement, sans exception, à l'assentiment du comité syndical d'*entreprise* ou *local*. Ce décret donne aux bureaucrates syndicaux un pouvoir exorbitant. Mais la pression ouvrière dans l'entreprise en fait une arme à double tranchant : les comités syndicaux subissent une influence ouvrière, s'ingèrent dans l'établissement des plans d'emploi, et viennent discuter, critiquer les mouvements du personnel, bref, interfèrent dans la gestion. En cela, ils deviennent en cas de tension le germe de conseils de gestion du type yougoslave. Les directions sont amenées à recourir aux tribunaux d'Etat. En fait, c'est là une forme nouvelle de la lutte de classe, de la défense du salarié contractuel contre « son » Etat. L'agitation est permanente à ce sujet, tout comme dans l'usine capitaliste où les ouvriers indépendants de la direction patronale ou de l'Etat s'efforcent de contrôler le débauchage.

Le régime ne peut éviter de prévoir des indemnités et compensations en cas de renvois massifs ou individuels, car il n'existe pas d'assurance chômage, même si les travailleurs congédiés ne retrouvent pas de suite un emploi. Ces indemnités sont fixées selon les cas ; il n'y a pas de norme nationale. Enfin, les chefs d'entreprise sont personnellement et légalement, et aussi pécuniairement, responsables des décisions de congédiement qu'ils ont fait prendre. Cette responsabilité est un des éléments caractéristiques du rôle ambigu qu'assume le chef d'entreprise : en théorie, il n'est pas *économiquement* responsable (contrairement au patron capitaliste) puisque c'est l'Etat qui est propriétaire, et que son usine ne fermera pas s'il fait faillite ; en pratique, et en chair, la loi de l'Etat le fait responsable, car c'est de lui que dépend en dernière instance l'exécution des normes prescrites à l'entreprise. La tare patronale pèse sur lui, et elle lui confère son droit : il rend compte de l'emploi des personnes, et notamment de leur renvoi, devant l'Etat-patron.

10. Du « *Troudoden* » au salaire à la campagne.

Le revenu kolkhozien global des individus comprend le salaire, les fonds sociaux de consommation et les fonds à la disposition des kolkhozes. Il comprend la rémunération du travail collectif, les prestations en provenance des fonds sociaux de consommation (décentralisés et kolkhoziens) et les revenus de l'exploitation individuelle estimés à 30 % du total des revenus familiaux ; 60 % des revenus proviennent du travail collectif et 10 % des fonds sociaux (cf. M. Sidorova, « La formation et la méthode de calcul du fonds de reproduction de la main-d'œuvre dans les kolkhozes », *Voprossy Ekonomiki*, 1967, n° 5).

Pour comprendre cette situation, qui différencie encore nettement le salaire paysan du salaire ouvrier, il faut remonter à des phases antérieures du développement. On verra que la généralisation de la collectivisation agraire après la N.E.P., jointe à la forte diminution de la population agricole, par rapport à la population industrielle et urbanisée, n'ont pas effacé le caractère ambigu des revenus du travail de la terre.

Avec la N.E.P., le salariat agricole se développa inévitablement à la campagne. Bientôt on vit, comme il fallait s'y attendre, que la majorité des ouvriers agricoles travaillaient pour de gros patrons propriétaires, les koulaks et les « paysans moyens ». La tendance était croissante en faveur des gros paysans. Dans ce cas, les koulaks et paysans moyens étant sans contredit des capitalistes (bien que la terre leur ait été concédée, et qu'ils n'aient pu la vendre ou l'acheter mais la louer seulement), les salariés agricoles sont dans le même cas que ceux de l'industrie privée. Ils produisent une plus-value, qui devient du profit (et non une rente) pour le koulak ; la rente, c'est l'Etat qui se l'approprie (étant le *propriétaire* foncier véritable) sous forme d'impôts, en argent ou en nature.

La nature de l'exploitation agricole privée durant la N.E.P. est intéressante à étudier. Elle est originale ; c'est à peu près celle du paysan chinois en 1950 et 1956. Le paysan reçoit la terre à bail perpétuel. Il n'est pas propriétaire, mais possesseur et usufruitier. C'est le vrai tenant (1) ; de

(1) Dans sa traduction du Code agraire soviétique de 1922, J. Patouillet explique que les termes d'*usufruit* et *usufruitier agraire* n'ont pas la portée étroite que lui donne la tradition latine du droit romain. « Ils désignent les droits de jouissance ou d'utilisation concédés par les autorités soviétiques sur la terre, et les béné-

plus, comme il peut louer dans une certaine mesure des terres, il se crée une classe de fermiers. Et dans ce cas, le koulak qui afferme des terres, qui a un fermier, devient capitaliste avec certains traits du propriétaire foncier. On ne peut pas conclure de là qu'il est lui-même un fermier ou un métayer par rapport à l'Etat, puisque l'Etat lui consent un bail perpétuel, et que ce n'est pas la rente totale qu'il paye à l'Etat, mais un impôt qui ne représente qu'une partie de cette rente. Mais comme cette rente n'est pas versée en contrepartie d'un usufruit, mais à titre d'impôt sur les profits (en monnaie ou en nature), elle prend un nouveau caractère. La nationalisation du sol et sa remise à bail à des exploitants et exploités privés ne fait pas disparaître la rente, mais la nationalise ; en étant nationalisée, elle change quelque peu de caractère ; car elle diminue de taux par rapport aux profits que l'exploitant conserve par devers lui. C'est ce qui explique les luttes autour de l'imposition des koulaks, entre 1924-25 et 1928, puis le revirement brutal de Staline en 1929, exigeant la « liquidation immédiate » du koulak, la collectivisation de toutes les terres, et par conséquent la *fusion du profit koulak avec la rente versée à l'Etat*, c'est-à-dire l'accroissement des ressources prélevées sur la paysannerie dans son ensemble. C'est justement cette deuxième phase de l'expérience des rapports entre la paysannerie et l'Etat propriétaire foncier qui engendra toutes les crises et les avatars kolkhoziens jusqu'à présent.

Mais quel que soit le statut du koulak, du paysan moyen, des diverses économies agricoles familiales, puis des kolkhoziens (riches ou pauvres), cela ne change rien à celui du salaire agricole jusque vers 1930, et même plus tard, puisque le kolkhozien devient un salarié d'un nouveau genre,

fices collectifs ou individuels de ces concessions. Ces droits à l'usage ou à l'exploitation du sol... se rapprochent à certains égards des droits donnés aux tenanciers du haut moyen-âge français dans les fermes les plus humbles et les moins stables de la tenure. Les tenures *zemlépolzovanié*, *zemlépolzovatel*, constamment employées par le code agraire, que nous traduisons — faute d'équivalent exact dans notre langue — par usufruit, usufruitier, expriment avant tout la volonté chez le législateur russe de ne pas laisser transformer en formes bâtarde de la propriété individuelle les modes d'appropriation de la jouissance de la terre qu'il prévoit et réglemente». Une fois de plus le droit, aussi simple soit-il, devra s'accommoder de rapports sociaux très variables, puisque cet usufruit devait nécessairement donner naissance à des tendances capitalistes caractérisées. Le droit kolkhozien se trouve dans une situation analogue.

soit comme travailleur de la terre, soit comme employé des services, administration, transports, soit comme ouvrier mécanicien, électricien, menuisier, etc... (moitié salarié, moitié coopérateur). Dans le cas du salarié employé par le paysan individuel, capitaliste (gros ou petit), la location de main-d'œuvre a le même caractère que dans l'industrie. A savoir : elle résulte d'un échange, dont les bornes générales sont fixées par la loi, et les conditions particulières par des contrats collectifs ou individuels. Le Code du Travail de 1922 concerne aussi bien les ouvriers agricoles que ceux de l'industrie (d'Etat ou privée) ; il n'est rien dit des salaires agricoles dans le code agraire.

La consolidation de la paysannerie privée sous la N.E.P. devait mener à une différenciation, à la poussée de tendances capitalistes, à travers les différentes formes de tenures. L'opposition exposa les grandes lignes de cette différenciation en 1926-27. Dans ses contre-thèses pour le XV^e Congrès du P.C.R., on trouve analysés les faits suivants.

Après 1917 on marche vers la liquidation des *pomiestchiks* et une égalisation des situations. Les fermes à grande superficie reculèrent ; les cultures de petite superficie et sans bétail reculèrent aussi. Il se forma une vaste propriété moyenne. Ce processus dura jusqu'en 1922. Avec la N.E.P., une différenciation intervint rapidement. L'Académie Communiste et la Commission Centrale de Contrôle publièrent les chiffres suivants pour 1924-25 (en % par colonne), qui donnent une nette image de la répartition des économies paysannes selon les groupes sociaux, leurs données se rapportant aux territoires agricoles qui jouent un grand rôle aussi bien dans l'approvisionnement des villes en céréales que dans l'exportation.

Toutes les exploitations agricoles sont divisées en cinq groupes :

1. Prolétariennes.
2. Semi-prolétariennes.
3. Economie paysanne moyenne.
4. Celles qui prennent la forme d'une entreprise.
5. Economie de petits capitalistes.

La méthode employée dans cette forme de répartition des économies paysannes en groupes sociaux empêche une fixation exacte de la mesure et du poids des couches sociales aisées. Pourtant, l'essentiel est qu'une partie importante du groupe 4 pourrait être jointe au groupe 5.

TABLEAU A

	% du groupe dans la totalité des économies de la région	Poids spécifique d'après la valeur des machines (y compris charrues et herse)	Poids spécifique d'après le nb. de chevaux de travail	Poids spécifique d'après les impôts directs	Surface moyenne cultivée, en décistaine dans le groupe	Poids spécifique d'après la surface cultivée
CAUCASE DU NORD						
1	193>361	17>77	17>89	28>83	23	78
2	168	60	72	55	40	116>194
3	403	340	432	353	57	392
4	183>236	408>583	333>479	406	91	291
5	53	175	146	164	126	117>408
UKRAINE						
1	165>382	53>122	43>145	87>205	41	83>252
2	217	69	102	118	55	169
3	458	470	571	514	83	492
4	103>160	221>408	197>284	174>281	107	172>256
5	57	187	87	107	13,5	84
OURAL						
1	109>228	17>55	30>76	21>60	16	42>110
2	119	18	46	39	24	68
3	526	383	508	490	35	436
4	154>247	299>582	232>416	211>45	70	256>454
5	93	291	184	239	90	198
District de NOVOSIBIRSK						
1	155>332	23>61	92>193	72>181	30	94>213
2	177	33	101	112	33	120
3	516	516	568	556	60	542
4	75>152	204>423	126>229	142	82	127>245
5	77	219	113	118>260	73	118

Les paysans prolétariens et semi-prolétariens, réunis en un seul groupe sous le nom d'économies pauvres, forment dans les territoires en question environ 25 % de toutes les fermes. Le groupe des paysans moyens forme 40 à 50 %, c'est-à-dire la moitié des économies agricoles. Enfin, les économies de gens aisés, dites « entreprises », et capitalistes, c'est-à-dire employant du travail salarié, forment 15 à 25 %. La Commission du Plan (chiffres de contrôle pour l'année 1927-28) en conclut : « la couche supérieure capitaliste dispose d'une partie importante de toutes les richesses du village ».

Cette différenciation prend un caractère de classe puisqu'à un pôle se trouvent des pauvres, louant en partie leurs terres et leurs forces, semi-salariés, et salariés, et à l'autre des entrepreneurs qui emploient des salariés. Le fait que l'Etat soit propriétaire juridique du sol ne change rien à l'affaire ; de même, les différenciations de salaires industriels et de fonctions administratives, de direction, etc... introduisent de telles disparités qu'elles créent des classes, bien que l'industrie appartienne dans sa quasi-totalité à l'Etat.

De 1925 à 1927, la différenciation des campagnes fit un pas de plus. Les chiffres détaillés manquent, mais des données disponibles les contre-thèses de l'opposition tirèrent quelques indications de tendance. Si l'on considère les changements dans la surface cultivée, qui n'équivalent pas absolument à des changements dans les groupes sociaux : jusqu'en 1925, il y a recul du groupe des paysans sans terre ou avec une petite surface cultivable, et augmentation du groupe à grandes surfaces cultivables ; le premier groupe est passé, de 1924 à 1927 de 35 à 45 %. Le groupe de 6 à 10 déciatines et plus a augmenté de 15 à 200 %.

La régression des groupes sans surfaces cultivables (paysans sans terre) se produit par liquidation des fermes. En Sibérie, en un an, 15,8 % des paysans sans surface cultivable et 3,8 % des fermes avec une surface cultivable jusqu'à 2 déciatines ont été liquidées. Dans le Caucase du nord, ces chiffres sont de 14,1 et 3,8 %. En 1929, pour la première fois, dans la majorité des territoires il y a augmentation du groupe sans surface cultivable. C'est ainsi que le poids spécifique des fermes sans surface cultivable, d'après les données de l'enquête de printemps, est passé entre 1924 et 1925, dans la zone riche, de 2,1 à 2,8 % et dans la zone pauvre

de 4,8 à 5,1 %. En 1926, cette augmentation a été générale dans toute la R.S.F.S.R. :

	sans surface cultivée	0,1 - 2 dec.	2 - 4	4 - 6	6 - 8	8 - 10	10
1925	4 7	34 0	34 1	15 7	6 3	2 6	2 8
1926	5 0	33 1	32 4	16 3	7 1	3 2	3 9
% de l'accroiss. ou diminution du poids spécif. de 1925 à 26	106 4	97 4	95 6	103 8	112 7	123 1	139 3

Il est évident que c'est le groupe pauvre qui s'affaiblit. A ce phénomène est lié celui de l'*extension du fermage*, de la location du sol, autorisée par la N.E.P. dans certaines limites. Entre 1925 et 1926, les fermages ont augmenté de 11,2 % à 18,2 %. La répartition d'après les groupes classés selon la surface cultivable, est la suivante :

groupes économiques	% des économies		% des terres louées (ensemble des zones riches)		% des terres affermees	
	1925	1926	1925	1926	1925	1926
jusqu'à 2 déciat.	31 1	29 6	4 1	3 4	42 5	44 4
2 à 6 déciatines	54 9	54 3	26 3	21 4	47 2	42 8
6 déciatines et +	14 0	16 1	69 6	75 2	10 3	12 5

(office central de la Statistique pour 1927)

La montée des locations depuis 1926 est considérable, le III^e Congrès des Soviets ayant légalisé la location capitaliste. L'ensemble des locations en 1924-25, alors que la location n'était qu'à demi légale, dépassait déjà, d'après les chiffres, certainement trop faibles, 7,7 millions de déciatines. En 1927, ce chiffre était de l'ordre de 15 millions de déciatines.

Les chiffres du tableau ci-dessus indiquent un processus de concentration des locations : plus des trois quarts du sol donné en location se trouvent entre les mains des plus gros agriculteurs ; 16 % de toutes les fermes qui possèdent 75,2 % du sol loué n'en louent que 12,8 %, tandis que le groupe des fermes à faible surface cultivable (jusqu'à 2 déciatines) en loue 44,4 % et n'en prend en location que 3,4 %, tandis que le groupe moyen (2 à 4 déciatines) en loue 42,8 % et n'en compte en location que 21,4 %. « Ces faits confirment le processus de différenciation capitaliste mais non une augmentation générale de tous les groupes d'agriculteurs. Il y a d'un côté, un processus de concentration de l'utilisation du sol, et, de l'autre, une augmentation de la défense économique des groupes économiques inférieurs vis-à-vis des groupes supérieurs ».

La conséquence, c'est que les gros agriculteurs, qui afferment des terres, *emploient de plus en plus de main-d'œuvre salariée*, provenant des paysans sans terre ou des enfants de paysans pauvres. Le salariat agricole rentre absolument dans le salariat capitaliste, et il se forme de la même façon. Les contrats sont ici verbaux, la plupart du temps, et la main-d'œuvre employée est largement saisonnière. Les forces de travail en surnombre (c'est aussi une forme du chômage latent dans les pays capitalistes) s'embauchent comme domestiques et journaliers chez le koulak ou le paysan moyen. Une partie d'entre elles part vers les villes, où elles ne trouvent pas toujours d'emploi.

Ce n'est pas seulement un phénomène démographique de surpopulation agraire, c'est un mouvement lié à la différenciation qui se poursuivait à la campagne.

La proportion de fermes qui emploient du travail saisonnier passa de 1,5 % à 2,5 % du nombre total des fermes dans la zone riche ; la proportion de celles qui emploient

des journaliers passa de 2,8 à 8,4 %. La répartition en est très inégale :

Groupes	% des fermes qui emploient des ouvriers saisonniers et annuels	
	1925	1926
Surface cultivable jusqu'à		
2 déciatines	9,6	7,5
2-6 déciatines	42,9	49,1
6 déciatines et +	47,5	53,4

Naturellement, ce sont aussi les mêmes groupes moyens et gros qui, employant le plus de salariés, ont le bétail le plus nombreux et reçoivent les crédits et avances les plus importants, c'est-à-dire disposent du capital mort ou vif le plus élevé, et en tirent la plus-value la plus forte.

A l'époque, pour répondre à l'analyse de l'opposition, les dirigeants groupent les paysans en pauvres, moyens et exploiters, sans indiquer comment est faite cette répartition. D'après cette façon de faire, ils concluent que le pourcentage des travailleurs salariés est le suivant :

Chez les petits paysans	Moyens	Exploiteurs
4,6	61,7	33,7

et ajoutent d'ailleurs que le chiffre de 33,7 doit être trop bas.

« En réalité, il faut admettre qu'à peu près la moitié des travailleurs salariés travaillent sur la terre de la partie koulak de la campagne ». (Iakovlev, *Corresp. Intern.*, 11 déc. 1927). La *Pravda* dut convenir officiellement que « l'augmentation du travail salarié dans l'agriculture, est au cours des dernières années, indissolublement liée à l'augmentation particulièrement rapide de l'emploi dans une mesure de plus en plus grande des journaliers pour le travail salarié dans les entreprises ayant une grande surface cultivable et un caractère exploiteur ».

L'important n'était pas de savoir comment se constitue le groupe des « moyens » (la division petits, moyens, grands, est la forme classique de dissimulation des processus capitalistes à la campagne dans tous les Etats bourgeois), mais où se situe le groupe qui exploite le plus de main-d'œuvre salariée, qui afferme le plus de terre, qui reçoit les crédits les plus volumineux, etc. Ce groupe-là, même s'il est

« moyen », est le groupe capitaliste le plus dangereux. Dans un Etat socialiste, où la propriété de la terre est nationale, ce n'est pas la mince couche des très gros exploitants qui est la plus dangereuse. C'est la masse des « moyens » qui dissimulent les gros en puissance.

Sous la N.E.P., le processus de reconstitution de l'exploitation agricole de type capitaliste devait entraîner un accroissement du salariat agricole. Il faut remarquer que personne n'a jamais douté qu'il s'agit de salariat *capitaliste*. Les patrons de ces salariés sont caractérisés par tout le monde comme des « exploiters », c'est-à-dire des capitalistes privés tirant de cette main-d'œuvre une plus-value (même s'ils travaillent eux-mêmes à la terre, plus ou moins directement d'ailleurs). Cette attitude est importante à souligner, car, du point de vue du droit de propriété, le statut de l'exploitation agricole ne diffère pas de celui de l'entreprise industrielle. La terre appartient à l'Etat et non à l'exploitant. La terre est propriété nationale, bien d'Etat ; elle est seulement concédée en jouissance, en « usufruit travailleur » au paysan. Le paysan ne peut acheter ni vendre la terre à son gré. On pourrait donc dire, comme font les staliniens pour l'industrie : puisque la terre est bien national et appartient à tous, aucun de ceux qui la travaillent ne peut exploiter les autres : les paysans ne peuvent s'exploiter eux-mêmes (et c'est justement le raisonnement que l'on fait maintenant pour les kolkhozes). Pourtant, les économistes les plus officiels reconnaissaient que sous la N.E.P., il y avait « exploitation » (comme aujourd'hui en Pologne, Hongrie, Chine, et dans tous les pays où la paysannerie n'est pas totalement collectivisée ou coopérativisée). La différence d'appréciation vient de ce que la propriété et l'usage productif ne se présentent pas pour la terre comme pour l'industrie. L'établissement industriel doit lui-même être situé sur une terre, mais une terre peut être exploitée avec un outillage et des bâtiments industriels moins importants.

La « collectivisation intégrale » à partir de 1930 a évidemment rendu caduques les classifications antérieures. Mais cette forme de coopération obligatoire, les kolkhozes, liée à celle des sovkhoses, entreprises d'Etat, a laissé subsister une nouvelle forme de différenciation entre kolkhozes riches et pauvres, et la réintégration progressive du salariat à la campagne, sous une autre forme. Et c'est à la campagne que la différenciation des revenus des entreprises (profits et salaires) est la plus accentuée.

Le manque de main-d'œuvre dans les exploitations agricoles (sovkhozes aussi bien que kolkhozes) n'a cessé de s'accroître depuis 1945. L'afflux dans les villes, consécutif à la guerre, les pertes de guerre, la croissance de l'industrie, y contribuent. Mais la cause principale, c'est le bas « salaire » kolkhozien, la faiblesse comparative du *troudoden* par rapport au salaire proprement dit. Vers 1958, diverses réformes ont tenté d'améliorer la valeur relative du *troudoden* (valeur variable d'une journée de travail). Mais la comparaison reste difficile à faire puisque le *troudoden* n'est pas un salaire, mais une rémunération semi-collective, sans normes nationales ni même régionales. En 1958, l'administration soviétique a signalé de nombreuses situations où le déficit de main-d'œuvre est rapporté aux basses rémunérations. La *Grande Encyclopédie Soviétique* écrit par exemple : « en Lettonie, l'accroissement de l'intéressement matériel a fait cesser l'exode des kolkhoziens valides, si fréquent auparavant... En Géorgie, nombre de kolkhozes se trouvaient avant 1953 au bord de la ruine. Les kolkhoziens les désertaient, préférant chercher ailleurs un gagne-pain. Sur 2.400 kolkhozes, 600 seulement accordaient à leurs membres plus de 5 roubles par *troudoden*. Beaucoup de kolkhozes ne donnaient qu'un rouble ; le quart des kolkhoziens ne recevaient rien des kolkhozes et les désertaient. »

La situation dans les sovkhozes, où les travailleurs sont rémunérés en salaires et non en *troudoden*, n'est souvent guère meilleure ; mais même une différence minime pousse de nombreux ouvriers agricoles des kolkhozes vers les sovkhozes. Les travailleurs qualifiés des sovkhozes restent cependant défavorisés par rapport à ceux de l'industrie. Dans un sovkhoze de terres vierges, au Kasakstan, « le chef de brigade de tracteurs ne touche (en 1958) que 510 roubles par mois, plus la prime de norme de rendement. Mais cette prime n'est allouée que pendant la durée des travaux aux champs, soit 2 ou 3 semaines au printemps et 8 à 10 semaines à la fin de l'été et au début de l'automne. Ainsi, 9 mois par an, le brigadier doit se contenter de 510 roubles. Or, une brigade dans un sovkhoze de terres vierges est tenue de cultiver de 4 à 600 ha. » (Procès verbal du Plenum du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., décembre 1958. Ces documents sont cités par E. Delimars, « Problèmes de l'agriculture soviétique », *Le Contrat Social*, juillet 1959).

La dévalorisation du pseudo-salaire agricole n'a rien d'étonnant si l'on considère le trouddoden pour ce qu'il est : une rémunération à la tâche, proportionnelle au profit net réalisé par le kolkhoze, par conséquent déduction faite de la rente foncière. C'est la transformation de la rente en profit industriel qui pourrait seule amener une transformation du trouddoden en salaire proprement dit, et égaliser, ou du moins rendre comparable les salaires dans l'agriculture et dans l'industrie. Le trouddoden n'est pas un type de rémunération plus socialiste que le salaire. Au contraire, il l'est moins, malgré son aspect coopératif, car il est fondé sur l'arriération relative de la technique agricole, qui dérive elle-même de l'insuffisance des fournitures et de l'entretien des produits industriels nécessaires à l'agriculture. Le système du trouddoden a un avantage : il masque la différenciation sociale à la campagne. Les différences entre kolkhozes riches et kolkhozes pauvres sont liées à des différences de « revenus » entre ouvriers agricoles et cadres et dirigeants administratifs techniques des kolkhozes.

La collectivisation de l'agriculture telle que la bureaucratie l'a imposée à partir de 1930 ne pouvait faire disparaître les différenciations sociales que la N.E.P. avait accélérées sur la base de l'exploitation privée. Elle pouvait seulement en étouffer l'expression, ou plutôt lui donner une autre forme, pseudo-coopérative. Les fluctuations de la valeur du temps de travail du trouddoden sont liées au rendement de l'entreprise. Les variations du rendement, beaucoup plus fortes que dans l'agriculture capitaliste, accentuent les différences de valeur monétaire (= salariale) des revenus entre kolkhozes, et à l'intérieur d'un même kolkhoze.

L'extension du salariat à la campagne en U.R.S.S. et l'abolition progressive du trouddoden a trouvé son correspondant dans le régime des communes chinoises instauré dans le second semestre 1958, et « rectifié » tout au long de 1959, qu'il convient de signaler ici. La dissolution des coopératives agraires chinoises dans les communes a entraîné un nouveau mode de rémunération, qui combine le paiement en nature et le salaire monétaire, avec une prépondérance croissante du second. Les communes inaugurent une forme du salariat qui combine les traits empruntés à l'expérience kolkhozienne, aux traditions asiatiques (aussi vivantes dans le Japon capitaliste) et aux exigences de la situation créée par le plan national de production et la croissance démographique. Dans tout

cela, pas un gain de socialisme développé, mais la dogmatisation de rapports chaotiques où le passé est tout aussi important que le germe de l'avenir.

Dans les coopératives chinoises (1955-1958) chaque famille paysanne conservait en propriété privée des biens de consommation et une partie de ses outils de production. Dans la commune, d'après le décret du 29 août 1958, plus rien n'appartient en propre à la famille et à l'individu. Ses biens d'usage sont propriété de la commune. Mais en même temps, il doit se procurer auprès de la commune des moyens de consommation, qu'il paiera donc sur un salaire. Chaque individu est affecté à une brigade de production, et mobilisé avec elle, tantôt pour un travail sur les terres, tantôt pour des travaux publics, ou une tâche industrielle. Considéré comme un « ouvrier », le paysan ou la paysanne ne recevait plus une part de récolte, mais un salaire avec lequel il achète aux fonds disponibles de la commune ce qui lui est nécessaire en sus de ce que la commune distribue désormais « gratuitement », dont la nourriture. Gratuitement signifie que le coût de l'alimentation est retenu sur les profits de la commune, et vient donc en diminution du salariat. Les repas ne sont donc nullement « gratuits » ; la vraie gratuité ne peut être fondée que sur l'abondance. Ici, la pseudo-gratuité est fondée sur la rareté et l'égalitarisme fruste, l'austérité, la privation mutuelle. Ce système s'applique désormais aux hommes comme aux femmes : la famille est dissoute et la femme est libérée des soins familiaux et domestiques pour être intégrée comme salariée dans la production à l'égal des hommes, autrement dit s'ouvre un vaste réservoir de main-d'œuvre.

Dès l'hiver 1958-59, le système dut être assoupli. Plus exactement, le chaos auquel il donnait lieu, et qui permet cependant un important accroissement de la production agricole (et partiellement artisanale-industrielle), dut être canalisé et uniformisé. Les paysans s'intéressaient moins au salaire qu'aux fournitures « gratuites » de nourriture et de logement. « Dans certaines communes, la fourniture gratuite comprenait tant de choses que les salaires étaient pratiquement éliminés, de sorte que ceux qui travaillaient peu ou pas du tout étaient presque aussi bien lotis que ceux qui peinaient durement. » (H. Schurmaun, « Les communes en Chine », *Le Contrat Social*, novembre 1959.) Même le travail avait tendance à être rémunéré égalitairement, ce qui allait contre

la pente naturelle du salariat développé. La résolution de décembre 1958 prescrivit d'accorder au moins 8 heures de sommeil, de tolérer la propriété privée de la maison d'habitation, d'arbres du clos, d'outils et même d'un peu de bétail ; on accorda la vie de famille avec les parents âgés et les enfants ; on accentua le rôle différenciateur du travail dans le montant du salaire. Officiellement, le salaire fut conçu comme en U.R.S.S. « selon le travail », et l'on exigea que les échanges de biens se fassent selon les prix, monétairement évalués, et non par un troc en nature.

De nombreuses communes s'étaient mises à appliquer à leur manière la formule « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Mais sur la base de la misère, cette formule accentuait les différences de traitement sans tenir compte du travail et multipliait les conflits dans les communes. Le rôle de l'argent s'estompait comme en U.R.S.S. au temps du *païok* (1920). Il s'ensuivit un relâchement du travail des meilleurs techniciens. Le relâchement des liens « communaux », sinon communistes, eut donc pour conséquence d'étendre l'emprise des rapports salariaux et de l'économie monétaire. Mais le salaire fut mesuré à la façon du trouduoden, en journée de travail, selon des normes variant dans les diverses régions.

Dans l'ensemble, la journée de travail est divisée en 10 unités-travail et représente en théorie la quantité de travail qu'un ouvrier moyen peut effectuer en une journée (les unités-travail variant selon les différentes tâches). Il existe une norme mensuelle standard de 28 journées de travail pour les hommes et de 25 pour les femmes. Une prime est versée pour chaque unité fournie au-delà de la norme (car on peut alors travailler plus de 28 journées dans le mois), et des réductions de salaires sont opérées pour ceux qui n'atteignent pas la norme. Cette évolution vers le système kolkhozien de rémunération s'est faite dans la période où le trouduoden est supplanté en U.R.S.S. par le salaire de type capitaliste. Dans cette phase, le parti communiste chinois lança contre l'égalitarisme des foudres reprises à l'arsenal de Staline : « Nous devons nous opposer à l'égalitarisme et, dans la phase socialiste, maintenir le principe de la distribution selon le travail et des échanges selon le prix ». (*Drapeau rouge*, Pékin, 1^{er} avril 1959.) Le système « travailler beaucoup, gagner beaucoup, comparé à celui de gagner sans travailler, est beaucoup plus équitable ». (*Ibid.*, 16 mars 1959.) D'ailleurs, un théo-

ricien local n'hésite pas à dire que « les salaires des travailleurs sous le capitalisme semblent être aussi distribués d'après le même principe ». (*Ibid.*, 1^{er} juin 1959.) Il va de soi que le salariat agricole est lié au système des échanges entre communes, c'est-à-dire au commerce intérieur chinois. Avec la commune « égalitaire » sans monnaie, produisant elle-même une grande partie des besoins industriels (outils, construction, etc.) mais pauvres, dégarnis par les livraisons à l'Etat, les échanges entre communes diminuaient, chacune d'elles tendant à l'autarchie, à une sorte de fédéralisation communale. Avec l'extension du salariat, la tendance inverse se dessina : le paysan peut se fournir non seulement dans sa propre commune, mais aussi dans les autres. Le salariat monétaire va dans le sens de l'unité et de la centralisation des marchés, tandis que les paiements en nature lient la consommation au marché local. D'où le mot d'ordre : « la nation en premier, la « collectivité » (communale) en second » (*Quotidien du Peuple*, 1^{er} juin 1959). Pour savoir ce que la « révolution culturelle prolétarienne » a vraiment changé à tout cela, il faudrait disposer d'informations qui ne sont pas aujourd'hui à notre portée. Il est pourtant peu probable, à y regarder de près, qu'elle soit opposée à la création fondamentale, dans les villes comme dans les campagnes, du salariat d'Etat qui caractérise tous les socialismes d'Etat.

Staline, en son temps, avait senti que les kolkhozes ne représentent pas du tout une forme stable d'économie socialiste, c'est-à-dire pour lui de *propriété d'Etat*. Le sol appartient juridiquement à l'Etat, à la nation, mais il est concédé aux kolkhozes. Concédé est un euphémisme légal car les paysans ont été contraints par force à s'associer et à accepter cette concession, qui équivalait à ceci : dorénavant, la rente foncière sera nationalisée, transférée au propriétaire juridique de la terre, l'Etat, tandis que les « fermiers » associés ne toucheront que le prix de leur travail et diverses primes, plus les avantages en nature tirés de la culture du lopin individuel. Pas plus en U.R.S.S. qu'en Chine la formation de ces sortes de coopératives agricoles ne signifie l'abolition de la rente, mais sa nationalisation. Elle est acquise à l'Etat à la fois par les impôts et le jeu des prix, alors qu'en régime capitaliste elle est appropriée sous forme directe de rente, d'intérêt, de prestation et de partage (métayage, fermage), mais elle existe toujours.

En 1956, la crise de l'agriculture en U.R.S.S. poussa à chercher une solution dans une décentralisation du système kolkhozien (un peu à l'image de ce qui s'est passé en Yougoslavie) plutôt que dans son assimilation plus étroite à l'Etat. Ceci pour tenir compte : 1. de la nécessité d'atténuer la disparité considérable des niveaux de rentabilité entre les différentes régions de l'U.R.S.S. ; 2. de la nécessité de donner la même forme à la propriété et à l'usage de l'outillage agricole (M.T.S.) et à celui du sol ; 3. de rapprocher les stimulants du paysan dans la coopérative et sur son lopin individuel (qui avait été élargi et garanti en 1955) ; 4. d'assouplir les formes d'exécution du plan à la campagne (désormais déterminé en quantité de produits à fournir, et non en quantité de têtes de bétail ou de surfaces emblavées dont les rendements par bêtes ou unité de surface cultivée peuvent varier considérablement). Donc, en fin de compte, modifier les formes de l'accumulation à la campagne, et *unifier les formes d'appropriation du « surplus » entre l'industrie et l'agriculture* selon un processus vérifié déjà dans les cadres du capitalisme concurrentiel (aux U.S.A. notamment). Toute cette tendance existe aussi en Pologne, Allemagne de l'Est, etc... En Chine, on en est à un stade beaucoup moins avancé, et la collectivisation hâtive s'est heurtée à des difficultés bien plus graves que dans l'U.R.S.S. en 1930, parce que le paysan individuel y a une tradition plus ancienne et y est bien plus nombreux.

Il se fait constamment jour des tendances au remaniement des kolkhozes à la fois au sommet et à la base, voire chez les *outcasts* de la société, souvent les seuls aujourd'hui à réfléchir librement. Koerner et Roeder, anciens déportés en Sibérie, disent ceci des discussions qui ont eu lieu à ce sujet (*Observer*, 24 juin 1956) : « considérant que le problème agraire est le plus urgent et le plus difficile, les plus modérés des gens qui ont eu récemment des fonctions dans le parti, l'administration ou l'industrie, cherchent une solution dans une planification moins détaillée et une plus grande liberté d'initiative à la fois à l'usine et dans les kolkhozes. Ils souhaitent *une sorte d'économie de marché socialiste*, comportant donc moins d'objectifs et de « campagnes » obligatoires que de stimulants. Ils veulent préserver les kolkhozes, mais estiment nécessaire d'aller plus loin que Khrouchtchev en leur permettant de produire ce qu'ils pensent pouvoir *vendre* le mieux. Cette tendance serait celle de Malenkov, des adminis-

trateurs. Ils se fondent aussi sur le fait que des entreprises agricoles planifiées en grand et rigoureusement conduisent à des déboires et des catastrophes, témoin le défrichage du Kazakstan ou l'application des théories de Lyssenko dans l'arctique (par exemple, la *Vie du Parti* (communiste) du 28 mai 1956 cite le cas des tentatives de semer du blé d'hiver en Sibérie après des expériences conduites par température douce, de sorte que « des dizaines de millions d'hectares semés dans le district d'Omsk seul ont été gaspillés plusieurs années de suite »).

Des éléments plus radicaux et plus jeunes, ainsi que des survivants des anciennes oppositions, vont plus loin. Ils estiment que les kolkhozes ne sont plus vivables sous leur forme actuelle et qu'il faut les remplacer par des coopératives volontaires de paysans individuels, avec une propriété coopérative en machines, à cette époque propriétés de l'Etat. En effet, la dualité du statut M.T.S. et de celui des kolkhozes représentait un des obstacles principaux au rendement accentué de ceux-ci, d'autant plus que l'industrie est capable de fournir aujourd'hui un outillage agricole plus complet, plus abondant et plus varié. On en est arrivé à ce point qu'il fallait ou bien assimiler les kolkhozes aux M.T.S. (étatisation) ou bien assimiler les M.T.S. aux kolkhozes (coopération). En outre, cela suppose une liberté rendue *aux syndicats et aux unions paysannes*, en dehors du parti, avec leur participation accrue aux décisions économiques et sociales dans l'élaboration des plans régionaux et par branches de producteurs et d'industrie. Il est évident que cette tendance suppose une certaine forme de lutte de classe contre la bureaucratie. Cette tendance ira en s'accroissant, si bien que la formule de Staline n'était pas fautive, à condition qu'on y change un mot : « *la lutte de classe ira s'approfondissant au fur et à mesure que se renforcera l'Etat bureaucratique* » (et non socialiste). Lorsque Khrouchtchev annonçait que cette formule était fautive parce que « dans la société socialiste il n'y a plus de lutte de classes », il tournait le dos à la vérité.

Précisément, en 1958, Khrouchtchev fit proposer et décider l'intégration des stations de Machines et Tracteurs (M.T.S.) dans la propriété kolkhozienne. Les sovkhozes avaient déjà leur propre outillage, qui appartient à l'Etat. Mais les kolkhozes devaient louer le leur aux M.T.S. Or, les M.T.S. étaient propriété d'Etat, de sorte que les kolkhozes étaient sous le contrôle technique direct de celui-ci. Il existait envi-

ron 9.000 M.T.S. en 1955, qui assuraient le travail d'ensemencement et de récolte de la totalité de la surface cultivée des kolkhozes. Les M.T.S. détenaient 85 % de tous les tracteurs existant en U.R.S.S., ainsi que tout l'outillage agricole, et groupaient un peu plus de 3 millions de travailleurs *saliés*.

Khrouchtchev proposait de vendre progressivement le matériel des M.T.S. aux kolkhozes, de sorte que les présidents des kolkhozes aient directement à leur disposition les terres et le gros matériel de culture. Ce matériel cesserait donc d'être propriété d'Etat, et deviendrait « propriété kolkhozienne », coopérative. Le but visé est un accroissement plus rapide, non seulement de la production, mais de la productivité agricole, qui ne parvient pas à suivre les rythmes d'accroissement de la population ni les besoins croissants de la population industrielle et urbaine. Sur le plan technique, cette réforme devait inciter les kolkhoziens à un usage plus judicieux de l'outillage, dont ils auraient désormais la charge. Celui-ci s'userait moins en déplacements et en rotations, 70 % des M.T.S. desservant chacune de 4 à 20 kolkhozes. Désormais, chaque kolkhoze pourrait compter à tout moment sur son propre matériel. L'inconvénient, toutefois, est d'accroître la différenciation entre kolkhozes « riches » et « pauvres », l'usage commun des mêmes M.T.S. n'intervenant plus comme facteur de péréquation.

Mais c'est dans le domaine du marché et des salaires que les effets sont les plus importants. En effet, le produit des kolkhozes se répartit en quatre fractions principales : 1. les livraisons obligatoires, ou sur contrat, à l'Etat, fixées par le plan ; 2. les livraisons en nature aux M.T.S. qui représentent la majeure partie de la redevance pour l'usage du matériel ; 3. la répartition en nature aux kolkhoziens, au prorata de leurs « journées de travail » ; 4. les produits vendus sur le marché libre.

Les revenus monétaires (dont une partie revient à l'Etat sous forme d'impôt et taxes) sont donc constitués dans les kolkhozes par le prix des produits livrés à l'Etat et par les gains sur le marché libre. Une partie de ces revenus va aux kolkhoziens, une autre aux M.T.S., une autre à l'Etat, le reste constituant le « revenu net ». Dans ces conditions, les prix fixés par l'Etat et les M.T.S. pour les produits qui leur sont livrés jouent le rôle principal dans le transfert de la rente foncière à l'Etat.

Comment les kolkhozes ont-ils acheté le matériel des M.T.S., et à quel prix ? Peu de kolkhozes disposaient sur le champ des fonds correspondant au prix demandé pour le matériel. Néanmoins, comme les kolkhozes n'ont plus à rétribuer les M.T.S. qui absorbaient 10 à 20 % de leur récolte en nature, ni à verser un salaire en monnaie aux travailleurs des M.T.S., un système de crédits devait permettre aux kolkhozes d'acheter progressivement le matériel *existant*, comme à une sorte de vente de « surplus ». La vraie question se pose depuis que les kolkhozes doivent *acheter directement à l'industrie le nouveau matériel*. Il est vraisemblable qu'en maniant les prix, l'Etat ne perd rien à avoir vendu directement l'outillage aux kolkhozes au lieu de le louer. Mais la question importante au point de vue social est le transfert de la plus grande partie des 3 millions de travailleurs des M.T.S. aux kolkhozes. En vendant aux kolkhozes le *matériel*, il faut que les M.T.S. leur cèdent aussi les *hommes*, qui conduisent déjà ce matériel pour le compte des kolkhozes. Cela représente pour ceux-ci un changement de statut important. Les cadres et les dirigeants des M.T.S. ont été pour la plupart intégrés aux kolkhozes, mais en n'y jouissant pas des mêmes avantages qu'ils avaient dans les M.T.S. Quant aux travailleurs, une partie d'entre eux risque de voir aussi sa situation diminuée.

En effet, si les travailleurs des M.T.S. étaient payés par les kolkhozes en nature et en argent, en fonction des « journées de travail » effectuées, mesurées en normes (de sorte que le même temps de travail peut être crédité de 1 trou-doden à l'un, et de 2, 3 ou beaucoup plus à l'autre), ils pourraient être crédités de 10, 20 ou 30 fois plus de *troudodni* que les kolkhoziens. De plus, ils bénéficieraient au départ d'un minimum garanti sur la part de leur *troudodni* rémunérée en nature, contrairement aux kolkhoziens.

On risquait ainsi de créer deux niveaux de salaires bien distincts dans le kolkhoze unifié, ce qui ne ferait qu'accroître des oppositions internes et des luttes de catégories très violentes au sein d'un organisme unique. Ces conflits seraient défavorables à l'élévation du rendement ; celui-ci ne pourrait même pas être impulsé par la concurrence entre travailleurs, puisque les « ouvriers » tractoristes et mécaniciens jouiraient d'une rémunération statutairement beaucoup plus élevée que les cultivateurs et le personnel de ferme, rémunérés en « trou-doden » de valeur bien plus faible.

Aussi de nombreux présidents de kolkhozes ont-ils rapidement demandé que le système de rémunération soit unifié en proposant que les salaires des anciens ouvriers de M.T.S. et les « troudoden » des kolkhoziens soient tous ramenés à une base commune : le salaire au rendement.

Comme ouvriers salariés, les travailleurs des M.T.S. jouissent de droits à la retraite, aux congés payés, à la sécurité sociale (maladies, accidents, suppléments familiaux) que ne possédaient pas les kolkhoziens ; d'autre part ils payent de fortes cotisations syndicales et sont soumis aux « emprunts » divers ou obligés de souscrire aux loteries, alors que les kolkhoziens n'y sont pas individuellement contraints. Les kolkhoziens sont juridiquement des copropriétaires de leurs matériels et de leurs récoltes, usufruitiers du sol nationalisé. Lorsque le kolkhoze est riche, il constitue des fonds de retraite et d'assistance ; mais les kolkhozes pauvres doivent s'en passer. Bien entendu, les ouvriers des M.T.S. cherchent à conserver dans leur kolkhoze les avantages qu'ils détenaient dans les M.T.S.

C'est ce qui a conduit le parti et le gouvernement à prendre un décret, le 20 février 1961, définissant un nouveau mode de paiement des salariés agricoles, qui modifie le système des primes au rendement. Ainsi, les ouvriers des sovkhoses ne toucheront que 70 à 80 % de leur salaire de base, et le reste ne leur sera réglé qu'en fonction de la « quantité et de la qualité » de la récolte. Autrement dit, une partie du salaire de base fixe sera transformée en prime de rendement, ce qui aligne le salaire agricole sur le salaire ouvrier.

Quant aux kolkhoziens, ils ne devaient pas tarder à entrer à leur tour dans la voie de la salarisation classique. C'est le 1^{er} juillet 1966 qu'un décret du Comité Central du Parti a décidé que 16 millions de kolkhoziens recevraient dorénavant un *salaire mensuel fixe*. Ce décret faisait suite au rapport de Brejnev (mars 1965) préconisant une série de mesures destinées à rapprocher les conditions d'intéressement des agriculteurs de celui des ouvriers. Un système de pensions a été institué. La moyenne mensuelle du kolkhozien (avec une dispersion considérable de l'ensemble) s'élevait officiellement à cette époque à 29 roubles ; celle du sovkhosien à 54 roubles ; celle de l'ouvrier d'usine à 83 roubles. L'uniformisation des taux de salaire devient une exigence des

travailleurs de ces différentes catégories (1). Dans les kolkhozes riches des régions avancées, comme en Esthonie et une partie de l'Ukraine, les salaires fixes se sont rapprochés des échelles en usage dans l'industrie. Mais le salaire mensuel garanti qui remplace désormais le trouduoden n'est pas versé seulement en argent ; il l'est aussi sous forme de services sociaux, et en nature. Paradoxalement, le néo-salariat agricole, en prenant peu à peu les formes qu'a le « revenu salarial » dans l'industrie et les services, et non sans résistances, introduit à l'échelle nationale une forme nouvelle de la valeur de la journée-travail (trouduoden), composée en fonction du travail fourni, des parts individuelles, sociales et naturelles du produit de la collectivité.

A une différence près, toutefois, mais importante. C'est que le kolkhozien salarié jouit librement du produit de son travail sur un lopin attribué individuellement.

Le lopin individuel du kolkhozien reste le témoin irrécusable de la permanence de certaines formes individuelles et parcellaires de la productivité paysanne dans le socialisme d'Etat, du fait que la question de la *propriété du sol* y est loin d'être réglée. En U.R.S.S. le sol appartient juridiquement à l'Etat : la loi le lui attribue. Mais en Chine, en Pologne, Roumanie, Yougoslavie, etc... la terre n'a pas été « nationalisée ». Elle appartient aux paysans ou aux coopératives.

La survivance du lopin ne se manifeste pas seulement là où la terre est propriété nationale concédée, comme en U.R.S.S. ; en Chine, le paysan coopérateur « socialiste », depuis 1955, possédait aussi des jardins individuels, en dehors de la coopérative. En allégeant en 1956-57 le fardeau fiscal qui pesait sur les lopins, Khrouchtchev s'était concilié une partie de la paysannerie, mais en révélant ainsi le poids énorme que le gouvernement accorde au comportement individuel du paysan, comme source de revenu — et surtout du paysan de la campagne périphérique des villes, les maraîchers, les cultivateurs qui approvisionnent les marchés urbains sur lesquels ils se comportent comme de petits capitalistes com-

(1) En septembre 1963, Khrouchtchev faisait la constatation suivante : « il va falloir réviser également le système de l'organisation et de la rémunération du travail. Un mécanicien du Kouban consacre 11,7 minutes à la production d'un quintal de betteraves à sucre ; d'autres y consacrent 2,5 heures. Or, la différence de rémunération entre ces travailleurs ne paraît pas considérable ».

merçants privés, non démunis de pouvoirs sur l'économie locale et sur le ravitaillement ouvrier. Le correspondant du *Monde* à Moscou écrivait (le 21 septembre 1957) : « on juge à Moscou spécialement grave la concession que M. Khrouchtchev a faite aux paysans, exemptant d'impôts leur petits lopins privés... Dans les conditions existant en Russie, les paysans vont devenir en fait les propriétaires de leurs terres, même si celles-ci sont minuscules, et donc très vite de petits capitalistes. Ces lopins sont surtout des potagers ; et les légumes sont fort chers. Tout récemment un kilo de tomates valait à Moscou le même prix qu'un kilo d'oranges importées du Maroc. Lors d'une excursion dans la région de Iaroslav nous avons pu voir dans de petites villes des propriétaires de petits potagers construire pour eux des maisons coûtant 20.000 roubles environ, et mener un train de vie bourgeois. C'est le prix élevé des légumes et la proximité de Moscou, marché inépuisable, qui leur assuraient cette aisance ». Les contre-coups de cette situation se sont fait sentir ces dernières années. Le parti se propose de liquider peu à peu ces lopins accusateurs, qui font du salarié paysan un petit propriétaire toujours prêt à se déverser en foule dans une économie qui reste une économie de marché.

11. *Le travail forcé.*

Les géhennes populaires du travail sont de tous les temps. L'esclave est la figure première où se mire le regard du maître. Y eut-il un groupe, des associés, où cette loi ne figure pas ? J'en doute. Des hordes menées au fouet ont fait de quelques migrations humaines des triomphes. Pour enclore les champs et parquer le bétail, il fallait aussi reléguer les nommes derrière des barrages où l'on put les tenir à merci et à l'abri de leurs imaginations folles, par la menace, la peur, la terreur. Les camps vagabonds ont imposé la servitude aux vagabonds des camps.

Plus tard, ou plus avant, des bâtiments ont retenu à demeure le travailleur et châtié le fugitif. L'habitat est devenu l'appendice de l'atelier, où se dépense une énergie humaine astreinte à l'effort sous la coercition réglementée d'une chiourme. La prison, le camp et l'atelier ont grandi de pair aussi longtemps que la liberté s'entendait comme le privilège de la puissance noble.

Le capital, en consacrant peu à peu le droit de chacun à choisir son emploi et rôder sans entrave à sa recherche, se déchargea du soin qu'avaient les premiers seigneurs d'entretenir leurs troupes de travailleurs. Mais à la périphérie de ces masses croissantes de salariés qui firent la fortune des classes bourgeoises et des administrations d'Etat, des générations nouvelles d'esclaves ont proliféré sous la chicote, la schlague ou le knout. Pourquoi fallait-il qu'à leur tour les prolétaires socialistes payent ce tribut à leurs nouveaux chefs ?

La contrainte appartient, dans sa racine, à la nature de tout travail, quel qu'il soit. Je ne pense pas que celui qui travaille pour lui-même se sente tellement dégagé de ce souci. Mais si des rapports socialistes ouvraient, au moins dans l'imagination d'un Fourier et d'un Marx, autre chose qu'une obligation sans fin ; si ce que le capital avait octroyé en partie à la faveur d'un pullulement et d'une mobilité humaines liés à l'enracinement croissant au sol de fabriques où il fallait venir chercher librement sa nourriture ; si tout cela pouvait se transformer en adhésion venue de soi à l'activité de tous — il faut admettre pourtant que l'Etat socialiste n'a pu ni voulu se priver des bienfaits d'une main-d'œuvre esclave, dite pénale par ironie envers son propre droit, ni reconnaître sans ambages ce régime où la déportation et la mort restaient la sanction suprême du régime.

Je n'ai pas à fournir ici de chiffres. Les analystes de l'avenir tenteront peut-être d'évaluer à peu près ce qu'a coûté au peuple russe et à d'autres le socialisme de la bureaucratie, et ce qu'il a rapporté à la bureaucratie du socialisme. Ces ravages ont des dimensions qui se compteront : des dizaines de millions d'hommes, des milliards de roubles.

Sortis de ces catacombes industrielles, de ces forceries inimaginables, bagnes, réserves, colonies, les *convicts* épargnés de l'accumulation socialiste ont élevé un mausolée à leurs souffrances, à leur désespoir et à leurs espérances. Tous les hommes doivent connaître les pierres levées au ciel de ce monument expiatoire. Elles sont érigées devant eux, à l'orée de cette avenue que l'humanité emprunte presque à l'aveugle pour atteindre une nature sociale nouvelle, comme le rappel des Misères où prennent racine des rêves aux obscurités redoutables.

Ces témoins, ces acteurs pitoyables, ont relevé le défi, et jeté le gant aux tortionnaires d'hier et de demain. Ils sont légion, qui tendent une main fraternelle aux victimes du capital. Plusieurs ont laissé mûrir un souvenir que rien n'effacera plus. Voici quelques-unes de ces grandes Stèles, titres impérissables à la reconnaissance comme au martyr ; titres de livres : Evguenia S. Guinzbourg, *Le Vertige* ; Alexandre Solejnitsine, *Une journée d'Ivan Denissovitich, Le premier cercle*. Ces monuments rendent le peuple russe à lui-même comme à nous tous.

Et voici l'appel que Léon Trotsky a fait retentir devant une marée de sourds : *Les crimes de Staline*, ce livre où la vérité rayonnait bien au-delà de la dénonciation de ses persécuteurs ensanglantés. Voici l'écho de ces témoins irrécusables, procession interminable qui suivit le théâtre atroce des Procès de Moscou, ces survivants qui parlent au nom d'un peuple de morts confondus dans un même sacrifice : Alexandre Weissberg-Cybulski, *l'Accusé* ; Elinor Lipper, *Onze ans dans les bagnes soviétiques* ; Margarete Buber-Neumann, *Déportée en Sibérie* ; Antoni Ekart, *Echappé de Russie* ; Joseph Scholmer, *La grève à Vorkouta* ; Jean Rounault, *Mon ami Vassia, souvenirs du Donetz* ; Varlam Chalamov, *Récits de Kolyma*.

Et quiconque cherchera le détail de ces hécatombes en découvrira le tracé sinistre dans un ensemble de travaux qu'il faut inscrire ici à la décharge de l'humanité socialiste défigurée : Sylvestre Mora et Pierre Zwierniak, *La justice soviétique* (Rome, 1945) ; *The dark side of the moon* (1946) ; *Livre Blanc sur les camps de concentration soviétiques* (Commission Internationale contre le régime concentrationnaire, 1951) ; *Rapport du Comité spécial du travail forcé*, O.N.U.-B.I.T., 1953 ; Paul Barton, *L'institution concentrationnaire en Russie, 1930-1957* (1959). Cet ouvrage contient une bibliographie internationale sidérante.

La bureaucratie russe ne manquait pas d'exemples dans le passé capitaliste. L'ancêtre de l'économie politique, celui qui sut découvrir, avec le cynisme nécessaire, comment peut se calculer la valeur d'échange du travail, édictait en principe que tout « criminel » doit être rentable à l'égal du bon citoyen. Plutôt que leur infliger la mort, ou la réclusion qui coûte cher et ne rapporte rien, le gouvernement doit les faire travailler comme forçats, soit en les accablant d'amendes,

soit en les soumettant à l'esclavage ; « pourquoi les voleurs insolubles doivent-ils être punis par l'esclavage plutôt que par la mort ? Parce que, devenus esclaves, ils peuvent être forcés à fournir autant de travail, et à bas prix, que la nature peut en supporter, de sorte qu'on aura deux hommes ajoutés au Commonwealth, et non un qui lui soit retiré. Car si l'Angleterre est sous-peuplée (disons d'une moitié), je dis qu'après en avoir incorporé en plus autant qu'il y en a maintenant, cela les amènera à doubler le travail qu'ils font maintenant ; c'est-à-dire à en faire une partie esclave » (1).

Voilà l'esclavage partiel, qui force les autres à accroître leurs propres efforts. Quant à l'esclavage comme institution, Petty estime « qu'il ne peut y avoir de profit par l'esclavage dans les pays où un homme peut gagner à peine plus qu'il ne dépense lui-même ; il peut y en avoir au contraire aux Indes Orientales, où l'alimentation de l'homme, etc... ne coûte qu'un dixième de ce que son travail vaudra au dehors » (2).

Les pénalités sont un impôt sur le « consommateur » de crimes. Le travail forcé est une amende en nature, comparable aux taxes sur la laine ou le hareng. C'est la forme *rationnelle* du châtement.

Les amendes pécuniaires équivalent à un « double travail », et Petty, annonciateur des temps modernes, applique cette formule de la rédemption aux crimes de fornication, vol et hérésies religieuses. Il approuve la Hollande, cet Etat modèle des économistes du XVII^e siècle, qui punit les paresseux « en les forçant au travail, et non en les fouettant ». Dans ses recommandations pour la colonie de Pennsylvanie qui venait d'être fondée, il demande qu'on ne se repose pas sur d'autre sûreté « que des améliorations et du bétail sur la terre, et non l'emprisonnement des débiteurs », en châtiât le vol et la mendicité par des amendes et du travail extra (3).

Petty envisage le travail forcé comme une rédemption sociale. Ainsi fait le socialisme d'Etat. La main-d'œuvre pénale en U.R.S.S. doit être envisagée, pour ses effets économiques et moraux, de ce point de vue. Mais ce qui pouvait être aux yeux de Petty une « rationalité » sociale, peut-il l'être dans la tête des dirigeants russes ?

(1) *The economic writings of Sir William Petty* (Ed. Hull), 1898.

(2) *Petty Papers*, Ed. Landsdowne, II, 231.

(3) *Ibid.*, II, 114.

On aurait tendance à voir dans les nouveaux esclaves un troupeau d'ouailles, d'élus du redressement, appelant sur eux-mêmes la rançon de leurs péchés. Pourtant, aujourd'hui, les excuses ou les justifications morales ne paient guère ; on n'y croit plus. On les relègue au monde pervers des idéologies. On préfère encore invoquer l'intérêt, la raison d'Etat, et confier tout cela au plan. C'est peut-être un analogue de l'« armée de réserve » du capitalisme, image puisée par Marx dans le lexique des militaires (1).

Il serait plus juste, cependant, d'y voir, derrière la volonté répressive, le besoin d'utiliser à peu de frais une main-d'œuvre pionnière, une race de défricheurs périssables, c'est-à-dire une exploitation intensive d'un sous-prolétariat sans droits (2).

(1) On a discuté sous bien des formes de la signification économique de la main-d'œuvre pénale en U.R.S.S. Par exemple, P. Sering (*Jenseits des kapitalismus*, Vienne, 1948) estime que la main-d'œuvre pénale des camps de concentration est une « armée de réserve planifiée » qui joue le même rôle, exerçant une pression sur le marché du travail, que celui que Marx assignait au chômeur dans le système capitaliste concurrentiel, sauf qu'il permet au capitalisme monopoliste de bénéficier des avantages du plein emploi. Pourtant, si c'est exactement le cas, cette main-d'œuvre pénale ne servirait pas seulement à rendre rigide le niveau des salaires de la classe ouvrière entière, mais aussi à priver la classe ouvrière de toutes les caractéristiques d'un prolétariat « libre » dans l'économie capitaliste. Elle ne jouerait donc pas le même rôle. La masse des chômeurs est un milieu fluide, un emploi virtuel, où l'entrepreneur puise les ouvriers qu'il veut mettre au travail. Il n'en va pas de même des prisonniers, qui travaillent de toute façon, et ne sont pas à la disposition de la conjoncture. Le mécanisme de la pression sur les salaires est donc très différent. C'est la bureaucratie dirigeante qui le commande.

(2) Voyez, entre beaucoup d'autres, l'analyse de I. Howe : « Le travail esclave est en Russie une tentative de la classe bureaucratique dominante de surmonter par les méthodes les plus réactionnaires et les plus arriérées, le retard économique du pays... Etant donné que la Russie stalinienne ne pouvait, malgré toute sa propagande stakhanoviste et autre, même approcher du niveau de productivité atteint par les principaux pays capitalistes, la seule alternative d'une concurrence possible consistait à exploiter « extensivement » le travail plutôt qu'intensivement... L'exploitation du travail dans une économie hautement efficiente et mécanisée (grâce à une rationalisation soignée, un haut développement de la qualification et une extrême concentration du capital) doit être considérée comme *intensive* tant que le travail est exploité au niveau de l'efficiencia maxima dans les conditions sociales données. Ce niveau, sauf exceptions occasionnelles, est nettement exclu en Russie stalinienne, et ne deviendrait possible que si celle-ci parvenait à prendre le contrôle et à assurer l'intégration à son économie de l'une des régions industrielles essentielles de l'Europe occidentale. Les staliniens doivent donc s'en tenir à l'exploitation « extensive » du travail (travail esclavagiste) qui finit en définitive par une véritable dévastation sociale ». (Why Stalin needs slaves. *The New Internationalist*, décembre 1947.)

Les textes officiels n'en font pas mystère. Le *Plan d'Etat pour le développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1941*, connu hors d'U.R.S.S. après la guerre, donne des précisions remarquables à cette date qui ouvre au peuple russe un calvaire sans précédent — vingt millions de morts — dus à l'impéritie tyrannique de Staline autant qu'aux crimes d'Hitler. Ce plan indique que les « activités productives du M.V.D. (Ministère de l'Intérieur et police politique) s'étendent à l'ensemble du territoire de l'U.R.S.S., mais principalement aux régions septentrionales de la Russie et de la Sibérie ». C'est le M.V.D. qui est responsable d'une grande partie des travaux routiers et ferroviaires et de la fourniture de produits comme le bois, le charbon, le chrome, etc. Par exemple, pour le bois le travail forcé devait fournir, en 1941, 34.730.000 mètres cubes, sur un total de 290.640.000. Il devait livrer 10.500.000 traverses de chemin de fer, soit plus de 20 % du total. La production de charbon devait s'élever à 5.325.000 tonnes (5 % du total de l'extraction minière), dont 3.650.000 tonnes pour le territoire extrême-oriental de Khabarovsk, 250.000 pour celui de Krasnoïarsk, 100.000 pour celui de la République bouriate-mongole, 1 million pour la province de Tchita, 300.000 pour la République des Komi. Le M.V.D. devait fournir 250.000 tonnes de pétrole dans le bassin de Petchora.

Le torrent sanglant de la guerre n'étancha pas la soif bureaucratique. Après 1945, Staline fit étendre le travail forcé aux « démocraties populaires » de l'Est européen. J'évoque seulement, comme exemplaire, la loi tchécoslovaque du 25 octobre 1948 qui demeure le stigmatte officiel et public de l'accumulation socialiste d'Etat : « ...Les personnes mises dans un camp de travail seront utilisées pour effectuer des travaux entrepris par l'Etat, les municipalités ou les entreprises nationalisées pour l'accomplissement du plan économique... Sont susceptibles d'être mises dans un camp de travail les personnes âgées de 18 à 60 ans qui, étant aptes au travail du point de vue physique ou intellectuel, s'y soustraient ou qui menacent l'édification du régime de démocratie populaire ou la vie économique du pays, notamment le ravitaillement, les personnes condamnées pour des infractions administratives à des peines dépassant trois mois de prison... La durée du séjour dans les camps sera fixée de 3 mois à 2 ans... Les

personnes détenues dans le camp de travail sont obligées d'effectuer les travaux qui leur sont imposés, soit à l'intérieur du camp, soit en dehors. Elles seront rémunérées selon leur rendement. Durant leur séjour dans le camp elles ne toucheront pas les appointements de leur ancien emploi... Les personnes détenues dans le camp de travail seront éduquées au point de vue moral, professionnel et culturel... »

O mânes de Sir William Petty ! Mais que vit-on ? Ce *rendement* de l'esclave, que Petty imaginait pour une frange de « criminels », les bureaucrates, en l'exigeant de catégories sociales entières, l'ont réduit à presque rien. Des apologistes appointés ont essayé de travestir cette ruse économique en impératif de l'anéantissement des classes bourgeoises ennemies par le prolétariat. Mais c'est le prolétariat qui devint la victime désignée de la bureaucratie, avant de relever la tête et de lancer un nouveau défi.

12. *Données sur la structure de la population active en U.R.S.S.*

Toute une série de données statistiques et analytiques ont été publiées au cours des dernières années sur la composition et la structure de la population active en U.R.S.S. Ces données sont d'origines diverses, car elles relèvent des préoccupations d'institutions différentes : les organismes de la planification sont évidemment les premiers intéressés, puisqu'ils sont chargés de prévoir l'équilibre dynamique de l'emploi rémunéré. Le Ministère de l'éducation ne peut travailler sans perspectives démographiques ; de même le Ministère de la Santé. La structure des fonds de salaires est aussi en étroit rapport avec la composition de la main-d'œuvre. Les services particuliers et centraux de statistique et de planification ont multiplié les recensements et les sondages.

Les données récentes sur la composition de la main-d'œuvre ne sont pas de caractère étroitement quantitatif, mais présentent une série de rapports de caractère qualitatif, mettant en cause des définitions étroitement liées aux catégories économiques qui font partie des conceptions aujourd'hui dominantes chez les économistes et sociologues de l'U.R.S.S. Par exemple, la distinction entre zones rurales et zones urbaines, entre travail appliqué à la production matérielle (produc-

tive) et à la production non-matérielle (services improductifs), et les classifications des emplois par niveaux hiérarchisés de salaires, introduisent à une réflexion sur la structure fondamentale de la société soviétique tout entière. Les répartitions par nationalités, les mouvements migratoires (sous l'angle de la mobilité de la main-d'œuvre interentreprises ou sous forme d'expansion géographique) sont aussi pris en considération de façon plus approfondie que par le passé.

Ces données présentent aussi de l'intérêt dans la mesure où elles facilitent des comparaisons avec l'évolution parallèle dans les grands pays industriels capitalistes. En tout cas, il ne faut pas perdre de vue que les statisticiens soviétiques de la main-d'œuvre et de l'emploi visent des objectifs plus ambitieux que leurs homologues d'Europe occidentale ou des Etats-Unis. En effet, ils sont animés par plusieurs ordres de préoccupations qui ne sont pas facilement compatibles, mais qui résultent de tous les besoins propres à un Etat qui s'estime en mesure de diriger l'évolution économique et humaine tout autant que de la constater.

D'abord, les problèmes de population et d'emploi sont par définition traités selon les critères tirés de l'analyse du système capitaliste (en particulier en ce qui concerne la relation entre travail productif et improductif, la relation entre production agricole et industrielle, la relation entre salaire et forme (temps et qualité) du travail). Ensuite, il faut tenir compte, aujourd'hui peut-être plus encore qu'il y a vingt ou trente ans, des impératifs propres à la planification en matière d'emploi, rendus plus stricts et plus souples tout à la fois par la différenciation croissante des modes d'activité et du travail. Comme la planification est liée à l'absence de propriété privée sur les moyens de production, les méthodes d'investigation statistique sont conduites à s'évader des schémas analytiques élaborés à partir de l'analyse des relations capitalistes, ce qui en de nombreux cas facilite le recours à des classifications assez arbitraires, et quelquefois tout à fait dépourvues de signification sociale réelle. En troisième lieu, on observe depuis quelques années une tendance à interpréter certaines structures de la main-d'œuvre et de l'emploi en tenant compte de schémas et de classifications actuellement fort répandues dans les pays occidentaux, mais qui

échappent à la fois aux analyses proprement marxistes et aux critères courants en matière de planification : c'est le cas de l'évolution comparée des secteurs appelés primaire, secondaire et tertiaire ; du rôle des investissements d'enseignement et de recherche, et des régimes de retraite ; des transformations entraînées par l'automatisation dans les fonctions de travail et la mobilité de l'emploi. C'est souvent ce type de structures que les dirigeants économiques de l'U.R.S.S. évoquent au titre des « aspects sociaux de la planification » insuffisamment pris en compte par les cadres traditionnels de la planification.

La croissance de la classe ouvrière en U.R.S.S. a imposé peu à peu la nécessité d'une connaissance plus approfondie de sa composition nouvelle, de son évolution et de ses perspectives de développement. Les prolongements de cette connaissance se font d'ailleurs sentir jusque dans le domaine politico-social, par exemple au sujet des fonctions des syndicats, du rôle des comités de production et de la signification des contrats collectifs, tous problèmes qui posent en définitive aux travailleurs eux-mêmes la prise en charge d'une condition souverainement traitée jusqu'à présent par le parti communiste et les administrations économiques.

Les indications qui suivent montreront quels types de problèmes peuvent poser les connaissances nouvelles en matière de composition de la main-d'œuvre, et de ses incidences sur les structures sociales de l'U.R.S.S. Nous ne présenterons ici que des exemples limités de ces problèmes, mais ils sont suffisamment intéressants pour qu'on s'y arrête un peu. Ils ont d'autre part le mérite d'une certaine précision. Un article de V. Narkov (1), synthétisant à la veille du plan actuel plusieurs de ces problèmes, dans le cadre de la R.S.F.S.R. constate que les effets de la baisse de natalité, due à la guerre et aux migrations naturelles, sont contradictoires : en 1959-61, la population totale a augmenté de 4,6 millions, et la population active (en âge de travailler), diminué de

(1) L'utilisation des ressources en main-d'œuvre, *Planavoié Khozjajstvo*, 1965, n° 10.

1,5 million. En 1970, 1/5 des ressources en main-d'œuvre sera composé de jeunes nés après la guerre et aura une instruction secondaire. En 1959, 44 %, en 1963, 53 % et en 1970, 65 % de la population active aura une instruction supérieure ou secondaire. Mais en même temps, en 1966-70, les retraités hommes seront environ 33 %, et les jeunes atteignant l'âge de travailler, 51 %. La population des hommes dans l'accroissement général de la population active sera de 70 % environ. En 1962, le rapport entre le nombre des personnes actives et celles ayant dépassé cet âge était de 227 %, au début 1966 de 250 %, en 1971 de 270-280 %, c'est-à-dire un accroissement de pensionnés. Le début de l'âge actif passera de 16 à 17-18 ans. De sorte qu'avec une augmentation générale de la population, les possibilités réelles d'emploi ne varieront pas.

Dans une telle perspective, c'est donc la composition interne de la population active qui représente le souci principal, d'autant plus qu'étant donnés les objectifs de productivité en forte hausse, un volume de main-d'œuvre stable dans son ensemble doit être adapté à un appareil technologique en profonde mutation. Dans l'ensemble, les modifications dans la structure interne de la main-d'œuvre sont dominées par le fait que la population agricole tend inexorablement à diminuer relativement, et que d'autre part l'extension de la production agricole exige encore, en dépit des progrès de la mécanisation, des bras en nombre important, sinon croissant.

Cette évolution s'inscrit dans les relations suivantes, chiffrées pour la structure de l'emploi individuel par grands secteurs (en % par colonnes) (*Voir tableau page 315*).

Comme on le voit d'après l'évolution des totaux par secteurs, la structure professionnelle tend à se rapprocher de celle de la France, par exemple (en tenant compte du fait que le secteur « primaire » ne comprend que l'agriculture et le forestage, et non les industries extractives), c'est-à-dire une composition tripartite où les services et les emplois de gestion et d'administration sont numériquement aussi importants que ceux de l'agriculture.

TABLEAU I

Structure de l'emploi individuel (métiers) par grands secteurs,
en % par colonnes

	1913	1928	1937	1953	1963
I – Agriculture et forestage (y compris secteur individuel)	75	80	56	44	34
II – Industrie et construction	9	8	24	29	34
Transports et communications	2	2	5	-	8
III – Commerces	9	3	4	5	6
Enseignement, Santé, Sciences	1	2	5	9	13
Administrations	4	5	3	3	2
Autres branches (économie communale, etc...)	-	-	3	3	3
Total :					
I (Primaire)	75	80	56	44	34
II (Secondaire)	11	10	29	29	42
III (Tertiaire)	14	10	15	20	24

Sources : V.N. Yagodkine, Communication au II^e Congrès Mondial de la Population, Belgrade, 1965. E. Manevitch, Les problèmes de l'emploi rationnel de la main-d'œuvre en U.R.S.S. *Vogr. Ekonomiki*, juil. 1965.

Toutefois, dans le secteur industriel, la proportion des ingénieurs-techniciens et des employés reste encore relativement faible, ce qui montre que l'accroissement des services a été plus rapide dans le secteur social (enseignement, santé, administration économique) que dans le secteur industriel. En 1963, on comptait, parmi les 25 millions de travailleurs industriels, 20 millions 760.000 ouvriers (83 %) ; 10 % d'ingénieurs-techniciens ; 4 % d'employés et 1,3 % d'apprentis. Les proportions entre ouvriers et employés varient, pour

certaines branches essentielles, de la façon suivante, par ordre décroissant du rapport O/E (1) :

TABLEAU II

	Nombres en milliers		E/O
	Ouvriers	Employés	
Charbon	986	132	7,4
Industrie légère	3 550	520	6,8
Verre, céramique	216	33	6,5
Matériaux de construction	1 364	219	6,2
Bois et papier	2 308	374	6,1
Sidérurgie	979	182	5,3
Chimie, amiante, caoutchouc	800	186	4,3
Industrie alimentaire	1 917	432	4,3
Gaz	150	35	4,2
Pétrole	16	4	4
Construction mécanique et métaux	6 939	1 803	3,7

Ces variations, on peut le remarquer, expriment une situation voisine de celle que l'on trouve dans les industries capitalistes, où la proportion des employés s'accroît avec la complexité des processus de production et leur automatisation. En U.R.S.S., pendant longtemps ce rapport avait été dominé par un jeu plus ou moins anarchique ou réglé des besoins, mais en général indépendant des considérations d'efficacité. Aujourd'hui, la politique de la main-d'œuvre utilise ce genre de données structurelles pour les corriger en fonction à la fois d'une diminution du nombre relatif des emplois ouvriers et d'une plus stricte utilisation des services de gestion.

Des études plus récentes menées par des statisticiens américains à partir des sources soviétiques les plus soigneusement étudiées donnent une série d'indications importantes relatives à la composition totale de l'emploi par catégories socio-économiques que nous résumons dans le tableau n° 3.

(1) D'après plusieurs tableaux, *Vestnik Statistiki*, 1964, 8, p. 86-89 (*Annuaire de l'U.R.S.S.*, 1965, p. 543-544).

TABLEAU III

Emploi civil, par catégorie économique, 1940 et 1963
(en milliers, moyenne annuelle)

Total	1940	en %	1963	en %
	79 019	100	101 048	100
I – Branches non-agricoles	31 020	39%	61 788	61%
A. Ouvriers et employés	28 216		61 788	
1. Industrie	10 967		25 057	
2. Construction	1 563		5 237	
3. Transports et communications	3 903		7 718	
4. Commerce, cantines et restaurants	3 303		5 487	
5. Santé publique et éducation	4 531		12 138	
6. Autres	3 949		6 151	
B. Membres des Coopératives de production	2 200		aboli	
1. Industrie (personnel de production)	1 700		aboli	
2. Services	500		aboli	
C. Artisans indépendants	604		négligable	
II – Agriculture	47 999	60%	39 260	40%
A. Ouvriers et employés	5 015		inconnu	
1. Secteur socialisé	2 976		8 738	
a) fermes d'Etat(Sovkhoz, etc).	1 760		7 874	
b) stations de machines, tracteurs	530		0	
c) forçage	279		399	
d) activités agr. diverses	407		465	
2. Secteur privé (en équivalents d'années-hommes conventionnels)	2 039		(2 000 env.)	
B. Agriculteurs, Collectivités (kolkhoz)	37 034		inconnu	
1. Secteur socialisé – total	27 900		19 400	
a) fermes collect. non agric.	500		202	
b) kolkhoz agricoles	27 400		19 189	
1) activités agricoles	24 700		17 600	
2) activités non-agricoles	2 700		1 600	
a) industrielles (en équivalents années hommes)	615		inconnu	
b) construction (en équivalents années hommes)	697		inconnu	
2. Secteur privé (en équivalents années-hommes)	9 134		(9 000 env. ?)	
C. Paysans individuels	5 950		aboli	

Ce regroupement, un peu différent de ceux qu'établissent ordinairement les statisticiens soviétiques, présente une évolution significative vers l'unification des statuts socio-économiques. On observe en effet que dans le grand secteur non-agricole (industrie, transport, services), les coopératives de production ont été absorbées dans le statut des ouvriers et employés (salariés), et que les artisans indépendants ont pratiquement disparu. Pourtant, des modifications importantes se sont produites à l'intérieur de ce secteur : la proportion des ouvriers et employés s'est surtout accrue dans l'industrie productive et dans l'éducation. Quant au secteur agricole, il a lui aussi connu une uniformisation des statuts : les Stations de Machines et Tracteurs ont été absorbées par les kolkhozes, ainsi que la plupart des fermes collectives non-agricoles. Quant aux paysans individuels (6 millions environ en 1940, ils ont disparu). Toutefois, contrairement au secteur industriel, l'ensemble du secteur agricole a vu sa population active diminuer en groupes absolus, malgré l'accroissement démographique considérable entre 1940 et 1963.

Les modifications internes au groupe des ouvriers et employés, pour l'ensemble de l'économie nationale, apportent un complément intéressant à cette connaissance des structures de la main-d'œuvre. L'accroissement est particulièrement sensible pour l'industrie et la construction d'un côté, et pour l'éducation et la santé de l'autre. Industrie et construction groupent un personnel qui dépasse 30 millions en 1963. Education, santé, services et administration groupent environ 20 millions de personnes. Ces deux groupes totalisent ainsi la moitié de l'ensemble de la population employée dans l'économie nationale. Il est vrai que les statistiques soviétiques globales ne départagent pas les ouvriers des employés, de sorte que cette composition de l'emploi, par grandes branches, n'est pas facile à préciser. En tout cas, cette tendance manifeste l'accroissement simultané de deux blocs sociaux dont la signification est essentielle, bien qu'obscur, à la théorie économique soviétique : les productifs et les improductifs.

Une évaluation un peu antérieure, établie par des statisticiens anglais d'après des sources soviétiques, fournit des indications du même genre :

TABLEAU IV

Nombre de personnes employées dans l'économie, par type d'emploi, 1940 et 1959, en millions (1)

Secteur d'emploi \ Statut d'emploi	Salariés horaires et mensuels	Coopérateurs de production	Agriculteurs collectivisés	Individuels indépendants	Aides familiaux non rétribués
<u>Production matérielle :</u>					
Salariés horaires	15,1 32,0				
Salariés mensuels	7 9,8				
Membres des coopératives		1,8 1,4			
(Industrie		1,7) 1,2)			
(Commerces		0,1 0,2			
Membres de fermes collectives			35,1 33,1		
Individuels indépendants				7,4 0,3	
Aides familiaux ruraux					1,9 3,4
<u>Activités non productives :</u>					
Salariés horaires et mensuels	9,2 14,7				
(Transports et comm.	0,7) 0,4)				
(Autres	8,5 14,3				
Membres de fermes collectives			0,2 0,7		
Totaux	31,3 56,5	1,8 1,4	35,3 33,8	7,4 0,3	1,9 3,4

Dans chaque case, le premier chiffre : 1940 ; le second chiffre : 1959.

(1) Tableau élaboré à partir des données de G. Warren Nutter, « Employment in the Soviet economy : an interim solution to a puzzle », *Soviet Studies*, April 1961, p. 376-393.

La tendance indiquée dans le tableau n° 3 est ici accentuée et précisée, en fonction du statut d'emploi : on y voit que c'est le statut de *salaire* qui devient le statut dominant. Celui des coopérateurs, des kolkhoziens et des indépendants a reculé, ou disparaît. Encore ces données ne concernent-elles que l'année 1959. Le processus s'est largement accentué depuis 1965, le passage du statut de type coopération kol-

khozienne à celui du salariat ayant été mis en œuvre. La grande majorité des travailleurs agricoles subit ainsi un double mouvement : d'une part sa quantité absolue décroît, et d'autre part elle est entraînée dans un nouveau type de rapport social, celui du salariat. Ce mouvement en entraîne un autre, dont l'extension et la signification précise ne sont d'ailleurs encore pas très claires, à savoir la transformation de la propriété kolkhozienne, considérée comme non-socialiste, en propriété d'Etat considérée comme socialiste.

C'est ce que soulignent de nombreux articles parus depuis les décisions du Comité Central du Parti communiste de l'U.R.S.S. de mars 1965. Ainsi, G. Ivanov écrit dans *Ekonomitcheskaïa Jizn* du 7 avril 1965 : « Le travail doit représenter dans l'économie (agraire) collectivisée (dans les exploitations d'avant-garde, il la représente déjà) la source principale, mais pas unique, des gains, car un certain taux de revenu provient des exploitations personnelles... Puisque les entreprises d'Etat et leur production appartiennent à la nation, il est naturel que les travailleurs soient rémunérés par l'Etat, compte tenu du niveau des qualifications, de la complexité du travail et du rôle de chaque travailleur dans la production nationale... La propriété d'Etat occupe une place prépondérante dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. : c'est elle qui joue le rôle décisif dans le développement de toutes les branches de la production nationale, dans le renforcement du régime kolkhozien et dans l'élévation du niveau de la propriété kolkhozienne, qui devra s'aligner sur la propriété d'Etat... Le temps viendra où ces deux formes de la propriété fusionneront pour ne former qu'une seule forme de propriété communiste. »

Sous réserve de ce que peut signifier une « propriété communiste », surtout dans un Etat isolé, c'est-à-dire dans des frontières nationales, on voit que l'intention, révélée par les réformes du mode de rémunération dans les kolkhozes et par la tendance générale des formes d'emploi dans l'ensemble de l'économie, est de généraliser le système du salariat lié à la propriété d'Etat. Le phénomène est particulièrement clair dans l'agriculture, qui subit un processus très profond de transformation. De 1959 à 1963, la proportion des kolkhoziens et artisans est tombée de 61,4 % à 53,8 % de la population active, tandis que celle des ouvriers et employés s'est accrue de 38,6 % à 46,2 %. C'est qu'il s'est produit à la fois une diminution relative et absolue du statut kolkhozien, et le passage d'un grand nombre de kolkhoziens

sous le statut « public » (sovkhoze, etc...), qui se retrouvent dans le groupe des « ouvriers et employés ». La statistique soviétique répartit l'agriculture et l'industrie dans deux secteurs : rural et urbain. On constate que dans le secteur rural kolkhozien, la proportion de « travailleurs intellectuels » est de 2,6 %, tandis que dans le secteur rural public (sovkhozes), elle s'élève à 8,8 % (1). Dans l'ensemble, le niveau des rémunérations, de l'instruction, des logements, est un peu supérieur dans le secteur agricole public que dans le secteur collectivisé. La tendance à introduire le salariat dans les kolkhozes peut avoir pour effet d'y élever le niveau de vie, mais au prix d'une modification profonde dans la structure générale de la main-d'œuvre dans le pays tout entier.

Mais la conception officielle qui lie l'extension du salariat d'Etat à l'évolution vers la « propriété communiste » peut être interprétée de façon beaucoup plus simple et tout autrement, comme un rapprochement des structures de l'emploi en U.R.S.S. et de celles qui dominent maintenant dans les grands pays industriels capitalistes. L'extension progressive du salariat a été concomitante aux progrès du capitalisme et à la diminution progressive de l'emploi agricole dans tous les pays industriels. Il s'agit donc d'un phénomène qui n'apparaît pas lié immédiatement aux rapports socialistes, même si on les limite à l'élimination de la propriété privée des moyens de production. Mais ils ne paraissent pas plus liés exclusivement à un système capitaliste d'économie. La structure de la population active et de l'emploi, telle qu'elle est exposée à partir des classifications élémentaires (branches d'industrie, groupes de métiers et de professions, statut socio-économique) a donc un caractère relativement indifférent par rapport aux rapports de propriété et aux formes de l'appropriation et de la répartition du profit.

C'est cette caractéristique qui a donné lieu aux essais d'unifier l'économie planifiée du type soviétique et l'économie « concertée » semi-libérale des grands pays capitalistes dans la notion de « société industrielle ». Toutefois, les caractéristiques formelles d'une société ainsi définie se réfèrent plutôt à une forme des systèmes de classification qui ne qualifie pas la nature du système économique-social. Certaines de ces caractéristiques, comme l'accroissement de la proportion des salariés dans l'ensemble de la population active, typiques d'une

(1) J.V. Aroutiounian, « La structure sociale de la population rurale ». *Voprossy Filosofii*, 1966, n° 5.

« société industrielle », peuvent se référer à des dynamiques très différentes : en U.R.S.S. elle vise à absorber le système semi-coopératif de la propriété kolkhozienne, tandis qu'en France, par exemple, elle tend à éliminer la petite propriété privée paysanne et l'artisanat industriel (productif ou commercial). D'autres, comme l'emploi des femmes, paraissent liés à certaines circonstances de caractère national, ou familial et religieux, ou au niveau des salaires. En U.R.S.S., le pourcentage de femmes employées par rapport au total des ouvriers et employés de l'économie nationale est passé de 27 % à 49 % entre 1929 et 1964, mais il est particulièrement élevé dans les services d'enseignement et scientifiques, dans le commerce, dans le crédit et assurances, dans les transports et communications (86 % du personnel de santé, par exemple). Cette progression tend d'ailleurs à se renverser dans certaines branches (ouvrières et administratives, en particulier) depuis quelques années, ce qui montrerait que l'accroissement de l'emploi féminin n'est pas nécessairement lié à une politique « socialiste », voire communiste.

L'évolution interne de la composition de la classe ouvrière se trouve soumise à certains changements du même type. On observe par exemple des effets de l'automation qui s'exercent de la même façon que dans l'industrie occidentale : accroissement proportionnel des services d'entretien, polerspécialisation et polyvalence de postes, rotations plus fréquentes du personnel, augmentation des postes de surveillance et de gestion par rapport aux postes de fabrication, etc... (1). On observe aussi des modifications dans la structure des salaires : remplacement du travail aux pièces par le travail au temps (rendement), extension des primes collectives, extension du salaire social, multiplication de primes spécialisées.

Tous ces phénomènes sont aussi visibles dans les économies industrielles capitalistes, et ces communautés de caractéristiques ont évidemment une signification, bien que celle-ci ne révèle pas son caractère différentiel au niveau de la simple classification, mais suppose des méthodes d'analyse plus complexes.

Il n'est pas jusqu'aux rapports entre la composition sociale de l'emploi et la composition de la direction politique

(1) Voir : Changement dans la structure de la main-d'œuvre liée à l'automation en U.R.S.S., *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'automation*, n° 6, 1964, pp. 117-142.

qui ne suscitent des rapprochements. Par exemple, L. Brejnev déclarait au XXIII^e Congrès du P.C.U.S. (1966) que ce parti comptait 12.471.000 membres répartis de la façon suivante :

TABLEAU V

Condition sociale	%	Durée du stage dans le parti	%
Ouvriers	37,8	10 ans	47,1
Paysans (kolkhoziens)	16,2	10-30 ans	47,3
Employés et divers (dont 2/3 ingénieurs et techniciens)	46,0	+ 30 ans	5,6
Age		Instruction	
25 ans	6,2	Supérieure	18,2
26-40 ans	46,8	Secondaire	30,9
41-50 ans	24,9	Secondaire court	27,5
+ 50 ans	22,1	Primaire	23,4

On voit que ce sont les « employés » (au sens large), qui représentent près de la moitié des membres du parti. Cette proportion est beaucoup plus élevée aux échelons dirigeants, où les fonctionnaires sont l'immense majorité, et ils sont la totalité au sommet ; phénomène sélectif bien connu dans les pays occidentaux.

C'est donc en recourant à d'autres types d'expression de la structure de la population active que l'on peut saisir plus clairement comment cette structure correspond à un système économique déterminé. Par exemple, les tableaux d'intrant-extrant établis en quantités de travail donnent une expression, à partir des classifications élémentaires en usage, à une structure de la population active (ou plus exactement de la répartition des temps de travail humain dans les différents secteurs de la vie économique) propre au système économique et social de l'U.R.S.S. Ces tableaux, en distinguant les dépenses de travail incorporé (passé), et les dépenses de travail vivant (direct), et dans chacune de ces catégories, ce qui revient aux différentes branches de la production, à la

consommation improductive, à l'accumulation et aux exportations (1) fournissent une explication des fonctions bien au-delà des classifications courantes. Il s'agit d'un schéma qui présente une structure des dépenses de travail, c'est-à-dire des fonctions de l'ensemble de la population active, à partir desquelles il est possible d'interpréter la phénoménologie industrielle de la société en termes propres à un système social déterminé.

Les données de plus en plus fournies et détaillées qui sont élaborées en U.R.S.S. pour exprimer la composition sociale de sa main-d'œuvre sont aujourd'hui en mesure de faire progresser une double étude. D'une part, l'observation des changements qui dépendent directement de paramètres démographiques, concernant l'accroissement général de la population (par le biais des taux de mortalité, de fécondité, de nuptialité, etc...) ; l'examen des caractéristiques de l'emploi, au niveau des processus technologiques particuliers ou généraux, des compositions par âge, sexe, régions, etc... ; l'étude des mouvements propres à la population active (turnover, mobilité, migrations, retraites, etc...). D'autre part, l'élaboration de ces matériaux aux fins d'une analyse qui tienne compte des catégories économiques et sociales par l'intermédiaire desquelles les institutions interprètent le devenir de la société. On parviendrait ainsi, mieux que par des généralisations hâtives, à distinguer ce qui caractérise le côté « industriel » d'une société, de ce qui en caractérise le système économique et social, qu'on doit appeler, dans le cas de l'U.R.S.S., un « socialisme d'Etat ».

(1) Voir M. Edelman : Première balance interbranche des dépenses de travail dans l'économie nationale de l'U.R.S.S., *Vestnik Statistiki*, 1962, n° 10, pp. 3-17 ; la balance interbranche des dépenses de travail et sa signification économique, *Sotsialisticheskii Troud*, 1963, n° 12, pp. 12-23. Traduits dans *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 6, 1964, avec des commentaires par P. Naville.

CHAPITRE V

LA DISSOLUTION DU SALARIAT

1. *Abolition, dépérissement et dissolution.*

Que le salariat doive être *supprimé* (et dépassé) dans un régime communiste (ou même socialiste dans le sens réel du mot), si la puissance du capital est elle-même abolie ; que le salariat subsiste dans le socialisme d'Etat, quelle que soit la définition qu'on en donne ; voilà deux affirmations que nous tenons pour irrécusables. Dans ces conditions, envisager l'abolition du salariat dès aujourd'hui, n'est-ce pas soulever une question académique, se livrer à un jeu d'école, au culte de l'utopie — fallacieuse — parce qu'elle détourne des objectifs du moment ? Raisonner de cette façon, comme le font tous les empiriques de l'Est ou de l'Ouest, ce serait abandonner toute prétention à comprendre aussi bien la crise actuelle des systèmes marchands (capitaliste et socialiste d'Etat), que l'objectif visé, ou du moins que l'on prétend viser, lorsque l'on parle de « construction du communisme ».

L'abolition du salariat ne sera pas l'œuvre d'un décret, nous le savons. Nous le savons d'autant mieux qu'on assiste aujourd'hui dans le monde entier à une énorme extension du salariat. C'est aussi vrai des vieux pays capitalistes européens et américains que des pays de socialisme d'Etat et de ce qu'on appelle bizarrement le « Tiers Monde », c'est-à-dire des anciens empires coloniaux et semi-coloniaux. Cette extension a lieu sous des formes diverses et des plus mitigées. Mais sa réalité à elle seule suffit à poser la question des formes que pourrait prendre une disparition du régime du salariat en raison même de la crise qu'engendre cette extension.

Bien entendu, posé concrètement et pratiquement, ce problème ne peut être résolu, même formellement, qu'en tenant compte de la variété des systèmes nationaux ou multinationaux, politiques et sociaux, qui s'affrontent aujourd'hui dans le monde. Mais sans entrer dans cette explication, on peut se

demander quelles sont les voies que suit la crise mondiale du salariat, et si n'apparaissent pas déjà des symptômes d'une longue période où le phénomène central de la crise de civilisation serait celui de la rétribution du travail et de l'entretien des capacités de travail, plutôt que celui de la croissance économique et de la concurrence.

Pour passer des structures aujourd'hui connues, à l'Est comme à l'Ouest, à une autre structure, il faut qu'interviennent, progressivement ou par soubresauts, des facteurs dont l'action convergente finira par modifier ou transformer complètement les relations qui s'articulent sur l'échange de la capacité de travail contre un salaire. Cela pose une question de méthodologie assez sérieuse, soulevée par l'emploi de termes tels qu'*abolition*, *dissolution* ou *dépérissement*.

Si l'on veut préciser l'opération à laquelle peuvent répondre ces termes, il faudrait parler plutôt de *substitution* ou de *remplacement*. Bien entendu, les relations sociales et inter-individuelles du monde actuel, gouvernées par l'existence dominante du salariat, ne peuvent disparaître sans laisser place à rien. Elles ne peuvent même se transformer que si déjà d'autres relations nouvelles se tissent, comme la fleur épanouie se fane en cédant la place aux semences. C'est ainsi seulement que peuvent apparaître de nouvelles notions et s'élaborer une science des relations en gestation. Qu'on en soit encore loin, dans le pays qui par définition devrait être celui où la question se pose avec la plus grande urgence, c'est ce qu'on voit en examinant les controverses qui se poursuivent en U.R.S.S. sur la « construction du communisme ». C'est ce qu'on voit aussi au cours des discussions nées de la révolution cubaine (qui rappellent celles du communisme de guerre soviétique), ou celles qui débudent dans les pays d'Afrique Noire ou d'Amérique Latine, qui n'ont pas encore connu la généralisation des rapports de salariat dans lesquels l'Europe vit depuis longtemps. Toutes ces controverses manifestent une situation patente : il n'existe pas dans le monde actuel de *système* dont on puisse dire qu'il soit prêt, ou même qu'il se prépare, à remplacer les relations de salariat. Si l'on peut qualifier le socialisme d'Etat de régime de transition, ce ne peut être que sous cette forme restrictive ou privative : parce que le salariat y perd quelques-unes de ses caractéristiques capitalistes (et parfois les plus justifiables, comme la relation contractuelle), mais qu'aucune autre structure n'est en place pour lui succéder, au moins comme forme dominante. Le capi-

talisme d'aujourd'hui lui aussi voit ébranler les formes traditionnelles du salariat en même temps que celui-ci s'étend, et peut-être pour cette raison même. Mais il ne peut pas en général se passer d'un statut qui est la clé de sa propre existence.

L'abolition supposerait un décret (politique) sanctionnant un état de fait presque entièrement établi, du moins dans les domaines décisifs, et non un projet, même planifié. La suppression serait une forme équivalente de l'abolition.

Parler de dépérissement aurait plus de sens, si ce terme n'avait déjà une connotation de mauvais augure lorsqu'elle concerne l'Etat. Le dépérissement suppose, par une analogie biologique qu'inspire le mot, quelque chose comme une mort naturelle. Mais à cet égard il n'en va pas dans la société comme dans la nature. Ce qui dépérit, c'est ce qui ne trouve plus de moyens de vivre naturellement. La société, si l'on exclut la vue que l'on peut prendre de ses évolutions séculaires ou même millénaires dans le passé, et si on la considère surtout, ainsi qu'il faut le faire aujourd'hui, comme la matrice présente d'un futur, trouve toujours dans ses structures installées des raisons de persévérer et de se renouveler, par la violence au besoin. Pour qu'une institution dépérisse, il faut qu'elle périsse, qu'on l'abatte. Pour qu'une structure économique s'effondre, que des relations sociales différentes s'instaurent, il faut que la poussée de forces nouvelles déjà implantées y contraigne.

Peut-être le terme de dissolution conviendrait-il mieux aux phénomènes d'altération de la fonction classique du salariat, si l'on entend par là un ensemble de processus qui conduisent à reposer, malgré la permanence générale du système, le sens de la structure qui devrait lui succéder, après un démantèlement progressif des conditions qui en assuraient la prédominance. La violence des institutions, des détenteurs du pouvoir économique et des détenteurs des capacités de travail, interviennent alors comme des éléments déterminants des changements qui se produisent, sans qu'une théorie complète puisse en être faite.

Dans la logique des rapports du capitalisme et de ceux du socialisme d'Etat, la revendication immédiate prend d'abord un sens opposé. Ce que réclament les travailleurs, les producteurs détenteurs d'une capacité de travail employée et employable, ce n'est pas l'abolition du salariat, c'est une proportion croissante du salaire dans le revenu social. Chaque

catégorie de salariés, ou chaque salarié, peuvent défendre cette revendication pour leur propre compte. L'activité syndicale, l'action des coalitions de salariés, a pour finalité pratique de défendre et d'accroître la valeur du salaire, la valeur de la dépense en capacité de travail. Mais cette lutte n'a de sens, en fin de compte, que si elle se transforme par révolution de la structure, sans quoi elle finit par n'être qu'un mécanisme lié à la persistance des rapports de salariat.

Parlant au XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (1965), Mikoyan a fait une série de déclarations qui manifestent clairement toute l'ambiguïté de cette situation.

Il ne suffit pas, proclame-t-il, d'élever les salaires, même de les doubler ou tripler, pour « assurer le passage du socialisme au communisme ». D'ailleurs, on ne peut « faire du salaire l'unique forme de répartition », ce qui équivaldrait à « rogner les fonds sociaux de consommation ». Mais d'où viennent ces « fonds sociaux » ? Justement de la partie de la plus-value considérée jusqu'à présent comme redistribuée sous forme de salaire social. « Nous ne pouvons avancer dans la voie du communisme en nous en tenant à la répartition du produit social uniquement par le salaire... Le nouveau programme indique que, dans la période de la perspective générale, la satisfaction des besoins des citoyens sera assurée tant par le salaire, *forme principale de la répartition*, que par des fonds sociaux de consommation rapidement croissants, qui doivent être orientés de façon qu'ils ne s'opposent pas aux principes de l'intéressement matériel... D'après les calculs effectués, les deux formes tiendront vers la fin de la période bicennale *une place à peu près égale dans le système de répartition* ; ensuite, les fonds sociaux de consommation commenceront à prévaloir. Cette ligne permet d'associer judicieusement la répartition socialiste selon le travail et la politique de suppression de l'inégalité économique qui, pour le moment, subsiste encore chez nous » (1).

Cette évolution doit se faire, pourtant, sur une base marchande : « L'expérience de notre édification montre que,

(1) Mikoyan énumère ainsi les « problèmes que les fonds sociaux sont appelés à résoudre » :

1. « Frais d'entretien de la génération nouvelle ».
2. Instruction publique (écoles, université, recherche).
3. Santé (assistance médicale, repos, pensions, tourisme, sport).
4. Cantines (« dîners gratuits aux travailleurs des entreprises et des bureaux »).
5. Services communaux et transports.
6. Vieux (rentes, pensions).

durant toute la période du passage au communisme, les rapports marchands et monétaires propres au socialisme se conserveront chez nous. Tant que subsiste le contrôle de la mesure de travail et de consommation, l'argent subsistera également, et il nous faut, à l'avenir également, en affermir la solidité ».

Ces déclarations, maintes fois répétées par la propagande, ne font que souligner la contradiction dans laquelle se débat le régime du socialisme d'Etat où prévaut l'exploitation mutuelle : le salariat y est supposé disparu, et en même temps les rapports marchands et monétaires, qui sont le cadre même où se développe le salariat, sont supposés se renforcer. De plus, ce salaire, qui n'existe plus puisqu'officiellement la capacité de travail n'aurait plus là-bas de valeur, évolue pourtant dans un sens qui ressemble étrangement à celui qu'on observe dans le capitalisme, à savoir que la fraction affectée à la rétribution personnelle représente une proportion déclinante par rapport au « salaire social », c'est-à-dire à l'usage dit gratuit de services publics.

Si l'on écarte les divagations théoriques, il reste qu'il faut en effet s'interroger sur la signification d'une série de modifications qui sont en train de faire apparaître une symptomatologie de la dissolution du salariat, et dont la distinction entre salaire personnel et salaire social est en effet l'un des traits importants. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette évolution reste encore entièrement tributaire du caractère marchand de l'économie. On constate ainsi une série de déplacements annonciateurs, qui prennent des formes diverses qu'il est nécessaire d'identifier. On observe des phénomènes de *dissociation* (par exemple le salaire au rendement individuel est de moins en moins applicable, étant donné l'intégration technique croissante grâce à l'automatisation) ; des cas de *substitution* (lorsqu'une partie du salaire est imputée à des organismes d'Etat collectifs, au titre de services publics) ; des exemples d'*extension* (une série d'allocations sans rapport avec le travail fourni s'ajoutent au salaire personnel, comme les allocations familiales, de loisir, d'études, etc...) ; des phénomènes de *contraction* (par exemple dans la tendance à substituer le statut « mensuel » au statut « horaire »). Toutes ces modifications ont surtout lieu là où le salariat est déjà anciennement implanté. Mais là où il est en formation et ne représente qu'une faible partie des rémunérations, on tend sous des formes diverses à lui substituer des systèmes qui

impliquent une rupture entre dépense de capacité de travail et salaire. Avant de signifier une disparition du salariat, ces modifications signalent une crise du salariat, c'est-à-dire de la forme traditionnelle de création de la plus-value.

2. *Le salariat d'Etat comme cadre d'une revendication.*

A considérer les choses en général, il semblerait que différents traits de la crise du salariat convergent vers une exigence de *nationalisation du salaire*, c'est-à-dire la formation d'un salariat d'Etat. Le cas-limite, dans les rapports capitalistes, est celui de la rémunération par l'Etat des fonctionnaires ou assimilés ; il en va de même dans les régimes des pays sous-développés, qui représentent un mixte de capitalisme, d'étatisme, et de socialisme parasitaire. Dans le cas du socialisme d'Etat, la nationalisation du salaire est liée à la détermination des fonds de salaire par le plan, la grandeur des fonds de salaire eux-mêmes dépendant de la grandeur des profits et de l'accumulation prévus ; ce rapport reste significatif d'une relation d'échange exploiteuse de la force de travail. La structure des fonds de salaire admet cependant, dans ce régime, une marge de fluctuations, une élasticité que l'on rapproche autant que possible des unités productives de base (primes, redistribution de bénéfices, améliorations sociales et culturelles dans l'entreprise, etc...). De plus, le secteur coopératif (de type kolkhozien) repose sur un mode de répartition des profits nets qui ne dépend qu'indirectement du plan d'Etat pour les salaires.

La nationalisation du salaire, en principe, ne change rien à sa nature. Un capitalisme d'Etat intégral, détenteur des formes d'emploi et décidant des taux de salaires, pourrait parfaitement l'appliquer. C'est d'ailleurs ce qui se passe là où l'Etat est l'employeur direct, c'est-à-dire pour ses fonctionnaires, et dans une bonne partie du secteur public des pays capitalistes. La masse des capacités de travail, en quantité et en qualité, reste soumise aux conditions d'emploi dictées par l'exigence du capital : tirer de cette masse de travail vivant nationalisée une plus-value aussi élevée que possible.

Il est indiscutable que de multiples aspects de la crise du salariat peuvent être attachés à une tendance à la nationalisation du salaire. Celui-ci ne doit pas forcément être alloué par l'Etat lui-même pour que cette tendance soit manifeste. Elle apparaît aussi dans le pouvoir qu'a l'Etat d'in-

fluer sur le secteur privé, de fixer les minima (comme le S.M.I.G. en France), de refuser d'entériner des hausses (ou des baisses), de peser sur les négociations collectives, d'inciter le patronat privé, par différents moyens du crédit et fiscaux, à respecter certaines évolutions politiquement nécessaires. Du reste l'intervention de l'Etat bourgeois et capitaliste dans la politique des salaires reste ambiguë, en ce qu'elle vise à la fois à protéger les intérêts des grands monopoles financiers et industriels privés, et à inciter ceux-ci à respecter les règles générales de fonctionnement de plus en plus dépendantes de la structure de l'Etat lui-même. C'est ainsi que dans certains pays comme la France et l'Italie, où le secteur public est très étendu, les disparités dans la politique salariale des secteurs privé et public, en constant remaniement, expriment cette ambiguïté. Du point de vue quantitatif, le capital variable (c'est-à-dire l'emploi rémunéré) reste une grandeur que ses détenteurs cherchent à maximiser. Quant aux formes de cette revendication, elle oscille entre le recours à l'Etat et sa réglementation, et la procédure des négociations contractuelles entre l'employeur direct (privé et public) et l'employé. Cette situation exprime l'incertitude relative au pouvoir de décision économique dans ce domaine (comme dans celui des prix d'ailleurs). Cette incertitude reflète les conflits suscités par la « politique des revenus » à l'échelle des capitalistes privés et à celle de l'Etat, d'autant plus confuse que les intérêts des uns et de l'autre sont mélangés, parfois associés et parfois divergents (1).

Le sentiment que les « transferts sociaux » contribuent à détacher la grandeur globale de v des conditions directes

(1) Il ne faut pas en conclure que désormais les capitalistes n'ont plus aucun pouvoir économique, thèse soutenue de longue date dans certains milieux d'économistes et de sociologues. A. Touraine, par exemple, écrit « qu'il est essentiel de reconnaître que le pouvoir économique appartient aujourd'hui, non aux détenteurs privés du profit, mais aux grandes organisations, qu'elles soient privées ou publiques, alimentées bien davantage par l'auto-financement ou par des crédits publics que par des capitalistes privés qui pourraient exercer un droit de décision économique » (*Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, 1968). Mais, que sont ces « grandes organisations » ? Si le « pouvoir économique » proprement dit a un sens (ce qui est discutable), il signifie que le pouvoir politique prend des décisions conformes aux intérêts économiques des classes possédant le capital. Or, ces classes restent, nationalement et internationalement, celles du grand capital privé. Du point de vue théorique, les sources d'investissement résultent toujours, que ce soit par voie directe ou indirecte (profits, intérêts, rente ou impôts) de la plus-value créée au cours du processus de travail. Ceci ne va pas sans conflits internes constants, bien entendu.

de sa détermination (le salaire payé pour la dépense immédiate des capacités de travail) pousse la masse des salariés à revendiquer à la fois une sorte de nationalisation du revenu salarial, et en même temps une liberté de négociations, d'engagement contractuel, qui ne dépende pas d'une décision politique d'Etat. A la limite, le statut de fonctionnaire paraît enviable, dans la mesure où il garantit l'emploi et même une structure hiérarchique, c'est-à-dire une différenciation qualitative, par une échelle quantitative des salaires ; en même temps, ce statut apparaît comme une remise entre les mains de l'Etat du pouvoir de décider globalement de la grandeur des salaires. Les syndicats, défenseurs attitrés du capital variable dans sa relation avec le capital constant, oscillent ainsi constamment entre le recours à l'Etat, par voie de pression politique, et l'exigence de négociations contractuelles avec l'employeur direct. Mais dans ces tendances divergentes, ne se manifeste guère la volonté de faire disparaître le statut de salarié lui-même.

Il existe une relation évidente entre la revendication des nationalisations industrielles, c'est-à-dire de l'attribution à l'Etat du capital des grands moyens de crédit, de production et de communications, et celles d'une nationalisation du salaire. Si l'on considère le socialisme d'Etat comme un régime où la nationalisation s'étend à tous les moyens de production essentiels, c'est-à-dire aussi à tout le travail vivant, ce qui est le cas de l'U.R.S.S., on se trouve devant une situation où les fonds de salaires sont nationalisés, quelles que soient les formes d'élasticité qu'on lui conserve au niveau de l'entreprise (comme aussi au niveau des décisions d'Etat selon le plan national).

Le salariat d'Etat devient la règle, même si existent des formes semi-coopératives de rétribution comme on en trouve dans l'économie agraire ou dans le commerce. Ce qui apparaît comme une tendance dans les relations capitalistes d'aujourd'hui se manifeste ouvertement dans ce régime et élève la crise du salariat à un degré plus élevé. Une fois éliminée la politique contractuelle, c'est-à-dire l'établissement d'un rapport de force dans la détermination de v , il ne reste que deux voies pour celui-ci : ou devenir une grandeur qui sera déterminée par le plan (et l'Etat politique) sans pouvoir être négociée — ce qui assurera la permanence du régime du salariat, sans qu'on entrevoie son dépérissement — ou revenir à une négociation directe, d'ailleurs compatible avec

le caractère marchand de l'économie, mais qui ramène les rapports sociaux à une forme rapprochée de celle qui prévaut dans les rapports capitalistes.

Le rôle des syndicats, comme représentants de *v*, des travailleurs productifs de plus-value, n'apparaît ainsi pas plus facile dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme, à supposer qu'il ait liberté d'action dans ce genre de socialisme. Il leur faudra, en effet, d'abord prendre la défense d'un mode de rémunération, de salaire, qu'en principe ils se proposent d'éliminer (comme d'ailleurs l'Etat lui-même prétend le faire à long terme). Il se trouvera alors dans la même position d'infériorité que les travailleurs salariés eux-mêmes. Peut-on dire que les syndicats (ou toute autre organisation groupant les salariés) parviendraient à « monopoliser » la force de travail, conçue comme marchandise ou une prestation, à l'instar du capitalisme concurrentiel, face à l'Etat et ses institutions ? Ils essaieraient alors de maintenir de hauts salaires, de participer à la gestion directe, en réglant l'offre, en limitant la concurrence entre salariés, en accordant des secours en cas de chômage, de grève ou de lock-out. Ils parviendraient ainsi à vendre les capacités de travail disponibles au-dessus de la valeur qu'elles représentent sur le marché, sans toutefois s'attaquer aux relations qui constituent la valeur elle-même.

Toutefois, le syndicat ne parviendrait pas plus dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme à créer ce « monopole » que les régimes marchands ont précisément pour objet de rendre impossible. Tout au plus parviendra-t-il, comme dans le capitalisme, à tenter de maintenir ou de ramener le salaire à sa valeur sans prétendre imposer un prix de monopole. La coalition syndicale ne joue que pour corriger les effets les plus néfastes d'une concurrence parfaite, imparfaite, ou même coopérative, sur le marché du travail. La forme nationalisée du salariat exige donc, dans les cadres du socialisme d'Etat comme dans ceux du capitalisme d'organisation monopoliste d'aujourd'hui, une action sur les rapports de *c*, de *v*, de *pl* qui met inévitablement en cause la structure même des planifications bureaucratiques.

3. La gratuité du travail et la gratuité de la consommation.

La séparation de plus en plus visible entre le salaire direct et le salaire social conduit à se demander ce que

signifie la *gratuité* de services rendus, d'un travail exécuté, comme mode d'extinction des rapports de salariat. La question est débattue depuis les débuts du capitalisme moderne dans les rangs socialistes, mais son passage à la pratique est loin de l'avoir clarifiée. Ce qu'il a fait de plus clair, c'est de montrer l'efficacité limitée de cette procédure, et la façon dont elle parvient à tourner à l'avantage des classes possédantes et de l'Etat.

Tout d'abord, il faut établir qu'en matière de production et de consommation sociales, rien ne peut être vraiment gratuit, tout au moins si l'on conserve à ce terme le sens de : qui ne coûte rien, ou ne provient de rien. Une économie du *don* mutuel pourrait à la rigueur être conçue sous ce terme, à condition que ce qui est donné d'un individu ou d'un groupe à l'autre, soit considéré lui-même comme un don de la nature. Mais les sociétés d'aujourd'hui, quelles qu'elles soient, ne peuvent envisager pareille situation. Tout au contraire, ce qui paraissait naguère encore être un « don du ciel », l'air pur, l'eau de la mer, ou le fruit sauvage, est entré depuis longtemps dans le cycle des échanges de valeur, ce qui fait du tourisme et des « vacances » une industrie, une production de loisirs coûteux. Il faut donc entendre par gratuité : ce qui est mis à la disposition des individus, comme valeur d'usage, par une institution (Etat ou collectivité publique) qui l'a fait produire ; et pour le produire, il faut bien que cela ait coûté quelque chose d'une manière ou d'une autre. Dans certains cas, le coût peut être faible, par exemple lorsque l'entrée d'un musée est « gratuite » ; dans d'autres cas, le coût peut être élevé, par exemple, la construction de routes et d'autoroutes, ou la distribution d'aliments dont la consommation serait assez vite saturée, tels que le pain ou l'éducation élémentaire. Ce genre de services, ou consommation dite gratuite, s'est largement développé, et on a vu que les programmes récents du P.C. de l'U.R.S.S. n'envisageaient pas la disparition du salaire marchand sous une autre forme que l'extension de tels services gratuits, c'est-à-dire distribués au consommateur sans recevoir en échange une fraction du salaire direct, un équivalent valeur de l'objet ou du service distribué.

La bourgeoisie capitaliste (secteur privé) s'est longtemps opposée à cette évolution et continue à le faire, au nom de la rentabilité des entreprises et par opposition aux prélèvements sur le profit que supposent les impôts qui serviront à

payer le coût en salaires de ces services gratuits. L'Etat lui-même d'ailleurs, lorsqu'il est entrepreneur, maître d'œuvre ou investisseur, ne développe même pas la gratuité de ses services jusqu'au bout. Il s'efforce de rendre ses propres entreprises rentables en vendant les services de celles-ci au consommateur dans des conditions variables, onéreuses bien que parfois à des prix inférieurs au coût de production, les déficits étant budgétisés. En définitive, peu de services ou de biens sont totalement gratuits (au sens où les dépenses de production sont assurées par les ressources de l'Etat, c'est-à-dire des prélèvements sur la plus-value sociale). Même lorsque certains services, comme l'enseignement élémentaire, sont totalement gratuits, ils entraînent pour le consommateur des dépenses personnelles annexes (livres, vêtements, petit outillage, etc.) qui le rendent en pratique coûteux. L'extension de certains services publics comme les transports, par exemple, entraîne même la renaissance de droits de péage qui n'existaient plus (paiement pour le trafic sur les autoroutes alors que les routes sont libres de charges directes).

Du point de vue du consommateur, par conséquent, la prétendue gratuité consiste à imputer un prix de vente (qui peut être supérieur, égal ou très inférieur à la valeur, peu importe ici) pour une partie qui apparaît croissante, non au salaire personnel des individus (ou groupes d'individus tels que la famille), mais au salaire social. Cette imputation sur le salaire social peut être plus ou moins indirecte et partielle, allant d'une compensation par voie de transferts dans le cas des systèmes de sécurité sociale ou d'allocations familiales, de bourses d'études, ou de loisirs, de subventions directement attribuées de diverses sortes, jusqu'à des prélèvements par voie d'impôts budgétisés.

En somme, une *consommation* gratuite, dans tous les régimes d'échange de valeur, signifie seulement un changement dans le mode d'attribution du salaire, une partie croissante de celui-ci devenant « social », ou collectif, sous des formes variables. Il y a modification dans la structure des procédures monétaires de consommation sans pour autant que la nature des moyens de consommation, la masse de v , soit transformée. Une grande partie de v va maintenant se cacher dans les prélèvements opérés par l'Etat et les collectivités publiques, au lieu d'être mise sur le marché comme pouvoir d'achat direct des individus. Plutôt que de gratuité, il faudrait plutôt parler dans ce cas de nationalisation ou col-

lectivisation du salaire à divers échelons. C'est ce qui se produit plus ouvertement dans le socialisme d'Etat mais qui se développe de façon latente ou implicite dans le capitalisme contemporain.

Une partie de cette évolution s'explique par l'extension des services publics, gérés par l'Etat, et par les modalités techniques de la perception du coût de ces services. La multiplication des systèmes de communication et de transport, ou l'extension à une fraction croissante de la population jeune des systèmes d'enseignement élémentaire et moyen par exemple, rendent la forme collective de la consommation (c'est-à-dire aussi les ressources ou impôts budgétisés) de plus en plus nécessaire. Cette évolution n'est pas sans conséquences sur la conception générale du salaire, sur les formes de la consommation, mais tant que celle-ci est représentée par du capital variable, que celui-ci soit attribué individuellement ou collectivement, ou de façon mixte, c'est-à-dire tant que la capacité de consommation résulte d'une compensation de valeur pour une dépense de capacité de travail, c'est par un abus de termes que l'on parle de gratuité. La consommation n'est gratuite, au sens réel du mot, que si elle est détachée de toute notion de valeur, c'est-à-dire si elle échappe aux relations d'échange.

Si l'on se tourne du côté de la production, la gratuité est encore plus dépourvue de sens actuel. Or, les formes de la consommation en général dépendent étroitement des formes, du mode de la production, et des rapports de production. A supposer que l'on puisse définir en toute rigueur certaines consommations comme gratuites, il faudrait que la production elle-même le soit. Logiquement, il ne peut y avoir de consommation gratuite pour le consommateur si ce que le capital ou l'Etat consomment eux-mêmes, à savoir la capacité de travail des producteurs, n'est pas gratuit, c'est-à-dire en fait si le salaire n'a pas disparu comme tel. Même si la totalité du salaire devenait salaire social (le salaire personnel n'étant, comme on le prétend officiellement en U.R.S.S., qu'une fraction ristournée directement de ce salaire aux individus, au prorata de leur dépense de capacité de travail), celui-ci conserverait encore le caractère d'une rétribution par échange de valeur. Et on pourrait en dire autant de la rétribution coopérative. Dans les coopératives de type kolkhozien une partie croissante de la rémunération est constituée par un salaire de base, quantitativement et qualitativement dé-

terminé, mais ce qui est distribué en sus, monétairement ou en nature, peut être considéré comme un micro-salaire social, le kolkhozien participant aussi aux facilités accordées par le salaire social au sens large. La différence de statut entre la coopérative et l'entreprise d'Etat n'introduit pas de différence essentielle entre elles en ce qui concerne la gratuité de consommation, et encore moins en ce qui concerne la production.

Dans le processus de production, la gratuité de l'exercice du travail ne pourrait signifier qu'une chose : que celui-ci aurait cessé d'avoir une valeur, autrement dit qu'il cesserait d'être rétribué par un salaire, qu'il ne serait plus matière à échange, et que, par conséquent, le lien serait rompu entre la satisfaction des besoins, la consommation, et l'activité productive. Une « proportionnalité » d'un nouveau genre s'instaurerait, dont il est impossible de dire aujourd'hui quelles seraient les variables économiques, sociales et de comportement réel. Par ailleurs, une telle situation supposerait un appareil de production à très haute productivité, très flexible, et conjointement une réduction considérable du temps de travail (mesuré par un intervalle quelconque, journée, semaine, mois ou année). C'est même la réduction du temps de travail qui deviendra, lorsqu'une telle situation deviendra possible en réalité, le critère d'une transformation réelle de relation d'échange dans la sphère de la production. En effet, on doit admettre que si la couverture des besoins sociaux et particuliers ne nécessite que 3 ou 4 heures de travail journalier pour la population active, c'est ou bien que ce temps de travail très réduit sera compensé par un salaire nécessaire, suffisant pour assurer les besoins d'une vie complexe et développée, et que la masse du temps travaillé ne suffira plus à produire une plus-value suffisante pour assurer l'accumulation par les moyens traditionnels (achat et vente de capacité de travail) ; ou bien que cette réduction qualitativement décisive ira de pair avec un éclatement des relations d'échange de valeur, et leur remplacement par un système de répartition à la fois soustrait à l'emprise de ces relations d'échange et à la dictature distributive de l'Etat.

De toute façon, il est inadmissible d'assimiler aujourd'hui l'extension du salaire social ou des services publics dits gratuits à une « norme communiste de distribution », comme le font les économistes de l'U.R.S.S., dont il suffira de pren-

dre Stroumiline comme exemple (1). « La conception, écrit-il, selon laquelle le principe du paiement des biens a un caractère universel et indivisible, ce qui rendrait impossible son atténuation par voie graduelle, équivaut à nier dans l'absolu toute possibilité de solution du problème... Chaque année des quantités croissantes de biens sont distribuées dans notre pays sur la base des exigences socio-culturelles sous forme gratuite, et pourtant il ne se profile aucune menace de déséquilibre dans notre économie planifiée. Il est particulièrement important de souligner que ces biens, qu'ils soient distribués sous forme monétaire ou de services, sous forme de pensions, de bourses d'étude ou d'enseignement et d'assistance sanitaire gratuite, sont toutefois mesurés non au travail exécuté, mais aux *besoins* de la population. Autrement dit, si le principe socialiste « à chacun selon son travail » prévaut encore dans la sphère de la production, dans la sphère des services sociaux et culturels s'affermir et s'élargit constamment le rayon d'application du principe communiste de la distribution ».

Citant différentes statistiques, Stroumiline conclut que « la proportion des fonds de consommation distribués sur la base des besoins croît plus rapidement que la proportion distribuée sur la base du travail. Le phénomène révèle une augmentation graduelle des éléments du communisme dans le domaine de la distribution... Ces principes distributifs, bien que différents et agissant simultanément dans notre système planifié, ne s'opposent pas l'un à l'autre, mais contribuent au contraire, chacun dans son domaine d'application, à la réalisation d'objectifs communs... » D'après lui, peu à peu, c'est le luxe qui sera tributaire du salaire-travail personnel, tandis que le « minimum indispensable » serait imputé aux fonds sociaux. « Le système, sous les premières formes où il assure le « minimum indispensable », ne violerait pourtant pas le principe du calcul économique ni les exigences du stimulant économique au travail. Tous les moyens de subsistance seraient comme avant réalisés sous forme de l'échange équivalent, avec cette seule différence que toutes les facilités concédées aux consommateurs seraient réintégrées aux fonds de consommation sociale. La circulation des marchandises, sous forme monétaire ou de crédits, continuerait à remplir sa fonction.

(1) Cf. *Na putiach postroennya Kommunizma*, Moscou, 1959. (Traduction italienne, *Il passaggio dal socialismo al comunismo i la prospettiva dell'economia sovietica*, 1961.)

Comme avant, la rémunération individuelle serait calculée en heures et en roubles de travail rétribué dans les coûts sociaux de production. Seulement son incidence sur ces coûts se réduirait progressivement par rapport à la partie destinée aux fonds de consommation sociale. »

Cette dernière phrase donne ingénument la clé de tout ce qui précède, et qui n'est que supercherie. Les fonds de consommation sociale, soi-disant gratuits, d'où viennent-ils en effet ? Car il faut bien qu'ils viennent de quelque part, que ce soit par voie de taxe, d'impôts, de prélèvements quelconques. Ils ne peuvent provenir, à leur source, que de la plus-value créée à partir des valeurs inscrites dans les coûts de production, c'est-à-dire de la dépense de capacité de travail du salarié. Autrement dit, le « salaire social » n'est nullement l'équivalent d'un bien ou d'un service gratuit ; c'est une partie de la plus-value lorsque celle-ci est accaparée directement par l'Etat (c'est justement pour cela qu'on a supprimé les impôts directs en U.R.S.S. au profit des taxes sur le chiffre d'affaires et les profits), qui se trouve en effet redistribuée partiellement sur des critères autres que ceux de la quantité de capacité de travail dépensée par les individus. Mais cette forme de gratuité, c'est-à-dire de services collectifs, reste tributaire d'un régime d'échanges de valeur pour l'ensemble de la société, et se trouve d'ailleurs très inégalement accordée, les privilégiés sociaux se taillant, là comme ailleurs, la part du lion.

Ce que Stroumiline décrit, c'est un processus auquel les rapports capitalistes eux-mêmes sont de plus en plus soumis. Que l'on appelle « fonds d'accumulation » ce que les autres appellent plus-value ou profit, ne change pas grand-chose à ce processus. Les rapports capitalistes eux aussi s'altèrent dans le sens d'un accroissement des charges budgétaires consacrées à des services publics plus ou moins « gratuits » comme c'est le cas en U.R.S.S. Le fait que l'Etat, et même les grandes sociétés capitalistes privées, puissent opérer un glissement de plus en plus significatif du salaire personnel au salaire social, ne signifie rien du point de vue de la disparition des relations d'échange caractéristiques du salaire. Par contre, il est vrai que cette évolution revêt une grande importance pour faire prendre conscience aux salariés du caractère tout relatif des relations de dépendance envers le produit direct de leur travail auxquelles ils sont soumis. C'est en ce sens que le problème de la « gratuité » révèle une face signi-

ficative de la crise du salariat. Quant au caractère plus ou moins graduel ou progressif de ce changement, il est justement soumis au rythmes généraux de tout processus de ce genre, qui est de conduire à une crise, c'est-à-dire à une rupture d'équilibre de structure. La distinction entre salaire personnel et salaire social implique alors une opposition entre travailleurs salariés et bureaucratie d'Etat.

4. *Dissociation du salaire, du travail et du rendement.*

Si l'on veut comprendre les formes présentes des symptômes d'une dissolution du salariat de l'époque capitaliste classique, c'est à de précédentes phases de transition qu'il faudrait se reporter, plutôt que d'introduire de simples variantes à l'analyse du salaire classique, ou des modifications du rapport entre éléments du salariat classique. La dissolution du salariat résulte moins, en définitive, d'un essai d'abolition par décret révolutionnaire ou législation en forme à partir du monde bourgeois ou pré-socialiste, que d'une adaptation progressive et heurtée à de nouvelles formes de propriété et aux nouveaux rapports de production qu'engendre la crise du capitalisme et du socialisme d'Etat eux-mêmes. Bien entendu, l'analogie historique doit être replacée dans le cadre des structures d'ensemble à différentes époques, mais la dissolution du servage dans le salariat naissant (en Europe) par exemple, montre assez comment la dissolution du salariat peut s'opérer dans des rapports qui s'instaurent à leur tour dans la violence, les guerres et les conflits nationaux et entre classes, dans un bond formidable de l'appareil productif et une croissance démographique considérable. Les formes juridiques, la législation poussée au détail et serrée dans lesquelles s'enferme la vie économique de cette période ne suffisent pas, si l'on considère les cinquante dernières années, à fixer de nettes étapes à la métamorphose du salariat. En tout cas, guère plus que les règles, coutumes, concessions, franchises multiples et confuses juridictions qui ont vu peu à peu le statut de l'esclave, propriété personnelle du maître, machine à travail pour lui homme libre, remplacé par les liens du servage qui unissent le paysan au Seigneur par l'intermédiaire de la terre.

Cette longue révolution a substitué l'ancien rapport de forces par une sorte de contrat, dans lequel le seigneur, maître de la terre, assure au tenancier l'usage de cette terre pour

qu'il la travaille en l'y attachant (1). Ce régime qui entre dans les relations générales qualifiées plus tard de féodales, assure en même temps, peu à peu, la diffusion de rapports de salariat (en nature le plus souvent) soit pour les artisans des bourgades ou villages soit pour les journaliers de la terre « sans feu ni lieu », à demi-vagabonds, main-d'œuvre saisonnière qui vit à la marge du servage ordinaire.

Ainsi, le contrat du travailleur « libre » du XIX^e siècle, qui ne dispose que de sa personne (plus ou moins énergique, capable et instruite) prend le tour d'un engagement collectif qui lie des masses d'ouvriers ou d'employés à des groupes de patrons, voire au patron collectif suprême, l'Etat. Cette transformation est liée à des modifications substantielles de la propriété capitaliste, à l'extension des secteurs publics, à l'accroissement de la population active, à la diminution accélérée de l'importance de la population agricole. Comme les éléments pré-capitalistes (non salariaux) subsistaient dans la société capitaliste, malgré la domination générale du capital industriel et bancaire, les éléments salariaux hérités du capitalisme libéral persistent dans les rapports pré-socialistes qui s'étendent dans la première moitié du XX^e siècle, non plus seulement en Europe, mais sur les cinq continents.

Un élément nouveau s'introduit toutefois aujourd'hui dans l'examen des formes d'une dissolution du salariat classique : la volonté délibérée, programmatique, d'accélérer cette dissolution et de la mener à son terme. Cet élément est nouveau en ce sens que l'extension du salariat capitaliste s'était opérée de façon quasi-moléculaire, sans prévision d'ensemble, alors que le mouvement socialiste prétend organiser la disparition des rapports de salariat, à partir des rapports du socialisme d'Etat ou du néo-capitalisme, selon un plan et des mécanismes

(1) « De plus en plus, au lieu de faire cultiver le sol par les esclaves, on prend l'habitude de le distribuer à des colons, à des cultivateurs libres ou semi-libres, qui en sont comme les fermiers ou métayers, se succèdent de père en fils, et disposent de leurs lots moyennant redevances ou corvées... Les anciennes distinctions du droit classique entre libre et non-libre s'estompent. L'esclave devient un serf et, dans la pratique, il ne diffère guère que par des spécifications théoriques de l'ouvrier inférieur. Les traces de la servitude originaire iront s'effaçant de siècle en siècle, et le contrat, d'abord viager, puis héréditaire, qui attache le travailleur au propriétaire du fonds concédé, fait la loi des rapports de l'homme qui cultive et de l'homme à qui appartient le lot cultivé. Contrat perdu le plus souvent, et remplacé communément par la coutume. Contrat qui institue non un salaire... mais une jouissance sur la tenure concédée moyennant des redevances et des services. » J. Calmette, *Le Moyen Age*, 1948, p. 130.

orientés consciemment. Ne soyons pas toutefois trop dupe du mot « consciemment ». Les capitalistes éclairés qui ont fait le monde moderne prétendaient à leur manière agir « consciemment », en faveur du peuple entier, à qui ils apportaient des possibilités d'emploi et des salaires rendus indispensables par les nouveaux modes de production. Les administrateurs du socialisme d'Etat peuvent bien, eux aussi, être persuadés qu'ils font le bonheur du peuple tout entier en redistribuant des salaires sociaux, indépendants du travail fourni, qui prennent une place croissante dans le revenu consommable des salariés. Il n'est même pas certain qu'en dépit d'une conception compréhensive du plan, qui englobe les fonds de salaires, et de balances de l'économie nationale qui tiennent compte au premier rang des taux de profit et d'accumulation, les administrateurs de l'U.R.S.S. soient beaucoup plus « conscients » que les capitalistes de ce qu'ils font. Quand Stroumiline (qui n'est ici qu'à titre d'exemple) soutient que la soi-disant gratuité des services sociaux équivaut à une forme communiste de la distribution, il croit voir un Eden tout proche, alors qu'il décrit seulement un mode de gestion qui est celui de l'armée, où chaque soldat peut s'imaginer qu'il mange, dort et s'habille gratuitement.

L'illusion ne vient pas seulement de la forme marchande subsistante des relations économiques que Stroumiline associe à la disparition du salariat personnel, sans s'expliquer sur le genre de liaison qu'est cette association, mais du fait que cette forme implique la monnaie, l'argent, comme *équivalent* général, comme valeur suprême. Il ne dépasse pas à cet égard les illusions de Proudhon que Marx avait si vigoureusement critiquées sans guère parvenir à en empêcher la propagation. Le « Crédit Gratuit », panacée proudhonienne, c'est justement, en fin de compte, ce que proposent les économistes de l'U.R.S.S. sous forme d'accumulation de profit redistribuable gratuitement en totalité contre une fraction de la valeur de ce profit attribué comme salaire personnel. Marx remarquait à juste titre que Proudhon faisait ainsi commencer la révolution sociale par la circulation ou par l'argent et la monnaie. Les néo-capitalistes font de même aujourd'hui à leur manière, en masquant le même fait : que l'argent à crédit est un crédit que les salariés font au capital, c'est-à-dire que les exploités renforcent leur propre exploitation. En

1858, Marx s'interrogeait à ce sujet (1) : « il faudrait rechercher (ce qui revient à soulever la question générale) si les diverses formes modernes de l'argent, telles la monnaie métallique, le papier-monnaie, la monnaie de crédit, et la monnaie-travail (qui serait une forme socialiste) pouvaient avoir la même efficacité, si l'on abolissait en elles le rapport de production qui exprime l'argent. Enfin, n'est-ce pas une revendication contradictoire en elle-même que de vouloir surmonter des conditions substantielles en modifiant formellement un rapport ? Certes, telle forme de l'argent peut, mieux qu'une autre, répondre aux nécessités de tel niveau de la production sociale et en éliminer certains inconvénients. Mais tant qu'elle reste une forme de l'argent et tant que l'argent reste un rapport essentiel de la production, aucune de ces formes ne peut abolir les contradictions inhérentes au rapport monétaire lui-même : elle ne peut que les reproduire sous une forme ou sous une autre. *Aucune des formes du travail salarié ne peut effacer les maux du travail salarié, bien que telle forme puisse pallier les inconvénients de telle autre* (2). » Marx répète cela cent fois, dix ans plus tard, dans *le Capital*.

En U.R.S.S., les conditions monétaires reproduisent parfaitement le niveau des forces productives et les rapports de production : forts investissements d'Etat directs, impôts prélevés sur la production étatisée, très faibles prêts bancaires, emprunts et épargne personnelle très faible, crédit à la consommation insignifiant joints à une forte production d'or et à un marché intérieur de faible intensité. Les rapports du salariat socialiste, avec un fort accroissement démographique, pénurie de biens et services et productivité insuffisante, restreignent les fonctions monétaires, malgré la pression en sens inverse du Ministère des Finances. Or, le niveau des forces productives, inévitablement lié à la forme des rapports de production, est encore dans le socialisme d'Etat tel qu'il ne permet pas une productivité assez élevée pour permettre substantiellement à la fois une réduction réelle des heures travaillées à un nombre très inférieur à celui que pratique le capitalisme (de 3 à 5 heures par jour ouvrable par exemple), et une mise à la disposition de la consommation de biens et services suffisamment abondants, variés et facilement renouvelables pour qu'ils justifient une

(1) Dans les *Grundrisse*.

(2) Souligné par moi.

rupture radicale entre la capacité de travail dépensée et les capacités de consommation de la population. Autrement dit, la composition organique de l'industrie et du capital reste encore tributaire de pénuries de toutes sortes qui bloquent le système d'échanges à un niveau où il ne peut guère apparaître comme autre chose qu'une exploitation mutuelle.

Les tendances à la très haute productivité, manifestes cependant dans le capitalisme contemporain comme dans certains domaines du socialisme d'Etat, restent en définitive la clé d'une évolution possible vers la dissolution des rapports fondamentaux du salariat. On peut alors se demander ce qui arriverait lorsque l'accroissement de productivité atteindrait une grandeur *démesurée* c'est-à-dire sans commune mesure avec la valeur créée par l'effort humain.

En d'autres termes, qu'arrive-t-il lorsque la part des salaires dans la production tend vers 0 ? La question n'est nullement théorique et commence à se poser pratiquement au moins à titre de symptôme. La tendance existait déjà depuis le début du XIX^e siècle mais elle s'est accentuée au cours des vingt dernières années, Supposons que les salaires représentent pour diverses branches de production des proportions décroissantes du coût (supposons pour simplifier qu'il s'agit du coût de production, du prix de revient ordinaire) :

Industrie	Part des salaires
A	90 %
B	50 %
C	20 %
.	.
.	.
.	.
Y	8 %
Z	1 %
n	→ 0

Il y a une distinction à faire entre : 1) l'unité de production choisie (atelier, usine, ferme, bureau, ou firme, ou branche d'industrie A, B, etc.), et 2) l'ensemble de la production sociale pour lequel existe un pourcentage moyen de coût de la main-d'œuvre (et en faisant abstraction du commerce extérieur).

Pour la branche Y, $v = 8\%$. Mais l'outillage de Y qui a été construit ailleurs, en A', a pu exiger 20 ou 50 % de v

en A'. Par conséquent, dans l'outillage de A seront contenus les 20 ou 50 % de v , en A', qui entreront dans le coût de production de Y, au titre d'outillage acheté à l'extérieur. De même pour les matières premières, qui peuvent être traitées automatiquement en Y sans intervention de main-d'œuvre, donc sans accroissement de valeur, mais qui ont pu être fournies par A'' où elles auront nécessité le versement de salaires plus importants.

On aura donc :

$$\left. \begin{array}{l} A' = v \ 50 \% \text{ p. ex.} \\ A'' = v \ 60 \% \text{ p. ex.} \end{array} \right\} \begin{array}{l} Y \\ c = 60 \% \text{ p.ex.} \\ \text{dont } v \ 20 \% \text{ p. ex.} \end{array}$$

Z

Si Σ = production sociale, v = moyenne de cette Σ . Du A

cas 1) (unité de production déterminée) l'analyse *globale* ramène donc au cas 2), à la production sociale dans son ensemble. Les valeurs v créées en Y ou Z peuvent être très faibles, mais les prix de la production de Y ou Z, et par suite de pl produit, seront très élevées dans leur masse, parce que la *productivité* aura été considérablement accrue. Mais pour la société entière, la productivité n'atteindra pas un niveau aussi élevé, puisque les branches de production A, B, C qui fourniront les matières premières, l'outillage ou les transports à Y et Z nécessiteront une proportion de salaire beaucoup plus élevée. La tendance à la chute de v vers 0 dans *certaines* entreprises particulières est compensée par le maintien de v à une proportion élevée, et quelquefois croissante, dans d'autres entreprises. Le coût croissant de la gestion, par exemple, contribue à maintenir v élevé.

On a supposé v constant pour la société. Mais en fait, la population active a tendance à s'accroître, pour des raisons démographiques. La masse des salaires distribués croît donc dans les pays en voie d'industrialisation ou déjà industrialisés. Les valeurs sociales, les dépenses de travail humain, sont donc croissantes en définitive malgré l'accroissement considérable de la productivité à l'échelle sociale ou dans des cas particuliers.

Mais peut-on faire l'hypothèse de v décroissant dans le produit *social*, et non plus particulier ? Certainement, on peut faire cette hypothèse, et c'est d'ailleurs la seule voie dans

laquelle on puisse envisager en fin de compte la dissolution du salariat, c'est-à-dire de v . Autrement dit, la disparition progressive de v dépend de l'élévation croissante des niveaux de productivité difficiles à fixer aujourd'hui, notamment pour des raisons démographiques ; cette disparition entraîne la disparition de la création de valeur, du régime et de la loi de la valeur — but avoué du socialisme, qui ne peut en avoir d'autre.

Dans un schématisme très simple, la chose est assez claire : la part de v dans la production sociale devient si faible par rapport aux biens d'usage et de production produits qu'elle devient négligeable. Le *temps* consacré à la production par le travail humain est donc ramené à peu de chose. La *valeur* produite, le travail humain, est incorporé dans le produit final en quantité et proportions si faibles qu'il ne joue presque plus aucun rôle comme *travail*. Ce que le travailleur à « temps partiel » prévisible reçoit comme salaire devient si peu de chose par rapport à ce qu'il reçoit comme partage sur le produit social, qu'il cesse d'être un travailleur, à proprement parler, d'être mesuré par v , de n'avoir de valeur que par v et de ne créer de valeur qu'en v . Il ne crée pas de *valeurs* d'échange. Il crée des biens d'usage, des valeurs d'usage si l'on veut, dont la mesure sera loin d'être faite seulement en termes de temps de dépense de capacité de travail, puisque cette dépense ne représentera plus qu'une minime partie de la valeur d'usage que les biens représenteront pour la communauté.

C'est donc la *productivité sociale*, qui reste le critère décisif d'une disparition du salariat, et pas seulement la disparition de la propriété privée. Cette disparition ne peut être qu'une des conditions d'une élévation considérable de la productivité. C'est l'élévation de la productivité qui est le critère du succès du socialisme, s'il parvient sur ce terrain à dépasser *de beaucoup* le capitalisme. Marx, Lénine et Trotsky n'ont jamais vu les choses autrement.

Il ne suffit pas que le salaire ait changé de forme, qu'il ne résulte plus d'un échange identique à celui qui a lieu dans les rapports capitalistes, pour qu'il disparaisse vraiment du régime social. Il faut qu'il ait « déperî », comme l'Etat lui-même et bien d'autres choses. Si l'instauration de rapports socialistes et communistes suppose la « gratuité » progressive des biens de consommation, ce sera pour d'autres raisons que celles alléguées par Stroumiline, ce serait parce que

ceux-ci auront peu à peu perdu toute « valeur », et non autrement. La gratuité à l'échelle sociale ne peut se décréter, puisque l'Etat la compense par les impôts c'est-à-dire aux frais de la plus-value.

Lorsque les critiques du socialisme, comme Von Mises, parlent de l'impossibilité du socialisme sous prétexte qu'en l'absence de marché libre et de propriété privée, le « calcul économique » est impossible, que l'on ne peut calculer les salaires (assimilés par lui au prix marginal du travail) puisqu'en général on n'a plus de base d'échange réelle pour fixer les prix sans lesquels il n'y aurait ni calcul, ni équilibre économique, il passe à côté de la question. Aussi bien traite-t-il avec négligence la productivité et l'accroissement de la composition organique du capital.

Pourtant, réduite à son principe, la conception marginaliste du salaire elle-même n'est pas un obstacle à l'évolution que nous venons d'indiquer. Cette conception ne permet pas l'analyse réelle du salaire dans un régime producteur de valeurs-marchandises. Mais elle fournit un schéma « phénoménologique » qui n'entre pas en contradiction avec la tendance de v vers 0, si on le pousse à bout. En effet, que se passe-t-il pour l'entreprise où v représente par exemple 1 % du coût de production ? Les marginalistes, il faut le remarquer, ont raisonné à une époque d'industrie à gros emploi de main-d'œuvre et à marché du travail abondant, d'où l'élasticité propre à leurs courbes d'offres et de demandes. L'ouvrier marginal qui fixe le taux du salaire marginal n'est concevable que dans un marché d'une élasticité presque parfaite. Mais supposons un coût de production *quasi inélastique*, incompressible et minimum en ce qui concerne v . Ce n'est pas un cas impossible. Il est presque atteint aujourd'hui dans certaines entreprises hautement automatisées ; v , et même pl , y représentent si peu de chose par rapport à c que l'entrepreneur est lui-même disposé à considérer v comme un coût fixe dans son entreprise, c'est-à-dire qu'il paye des salaires mensuels à tout le monde, et qu'il donne l'illusion d'incorporer ainsi v à c dans sa comptabilité. Comment le calcul marginal est-il possible dans cette entreprise ? A la limite, on ne peut ajouter un ouvrier (qui accroîtrait le coût de production inutilement) mais on ne peut non plus en retrancher un, quel que soit par ailleurs l'état du marché du travail, car sans le nombre existant, réduit à un minimum, l'entreprise ne fonctionne plus. On peut même faire l'hypothèse de l'unité de produc-

tion *sans ouvrier*, c'est-à-dire où $v = 0$. Si $v = 0$, il n'y a ni salaire, ni salariat. Le salarié marginal est devenu une simple limite, au sens mathématique.

Mais ce qui est possible pour une unité de production déterminée l'est-il aussi pour la production sociale, pour le système de production total de la société ? La suppression totale de v signifie la disparition des valeurs, du travail producteur de valeur mesuré par la valeur. Mais cela ne signifie-t-il par aussi la suppression de tout travail humain, *créateur de valeur ou non* ? Cela ne signifie-t-il pas la stagnation, et non l'accroissement de la productivité et l'élargissement de la production sociale ? Que cela suppose la disparition du travail *en tant que travail salarié* (activité contre salaire), c'est certain. Mais cela ne suppose nullement la disparition de *l'activité humaine* créatrice de biens et de service manuellement et intellectuellement, corporellement, en un mot conformément à la nature de l'homme.

Les « biens » eux-mêmes prendront d'ailleurs le sens de services, autrement dit de fonctions d'usage. Globalement, la société devra disposer d'un résidu, d'un minimum d'activité productrice, inventive et créatrice, notamment dans le domaine scientifique. L'entretien, le développement et la modification de l'espèce humaine ne demandera en activité directe, contrôlée socialement, en activité de « travail direct », qu'une proportion infime comparée à ce qu'ils en exigent actuellement, dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme. L'activité *pour* la société ne représentera plus qu'une proportion de l'activité *grâce à la société*, c'est-à-dire l'activité libre, mobile et polyvalente. Pour fixer les idées, on peut admettre qu'une journée d'activité sociale limitée à 2 ou 3 heures par jour suppose une mutation qualitative aussi profonde que celle dont nous parlons. La productivité en régime communiste implique une récession *absolue* du temps de travail nécessaire, dans la journée et dans l'année comme dans la vie, et non une diminution *relative* comme c'est le cas dans le capitalisme et le socialisme d'Etat. Avec la diminution du temps de travail nécessaire commence la diminution de la plus-value et s'esquisse la disparition du salariat échangiste.

Dans les conditions présentes, comment peut-on considérer l'inélasticité croissante de la masse des salaires, qui va d'ailleurs de pair avec leur fractionnement horaire hiérarchique de plus en plus minutieux, lui-même contredit par la tendance à la « mensualisation » ? Cette inélasticité s'observe

indiscutablement dans l'économie de monopoles capitaliste et dans l'économie socialiste d'Etat. Les fonds de salaire deviennent pour l'entreprise, la firme, même, ou la branche d'industrie, *des quantités constantes par périodes déterminées* (pratiquement un an aux U.S.A. et en U.R.S.S. dans certaines industries, selon des mécanismes différents). Dans ces conditions, le salaire peut-il être encore considéré comme capital *variable* (au sens de Marx) (1) ?

Cette tendance du salaire modifie son élasticité, sinon les fluctuations de son pouvoir d'achat ; le salaire entre comme une quantité invariable et prévue dans le coût de production. L'entrepreneur ne peut donc plus élaborer ses prix ni ses profits en tablant sur l'élasticité des salaires, sur leur fluctuation pendant une période donnée. La relation salaires/production (de l'entreprise) reste variable, mais c'est la masse des salaires qui tend à devenir constante. La productivité peut s'accroître énormément avec un capital variable devenu quasi fixe. A l'inverse, elle peut rester égale avec des modifications prévues dans le capital variable. Il y a donc une modification de la fonction du salaire par rapport à la direction économique, étant donnée sa rigidité croissante, et d'autant plus que l'entreprise est plus vaste. A la dimension de l'Etat, il est tout à fait clair que le plan suffit à donner aux fonds global et partiel des salaires la forme d'un élément constant des prix (de revient, de production, commerciaux, ou de marché).

(1) Pour la France et l'Europe occidentale on trouve des données récentes dans les travaux suivants : *Les systèmes de liaison des salaires à la production, au rendement et à la productivité dans les industries de la communauté*, Luxembourg, 1962 ; M. Bolle de Bal et C. Dejean, *Le salaire à la production*, Bruxelles, 1965 ; M. Bolle de Bal, *La vie de l'entreprise : suppléments de rémunération et participation ouvrière*, Bruxelles, 1967 ; Données statistiques sur l'évolution des rémunérations salariales de 1938 à 1963, *Etudes et conjoncture*, Paris, août 1965 ; Répartition des travailleurs selon leur mode de rémunération, *Revue Française du Travail*, juin 1961 ; D.J. Robertson, *The economics of wages and the distribution of income*, Londres, 1961 ; J. Romeuf, *Salaires et revenus du travail en France*, 1964, Paris ; *Structure des salaires et divers aspects du revenu salarial, comparaison internationale*, Paris, Braec, 1965 ; *Salaires et mobilité de la main-d'œuvre*, Paris, O.C.D.E., 1966 ; Le budget social de la nation de 1962 à 1964, Paris, *Statistiques et études financières*, juin 1964 ; E. Pippi, *De la notion de salaire individuel à la notion de salaire social*, Paris, 1966 ; F. Sellier et collab., *Contribution à l'étude des mouvements et glissements de salaires au niveau d'entreprises*, Aix-en-Provence, 1966.

Mais qu'en est-il du point de vue du salarié ? Marx appelle le salaire capital *variable*, non pas seulement en raison du fait que son montant est une quantité variable au cours du cycle économique annuel, qu'il peut et doit être contracté ou élargi selon les commandes et la vente prévisible à court terme (c'est-à-dire conserver une élasticité qui permet de conserver un rapport constant production/salaire), mais surtout parce qu'il s'agit de la fraction du capital qui s'échange contre du travail humain, vivant, lequel se mesure par des durées extensibles de temps ; c'est cette élasticité qui permet de régler l'emploi, c'est-à-dire le volume des salaires, en fonction du profit à retirer de l'entreprise par la mise en œuvre de l'autre fraction du capital productif : les moyens de production. Autrement dit, le capital *variable* n'est tel que parce qu'il est en relation immédiate avec la *plus-value*, ou plutôt qu'il en est indissociable. Les prévisions en matière de plus-value sont estimées à partir de frais fixes (et d'abord d'investissements en capital fixe), puis de frais variables, qui sont la source de la plus-value, puisqu'ils représentent la fraction du capital échangée contre le temps de travail.

En tant qu'éléments du coût, le capital fixe et le capital variable sont donc de nature, de qualité différentes et opposées. Cette différence ne réside pas dans la plus ou moins grande élasticité ; les variations de volume ne sont que l'aspect superficiel de la chose. Les frais « fixes » peuvent eux aussi varier (par exemple, le prix des matières premières ; l'outillage peut aussi coûter plus ou moins cher, notamment en période d'inflation, l'intérêt de l'argent investi est aussi variable). Mais ces coûts qui peuvent donc être aussi variables, sont *fixes* en ce qu'ils ne s'échangent monétairement contre rien ; leur façon de varier à longue échéance, c'est l'usure, la dépréciation, c'est-à-dire la nécessité d'être amortis. Le travail humain, au contraire, doit être immédiatement rémunéré monétairement (salaires), et comme tel, il est soumis à des fluctuations plus rapides que le capital constant ; mais de plus sa grandeur est en relation directe avec la production de plus-value.

Dans ces conditions, si le salaire entre comme un élément de plus en plus rigide du coût, jusqu'à être parfois considéré comme frais fixes, cela ne signifie pas que le salaire soit assimilable au capital constant, comme élément du coût. Du point de vue purement comptable, dans le bilan (ou le plan) il peut bien en être ainsi ; le fonds des salaires x , prévu inva-

riable pour un an, par exemple, entrera comme élément fixe de calcul des prix de revient, de vente, etc... et finalement comme élément fixe du revenu et du bilan national. *Cela permettra de planifier aussi les profits*, comme cela a lieu dans le plan soviétique, même à l'échelle de l'entreprise (et par conséquent d'abord de planifier la plus-value à produire). Mais cela ne modifie pas la différence de nature qui existe entre les deux fractions du capital, qu'il s'agisse des régimes capitalistes de monopoles ou du socialisme d'Etat. La fonction seule est différente. Quelle que soit l'élasticité des salaires, il s'agit toujours de cette fraction du capital qui s'échange contre du travail vivant, et dont la grandeur est en relation directe avec la grandeur de la plus-value produite (1).

Tout simplement, si le fonds des salaires devient une quantité fixe (dans une certaine marge pratique, évidemment) pendant une certaine période, cette relation deviendra stable elle aussi. Dans le cadre d'une production par monopole et de marchés plus ou moins réservés et contrôlés, le capital ne peut que trouver avantage à cette stabilité, qui permet d'écarter dans une certaine mesure les aléas de fluctuations imprévues des salaires ; et par suite des profits. La clé de cette modification, c'est *le changement de structure des marchés* ; l'intervention de l'Etat et des plans à longue échéance joue ici un grand rôle. Dans le socialisme d'Etat, l'avantage est encore plus évident. La structure des salaires est donnée avant l'emploi ; la structure des profits est planifiée et n'a plus qu'à être appliquée. La rigidité des fonds de salaires empêche l'inflation, garantit les profits, et garantit la distribution de ceux-ci, soit en investissements productifs, soit en consommation improductive, ou en pur gaspillage et dépenses de luxes de couches dirigeantes supérieures.

(1) C. Danéo, critiquant un ouvrage de Marcuse (*Rev. Intern. du Socialisme*, août 1967) écrit que « si Marcuse ne fait pas sienne la fameuse position de S. Mallet selon laquelle on assiste aujourd'hui à la transformation du capital variable en capital constant (c'est-à-dire l'identification du travail mort au travail vivant), une position assez semblable est cependant implicite dans son discours ». Ce serait en effet confondre deux choses : la tendance du salaire à devenir un coût fixe dans l'entreprise (quelquefois proche d'un minimum incompressible, surtout lorsque le processus est automatisé), et la tendance à transférer aux machines une partie croissante des opérations réalisées par les hommes (aussi par suite de l'automatisation croissante). Ils confondent ainsi deux mesures différentes, le rapport entre c et v , et le rapport entre v et pl .

Quant à la hiérarchie ou éventail des salaires, différentes modifications interviennent qui peuvent en changer le sens. Marx n'en disait que peu de chose, car l'échelle des salaires réels n'importe pas à sa déduction. Il lui suffisait d'admettre que le travail complexe, comme multiple du travail simple, comportait toujours un accroissement de valeur. Pourtant, « l'éventail », le phénomène descriptif, est devenu un *fait structurel*, et comme tel sa signification change. Des statistiques (distribution) de salaires qui pouvaient être considérées comme une description locale et passagère de l'échelle, s'expliquaient par deux conditions : 1. les conditions du marché du travail, c'est-à-dire l'état de l'offre et de la demande selon la situation d'une industrie, d'une entreprise, d'une période, etc., et 2. les conditions (liées aux précédentes) de qualification (travail complexe) plus ou moins élevées de la main-d'œuvre formée et disponible. En somme, le taux différentiel des salaires dépendait des mêmes paramètres que les prix, et pour les mêmes raisons : c'est que les uns et les autres sont l'équivalent monétaire de la valeur d'une marchandise. Le salaire est le prix de l'usage d'une capacité de travail, et c'est tout. Sa grandeur moyenne (nominale et réelle) dépend de la grandeur du profit et des prix ; mais sa grandeur relative dépend de l'état qualitatif des capacités de travail, et de l'état du marché du travail, des quantités offertes et demandées. Dans ces conditions les écarts hiérarchiques de salaire dépendent *indirectement* seulement de la valeur de la capacité de travail.

Aujourd'hui, ces conditions tendent à se modifier. La hiérarchie exprime un fait structurel nouveau, dans lequel s'exprime une certaine forme d'exploitation mutuelle. Ceci peut être mis en évidence dans les pays capitalistes occidentaux, mais s'observe encore mieux dans les socialismes d'Etat. Il en résulte que les hiérarchies peuvent être remaniées selon des exigences d'équilibre d'exploitation qui n'ont plus grand-chose à voir avec la valeur du travail « nécessaire ».

Marx met la hiérarchie des salaires en relation avec la division manufacturière du travail (*le Capital*, L. I, 4^e section, Ch. XIV, § IV). Et cette division elle-même dépend aussi de la variété des capacités et habiletés, de la qualification. Selon lui, « la manufacture crée une hiérarchie des forces de travail à laquelle correspond une échelle graduée des salaires ». Les opérations partielles, dues à la division du travail, sont adaptées « à cette hiérarchie d'habiletés et de spécialités natu-

relles, et acquises », définitions reprises à Ure. Les deux degrés élémentaires de la hiérarchie sont les travaux *qualifiés* et *non qualifiés*, les premiers se distinguant surtout par la nécessité d'être appris : c'est l'apprentissage (mesuré par la durée), qui crée un potentiel de valeur supplémentaire pour le travail qualifié. Ces relations générales entre hiérarchie des salaires et hiérarchie des capacités restent fonctionnelles dans la mesure où les deux hiérarchies dépendent de la loi de la valeur : pour les salaires, c'est-à-dire le prix du travail nécessaire, cela va de soi ; pour les hiérarchies des capacités, c'est pareil, puisque les capacités (habiletés et spécialités) sont constitutives de la force de travail. Il ne s'agit donc pas même de deux hiérarchies en correspondance : c'est la même échelle exprimée en éléments différents (qui se transforment les uns dans les autres). Vers 1850-60, Marx n'indique qu'en passant le sens de la *hiérarchie* des salaires. A l'époque (où les données statistiques sont presque inexistantes ; il n'y a pas de statistiques des salaires dans *le Capital*), les *fluctuations* des salaires sont moins difficiles à expliquer que leur fonction, à laquelle Marx s'attache. Mais un siècle plus tard, les choses ont changé, à la fois dans le régime russe, dans les pays d'Occident et dans les anciennes colonies. La hiérarchie des salaires, de conjoncturelle et fonctionnelle, a tendance à devenir *structurelle*. Comme structure (en partie institutionnalisée, notamment par l'instauration de minima nationaux fixés dans la loi), l'ensemble des salaires prend la forme d'une échelle qui ne correspond plus, ou de moins en moins, à la valeur du travail effectué, et qui peut alors être manipulée en dehors de celle-ci. C'est un des côtés par lesquels la loi de la valeur s'affaiblit, et ceci à l'Ouest comme à l'Est. La marge de l'échelle, et son ordre, suivent bien en gros la hiérarchie des travaux moins qualifiés aux travaux plus qualifiés, mais la qualification est de plus en plus conçue comme valeur sociale plutôt que comme valeur personnelle. La fixation des niveaux relatifs intervient comme facteur de la *politique économique*, plutôt que comme résultante (indépendamment du plan de production) (1).

(1) Il existe une forme arriérée, quasi-féodale, de hiérarchisation qui consiste à ajouter une série de primes différentielles au salaire de base, sans rapport direct avec le travail fourni. Ainsi le système *Nenko-Josetou Sei* au Japon fixe le salaire et l'avancement par l'ancienneté et les diplômes. Les primes ou indemnités, accordées selon les critères les plus variés de la vie (fêtes, mariages, naissances, décès, distractions, transports) représentent la plus grande partie du salaire total, et font l'objet de négociations col-

Derrière tous ces phénomènes se manifeste une tendance qui est sans doute au principe de tout le reste : la dissociation grandissante, en valeur, entre le travail fourni, la dépense de capacité de travail, et le produit ; le rendement de l'outillage devient tel, par exemple dans la fourniture d'énergie, que le travail vivant qui le rend possible apparaît comme une quantité décroissante et déjà très faible dans certains secteurs. C'est pourquoi les soucis de l'entrepreneur privé et public, traditionnels mais qui parviennent à un seuil où la qualité des phénomènes change, sont d'accroître la mobilité interne de l'entreprise, de diminuer la proportion des salaires (et par conséquent des salariés) par rapport au capital investi et de diminuer le sous-emploi interne. Autrement dit, accroître la productivité en intensifiant l'exploitation de l'unité de travail humain. D'où la tendance à éliminer les emplois superflus, ou improductifs, à uniformiser la structure des salaires, à étendre le roulement d'équipes. La limite de l'exploitation industrielle, c'est l'entreprise produisant automatiquement pendant 24 heures avec un personnel de surveillance réduit au minimum que la technique impose, qui peut être une fraction infime, voisine de zéro. Le retard des industries se signale par une composition organique faible. Lorsqu'elle est élevée, le rapport des salaires au capital investi et à la valeur-prix des produits est faible. Les différences peuvent être énormes (1). Les « aides » deviennent superflues et se maintiennent par tradition syndicale. Un consultant américain écrit (1965) qu'en Grande-Bretagne, il existe 500.000 aides-ouvriers, « statut anthropologique symbolique qui existe uniquement pour assurer le port des outils du professionnel, et coûte au pays quelque 500 millions de £ par an ». L'Imperial

lectives. Les primes sont souvent versées en bloc, par année, et peuvent atteindre 150 et 200 % ou plus du salaire de base. On cite même les cas de 5 à 600 %. Dans les critères retenus, on inclut aussi la façon dont l'ouvrier tient son poste (sa servilité). Ce genre de hiérarchisation, qui qualifie des situations sociales et des fonctions, se retrouve dans les pays du Tiers Monde, et sous la forme d'avantages et de privilèges, dans la société soviétique.

(1) Voici quelques exemples (1965) :

<i>1 million de £ de produits</i>	U.S.A.	Grande-Bretagne
Acier (Youngstown Sheet and Tube, U.S.A. ; Stewart and Lloyds, G.-B.)	95	259
Chimie (Du Pont, U.S.A. ; Imperial chemical ind., G.-B.)	101	167
Automobiles (Volkswagen, All. ; B.M.C., G.-B.)	75	82

Chemical Industry estime que 8 % de son personnel (160.000) est redondant. Les structures de la paie et du salaire sont rituelles. Les syndicats s'y accrochent, mais les patrons les bousculent. Quand le salaire dépend des heures faites et non du travail accompli, disent-ils, il faut en modifier la forme. Ils cherchent ainsi à éviter les conséquences d'un fait plus général : c'est la nature même du travail accompli, et non la mauvaise volonté des syndicats, qui brise cette relation. Quand le travail consiste à surveiller ou contrôler, quand la tâche est à rythme irrégulier et d'efficacité indirecte, le temps est l'élément d'appréciation le plus apparent. C'est lui qu'on paye, comme élément interne du fonctionnement de l'entreprise. Ainsi se présente de plus en plus fréquemment l'idée que si le rendement dépend de plus en plus de l'outillage et non du travail vivant salarié, les deux éléments doivent être dissociés, et le salaire doit perdre sa fonction-valeur classique (1).

5. *L'expérience cubaine.*

La tentative de substituer directement aux rapports de salariat des rapports de satisfaction de besoins a-t-elle un sens économique ? Les réalistes, ceux de l'U.R.S.S. comme des Etats-Unis, répondent qu'en effet elle n'en a pas, puisqu'ils peuvent tous deux se concilier, au moins pendant une période « transitoire ». Un décret n'y suffirait pas, bien entendu. De plus qu'y a-t-il de commun entre un échange d'objets ou de services, et une satisfaction mutuelle de besoins ? Par quel mécanisme l'un peut-il se substituer à l'autre ? On ne peut se borner à répondre que l'un et l'autre sont réductibles à une permutation d'usages qui peut devenir dépendante ou indépendante d'un échange de valeurs ; car si le bien et le

(1) C'est une tendance sur laquelle il existe de multiples témoignages. Citons-en deux, prélevés parmi beaucoup d'autres : « Dans la production, prise au sens large, l'automation tendra très progressivement à disjoindre les notions de durée de travail et de valeur de services rendus, cette dernière se mesurant alors selon des critères plus qualitatifs » (Roux et Chevrillon, Conséquences économiques et sociales de la diffusion de l'industrie des calculateurs, *Promotions*, 1967, n° 81).

« Certains critiques estiment que sous l'influence de la cybernation, le lien traditionnel entre emplois et revenus est rompu... Ils demandent une redéfinition du « travail », telle que le droit de l'individu à un revenu ne dépende plus du fait qu'il produit des biens ou des services pour lesquels d'autres soient prêts à payer ». (Rhee, H.A. *Office automation in social perspective*, 1968.)

service sont en effet les supports d'une utilité immédiate (en tant qu'appropriation) et à terme (en tant que possibilité future), mesurables de bien des façons, le besoin et le désir de l'individu ou du groupe coopérant ne sont que des espérances ou des exigences sans commune mesure (1). Et pourtant, une expérience maintenant séculaire pousse les peuples assujettis aux normes de la production de valeurs à rejeter périodiquement, d'un mouvement brusque, cette contrainte où ils sentent de façon plus ou moins claire qu'elle est désormais l'obstacle essentiel sur la route de la liberté.

Cette volonté s'est d'abord traduite sous une forme que l'on qualifie d'utopique. Mais pour que l'utopie ait ce ressort profond, il faut aussi qu'elle soit ancrée dans un déterminisme social et personnel inéluctable, bien que presque toujours inaperçu.

L'une des grandes forces de Fourier est justement d'avoir brisé le lien ancestral entre la rémunération et le travail fourni en préconisant une relation nouvelle entre les moyens de consommation, la satisfaction des besoins et les capacités de travail. Dans son système, ce ne sont ni le produit ni le temps de travail qui servent de base à la fixation d'une rémunération. On devra former une masse de biens acquis à chaque « série », et chacun est admis au partage de ces biens proportionnellement au bénéfice qu'il a procuré à la série. En outre, chaque série étant associée à sa « phalange » reçoit un dividende sur le produit de toutes les séries. La quotité de ce dividende est évaluée selon le rang que chaque série occupe dans la catégorie des trois classes de fonctions : nécessité, utilité, agrément. Le dividende sera plus élevé pour les fonctions rebutantes, et réglé selon la formule suivante : « en raison directe du concours de la série au maintien du lien d'unité, au jeu de la mécanique sociale ; en raison mixte des obstacles répugnants et en raison inverse de la dose d'attraction et d'engrenage que peut fournir chaque industrie ». L'ordre de préséance sera fixé dans un sens inverse de celui de la civilisation, qui pénalise les emplois pénibles et valorise les structures oisives.

(1) Je n'entre pas ici dans la question de la mesure des degrés de satisfactions, ou ophélimité selon Pareto. Cette question doit être traitée lors d'une critique des principes du marginalisme. Il suffit de dire ici que si elle peut avoir un sens pour un ensemble social régi par l'échange de valeur, elle n'en a pas, sous cette forme, pour des individus ou des agrégats temporaires d'individus.

Ce modèle ressemble, dans sa mécanique, à celui d'une pyramide de coopératives. Mais les variables dont il ajuste le jeu expriment une structure d'utilités et de besoins inverse de celle qui prévaut dans les relations d'échange capitalistes et socialistes d'Etat. Cette inversion n'est pas l'équivalent d'une « gratuité » de la production et de la consommation, mais déjà le signe d'une rupture entre éléments qui font partie, dans les régimes échangistes fondés sur l'hégémonie des classes exploiteuses et d'un pouvoir d'Etat discrétionnaire, d'une constellation d'intérêts à sens unique. La gratuité des services et des biens, si elle était générale, irait même au-delà du principe qui mesure l'échange des capacités à celle des besoins, car elle signifierait qu'il n'y a plus *aucune commune mesure* entre les uns et les autres. Pourtant, à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, la révolution a voulu assimiler immédiatement la gratuité des usages à la brisure décisive de la loi de la valeur : dans le communisme de guerre soviétique des années 1918-1920, et dans l'économie cubaine socialiste à partir de 1960.

(1) Voici comment O. Lange défend le principe de la gratuité : « Appliquée à une partie seulement des marchandises, la participation gratuite n'est sûrement pas le non-sens économique qu'elle peut paraître au premier abord. La demande de nombreuses marchandises devient, à un certain point, complètement inélastique. Si le prix d'une telle marchandise est faible, et si le revenu du consommateur est supérieur à un minimum donné, cette marchandise est considérée par le consommateur *comme un bien gratuit*. La marchandise est consommée en quantité telle que le désir qu'elle sert à satisfaire est intégralement *saturé*. C'est le cas, par exemple, du sel. Les gens bien élevés en font autant pour le pain ou le chauffage en hiver. Ils ne cessent pas de manger du pain juste au point où l'utilité marginale d'un morceau est égale à l'utilité marginale de son prix, et ne ferment pas le chauffage pour des raisons analogues... Même si le prix du sel, du pain, du combustible et du savon est nul, les gens civilisés n'en consommeront pas notablement plus. Pour des marchandises de ce genre, on atteint la saturation même à un prix positif. Si le prix est déjà assez bas, et les revenus assez élevés, pour que la quantité consommée de ces marchandises soit égale à la grandeur de la saturation, la participation gratuite peut servir de moyen de répartition...

« Au cas où les marchandises et services sont en partie distribués par participation gratuite, on peut limiter le système des prix à ceux qui ne le sont pas. Toutefois, bien que la demande de marchandises réparties par participation gratuite soit dans certaines limites une quantité déterminée, il faut lui attribuer un coût comptable afin de trouver la meilleure combinaison de facteurs et l'échelle optima de production pour y satisfaire. *Le revenu monétaire des consommateurs devra être réduit de l'équivalent du coût de production de ces services*. Cela signifie simplement que la participation gratuite constitue en quelque sorte un « secteur socialisé » de la consommation, dont le coût est couvert par l'impôt (puisque la réduction du revenu monétaire des consommateurs dont nous venons

Dans ces deux cas on a cherché, sous la pression de situations qui présentent certaines analogies, à atteindre jusqu'aux relations de production. Ce n'est plus seulement le prix de certains produits de consommation que l'on vise à remplacer par une distribution plus ou moins gratuite, c'est le prix de la dépense de capacité de travail elle-même, en instituant des secteurs de *travail gratuit* ou volontaire et en mesurant la valeur du travail effectué à des statuts sociaux, actuels ou hérités, plutôt qu'au temps et au rendement. Pourtant, ni dans l'U.R.S.S. de la guerre civile ni dans le Cuba soumis au blocus l'expérience n'a été faite entièrement ou de propos délibéré.

En U.R.S.S., elle s'est vue dictée par les exigences de la mobilisation dans une pénurie qui confinait à la misère générale. Le rationnement s'imposait comme une mesure de salut ; le discrédit de la monnaie papier obligeait aux livraisons en produits-matières ; les compensations de l'effort fourni dans le travail devaient s'exprimer en distributions directes de biens, sources d'un troc qui remplaçait le marché. Les classes déshéritées, pauvres et exploitées, se virent favorisées aux dépens d'une bourgeoisie dépossédée et de petits bourgeois vivant du commerce, de l'administration et des activités culturelles. Quant à la campagne, elle se refermait en se retranchant dans ses lieux de production, au gré des flux et reflux des combattants, livrés à une auto-consommation que les villes affamées étaient contraintes de lui contester avec énergie. Cette instauration directe d'un semi-communisme sans argent, où les échanges ne répondaient plus aux normes de fonctionnement de la loi de la valeur, conduisirent rapide-

de parler est exactement un impôt de couverture de la consommation par participation gratuite). Ce secteur existe déjà dans la société capitaliste ; il comprend par exemple l'instruction gratuite, les services médicaux gratuits grâce aux assurances sociales, les parcs publics, et tous les besoins collectifs au sens de Cassel (comme par exemple l'éclairage public). On peut parfaitement concevoir qu'avec l'accroissement des richesses, ce secteur s'élargisse aussi, et qu'un nombre croissant de marchandises soient distribuées par participation gratuite ; finalement, ce sont toutes les nécessités élémentaires de la vie qui seront fournies de cette façon, la répartition par le système des prix étant limitée aux qualités supérieures et objets de luxe. On pourrait ainsi approcher peu à peu de la seconde phase du communisme de Marx ». (On the economic theory of Socialism, *Review of Economic Studies*, oct. 1936 et févr. 1937. Reproduit avec quelques modifications dans : O. Lange et F.M. Taylor, *On the economic theory of Socialism*, 1938. Lange, comme les économistes russes d'aujourd'hui, n'envisage la « gratuité » que dans la sphère de la circulation, et non dans celle de la production.)

ment à une désaccumulation qui proclamait à sa manière la mise en défaut de ce système où toute accumulation d'une plus-value devenait impossible, les réserves elles-mêmes étant jetées jusqu'au bout dans la bataille. Cette rupture brutale avec les rapports capitalistes fut au début saluée par des théoriciens imprudents comme une victoire durable des véritables rapports socialistes, alors qu'elle était surtout la rançon d'une guerre civile imposée à la révolution par les entreprises militaires des grandes puissances impérialistes que le choc suicidaire de 1914-1918 avait ébranlées et enragées (1).

Ces essais de théorie ne survécurent pas au « communisme de guerre ». Pourtant, ils témoignent d'un dessein qui devait naître, conçu d'abord par les socialistes grandis dans l'atmosphère des puissants déploiements premiers du capitalisme : briser les fers qui asservissent le travailleur salarié à la règle de l'exploitation mesurée par le capital.

On peut dire que la révolution cubaine s'est vue poussée dans la même voie par une ambition analogue. L'île de Cuba offrait un champ restreint et une population peu dense à l'entreprise socialiste, dégagée par degrés comme fin par le nouveau pouvoir. L'expropriation des grands propriétaires fonciers, la reprise ou l'expulsion des capitaux américains et étrangers, annonçaient au continent du Nouveau Monde que le capital pouvait là aussi trouver bientôt ses limites, et l'occasion de sa chute.

A quoi les U.S.A. répondirent par le blocus, sorte de guerre commerciale déclarée dont ils attendaient l'asphyxie du nouveau régime, ou bien son retour au système qui prévaut en Amérique Latine où le capital américain redoute de ne plus faire la loi. Le résultat fut à l'inverse. Les chefs de la révolution cubaine, poussant à sa limite l'humanisme socialisant dont ils se revendiquaient d'abord, furent amenés à se défendre en attaquant au point vif et profond de la société capitaliste, le mode de formation du profit. Ils se rallièrent aux enseignements de Marx et du mouvement communiste, mais à leur manière. Sous leurs yeux, les anciens pays du socialisme d'Etat s'engageaient dans une réforme économique fondée sur la permanence, et même l'extension de l'empire qu'exerce la loi de la valeur. Le socialisme d'Etat n'apparaît plus alors que comme une société où l'homme ancien revit

(1) C'est le cas de *l'ABC du Communisme*, de Boukharine et Préobrajensky.

et s'enracine sous les dehors d'un homme nouveau prôné à son profit par la bureaucratie. Les communistes cubains s'engagèrent dans une démarche économique tout autre, dont les formes immédiates étaient imposées par les circonstances propres où se trouvait l'île, mais qui ressuscitait le vieil idéal, ailleurs oublié, de l'abolition du salariat. C'est à Ernesto Guevara et Fidel Castro que l'on doit d'avoir reposé un problème que les réalistes du socialisme d'Etat ne veulent plus voir débattre.

Nous n'avons pas à examiner ici l'évolution et les circonstances concrètes dans lesquelles se déroule l'expérience, ni à envisager comment elle peut se terminer en pratique. Il nous suffit d'en rappeler les principes, que de multiples publications ont soumis à l'examen de la classe ouvrière mondiale (1).

Pour le Congrès Culturel de la Havane (janvier 1968), la délégation cubaine avait présenté un rapport très explicite : le but communiste de « forger un travailleur, un homme qui ne soit pas déterminé par la nécessité physique de se vendre comme une marchandise » est le but à atteindre. Les idées avancées découlent des positions affirmées auparavant par E. Guevara, puis par Fidel Castro (2).

(1) Le point de vue de Guevara, s'exprime dans plusieurs articles écrits en 1963 et 1964, notamment : « sur la conception de la valeur » ; « En réponse à certaines affirmations » ; « A propos du système budgétaire de financement » ; « La signification de la planification socialiste ». Ces articles sont publiés dans l'ouvrage de Guevara *Ecrits II, Œuvres révolutionnaires* (Paris, 1968). Pour un point de vue inspiré des conceptions officielles à Moscou, voir N. Lavergne, *El intercambio mercantil en el socialismo* (La Habana, Ed. de « Comercio Exterior », 1964). Sur les conceptions cubaines en matière agraire, M. Gutelman, *L'agriculture socialisée à Cuba* (Paris, 1967).

(2) Voir quelques passages caractéristiques de ce rapport : « Nous visons à forger un travailleur, un homme qui ne soit pas déterminé par la nécessité physique de se vendre comme une marchandise, qui soit capable d'acquérir les qualités de l'homme de l'avenir sans aucune des tares du passé, un homme qui donne tout de soi sans attendre aucune rétribution matérielle, qui oriente tous ses actes en fonction des sentiments les plus profonds d'amour pour le peuple et pour les opprimés du monde entier, et la haine profonde contre l'ennemi oppresseur et criminel. Un homme qui jamais ne se lasse d'accomplir avec succès les tâches les plus urgentes réalisées à l'échelle locale, qui n'oublie jamais l'internationalisme et qui le conçoit comme un devoir et une nécessité... »

« L'homme s'aliéna, perdit son essence humaine, et le travail qui l'avait placé au sommet de la nature le détruisit économiquement, socialement et politiquement. Economiquement, il valorisa la marchandise produite par son travail et la considéra comme un fétiche qui le menait au chômage et à la mort, à l'inculture et à la misère lorsque la saturation du marché de l'argent bornait la production

Selon Guevara, il existe une contradiction, ou du moins une incompatibilité, entre l'utilisation et surtout le développement de la loi de la valeur dans les rapports socialistes, et la nécessité d'en briser le pouvoir. La valeur d'échange n'est pas un instrument neutre, dont on puisse se servir à son gré pour construire le communisme, comme elle servait à régler les rapports capitalistes. Elle est consubstantielle à la structure du marché capitaliste. Tout ce que l'on peut faire, dans la mesure où l'on ne peut éviter qu'elle soit utilisée, c'est d'en circonscrire le jeu, de lui assigner des limites très étroites (par exemple pour le commerce extérieur, pour sanctionner un minimum de hiérarchie sociale et permettre des échanges en prix pour une fraction des biens de consommation, y compris la capacité de travail). En même temps, l'échange de valeurs doit être attaqué et volontairement démantelé au fur et à mesure que s'élève la productivité grâce à un outillage moderne. D'où le large usage du « travail volontaire », c'est-à-dire non payé aux individus, la gratuité d'une série de services (notamment de communication et culturels : téléphone, spectacles gratuits, prix symboliques des transports, sans parler des services de santé, d'éducation et d'assistance, abolition des droits d'auteur, etc...) combinés avec un rationnement périodiquement révisé en vêtements et certains produits

sociale à des fins d'appropriation privée. Socialement, le travail concret, créateur, fut mis à l'arrière plan par le travail abstrait, mort : la richesse accumulée par le possesseur des moyens et instruments de production et du travail considéré comme une marchandise comme une autre. Et politiquement, le travail social et l'homme en tant que producteur ne constituaient pas un objectif, mais un moyen chosifié de création de richesses pour une minorité vivant en marge d'une société qui manquait des biens matériels et spirituels les plus élémentaires. »

« ...Tout ce qui s'est produit dans notre révolution, qui s'est produit et se produira, est déterminé par le stimulant humain de se sentir un homme qui participe à la grande lutte politique et sociale existant aujourd'hui dans le monde, un homme qui néglige l'intérêt mercantile comme étant une réminiscence du passé, et qui crée des stimulants qui rendent toute sa dignité à la condition humaine, parce qu'on ne produit des biens matériels et spirituels que dans le but suprême d'atteindre le plein bonheur de l'homme. La théorie et la pratique de la nouvelle société que nous construisons, dans laquelle « il ne s'agit pas de généraliser l'avoir, mais de former l'être » (K. Marx) par la maîtrise progressive des lois naturelles et sociales, par l'alliance de plus en plus étroite entre l'idéologie et la science qui la caractérisent, créent un nouveau système de valeurs humaines, un sentiment authentique de solidarité sociale, une nouvelle psychologie chez les travailleurs qui exaltent le rôle dominant de l'homme sur la terre lorsque la société passe progressivement « de la direction des hommes à l'administration des biens » (F. Engels).

alimentaires. Finalement, divers facteurs contribuent à dévaloriser et discréditer le salaire et le salariat en général, et une active propagande se développe en ce sens. Les communistes cubains ont estimé qu'un moyen essentiel pour parvenir à ce but était la budgétisation nationale des entreprises particulières. Celles-ci ne peuvent que produire selon les conditions élaborées pour chaque branche industrielle, comme pour l'agriculture, par un ministère qui établit les plans de production, coordonne les approvisionnements en matières premières, et régleme l'emploi. Les ressources sont ainsi centralisées à l'échelle de l'Etat. L'entreprise particulière n'a aucune autonomie économique à ces divers points de vue. Par contre, le collectif des travailleurs est amené à discuter et décider quotidiennement des conditions de travail, des modalités de l'emploi particulier et de la répartition de certains « bénéfices gratuits », sans parler du respect de la discipline.

Ces conditions contribuent indiscutablement à dévaloriser la notion de salaire direct d'abord, et aussi celle de salaire indirect personnel, et même celle de salaire social. Aussi sont-elles critiquées par ceux qui penchent soit vers l'affirmation que le salaire marchand a disparu, comme en U.R.S.S., puisqu'il existerait une « unité » entre toutes les formes de travail (organisme humain et produits) qui exigerait quand même une mesure par la valeur (1) ; soit par ceux qui préconisent une autogestion totale, sur le plan économique et social. Au point de vue théorique, les problèmes se ramènent ainsi à ceux qui sont posés dans d'autres régimes de socialisme d'Etat.

La part des circonstances est considérable dans la décision des communistes cubains (isolément dans l'île, mais proximité du continent américain, blocus commercial, population restreinte, bases agraires de l'économie, rareté des ressources en matières premières et en produits échangeables). Mais les circonstances, quelles qu'elles soient, ne décident pas entièrement de la validité d'une politique économique, ni formellement, ni pratiquement. Les leaders cubains calculent sans

(1) N. Lavergne, par exemple : « Le travail vivant et le travail mort accumulé forment une unité à partir du caractère social de la propriété des moyens de production et de la production elle-même. La force de travail n'est plus un objet isolé qui peut être acheté ou vendu par journées... A l'étape socialiste subsiste un certain isolement des producteurs, étant donné l'aspect individuel du travail fourni par chacun, comme source d'une propriété personnelle. La répartition du produit s'opère à partir du principe de rétribution socialiste : « à chacun selon son travail ».

doute trop vite le chemin qui mène aux relations communistes (1) ; mais ils calculent juste, car leur mouvement est à la pointe du gigantesque tourbillon qui entraîne l'humanité travaillante vers la dissolution du salariat.

6. *Rapports hiérarchiques, besoins et satisfactions.*

Quelles que soient les formes prises par une dissolution des rapports de salariat, on ne peut en comprendre la portée progressive en dehors des transformations en cours à la fois dans le mode de production de la plus-value, le maniement du capital et la structure des processus industriels. Recourir à des formes arriérées de l'économie marchande, même si elles sont combinées avec des formes très « modernes » de la domestication ou colonisation impérialiste, ne permettrait pas de saisir les processus qui peuvent conduire à une nouvelle révolution socialiste issue des formes les plus récentes du capitalisme monopoliste comme du socialisme d'Etat.

Les rapports entre la forme de circulation des marchandises et la forme des processus de production constitue le premier nœud de la question à résoudre. Cette question est au centre des discussions qui se déroulent, sur un plan théorique et pratique à la fois, dans les socialismes d'Etat où le pouvoir politique veut développer simultanément l'économie échangiste de valeur et le plan fondé en principe sur la satisfaction des besoins ; d'où la contradiction essentielle de ces régimes. Le capitalisme de monopole associé (et rival) aux entreprises publiques et d'Etat rencontre, quoique sous une autre forme, le même problème, qui signale son développement et sa crise de structure. Cette situation a été mise en lumière, à l'Est comme à l'Ouest, plutôt que par les débats entre théoriciens ou les polémiques et la propagande, par les transformations que subissent les processus de production concrets. Le nœud en est l'intégration de plus en plus étroite,

(1) Fidel Castro déclare dans un discours du 19 avril 1968 : « Dans quelques années, l'indice de productivité du travail aura augmenté formidablement dans notre pays : ce sera le peuple entier travaillant avec toujours plus de technique et de machines. Nous allons vers la formation d'une société communiste et pour cela la productivité du travail est très importante. Les valeurs d'échange nous intéresseront pour le commerce extérieur, mais pour la consommation intérieure, pour satisfaire les nécessités intérieures, ce sont les valeurs d'usage qui nous intéresseront. Et si un homme produit comme dix d'une façon et comme cent d'une autre, il créera dix fois plus ou cent fois plus ; s'il produit comme mille, il créera mille fois plus de biens pour la société. »

programmée, mais aussi mobile et aléatoire, de l'ensemble du système de production et de services, qui conditionne les modes de consommation dans tous les domaines. C'est la technique d'analyse par les tableaux interindustriels à partir des notions d'intrant et d'extrant, qui a rendu facilement compréhensibles cette intégration et ces flux. Cette technique n'a été rendue possible, avec tous ses développements et raffinements, que par les métamorphoses scientifiques et techniques en cours surtout depuis le raz de marée de la seconde guerre mondiale, qui a ébranlé le socialisme d'Etat tout comme le capitalisme impérialiste, et les soumet désormais à des critères analogues de contradictions et de crises.

D'une façon générale, le capital accumulé, comme forme abstraite du prélèvement d'une plus-value sur le travail vivant humain, et le travail abstrait qui en est l'opposé, se manifestent comme transformation des notions classiques de matière, d'objet, d'opération et d'échange. Les classifications traditionnelles ne suffisent plus aujourd'hui à expliquer le jeu de ces notions. L'objet-marchandise, matériel, et distinct, concret, est de moins en moins l'enjeu central des fonctions économiques et sociales. Le travail mort, l'objet consommable, et le travail vivant apparaissent comme un *continuum* absolu, et c'est l'insertion d'une stratégie du rapport entre besoins et satisfaction, entre coût et exploitation, qui devient le ressort de la révolution en cours. Une vue statistique des choses (par exemple celle des matrices d'intrant-extrant, même assorties d'un plan de développement quantitatif comme en U.R.S.S.), qui se borne à saisir la force des liaisons entre éléments intégrés, la limite des contraintes qui pèsent sur eux, passe à côté des contradictions que continuent à recéler ces liaisons dans la mesure où la capacité de travail reste l'objet d'un échange de valeurs. C'est là-dessus que se greffe la crise du salariat, l'esquisse de sa dissolution. Le salaire apparaît de moins en moins comme un objet délimité, mesurant une marchandise déterminée, tout comme les biens en arrivent à se perdre dans une ramification de services répondant mieux aux lois de la topologie qu'à celle de la mécanique.

La métamorphose permanente des matières et produits, c'est la métamorphose moderne, l'*avatar* matérialisé, le substrat vague, multiforme, continu, cyclique, d'un gigantesque brassage du système entier de la production, où l'on ne sait plus où et quand les choses finissent économiquement. Séquence

prodigieuse ! Ce n'est pas seulement celle des matières, c'est aussi celle des machines et des hommes. Aujourd'hui, l'on mesure à quel point l'homme est celui de ses matières d'œuvre autant que de ses machines, dans son comportement, son intention, son but, son être.

On parle de l'âge de la pierre taillée, de l'âge du fer, de l'âge du bronze : autant de matières façonnées. Le bois, l'eau, la pierre, sont de tous les temps. Primitif parvenu jusqu'à nous l'homme était fils de l'herbe, de l'arbre et du feuillage, de l'eau et du vent. A l'époque industrielle, voici l'homme du charbon, de l'acier. Puis, il entra dans la voie des métamorphoses, sous l'égide du principe de Carnot. Il avait toujours été l'homme du feu. Mais il devient celui de la vapeur, de l'électricité, du pétrole, de l'énergie. Il fut enfin celui de la chimie. Par la maîtrise de l'énergie il ouvrit le cycle des produits de remplacement, évadés du naturel. Des transformations de l'énergie, il passa à celles de la matière : ce vêtement que vous portez est fait de pétrole, tout comme cette ampoule vous éclaire grâce à une chute d'eau, ou à la fission du noyau atomique.

Nous avons cessé de chercher une âme dans la pierre, le bois, le lin, le fer, la laine, la fourrure. Elle se mit à errer sur les cycles du carbone, de l'hydrogène, des acides, fuyant d'une forme à l'autre. Où débute, où finit le produit semi-fini, fini ? A un stade quelconque il lui manque toujours quelque chose, et il faut lui ajouter ce qui le parfait. Une connexion ici ou là établit ou défait tout une machine, tout un produit, dans leur usage. Ce qui s'y ajoute, le revêtement, le vêtement, l'enveloppe, n'est qu'une forme somptuaire, le masque incertain des choses, l'attirail qui fascine ou enivre, et qui trompe presque toujours.

Qu'est-ce qu'un produit ? Cessez d'y voir un objet dans ses limites, sa complétude, sa perfection. C'est le filament lumineux de l'ampoule électrique, le courant qui éblouit dans le gaz rare, point utile d'une chaîne immense où depuis les champs nucléaires et magnétiques un réseau nerveux distribue l'usage sans rupture, sans autonomie sauf celle des aiguillages, sans tenue en mains. Nous n'en manipulons que les commandes. Il y a les fluides, les carburants, les solides — tous temporaires. De ceux-ci découlent des espèces familières : détergents, luminaires, broyeurs, plastiques, transparents, définis par leur fonction, non par leur forme ; puis celles qu'on désigne par le nom que la chimie industrielle leur donne :

polymères, nylons, etc... C'est un continuum indéfiniment ramifié où la combinatoire la plus subtile se casse souvent les dents.

L'objet, le service, ont désormais en permanence un amont et un aval. Il faut se préoccuper de savoir d'où il vient tout autant qu'où il va ; sa préparation, son entretien, son remplacement, les déchets qu'il accumule, le caractérisent autant que le moment actuel de son usage par l'homme. Plus on produit d'objets matériels de consommation, plus il faut accélérer leur disparition et leur remplacement. La rotation des capitaux entraîne peu à peu une rotation accélérée des produits, car l'accumulation volatile des capitaux est à la longue, dans une société d'industrie, contradictoire avec l'accumulation trop stable des biens.

Organiser la destruction, le remplacement, le renouvellement des produits suit ainsi, à allure vertigineuse, la production des valeurs en circulation. Il ne s'agit plus simplement de remplacer des produits usés, devenus inutilisables, ou passés de mode, mais de changer un produit par un autre supposé plus utile. Qu'on ne dise pas que les services, actes matériels, se peuvent dilater indéfiniment, sans tomber dans cette difficulté. C'est le contraire qui est vrai. Le service meurt à l'instant qu'il est rendu. Sa consommation est proprement sa destruction, sa disparition. Il est instantané, renouvelable sans délai. La raison en est qu'il n'existe pas, en tant que tel, dans l'espace, mais seulement dans le temps. Il ne laisse pas de traces, sauf dans l'habitude et le souvenir. Il ne s'accumule pas, contrairement aux objets. On ne peut le stocker. On ne peut qu'en user, ce qui l'abolit. Il est alors tentant de le renouveler autant que l'on peut en compresser dans un laps de temps disponible.

User d'un service n'entraîne cependant pas que le service s'use peu à peu. C'est un acte dont l'usage est le sens : il est utile. Mais à ce titre tout est usage parce que tout rend service ou peut en rendre. Telle est la fonction des objets, définis par leur valeur d'usage : ils servent. C'est donc comme valeur d'échange que la nature du service est particulière, car il ne peut s'échanger au même titre que les produits matériels, ni même que les objets qui en sont le moyen. Il faut distinguer entre le service et le moyen du service.

Deux appareils téléphoniques servent à une ou cent conversations sans changer de nature. Un avion sert à une ou cent personnes pour un ou cent vols, sans changer de nature :

mais une pomme de terre, un litre de vin ou de pétrole, s'évanouissent en une fois corps et âme, s'ils sont consommés. Seule la terre qui les produit est immuable, comme le soleil qui les fait mûrir (et encore n'est-ce pas vrai en toute rigueur, car la terre fécondée s'use aussi). Les déchets d'un service ne sont pas des résidus physiques, ce sont des restrictions d'usage, et on les porte au compte du moyen, et non de la fin. Une automobile au garage n'est pas un déchet. C'est un moyen pour le moment hors service.

On voit qu'il faudrait classer l'usure en plusieurs formes dont l'incidence est considérable à la fois sur les besoins, et sur la production des valeurs d'usage et l'échange. Pourquoi se plaint-on du gaspillage, de la prolifération des détritus, du déchet comme matière première, bref, de l'ordure envahissante ? C'est qu'on se réfère d'abord aux produits matériels hors d'usage, consommés ou inconsommables ; puis aux moyens des services ; mais non aux services eux-mêmes, qui n'ont pas, par eux-mêmes, la persévérance dans l'être.

L'usure suit l'usage, directement lorsqu'il s'agit des produits consommables ; indirectement lorsqu'il s'agit des services. Or, la proportion des déchets s'accroît avec la quantité des produits mis en circulation, par accélération des changements techniques, par emploi des sous-produits, par récupération des produits hors d'usage, par mévente des surproduits, par inutilité, sous bien d'autres formes encore.

Les déchets irrécupérables inondent la terre, les eaux, l'air, par pollution ou épandages. La fumure qui sert à l'agriculture est un mode archaïque de récupération. Mais ce mode est périmé. La production chimique des usines laisse des traces inassimilables ; s'évadent-elles, elles empoisonnent tout : le pétrole brut asphyxie la mer et les plages, les produits toxiques tuent le poisson des rivières et des fleuves.

Ce brassage donne aux notions modernes de consommation et de besoins tout leur sens. Les contraintes qui pèsent sur l'intégration des processus industriels ne sont pas seulement économiques ; elles sont aussi techniques et scientifiques. La très haute productivité, qui seule peut annoncer la révolution de l'échange, est à ce prix. Le système des besoins fonctionnant dans le cadre d'échanges de valeur se trouve ainsi pris dans l'étau de plusieurs contradictions : il faut que l'intégration du processus de production d'ensemble respecte certaines proportions d'usage ; il faut que la structure de la consommation et de l'accumulation respecte certains taux

de croissance et d'exploitation. Les besoins subissent alors une série de distorsions ou de déterminations plus ou moins arbitraires dont il est difficile de dire qu'elles sont choisies librement par « la société » elle-même, c'est-à-dire par les agrégats d'individus variables, multiformes, interchangeableables et cumulés. Pour que quelque chose comme un choix libre puisse intervenir, il faudrait que l'abondance soit telle qu'elle permette des répartitions où la loi de la valeur ne jouerait plus un rôle décisif de régulateur.

Que cette société ne soit pas une utopie, c'est ce dont conviennent aujourd'hui des économistes libéraux ou travail-listes, même si c'est souvent avec un grain de sel. P. Wiles, par exemple, consacre un chapitre de *The political economy of Communism* (1964) à décrire comment la répartition libre peut-être compatible avec une croissance économique indéfinie. Les métaphores qui permettent de le concevoir supposent une typologie des consommations, liée à celle des besoins, qui reste à établir. Ainsi, on peut imaginer bien d'autres variantes que le simple accroissement quantitatif de biens ou de services. On peut admettre, à son avis, que le retour à une vie « ascétique » et simple deviendra souhaitable et que celle-ci n'aura rien de commun avec la misère ; que l'oisiveté primitive ou opulente s'effacera ; que le rationnement pourra prendre des voies coopératives ; que l'éducation jouera un rôle prépondérant dans la consommation (et plus seulement en vue de la production) ; que la rationalité de la consommation peut devenir un idéal actif, car il y a des limites naturelles aux besoins en dépit des élans de l'imagination ; que les excès (le collectionneur, le rival) peuvent s'effacer dans l'ambiance de l'accès libre ; que les « demandeurs d'impossible », l'insatiabilité des désirs humains, seront mis en question, non par la coercition et la misère, mais par le déploiement d'une psychologie nouvelle des comportements. Tout cela, d'après Wiles, est possible dans un régime communiste, et même dans un capitalisme développé, artificiel, « absolu ». Ce ne sera pas l'anarchie de la « prise au tas ». Mais, en théorie, ce sera autre chose que l'économie de la contrainte et de la rareté — cette économie qui offre aujourd'hui les cent visages grimaçants ou frénétiques qui s'agitent aux mille coins de la planète, et même au-delà.

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE

Je me limite souvent à des propositions dont l'analyse se trouve dans des travaux que j'ai publiés antérieurement. Les indications bibliographiques ci-dessous permettront au lecteur de se référer, s'il le désire, à ces travaux publiés au cours des vingt dernières années. Elles me serviront en tout cas de caution.

Les références sont données par ordre chronologique pour les ouvrages et pour les articles.

I. *Ouvrages*

THEORIE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE. Paris, Gallimard, 1945, 290 p.

Concerne les structures de formation et de répartition de l'emploi à partir de l'enfance. Ch. I : L'homme, la division du travail et l'orientation professionnelle. Ch. II : Marché du travail et travail dirigé. Ch. III : De la division du travail à l'aptitude. Ch. IV : Qu'est-ce que réussir ? Ch. V : Théorie de l'aptitude. Ch. VI : L'aspect biologique et l'aspect social de l'adaptation. Ch. VII. : Problèmes actuels.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ECOLE. Paris, Presses Universitaires de France, 1947, 134 p.

Les chapitres I et II étudient les précurseurs de l'enseignement technique et les causes du divorce entre enseignement intellectuel et enseignement professionnel. Les chapitres III et IV examinent la structure réelle de l'enseignement technique et les réformes qu'on pourrait lui appliquer.

On peut joindre à cette étude « L'avenir des élites et la réforme de l'enseignement », in *La crise française*, Paris, Ed. du Pavois, 1945.

LE TRAVAIL EN AFRIQUE NOIRE. Présence Africaine, 1952, 427 p.

Dans ce recueil collectif préparé par P. Naville, se trouvent les études suivantes dont il est l'auteur : « La population de l'Afrique », pp. 25-33 ; « Revenu national et agriculture en Afrique noire », pp. 193-201 ; « La structure de l'industrie et du commerce », pp. 219-231 ; « Travail, salaires et prix », pp. 265-278 ; « Données statistiques sur la structure de la main-d'œuvre salariée et de l'industrie », pp. 279-314 ; « Note sur le syndicalisme en Afrique Noire », pp. 359-368. Une série d'autres contributions importantes doivent être consultées : M. Leiris, P. Mercier, J.-C. Pauvert, A.S. Tidjani, D. Paulme, H. Labouret, V. Liversage, J.A. Noon, J. Dresch, W. Top, G. Balandier, J. Delange.

LA VIE DE TRAVAIL ET SES PROBLEMES. Paris, A. Colin. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1954, 189 p.

Les huit chapitres étudient plusieurs aspects de la structure d'âge de la population active et de la durée du travail : 1. Journée de travail et vie de travail ; 2. Mesure de la vie de travail ; 3. Structure d'âge de la population active ; 4. Structure d'âge et répartition sociale de quelques métiers qualifiés ; 5. Progression de l'emploi juvénile ; 6. Etablissement et emploi des statistiques de formation et d'emploi des forces de travail juvéniles ; 7. Aspects de la structure professionnelle en France ; 8. Conditions sociales de la répartition professionnelle.

ESSAI SUR LA QUALIFICATION DU TRAVAIL. Paris, M. Rivière, 1956, 148 p.

Cette étude analyse dans leurs caractéristiques contemporaines : A. Les critères de la qualification du travail ; B. Le calcul d'un indice de qualification de la main-d'œuvre pour la région parisienne ; C. La portée sociologique de la hiérarchie des qualifications.

Consulter sur la même question une réponse à des critiques : « Réflexions à propos de la division du travail », *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 5, C.N.R.S., 1963, pp. 233-244.

L'AUTOMATION ET LE TRAVAIL HUMAIN. Rapport d'Enquête (France 1957-1959). Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1961, 741 p.

Cette enquête réalisée avec huit collaborateurs, sur l'extension, les caractéristiques et la signification de l'automatisation dans l'industrie française, apporte un matériel d'information et d'interprétation considérable. Deux études extensives ont été faites dans l'industrie des métaux, de la mécanique et de la construction électrique (et notamment dans l'industrie automobile), et dans l'industrie du textile naturel. Des monographies ont été consacrées à différentes entreprises particulières (biscuiterie, sucrerie, imprimerie, matériaux de construction, forges, chaux et ciments, mines de potasse, raffinerie de pétrole).

TRAITE DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (collectif). Paris, A. Colin, 1962 et 1963.

De P. Naville : *Tome I*. Ch. I, 2 : La méthode en sociologie du travail, pp. 34-64 ; ch. IV : Population active et théorie de l'emploi, pp. 143-174 ; ch. VI, 3 : L'emploi, le métier, la profession, pp. 231-239 ; ch. X : L'évolution technique et ses incidences sur la vie sociale (avec P. Rolle), pp. 347-370 ; ch. XI : Division du travail et répartition des tâches, pp. 371-386. *Tome II*. Ch. XV, 2 : Le travail salarié et sa valeur, pp. 109-132 ; ch. XXII : Travail et guerre, pp. 305-329.

VERS L'AUTOMATISME SOCIAL ? Problèmes du travail et de l'automation. Paris, Gallimard, 1963, 258 p.

Cet ouvrage aborde les problèmes généraux posés par le développement de l'automation. Une première partie établit les faits techniques et socio-économiques, notamment les structures nouvelles de l'emploi, les formes du travail d'entretien, les modifications de la division du travail et de la polyvalence d'emploi. La seconde partie étudie de près les échelles de classification de l'automatisation et esquisse une sémiotique industrielle. La troisième partie traite des rapports entre automation et « aliénation » (conscience personnelle, intégration, automatismes sociaux). La quatrième partie traite de la position de Marx devant le développement de l'automatisme industriel et des problèmes pédagogiques posés par ce développement.

QUESTIONS DU SOCIALISME, I. LA CLASSE OUVRIERE ET LE REGIME GAULLISTE. Paris, Etudes et Documentations Internationales, 1964, 489 p.

Ce recueil comprend une première partie groupant douze articles (1957-1963) sur le thème « classe ouvrière et programme socialiste » (structure de la classe ouvrière, durée du travail, salariat, gestion démocratique, planification, etc...). La deuxième partie réunit des articles concernant « parti et classe ouvrière ». Les troisième et quatrième parties traitent de problèmes internationaux, notamment la politique extérieure de l'U.R.S.S. et les fondements actuels de l'économie du socialisme d'Etat.

II. Articles

Autres études non reprises dans les ouvrages précédents :

- « Qualification professionnelle, hiérarchie des salaires et orientation professionnelle ». *Bulletin d'Orientation Professionnelle*, n° 3, avril 1944.
- « La crise de l'illusion professionnelle chez l'enfant et l'adolescent ». *Enfance*, janvier-février 1949.
- « La cristallisation de l'illusion professionnelle ». *Journal de Psychologie*, juillet-septembre 1953.
- « La valeur économique des gestes professionnels ». *Bulletin de l'Institut National d'Orientation Professionnelle*, juillet-août 1951.
- « Les fondements de la psychotechnique ». *Critique*, novembre 1952.
- « Les schémas du comportement utilisés par les psychologues et les économistes ». *Revue Economique*, mai 1953.
- « La fonction professionnelle des ménages ». *Journal de Psychologie*, janvier-mars 1955.
- « L'investissement des capitaux dans les industries hautement automatisées ». *Liaisons sociales*, 31 janvier 1956.
- « Aptitudes personnelles et exigences sociales ». *The International Review of Education*, août 1956.
- « La mesure de la vie de travail et l'emploi des travailleurs âgés ». Congrès de l'Association Internationale de Gérontologie, 8-13 juillet 1957, in *Aging and Social Health in the United States and Europe*. Univ. of Michigan, 1959.
- « Le rôle des Institutions dans la fixation de la limite supérieure des âges actifs ». Congrès International de Gérontologie, août 1960. *Revue du Travail* (Bruxelles), juillet-août 1960.

- « De l'idée d'aliénation à l'analyse du monde moderne ». *Etudes* (Bruxelles), 1962, n° 1.
- « Technical elites and social elites ». *Sociology of education*, 1963, n° 1.
- « La théorie des trois secteurs et l'évolution sociale ». *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 5, 1963.
- « Balances intersectorielles de travail et structures de classe ». *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 6, 1964.
- « Evolution de la qualification devant les progrès de l'Automation ». *Ecoles techniques de la Chambre de Commerce de Paris*, 1964.
- « Classes sociales et tableaux intrant-extrant dans l'analyse économique ». *Epistémologie Sociologique*, n° 3, 1966.
- « Niveau d'automatisation, temps et énergie ». *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 7, 1965.
- « Eléments pour une étude comparée des trois secteurs de la population active, France - U.S.A. ». *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 7, 1965.
- « Méthode d'appréciation des tâches sur les outillages automatisés ». In *Automation, Progrès technique et main-d'œuvre*. Conférence Européenne, février 1966. Supplément au Rapport final. O.C.D.E., 1966.
- « Fluctuations des emplois de bureau par suite de l'utilisation d'ordinateurs ». *III^e Congrès sur l'Automation, la rationalisation et le progrès technique*. I.G. Metall, Oberhausen, mars 1968.

DEUXIEME PARTIE

PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'U.R.S.S.

ANNEXES

I. RÉPONSES A CHARLES BETTELHEIM (1).

LES CRITERES DE L'EVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE EN U.R.S.S.

A peu près tous les problèmes actuellement soulevés par l'évolution de l'économie, aussi bien sur le plan international que sur le plan soviétique ou américain, posent à l'analyse des problèmes de *méthode* qui me paraissent en général très insuffisamment résolus.

Beaucoup des points en discussion, des problèmes que nous avons déjà abordés, seraient mieux éclaircis que jusqu'à présent si nous avions serré de près le problème des méthodes d'analyse, l'étude des critères mis en avant, et d'une façon générale, de la façon d'aborder les questions en suspens. Il me semble qu'au lieu de nous borner à opposer des définitions à des définitions, un chiffre à un chiffre, une affirmation à une autre affirmation, il est très important, si nous voulons avancer, de résoudre le problème des méthodes à utiliser.

Je passe tout de suite au premier aspect de ces problèmes que j'appelle méthodologiques, mais qui nous entraînent tout de suite, comme vous allez le voir, au cœur des questions débattues.

(1) Les deux textes qui suivent ont été écrits pour répondre aux points de vue présentés à partir de 1946 par Charles Bettelheim, le premier en 1947, le second en 1950. Ils me paraissent avoir conservé aujourd'hui leur intérêt. Le second texte concerne l'ouvrage de C. Bettelheim, *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, 1946.

Le premier, c'est celui qui résulte de *l'opposition mécanique entre la norme et la réalité*, opposition établie de différents points de vue, qui peut être soulevée du point de vue de la norme ou de celui de la réalité, ou du point de vue de combinaisons mixtes, mais qui joue un grand rôle dans la façon dont on peut apprécier un développement, un mouvement.

Normes et réalités.

Il est indispensable de clarifier avant toute chose ce problème des normes et des réalités. La façon de raisonner la plus courante à ce sujet consiste à dire : « nous admettons tel principe, telle règle, nous utilisons telle norme dans l'activité et dans l'analyse, et voilà que les réalités se présentent autrement : nous avons affaire d'un côté à des principes abstraits théoriques, non encore vérifiés mais seulement établis en principe, et de l'autre nous avons des réalités qui se présentent comme elles sont, comme des faits bruts, et le problème consiste dans la non-concordance des uns avec les autres. Nos principes sont peut-être très justes, mais les réalités sont différentes ; or les réalités ce sont les faits, et les faits sont plus têtus que nous, et ils ont raison. Ce sont les principes qui ont tort, et ce sont les faits qui ont raison ». Nous revenons ainsi à la formule classique de Hegel : « tout ce qui est réel est rationnel » et inversement. Voilà le réalisme de Bettelheim.

Je crois que cette façon d'aborder le problème n'est pas juste et comporte une série de dangers. En tout cas elle mérite d'être serrée de près et analysée dans ses éléments les plus concrets. Il y a là une antinomie, une opposition artificielle, difficile à résoudre dialectiquement quand on la pose de cette manière. Cette opposition aboutit à une justification pure et simple du passé et du présent, de « ce qui est arrivé », c'est-à-dire qu'elle implique une certaine conception du développement de l'histoire, du développement économique et du développement social en général, et son objectif inconscient et implicite, c'est toujours de justifier n'importe quel état de fait. C'est de l'opportunisme, de l'empirisme.

Il est clair que la réalité, avec la signification empirique de ce terme, c'est-à-dire l'évolution économique et sociale telle qu'elle se présente à une analyse superficielle, ou même

à une description purement extérieure des phénomènes, c'est l'état de fait existant. Autrement dit, l'opposition entre le fait et la norme consiste, les trois quarts du temps, à justifier à travers l'état de fait présent le déroulement passé des événements, et non à éclairer le développement futur et l'avenir du mouvement économique ou social, sa dynamique.

Il est assez caractéristique en effet que cette façon de présenter les problèmes n'aboutisse en général qu'à une analyse rétrospective du développement, et non à des perspectives d'avenir. A partir de la justification de l'état de fait comme réalité opposée à des normes, on s'efforce presque toujours seulement d'étudier l'évolution antérieure, d'analyser le développement historique qui nous amène à une situation donnée. Mais par contre, tracer des lignes de développement possible, à partir de cette situation donnée, faire des prévisions, c'est-à-dire, comme nous allons le voir, tracer d'autres normes, on l'évite. Cette forme de raisonnement a même tendance à éviter toute prévision de développement. On retrouve sous une forme plus vulgaire une attitude qui est celle de la philosophie de l'histoire hégélienne. Je ne erois pas du tout indifférent pour notre sujet d'essayer de comprendre la signification générale et profonde de cette attitude de pensée.

Dans la philosophie de l'histoire hégélienne, que Marx avait justement critiquée de façon dialectique, on refaisait aussi toute l'histoire du passé de l'humanité, toute l'histoire du développement du monde en général, pour aboutir à une justification du présent, au nom de ce fameux principe que tout ce qui est réel est rationnel et que tout ce qui est rationnel est réel. Telle est la conclusion de la *Philosophie du Droit* dont la critique, ne l'oublions pas, fut justement le premier pas de la critique marxiste.

Là où Marx a commencé à analyser le développement historique présent en fonction de son développement futur d'une façon nouvelle, qui représente une rupture avec le passé, c'est justement dans la critique de la philosophie de l'Etat de Hegel, qui est une partie de sa *Philosophie du Droit* ; c'est là qu'il montre que l'opposition entre l'état de fait tel qu'il se présentait dans la société d'alors, et les normes juridiques dont Hegel n'aperçoit pas le caractère abstrait, mais qui existent comme telles, et que Marx analyse magistralement, aboutit soit à se figer sur la position du présent, à l'oppor-

tunisme bureaucratique, soit à une révolution dialectique dans l'interprétation du développement de l'histoire, qui nous conduit dans la voie du matérialisme historique.

Aujourd'hui il y a une tendance, encouragée par un certain développement de l'idéologie sociale en général, à revenir, sous une forme souvent étrange, à cette attitude de l'hégélianisme, antérieure à l'analyse marxiste. Je lisais récemment par exemple, une étude de J. Hyppolite sur la critique faite par Marx de la *Philosophie du Droit* de Hegel, où celui-ci, avec beaucoup d'innocence, estime que l'évolution de l'Etat contemporain, ou plutôt la situation de l'Etat moderne, tend pour un peu à justifier Hegel contre Marx, parce qu'on pourrait voir dans les formes sociales et politiques dites « totalitaires », dans les formes de domination suprasociétaires, quelque chose qui ressemble à la formule étatique de Hegel, alors que la critique de Marx avait introduit une conception dialectique de la société et de l'Etat qui se trouverait au contraire bloquée dans les faits.

Il y a là un courant inquiétant, un retour à Hegel qui est aussi prôné par Kojève, pour qui l'histoire s'arrête, sinon à Napoléon, comme chez Hegel, du moins à Staline. On en revient à une pensée statique. Cette attitude dangereuse me paraît être aussi à la base des analyses de Bettelheim relatives au développement de l'économie soviétique, que nous examinons aujourd'hui.

Néanmoins, on ne peut pas se dispenser de fixer des normes ; on a beau opposer simplement les réalités aux normes, l'évolution avance quand même malgré ces antinomies formelles. Nous vivons dans un monde dialectique. On ne peut pas se dispenser de fixer des normes, on en fixe même quand on croit ne pas en fixer, et se refuser à comprendre l'importance des normes dans le développement économique et social actuel, cela consiste, en réalité, à prendre tout simplement pour norme l'état de fait présent. La dialectique se venge, et lorsqu'on cherche à écarter le point de vue normatif en matière d'évolution sociale et politique, cela équivaut dans la pratique, et même dans la théorie, à prendre pour norme l'état de fait présent. On se transforme en empiriste borné. C'est une façon d'adopter des principes et des normes *a posteriori* au lieu de les adopter à titre hypothétique et dans une certaine mesure *a priori*. Mais on ne peut pas échapper à cette obligation.

Je viens de me servir du terme de « norme », dans ce commencement de discussion, parce qu'il s'est trouvé employé au cours du débat, sans le définir ; mais la première chose à faire consiste à savoir ce qu'il y a concrètement derrière ce terme de « norme ». Nous serons alors amenés à une analyse sérieuse qui nous obligera à distinguer toutes sortes de choses. Il y a derrière le terme de norme ce qu'on appelle des programmes, ou des objectifs ; il y a des règles, il y a des plans, il y a des prévisions, il y a tout un ensemble de directives qui impliquent une anticipation sur le développement futur, et que l'on peut recouvrir effectivement du terme général de « normes », mais qui désignent en fait des méthodes de travail ou des types d'analyse, ou des programmes à réaliser, assez différents les uns des autres.

De plus, des normes abstraites peuvent s'appliquer à des niveaux extrêmement différents : il est clair qu'une prévision partielle, en ce qui concerne le développement économique possible dans un domaine restreint tel que celui de la production d'un produit donné, par exemple, c'est autre chose qu'un principe abstrait d'ordre général qui vise la conception même des rapports socialistes ou des rapports capitalistes dans une situation donnée. Dire : la production de caoutchouc doit augmenter de 10 % dans telle usine, et dire : la norme du socialisme, c'est l'inégalité (ou l'égalité), ce n'est pas la même chose ; ce sont des normes d'un ordre différent. Nous avons affaire là à des niveaux très différents qu'il convient toujours de distinguer, et il me semble qu'à propos des oppositions, des contradictions qui se font jour dans l'évolution soviétique et mondiale, on a tendance à faire une confusion entre les divers plans, les différents niveaux où se déterminent des normes, et les différents types de normes.

A vrai dire, le mot de norme lui-même n'est pas très clair, et je crois qu'il ne devrait pas être employé dans le cours de notre discussion. Car si l'on s'en tient à son sens le plus courant, c'est surtout un terme technologique d'une part, et un terme strictement économique d'autre part. En effet l'on entend d'abord par norme, dans l'industrie, certains aspects de la normalisation des méthodes de production, c'est-à-dire au fond un aspect de la technologie proprement dite : les normes d'une machine-outil, par exemple, ne consistent pas seulement à savoir combien une machine-outil peut débiter dans un temps donné, mais impliquent toutes ses caractéristiques technologiques proprement dites.

D'autre part, dans les programmes de production d'une usine, la norme peut consister dans la somme ou le pourcentage des produits donnés que l'on peut sortir. Tels sont les sens fondamentaux du mot norme, qui, je pense, ne s'appliquent plus exactement lorsque l'on considère des phénomènes qui dépassent la production proprement dite, et touchent au domaine des rapports sociaux et plus encore aux programmes politiques qui préfigurent les aspects de la lutte pour un objectif social très large.

Une définition classique du socialisme comme régime dans lequel : « à chacun selon ses besoins en fonction de ses capacités », n'est pas en réalité une norme. Nous n'avons pas là une norme à laquelle comparer des réalités ; nous avons affaire à un principe de régulation de l'ensemble du système social qui n'a pas d'aspect comparatif direct. La norme suppose obligatoirement un aspect comparatif, car c'est en fonction de la norme que l'on précise les écarts. Or, lorsque nous avons affaire à des principes aussi généraux que celui que je viens de citer et qui définit le socialisme (ou le communisme), nous n'avons pas affaire à proprement parler à une norme dont on peut déduire des écarts quantitatifs par rapport aux réalités qui surviennent ; nous avons affaire à un principe qui a une unité dialectique par rapport au système qu'il prétend exprimer, et qui, par-là même, conserve une valeur en quelque sorte indépendante des réalisations partielles qui peuvent paraître en découler.

Le problème fondamental me paraît donc être aujourd'hui de considérer la norme (en admettant que nous conservions le terme) plutôt comme ce qui est le but, l'objectif du développement économique et social, que comme son aspect fixé pour un moment donné.

Cela veut dire que si nous devons nous attacher à des principes, ce sont des principes qui doivent tenir compte à la fois du développement objectif des événements et des possibilités subjectives qui sont offertes de l'orienter. C'est là au fond une banalité, mais il me semble que c'est une banalité bien largement perdue de vue ; nous allons le voir quand nous étudierons certains aspects particuliers de cette discussion.

Si nous nous bornons à nous fixer unilatéralement ou sur l'état de fait, ou sur la prétendue norme, nous aboutirons tout simplement à une impasse. Si nous nous fixons sur l'état de fait actuel, si nous nous bornons à faire un relevé empi-

rique d'un certain nombre de données, choisies d'ailleurs plus ou moins arbitrairement, il arrivera ceci : c'est que non seulement nous justifierons toujours le présent sous son apparence la plus formelle, et par conséquent sous la forme la plus empirique qui soit, la plus dépourvue d'ouverture sur l'avenir, mais aussi nous serons amenés, par la force des choses, à justifier simplement le passé dans la mesure où il a abouti à l'état de fait présent. C'est-à-dire qu'en réalité nous serons amenés à déformer le passé. Il y a là un point sur lequel j'attire l'attention.

Il se trouve, et ce n'est sans doute pas par hasard, que tous les apologistes de l'empirisme présent, de l'état de fait actuel, des résultats bruts obtenus, etc... sont les mêmes qui non seulement ont besoin de justifier rétrospectivement le développement historique, mais qui sont amenés, et pour cette même raison, à le déformer systématiquement. Si bien que l'on arrive en effet à une situation où il est assez difficile de faire une analyse statique et purement justificatrice de la situation de la Russie soviétique actuelle, sans être amené à faire peu à peu l'histoire du chemin qui l'a amenée à la situation présente qui déforme toute une série de faits relatifs aux phases de cette histoire. Il y a là une relation inévitable entre la justification permanente de ce qui se produit et l'étude de ce qui aurait pu se produire, qui aboutit non seulement à une simple justification du présent, mais à une justification du présent appuyée sur une falsification du passé.

Si d'autre part on ne s'en tient qu'à des normes abstraites, sans se soucier de ce qui se produit effectivement, on restera aussi dans un état de pure expectative d'un autre genre. On ne se rendra pas compte que les principes qui ont été mis en avant sont eux-mêmes des principes susceptibles de variations, et l'on répétera indéfiniment que l'on a prévu ceci et que ce n'est pas cela qui est arrivé, et qu'il faut donc revenir aux principes. Les principes ont raison et les faits ont tort. S'en tenir aux principes sans tenir compte des faits est aussi erroné que l'inverse.

Il faut en finir avec ces antinomies stériles, non par une conciliation purement verbale, mais en étudiant les lignes du développement, les formes du développement, en analysant dialectiquement le mouvement qui nous permet de dépasser à la fois l'analyse purement empirique, je dirai presque phénoménologique, de l'état de choses actuel, et la considération

religieuse des principes, des programmes abstraits, des plans, des normes, etc... qui ont été mis en avant à différentes étapes du développement de l'économie, aussi bien en Russie soviétique qu'à l'extérieur. C'est la seule façon dont nous pourrions et dont nous pouvons tracer les lignes d'une évolution future, d'une direction.

Je vais faire maintenant une remarque supplémentaire. Si nous acceptons, et je pense que nous devons accepter, cette position de principe, il faut affirmer que le développement et l'évolution future impliquent même en U.R.S.S. des *contradictions*. Il y a là pour nous une question principielle : admettons-nous ou non que les conditions du développement économique et social dans le cadre de l'Etat collectiviste, socialiste, aient aboli tout développement antithétique, aient aboli une notion fondamentale dans l'interprétation du processus social et économique qui est celle du *développement par contradiction* ? Autrement dit, les lois fondamentales de la dialectique, qui d'ailleurs doivent être approfondies dans tous les domaines, sont-elles encore valables dans un tel régime ? Je dis bien les lois, les formes fondamentales, et non pas les formes particulières que peuvent prendre ces lois dans leurs manifestations concrètes. Je veux dire par là que pour autant que nous sommes certains qu'il existe des formes différentes sous lesquelles les contradictions peuvent se manifester dans différents régimes, nous croyons néanmoins que sous tous ces régimes des formes de contradiction, au sens marxiste du mot, continuent à se manifester ; à nous précisément de les analyser, de les rechercher, de les éclairer, ce qui ne peut précisément être fait qu'en écartant l'antinomie préjudicielle entre les normes et les réalités.

Un danger supplémentaire de l'antinomie entre norme et réalité consiste à faire reposer presque tous les critères de ce qu'on appelle un développement progressif sur la notion d'*efficacité*, notion sur laquelle il y aurait beaucoup à dire aussi. C'est là une attitude en quelque sorte pragmatique, beaucoup plus que dialectique : ce qui existe, c'est ce qui a réussi, ce qui a été efficace, et ce qui est efficace, c'est ce dont nous avons donc besoin. Nous tombons là dans une théorie de la justification permanente des états de fait actuels les uns après les autres.

Nous aurons aussi à voir comment se présente cette notion de l'efficacité dans des problèmes particuliers.

Il ne faudra pas perdre ces notions préliminaires de vue lorsque nous voudrons étudier l'histoire. Il sera utile et important, la discussion l'a montré, de nous efforcer de réétudier l'histoire du développement social en U.R.S.S., et aussi internationalement, en particulier en Europe. Il n'est pas question de le faire maintenant. Nous pourrions peut-être aborder ces points-là ultérieurement. Ce qui me paraît le plus utile, c'est de revenir sur l'analyse de *ce que Bettelheim nous présente comme normes* pour apprécier le développement soviétique, car, comme je le disais, même si l'on ne présente pas explicitement de principes et de normes, et si l'on se contente de noter des écarts entre les normes passées et les réalités présentes, on est amené par la force des choses, et au moins implicitement, à présenter à son tour des normes, sans le vouloir. Encore une fois, on ne peut s'en passer, et Bettelheim non plus, quoiqu'il n'en définisse explicitement aucune.

De ce point de vue, le problème qui se pose est celui-ci : *l'évolution soviétique telle qu'elle s'est produite depuis trente ans est-elle la norme nécessaire ? Est-elle le modèle à suivre ?* Oui, répondent nos amis. Bien sûr, avec des variantes, des aspects différents. Mais en gros, le problème se pose pour eux de la façon suivante : *ce qui peut apparaître aujourd'hui comme une norme valable, c'est la façon dont on peut dire que rétrospectivement les choses se sont passées dans l'Union Soviétique.* Le passé de l'U.R.S.S., voilà l'avenir de l'Europe et du monde pour Bettelheim.

Il faudrait aussi poser une question préalable : depuis quelle époque précise ces normes sont-elles devenues valables ? Bettelheim distingue dans l'histoire de la Russie soviétique plus d'une phase, mais il semble qu'il en retienne essentiellement deux : l'une, c'est la phase dite « insurrectionnelle », l'autre, c'est la phase dite de construction économique. Quand commencent et se terminent ces deux phases ? Voilà des points qui, historiquement, sont extrêmement importants, et encore plus importants lorsque l'on présente comme normes les caractéristiques de la deuxième.

En effet, la phase dite insurrectionnelle, surtout sous son aspect fondamental, c'est-à-dire la conquête du pouvoir en octobre 1917, fait-elle partie des normes nécessaires ? Si l'on en croit un certain nombre d'affirmations, elle n'en fait pas partie.

Il y aurait donc ici une première distinction à faire : d'une part il y a ce que l'évolution du système soviétique à travers ses différentes phases de développement nous a appris. C'est évidemment l'actif social fondamental de l'histoire dans les trente dernière années. D'abord, elle nous a appris ce que peut devenir, dans des conditions déterminées, le développement d'un pays sur la base d'une propriété sociale réelle ; il y a là une immensité d'expériences acquises. Une deuxième question, c'est de déterminer précisément ce que l'évolution *particulière* de l'Union Soviétique ne doit pas nous dicter comme normes ; dans quelle mesure cette évolution a eu un caractère particulier conditionné par des circonstances historiques uniques, et par conséquent, dans quelle mesure nous avons le droit de tirer effectivement des leçons négatives par rapport aux tâches du mouvement social et politique chez nous-mêmes. Car enfin, nous ne raisonnons pas non plus ici dans l'abstrait, nous vivons dans la société française et européenne qui a une histoire particulière et des traditions propres, des objectifs propres, qui a une structure particulière. Et en tant que nous devons nous-mêmes déterminer aujourd'hui nos propres normes, nos propres règles, les principes sur la base desquels nous estimons que le mouvement social doit être guidé, nous sommes tenus d'opérer une analyse critique dans le bagage qui nous est apporté par le développement de l'Union Soviétique.

Nous y sommes tenus non pas seulement pour des raisons théoriques, des raisons de principe, par une droite critique et une prudence élémentaire, nous y sommes aussi tenus parce que nos tâches, à l'heure qu'il est, ne se présentent pas comme celles qui se présentent en Russie Soviétique. Le développement inégal des situations devient ici particulièrement accentué, et les faits nous démontrent à tout instant que c'est pour ne pas tenir compte de ces différences, que les solutions sont boiteuses.

Il faudrait ici faire intervenir une discussion sur ce que devrait être le programme de notre parti.

Ce n'est pas ma tâche en ce moment, mais je veux faire une remarque incidente à ce propos : c'est que les partisans de l'antinomie entre la norme et le fait, qui prennent en réalité le fait pour la norme, font en effet découler de cette attitude une conception du programme du parti ouvrier pour notre propre pays ; c'est la théorie exprimée de façon assez nette sous l'expression de « révolution par en haut ». Nous

voyons ainsi comment un certain type de développement qui paraît résulter d'une norme générale, et qui n'est que la justification d'un état de fait dans l'Est européen, est ensuite traduit mécaniquement et non dialectiquement par une simple transposition dans les autres pays. J'y reviendrai plus tard.

Le critère de la production.

Je voudrais maintenant examiner deux ou trois des normes qui nous sont proposées comme critères pour l'analyse du développement social contemporain.

En résumé, l'une concerne le critère dit de *la production*, la seconde concerne le critère dit *du maintien du droit bourgeois*, la troisième concerne le critère dit de *la constitution d'une couche sociale privilégiée*.

Quelle est donc la norme sur la base de laquelle nous allons apprécier le développement social ?

La première norme sur laquelle il faut se mettre d'accord, est celle qui concerne les niveaux de production et les rapports de production.

Lorsque nous discutons de ce problème en général, sans tenir compte de conditions données, nous tombons facilement d'accord, car il existe à ce sujet une tradition théorique et historique tout à fait classique. Nous savons bien, par l'analyse même du développement du régime capitaliste, qu'un niveau de production n'est pas tout, que parfois et même presque toujours, un développement exagéré de la production amène précisément aux crises ; que la production s'entend donc par rapport à la surproduction, laquelle implique toute une théorie des crises et de la structure sociale, etc...

Ce sont là des choses banales pour nous tous, mais il se trouve que dès qu'on aborde le problème du développement d'une société socialiste, certaines de ces notions s'effacent, et le critère fondamental qui nous est proposé, c'est l'augmentation purement quantitative de la production. Si la production augmente, alors tout va bien. Pourtant, même dans un régime collectiviste, la production se présente sous des formes qu'il faut analyser par la méthode marxiste ; elle présente alors deux aspects fondamentaux : d'une part elle est la base de la vie sociale en général, c'est-à-dire qu'il est tout à fait clair que sans production ascendante,

la vie sociale prend des formes de type plus ou moins régressif. Mais la production se présente aussi comme forme de certains rapports sociaux d'un certain régime. S'il s'agit d'un régime qui se réclame du socialisme, les formes de la production doivent satisfaire à d'autres exigences que celles du développement quantitatif. Il me semble qu'on a tort de ne pas distinguer et préciser tous les aspects que peut prendre le phénomène de la production. Nous avons d'une part la production au sens brut du mot, c'est-à-dire les quantités de produits ou de services mis sur le marché. Mais il y a aussi la productivité, il y a le rendement, donc le salaire ; il y a sur le plan du travail humain toute une série de problèmes qui dérivent de ceux de la production, qui jouent un rôle de plus en plus important au fur et à mesure que l'on approfondit l'analyse de la réalité sociale dans un régime socialiste.

La *productivité* met déjà en cause des problèmes d'un autre ordre, à savoir ceux d'un rapport entre la production, le temps et les unités humaines nécessaires à la production, rapport qui a encore plus d'importance dans une économie socialiste que chez nous. Or il faudrait savoir si l'on peut tirer des problèmes que pose la productivité les mêmes conclusions que l'on peut tirer de l'examen des niveaux bruts de la production. La productivité ou le rendement — on en distingue parfois le rendement proprement dit, et c'est d'ailleurs une distinction qui devrait être examinée de très près dans le cas de l'U.R.S.S. — ne semblent pas avoir été étudiées comme il le faudrait. Nous avons alors affaire, non pas seulement au temps nécessaire à produire des objets, mais aussi à l'énergie dépensée, à la pénibilité, qui doit être prise en considération avec le maximum de soin dans une société socialiste.

Toutes les analyses auxquelles on sera conduit à partir du critère de la production montrent que ce critère est tout à fait insuffisant par lui-même pour juger une économie ou une société ; et déclarer que lorsqu'on s'est fixé un objectif de tant de tonnes de charbon et qu'il a été atteint, le fonctionnement même du régime qui a amené à ce résultat est justifié, c'est là une conclusion tout à fait superficielle. Avec un pareil critère, les U.S.A. seraient le paradis.

Il faut examiner aussi dans quelles conditions et avec quel résultat général ces niveaux de production ont été obtenus. Cela nous amènerait à poser le problème de la signifi-

cation de la production en fonction des rapports de production eux-mêmes, c'est-à-dire des rapports sociaux qui sont à la base de la production.

Dans l'économie socialiste en transition nous avons affaire à des rapports de production fondamentalement différents de ceux qui existent dans la société capitaliste ; mais néanmoins nous avons affaire à des rapports sociaux qui n'impliquent pas la clarté et la transparence qui devraient caractériser un « communisme réalisé » ou même un socialisme évolué. Je ne reprends pas ici la discussion que nous avons commencée autour du problème de la théorie de la valeur, mais dans la mesure où l'existence de la valeur-travail d'échange représente la permanence de certains rapports de production, et par suite de rapports sociaux, qui entraînent avec eux l'héritage du passé capitaliste, il est clair qu'il existe encore une forme d'origine bourgeoise-capitaliste des rapports de production, qui doit être analysée comme telle, et implique certaines contradictions qui ne peuvent être surmontées que par un mouvement en avant des hommes eux-mêmes et non simplement par l'application de critères purement rationnels.

D'autre part les chiffres absolus de production, des quantités produites, ne résolvent pas du tout le problème, même et surtout pour une société socialiste. Je veux dire par-là que même s'il se produit, pour des raisons déterminées, une certaine régression de la production, ce n'est pas toujours contre le caractère supérieur de la structure du régime. Il peut se produire des situations, comme par exemple la guerre, qui impliquent au moins dans certains domaines, des régressions considérables de la production ; et nous n'en tirons pas pour autant la conclusion que le régime est condamné. A l'inverse, d'ailleurs, l'augmentation purement quantitative de la production, des produits, indépendamment de la productivité et d'autres facteurs sociaux, ne suffit nullement à justifier un régime politique.

D'autre part il ne faut pas oublier que depuis dix ans, depuis la seconde guerre mondiale, la production, et même la productivité, ont augmenté considérablement hors d'Europe. Les chiffres qui concernent les Etats-Unis, l'Amérique Latine, toute une partie de l'Orient, l'Inde, etc... montrent, dans les conditions de la guerre — mais après tout la guerre n'est ici qu'une certaine forme d'expansion du régime capitaliste lui-même — un progrès considérable de la production ainsi que de la productivité. Et pourtant nous admettons que ce cri-

tère purement quantitatif du développement de la production, et même de la productivité, ne peut pas être du tout un critère décisif de l'appréciation de la dynamique du régime capitaliste dans son ensemble.

Inversement on a pu observer en U.R.S.S. une stagnation de la production dans certaines branches, des disproportions, qui sont précisément le phénomène à analyser en dépassant le critère général de la production — disproportions entre biens de production et biens de consommation, entre biens et services, entre différentes branches des biens de production, entre production alimentaire et industrielle, etc... C'est à partir d'analyses de ce type, c'est-à-dire dépassant de loin le critère général de la production brute, que l'on pourrait déterminer des lignes d'évolution, des appréciations dialectiques, des perspectives de la politique à suivre dans l'avenir, de la politique que l'on pourrait recommander à telle ou telle étape. Ceci vaut pour le passé comme pour l'avenir.

Enfin une série d'autres aspects du critère de la production devraient entrer en ligne de compte, par exemple celui des *rapports entre production et population*. Ce rapport joue un rôle capital, précisément dans le cas d'une augmentation très rapide de la population, ce qui est le cas de l'U.R.S.S. où, sans avoir besoin de faire appel à la loi de Malthus, il est incontestable qu'une partie considérable de l'augmentation de la production se trouve automatiquement absorbée par l'accroissement démographique, et ne contribue pas par conséquent à l'élévation générale du niveau de vie, du revenu national réel. Si l'on admet que le chiffre d'il y a quinze ans était approximativement de 150 millions et qu'on parle actuellement de 190 millions à peu près pour la population de l'U.R.S.S., en estimant une population de plus de 200 millions dans vingt ans, on a affaire à une augmentation massive portant sur 40, 50 millions d'individus qui eux aussi doivent vivre, qui produisent aussi d'ailleurs, mais à retardement parce qu'il faut qu'ils atteignent l'âge nécessaire et qui en tout cas commencent tout de suite à consommer.

On parle souvent de l'augmentation de la population comme d'un aspect tout à fait positif, comme d'un potentiel futur au point de vue productif ; c'est vrai, mais dans l'imédiat cela indique aussi une absorption massive de produits de consommation nécessaires, et par conséquent souvent l'impossibilité d'un resserrement du rapport général entre la production et la consommation des masses. Il n'est pas dit que

le fameux optimum démographique de Sauvy ne devrait pas être un petit peu abaissé en U.R.S.S. dans les vingt ans qui viennent. C'est là un des problèmes qu'il faut envisager.

Nous devons donc continuer à étudier sans œillères le problème de la productivité, sans nous en tenir au critère purement quantitatif de la production, parce que c'est sous cet angle-là que nous pouvons éclaircir les questions fondamentales du développement social de l'Union Soviétique, au lieu de nous traîner à la remorque des discours officiels.

Parmi toutes les questions soulevées par la production et dont Bettelheim ne parle jamais, il faut citer encore le *progrès technique*, la productivité, les grandeurs qui expriment la marche de ce progrès, ses complications, ses rapports avec le marché international, les branches dans lesquelles il est plus ou moins avancé, etc. ; les problèmes relatifs à la plus ou moins grande *pression sur la force de travail*, qui implique aussi des avances ou des reculs justifiés dans telle ou telle mesure par la situation interne ou extérieure, mais que l'on ne peut pas se dispenser d'étudier ; par voie de conséquence, la question des rapports entre les travailleurs eux-mêmes sur le plan de la production, et par là j'entends toutes les catégories qui concourent à la production, c'est-à-dire aussi bien les cadres administratifs que les cadres producteurs proprement dits. C'est tout le problème de la participation des producteurs à leur propre plan de production, et tous ces problèmes, dans la phase actuelle, doivent être abordés sous l'angle d'un « optimum », à atteindre, et non seulement d'un maximum brut.

Car il y a une notion à faire intervenir, qui est en général toujours jointe, même implicitement, à la notion de maximum ou de minimum, c'est la notion d'*optimum*. C'est ce que l'on appelle aussi « la lutte pour la qualité ». Mais il est clair que cette notion est souvent perdue de vue, et si la notion quantitative joue un rôle très important et en apparence décisif, la notion d'*optimum* doit cependant intervenir, surtout lorsque nous cherchons à présenter une analyse fondamentale des lignes du développement.

J'ouvre ici une parenthèse pour discuter directement certains points relatifs au critère quantitatif du développement de la production.

Dans le document de Bettelheim, une série de passages concernent les prédictions non vérifiées de certains dirigeants russes de l'opposition, dont Rakovsky est pris comme exem-

ple, comme type. Les erreurs qui lui sont reprochées sont de n'avoir pas cru au rythme du développement de l'industrialisation telle qu'elle s'est produite dans le courant de l'année 1932 — puisqu'il s'agit d'une opinion de Rakovsky datant de 1932 —, de n'avoir pas cru au rythme du développement quantitatif de la collectivisation et de la production de produits agricoles, et en général de n'avoir pas cru au développement des forces productives telles qu'elles se sont produites effectivement dans le cadre de la collectivisation généralisée et du premier plan quinquennal.

Bettelheim écrit à ce propos : ses prédictions « ont été écrites à la veille d'un nouvel essor de la collectivisation, à la veille d'une période au cours de laquelle la production de l'agriculture soviétique s'est accrue dans des proportions gigantesques ».

Je crois que la façon dont le problème est abordé ici est tout à fait représentative de la position que j'appelais au début celle de l'antinomie abstraite entre les normes et les réalités. La première chose à faire, si l'on veut critiquer une position à un moment donné, c'est de se replacer dans les circonstances du moment ; 1932 est précisément l'année, la seconde année si je ne me trompe, du premier plan quinquennal. C'est précisément l'année où l'on s'est rappelé le fameux article, qu'il ne faut pas oublier non plus, qui s'appelle « les vertiges du succès », où s'est produit effectivement, de la part de l'administration dirigeante, un freinage, un recul relatif dans les rythmes trop rapides et devant les dangers qu'ils faisaient courir à la structure même du régime. Que dans cette période là des divergences aient pu et dû se faire jour dans l'appréciation de la marge de danger que comportait la situation, sur les solutions que l'on pouvait proposer transitoirement pour dépasser cette période, c'est tout à fait normal.

Le problème politique consiste ici à savoir si ces divergences entraient dans le cadre de ce qui était tolérable dans l'administration, dans la direction politique et économique d'un régime socialiste. Je pense que dans la situation de fait, à ce moment-là, les propositions défendues par Rakovsky étaient admissibles. Je ne dis pas qu'elles étaient entièrement justes, et j'admets qu'une partie d'entre elles étaient erronées, ou plus exactement que les craintes qui s'y faisaient jour ont été surmontées autrement que ne le souhaitait Rakovsky à cette époque. Mais ceci dit, reste le problème de savoir si les

divergences apparues à ce propos étaient des divergences tolérables ou non. Nous tombons là dans un problème qui dépasse celui de l'appréciation purement économique, mais nous ne pouvons pas nous dispenser de le poser. Bettelheim n'en dit rien.

Lorsque la politique de la N.E.P., en 1921, a été proposée, elle le fut à la suite de nombreuses discussions où se firent jour des courants assez divers ; dans l'ensemble, on aboutit assez rapidement à un accord. Néanmoins, la nouvelle politique économique n'a pas eu besoin d'être imposée par les mêmes méthodes que celles qui furent imposées à partir de 1930.

Mais cela n'est qu'un aspect de la question, c'est l'aspect purement intérieur. 1932, c'est aussi, ne l'oublions pas, l'année de la crise fondamentale aiguë du capitalisme en Europe, et particulièrement en Allemagne. On ne peut pas rétrospectivement analyser le développement des problèmes purement économiques intérieurs à la Russie, au cours d'une année comme 1932, sans aborder le problème des perspectives ouvertes par la crise du capitalisme mondial au même moment. En 1932 Hitler n'était pas au pouvoir, il n'y avait pas le fascisme triomphant ; il y avait au contraire une crise ouverte à la suite de la crise mondiale, avant tout dans le domaine du capitalisme allemand, qui posait tout à fait ouvertement le dilemme d'une venue au pouvoir du fascisme, c'est-à-dire d'un renforcement du capitalisme avec une pointe dirigée contre l'Etat socialiste, ou de la tentative pour la classe ouvrière de faire passer l'Allemagne sur la voie du socialisme. Dans ce dernier cas, une victoire ouvrière en Allemagne devait poser le problème des rythmes de développement même à l'intérieur de l'Etat socialiste, en fonction du développement possible de la crise du capitalisme et du mouvement révolutionnaire sur le terrain international. Et il est incontestable que des difficultés sérieuses pouvant survenir à l'intérieur de l'U.R.S.S. en 1932, auraient pu, dans le cas d'un développement vers le socialisme en Allemagne, c'est-à-dire d'une révolution ouvrière victorieuse, créer à cette époque-là des difficultés supplémentaires dans les accords qui se seraient inévitablement noués des deux côtés.

D'autre part, le problème du développement du potentiel industriel de l'Europe orientale ou centrale dans cette période-là, par rapport au développement russe dans le sens du socialisme, aurait aussi reposé le problème du développement inté-

rieur en Russie sur une base économique nouvelle. Car l'Allemagne de 1932 est un pays hautement industrialisé, alors que l'U.R.S.S. à la même époque l'est encore très insuffisamment. Voilà pourquoi des propositions comme celles de Rakovsky étaient justifiables, et l'on peut et l'on doit les analyser à la lumière de cette situation. Au lieu de cela, Bettelheim nous dit qu'à une époque de crise économique internationale, c'était folie de songer aux contacts entre l'U.R.S.S. et le marché mondial. C'est qu'il ne voit pas les possibilités révolutionnaires qu'ouvrerait cette crise.

Nous avons là un exemple de la façon d'analyser une position prise à une date donnée. Il faudrait appliquer un raisonnement du même type à toutes les étapes de l'évolution. J'ajoute encore que ce problème du critère de la production joue aujourd'hui un rôle très important, pas seulement en U.R.S.S., mais aussi à l'extérieur, en Occident, et cela pose tout le problème de ce qu'on appelle « la bataille pour la production ». Ici les lignes peuvent être confrontées dans l'immédiat. Produire pour produire, c'est un objectif qui, à l'heure actuelle, malgré l'apparence, ne comporte pas seulement un aspect positif en vue d'un développement possible vers le socialisme, mais aussi, dans la mesure où il est contrôlé par le système capitaliste de production, un aspect négatif ; les capitalistes luttent pour que la productivité plus grande, la production accrue, empruntent toujours les canaux, les voies du développement capitaliste. Dans ce cas-là, des bases sont données pour un mouvement de la classe ouvrière grâce au rétablissement de la production, mais cela aboutit à un renforcement du pouvoir capitaliste. Il y a là une dialectique particulière qui pose le comment et les conditions dans lesquelles le développement de la production doit avoir lieu, qui par suite pose aussi tout le problème de la stratégie du mouvement socialiste. Cela prouve une fois de plus que le critère purement quantitatif de la production ne signifie rien de décisif pour nous, qu'il est tout à fait insuffisant.

Le maintien du droit bourgeois.

Venons-en à une seconde norme, celle du maintien du droit bourgeois dans l'Etat socialiste.

Ici il y a deux choses simples à dire : personne, je crois — sauf dans certaines périodes assez courtes, et en somme c'étaient des opinions n'émanant pas de gens vraiment auto-

risés — personne n'a jamais soutenu que dans l'Etat socialiste isolé il ne devait, du jour au lendemain, subsister aucune espèce de norme prise à l'état de choses antérieur. Cela, c'est un point de vue qui a toujours été repoussé dans le mouvement socialiste. Nous avons discuté de ce problème sous l'angle du maintien de la permanence de la théorie de la valeur, avec tout ce qui en découle. Personne n'a jamais mis sérieusement en doute le maintien du jeu de cette loi en U.R.S.S. et tout le problème consiste à savoir *dans quel sens évolue* le fonctionnement de cette loi, quels sont ses rapports avec les autres formes de la vie sociale, et d'une façon générale comment évolue, dans quel sens se développe ce que l'on qualifie de « droit bourgeois » en U.R.S.S.

Lorsque l'on met l'accent unilatéralement sur cette permanence des règles et mœurs bourgeoises, on arrive à ceci : c'est que l'on finit par définir l'Etat socialiste par la permanence des normes de l'Etat bourgeois, ce qui est vraiment paradoxal. C'est une tendance récente que Bettelheim a précisée sous cette forme : « la société socialiste se caractérise par le maintien d'inégalités, et donc de privilèges ». Si nous prenons la formule au pied de la lettre, il est clair qu'elle est complètement injustifiée. Mais il faut voir ce que recouvre une affirmation de ce genre.

D'abord, si l'on veut donner une caractéristique de la société socialiste (et non exclusivement de la société soviétique) il faut la donner comparativement, par rapport à ce qu'elle représente de nouveau sur la société capitaliste et bourgeoise. Si l'on disait par exemple que la société socialiste isolée se caractérise par des formes nouvelles de droit (pour nous en tenir à l'aspect juridique) qui admettent encore le maintien ou la continuation subsidiaire de certaines normes de droit bourgeois, la définition serait peut être plus acceptable. Mais ce n'est pas cette définition qui nous est présentée ici ; c'est une définition de principe, qui considère que la caractéristique de la société transitoire socialiste isolée, c'est la permanence du droit bourgeois. C'est un peu comme si l'on disait que la société bourgeoise se caractérise par le maintien de droits féodaux. Si l'on veut écarter ce paradoxe il faut dépasser toute une série de formules sur lesquelles nous discutons encore, mais qui ont perdu leur contenu concret. Lénine par exemple, a parlé « d'Etat bourgeois sans bourgeoisie » pour caractériser l'Etat collectiviste isolé ; il a aussi parlé

« d'Etat ouvrier à déformation bureaucratique », ce qui est déjà une autre définition, mais dans un certain sens avec un contenu analogue.

La question se pose d'ailleurs de savoir si les traits non-socialistes de l'économie et de la société soviétique sont *aujourd'hui* des survivances d'un droit bourgeois. Cette définition est une définition politique. Le mot bourgeois, ici, ne vise pas spécifiquement les rapports de production de type capitaliste, pour autant qu'ils se manifestent par la persistance de la théorie de la valeur ; le mot « bourgeois », tel qu'il a été employé dans la formule « Etat bourgeois sans bourgeoisie » vise d'abord un rapport administratif dans la gestion de l'Etat, c'est-à-dire certains rapports politiques, l'utilisation de certaines formes de la bureaucratie, de certaines formes du pouvoir politique, c'est-à-dire par exemple, de certaines formes de dictature, etc. D'autre part cette formule a été mise en avant précisément dans la période où sur le plan économique les rapprochements entre le régime capitaliste et le régime socialiste ont été les plus étroits, c'est-à-dire la période de la N.E.P., celle où effectivement l'on a donné la possibilité aux éléments du capital privé, surtout dans la production agraire et dans le commerce intérieur, de se développer à nouveau pendant une certaine période. Il y avait donc là, d'une part une permanence de traits politiques imposés par la situation, et d'autre part l'héritage de traits empruntés sur le plan économique au caractère de la période intéressée, qui faisaient que l'on pouvait admettre qu'un certain nombre de traits bourgeois et de normes bourgeoises subsistaient dans le développement du moment. Mais on n'aurait jamais songé à dire que le maintien de traits du « droit bourgeois » *caractérisait* l'Etat socialiste.

Est-ce que l'on peut aujourd'hui employer encore cette expression ? Je crois qu'il faudrait l'abandonner, parce qu'elle embrouille la discussion. En fait, les normes de droit empruntées au passé ou qui semblent être apparentées à des normes dites bourgeoises, c'est-à-dire appartenant aux formes de structure capitalistes et bourgeoises, sont dépassées en U.R.S.S. Nous avons affaire, dans l'Etat socialiste actuel, à autre chose qu'à la permanence de normes bourgeoises d'Etat, à la fois sur le plan économique et sur le plan politique. Je ne sais pas quelle définition précise on pourrait donner à ce sujet. Il est bien possible que si l'on parlait de *droit collectiviste à déformation bureaucratique*, ou quelque formule de

ce genre, on se rapprocherait plus de la réalité. En tout cas, l'on serait amené à chercher une explication plus adéquate au développement profond, qu'en parlant simplement du maintien de normes bourgeoises qui, en fait, n'apparaissent que si nous faisons intervenir des formules de Marx : c'est-à-dire qu'elles n'expliquent pas suffisamment la réalité actuelle. Car si l'on admet simplement que ce qui caractérise des rapports bourgeois, c'est l'inégalité — ce n'est pas juste. L'inégalité, elle caractérise tous les régimes sociaux, à l'exception du régime du communisme accompli en fait. La permanence de l'inégalité dans un régime social s'apprécie par différence avec un Etat communiste où cette inégalité aurait disparu par principe. Tous les régimes sociaux non communistes impliquent certaines inégalités. Par conséquent ce n'est pas seulement le régime qualifié politiquement de « bourgeois », mais aussi les régimes féodaux, esclavagistes, etc... Le régime socialiste d'Etat de transition lui-même, nous en sommes d'accord, comporte lui aussi certains types d'inégalités, non seulement sur le plan économique, mais sur le plan politique. Par conséquent, d'une part l'inégalité n'est pas absolument caractéristique des rapports bourgeois, et elle n'est pas non plus absolument caractéristique des rapports socialistes. Ce qui est caractéristique de la société socialiste que nous connaissons, ce sont *certain types d'inégalités* que nous avons à charge, précisément, d'analyser, et qui ne sont effectivement pas des types d'inégalités du même genre que les types bourgeois.

Il n'y a pas lieu de discuter longuement sur le point de savoir si l'Etat socialiste transitoire isolé comporte certaines formes d'inégalités. C'est un point qui n'a jamais été nié. Par conséquent, l'opposer à des partisans d'une sorte d'égalitarisme spartiate immédiat, c'est au fond une façon d'éviter le vrai problème. Le vrai problème est précisément ici de savoir, du point de vue normatif et pratique, *dans quel sens peuvent et doivent évoluer les inégalités*, quelle est leur signification profonde, non seulement par rapport au développement d'un Etat isolé, mais aussi par rapport au développement international de la classe ouvrière en général. Et pour cela nous ne pouvons pas mettre sur le même plan tous les types d'inégalités qui existent actuellement dans les différentes sociétés.

Il faut aboutir à une analyse qui distingue d'abord, par exemple, des inégalités découlant des *rémunérations en sa-*

laïres, qui sont du type que l'on admet, qui sont justifiées par un certain état du développement de la production et des rapports sociaux, inégalités dont on doit d'ailleurs discuter les proportions et les formes, mais dont la légitimité présente n'est pas niable. Mais ce type d'inégalité n'est absolument pas le même que celui qui implique le caractère payant de l'enseignement du second degré, par exemple, c'est-à-dire l'abolition du régime de l'égalité devant l'Ecole. Il y a là un autre type d'inégalité dans la société, une inégalité inadmissible. Le fait que le travailleur est plus ou moins payé en fonction du travail qu'il effectue, de son rendement, du temps, etc... en fonction par conséquent aussi de sa qualification, de son habileté, de son effort, de son éducation antérieure, et ainsi de suite, dépend directement d'un état de la production qui ne peut pas être complètement surmonté dans l'immédiat. Par contre, le fait que pour faire faire des études secondaires et supérieures à son enfant, il faille payer de l'argent qui équivaut à un mois de salaire, cela signifie l'introduction dans les possibilités de développement de l'individu d'un type d'inégalité sociale d'un autre ordre, qui, lui, n'est pas dû obligatoirement à l'état de la production dans la société actuelle. Ajoutons que les bourses accordées peuvent servir de filtre, comme dans nos pays, et ne remplacent nullement la gratuité pour tous. On peut bien admettre que le maintien de la gratuité totale de l'enseignement équivaut à priver le budget de certaines recettes qu'il faudra trouver ailleurs et qu'il n'y a pas de raisons de se priver du paiement des fonctionnaires à haut traitement ; mais ce n'est là que le tout petit côté de la question, d'un point de vue socialiste. La gratuité maintient le principe de la possibilité pour un individu, même moins payé qu'un autre, de faire accéder ses propres enfants à un degré supérieur de culture, et c'est le principal si l'on veut rompre l'enchaînement de la fatalité sociale. Mais si un travailleur, parce qu'il travaille moins ou qu'il est moins capable, ou qu'il est moins fort, ne parvient pas, par son rendement, à atteindre un niveau de salaire supérieur qui lui permettrait de mettre son enfant à l'école secondaire, il n'est pas dit pour cela que cet enfant ne serait pas capable de profiter d'un degré supérieur de culture.

Je ne prends là que deux exemples. Mais si, au lieu de faire comme tous ces gens qui vous citent pêle-mêle toutes sortes d'inégalités, des situations romanesques d'où ils tirent des conclusions très morales, nous faisons une analyse dé-

taillée des formes actuelles d'inégalités et de leur évolution, nous serions amenés à faire des distinctions dans les différences qui jouent un grand rôle économique et un grand rôle politique. Nous serons certainement amenés à découvrir que tout ce qui est rationnel n'est pas toujours réel, et inversement, et qu'il y a là matière à un programme de démocratisation qui n'a rien à voir avec le programme anarchiste de retour à je ne sais quelle situation spontanée d'égalité, mais un programme de revendications de type démocratique appuyé sur les bases actuelles du développement, et qui seraient destinées à faire progresser les choses plutôt qu'à les faire revenir en arrière.

La classe privilégiée.

Venons-en maintenant à la troisième norme qui nous est proposée : *constitution d'une couche sociale privilégiée*. J'ai employé cette expression précisément parce que le problème de savoir si une couche sociale dirigeante est ou non une classe dans l'Etat socialiste, me paraît en définitive le problème secondaire. En tous cas, tout le monde admettra qu'il ne peut pas s'agir d'une classe au sens capitaliste du mot. Je vous fais d'ailleurs remarquer que dans beaucoup de textes russes officiels le terme « classe » est employé couramment. Voici par exemple un document tout récent sur le passage du socialisme au communisme, où il est dit qu'en Russie Staline a bien expliqué la structure sociale du régime socialiste, et qu'il a montré « *la nature politique et économique des classes sous un tel régime, classes nouvelles et solidaires* ». Je suppose qu'en russe le mot classe est le même qu'en français. Ce n'est sans doute pas par hasard que l'on emploie le terme de « classe », même pour dire que l'on a affaire à des « classes nouvelles et solidaires » ; cela prouve que le problème peut se poser, même pour les dirigeants soviétiques. En tout cas, nous sommes d'avis qu'il ne peut pas s'agir de « classes » au sens où elles peuvent se définir par rapport au régime capitaliste de production. Le problème est autre : il s'agit de savoir dans quelles conditions une différenciation sociale sur une base économique nouvelle, collectiviste, étatisée, peut et doit donner place à une catégorie particulière de citoyens qui dispose du pouvoir prédominant, et dans quelle mesure cette situation est stable et durable.

Je crois nécessaire de poser d'abord le problème de la différenciation sociale dans ce que Bettelheim appelle la phase insurrectionnelle — appelons-la plutôt « phase de préparation et de conquête du pouvoir », car la phase insurrectionnelle vient après une phase de préparation et elle n'en est en quelque sorte que le couronnement, la conclusion. Or, il y a ici quelques idées assez dangereuses à écarter : l'une, c'est l'idée que dans la phase de préparation de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière pour la construction du socialisme, on s'appuie d'abord, et il faut d'abord s'appuyer, sur les classes arriérées, sur les parties arriérées de la classe ouvrière et des classes paysannes. Cette idée me paraît absolument extraordinaire et fausse. Nous n'allons pas entrer ici dans tous les problèmes soulevés par la tactique du mouvement ouvrier, mais il suffit de rappeler qu'il est de tradition, et en tous cas d'expérience historique, que les partis ouvriers victorieux se sont appuyés avant tout sur ce que l'on appelle « l'avant-garde », c'est-à-dire sur les couches supérieures, les plus instruites — et non arriérées. C'est l'expérience aussi bien de la Commune de 1871 que d'octobre 1917. Ce n'est pas sur le paupérisme, sur les couches les plus paupérisées, quoique ce soient parfois les plus exploitées, que s'appuie la révolution. Et d'autre part, il existe ici une relation dialectique entre la situation des couches les plus exploitées et la situation des couches les plus instruites, qui ne sont pas toujours les plus exploitées. C'est un fait que les cadres du mouvement ouvrier, en dehors des intellectuels qui y jouent d'ailleurs un rôle assez important, sont très souvent constitués par des éléments provenant de couches avancées au point de vue du développement technique, culturel, intellectuel, scientifique, qui ne sont pas toujours les plus exploitées, mais qui font partie des secteurs où techniquement et économiquement la production est la plus développée, la plus concentrée, etc... Et c'est d'ailleurs dans ces systèmes de production, c'est-à-dire avant tout dans la grande industrie, que l'on trouve à la fois ces couches supérieures du prolétariat quant à leur instruction, à leur clarté de conception, et les couches les plus exploitées, ce qui ne veut pas toujours dire, je le répète, les plus pauvres.

A la campagne il y a un phénomène du même genre : lorsque l'on dit que les ouvriers agricoles, par exemple, jouent un rôle particulier dans le prolétariat, cela ne veut pas dire seulement qu'ils sont les plus pauvres — il se trouve

d'ailleurs que leurs conditions de salaires sont parmi les plus difficiles — mais qu'ils peuvent être les plus pauvres sans être les plus arriérés. Le mot arriéré ne vise pas la situation économique du prolétariat, mais vise sa situation dans le développement d'une conscience de classe.

En somme, le parti ouvrier s'élabore et peut conquérir le pouvoir avec l'appui, non pas des couches arriérées, comme le dit Bettelheim, mais avant tout avec l'appui des couches les plus avancées. Autrement dit, il existe déjà une différenciation aussi dans la période de conquête du pouvoir : c'est une différenciation politique, et non seulement économique. Cette différenciation prend des formes différentes de celle qui se produit dans le cadre d'une économie socialiste ; c'est une différenciation politique avant tout, mais elle joue déjà un grand rôle dans ce qui va se passer après la prise du pouvoir.

En réalité, il y a une continuité. En tout cas, c'est ce que montre l'expérience, la seule expérience que l'on connaisse jusqu'à présent. Il y a continuité entre le rôle de l'avant-garde dans la période dite de prise du pouvoir et les périodes qui suivent, qui ne sont d'ailleurs pas du tout seulement des périodes de construction pacifique. On vient bien de le voir par les événements survenus en U.R.S.S. depuis vingt ans, qui ont aussi été des périodes de lutte intérieure et extérieure, de lutte de classe, de lutte armée, de guerre.

La relève des générations a tendance à se faire dans la même ligne, c'est-à-dire toujours dans la ligne des éléments les plus avancés de la classe ouvrière, les plus instruits, ceux qui jouent un rôle dominant dans la production, etc... Avec cette différence, c'est que dans le régime socialiste le phénomène de l'exploitation n'intervient plus de la même manière pour déterminer certaines couches de la classe ouvrière à entrer en branle. Il est donc inévitable que la dictature de la classe ouvrière, ou pour prendre une expression plus simple, la domination des travailleurs dans d'Etat socialiste, se traduise par la domination, ou plus exactement par le rôle de guide de ces couches les plus avancées. La période de guerre civile, celle du communisme de guerre, celle de la N.E.P., n'auraient pas pu avoir lieu sans le rôle actif de cadres provenant soit des ouvriers qui avaient préparé et fait la première révolution, soit de travailleurs instruits de la campagne. Ce sont les couches supérieures des ouvriers, celles des soviets et du parti communiste russe, qui ont pris le pouvoir et défendu les soviets dans la première période, qui

ont été les premiers constructeurs du socialisme. Les hommes qui ont joué un rôle de choc, d'avant-garde, provenaient de ces cadres-là, et si aujourd'hui, avec le temps, on a affaire à une autre génération, il est quand même demeuré une continuité dans le rôle joué par ces couches-là. Donc, dire qu'il se produirait un renversement entre la période de conquête du pouvoir et la période d'organisation économique du socialisme, et que dans une première phase il faut s'appuyer sur des couches arriérées tandis que dans la seconde phase ces couches arriérées deviennent réactionnaires parce qu'elles sont avant tout « consommatrices », c'est erroné, enfantin, et sans rapport avec le processus réel.

Le problème de *la constitution de cette avant-garde comme couche sociale distincte*, voilà le vrai problème sur lequel il faut discuter, et avancer. Autrement dit, quelle est l'ampleur, quelle est la marge, quelle est la nature, quelle est la signification de cette division des couches sociales supérieures ou inférieures dans la société socialiste ? Sur ce point, Bettelheim nous présente une théorie qui n'est pas très originale, puisqu'elle consiste à sanctionner le fait accompli. De plus, beaucoup de gens la considèrent, malgré l'apparence, comme une espèce de succédané de celle de Burnham. Vous avez vu la lettre d'un de nos lecteurs. Je lis la même chose dans un entrefilet de *l'Action Syndicale*. Ce n'est pas par hasard que ces critiques disent : « votre théorie selon laquelle une couche de la classe ouvrière doit jouer un rôle distinct des autres, c'est-à-dire celui d'une dictature d'une minorité sur la masse de la classe travailleuse, inévitable selon vous, c'est en gros, sous une forme un peu différente, et avec une qualification différente des couches en cause, la théorie d'une classe directoriale, analysée autrement et sur des bases un peu différentes de celles de Burnham, mais qui a quelque chose de commun ». Il me semble en effet qu'il y a là quelque chose de commun, dans la mesure où l'on estime que la différenciation d'une couche supérieure de la classe ouvrière correspond à un rôle économique et politique distinct, un rôle défini comme essentiellement producteur et administrateur, par opposition à celui des couches considérées comme arriérées parce qu'elles seraient surtout consommatrices. En effet, cette couche supérieure de la classe ouvrière n'est pas seulement une couche productrice au sens direct, c'est aussi une couche administrative, une couche de dirigeants des institutions économiques et sociales, c'est-à-dire une couche que l'on peut

appeler bureaucratique, directoriale, d'élite. Que l'on se serve du terme que l'on voudra, le problème n'est pas là. Le problème, c'est que l'on considère cette couche comme ayant un pouvoir et un rôle de direction *distinct* et *légitime* sur les autres. C'est ce problème qu'il faut que nous approfondissions.

Il faut donc étudier avec précision les formes de séparation des couches dirigeantes par rapport à la masse ; ces formes n'ont pas une allure nécessaire, sous l'aspect qu'elles revêtent à l'heure actuelle. Ces formes ne sont pas universellement inévitables. Elles peuvent et doivent être modifiées. Il y a là une question d'orientation, d'évolution, de tendance, de plus ou de moins, qui joue un grand rôle dans le développement réel des événements. C'est d'ailleurs un problème qui se pose périodiquement à la direction économique et sociale elle-même ; celle-ci voit d'une façon beaucoup moins radicale l'aspect tranché, séparé, de la couche dirigeante dont elle fait partie, ou tout au moins elle ne voit pas d'une façon si tranchée la séparation entre elle et la masse, parce qu'elle admet les épurations, les remaniements permanents d'appareils administratifs, la montée constante de nouveaux cadres ouvriers, etc... C'est-à-dire qu'elle est contrainte, en dépit d'une certaine tendance à la cristallisation de noyaux dirigeants distincts de la masse, au rétablissement périodique d'une circulation entre le bas et le haut, entre le haut et le bas, sans laquelle cette société, telle qu'elle est, ne pourrait pas se développer.

C'est ainsi que se posent des problèmes de démocratie dans le développement de la société socialiste. Là aussi il ne s'agit pas de codifier l'état de choses actuel en disant : nous avons, en définitive, affaire à des stratifications assez distinctes qui imposent la domination absolue de l'une d'entre elles parce que les autres sont arriérées, et cet état de choses est non seulement durable, mais en définitive est une norme. Non. Nous devons au contraire voir si l'état actuel de séparation de certaines couches dirigeantes ne constitue pas, dans certaines circonstances, un danger pour l'évolution future, et si d'ailleurs les aménagements qui y sont périodiquement opérés ne sont pas la reconnaissance implicite de ces dangers. Nous devons examiner dans quelle mesure des transformations peuvent être préconisées au bénéfice du fonctionnement économique du régime.

Seulement, nous ne pourrions pas faire cela en nous contentant de formules générales, il nous faudra entrer dans le domaine des analyses détaillées, concrètes. J'ai essayé de trouver des données économiques, chiffrées, sur la structure sociale détaillée de la classe ouvrière en U.R.S.S. ; j'ai constaté que c'est extrêmement difficile : il n'y en a pas ; les seules données accessibles sont celles qui proviennent d'une étude parue en 1939, où l'on ne trouve que des chiffres très globaux, qui sont tout de même intéressants parce qu'ils montrent, par comparaison avec 1928, comment le recensement, dans une certaine mesure, reflète l'état de composition de la société. Dans les statistiques bourgeoises on distingue quand même les travailleurs agricoles, les ouvriers, les patrons, les chefs d'entreprise, etc. Tout cela nous fait aussi connaître les aspects fallacieux de ces statistiques. Dans les statistiques soviétiques, c'est beaucoup plus difficile. Je vois qu'en 1928 on différencie : les bourgeois, les salariés comprenant tous les ouvriers d'usine, les ouvriers agricoles, les employés et les fonctionnaires, les paysans individuels, les kolkhoziens, les soldats, étudiants et pensionnés et les artisans collectivisés et non collectivisés. En 1939, les bourgeois ont disparu : il y a zéro à la colonne des bourgeois. Pour les salariés, on a un changement de 26 millions à 84 millions, c'est-à-dire une grande augmentation, dont 30 millions d'employés d'administrations, transports, coopératives, soldats et étudiants, ce qui fait, si nous défalquons ces 30 millions des 84 millions de 1939, que nous retrouvons presque les chiffres de 1928 dans lesquels n'étaient pas compris les employés, les soldats, étudiants, etc. Les paysans individuels tombent de 11 millions à 3 millions, les kolkhoziens montent de 40 millions à 75 millions ; il y a les artisans collectivisés, 3 millions, et les non-collectivisés, 1.300.000.

Tout ceci montre qu'on pourrait pousser l'analyse plus loin, mais que c'est difficile aujourd'hui, qu'on ne trouve pas de sources, mais que si l'on s'y efforçait on serait amené à poser le problème des différenciations sociales non seulement par rapport à la forme générale de rémunération, mais aussi par rapport aux fonctions de direction. Cela serait beaucoup plus instructif que ce que peuvent nous apprendre les statistiques actuelles. Beaucoup d'autres révélations pourraient être rapportées par le recensement détaillé relatif aux familles, aux successions, aux impôts, aux emprunts, etc... Les revenus en nature ou sociaux devraient faire l'objet de

statistiques détaillées, sur leur nature, l'origine de leurs bénéficiaires, la parenté de ceux-ci, leur répartition géographique, etc...

Comment définissons-nous le socialisme ?

Je vais terminer avec ce point. Je veux simplement poser une question d'ensemble relative à la signification générale des normes. Car il faut tout de même bien se servir de certains principes directeurs dans l'analyse sociale, qu'on le veuille ou non. Et d'autre part le programme du parti ouvrier implique la nécessité de certains buts et objectifs, donc de certains types de normes.

Qu'est-ce que cela peut signifier en fonction du développement concret, si l'on admet que les normes, ou au moins certaines normes qui se dégagent du développement de l'U.R.S.S., ne sont pas forcément des normes valables pour toutes les formes de développement socialiste possible ? Que seront pour nous des normes valables sur le plan international ? Autrement dit, encore une fois, qu'est-ce que le socialisme ?

Ici, nous avons des réponses bien connues, plus ou moins morales, celles de toutes sortes de gens qui ne rattachent plus les principes du socialisme qu'à des considérations morales (ou que l'on considère comme morales), qui disent : au fond le socialisme se ramène à des idées de justice, de raison, etc... c'est-à-dire des idées dérivées d'un idéal actuel mal défini, extrapolées et données comme objectif final, comme normes absolues.

A mon avis, il faut prendre la question sous un autre angle et revenir à ce qui fut l'inspiration première du mouvement marxiste. Ce qui fut alors considéré comme norme générale du socialisme, c'est l'objectif historique qui ressort d'une analyse totale du développement économique et social, des hommes et de la nature, dépassant les aspects particuliers qu'il peut revêtir dans le présent. Il y a là un élément qui tient à une conception déterministe de l'histoire, et un autre qui tient au côté global de cette évolution historique, considérée mondialement. C'est d'ailleurs ce qui, dans le socialisme de Marx, constitue l'apport fondamental, l'un de ses traits distinctifs. C'est le sens du déterminisme causal dans l'histoire naturelle et humaine, qui nous donne la possibilité d'envisager une certaine direction de son développement ; et

la signification de cette causalité ne réside pas dans des circonstances partielles, mais dans le cadre du développement historique total du monde.

Certaines gens disent que c'est ce que Marx a emprunté à Hegel, et donc ce qui peut être sujet à caution. Mais en tout cas, c'est, jusqu'à nouvel ordre, ce qui constitue pour nous le trait distinctif et le trait dialectique de la question, car c'est justement en fonction de la signification totale du développement historique que l'on peut apprécier les variations particulières du développement dans telle ou telle situation.

Ceci nous amène à la théorie du socialisme dans un seul pays.

Le communisme dans un pays isolé.

Je me bornerai à quelques considérations sur le problème de la théorie du communisme dans un seul pays, qui me paraît le problème le plus important à discuter parce qu'il met en cause tous les autres.

Premièrement il est clair que nous n'avons pas de norme absolue à ce sujet. Personne n'a jamais prédit exactement ce que pouvait donner le développement du socialisme dans « un pays isolé pris à part » selon la formule, et ce qui s'est produit dans l'économie socialiste de l'U.R.S.S. est évidemment une expérience nouvelle qu'il faut étudier comme telle.

Le fait brut, c'est que l'économie socialiste s'est développée depuis trente ans dans un cadre isolé. Nous allons voir d'ailleurs ce que signifie cet isolement. Quelle explication donner à ce phénomène ?

Il y a une première théorie, classique, qui est la théorie dite des conséquences du développement inégal du système capitaliste, théorie reprise assez largement à l'heure actuelle, mais cependant dépassée sur plus d'un point.

Cette loi de l'inégalité du développement n'est pas en fait une loi du développement capitaliste ; ce n'est pas une loi au sens vrai du mot ; c'est plutôt une conséquence. Qu'est-ce qui entraîne inévitablement des inégalités dans les allures et les formes du développement selon les régions ou selon les pays ? C'est la structure concurrentielle du capitalisme dans un marché mondial unifié. Il s'agit donc d'une manifestation

constante d'une certaine forme de développement, mais ce n'est pas une loi, car elle n'explique ni les forces motrices générales du capitalisme, ni non plus celles de l'aspiration au socialisme. Au contraire, elle est elle-même expliquée par les lois plus fondamentales du capitalisme.

Je crois qu'il y aurait d'ailleurs à faire une analyse des formes présentes d'inégalité du développement, qui sont nouvelles, parce que nous sommes passés de la période des antagonismes nationaux et des grands impérialismes, de la lutte entre les puissances internationales et leurs bases nationales, leur puissance, etc... à une phase où nous voyons ces antagonismes prendre des aspects nouveaux qui sont déterminés avant tout par la prédominance d'un de ces grands impérialismes, qui est celui des Etats-Unis. Il en découle aussi que les formes du développement inégal prennent un aspect particulièrement chaotique et qu'il faudrait étudier.

En tout cas, lorsque le système capitaliste s'est rompu en Russie, c'était la manifestation non pas simplement d'un développement inégal par rapport à ce développement dans d'autres pays capitalistes, mais, selon l'image classique, du fait que la chaîne des liens *internationaux* du capitalisme s'est trouvée la plus faible dans ce pays.

Que signifie cette image ? Cela ne signifie pas que le capitalisme étant arriéré par suite de l'inégalité du développement en Russie par rapport à l'Occident, les conditions de l'apparition du socialisme étaient plus favorables en Russie, ce qui est une sorte de thèse libérale-petite bourgeoise d'ailleurs assez répandue. Il est absurde de soutenir que l'arriération du système capitaliste en Russie, par suite du développement inégal, rendait les conditions assez favorables à l'apparition du socialisme. Ce qui importait, c'est autre chose. C'est le fait que les tensions *internes* au système capitaliste *mondial* se présentaient dans le cadre national russe d'une façon particulièrement aiguë, caractérisée à la fois par l'arriération de certains rapports de production, notamment à la campagne, et par le caractère éminemment progressif et évolué, au contraire, que présentait le développement industriel et financier. Donc, la conquête du pouvoir en Russie n'est pas due, comme à une cause directe, au développement inégal du capitalisme en général, mais à la forme et à la tension particulière des contradictions capitalistes dans ce système, exploitées de façon juste par un parti ouvrier.

Il n'y a donc pas une liaison logique, inévitable, entre le développement inégal du capitalisme et le développement ultérieur du socialisme dans un pays isolé. Si l'on veut dire, en s'appuyant sur la loi du développement inégal, que les mouvements révolutionnaires peuvent apparaître tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, qu'il n'y a pas obligation ni nécessité, ni probabilité, d'une simultanéité immédiate de l'apparition du socialisme dans le monde, c'est un truisme évident, et personne ne sera en désaccord avec cette constatation de fait. Mais c'est refuser d'envisager la portée révolutionnaire des contradictions internes d'un pays.

On constate que l'isolement de la révolution socialiste en U.R.S.S. a joué un rôle grandissant dans les explications théoriques qui ont été données ultérieurement de son développement. On qualifie cet isolement de plusieurs manières ; tantôt il s'agit d'un isolement conçu sur le plan économique, c'est-à-dire qu'on a affaire à une unité économique qui fonctionne sur la base d'un système distinct de celui du monde capitaliste ; tantôt on prend la signification politique et unitaire de cet isolement, c'est-à-dire qu'on parle d'un *encerclement*. La société se trouve en butte au capitalisme, et l'isolement équivaut à un encerclement, lequel entraîne une certaine forme de défense, et aussi de développement économique.

Le problème qui se pose ici est de savoir si le *développement vers le socialisme dans un seul pays pris à part constitue une norme*, c'est-à-dire constitue une règle et une forme que l'on puisse retrouver ailleurs, ou bien si les formes concrètes que cet isolement a pris en Russie représentent précisément l'expression de cet isolement particulier ; autrement dit, est-ce que le développement du socialisme dans d'autres pays, dans d'autres secteurs, modifierait ou non l'allure du développement dans la Russie Soviétique, et en fin de compte, est-ce que les objectifs d'une société communiste proprement dite peuvent être atteints dans ce cadre isolé, ou est-ce qu'au contraire l'agrégation d'autres pays n'est pas nécessaire ?

La théorie officielle sur le développement du communisme dans un seul pays a été très souvent développée : une dernière formule que vous connaissez : « le communisme est-il possible dans un seul pays ? ». Oui, répond Staline, « le communisme dans un seul pays est tout à fait possible, surtout dans un pays comme l'Union Soviétique ». (Au XVIII^e Congrès du P.C.R., en 1939.) C'est-à-dire que l'affirmation que la possibilité de développer des rapports *purement communistes*

dans un pays isolé, à l'intérieur de l'économie capitaliste mondiale, est donnée comme un article de confiance, comme une norme absolue. Mais l'étude des conditions comparatives de son développement possible n'est pas donnée à partir de là. Nous sommes donc en droit, sur ce terrain, de constater d'abord qu'aucune justification théorique ou économique n'est donnée de la possibilité de construire le communisme dans un seul pays. Cela est possible « surtout », dit-on, dans un pays comme l'Union Soviétique, c'est-à-dire dans un pays de grandes ressources humaines et naturelles et, d'une manière générale, disposant d'un potentiel économique très large et varié. C'est là une justification dont il faut d'ailleurs apprécier le poids et le sens si l'on veut poser la question inverse, à savoir : pourquoi est-ce que la construction du communisme intégral ne paraît pas pouvoir aboutir seulement à l'échelle nationale, pourquoi est-ce que l'échelle internationale paraît nécessaire ?

On a dit, dans un première période, que l'état d'arriération de la Russie expliquait les possibilités de développement rapide du socialisme ; il fallait rattraper le niveau de développement du monde capitaliste. Il y avait là toute une tâche de construction, tout un problème de renouvellement de la production agricole qui, en liaison avec le développement industriel et l'arriération, donnait une justification à l'impulsion vers le socialisme dans un cadre isolé. C'était une base nécessaire, un objectif indiqué plus d'une fois par Lénine dans les premières années de la révolution, pour atteindre un niveau comparable à celui des autres pays capitalistes, et aboutir par-là à une sorte de péréquation des niveaux de vie dans la classe ouvrière des pays industriels avancés.

Aujourd'hui, la situation se présente différemment, en ce sens qu'on ne peut plus dire que la Russie est un Etat arriéré ; comparativement au monde capitaliste, comparativement aux autres Etats, on ne peut pas dire que la Russie est un Etat arriéré ; elle est même sous certains rapports un Etat avancé, même du point de vue des critères techniques quantitatifs, de production, sans parler, bien entendu, du niveau historique que suppose le développement des cadres socialistes de l'économie. Par conséquent, la réalisation intégrale du communisme dans un Etat particulier doit trouver une autre justification.

L'autre argument qui est donné en faveur du développement dans un pays isolé est précisément l'autarcie économique et géographique qui est dans une certaine mesure celle de la Russie, non seulement pour des raisons politiques et démographiques, mais pour des raisons géographiques et naturelles. Le fait qu'en U.R.S.S. on dispose de ressources de toute nature, très variées, de climats et de sols complémentaires, etc... fournit effectivement le cadre d'un développement économique complet qui ne paraît pas possible dans le cas d'une unité économique d'un autre genre, plus restreinte, disons la Suisse par exemple. Si demain le socialisme devait se développer dans le cadre isolé de la Suisse ou du Chili, les données économiques fondamentales seraient différentes.

Cependant, il y a ici un problème théorique qui est ouvert : on peut se demander si, sur le plan de l'analyse strictement théorique, un système d'équilibre absolu tel que peut l'engendrer l'évolution vers un communisme complet, n'est pas possible dans le cadre de presque n'importe quelle unité économique. Il me semble que du point de vue de l'abstraction pure, la chose est en quelque sorte possible. Cela supposerait que les besoins, les rapports entre les besoins sociaux et les besoins particuliers qui constituent la base de l'évolution dans un tel régime, soient moulés sur les possibilités concrètes qui sont offertes par un système de production donné, par un territoire donné. A partir du moment où l'on dispose d'une économie qui serait purement rationnelle, il n'est pas exclu que l'on puisse mouler les besoins sur les ressources existantes. La nécessité d'exploiter certaines ressources plutôt que d'autres devient un problème rationnel sur lequel on peut mouler les besoins humains, alors que dans le système capitaliste il se produit, en quelque sorte, l'inverse. Si bien que sur le plan purement théorique de l'analyse de l'équilibre absolu auquel on devrait parvenir en pareil régime, on pourrait peut-être dire que le socialisme est réalisable, non pas à proprement parler dans un seul *pays*, car ce n'est plus un problème de « pays », mais, si l'on peut dire, dans une unité économique quelconque.

Ce sont des problèmes dans lesquels je ne m'aventure pas à fond, et qui doivent être étudiés. Mais il me semble qu'on ne peut pas opposer simplement à la théorie du communisme dans un seul pays des arguments purement abstraits, tels que ceux de l'impossibilité théorique de réaliser des systèmes

d'équilibre dans une unité économique donnée, parce qu'il y aurait là un empêchement absolu.

Seulement, cette façon de voir serait purement abstraite, et dans la réalité nous avons affaire, non pas à un milieu économique quelconque, mais à un milieu économique *donné*, qui est celui du système mondial de l'économie ; dans ce système-là, nous avons affaire à une séparation entre une économie socialiste et une économie capitaliste, dont les rapports ne peuvent pas être absolument hétérogènes, car il existe une circulation entre ces deux économies. Par le canal du marché mondial, et malgré le contrôle politique et économique de l'Etat socialiste, certaines données imposent à l'intérieur d'un pays isolé, même socialiste, toute une série de mesures, toute une série de voies de développement, qui sont dues à cette situation d'entourage dans un milieu hétérogène, même si la part du commerce extérieur proprement dit, qui est la forme la plus apparente sous laquelle se manifeste la liaison d'une économie avec le marché mondial, est assez réduite. Il y a quantité d'autres formes dérivées de connexion, qui peuvent prendre des allures très brutales, comme cela s'est produit pendant cette guerre-ci, qui agissent et réagissent inévitablement sur le développement économique intérieur socialiste isolé.

Ces raisons d'ordre général, qui paraissent l'évidence, se prolongent sur le plan social par un autre phénomène, à savoir qu'en vertu, non pas seulement de la loi du développement inégal, mais de la *crise inégale du système capitaliste*, se font jour dans d'autres régions du globe des luttes pour le socialisme ; qu'inévitablement des liens doivent s'établir, existent en puissance, entre le développement économique isolé de l'U.R.S.S. et celui de la lutte sociale dans d'autres pays. Il n'y a pas là de règles absolues à prévoir. Il serait absurde d'affirmer que la lutte internationale doit suivre obligatoirement telle ou telle ligne de développement, ou bien que des continents entiers doivent passer du jour au lendemain à une liaison socialiste internationale achevée. Il est tout à fait clair que ce développement suppose des phases intermédiaires d'agrégation, de péréquation des situations en fonction de phénomènes géographiques et sociaux relatifs aux sources de matières premières, aux productions agricoles, au potentiel en travail humain, etc... Mais néanmoins, la perspective fondamentale, dans le cadre de la division mondiale du travail, est celle d'une liaison nécessaire entre le système

socialiste provisoirement isolé et celui qui peut surgir dans d'autres pays ou régions. Ce processus peut se produire progressivement, par à-coups, avec des reculs qui sont aussi prévisibles — c'est-à-dire que la position peut être éventuellement perdue dans certains secteurs, il y aura des contradictions, etc... Néanmoins, il vise un objectif fondamental, nécessaire, qui est celui de la *recréation de la division internationale du travail sur le plan du socialisme, condition qui rend possible la suppression des interférences et de l'héritage des normes dites bourgeoises dans les rapports entre hommes.*

On peut admettre qu'il est possible de se *rapprocher* dans un pays isolé, des conditions du socialisme. On peut conquérir des positions partielles importantes, capitales, mais l'on ne peut pas dépasser certains niveaux de la création de véritables rapports sociaux communistes ou socialistes tant que l'on n'est pas parvenu à intégrer dans un pareil système l'ensemble décisif de l'économie mondiale.

Il ne faut pas ici jouer sur le sens du mot *totalité* ; il est évident que la maîtrise et l'intégration dans un système socialiste de régions fondamentales de la planète, de ce que j'appelle l'ensemble décisif, équivaldrait à un socialisme international, même s'il restait en dehors des régions encore assez étendues de l'économie internationale. Néanmoins, cela suppose la maîtrise de régions représentant la majorité du potentiel économique et humain dans le monde entier, et l'ensemble des secteurs de production décisifs. En particulier, il faudra dominer non seulement des continents, mais aussi des océans et des espaces aériens.

Au-delà de toutes les raisons économiques, que l'on peut, qu'il faut examiner, relatives à l'impossibilité d'aboutir au communisme complet dans un seul pays, il faudrait évidemment étudier les conditions politiques et sociales que comporte cette impossibilité : le fait qu'un conflit latent existe, que par conséquent se pose le problème du budget de guerre, le problème du développement des plans économiques en fonction de certaines perspectives de défense et de guerre, et que dans l'état actuel des choses, ces perspectives pèsent d'un poids excessivement lourd sur le développement possible dans le pays isolé vers le socialisme. Ce ne sont pas là seulement des accidents, des empêchements passagers, des vécilles ; on a tendance à considérer que la dernière guerre représente une espèce d'accroc passager, et qu'il y aura peut-être un second accroc, mais que ce ne sont toujours que des accrocs. Pour-

tant, la chose est plus grave : le rapport international entre l'économie socialiste isolée et le reste du monde connaît des périodes de paix, des périodes économiques de paix, et des périodes de guerre sous différentes formes, qui leur sont intégrés et qui ont des répercussions sur le développement économique lui-même.

Cette question ne serait pas si importante si elle ne mettait pas en cause le développement vers le socialisme dans le reste du monde, et la tactique des partis ouvriers dans les autres pays que l'U.R.S.S. Même les partisans de la théorie du communisme dans un seul pays admettent qu'il serait souhaitable que dans d'autres pays le socialisme s'établisse, que la classe ouvrière s'empare, là aussi, du pouvoir, et que par suite on arrive à élargir le cadre de ce qui est aujourd'hui le développement socialiste dans l'U.R.S.S. Mais l'expérience historique nous montre que cette tendance n'est pas tellement reconnue dans les faits, mais plutôt en paroles générales. C'est là aussi un des points sur lesquels il faut se prononcer, parce qu'il détermine dans une très large mesure les tactiques possibles des partis ouvriers.

A partir de la théorie du communisme dans un seul pays, la conclusion que l'on tire en général, c'est la possibilité de créer, en s'adossant en quelque sorte au régime de l'économie socialiste, par extension, par voie de taches d'huile, des régimes similaires qui peuvent même être introduits « par en haut ». Ici devrait intervenir l'étude des régimes dits de transition, intermédiaires, tels qu'ils se développent à l'heure actuelle dans l'Europe Orientale.

Si l'on disposait de toute la documentation nécessaire, si l'on avait étudié de façon approfondie les rapports économiques qui se développent là-bas, je pense que l'on aboutirait justement à montrer en quoi la théorie du communisme dans un seul pays est fausse, en quoi sa cristallisation a tendance à entraver le développement de la classe ouvrière vers le socialisme dans les autres pays, en quoi cette tendance est elle-même contrecarrée par le mouvement inévitable dans ces pays, et même dans bien d'autres régions, vers l'utilisation des crises sociales pour l'établissement du socialisme. *La théorie du communisme dans un seul pays arrive à entrer en conflit avec la nécessité de l'établissement socialiste dans les autres pays.*

Voilà le problème tel qu'il se pose à partir du moment où l'on admet que la lutte pour le socialisme dans d'autres pays que l'U.R.S.S. peut avoir lieu par le canal des luttes de la classe ouvrière et non comme un don bureaucratique offert de l'extérieur.

Si l'on considère comme norme, comme une norme que nous aurait enseigné le développement de la Russie Soviétique, le fait que dans le monde entier la formule la plus vraisemblable est celle d'une révolution dite « par en haut », tenant compte de l'expérience acquise en Russie à ce sujet, on est amené à cette idée d'un développement en tache d'huile, d'une perte d'autonomie possible dans la lutte de la classe ouvrière dans les autres pays, de l'impossibilité de poser les problèmes du socialisme en dehors des cadres développés de façon toute particulière dans la Russie elle-même, c'est-à-dire — nous en revenons toujours à la même chose — qu'on est tenté d'imposer au développement du reste du monde ce qui est un état de fait en Russie, état de fait que l'on transforme en norme, en donnant comme loi le développement à l'extérieur ce qui est érigé en forme de norme à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Il faudrait ici faire intervenir un examen des conséquences de la crise de ce que l'on appelle aussi la pourriture, la dégénérescence du système capitaliste dans son ensemble, pendant la dernière période, surtout depuis cette guerre-ci. Car on ajoute que si la voie d'une adaptation aux normes du développement de la Russie soviétique paraît nécessaire, c'est aussi parce que la crise du capitalisme international et les ruines dues à la guerre ont terriblement affaibli les positions potentielles du socialisme, celles de la classe ouvrière, et que cet affaiblissement rend nécessaire une sorte d'appui d'un frère aîné.

Sur ce point aussi il est évident que nous avons besoin d'un examen approfondi des caractéristiques actuelles de la dégénérescence et de la crise du système capitaliste, et de ses répercussions dans la situation de l'U.R.S.S. et de l'Est européen d'une part, et dans la classe ouvrière internationale d'une part. On a trop tendance, à mon sens, à y voir une sorte de déclin unilatéral, purement quantitatif, par exemple en mettant en avant une certaine réduction proportionnelle des ouvriers producteurs dans le système de production en général, en soulignant certains types de baisse dans la production ou la consommation, la réduction du commerce mondial multilatéral, toute une série d'indices et de critères d'or-

dre quantitatif qui donnent l'impression d'un déclin progressif, mais n'expliquent pas suffisamment toute une autre série de caractéristiques de cette situation. Il faut comprendre la dialectique de cette situation. En fait, nous avons affaire, avant tout, à une tension nouvelle de rapports déjà très contradictoires. La baisse de la production, par exemple, le malthusianisme des trusts, sont des phénomènes contredits par des développements considérables et un expansionnisme renouvelé dans certains domaines. Les tendances malthusiennes des trusts, cette tendance du capitalisme monopoleur bloqué par sa propre mécanique dans le domaine de la production, sont un phénomène relatif, qui doit être interprété dialectiquement.

En fait, comme je l'ai déjà dit, on a assisté pendant la guerre à un développement gigantesque de la production dans le monde ; pour des buts de guerre, dira-t-on. Mais cela s'est produit aussi dans des périodes historiques précédentes : ainsi sous Napoléon, et pendant la seconde partie du XIX^e siècle. Et n'oublions pas que l'expansion et la guerre coloniale existaient à l'état endémique. Au cours de cette guerre-ci, malgré la diminution des biens de consommation civils, il y a eu développement des moyens de production ; c'est justement pour cela que s'est posé le problème de la reconversion après la guerre.

Il n'y a donc pas du tout déclin unilatéral dans le domaine de la production en général. Il n'y a pas non plus affaiblissement unilatéral des positions impérialistes qui en découlent. Il faudrait étudier à fond la position et la signification de la position des Etats-Unis dans le système impérialiste mondial, c'est-à-dire la tendance à créer une sorte de nouveau marché mondial centré sur les Etats-Unis, la tendance à une sorte de super-monopole unique coiffant les autres, ce qui, naturellement, créera de nouvelles incompatibilités et de nouvelles contradictions, de multiples luttes de concurrence plus ou moins violentes.

A l'autre pôle, il n'apparaît pas que d'une certaine stagnation dans les chiffres de la population ouvrière on puisse tirer des conclusions tellement pessimistes sur le recul et le démembrement du prolétariat. On a souvent cité le fait qu'il y a beaucoup plus de travailleurs dans le commerce, la circulation, les transports, l'administration, que dans les branches directement productives. Mais d'abord, ce sont des traits relativement anciens. Si l'on examine les statistiques, on voit

que ce sont des traits, une tendance, très anciens. Ensuite, ce sont des traits qui n'équivalent pas toujours à proprement parler à un recul absolu des ouvriers, mais à des déplacements relatifs. Ainsi l'on constate que l'augmentation proportionnelle des travailleurs des branches du commerce, des professions libérales, administrations, fonctionnaires, comparativement aux producteurs directs, est due presque uniquement au déplacement et à l'accroissement dans ces métiers de la main-d'œuvre féminine. C'est un changement très important des métiers féminins qui se sont portés de plus en plus des métiers industriels comme le textile vers les professions de bureau, et en général sont entrés en masse dans la vie professionnelle active, déplacement qui porte en France sur près de 3 millions de femmes depuis 30 ans. Il n'y a pas une telle variation pour la main-d'œuvre masculine. Le tableau général n'est pas une décadence organique avancée. Il y a une certaine tendance à la stagnation, liée à l'embouteillement du marché mondial de paix, mais qui n'équivaut nullement à une sorte de démission de la classe ouvrière comme on le prétend.

Par contre il semble que les conséquences organiques de la guerre elle-même jouent un rôle proportionnellement beaucoup plus grand : destructions matérielles, destructions de vies humaines, migrations volontaires ou forcées, et cent millions de morts, c'est un facteur qui joue un rôle considérable. Il y a là un ensemble de phénomènes qui altèrent le visage classique de la structure de la classe ouvrière, qui pèsent d'un grand poids dans la situation politique actuelle. Mais s'agit-il d'une tendance ayant une signification historique pour très longtemps ? Ce n'est pas sûr. Cela ne paraît pas justifier l'idée qu'il faille procéder à une sorte de recul stratégique d'ensemble, que la classe ouvrière disparaît au profit d'un amalgame social entre petits-bourgeois et ouvriers, dont les intérêts tendraient à se confondre sous une direction bureaucratique à qui reviendrait la tâche de tracer des perspectives révolutionnaires socialistes dans le monde.

Il résulte de ces quelques observations que ce que nous avons à faire dans le domaine des théories qui tournent autour de ce que l'on appelle « le communisme dans un seul pays » consiste à en faire l'analyse critique, à l'éclairer, et non à la justifier parce qu'elle existe, mais à l'analyser parce qu'elle existe non comme une politique consciente de son sens historique objectif, comme le fruit d'un processus dialectique réel,

mais comme une contradiction encore insurmontée. Pour y parvenir, il faut étudier aujourd'hui les dessous de cette théorie, ses origines, comment elle est née et comment elle s'explique, ce qu'elle exprime. Nous ne sommes pas tenus de la prendre pour une théorie réellement explicative, mais comme une théorie proposée sans justification (comme une sorte de couronnement hégélien à certains développements empiriques). Et dans la mesure où nous ne nous plaçons pas à l'intérieur de ce système empirique et où nous essayons de conserver un aperçu mondial du développement en général, nous sommes tenus de procéder à une analyse des raisons qui ont fait surgir cette théorie.

Octobre 1947.

II. THÉORIE DES BESOINS.

(LOIS ECONOMIQUES, PLAN, PRODUCTION, CONSOMMATION ET REVENUS)

Bettelheim combine les critères de la « rationalité économique » et du besoin, sous une forme qui tient plus des exigences sociales du moment (par exemple bourgeoises ou socialistes d'Etat) que du mouvement antagonique général de la société. Tout tient en ceci (p. 21) : « Il n'y a rationnellement, en tenant compte des besoins sociaux effectifs, qu'un nombre limité d'objectifs qui peuvent être recherchés ». D'emblée, on voit ici la fausse abstraction. Que signifie ici « rationnellement » ? Ou c'est un terme imprécis et qui sert de paravent, ou cela se rapporte à une certaine forme, à un « ordre » des modes de répartition (tant dans la production que dans la consommation), considérés comme rationnels parce qu'ils *satisfont* certaines des exigences de groupes sociaux (complémentaires ou contradictoires à des titres divers). La rationalité d'un mode de répartition des revenus, par exemple, a peu de choses en commun avec celle d'un théorème de géométrie. De même, la rationalité d'une stratégie militaire, d'opérations de guerre, dans laquelle *nécessairement* l'un des antagonistes sera vaincu, même si sa conduite a été rationnelle, est tout autre chose que la rationalité d'une décision économique, à l'échelle de l'entreprise ou de l'Etat. Et que sont les besoins sociaux effectifs ? Ce sont justement les besoins sociaux considérés (par qui ?) comme rationnels. Ainsi, les

objectifs économiques sont rationnels et limités parce qu'ils dépendent de besoins sociaux donnés, et ce sont des besoins sociaux « effectifs » parce qu'ils sont rationnels. Voilà la dialectique à peine démarquée de Hegel qui sert de point de départ. Mais les besoins sociaux se définissent par leur structure de classe (s'ils sont effectifs) et entrent en conflit avec la « rationalité » des objectifs des planificateurs (qui, bourgeois ou socialistes, sont à l'origine ceux de l'Etat).

Bettelheim pense résoudre cette difficulté en écrivant que le plan rationnel peut être mis sur pied « dans le cadre de la structure sociale *homogène* » qu'entraîne la collectivisation des moyens de production et d'échange. Ici, la rationalité du plan suppose, non des conflits, mais l'harmonie. Car, qu'est-ce que cette structure sociale homogène ? L'auteur veut dire que les intérêts économiques fondamentaux des classes ne sont plus opposés, qu'il y a donc une *uniformité des besoins*, une homogénéité sociale (= identité des parties), qui ressort de l'absence de classes antagonistes ; qu'on peut donc élaborer une production et une répartition rationnelles parce qu'elles n'ont à tenir compte que d'un seul type de mode de satisfaction finale des besoins, uniforme dans la société considérée (travail, consommation individuelle). Il s'agit d'uniformité, non d'égalité quantitative ; les besoins à satisfaire, en travail et en consommation, sont du même type ; c'est tout. Tous les revenus sont du même type : ce sont des salaires socialistes.

Faut-il alors admettre que les classes ou intérêts de groupes antagonistes sont automatiquement supprimés par la collectivisation ? Peut-on faire entrer dans le cadre de cette homogénéité (plan d'entreprises collectives), les intérêts de l'agriculture et de l'industrie, par exemple ? Ceux des fonctionnaires et des travailleurs productifs ? D'une part, la « rationalité » du marché des moyens de production aux divers stades est-elle du même type que celle du marché des moyens de consommation ? Où est ici l'homogénéité ? Cette homogénéité, hypothèse sociale de l'économiste, correspond à la « rationalité » de son plan, mais ni l'une ni l'autre ne font encore partie de la *réalité sociale*, des besoins des masses travailleuses réelles. La réduction des besoins généraux de la société à des exigences homogènes, c'est-à-dire d'un même type, tient-elle compte de leur aspect *qualitatif* ? Bettelheim a développé ailleurs, comme tous les staliniens, l'idée que la caractéristique du socialisme dans sa première phase est justement la *non-homogénéité qualitative* de la nouvelle classe travailleuse,

qui doit se *différencier* en aristocratie, etc. Cette différenciation, si elle n'a ni les mêmes formes, ni les mêmes caractéristiques et effets que ceux qui s'expriment dans les rapports capitalistes, rend tout de même chancelante l'idée d'homogénéité simple.

Répondre que la qualité est ici réductible à un dénominateur commun simple, quantitatif, comme le travail complexe est réductible abstraitement au travail simple, c'est esquiver la question. Car le qualitatif se transforme aussi en quantitatif, l'homogénéité postulée ou apparente (ou réelle sous certains aspects) donne aussi naissance à des rapports hétérogènes. Des salaires différents quantitativement, pour des travaux quantitativement différents (mesurés en temps, par exemple), donnent lieu à consommation, épargne, accumulation, qualitativement hétérogènes, avec leurs multiples aspects analogiques (effets sur les besoins, l'habitation, les dimensions de la famille, la mobilité, l'éducation, etc.).

En somme, Bettelheim fait la théorie d'un système *qui n'existe pas*. C'est l'U.R.S.S. idyllique, comme Bastiat était le capitalisme idyllique. Marx faisant l'exposé critique du mécanisme de l'économie capitaliste expliquait un régime existant et pleinement épanoui. Il recherchait les lois de développement du régime qui avait mûri sous ses yeux. C'est en quoi il atteignait une rationalité sociale. De plus, il transposait cette rationalité dans un modèle théorique fondé sur une rationalité pure du système, avec toutes les réductions que cela suppose. Bettelheim s'écarte de cette démarche en tentant la théorie d'un régime postulé, qui n'existe pas et qui ne peut pleinement exister, car le socialisme complètement épanoui détruira (dépassera) toutes les contradictions du socialisme d'Etat, seules observables à présent. Plutôt que chercher la rationalité dans l'état présent de l'économie de l'U.R.S.S., il fallait critiquer et estimer son *mouvement*, ses lignes de développement (Bettelheim s'en abstenant est toujours en retard d'une crise en U.R.S.S.) Bettelheim écrit que ses développements « représentent simplement un effort en vue de fournir une représentation théorique et abstraite de la réalité que représente aujourd'hui l'économie planifiée » (de l'U.R.S.S.). Mais cette représentation est une idéalisation. Say et Bastiat « représentaient » aussi le libéralisme et l'harmonie. La vraie représentation de régimes contradictoires ne peut être que *critique* et dialectique.

C'est dire qu'il faut désarticuler ce fameux principe de rationalité, si l'on veut que celle-ci soit autre chose qu'une nébuleuse. Par exemple, la planification centrale, même « autoritaire » ou incomplète, introduit un élément nouveau de pronostic et de but, qui donne à la conception même de la « théorie » du système un contenu nouveau. Il s'agit de rationalité de ce qu'il faut faire, des décisions et de leur exécution, plutôt que celle de « ce qui se fait » spontanément sans qu'on sache comment les résultats sont obtenus. La *théorie* économique ne répond pas exactement aux mêmes critères de cohérence dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme. Elle tient compte dans une plus grande mesure de la volonté sociale, et se rapproche de l'art (comme l'art de la guerre). Il y a un élément de prévision qui est une obligation sociale ; le contrôle des décisions vient alors au premier plan. La rationalité des décisions dépend des conditions optima de leur exécution, en fonction du bien-être général ou d'avantages de groupes. Les critères de la signification théorique de l'économie nouvelle restent à élaborer. L'une des principales difficultés provient des interférences entre économies socialistes d'Etat et entre celles-ci et le marché mondial, c'est-à-dire le système capitaliste. La crise de structure du marché mondial, par accroissement de l'emprise des monopoles, influe sur la structure même de l'économie socialiste, qui lui emprunte précisément la forme monopoliste.

Weber faisait une distinction, qui peut être utilisée ici, entre *zweckrational* et *wertrational*, rationalité d'objectif et valeur rationnelle. Ce qui est *zweckrational*, c'est l'action sociale en tant qu'elle est dirigée vers un système de fins individuelles discrètes (comme apparemment dans le capitalisme) ; au fond c'est l'utilitarisme de Bentham : chacun poursuit son intérêt et son bien-être et sait en conséquence ce qui est rationnel à son propre point de vue. Au-delà, il y a l'action *wert-rational*, l'orientation vers une valeur absolue — c'est-à-dire l'action sociale de l'Etat ; c'est en ce second sens qu'on peut parler de rationalité de l'économie soviétique.

Bettelheim met en équation l'*homogénéité* de la société, à savoir l'identité de ses éléments composants, et le caractère *rationnel* de l'économie qu'elle supporte. Cette sorte de géométrie projective est là pour justifier le rôle accordé à la planification dans cette idéalisation de l'économie soviétique. En effet, c'est le plan qui ferait la médiation entre le rationnel et l'homogène, comme symbole et instrument de la *justice*

sociale. « La planification, écrit Bettelheim (p. 2), au sens plein du mot, suppose la prédominance du mode social d'appropriation, c'est-à-dire de la propriété collective des moyens de production. A une telle structure économique correspond une structure sociale caractérisée par l'existence d'une seule catégorie sociale, celle des travailleurs salariés. » Ainsi, l'homogénéité sociale, c'est-à-dire l'existence d'une collection d'éléments identiques, les travailleurs salariés, est la clé de la planification. On a une seule grande classe, un ensemble de tous les ensembles, fermé. D'où la rationalité possible du système.

Cette position théorique n'est cependant qu'un postulat. L'ensemble est « vide », au sens des mathématiques. D'abord, le système du plan unique est et a été introduit en U.R.S.S., en Pologne, en Chine, etc. à un moment où l'économie collectivisée était loin d'avoir le pas sur l'économie privée, surtout agraire (quel que soit le mode d'estimation du poids relatif des secteurs) — et c'est justement de là que sont nés des conflits incessants et inévitables. Ensuite, il n'est pas vrai qu'il n'existe que des travailleurs salariés au sens classique. Le salaire soviétique est une rémunération dont les formes et les taux introduisent des différences sociales qui stabilisent autant de sous-ensembles, ou classes dérivées, liées à des systèmes partiels de planification. Par exemple, la rémunération kolkhozienne, le *troudoden*, est autre chose que le salaire dans l'industrie. On peut parler des ensembles : industrie, agriculture, *intelligentzia*, fonctionnaires, main-d'œuvre pénale, etc. Tous sont rémunérés selon le travail fourni ; mais la rémunération du kolkhozien diffère beaucoup, dans sa forme, sa structure, son évolution, de celle de l'ouvrier ou du fonctionnaire administratif.

Si l'on dit : Marx « imaginait » une société de pure concurrence, où n'existent que des entrepreneurs et des salariés, des capitalistes et des prolétaires, — c'est-à-dire une société qui ne correspond pas non plus à la société réelle, nous répondons qu'il *partait* de cette abstraction, mais pour atteindre ensuite toute la complexité des rapports sociaux existants, avec leurs oppositions, et situer toutes les catégories sociales qui sont plus ou moins étrangères aux capitalistes et aux prolétaires. Or, les apologistes staliniens s'installent dans une abstraction, mais refusent d'en sortir, c'est-à-dire de la vérifier. C'est en quoi elle est vide. Tout ce qui ne s'en accommode pas est « accident », erreur, difficulté passagère, effet des manœuvres

de l'ennemi, etc. On refuse de se « représenter » des accidents, ou lorsqu'on se les représente, ils sont dépourvus de rationalité.

Bettelheim pousse cette idéologie à ses dernières bornes : la rationalité de l'économie se confond avec la volonté humaine et la liberté. « La planification implique, écrit-il, que l'économie cesse d'être dominée par des lois économiques, elle implique que l'économie est désormais dominée par la volonté des hommes. En bref, elle suppose que la liberté humaine se substitue à la nécessité économique. Aussi bien le progrès de la planification doit-il entraîner le dépérissement de la conjoncture. Alors que cette dernière suppose que les hommes agissent selon des lois économiques — qu'ils sont soumis à des lois économiques, à la nécessité — la planification suppose au contraire que ce sont les hommes qui commandent l'économie. »

Dans son enthousiasme pour le « commandement économique », Bettelheim a déjà sauté dans le régime de la liberté. Mais il prend la liberté du planificateur ou du bureaucrate pour la liberté des citoyens. Cette liberté-là, comme nous l'apprenaient les vieux métaphysiciens, est celle de la puissance, de la maîtrise. Notre Bastiat voit précisément les choses de cette façon : « Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la maîtrise de l'économie exige un effort analogue à celui exigé par la maîtrise de n'importe quelle technique ? » (p. 3). Que les chefs de l'U.R.S.S. ne dirigent pas l'économie comme il leur plaît, cela n'a pas d'importance au point de vue de la « représentation théorique ». Pour cette représentation, il n'y a plus de lois économiques ; il n'y a que des outils à notre disposition (et parmi ces outils, les travailleurs).

Bettelheim ajuste tant bien que mal l'idée de passage de la nécessité à la liberté, telle que l'a formulée Engels, à celle de la conformité aux exigences du socialisme d'Etat, ou plutôt de la planification, synonyme pour lui de socialisme en général. Au lieu d'examiner critiquement et concrètement ce que devient « la liberté » dans le régime de la planification soviétique, il décrète qu'elle supprime toute nécessité — abus qui ne vaudrait pas d'être relevé si l'on n'y retrouvait le chloroforme stalinien typique.

Bettelheim va jusqu'à fermer les yeux sur l'avenir, toujours redoutable aux idéalistes. S'il n'y a plus de lois économiques en régime de planification collectiviste intégrale ou théorique, il y a au moins des directives, des plans, des déci-

sions (c'est-à-dire des nécessités) pour lesquelles, dit-il plus haut, *l'avenir a la même valeur que le présent*. Cela signifierait aussi qu'il n'y a plus *évolution*, développement, mais manie-ment instantané, même à distance, d'équilibres immédiats. Bettelheim dit expressément qu'en régime de planification *l'espace remplace le temps*. La dynamique n'est plus assimilable à l'évolution, à un progrès nécessaire, à des rectifications constantes, mais à de simples étapes d'un programme aussi immuable que la succession des saints du calendrier, bien que décidé « librement ». La planification économique n'est ainsi justiciable que de *l'équilibre*, au sens de la physique, et le temps y est réduit à celui de la cinématique.

En dehors du fait que cette vue ne concorde en rien avec l'évolution de l'économie russe depuis 1918, il est à peine besoin de remarquer qu'elle remet en question toute la « philosophie » du marxisme, ou plutôt tout ce qui, dans le marxisme, n'est pas seulement valable pour l'analyse de l'époque capitaliste, mais aussi pour l'étude du développement de la classe ouvrière, du socialisme, de la société économique bien au-delà des rapports du « socialisme dans un seul pays ». Pour Bettelheim comme pour Staline, le marxisme est surtout l'analyse économique du capitalisme, agrémenté d'une philosophie matérialiste à courte vue qui se réduit au déterminisme classique, au matérialisme historique, etc. Toute la « dialectique de la nature », beaucoup plus vaste que la sphère des déterminations économiques du siècle passé, lui échappe. La partie de la méthodologie dialectique lui échappe également, de sorte que la méthode de Marx devient entre ses mains une fade combinaison d'analyse et de synthèse du plus pur style empirique-idéaliste. Dès qu'il sor. des problèmes expressément traités par Marx, il s'empresse de revenir à un éclectisme empruntant de-ci de-là quelques procédés d'exposition aux différentes écoles en vogue. Aussi se montre-t-il satisfait d'une opposition toute formelle entre la liberté nouvelle et l'ancienne nécessité économique, entre la volonté des hommes et les « lois », etc... Ces platitudes rappellent les rodomontades staliniennes sur la maîtrise déjà réalisée de la nature. Mais ce qui chez les staliniens était l'affirmation d'une puissance réelle et brutale exercée autant contre les hommes que contre la nature, devient chez Bettelheim une affirmation naïve destinée à écarter simplement toute question préalable sur les grands problèmes de méthodologie scientifique que soulève l'évolution de l'U.R.S.S.

Bettelheim définit la *planification* comme le saut du règne de la nécessité dans celui de la liberté. Ce rappel scolaire de la phrase d'Engels le dispense de réfléchir à tout ce qu'implique celle-ci ; il suffit pourtant à indiquer que la planification (intégrale) tout court est ici synonyme de socialisme, et même de communisme, car l'expression d'Engels ne peut avoir tout son sens que dans une société d'où l'Etat aurait disparu, où l'abondance aurait détruit toute référence à la loi de la valeur d'échange, etc... Or, il est impossible d'accorder que le plan, dans les conditions de l'U.R.S.S., soit l'équivalent de rapports socialistes ; il pourrait tout au plus être l'un des instruments d'une évolution dans ce sens. Car le régime du Plan russe, tel que le décrit Bettelheim, suppose un Etat, une division du travail hiérarchique, un commerce extérieur, une équivalence de la valeur-travail couvrant des inégalités sociales, etc., c'est-à-dire des rapports sociaux où le socialisme développé n'est inscrit dans l'organisme social qu'à titre d'embryon fragile. C'est d'ailleurs pour cela qu'existent des « lois économiques » en U.R.S.S. aussi.

Des discussions oiseuses ont eu lieu à ce sujet avant et après la mort de Staline, avec un caractère académique marqué. Car, plutôt que de savoir s'il existe ou non des « lois économiques » en U.R.S.S., il faut étudier leur nature, leurs sources sociales et politiques et leurs effets concrets. Il y a des lois économiques comme il y a des lois naturelles en général. Même si l'on s'en tient à la définition de Montesquieu, on voit que là aussi la loi découle « de la nature des choses ». Les économistes soviétiques confondent volontiers la loi pénale et la loi naturelle ; mais il est vrai que toutes deux découlent « de la nature des choses ». Les rapports économiques dérivent de rapports naturels et en créent de nouveaux au second degré. En tout cas, la question de la nature des lois d'un fonctionnement social (et par suite économique) est en rapport avec celle des lois de la nature. Celles du climat, par exemple, ou de l'orographie, si importante pour l'agriculture, ont toujours un effet en régime de rareté (qu'est encore le socialisme d'Etat). Même les économistes staliniens en conviennent, malgré la « maîtrise de la nature », soi-disant déjà réalisée. Ils se posent des questions, timidement : y a-t-il dans le socialisme-planification une disparition des grandes formes dialectiques des lois naturelles ? Ou continuent-elles à jouer ? Et si elles ont disparu, par quoi sont-elles remplacées ? Peut-on parler d'une substitution d'oppositions non-antago-

niques aux contradictions ou aux antagonismes, sinon par un simple jeu de mots ? S'il n'y a plus de lois, qu'est-ce qui règle les phénomènes ? Quelles sortes de rapports découlent de la nouvelle « nature des choses » ? Peut-il en général exister une science (même celle de l'économie) sans lois ? Mais s'il y a encore des lois — et les économistes soviétiques y consentent, il suffit de peser le code pénal ou un livre de physique — il y a toujours des sphères du déterminisme. Quel est alors le rôle de la volonté par rapport à ces sphères ? Toutes ces questions ne taquinent pas beaucoup Bettelheim. Pourtant, il est difficile de concevoir un état social dans lequel le déterminisme et la puissance des lois se font sentir dans la « nature » en général et dans la répression pénale, mais auraient disparu de l'économie. Si des lois répressives existent, c'est que l'économie les rend nécessaires à l'équilibre des groupes sociaux. Seul le bureaucrate borné peut imaginer que sa propre « liberté » de manipuler des plans est entière — et d'ailleurs, ce n'est qu'un paravent, car en étudiant l'élaboration des plans, on voit de suite que les limites imposées par « les lois » sont étroites.

On comprend mieux cette contradiction chez les économistes (reprise en substance aux libéraux) en examinant la place qu'ils accordent à *l'économie* elle-même. Bettelheim l'a fixée dans un article, « Economie politique et sociologie économique » (*Annales*, juillet-septembre 1948), où il fait effort pour distinguer l'économie politique de la sociologie économique, pour autant que ces disciplines prétendent sous leur forme moderne être des sciences. Sa thèse est que l'économie politique s'occupe des faits économiques dans leur structure globale, d'ensemble ; de ce point de vue, l'économie politique est aussitôt obligée d'aborder les problèmes sous l'angle de la généralisation, donc de la théorie : son échelle est l'échelle sociale, et non celle des individus ou agrégats d'individus. L'économie politique est donc une macro-économie. Au contraire, la sociologie économique serait une micro-économie, étudiant les faits dans leurs fluctuations propres à l'échelle d'échantillons restreints. Ainsi, dans l'ensemble, c'est une différence d'échelle qui joue (économie politique et sociologie économique, dit-il, « ne sont pas du même ordre parce qu'ils ne sont pas à la même échelle ») bien qu'il y ait inévitablement communication de l'une à l'autre. A l'économie politique serait dévolue « l'étude des lois régissant des ajustements économiques globaux ».

Ces affirmations laissent entière la question des critères de l'échelle. En quoi l'échelle *nationale* est-elle une échelle sociale (cas de l'U.R.S.S.) ? Où s'arrête le groupe, l'agrégat ? Le concept de *globalité* n'est pas quantitatif : il ne relève donc pas exactement d'un critère d'ordre de grandeur, mais d'une abstraction spécifique. Toutes ces questions se posent plus encore dans l'étude d'une société socialiste que dans le régime du capitalisme privé et national, fondé par définition sur l'existence de groupes fermés (entrepreneurs, Etat, etc.). Mais il faut d'abord voir ce qui peut justifier la dichotomie de Bettelheim dans *l'histoire* des doctrines économiques, dont la considération exclusive est d'ailleurs tout à fait insuffisante. Chez les physiocrates, Smith et Ricardo, et aussi chez Petty et Cantillon, l'économie est considérée comme le mouvement d'ensemble de la production, de la circulation et de la distribution dans l'ensemble de la société, vue comme un corps, un organisme unique. Chez Petty, cette idée est liée à celle du Commonwealth de Cromwell. Chez Quesnay, elle dépend de la « monarchie ». Chez Say et ses successeurs, le point de vue individualiste du consommateur et du producteur l'emporte au contraire sur l'optique sociale (sauf, note Bettelheim, dans quelques domaines particuliers où il est presque impossible de la négliger : théorie de la monnaie et commerce international). Bettelheim note ensuite que Marx et Engels sont revenus à l'explication globale (il faut ajouter : objective) ; ils ont d'ailleurs plutôt *continué* à ce point de vue Ricardo, Petty et Quesnay. Avec l'économie politique marginaliste post-walrasienne, nouveau retour à l'optique individuelle (même s'il s'agit de $i + i + i... + n i$) et au subjectivisme (à noter que l'intervention du facteur individuel, si important pour le *socialisme* véritable, introduit cependant indirectement la notion d'équilibre liée à l'étude de mouvements d'ensemble). Avec Keynes, tentative pour revenir, avec la *Théorie générale de l'Emploi*, aux considérations d'ensemble, globales, à partir desquelles sont situés les mouvements particuliers (sans compter qu'il existe des prémisses très importantes de cette façon de voir dans le *Treatise on probability*, auquel les économistes ne se réfèrent jamais, à tort). « Le keynesisme, dit Bettelheim, aborde les problèmes sous l'angle de la circulation, le marxisme sous l'angle de la production ; le keynesisme prétend faire une théorie générale de l'économie, le marxisme veut apporter une interprétation historique ; le keynesisme utilise des catégories économiques, le

marxisme met en œuvre des catégories économico-sociales : les classes sociales. Cependant, quelles que soient ces différences, et si fondamentales soient-elles, ce que nous voulons retenir, c'est la reconnaissance de la nécessité, pour disposer d'une explication des phénomènes économiques, d'étudier ceux-ci d'une façon globale, comme des ensembles, des grandeurs sociales résultant de la totalité des rapports que les hommes entretiennent entre eux à l'occasion de la production et des échanges. »

Bettelheim est pourtant allé jusqu'à écrire (*Revue d'Economie Politique*, article sur les schémas de l'accumulation chez Keynes et chez Marx), que les schémas de la circulation sociale pouvaient être assimilés chez Marx et Keynes. Mais restons-en à une analogie plus superficielle entre le caractère « global » de l'optique. Bettelheim s'en tient ici à un aspect très secondaire de « l'ensemble ». De fait, il s'agit d'ensembles de structures tout à fait différentes. Marx ne part nullement « de la production », pas plus que de la consommation, — en fait il part de l'échange —, mais des *rapports de production*, c'est-à-dire du rapport humain et social qui seul explique le mode de production et lui donne sa forme. C'est justement parce qu'il a usé de concepts économico-sociaux que le critère de Marx est toujours un rapport de production, et non « la production », que ce soit sous forme de la relation employeur/employé, de la relation producteur/produit (productivité), ou de la relation producteur/consommateur. Or, chez Bettelheim et les économistes staliniens, les rapports de production ont disparu : nous ne connaissons plus que des normes de production, des prix et des taux de salaires.

Or, les rapports de production nous introduisent précisément dans le domaine de la sociologie, économique et autre. Selon Bettelheim, le domaine de la sociologie économique, délimité a priori, serait constitué « par l'étude de la formation, de la vie et de la dissolution des différents éléments structurels, dont l'ensemble constitue la société, pour autant que ces éléments jouent un rôle dans la production sociale ». Les premiers de ces éléments structurels sont les classes sociales ; puis les « groupes professionnels », géographiques ; puis les familles, les exploitations, le tout étudié sous l'angle spécial (alimentation, logement, etc.). Ce serait là un domaine « nettement distinct » de celui de l'économie politique. Les syndicats font partie des groupes à étudier.

Cette distinction prend tout son sens si on la sort des habitudes universitaires acquises au XIX^e siècle, et si on se demande ce qu'elle signifie politiquement, notamment dans le cas de l'économie soviétique. Pourquoi les groupes sociaux, et surtout les groupes économiquement décisifs que sont les classes, relèveraient-ils d'une « micro-économie » ? Détacher les classes, comme organismes élémentaires, de l'économie globale, c'est les considérer d'un point de vue phénoménologique et pluraliste, comme autant de petits mondes isolés — et c'est bien ainsi que les envisagent les études monographiques. Mais le point de vue de Marx était tout différent : les classes ne sont pas à ses yeux des groupes humains extérieurs à l'économie, elles en sont au contraire la source. L'économie, globale ou non, est un fait humain, en particulier parce que le travail, et l'appropriation de l'effort et de ses produits, en sont la source. Impossible d'analyser l'économie dans son ensemble sans se référer au comportement des classes sociales dans leur ensemble. Entre eux, le rapport n'est pas une simple concordance : ils représentent deux moments de la même réalité sociale. Que l'on puisse, analytiquement, étudier les attitudes économiques dans un groupe restreint, ou l'évolution économique dans un secteur délimité, ne change rien au fait que les éléments structurels en question ne peuvent être analysés que dans leur relation à l'intérieur d'un système d'ensemble. Ainsi, l'économie et les groupes sociaux ne sont qu'une seule et même chose. C'est pourquoi sociologie et économie s'interpénètrent à tous les niveaux, et pourquoi la critique de l'économie soviétique ne peut être faite sans celle de la société soviétique. Je dis : critique, pour cette raison essentielle : la société est faite de contradictions et d'oppositions spécifiques ; affirmer quelque chose d'un de ses moments, c'est critiquer les autres — en U.R.S.S. comme ailleurs.

Bettelheim ne nie pas qu'il y ait des rapports entre sociologie et économie, mais il conçoit ceux-ci de la façon la plus banale. Ces rapports, dit-il, « nous paraissent être ceux de la physique générale à la physique moléculaire et à la physique atomique, ou de la physiologie générale à l'anatomie et à l'étude des cellules constitutives des organismes vivants ». Cet organicisme est assez enfantin. Qu'est-ce que la physique générale ? Bettelheim n'y voit évidemment que la table des matières d'un livre de physique, une collection ; « générale » s'oppose aux éléments particuliers, aux atomes. C'est ne pas comprendre l'atomisme moderne : c'est justement la physi-

que de l'atome et du noyau qui est la physique la plus générale — comme chez Hegel, c'est l'universel qui est le concret ! Quant aux rapports de l'anatomie et de la physiologie « générale », ils sont d'un autre ordre encore : l'anatomie peut envisager un organisme *complet*, tout comme la physiologie ; mais la disposition des organes est autre chose que leur fonctionnement. Les analogies futiles de Bettelheim soulignent le côté puéril du rapport qu'il établit entre sociologie et économie. Le rapport spécifique dans ce domaine entre le particulier et le général — B, A, BA de la dialectique — lui échappe. Ce doit être un rapport organique, et non d'occasion, sans quoi n'importe quel rapport qui peut être établi entre une étude partielle, plus ou moins empirique, et des lois générales, est justifiable — et sans portée. En outre, et pour la même raison, la distinction empirisme/théorie, ou « micro - macro » (termes qui cachent mal l'absence de réflexion sur les rapports du particulier et du général), introduit une attitude indépendante des relations de classe, en réduisant à une épure technique ce qui est fondé humainement, dans des rapports dialectiques d'ensemble qui supposent un passage constant et réciproque d'un niveau à l'autre : on voit une mosaïque, des aires, là où il y a des pôles, des centres fonctionnels. Une telle attitude n'aurait jamais permis la critique présentée dans *le Capital* (qui, j'y insiste, n'est ni une économie, ni une sociologie, justement parce qu'elle est une critique de l'une et de l'autre). Elle permet encore moins la critique du socialisme d'Etat. Nous n'en sommes pas à « l'administration des choses », qui inaugurerait peut-être des formes de science sociale vraiment nouvelles, et l'économie est tributaire de la sociologie parce qu'elle dépend encore du « gouvernement des hommes ».

Les critères de l'économie politique sont présentés par Bettelheim comme détachés de tout objectif socialiste et de tout contenu de classe. Elle se réduit à l'étude du fonctionnement global de l'économie, par la formulation de lois théoriques. Mais qu'est-ce que cette « économie » sans racines sociales ? Des économistes pré-bourgeois, puis libéraux, puis Marx, puis Keynes, nous dit-on, ont eu cette préoccupation. Mais c'est établir une continuité formelle, une « histoire de l'économie politique », alors qu'il s'agit au contraire d'une métamorphose des contenus concrets. Marx a ouvertement critiqué l'économie politique du point de vue d'une classe, parce que seule cette classe, pour des raisons plus générales, socio-

logiques, avait *intérêt* à envisager scientifiquement et objectivement son fonctionnement. Ce que Marx appelle « l'économie politique », c'est la bourgeoisie ; la critique de l'économie politique, c'est la critique de la bourgeoisie capitaliste. De sorte que le « globalisme » de Marx est l'opposé direct de celui de ses prédécesseurs, et que celui de Keynes est nettement dirigé contre la forme critique des positions marxistes. La continuité formelle cache la transformation des positions de conflit ; la société est toujours un « tout », c'est entendu ; mais « la société » se ramène à *des* sociétés particulières qui se succèdent, coexistent ou se combattent, et dont la théorie reflète les orientations. Intitulant son livre « *Critique de l'économie politique* », Marx voulait clairement dire qu'il opérait un renversement dialectique de l'économie bourgeoise, passant d'une théorie d'ensemble justificatrice de l'état présent, à une théorie d'ensemble destructrice de cet état et amorçant l'état de chose futur. Voilà pourquoi le critère de « globalisme » n'est pas décisif par lui-même et reste purement formel. Ce qui compte c'est la collision d'entités totales, comme la lutte de l'Empire et de la Papauté.

En outre, la conception marxiste des ensembles sociaux est *historique*, contrairement à celles de Ricardo ou de Keynes. Si Bettelheim ne l'avait pas oublié, il n'aurait pas oublié non plus que la théorie du socialisme d'Etat *devait* être une critique de ce socialisme, dont il fallait trouver la forme adéquate. C'est justement pour cela que Marx a remplacé les catégories de l'économie politique bourgeoise (qui avaient certes déjà l'avantage de surmonter l'empirisme institutionnel des précédentes théories de l'économie) par des catégories ou notions *historiques*, en évolution, et n'ayant que valeur historique pour une échelle de temps à déterminer. D'où l'idée que l'économie politique doit déterminer ses buts (et sa définition, si l'on y tient) historiquement, en fonction des sociétés considérées ; c'est ainsi seulement que l'on peut expliquer, comme Marx l'a fait dans la préface à la *Critique de l'Economie Politique*, comment certaines formes économiques ne deviennent universelles et globales qu'après avoir existé comme embryon. La « forme développée » (susceptible d'explication globale) peut ne s'épanouir que longtemps après la forme embryonnaire (par exemple l'économie monétaire), mais une fois développée, c'est elle qui précédera la forme historiquement antérieure dans l'exposé dialectique. « Histoire » ne signifie pas ici simple succession, mais évolution organique. Il n'y a donc

pas de définition possible de l'économie politique sans référence à un mouvement social plus ou moins antagonique, auquel sont subordonnés des critères descriptifs tels que « global », « macro », etc.

Ainsi, la théorie de l'économie soviétique n'est possible que dans sa triple opposition aux rapports capitalistes à l'extérieur, aux limites du socialisme dans le cadre de l'Etat et aux contradictions entre socialismes d'Etat particuliers.

Il résulte aussi de là qu'il n'y a pas de domaine de la sociologie, telle que la définit Bettelheim, indépendant de celui de l'économie politique. Si les mouvements apparents de la vie sociale dépendent de lois de la vie économique-sociale, conçue dans ses changements, les uns expliquent les autres dans un devenir sans séparations radicales. En effet, dire que l'étude des classes sociales, dans leurs formes particulières, sont objet d'études sociologiques parce qu'elles ne sont que des *éléments* structurels de la vie économique dans son ensemble, c'est revenir à l'économie ou à la sociologie bourgeoise. Car les mouvements des classes sociales sont impliqués dans ceux de l'économie et réciproquement. Cette réciprocité d'existence suppose qu'il n'y a pas de domaine distinct (tout cela est d'ailleurs uni par la *politique*), tout au plus des sphères de travail, d'enquêtes, de recueil de matériaux, dont il est douteux qu'ils aient par eux-mêmes valeur explicative. L'extension de la sociologie, au sens subordonné que lui accorde Bettelheim, est une tendance de l'enseignement bourgeois à séparer l'étude des phénomènes sociaux particuliers et des apparences parcellaires de la vie sociale et économique, des considérations organiques sur le fonctionnement total de la société et son orientation historique. C'est bien un empirisme, mais du vieux style, destiné à justifier le prudent scepticisme social, si répandu chez les statisticiens, enquêteurs et monographistes, qui craignent avant tout de voir leurs travaux s'éclairer si on les replace dans un mouvement d'ensemble dont ils doivent faire partie intégrante. C'est de *l'anecdote* sociale. (Cette tournure de la sociologie a été très encouragée par les études sur les civilisations « primitives », pour lesquelles les données économiques étaient si pauvres qu'on s'est rabattu sur les données linguistiques, religieuses, folkloriques, sexuelles ; tout cela s'observe bien dans le monde colonial, où la bourgeoisie encourage les études sociologiques, ethnographiques, etc., mais néglige et redoute les études d'économie qui remettent ce monde à sa place.)

Le terme de sociologie a été employé par des marxistes, de Plekhanov à Boukharine et Trotsky, mais il a toujours signifié chez eux un angle de vue plus large que celui de l'économie proprement dite. La sociologie (ou « science de la société ») englobe non seulement le fonctionnement de la satisfaction des besoins matériels (production-consommation de biens et de services), mais plus largement celui de toutes les fonctions sociales qui excèdent par quelque côté le cadre de la vie économique, ou plutôt, qui sont avec elle dans des rapports moins étroits que les rapports internes de la vie économique entre eux. Par exemple : vie juridique, religieuse, culturelle, scientifique, etc. Mais, dira Bettelheim, je parle de sociologie *économique*, et non de sociologie en général. Alors, répondra-t-on, dans ce cas, sociologie *économique* suppose aussi sociologie politique, géographique, religieuse, démographique, etc. c'est-à-dire toutes les disciplines qui se partagent les empirismes de base. Avant donc de parler d'une *branche* de la sociologie, il faut avoir une conception de la sociologie dans son ensemble, en tant qu'on peut la distinguer de l'économie ; il ne s'agit pas de définir des domaines d'étude spéciaux, mais de respecter le caractère propre à deux faces de la même action sociale : celle, plus générale, qu'on peut appeler sociologie, et celle, plus déterminée, qu'on appelle économie. De ce point de vue, la sociologie représente un niveau plus général que l'économie politique, du moins au sens moderne de ce dernier terme, car, à l'époque de l'Encyclopédie, de Petty et Smith, de Rousseau et Boulanger, économie politique signifie en somme à la fois ce que nous nommons *politique* et *sociologie* (on en dirait autant pour Aristote et Confucius).

Cela est d'autant plus vrai dans une théorie socialiste qui ramène l'économie à sa fonction propre, subordonnée, dont la limitation correspond justement à l'élément de libération qu'elle contient. La limitation, ou détermination propre de la sphère économique (= système général de la production, consommation, circulation et échanges de biens et services) représente son moment libre, son mouvement pour dépasser sa propre limitation, et favorise la mise en avant de déterminations plus aléatoires, plus « libres » en ce sens que les rapports sociaux, masqués par les rapports économiques directs, peuvent y devenir plus « conscients », c'est-à-dire mieux prévus et prévisibles. En particulier, cet élargissement socio-

logique à partir d'une limitation des déterminations purement économiques s'exprime dans les transformations du système des besoins, problème-clé du socialisme.

Si donc on peut admettre qu'il y ait un domaine propre à la « sociologie économique », ce domaine, loin d'être celui des études empiriques parcellaires de certains éléments structuraux de la société, serait celui de l'économie élargie à des déterminations les plus vastes, dans la mesure où elle les polarise sur les rapports économiques. En définitive, l'économie politique ne peut être définie in abstracto, et moins encore en relation implicite avec l'étude de certains problèmes actuels (planification dans un seul pays). Ce que Bettelheim appelle sociologie économique devrait en faire partie. Mais, comme socialistes, nous posons la question autrement : étant donné la crise du capitalisme international et de la société bourgeoise, le développement des planifications d'Etat et de socialismes d'Etat isolés (nationaux), l'économie politique proprement dite se combine avec diverses formes de la sociologie et de la politique. La synthèse la plus large est aujourd'hui la *politique sociale et économique*, moment supérieur du développement de la critique de l'économie politique classique à l'auto-critique du socialisme scientifique. Celle-ci, à son tour, puise ses orientations, ses lois et ses directives dans l'économie sociale et l'économie proprement dite. Ainsi, la critique de l'économie va se muer nécessairement en *critique et auto-critique de la politique économique*, désormais tâche fondamentale de toute société des producteurs. C'est dans ce cadre que la considération des critères de globalité reprend tout son sens : les ajustements économiques *globaux* au sens plein ne peuvent être que planétaires, mondiaux ; alors seulement l'économie peut devenir science théorique. Or, ces ajustements sont, au niveau supérieur actuel de la *politique économique* (à son début) tributaires et dépendants dialectiquement de facteurs sociologiques. Par exemple, la théorie économique de l'équilibre international peut être abordée (à la façon bourgeoise) du point de vue des compensations monétaires ; au point de vue *critique* du socialisme, elle n'a de sens que liée au problème de la péréquation mondiale des valeurs-travail. De même, la théorie de la planification, comme théorie purement économique, resterait bornée aux états de fait présents (U.R.S.S., Pologne, Chine, etc.) qui sont locaux. C'est alors une justification, non une critique ; une statique, non une dynamique. Si on la réintègre dans une perspective

supérieure, incluant les investigations de la politique économique et de la sociologie, elle prend toute sa portée, sa signification mondiale d'ensemble. En dehors de cette perspective, la théorie de la planification nationale reste un voile posé sur l'empirisme et la mystification étatiques.

Bettelheim dit justement (p. 3) qu'il ne prend en considération qu'une planification mise au service d'un « idéal purement économique » ; or, cet idéal n'est pas un idéal socialiste (car de toutes façons, puisqu'il s'agit de l'U.R.S.S., le mot économique n'a pas ici le sens « d'administration des choses »), mais l'objectif limité d'une formation sociale et d'une administration des hommes appuyés sur des rapports de production donnés, subordonnés aux objectifs sociaux, transéconomiques, d'un système socialiste en devenir. En effet, Bettelheim dit qu'il a « considéré que le *but de la planification* [souligné par lui] était de permettre aux membres d'une collectivité économique d'atteindre le maximum de satisfaction que l'état de la technique et de la civilisation peut leur garantir à un moment donné, compte tenu de la nécessité de maintenir ou de développer l'appareil de production ». En outre, il s'agit d'un « développement de la technique tel qu'il engendre encore [encore !] un comportement qui rend nécessaire la limitation de la demande individuelle par l'intermédiaire d'un mécanisme précis des salaires et des prix », qui utilise la différenciation des salaires comme instrument d'orientation de la main-d'œuvre. Cette planification, c'est donc l'U.R.S.S. ; la théorie de la planification devient ainsi la théorie de l'économie soviétique présente, nationalement bornée. Or, c'est justement cette borne qui rend la théorie impossible. Ou bien, il faudrait considérer le système en question comme le centre fonctionnel d'une économie mondiale, ce qui est actuellement impossible. L'Angleterre, la France, la Belgique, les U.S.A. pouvaient être considérés au XIX^e siècle comme un tel centre d'un *marché mondial*, et c'est pour cela, en postulant l'extension théorique à la planète, c'est-à-dire en faisant abstraction de toute autre forme économique que celle des rapports capitalistes purs, que Marx a pu faire une théorie du capitalisme, comme critique de ce système. La théorie abstraite du capitalisme par Marx ne devint possible que lorsque le marché mondial devint une puissance universelle concrète. De même, la théorie du socialisme réel ne devient possible qu'avec l'extension internationale de celui-ci, et dans la phase d'existence

actuelle de ses rudiments sous forme nationale, d'Etat, il doit d'abord en être fait la critique. La critique est l'antichambre de la théorie.

De ce point de vue, l'étude des régimes mixtes, soviétiques ou capitalistes, des formes partielles de planification, même capitalistes, présente un intérêt presque aussi grand que celui de la planification dite « intégrale » (en réalité dans un seul pays, donc nullement intégrale) et comporte pour la future théorie mondiale de la planification, qui sera une politique économique, des leçons importantes (1). Bettelheim les écarte, car il a introduit la confusion d'une vraie théorie de la planification avec la « mise en forme » du développement actuel de l'U.R.S.S. D'où l'absence totale de perspectives, celles-ci étant pourtant caractéristiques d'un régime économique que l'on dit dépourvu de « lois », et ne dépendant que de la liberté humaine...

Doit-on alors renoncer à une définition générale de l'économie politique ou de la politique économique ? Non, car cela peut être utile pour l'étude théorique des facteurs institutionnels qui influent sur le développement socialiste. Mais il faut se passer d'une définition formelle, impliquant une science abstraite de ces choses. La politique économique met en rapport la science et l'art un peu comme la guerre. Son contenu historique et concret détermine de près sa forme, et réciproquement. Les définitions qu'on trouve dans les manuels de tout genre s'épuisent à en fournir une qui satisfasse à une exigence absolue : c'est à quoi ont renoncé les sciences naturelles, qu'il faut imiter ici. Il suffira d'une définition opérationnelle, tenant compte du but et des méthodes, et sujette à révision. Il n'y a pas de politique « pure », qui survole à la fois la théorie des mécanismes capitalistes et bourgeois et celle des mécanismes socialistes, en les tenant tous deux comme « possibles », ou même réels. Sinon il faut admettre que les « lois » prônées par l'économie bourgeoise sont aussi vraies que celles de l'économie socialiste, et l'on perd de vue que les unes ne sont vraies que parce qu'elles sont la critique des autres. Et dans ce cas, ni les unes ni les autres ne sont des *lois*, c'est-à-dire des contraintes imposées aux mouvements

(1) Je note ici que Bettelheim, *pratiquement*, ne s'est pas privé de tirer les mêmes conclusions, comme conseiller économique du gouvernement Nehru, considéré par lui comme capitaliste (1954-1955). Il a étudié les éléments d'une planification pour l'Inde capitaliste avec les mêmes critères qui lui servent pour exposer celle de l'U.R.S.S.

relatifs des choses. En physique, plusieurs lois sont incompatibles pour l'explication du même système ; mais c'est que les systèmes physiques ont des propriétés très différentes de celles des systèmes sociaux. Le système social évolue bien plus rapidement, de sorte que les lois qui expliquent son mouvement se modifient aussi à allure accélérée. La validité de lois différentes pour des différences d'échelle d'un même système est tout autre chose.

Les controverses qui ont agité le XVIII^e siècle au sujet de la nature de l'économie politique sont intéressantes à cet égard. L'expression est en usage chez les Encyclopédistes et chez Smith. Chez Smith et Petty elle a un sens fort, où l'accent est placé sur : *politique*. Les physiocrates l'écartent au profit de la *physiocratie*, c'est-à-dire *ordre naturel*. Les Encyclopédistes et les Anglais parlent d'économie politique parce qu'il s'agit pour eux du *gouvernement des sociétés* plutôt que de l'ordre de la nature. Voyez en particulier l'article de Boulanger, substitué à celui de Rousseau dans l'Encyclopédie. L'influence des Grecs y est visible. Cette distinction s'est effacée plus tard, avec le développement bourgeois, puis le renversement marxiste. Mais elle retrouve son intérêt avec le socialisme. Boulanger dit dans l'Encyclopédie que « l'économie politique est l'art et la science de maintenir les hommes en société et de les rendre heureux », définition qui se rapproche de ce que devait être la sociologie de Comte, la politique positive. C'est aussi ce que penseront certains Jacobins, et les babouvistes ; c'est aussi la conception des bolcheviks d'Octobre. Plus tard, les staliniens y substitueront, à l'imitation des économistes allemands, l'expression « d'économie nationale », qui a chez eux un sens de théorie autant que de description ; dans leurs écrits, l'économie soviétique ou « socialiste » s'appelle « l'économie nationale de l'U.R.S.S. ». L'économie politique n'intéressait pas directement les physiocrates, politiquement conservateurs, et c'est pourquoi le bonheur, le bien-être, ne pouvaient consister qu'à entériner l'ordre monarchique des choses.

Une théorie du socialisme (incluant une théorie de la planification) doit-elle donc s'appuyer sur des *lois économiques* ? Cette question a fait couler beaucoup d'encre en U.R.S.S. depuis que Léontiev l'a soulevée et que Staline a dit son mot. Elle en fera encore couler beaucoup. Il s'agit de ceci : dans quelle mesure les lois de l'économie socialiste sont-elles objectives ? D'après Bettelheim, elles ne le sont pas, puis-

qu'elles ne sont pas nécessaires ; elles sont « objectales », plutôt qu'objectives, comme un marteau dans la main obéit au cerveau : l'économie devient un objet librement manipulé par les hommes associés. En tout cas, ces lois, quelles qu'elles soient, ne devraient plus être considérées comme des puissances extérieures de la société, qui s'imposent inconsciemment aux hommes.

Il y a une bonne dose d'hypocrisie et de scolastique dans cette discussion. En U.R.S.S. les exigences économiques s'imposent peut-être consciemment ou en secret, mais elles s'imposent tout de même, ou plutôt elles sont imposées par certains groupes d'hommes à l'Etat entier. Nous verrons si la substitution du plan au marché concurrentiel change définitivement le caractère d'extériorité et de coercition du marché (lequel, loin d'avoir disparu, est *contracté*, résumé et comptabilisé dans les Conseils qui élaborent le plan aux différents niveaux). En tout cas, il n'est pas possible de dire avec Bettelheim que *le plan*, identifié par lui aux rapports socialistes, fait échapper l'homme à la nécessité économique pour le laisser libre de ses projets. D'ailleurs, tout le livre de Bettelheim sur la théorie de la planification est là pour affirmer le contraire : c'est une contradiction inhérente à la théorie du plan dans un seul pays lorsqu'on veut lui appliquer le critère du « saut dans la liberté ».

Conjoncture et planification.

Voyons d'abord la question sous l'angle du rapport entre *conjoncture* et *planification*. Bettelheim néglige de dire qu'il vise la conjoncture qui peut s'exercer dans le système capitaliste ; il écrit : « un système où l'économie se développe spontanément, *librement* » — qui est pauvre ; et plus loin il ajoute qu'elle se développe spontanément « en vertu d'un déterminisme interne, d'une *nécessité* ». Est-ce librement ? Est-ce nécessairement ? Cela veut-il dire : en dehors de l'intervention humaine, ce qui serait manifestement faux ? En tout cas, esquivant cet embrouillamini métaphysique, Bettelheim oppose l'étude de la conjoncture dans le cadre de la mécanique capitaliste à la prévision dans le cadre du plan intégral (fondé sur la collectivisation des biens capitaux et des forces de travail). Comme première approximation, cela peut paraître juste ; mais si on l'examine de plus près, cette opposition apparaît moins simple : ses différents moments

sont mutuellement impliqués, de sorte que dans les conditions historiques actuelles, l'étude de la conjoncture doit faire partie de l'élaboration du plan, et que le plan réagit sur la conjoncture ; à vrai dire, c'est justement la planification qui donne tout son sens à la conjoncture, et inversement. C'est dans ce sens que s'était exprimé Trotsky (en 1925, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?*). Le tout est de savoir ce qu'il faut appeler conjoncture. Bettelheim cite comme type de la politique de conjoncture l'essai de prévoir les crises cycliques du marché (Havard). Mais ce n'est là qu'un cas extrême, une extrapolation, d'intérêt plutôt spéculatif. Il est notable que ce type de prévision ait échoué, mais ni plus ni moins que les pronostics des économistes marxistes, comme ceux de Varga, qui annonce une crise cyclique profonde depuis 1946 (et nous sommes en 1955). Cette crise peut bien venir, mais une erreur de dix ans retire toute validité à un tel pronostic, car la conjoncture repose avant tout sur le temps.

Certains théoriciens capitalistes et technocrates ont pris prétexte de ces incertitudes pour prôner une sorte de planisme destiné à éviter les crises sans qu'on ait recours aux pronostics de conjoncture. En somme l'idée de conjoncture a été associée à celle des crises de surproduction (ou de sous-consommation, selon l'optique de certains), de sorte qu'on tombe dans un cercle vicieux classique : si la conjoncture doit prévoir ce qui se passera vraiment, à quoi bon chercher à y remédier auparavant ? Et s'il est possible d'y remédier, à quoi bon prévoir ce que précisément on va empêcher ? Ces jeux assez vains sont fondés sur une opposition métaphysique de l'être et du devenir, et sont détruits par une conception plus sérieuses du probabilisme. La vraie question est donc de savoir *quelle structure de l'économie permet de réduire à son minimum l'erreur probable pour un certain développement au cours d'une période aussi longue que possible*. De ce point de vue, la conjoncture est un élément aussi indispensable à la politique planifiée qu'à celle du marché (surtout quand celui-ci est dominé par les monopoles).

L'importance relative de l'élément de conjoncture et de l'élément de plan permute selon qu'il s'agit d'une économie capitaliste ou socialiste. Dans le système capitaliste, la conjoncture reste l'expression essentielle des relations de marché ; la statistique permet maintenant de la suivre au jour le jour (au moins aux U.S.A.) sous tous ses aspects : emploi, prix, mouvements de capitaux, commerce, salaires, etc. Néan-

moins, la politique monopoliste et la gestion publique et d'Etat de certaines branches y ont superposé certains éléments de programme, et même de plan, surtout pour les investissements capitaux à long terme, les équipements de base tels que prospection et exploitation de pétroles et gaz naturels, routes, ports, canaux, barrages hydroélectriques, usines atomiques, etc. Dans le système socialiste, le plan prédomine, et la conjoncture est le contrôle de la réalisation sur le pseudo-marché de la comptabilité sociale. Vue dans son détail, l'économie russe comporte des éléments de conjoncture essentiels à la réalisation du plan, surtout aux échelons économiques inférieurs. Le plan indique surtout des objectifs et des formes de liaison ou communications ; quant aux moyens, une grande latitude est laissée aux exécutants, de sorte que les pourcentages moyens de réalisation du plan total, par exemple 99 ou 101 %, masquent les variations importantes par entreprises ou branches, lesquels manifestent la conjoncture locale soviétique. Dans le cas de l'économie yougoslave, l'élément conjoncturel, qui découle des choix décentralisés dans des limites fixées par un plan d'Etat, est évident. Mais il est à peine plus important que dans l'économie soviétique.

Dans le régime capitaliste et dans celui du socialisme planifié (à l'échelle nationale), ni le rôle de la prévision humaine n'est totalement inefficace, ni l'emprise du mécanisme économique n'est totalement coercitive. Par exemple, la politique des stocks joue un rôle très voisin dans les deux cas. L'idée fondamentale de la conjoncture, si l'on écarte l'ambition d'en faire un moyen de prévision d'une précision astronomique, est celle des *fluctuations* ou variations de l'activité économique (rythmes, oscillations, constances, fréquences, etc.). C'est pourquoi la notion de conjoncture a été associée à celle des crises, c'est-à-dire de certaines fluctuations d'ensemble entraînant un déséquilibre approfondi du rapport production/consumption. Le rythme des crises capitalistes, leur ampleur, leur forme, ont fait l'objet de l'analyse marxiste et socialiste (ou libérale comme chez Sismondi), bien avant que la forme moderne de la conjoncture capitaliste se soit développée, avec ses moyens statistiques d'observation et d'indication très affinés.

Mais l'économie planifiée socialiste ne peut pas non plus éviter d'observer « comment les choses se passent » une fois que les plans ont été élaborés et les directives données. Il ne faut pas perdre de vue que le plan le plus soigneusement

élaboré comporte un élément *d'hypothèse*, de probabilité à vérifier. Les innombrables rectifications intervenues dans l'histoire économique des Etats socialistes prouvent suffisamment que la conjoncture y reste un élément essentiel de la marche des choses. Elle n'est pas nécessaire seulement comme contrôle interne du plan, mais aussi parce que le plan est lié au marché mondial, par le canal du commerce extérieur, sans compter ses relations avec les autres socialismes d'Etat. Le plan d'achats et de ventes à l'extérieur est forcément tributaire des fluctuations du marché mondial, en relation avec l'exécution du plan national (par exemple la Hongrie et l'U.R.S.S. en 1955, durent acheter du blé et de la viande à l'étranger capitaliste, contrairement aux prévisions du plan). De plus, les accords entre différents plans nationaux (par exemple Pologne et Roumanie, ou Chine et U.R.S.S.) obligent à des réajustements constants à travers des pools ou des accords bi- ou multi- latéraux de diverses sortes, qui exigent une observation patiente de la conjoncture des plans nationaux. Un plan *séparé*, autonome, ne veut pas dire « isolé » (unique), si l'on se réfère aux quinquennats existants (U.R.S.S., Chine, etc.).

Dans le système capitaliste (y compris les gestions publiques et les monopoles d'Etat), la conjoncture oscille entre les activités d'observation pure (statistiques, indices courants, bilans partiels et généraux), les prévisions de toute nature, dépassant souvent l'économie lorsqu'il s'agit de mouvements démographiques, de fluctuations atmosphériques qui peuvent influencer sur les récoltes, ou sur les réserves hydrauliques, sans parler des catastrophes naturelles : inondations, épidémies, etc. — et les activités d'orientation qui se heurtent à un certain moment aux exigences du système de la propriété privée. On atteint ainsi les limites objectives de la conjoncture en régime capitaliste (bien précisées par exemple dans le cours de A. Sauvy sur *La Conjoncture*). Dans le cadre d'un plan socialiste, les prévisions ne sont pas tout à coup transformées en horaires de chemin de fer, loin de là ; surtout s'il s'agit d'un plan à l'échelle régionale ou locale ; il reste une grande marge entre les prévisions et les réalisations (positives ou négatives). C'est justement le domaine de la conjoncture au sens socialiste. La conjoncture restera fondée en tant que contrôle à l'échelle des *processus partiels*, et aussi à l'échelle globale. Elle sera fondée comme prévision à l'échelle du *temps* (mois, années ou séries d'années, par exemple ; les prévisions du

développement énergétique supposent des études approfondies de conjoncture). Elle sera aussi fondée dans l'étude des types nouveaux de « crises » (disproportions) inséparables du développement des plans, étant donnée la marge encore immense entre la rigidité des objectifs et les variations dans les moyens d'y parvenir.

Enfin, et c'est peut-être sociologiquement le plus important, elle sera fondée dans l'étude des *effets sociaux dérivés des plans*, c'est-à-dire des fluctuations des besoins humains et de leurs contradictions. Dans ce domaine, la conjoncture a une importance capitale, si le socialisme doit voir s'accroître le bien-être de la masse. Une production suppose des travailleurs, des logements, des transports, donc des formes et niveaux de vie, une mobilité professionnelle et sociale, des salaires différenciés, des profits plus ou moins élevés, avec toutes leurs conséquences sur la vie publique et *privée*. Comment, quantitativement et qualitativement, des objets de production réagiront-ils sur la vie sociale ? (1). Ces effets ne sont pas extérieurs à la politique économique. Au contraire, car ils réagissent à leur tour sur la production et la productivité. Il suffit de rappeler la lutte des dernières années autour des *normes* du travail, en particulier en Allemagne orientale, ou au sujet du poids du budget de guerre. En définitive, on ne peut opérer une distinction sèche et schématique entre conjoncture et plan, sauf si l'on y assimile une distinction métaphysique entre nécessité et liberté. Nous revoilà aux « lois ».

Y a-t-il des lois ?

La question n'est pas de savoir si en général il y a ou s'il peut y avoir en économie des lois semblables à celles de la physique et des autres sciences naturelles. Cette question importe peu ici. Ce qui compte c'est qu'en fait l'économiste et le politique recherchent des lois valables, des liaisons constantes entre causes et effets pour des champs aussi étendus que possible, en économie comme ailleurs. Leur contenu et leur forme y sont certainement différents de ce qu'ils sont ailleurs ; non tant par une rigueur atténuée que par la nature propre à certains des paramètres ou variables en cause (entre autre : le travail). Mais ce n'est pas l'essentiel ici ; ni la convenance du terme de loi. On baptise facilement loi une « rè-

(1) En particulier dans le domaine militaire.

gle », une norme, une directive, une recette, une conséquence, un effet, un désir, tout un ordre de corrélations plus ou moins arbitrairement ou objectivement constatées. On néglige de faire les distinctions obligées, on oublie de préciser les critères choisis, et lorsqu'on en choisit on s'abstient de les définir correctement. Les économistes russes sont passés maîtres en la matière. Tout est loi à leurs yeux ; l'opération la plus minime ou le processus le plus vague sont des lois. Le traitement statistique des phénomènes, très rudimentaire en général, souffre beaucoup de cet état de choses ; il y a d'autant plus de lois que le secret statistique est plus « épais ».

La question qui importe ici est de savoir si le type de structures fonctionnelles et de rapports constants qu'on appelle lois dans l'analyse de l'économie capitaliste, subsistent en cas de planification intégrale, et en cas de socialisme évolué ; et si oui, après quelles transformations ; et sinon, qu'est-ce qui *règle* l'économie ? La phrase sur le « saut dans le règne de la liberté » ne peut servir de réponse. Ce n'est qu'une image. (D'ailleurs, si l'on examine d'un peu près la phrase d'Engels, on voit qu'elle dit tout autre chose que ce qu'on lui fait dire. Engels n'a jamais quitté la ligne Spinoza-Hegel : la liberté n'est que la nécessité *comprise* ; liberté et nécessité restent dans un rapport dialectique.) Cette question peut être abordée empiriquement à partir de l'analyse de déterminations élémentaires, et inductivement. Inutile de refaire à cette occasion la critique de l'induction. Rien ne garantit la validité de ses généralisations. Déductivement, les résultats sont plus sûrs, mais souvent par hypothèse. Reste l'induction statistique qui combine les rapports particuliers dans un ensemble possible donné à l'avance ; et c'est pourquoi sa valeur est grande dans un régime de planification socialiste.

Bettelheim ne raisonne vraiment d'aucune de ces trois façons, mais de façon *formaliste* (plutôt que formelle). Il se donne des conditions idéales qui équivalent à un ensemble de rapports stables ou à variations d'équilibre contrôlées (il a éliminé le temps) ; ces conditions forment par elles-mêmes un corps de loi, ou même une loi générale (par exemple l'hypothèse de l'homogénéité sociale et de son élément économique commun : la valeur-travail). D'autre part, il cherche le rapport entre ces conditions hypothétiques et le type russe de planification. La théorie boite alors des deux côtés parce que manquent les rapports sociaux internes, et leur dialectique telle qu'elle est issue de la société précédente. Car même le

formalisme bureaucratique a une source sociale. Il introduit une discontinuité radicale entre le régime de la libre concurrence et celle du plan, c'est-à-dire aussi une rupture dans la validité des lois dialectiques qui dépassent ces deux systèmes économiques et dépendent de constitutions naturelles plus générales. Que deviennent les grands mouvements dialectiques qu'a élaboré Marx (après Hegel) et qu'il a soumis au calcul — c'est-à-dire à la combinaison de quanta, de rapports de grandeur ? Bettelheim ne retient que des calculs d'équilibres ordinaires et la pharmacopée de Bacon. Marx avait manié des formes dialectiques dans l'étude des mouvements du capital et du travail : est-ce parce qu'il y avait ici conformité historique entre ces lois et la marche des rapports économiques et sociaux, ou parce que ces lois très générales trouvaient dans l'analyse de ce régime une application suffisante, mais non spécifique ?

Autrement dit, le régime de plan (supposé socialiste) engendre-t-il et dépend-il de lois dialectiques différentes de celles qui se manifestent dans le capitalisme ? Dans quelle mesure la forme et le contenu se modifient-ils ? Impossible d'entrer ici dans un exposé théorique qui suppose une enquête approfondie. Néanmoins, tout permet de conclure à la validité des principes dialectiques pour un domaine et une durée historique qui excèdent largement ceux du capitalisme classique. L'échelle de la validité historique est ici à considérer. Certains phénomènes peuvent n'être expliqués que pour d'assez courts temps, alors que d'autres le sont plus durablement. Il existe alors un rapport de validité variable selon la nature du phénomène considéré. En général, les phénomènes d'ordre *technologique* relèvent de lois à évolution moins rapide que les rapports sociaux. Cela est contraire aux apparences : la technique paraît évoluer moins vite que les institutions. Mais c'est qu'au lieu d'évolution il faut parler ici de transformation, de *métamorphoses*. La technologie mécanique des corps solides, par exemple, à partir du levier et de la roue, s'est extraordinairement compliquée, mais toujours dans le même sens. Il y a plus de rapport entre une machine-outil moderne et une meule primitive, qu'entre les rapports sociaux dans une usine américaine ou soviétique et dans un clan de celtes. La démocratie esclavagiste des grecs fut une formation plus fugace que l'atelier de forgeron ou de potier. Il y a des plans de fuite différents pour les différents phénomènes. Il est vrai que certaines activités techno-économiques, liées

à l'emploi de certaines formes d'énergie ou de certains outils, peuvent dans certains cas n'avoir qu'une importance de courte durée, ou locale. L'économie du pétrole, avec les techniques d'extraction, de fabrication, de transport et de distribution qu'elle suppose, sera peut-être moins durable que l'utilisation de l'énergie nucléaire, qui paraît promise à de plus longs développements, et dont les « lois » d'utilisation économiques, techniques et sociales seront donc plus longtemps valables. Tout cela doit être étudié dans chaque cas.

Socialement et politiquement, le socialisme d'Etat ne paraît pas voué à un avenir durable. Il semble éminemment transitoire ; il n'est pas une forme sociale « organique ». Les généralisations que l'on peut induire de la planification nationale au milieu du xx^e siècle offrent donc un caractère incomplet, fuyant. C'est qu'elle reste dominée par le jeu de lois dialectiques universelles qui la dépassent infiniment : le mouvement est son essence, mouvement qui emprunte une bonne partie de ses formes à la dialectique sociale précédente, que ce soit par tradition, héritage, par nature, contamination ou autrement : rareté — pénurie de produits, travail nécessaire, hiérarchie des coercitions, etc. D'une façon générale, nous admettons qu'il n'y a pas de lois éternelles, absolues ; même les lois physiques les plus générales sont susceptibles d'une interprétation « historique ». Mais évidemment, il y a des délais variables à considérer selon les domaines. Les lois essentielles de la dialectique sont, sous certains aspects d'ensemble en matière sociale, valides pour longtemps encore. En particulier, elles peuvent nous guider dans l'analyse sociale de la planification si l'on y apporte les modifications nécessaires. *Ces modifications tendent en général à rendre plus apparentes et moins durables des contradictions et oppositions qui étaient plus profondément mystifiées dans l'époque précédente.* Autrement dit, les conditions de leur contrôle (ce qui ne veut pas dire de leur disparition) sont données avec une approximation croissante. Ceci est vrai pour une théorie de la planification socialiste à l'échelle mondiale. Ce qui fait que, pratiquement, l'expérience donne le sentiment contraire, c'est que les formes nationales existantes de planification, pour réelles qu'elles soient, sont très éloignées, par suite des conditions historiques du développement, d'une rationalité dialectique complète. Mais l'importance du développement concret (évolution russe), c'est justement qu'il a permis d'envisager les conditions de fonctionnement d'un mouvement dialectique

passé (crise du capitalisme) à un stade supérieur. Cela ne veut nullement dire que des lois économiques nécessaires ont disparu, mais que la nécessité, les déterminations des rapports économiques peuvent être mieux connues pour ce qu'ils sont, pour autant que la critique reste vigilante : leur vérité intrinsèque, dépendant des conditions de leur établissement par la société, est soumise à un test permanent.

Bettelheim fait consister le caractère *nécessaire* des lois économiques du capitalisme dans leur « indépendance » par rapport aux agents humains, qui ne pourraient que les subir passivement. Au contraire, le caractère « libre » de l'activité économique planifiée consisterait en ce que celle-ci serait « soumise » aux agents. C'est là une simplification excessive. Les lois du marché ne dominent les éléments de la société que parce que celui-ci les a créées sans comprendre leur évolution ni les vrais rapports sociaux qu'elles cachent ; elles ne les dominent pas à la façon dont la place de la terre dans le système solaire, par exemple, conditionne toute vie sur la terre. Cette domination est perpétuellement *contestée* (lutte et travail, et conflits qui en résultent). C'est donc en même temps son contraire, une mise en question, une contestation, l'amorce même de la critique et de la liberté. Elle est contestée parce que *contestable*, c'est-à-dire justiciable des actes et jugements humains, lesquels n'ignorent pas les rôles souvent opposés qu'ils jouent dans l'érection de cette domination. La fonction du plan, si celui-ci doit être le cadre d'une dialectique supérieure de la liberté de choix, consiste justement à *fournir pratiquement les possibilités optima et maxima de la critique, de la liberté concrète, fondée sur une information plus immédiate, directe et complète que celle qui découle des rapports bourgeois*. Que cette possibilité théorique se heurte aux exigences immédiates du socialisme d'Etat, c'est aussi un fait.

Certains théoriciens soviétiques, même dans l'ère stalinienne, ont eu le soupçon de cette exigence. Jdanov avait maladroitement, vers 1949, déclaré que le mouvement dialectique se poursuivait en U.R.S.S. ; mais il se bornait à dire que la contradiction prenait la forme d'une collision entre « l'ancien et le nouveau », le « vieux et le neuf », et que le moteur de cette dialectique étaient la critique et l'autocritique, c'est-à-dire un *mouvement des idées*. On avait là une *rechute bureaucratique dans l'idéalisme*. Les contradictions n'étaient plus enracinées dans les rapports sociaux, mais dans des idées retardataires et des idées nouvelles. De 1917 à 1927-30,

les communistes estiment que la dialectique sociale en U.R.S.S. s'intègre à la dialectique générale de la lutte de classe à l'échelle internationale ; elle en reçoit certains traits classiques et lui en communique d'autres, qui sont nouveaux, mais dont la « nouveauté » ne constitue pas l'essence : ce sont les caractéristiques positives du développement d'un secteur socialiste « isolé » et pourtant lié aux contradictions de classes sur le champ international. Plus tard, la question s'est effacée. On prétendait voir en U.R.S.S. un régime si étranger au capitalisme que les lois économiques et sociales de son développement n'avaient plus aucun rapport avec celles du régime précédent et extérieur (= contradiction spontanée des classes sur la base de l'appropriation privée des moyens de production et de la plus-value). La question avait disparu. Vers 1932, Staline redécouvrit que l'économie « socialiste » se développait selon les schémas de la reproduction élargie de Marx. Après la seconde guerre mondiale la question est revenue sur l'eau d'un autre point de vue : oui ou non, la société russe se développait-elle dialectiquement, et dans ce cas, sous quelles formes ? Les philosophes officiels pâlirent devant le problème (1).

Les économistes n'osèrent pas aborder la question directement : y a-t-il une dialectique propre à la planification intégrale « dans un seul pays pris à part » ? Ils se bornèrent à répéter, puisque c'était la phrase prononcée par les hommes politiques dirigeants, que cette dialectique s'exprimait seulement par une lutte entre « l'ancien et le nouveau » ; en outre, c'est la critique et l'autocritique (venant d'en haut, comme on sait) qui sert à propulser cette dialectique. Voilà ce qu'on répète sur tous les tons. Mais même ces jeux d'école maternelle parurent trop scabreux à Bettelheim : il n'y a pas de contradictions — c'est plus simple. D'un côté, cette litanie de l'ancien et du nouveau est une galéjade bureaucratique.

(1) Même des économistes bourgeois se sont posés la question, bien qu'ils ne puissent y apporter de réponse, puisqu'eux-mêmes ne pensent pas dialectiquement. Par exemple, D. Granick, *Management of the industrial firm in the USSR*, 1954, p. 270 : « The failure to develop generally the concept of linked functional and dysfunctional aspects is particularly curious in that the exposure of the « contradictions » throughout society is a basic dialectic method of marxists. It has been authoritatively stated that contradictions exist in soviet society as well as in all others. (K.V. Ostrovitianov, « O Zadachakl naouchno-issledovatel'skoi raboty v oblasti ekonomiki »). It has been demanded of soviet economists that they discover such theoretic contradictions through study of the practical experience of the soviet economy... But the demands have not been met. »

Car, comment dire quelque chose qui, *d'un point de vue matérialiste*, ne mette pas en cause la structure de la société et l'orientation de son développement ? Comment laisser croire que des contradictions organiques puissent subsister dans un régime qui prétend avoir fait le « saut dans la liberté » ? Comment autoriser l'étude des formes concrètes, appuyée sur des arguments quantitatifs et des mesures, en l'absence de contrôles statistiques fréquents et détaillés, et sans toucher aux tabous du pouvoir ? Comment se servir de l'analyse dialectique concrète si l'on subordonne la théorie à l'empirisme immédiat, à la logique brutale du régime de la planification d'Etat ? Comment permettre une confrontation serrée des thèses de la philosophie dialectique officielle avec le développement concret des faits, si cette confrontation doit faire apparaître toutes les erreurs et les mensonges de l'idéologie officielle ? Que devient alors la conception même du matérialisme historique, en particulier la théorie des superstructures ? Jdanov avait beau traiter les philosophes et les économistes de « lâches », c'est lui et Staline qui avaient frappé de stérilité leurs cerveaux.

Hegel disait que dans certaines périodes de l'histoire, la dialectique chemine *souterrainement*. C'est justement ce qui lui arrive en U.R.S.S. Réduire la dialectique du régime à une lutte entre « l'ancien et le nouveau », c'est retourner au niveau du progressisme petit-bourgeois : la lutte contre les « forces du passé », etc., au nom des « idées nouvelles ». Là-dessous, quelque chose de beaucoup plus grave doit se produire. Le slogan stalinien ne peut être pris au sérieux. Quel ancien ? Quel nouveau ? Il faut sortir des discussions en trompe-l'œil, avec de grands mots : exemple, la discussion de Léontiev sur la théorie de la valeur, celle de Varga sur le capitalisme d'Etat, celle de Stroumiline sur les critères d'investissement, etc., toutes avortées, menées en trompe-l'œil. Dès qu'on aborde un phénomène concret, on ne peut s'en tenir aux phrases sur l'ancien et le nouveau, à l'antinomie verbale, implicite chez Bettelheim, d'un régime où l'homme est « libre » de manipuler l'économie à son gré, et où en même temps cette manipulation est étroitement limitée par les caractéristiques de la planification. Il suffit de voir comment Bettelheim répond à Hayek pour comprendre l'ambiguïté de l'attitude qu'il est allé emprunter aux staliniens. Il commence par envisager les rapports du plan et de la « liberté » d'un point de vue purement économique, en éliminant les rapports sociaux. En fait,

c'est une question non seulement sociale, mais aussi politique, car la planification est justement la structure qui permet le renversement de l'économie politique en politique économique. Il ne suffit donc pas de dénoncer — pour la mille et unième fois — l'aspect formel de la liberté en régime de concurrence capitaliste (aspect qui n'épuise pas, de loin, tout le concept) ; encore faut-il ajouter que c'est une illusion, en tant que la liberté bourgeoise se prétend un *absolu*. Comme mouvement relatif, elle est très réelle, et son contenu concret s'exprime à la fois par la domination mystificatrice de la bourgeoisie et par la possibilité d'action donnée à la lutte prolétarienne au sein des rapports capitalistes. La satisfaction de choix aussi multiples que possible caractérise la liberté du consommateur ; cette marge est déterminée par le rapport des besoins et des revenus. La liberté qui en découle n'est donc pas tant abstraite que limitée ; c'est elle que les hommes cherchent à élargir et à garantir (1). Cette limite apparaît fort bien dans le domaine du travail et du choix professionnel, qui fait moins illusion que celui de la consommation personnelle de produits.

Bettelheim écrit (p. 17, p. 9 de la 2^e éd.) : « En dépit de la liberté du travail, le régime libéral est incapable d'assurer à chacun l'exercice du métier qui lui convient le mieux... Et où se trouve la liberté du travail pour les millions de chômeurs ? » Cela suffit à Bettelheim comme au premier bureaucrate venu. Que l'idée d'aptitudes professionnelles préétablies soit un préjugé bourgeois cent fois dénoncé par Smith et Marx, il l'a oublié ; que le chômage n'ait rien à voir avec la « liberté » du travail, mais seulement avec le droit aux subsistances dans un régime où les prolétaires ne possèdent que leurs bras, il l'a oublié aussi, comme il a oublié que *la main-d'œuvre pénale*, chère aux bureaucrates, ne passe pour

(1) Je laisse de côté cette question : supposons un régime d'abondance, où tous les besoins et même les désirs peuvent être satisfaits *à volonté* — qu'advient-il des choix ? La marge étant, par hypothèse, illimitée, n'importe quel choix est possible à tout instant. Autrement dit, on atteint ce qu'on pourrait appeler le *choix électif*, par opposition au *choix nécessaire* qu'imposent la rareté ou la pénurie. Dans ce cas, le comportement de choix déborde l'économie au sens classique ; il se manifeste comme activité dans tous les domaines. Bien entendu, le choix cesse d'être un « pis-aller », non seulement dans le domaine des consommations finales personnelles ou de groupe, mais aussi dans celui de la consommation sociale, y compris de la consommation productive. C'est alors seulement qu'on sentira jusqu'où peut aller une transformation de ce que nous appelons des « lois » de la vie sociale.

une « liberté concrète » qu'aux yeux d'un aveugle. Positivement, d'après lui, « une économie rationnellement planifiée... doit assurer bien plus correctement l'accession de chacun au travail qui lui convient le mieux ». Quelle jolie plaisanterie ! D'un point de vue socialiste, cette affirmation est un leurre, car *il n'y a pas de travail qui convient le mieux à tel ou tel* ; c'est une illusion créée et entretenue par le capitalisme, qui veut clouer l'individu à sa fonction, comme la société féodale le fixait au métier dans les corporations ou les castes. J'ai dit là-dessus l'essentiel dans ma *Théorie de l'Orientation Professionnelle*. Tout ce côté de la question échappe à Bettelheim ; or, il est décisif pour une théorie du socialisme. La détermination des capacités de travail et des préférences de travail sera produite dans les rapports socialistes élémentaires par une relation imparfaite et très mobile entre besoins sociaux et individuels (en travail). Dans une société socialiste pleinement développée, la diversité des capacités, talents et virtuosités personnelles *perdra peu à peu tout rapport avec le travail proprement dit* (qui jouera un rôle réduit dans l'existence) ; le travail ne sera plus la substance de la vie humaine, et l'activité multilatérale de l'homme, la multiplication des rapports entre êtres humains deviendront incompatibles avec la détermination unilatérale de ce qu'on appelle aujourd'hui un métier. La planification dans le socialisme d'Etat n'apporte que des modifications très bornées dans ce domaine, et certaines sont fâcheuses (notamment parce que le « plein emploi », que Bettelheim appelle une « liberté concrète », sert souvent à justifier des formes rétrogrades ou traditionnelles d'emploi, tel que travail forcé, migrations imposées, travail effectif de longue durée, éventail élargi des salaires, sélection partielle dans l'éducation, etc...).

La liberté des prix.

Sur le plan de la consommation, c'est *la liberté des prix* qui est en cause. D'après Bettelheim, cette liberté deviendra « concrète » et efficace lorsqu'elle ne découlera plus de la concurrence ou du monopole capitaliste, mais de la prévision du plan ; d'ailleurs, il admet que le monopole, quel qu'il soit, donne plus de « liberté » au prix que la concurrence. Il suffit de s'entendre ! « Liberté » veut dire ici : fixation (ou choix) plus ou moins indépendant du prix de marché « libre », déterminé par le seul rapport immédiat de l'offre et de la demande

« libres ». Or, dans la planification socialiste, la « liberté du prix » ne s'appréciera plus par rapport au marché, mais par rapport aux *besoins solvables* (qui constituent en fait un marché contrôlé d'un nouveau type, c'est-à-dire toujours un champ d'échanges). La notion même de prix (c'est-à-dire de valeur d'échange immédiate) est inséparable de celle de nécessité capitaliste, et même au-delà, car sans marché concurrentiel, pas de capitalisme. Fixé par le marché libre ou par le monopole, ou semi-monopole, ou même par l'Etat, le prix est l'expression de la valeur sur le marché, et se trouve donc lié par définition au système de production marchande, bourgeoise ou non. La « liberté » des prix en régime concurrentiel est donc en effet fallacieuse. Et d'une façon générale parler de « liberté des prix », réelle ou non, c'est un abus de langage, le type des idéologies creuses dont le langage économique est infesté. Les prix (quantités monétaires) ne sont pas des « substances » dont on peut mesurer les variations comme si c'était le prix lui-même qui les provoquait. Le prix est fixé par les *échangistes*, ou par un arbitrage entre les échangistes. Ce sont eux qui sont plus ou moins « libres » de le modifier, ou plutôt que certains rapports de nécessité économique n'autorisent à modifier que dans certaines conditions. Il n'y a ici aucune « liberté » à proprement parler (on ne peut employer le terme que dans le sens des « degrés de liberté » d'un système de mesure plus ou moins complexe).

L'équivoque est encore plus grande si l'on dit que le monopole jouit d'une plus grande « liberté » de fixation des prix que le monde libre. Si le monopole privé ou d'Etat peut fixer un prix à un niveau tel qu'il ne résulterait pas du simple jeu de la concurrence, cela ne signifierait pas qu'il est plus libre de le faire (contrairement à ce que Bettelheim affirme parce qu'il tient à identifier le monopole d'Etat planifié à la « liberté socialiste »), mais que les conditions de son propre fonctionnement imposent une fixation des prix toute différente de celles qui résultent de la concurrence de multiples petites entreprises. Comme on sait, les prix de monopoles ont d'ailleurs une fonction qui n'a rien à voir avec la liberté, à savoir de concentrer sur le monopole (ou trust, etc.) une partie croissante de la *plus-value* auparavant dispensée entre quantité de petites entreprises. Telle est la « loi » des monopoles, quelle qu'en soit la forme (Bettelheim n'en dit rien, car d'une façon générale la planification fait s'évanouir la plus-value, qui n'est pas mentionnée une seule fois dans son livre). Le

monopole du commerce extérieur, ou les tarifs douaniers, jouent à cet égard le même rôle que les ententes intérieures ou internationales pour la fixation de prix de vente uniformes. Le monopole, c'est-à-dire l'absence relative ou totale de concurrents sur le marché (dans l'échange propriétaire des produits/consommation) entraîne une forme de fixation des prix différente de celle du marché « libre », mais il n'est pas plus « libre » de le faire que le marché prétendu « libre », sans perdre ses attributs de monopole. Il n'y a pas la moindre liberté dans tout cela : il n'y a que des écarts, des variations, une plus ou moins grande élasticité, et ceux-ci sont *d'autant plus réduits* que l'on passe du marché concurrentiel au monopole. Dans un régime où prédomine de plus en plus le monopole, où c'est la *politique économique* qui décide, il n'y a pas non plus de liberté de prix ; la planification socialiste n'apportera de « liberté » dans la capacité de satisfaire un besoin qu'en abolissant la conception même du « prix » — ce qui n'est pas pour demain. D'ici là, c'est retomber dans les définitions traditionnelles les plus trompeuses que de disputer si les prix sont plus ou moins « libres » et par suite, plus ou moins capables de satisfaire la consommation, dans la planification ou dans la concurrence.

Bettelheim, en somme, assimile *direction des prix* et *liberté* par une analyse propre à toutes les administrations d'Etat imbues de l'idée que l'autorité, dans ce domaine comme dans les autres, est la garantie des droits de chacun, c'est-à-dire de leur liberté. C'est ainsi, dit-il, que les « planifications partielles », à savoir celles qui résultent de l'action des monopoles privés associés à l'Etat, font faire « un pas en avant » à la possibilité de diriger les prix. Il faut donc « généraliser la planification et ses conditions d'existence, car ainsi, au lieu d'être l'instrument de la liberté de quelques-uns, elle sera l'instrument de la liberté de tous. Non plus d'une liberté abstraite, mais d'une liberté réelle, qui permette aux hommes de fixer, *non plus individuellement, mais socialement*, non plus selon les fluctuations du marché, mais en fonction de leur volonté, ce qu'ils produisent, en quelles quantités, et à quelles conditions ». Ce paragraphe assez extraordinaire résume bien la position que je viens de critiquer.

Bettelheim ajoute, pudiquement il est vrai, que l'identification de la liberté économique réelle et de la planification intégrale suppose réalisées des conditions *politiques* qui fassent des organes de planification des « serviteurs de la société

et non ceux d'une classe ou d'une couche sociale ». Ces conditions sont-elles réalisées en U.R.S.S. ? L'incidente précautionneuse ne le dit pas. Mais elle met en cause toute une conception de l'économie, car si la liberté réelle dans le domaine économique *dépend* de conditions politiques, cela veut dire que la méthode qui y conduira sera celle de la *politique économique*. Il n'est donc pas possible de juger du plus ou moins de liberté économique du seul point de vue de l'économie. Si les libéraux bourgeois prônent leur régime *économique* comme celui de la liberté, il ne faut pas leur répondre par un autre schéma *économique*, qui suffirait lui aussi à garantir la liberté des individus. Si bien que la réponse à faire à Hayek, von Mises et autres critiques libéraux du plan collectiviste, c'est justement que le socialisme (ou communisme) ne prétend pas faire surgir un régime de liberté de la transformation des seules conditions économiques. C'est accepter implicitement la critique de Hayek que de lui répondre : le plan assure la liberté vraie parce qu'il détruit sur le terrain économique l'illusion générale de liberté que donne le libéralisme économique. Il ne la détruit pas seulement. Si l'on parle d'illusion, on peut dire que le plan la remplace par une autre illusion, d'une autre forme et de contenu différent, appuyée sur des rapports sociaux très modifiés, si certaines conditions politiques, sociales et culturelles ne sont pas remplies. Par lui-même, un système économique national, même s'il abolit la propriété privée des grands moyens de production et de distribution, ne suffit pas à réaliser les conditions de la « liberté réelle » ; il est encore limité par des déterminations sociales qui continuent à s'imposer à l'ensemble de la société par le jeu de « lois » insurmontables, dont les conditions politiques, au lieu d'en exagérer encore la rigidité, devraient au contraire limiter à leur tour les effets oppressifs pour certaines catégories de la population.

En somme, la planification offre une *possibilité* d'établir des relations de liberté (= des choix plus variés et nombreux) que ne le peut le régime capitaliste. Mais il faut que le plan baigne dans une atmosphère de démocratie réelle, qui oblige le plan à rester le serviteur de la société, au lieu d'en devenir le maître, ou même le tyran ; de la société comprise comme ensembles variables et permutable d'agrégats individuels, et non comme l'Etat absolutiste qui s'identifie à une bureaucratie. En retour, cette atmosphère politique dépend en grande mesure de la forme et de l'extension du plan ou des plans eux-

mêmes, de leur caractère plus ou moins centralisé, de leur aire géographique, des délais de réalisation, et finalement des relations qu'ils entretiennent avec d'autres plans extérieurs et avec le système mondial des échanges. Ce n'est pas le caractère partiel ou total de la planification qui a ici la plus grande importance ; dans certaines circonstances, le caractère intégral de la planification peut rendre encore plus difficile des conditions politiques démocratiques, en particulier par centralisation excessive du pouvoir.

Le caractère des lois.

Quel est alors le *caractère des lois* dans l'économie de plan (socialiste par pure hypothèse) ? Avant de formuler à nouveau une réponse à cette question, il faut revenir à la polémique soulevée par Léontiev. Parmi les bureaucrates, une tendance croissante à partir du second plan quinquennal, dont Bettelheim s'était fait l'écho, allait jusqu'à dire : « il n'existe pas de lois économiques en régime socialiste ». Au diable les lois ! Nous faisons ce que nous voulons ! Cette attitude combinait l'arrogance du planificateur dans l'économie russe réelle (« les cadres décident de tout »), et la croyance naïve que l'on était déjà dans le socialisme définitivement réalisé, où il n'y a plus de lois, puisque l'homme est « libre ». En fait, il s'agissait du socialisme d'Etat en U.R.S.S., de la planification dans un pays isolé ; et là, il y a des lois. Bien entendu, cela ne veut pas dire que ces lois fussent exactement les mêmes que dans les rapports capitalistes classiques, bien qu'elles empruntassent à ces dernières plusieurs traits essentiels. Léontiev avait prudemment rappelé que certains fondements restaient « communs à tous les modes sociaux de production », avec les lois qui en découlaient. Cette formule de Marx se référait à l'existence d'une plus-value, et Léontiev la rapporte seulement à la permanence de la loi de la valeur ; en tout cas, elle suppose une certaine continuité évidente entre les lois économiques du capitalisme et celles du socialisme d'Etat. D'autre part, ces lois diffèrent, dans la théorie d'abord, mais aussi dans la pratique, de l'économie d'Etat. C'est évidemment ce second point qui est le plus intéressant. En quoi diffèrent-elles ? Dans leur forme logique, ou dans le contenu ? Les lois économiques peuvent se transformer dans les deux sens, et c'est évidemment le premier qui est le plus important. Mais Léontiev et tous les économistes soviétiques qui ont

essayé d'aborder le sujet, en sont restés à des généralisations de faits empiriques, et ont baptisé « lois économiques du socialisme » toutes sortes de phénomènes partiels ou de généralités historiques à peine saisissables (de sorte que P.A. Baran a pu écrire que Léontiev « baptise indistinctement du titre de loi économique les limitations imposées par la nature, les constantes du développement social historiquement observables et les réactions humaines courantes dans une période historique déterminée ». (« Les tendances de la pensée économique russe », *La Revue Internationale*, n° 7.) Bettelheim est un peu du même avis (« Lois économiques et valeur d'usage », *La Revue Internationale*, 1946) ; et pour lui, la loi en question, c'est la planification. Depuis 1950, quantités d'articles ont essayé de nous ouvrir les yeux à ce propos, en vain, car aucun auteur n'a consenti à admettre, même après la mort de Staline, qui a délié tant de langues, qu'il ne pouvait y avoir de loi économique et sociale, pas plus dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme monopoliste, sans certains types de contradictions. Avant donc de préciser quel est le contenu des lois qui régissent la société soviétique (socialisme d'Etat) il faut admettre : 1) que ces lois ne sont *pas purement économiques*, pas plus que dans le capitalisme, le féodalisme, l'économie naturelle ou toute autre forme mixte de rapports *sociaux*. Quand Marx explique que le capital est un *rapport social*, humain, c'est ce qu'il dit. Le socialisme d'Etat, lui aussi, est un rapport social. Le réduire à une technique de la planification, c'est tomber dans les illusions de « l'économie pure du capitalisme ». Ce qu'on peut caractériser comme « lois économiques » dans l'un ou l'autre régime n'est que le résidu, formulé quantitativement, de certaines activités spéciales des différents groupes *sociaux*, relatives à la production et à la distribution des biens. Mais c'est l'évidence que ces activités sont à chaque instant subordonnées à un ensemble de rapports qui les dépassent de beaucoup ; par exemple : armée, instruction, représentation politique, etc. Ces rapports peuvent eux-mêmes être envisagés sous un angle économique, mais, encore une fois, c'est l'angle *sociologique* qui est le plus large. 2) Les transformations les plus fondamentales qui interviennent dans les lois sociales et économiques résident dans les *contradictions nouvelles* qu'elles expriment ; c'est là leur transformation « logique ». L'essence de cette transformation, c'est la disparition de la classe capitaliste bourgeoise fondée sur la propriété privée des moyens

de production. C'est en partant de cette double perspective que l'on peut aborder la critique sociale du socialisme d'Etat et qu'il faut d'abord poser le problème crucial des *besoins*.

Théorie des besoins (1).

Dans les rapports capitalistes, la théorie des besoins se réduit à une dichotomie rassurante ; d'un côté, les besoins comme désirs subjectifs, plus ou moins indépendants des satisfactions possibles ; c'est le domaine du « rêve », des impulsions et des exigences personnelles, matière à tous les troubles, les « dysfonctions », les mélodrames. L'idéologie régnante laisse ces besoins-là à l'appréciation de chacun, en proie aux conflits apparemment sans règles ni mesure ; l'économie les néglige. D'un autre côté, le besoin apparaît sous la seule forme où il ait une réalité pour les classes dominantes et les travailleurs : le besoin solvable, c'est-à-dire la demande effective ; à savoir, par définition, les besoins qui peuvent être couverts par des revenus — salaires ou profits. Ces besoins, sociaux ou privés, comportent aussi des incompatibilités et des contradictions. La relativité des besoins dans les rapports capitalistes développés et leur caractère personnel, sont liés à l'universalité des formes du travail, à la forme abstraite et fluide du travail et du capital, au mode d'appropriation de la plus-value et au rôle du médiateur général des échanges : la monnaie. Néanmoins, ce caractère relatif et abstrait a toujours caché une réalité absolue des besoins, comme besoins sociaux dans une société antagonique. Autrement dit, dans une société où le surplus social de la production va croissant, où la population s'accroît aussi, un minimum absolu de besoins doit être satisfait dans les différentes classes. Même sous une forme « congelée » par les castes, les corporations, les ordres ou les « états », le besoin social restait une exigence fondamentale à satisfaire. Toutes les théories économiques, depuis Smith et les physiocrates, en ont tenu compte implicitement. Aristote et Xénophon en tenaient compte eux aussi, comme Confucius et comme les législateurs hindous. La pénurie de biens a contribué à le faire ressortir ; le besoin social, sous une forme rudimentaire, fut le ciment des sociétés proto-communistes, des communautés patriarcales ou semi-féodales,

(1) Je développe ici des analyses dont j'ai présenté un schéma dans le premier volume de cet ouvrage (p. 27 à 37).

même chez les nomades. La question prend une forme nouvelle dans les rapports socialistes, car ici le besoin social est lié aux besoins individuels par l'intermédiaire d'une industrie fondée sur la division du travail poussée au dernier degré, avec une productivité très élevée. Les premiers socialistes en Occident ont ouvertement proclamé que le régime auquel il fallait tendre était celui où chacun travaillait *selon ses capacités*, supposées inégales, et recevait *selon ses besoins*, eux aussi considérés comme inégaux et divers. Cette formule des Saint-Simoniens, qui avait impressionné Hegel, Marx l'a reprise. En attendant cette « égalité réelle », fondée sur la satisfaction intégrale de besoins inégaux, variables et variés, le socialisme rudimentaire devra se contenter de satisfaire les besoins proportionnellement à la quantité de travail fourni. Mais ce rapport des satisfactions aux besoins s'effectue par la ventilation *directe* du besoin social en besoins individuels ou par catégories, rendue possible par l'appropriation collective des moyens de travail et des produits du travail. Le problème-clé du socialisme est donc celui des besoins ; c'est celui de l'organisation sociale en général.

Bettelheim ne dépasse guère la pensée bourgeoise lorsqu'il écrit (pp. 20-29 et p. 170) au sujet du choix économique et de la détermination des besoins : « Le besoin, au sens général, mais en tenant compte de sa finalité interne, est *l'état d'un individu par rapport aux moyens nécessaires ou utiles à son existence ou à son développement* », par exemple besoins de nourriture ou de logement. « En se spécialisant et devenant plus complexes, les besoins deviennent, pour la psychologie, des désirs », qu'on peut aussi appeler besoins s'ils correspondent à une demande effective, solvable. Le besoin social peut être considéré comme la forme indirecte des besoins particuliers (par exemple, la masse de l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'industrie qui produit les moyens de consommation individuels) et aussi comme la forme directe de besoins collectifs (par exemple les transports). Les besoins sociaux et individuels ne correspondent évidemment pas exactement à chaque instant, à la *demande effective* ; les fluctuations de celle-ci dépendent de facteurs nombreux, et son élasticité est pratiquement illimitée, car elle peut aller de la disparition absolue de certains moyens de satisfaction sur le marché (par exemple en cas de suppression totale de certaines importations de produits inexistantes localement, ce qui se produit souvent en cas de guerre, de blocus ou de contingentements)

jusqu'à la surabondance de produits qui ne trouvent plus preneur, en cas de crise, ou de mauvaise qualité. Le point essentiel est ici que la théorie des besoins doit être une théorie de *la satisfaction des besoins*. Le besoin ne s'entend pas, contrairement à ce que dit Bettelheim, par rapport à un « état », mais par rapport à une satisfaction, c'est-à-dire à la modification d'un état — à moins que l'on entende par état son moment négatif, c'est-à-dire *l'état de déséquilibre*. C'est précisément cet état de déséquilibre que le planificateur se propose de prévoir *et de créer*, dans les conditions de la socialisation des moyens de travail et de production. Car l'autre aspect des besoins (sociaux comme individuels ou de groupes), c'est qu'ils ne tendent pas seulement à être comblés comme *exigences passées*, mais que, sous leur forme sociale notamment, ils anticipent aussi sur des satisfactions futures ; autrement dit, *l'industrie moderne crée des besoins à satisfaire autant qu'elle satisfait des besoins créés*. Construire une industrie énergétique, par exemple hydro-électrique ou nucléaire, c'est combler un besoin immédiat en énergie pour atteindre certains objectifs de production, correspondant à des besoins anciens, et c'est aussi créer certains besoins nouveaux, qu'il faudra à leur tour satisfaire. Il y a circulation permanente des besoins et de leur satisfaction entre le passé et l'avenir. C'est en outre pourquoi le temps est l'un des facteurs décisifs de la planification.

L'économie moderne envisage d'abord le système des besoins du point de vue des *produits* (biens ou services), considérés implicitement comme moyens de satisfaction, déduction faite, par conséquent, du gaspillage ou de toutes les autres formes d'activité inutiles (qu'elles soient productives ou improductives). Mais, parmi les produits, le plus important est la *capacité de travail humaine*, car c'est elle qui crée les produits. Par rapport aux besoins en général, le travail, c'est-à-dire l'exercice de la capacité de travail, joue donc un double rôle : *il est le moyen essentiel de satisfaction des besoins, et il devient lui-même le produit d'un besoin*. Autrement dit, les forces de travail, la main-d'œuvre ou population active, doivent être produits et entretenus en quantité et qualité suffisantes ; elles satisfont ainsi un besoin social. En même temps, elles sont l'instrument général de la satisfaction des besoins. C'est ce que Hegel exprimait à sa manière de la façon suivante : le premier moment de la société civile (c'est-à-dire de la vie économique et sociale) est : « A. La médiation

du besoin et la satisfaction de l'individu par son travail et la satisfaction de besoins de tous les autres : c'est le système des besoins ».

Le système des besoins chez Hegel (exposé dans les *Principes de la philosophie du Droit*) mérite d'être examiné, car il est indiscutable que Marx s'en est inspiré dans le Livre III du *Capital*, et que Hegel en a lui-même puisé bien des éléments chez Saint-Simon, Smith et Sismondi. Il faut voir ce qu'il y a derrière son langage philosophique. On y trouve quelque chose qui dépasse la conception bourgeoise des besoins, bien qu'elle y entremêle de la même façon inextricable le subjectif et l'objectif.

Que dit Hegel ? : « Le particulier d'abord opposé, comme ce qui est déterminé en général, à l'universalité de la volonté, est besoin subjectif qui atteint l'objectivité, c'est-à-dire sa satisfaction : a) par le moyen de choses extérieures qui sont aussi bien la propriété et le produit des besoins ou de la volonté des autres ; b) par l'activité et le travail comme médiation entre les deux termes. Le but du besoin est la satisfaction de la particularité subjective, mais l'universel s'y affirme dans le rapport au besoin et à la volonté libre des autres, et cette apparence de rationalité dans cette sphère finie est l'entendement, objet des considérations présentes et qui est le facteur de conciliation à l'intérieur de cette sphère. » L'important ici est le mouvement du subjectif vers l'objectif, c'est-à-dire du besoin vers sa satisfaction, qui est social. Dans le monde capitaliste, ce mouvement est inversé : c'est le besoin objectif, comme volonté générale, qui devient besoin subjectif déterminé ; le produit (comme satisfaction) anticipe sur le besoin, le présuppose et le crée. Mais le rapport fondamental qui permet ce mouvement est justement décrit comme division du travail ; de sorte que le système des besoins est fondé tout de suite sur un rapport entre la satisfaction des besoins personnels et de ceux des autres, c'est-à-dire de la société. La fin du besoin est la satisfaction de la particularité subjective, dit Hegel. En fait, le besoin subjectif est non seulement satisfait, mais créé par la « volonté des autres », c'est-à-dire le besoin social. Pour Hegel, les besoins des autres sont aussi des besoins personnels, mais ils n'atteignent les uns et les autres la « rationalité », c'est-à-dire la commune mesure conforme à la structure de l'ensemble, que par la médiation du moyen de satisfaction universel, le travail, qui implique le système économique et

l'Etat. Le système des besoins n'est donc pas seulement un rapport entre besoins individuels multiples, mais entre besoins sociaux et individuels, l'ensemble des besoins des autres apparaissant à chaque individu ou volonté subjective comme besoin social. Ce système implique la division du travail, c'est-à-dire aussi un rapport entre travail social et travail individuel, autrement dit coopération. La satisfaction est aussi objectivité parce que sa forme est sociale.

C'est donc par rapport au système des besoins que Hegel définit l'économie politique. Ce point est à souligner. L'économie politique n'est pas la science de la production, de la consommation ou des échanges, mais celle de la satisfaction des besoins. C'est un point de vue que le socialisme peut revendiquer, beaucoup plus large que celui des économistes professionnels d'aujourd'hui. « L'économie politique, dit Hegel, est la science qui a son point de départ dans ce point de vue et qui a, par suite, à présenter le mouvement et le comportement des masses dans leurs situations et leurs rapports qualitatifs et quantitatifs. C'est une des sciences qui sont nées des temps modernes comme d'un terrain qui leur serait propre. Leur développement démontre (et c'est son intérêt) comment la pensée (cf. Smith, Say, Ricardo) découvre dans la foule infinie de détails qui lui sont d'abord proposés, les principes simples de la matière, l'élément conceptuel qui les pousse et les dirige. » Comme d'habitude chez Hegel, c'est le concept qui « pousse et dirige », alors que dans la réalité ce sont les rapports sociaux et les faits matériels qui poussent et modifient les notions ; mais, sous son travestissement spéculatif, demeure cette réalité que l'économie politique traite du « comportement des masses », c'est-à-dire des hommes, et qu'elle confine ainsi à la sociologie. De la même façon, Jdanov a beau dire que c'est « la critique » qui sert de moteur à la lutte du nouveau contre l'ancien, c'est en réalité le besoin matériel nouveau qui engendre la critique, dans les rapports socialistes d'Etat comme dans l'Etat capitaliste.

De plus, ce comportement est vu dans ses contradictions, ce que Hegel exprime de la façon suivante : « Si c'est un facteur de conciliation de découvrir dans la sphère des besoins ce reflet de rationalité qui existe et qui agit par la nature des choses, c'est inversement le terrain où l'entendement subjectif et les opinions de morale abstraite assouvissent leur mécontentement et leur aigreur morale ». Ce qui veut dire : l'économie politique, comme source qui trouve dans la satis-

faction des besoins par le travail son élément simple et objectif, qui recouvre une explication dialectique du « comportement des masses », est en même temps le domaine des rivalités, de la concurrence, des conflits d'idées pour lesquels chaque antagoniste revendique son droit et ses désirs.

Pour la société, c'est donc le problème *des modalités des besoins et de leur satisfaction* qui prime (§ 190) : « L'animal a un cercle limité de moyens et de modalités de satisfaire des besoins également limités, mais l'homme, dans cette dépendance même, manifeste son pouvoir de s'en échapper et son universalité, d'abord par la multiplication des besoins et des moyens, et ensuite par la division et la distribution des besoins concrets en parties et en aspects particuliers qui deviennent divers besoins particularisés, donc plus abstraits. » Les besoins sont d'abord massifs et généraux : s'alimenter, se couvrir, se loger, avoir une activité sexuelle — et pour tout cela : lutter, travailler. Avec le progrès des techniques, de la population, des productions, les besoins se particularisent : chacun désire une forme spéciale de satisfaction de son besoin ; les besoins se fragmentent, se dérivent, se compliquent, se socialisent, se médiatisent mutuellement et constituent enfin ce système ramifié qu'est le besoin social. Mais comme le besoin ne s'objective que dans sa satisfaction, sans quoi il reste aspiration, les modalités de la satisfaction doivent aussi se multiplier. Ainsi se crée peu à peu une hiérarchie des besoins et de la modalité de leurs satisfactions, déjà bien explorée au temps de Hegel. « De la même façon se divisent et se multiplient les moyens au service des besoins particularisés et en général les modes de sa satisfaction, lesquels deviennent à leur tour des buts relatifs et des besoins abstraits ; multiplication qui va à l'infini, qui, dans la mesure où elle est distinction des conditions et appréciation de l'adaptation des moyens à la fin, s'appelle raffinement. »

Bien entendu, cette hiérarchie des moyens de satisfaction ne pouvait être que bourgeoise. En ce sens, elle nie les modes de satisfaction de la hiérarchie féodale, statiques et sclérosés, qui se refusent à l'universalité ; mais l'universalité bourgeoise qu'elle lui substitue, fondée sur le travail comme médiateur général des satisfactions, contient aussi une hiérarchie ; c'est une hiérarchie fondée sur des oppositions internes en mouvement, fluide, où chacun peut espérer

conquérir (par le travail) une meilleure position relativement à la satisfaction des besoins : au sommet se trouve le « raffinement », c'est-à-dire la classe cultivée.

Hegel approfondit cette relation, mais sans faire évidemment le pas que fera Marx. Cependant il lui donne une signification plus profonde et surtout plus dialectique que ne le faisaient les économistes anglais, à tel point que sa description formelle a été en partie utilisée par Marx dans l'analyse du fonctionnement réel du capitalisme dans son ensemble (Livre III du *Capital*, où apparaissent les besoins sociaux), ainsi que de ses prolongements socialistes. Sous sa forme « spéculative », l'analyse de Hegel découvre aussi certaines relations qui sont effectivement réapparues dans le socialisme d'Etat et qui peuvent être décelées, comme rapports concrets, dans l'économie soviétique planifiée. « Les besoins et les moyens deviennent, dit Hegel (§ 192), comme existence réelle, un être pour autrui par les besoins et le travail duquel la satisfaction est conditionnée réciproquement. L'abstraction qui devient un caractère des besoins et des moyens, devient aussi une détermination des relations réciproques des individus. L'universalité, qui est ici le fait qu'on se reconnaît les uns les autres, est le moment où *l'universel* fait des besoins, des moyens et des modes de leur satisfaction, dans leur isolement et dans leur abstraction, *quelque chose de concret en tant que social*. Ce moment confère ainsi la détermination de but particulier aux moyens pour soi et à leur possession, ainsi qu'à la modalité de satisfaction des besoins. *Il contient immédiatement l'exigence de l'égalité avec les autres sur ce point*. Le besoin de cette égalité, d'une part, en tant qu'assimilation : l'imitation, et d'autre part le besoin qu'a la particularité également présente de se faire valoir par un signe distinctif, deviennent à leur tour une source réelle de multiplication et d'extension des besoins. »

Traduisons : comme les hommes vivent en société, non seulement chaque individu ou groupe ne peut satisfaire ses propres besoins que par la coopération de tous, mais ces besoins n'ont même d'existence que comme « être pour autrui », que comme existence réelle pour les autres : si mes besoins n'existent pas pour les autres, ne sont pas reconnus par eux (dans une mesure quelconque), ils n'existent pas non plus réellement pour moi — ou encore : la société leur dénie tout droit. De sorte que le besoin social (fondé sur la division du travail) n'est pas seulement la forme et le moyen des

besoins individuels ; il en est aussi la réalité. Il ne peut donc aussi être sa réalité que par une relation de l'abstrait (comme particulier) à l'universel (comme concret). Chez Hegel, abstrait ne veut pas dire « général », ou « théorique », mais signifie particulier, isolé : ce qui est abstrait, c'est ce qui est coupé du reste de la totalité. Ce qui est universel (ou général) est donc au contraire la marque du concret. C'est donc le social, le besoin social, qui est concret et universel, tandis que le besoin particulier n'a d'existence réelle que par sa relation avec l'élément universel. Bien entendu, pour Hegel, cet élément universel est un concept ; mais dans la société réelle, ce sont des rapports sociaux et économiques réels. Cette relation et ces rapports font, dans la société bourgeoise, ressortir les exigences individuelles : chacun envisage la *possession des moyens* « pour soi », ce qui entraîne « l'exigence de l'égalité avec les autres sur ce point » ; autrement dit, chacun a le droit d'exiger autant que les autres. C'est le fondement de la concurrence liée à la propriété privée, et cette concurrence ne fait que multiplier et étendre les besoins et les moyens de leur satisfaction par le travail. En même temps, cette concurrence n'est efficace que parce qu'elle dépend du système *social* des besoins, car c'est lui qui imprime toute sa force au mouvement de particularisation des besoins, de division à l'infini des besoins et moyens de satisfaction, c'est-à-dire des formes du travail.

Hegel n'a pas hésité à dire que c'est justement dans ce besoin social que se trouve un aspect de libération pour l'individu, ce qui lui a été reproché comme une affirmation étatiste à la Hobbes — et à quoi Marx a cherché à donner un autre contenu dans les rapports socialistes — contenu altéré par les économistes soviétiques, qui, sans s'en douter, sont revenus à une idéalisation de la planification d'Etat qui les rapproche de l'absolutiste Hegel. Voici ce que dit Hegel à ce sujet (§ 194) : « Comme dans le besoin social en tant qu'union du besoin naturel et immédiat et du besoin spirituel de la représentation, c'est ce dernier qui, en tant qu'universel, a la prépondérance, dans ce moment social se trouve un aspect de libération. La rigoureuse nécessité naturelle du besoin est cachée et l'homme se comporte d'après son opinion qui se trouve être une opinion universelle et d'après une nécessité faite par lui, d'après une contingence qui n'est plus extérieure, mais intérieure, qui est du libre arbitre. » Ainsi, dans le monde spéculatif de Hegel, le besoin social devient source de li-

berté, d'affirmation du libre arbitre, parce qu'il est besoin « représenté », et par cela concept universel. C'est « l'idée » de la satisfaction sociale des besoins qui est fondement de la liberté des individus ; alors que dans le monde réel, c'est la liberté des individus, c'est-à-dire la lutte et la démocratie, qui commande la satisfaction des besoins sociaux. Mais, dans les rapports capitalistes, la lutte est le revers des formes antagoniques du travail, et le besoin social n'est que « l'idée » unifiée de conflits radicaux. Quelle ironie pourtant ! Dans la phrase de Hegel s'exprime l'idéalisme des planificateurs, et avec son intuition profonde il en dévoile aussitôt le mystère ; car ainsi « la rigoureuse nécessité naturelle est *cachée* et l'homme se comporte d'après son opinion, qui se trouve être une opinion universelle et d'après une nécessité faite par lui ». Quelle définition grandiose du plan d'Etat de l'U.R.S.S. ! Bien entendu, Hegel ne voyait pas si loin, et ce qu'il vise immédiatement, c'est la thèse rousseauiste selon laquelle le système social est par essence oppresseur, tandis que la liberté est l'apanage de l'état de nature. « C'est une opinion fausse, ajoute Hegel, de penser que l'homme vivrait libre par rapport au besoin dans l'Etat de nature où il n'éprouverait que des besoins naturels soi-disant simples et où il n'utiliserait pour les satisfaire que les moyens qu'une nature contingente lui procure. Elle est fausse, même si l'on ne considère pas l'élément de libération qui est dans le travail dont on parlera plus loin. En effet, le besoin naturel en tant que tel et sa satisfaction immédiate ne seraient que l'état de la spiritualité enfoncée dans la nature, et par conséquent l'état de sauvagerie et de non-liberté, tandis que la liberté n'existe que dans la réflexion du spirituel en lui-même, dans sa distinction d'avec la nature et dans son action réfléchie sur elle. » Mais cette liberté spéculative n'est qu'une liberté bourgeoise, puisque le système des besoins où elle s'affirme est celui du capitalisme, de la propriété privée.

Et Hegel ne peut s'empêcher de faire, sous forme spéculative, justement le tableau de la société bourgeoise : « Cette libération est formelle, puisque c'est la singularité des buts qui reste la base et le contenu » ; autrement dit : puisqu'à travers le système social des besoins, c'est chaque individu qui tend vers la satisfaction de ses propres besoins, la libération de tous reste une forme à remplir ; elle est seulement « possible ». Certains ne connaîtront que la dépendance et non la liberté. A travers les moyens sociaux, c'est toujours de

la satisfaction de besoins particuliers qu'il s'agit. Mais les besoins singuliers sont toujours formels puisqu'ils ne peuvent devenir vraiment concrets que sous leur aspect social. Produire de la toile ou construire des maisons est un besoin social et se réalise au moyen d'un travail social ; comme telles, ce sont des activités concrètes, universelles ; mais satisfaire le besoin d'un individu donné en toile pour un pantalon ou avec un logement déterminé, c'est un acte particulier, formel, puisque cette satisfaction ne peut devenir objective, réelle, que par l'intermédiaire de la satisfaction des besoins sociaux, qui impliquent la concurrence et l'égale volonté d'être libre. Ainsi, « l'état social s'oriente vers la complication indéfinie, et la spécificité des besoins, des techniques et des jouissances qui n'a pas plus de limite que la différence entre le besoin naturel et le besoin artificiel. Cela entraîne le luxe, qui est en même temps une augmentation infinie de la dépendance et de la misère ».

Hegel avait un sens aigu du ressort de la société bourgeoise ; c'est pourquoi il a placé *le travail* au centre du système des besoins, comme le fera Marx. Et en raison même de sa conception du besoin social, il énonce d'abord le travail comme *travail abstrait*, ou universel (ce qui chez lui signifie aussi comme concept). Cette idée, il la doit à Smith et Ricardo, plutôt qu'à Saint-Simon ; et Marx l'a tirée de lui comme de l'économie anglaise. Elle reste évidemment au centre de l'économie socialiste. « Ce qu'il y a d'universel et d'objectif dans le travail, écrit-il (§ 198), tient à l'abstraction produite par la spécificité des moyens et des besoins d'où résultent aussi la spécificité de la production et la division des travaux. Le travail de l'individu devient plus simple par la division et son aptitude dans son travail abstrait ainsi que la masse des produits augmente. En même temps, cette abstraction des aptitudes et des moyens active la dépendance mutuelle des hommes pour la satisfaction des autres besoins et en fait une nécessité complète. Enfin, l'abstraction de la production rend le travail toujours plus mécanique, et à la fin il est possible que l'homme en soit exclu et que la machine le remplace. » Comme on voit, « l'abstraction » du travail ou le travail abstrait a plusieurs sens (comme chez Marx, lui aussi) — il est abstrait comme séparation en éléments parcellaires, comme dépendance mutuelle (c'est-à-dire capacité impersonnelle) et comme transfert à des machines (voir mon commentaire dans le premier volume de cet ouvrage).

Comme moyen de satisfaction des besoins, le travail crée les *richesses*, disons les produits. Mais cette création est fondée sur la concurrence et sur la lutte des classes (§ 200) : « La possibilité de participation à la richesse universelle ou richesse particulière est conditionnée d'abord par une base immédiatement appropriée (capital) ; d'autre part, par l'aptitude conditionnée à son tour par la première et aussi par les circonstances contingentes dont la diversité produit les différences de développement des dons corporels et spirituels, déjà inégaux par eux-mêmes dans la nature. Dans cette sphère de la particularité, cette diversité se remarque dans toutes les directions et à tous les degrés et associée à toutes les causes contingentes et arbitraires qui viennent d'ailleurs ; elle a pour suite nécessaire l'inégalité des fortunes et des aptitudes individuelles. » On reconnaît ici la thèse de Smith combinée avec une réflexion sur la Révolution française, c'est-à-dire la société capitaliste bourgeoise. L'inégalité qui lui est propre, Hegel va la défendre comme vérité objective, chose curieuse, avec les mêmes accents qu'ont les économistes soviétiques confirmant l'inégalité dans la phase inférieure du socialisme, comme « rationalité » de la société. L'égalité reste un possible, dans le socialisme inférieur comme dans le socialisme d'Etat, justement parce qu'elle est liée à une inégalité essentielle au système, de sorte que le droit consacre à la fois l'égalité et l'inégalité, puisque les besoins inégaux sont satisfaits par le moyen d'une mesure égale (le travail universel mesuré en temps, c'est-à-dire la loi de la valeur). « L'idée, poursuit Hegel, contient un droit objectif de la particularité de l'esprit, et ce droit ne supprime pas, dans la société civile, l'inégalité des hommes posée par la nature (élément d'inégalité). Au contraire, il la reproduit à partir de l'esprit et l'élève au rang d'inégalité des aptitudes, de la fortune et même de la culture intellectuelle et morale. L'exigence d'égalité qu'on oppose à ce droit appartient à l'entendement vide, qui prend son abstraction et son devoir-être pour le réel et le rationnel. Cette sphère de la particularité que l'universel forme en lui-même, dans cette unité seulement relative avec l'universel, les caractères de la particularité qui lui viennent à la fois de la nature et du libre arbitre, c'est-à-dire les restes de l'état de nature. En dehors de cela il y a dans le système des besoins humains et de leurs mouvements, une rationalité immanente qui en fait un tout articulé organique d'éléments différenciés. »

Comme toujours, Hegel présente ainsi sous forme spéculative les contradictions réelles de la société. Cette « exigence d'égalité... qui prend son abstraction et son devoir-être pour le réel et le rationnel », ce sont les revendications des classes dépendantes, inférieures et dominées, surtout celles qui travaillent et *produisent* les richesses ; mais leurs revendications restent des « possibles », ne peuvent jamais devenir réelles, parce que le besoin social, celui de l'ensemble des classes ou « états » (*Stände*), s'oppose à l'universalisation réelle, pratique, de « la particularité », c'est-à-dire des positions individuelles. C'est une contradiction dialectique, qui, chez Hegel, ne se surmonte que dans l'Etat, raison de la société, comme dans la société soviétique stalinienne elle se surmonte dans le plan — mais ni le plan, ni l'Etat ne peuvent arrêter la marche des choses.

Ainsi, conclut Hegel, « *l'ensemble collectif prend la figure d'un organisme formé de systèmes particuliers de besoins*, de culture théorique et pratique, systèmes entre lesquels les individus sont répartis, ce qui fait la différence des classes ». Le système des besoins bourgeois est donc défini par l'existence de classes, conçues statiquement, de sorte qu'elles n'ont pas d'évolution propre, bien qu'elles soient traversées par la dialectique de l'universel et du particulier, c'est-à-dire par la possibilité pour chaque individu de changer de classe, ou d'appartenir à n'importe quelle classe selon ses mérites — définition théorique de l'Etat bourgeois et de l'Etat soviétique, ce dernier alléguant qu'il réalise ce que le premier ne fait que promettre. La démocratie et l'économie bourgeoise la plus avancée nient d'ailleurs la réalité d'une telle structure de vraies classes, c'est-à-dire de formations organiques autonomes : leur idéologie ne connaît que des positions individuelles momentanées dans un continu social. L'Etat soviétique reconnaît l'existence de classes, et même la proclame ; mais ce sont des classes « amies », qui collaborent : la classe ouvrière, la paysannerie, l'intelligentzia, etc. Pendant une période de N.E.P. on ajoute : le capitalisme progressiste ou d'Etat, etc...

Pour sa part, Hegel discernait trois classes : la classe « substantielle », c'est-à-dire les agriculteurs, la paysannerie ; la classe « industrielle », c'est-à-dire les entrepreneurs et les ouvriers ; et la classe « universelle », qui « s'occupe des intérêts généraux, de la vie sociale ; elle doit être dégagée du travail direct en vue des besoins, soit par la fortune privée, soit par une indemnisation de l'Etat qui réclame son activité ;

de sorte que dans ce travail pour l'universel, l'intérêt privé trouve sa satisfaction » ; cette dernière classe, fonctionnaires, administrateurs et intellectuels, c'est la bureaucratie. Ces classes baignent dans un élément fluide, qui est l'élément spécifique de la société capitaliste bourgeoise, celui de la concurrence et de la libre entreprise. Chaque individu a donc le droit et la possibilité de s'élever et de changer de classe, quoique cette possibilité trouve sa limite dans un système social des besoins fondé sur la propriété privée : « la répartition des individus dans les classes, quoiqu'elle subisse l'influence de la nature, de la naissance et des circonstances, dépend essentiellement et souverainement de l'opinion subjective et de la volonté particulière qui trouve son droit, son mérite et son honneur dans telle sphère, de sorte que ce qui se produit dans cette sphère par une nécessité supérieure a lieu par l'intermédiaire du libre arbitre, et pour la conscience subjective a la forme d'une œuvre de la volonté ». Dans la note qui suit, Hegel montre la différence de cette dialectique bourgeoise où la structure stable des classes est opposée et réconciliée avec l'aspiration individuelle à changer de classe en s'élevant, et de la vie sociale des pays et des temps où « la répartition des individus entre les classes appartient au gouvernement » (cités grecques, Egypte pharaonique, Inde des castes) : « Quand on reconnaît et qu'on admet le droit que le libre arbitre soit l'intermédiaire qui produit ce qui est rationnellement nécessaire dans la société civile et dans l'Etat, on pose la détermination prochaine de ce qui s'appelle dans la représentation universelle courante : liberté » — c'est-à-dire la liberté d'établissement, d'entreprise, de profession.

On a remarqué l'analogie frappante de la division des classes selon Hegel et selon les politiciens soviétiques : paysans, ouvriers, intelligentsia. Les fonctions qui leur sont reconnues diffèrent. Hegel appelle encore la paysannerie la classe « substantielle », à l'imitation des physiocrates, c'est-à-dire la classe vraiment productive. L'Etat soviétique, qui a assimilé la critique marxiste, voit au contraire la classe productive répartie dans le travail industriel comme dans le travail agricole ; néanmoins, ses idéologues parlent couramment de la classe paysanne (devenue dans sa quasi-totalité celle des kolkhoziens coopérateurs) et la considère comme « alliée » de la classe ouvrière (industrielle), et il est indiscutable que la paysannerie est une réalité politique et sociale de l'U.R.S.S. qui a un certain degré d'autonomie ; cas encore plus net en

Chine, en Roumanie, en Hongrie et ailleurs encore. Mais c'est surtout la discrimination de la classe « universelle » qui est la plus significative. Le sens que Hegel lui accorde trouve sa pleine expression dans le socialisme d'Etat. Les Russes l'appellent l'intelligentzia, ou plus généralement « les cadres » ; on peut la qualifier comme bureaucratie, administration politique, économique ou militaire, en y comprenant les fonctionnaires de la culture (enseignants, savants, écrivains, artistes, tous au service de l'Etat et du parti). C'est même en U.R.S.S. que la fonction de cette classe apparaît dans toute son envergure « universelle », c'est-à-dire comme bureaucratie d'Etat, représentant « l'intérêt général ». Chez Hegel, cette classe affirme solidairement les intérêts de la société et ceux du monarque, sous la forme de l'Etat ; dans le socialisme d'Etat, elle représente surtout la liaison entre la masse et le parti communiste dirigeant, mais aussi sous la forme d'administration d'Etat. La gestion directe de l'économie n'a fait qu'étendre son caractère universel en en faisant l'interprète immédiat du besoin social. Aussi bien, c'est la critique de la conception hégélienne de la bureaucratie qu'a faite Marx, qui porte aujourd'hui contre la bureaucratie soviétique.

Naturellement, il y a une différence essentielle entre la structure des besoins sociaux dans l'Etat bourgeois hégélien et dans le socialisme d'Etat ; l'Etat bourgeois est fondé sur la propriété privée, et l'Etat socialiste sur la propriété publique, d'Etat. Hegel écrit (§ 208) : « En tant que particularité du vouloir et du savoir, le principe de ce système des besoins ne contient en lui l'universel en soi et pour soi, l'universel de la liberté, que d'une manière abstraite : c'est le *droit de propriété*. Il n'est pourtant pas seulement en soi, mais dans sa réalité reconnue, puisque la juridiction assure sa protection ».

Dans la partie qui concerne l'administration et la corporation (c'est-à-dire la bureaucratie et les groupements professionnels et économiques (§ 230 et sq.) Hegel exprime de façon catégorique, à la fois la dialectique du système social des besoins et de la propriété privée et le frein qu'y apportent l'Etat et la bureaucratie, comme pouvoirs « au-dessus » de la société, des classes et des individus : « Dans le système des besoins, la subsistance et le bien de chaque particulier est une possibilité dont l'actualisation dépend de son libre arbitre et de sa nature propre aussi bien que du système objectif des besoins. Par la juridiction, la violation de la

propriété et de la personne est expiée, mais le droit réel de la particularité implique aussi que les contingences, qui s'opposent à l'un ou l'autre de ces buts, soient supprimées, que la sécurité sans trouble de la personne et de la propriété, et aussi que la subsistance et le bien-être de l'individu soient garantis, en un mot que le bien-être particulier soit traité comme droit et réalisé comme tel. »

Tout ce qu'il y a d'incompatible, même chez Hegel, entre l'affirmation de la légitimité absolue du droit de propriété privée et la dialectique des besoins sociaux a été profondément compris par Marx. Aujourd'hui, après un siècle de mouvement socialiste, et plus de trente ans de développement économique en U.R.S.S. et dans d'autres pays, cette incompatibilité n'a plus rien qui étonne. Pourtant, le système des besoins continue à poser des problèmes, non plus en relation avec la propriété privée (surtout celle des grands moyens de production et d'échange), mais en relation avec la *proportionnalité*, l'équilibre de ces besoins sur la base de la propriété sociale et de la gestion planifiée. Il n'y a pas pour cela discontinuité absolue entre les deux types de problèmes ; au contraire : derrière la confrontation entre la proportionnalité des branches de production destinées à satisfaire dans son ensemble le besoin social, et les exigences des besoins individuels ou particuliers des consommateurs finaux réapparaît une opposition que la suppression de la propriété privée n'a pas fait disparaître ; elle lui a même donné tout son relief. L'abolition de la propriété privée n'a débarrassé ni l'Etat, ni les organismes économiques centraux et locaux, de la préoccupation des consommateurs particuliers ; elle n'a fait que transformer les rapports des besoins sociaux et particuliers, en les mettant en pleine lumière, car il n'existe plus aucun mécanisme « automatique » pour les ajuster en les dissimulant. comme cela se produit dans le système capitaliste.

C'est pour cela que tous les déséquilibres ou disproportions d'un nouveau genre qui surgissent dans l'économie d'Etat doivent être résolus par l'énergie bureaucratique, décuplée par les moyens centralisés de la planification, qui procède comme Procuste. Il existe aussi d'autres soupapes de sûreté, assurant une certaine élasticité à ces déséquilibres et permettant souvent de les résorber (rationnement, manipulation des salaires et des prix, différenciation des revenus, rythmes différentiels d'accumulation, etc., sans parler des marchés, de la spéculation et des enfreintes de tous ordres

aux plans partiels). De plus, la marge des choix laissés à l'initiative du directeur d'entreprise socialiste est assez large (c'est le problème des « limites » du plan dans l'industrie soviétique). Le besoin social, considéré comme fondement avoué du mouvement économique s'est trouvé libéré de la contrainte des incertitudes et limitations dues à la propriété privée ; il est pris immédiatement en considération comme plan d'investissements, dont les grandes lignes peuvent être facilement normalisées. Mais dans l'économie socialiste, comme dans le capitalisme, les investissements ne sont productifs (cette fois à l'échelle sociale) que s'ils sont incorporés dans du travail humain, qui lui, *n'est pas socialisé de la même façon que l'appareil de production*. Le besoin de forces de travail n'a ni la même structure, ni les mêmes propriétés que le besoin de produits. La dialectique des besoins sociaux révèle tout de suite le caractère spécifique des besoins en forces de travail, besoins qui sont en même temps ceux de *moyens de satisfaction de ces besoins*. Autrement dit, le besoin social en produits et moyens matériels de production a comme premier opposé le besoin en travail humain, lequel ne peut être satisfait que par une certaine distribution des salaires, de la formation et de la répartition professionnelle ; cette distribution, à son tour, influe sur la demande effective en produits. La proportion fondamentale d'où le plan économique devra partir est donc celle des besoins en forces de travail et des besoins en produits. Or, dans le socialisme d'Etat rudimentaire, c'est encore la loi de la valeur qui règle cette proportionnalité. C'est par ce biais que la théorie des besoins est liée à l'existence de lois économiques socialistes. Comme les autres lois, celles-ci ne peuvent être violées sans dommage. C'est pourquoi intervient aussi dans le socialisme d'Etat « la juridiction », c'est-à-dire le pouvoir politique répressif qui supplée aux enfreintes et aux défaillances de la loi.

Pourquoi le besoin en force de travail n'a-t-il pas, comme besoin social, le même caractère que le besoin en produits ? Pour la même raison qui faisait que la force de travail n'est pas non plus une marchandise comme les autres. Dans les rapports capitalistes, la force de travail est une marchandise *louée*, et non totalement cédée, comme c'est le cas dans l'esclavage ; elle est vendue à temps ; elle reste donc une propriété permanente de la personne. Elle se retrouve chaque jour à la disposition de la personne, qui n'a rien d'autre à faire qu'à la louer à nouveau (d'ailleurs, les contrats de travail

sont valables pour des durées variables, théoriquement reductibles jusqu'à usure complète des forces ; ils peuvent aussi être conclus pour un temps limité quelconque ; ou pour la vie active entière chez les fonctionnaires). D'autre part, cette force de travail a une propriété, liée à la première, qui est : a) de produire des effets plus grands et différents que les causes qui la produisent elle-même ; b) de permettre ainsi à celui qui la loue, en échangeant la valeur d'une capacité contre celle d'un produit, de tirer une plus-value de sa mise en œuvre. Dans les rapports capitalistes, cette force de travail peut être considérée comme une masse sociale, mais non comme un *besoin social effectif* puisqu'elle n'est employée et rémunérée que dans la mesure où le capital l'emploie. Si l'entreprise ferme, cette main-d'œuvre chôme. Ce n'est qu'en cas de *plein emploi* qu'on peut parler de *besoin social en force de travail*, car dans ce cas, les objectifs de production à atteindre nécessitent par hypothèse l'emploi total de la main-d'œuvre disponible et font de cet emploi un besoin social. Il se peut même que ce besoin ne soit pas totalement couvert, en quantité ou en qualité (déficits particuliers, dans les mines, par exemple).

Ces caractéristiques de la main-d'œuvre sont modifiées dans l'économie socialiste. Le plein emploi est postulé par les objectifs de production du plan (quelles que soient les formes de cet emploi) ; il est d'ailleurs exigé par les institutions politiques, qui rendent le travail obligatoire pour tous, sous réserve des congés et des retraites, des incapacités physiques, etc. On a donc, pour atteindre les objectifs du plan, un besoin social de la force de travail, directement calculé ; là encore, les crises possibles résultent de disproportionnalités subordonnées, et non de l'existence d'un marché libre du travail, réglé par l'existence d'une « armée industrielle de réserve » ; les réserves en main-d'œuvre existent, mais ne sont pas des réserves permanentes, existant à tout moment ; ce sont des réserves à temps, créées par le mouvement démographique et par les déplacements internes de main-d'œuvre entre les différentes branches (par exemple la population active passe en U.R.S.S. de 80 à 100 millions). De toute façon la somme totale des forces de travail constitue une grandeur absolue, qui est le besoin social en force de travail. Le rapport entre ce besoin (calculé en temps-travail) et le besoin en produit et en surproduit, exprime le degré de productivité.

Cependant, les forces de travail, dont le *besoin* est socialisé, ne sont pas *elles-mêmes* socialisées de la même façon que les produits. En ce sens, la force de travail conserve certaines caractéristiques des produits de consommation individuels, qui ne sont pas tous socialisés, ou le sont à des degrés divers. Pour les moyens de production et les produits de moyens de production, la socialisation s'opère par un décret qui leur confère directement le caractère de propriété collective, sociale, garanti par la loi. Personne, ni aucun corps, ne peut en disposer en dehors des directives prévues par le plan d'Etat. Le besoin social, comme besoin économique de produits et de services, a ici un caractère immédiatement « abstrait », universel. Par exemple, les bâtiments industriels et l'outillage appartiennent à la société, c'est-à-dire en principe à tous et à personne ; en fait : à l'Etat. Il en va de même pour les « bâtiments publics », qui sont déjà propriété sociale dans le capitalisme. L'usage de ces biens est social et déterminé socialement. La position des locaux d'habitation à usage privé, est déjà plus ambiguë ; ils peuvent appartenir à des collectivités, mais aussi à des propriétaires individuels, qui peuvent en disposer, les vendre et même les léguer, comme c'est le cas en U.R.S.S. La transformation de la propriété privée en propriété sociale de ces biens s'opère par la modification de leur statut juridique, qui exprime lui-même de nouveaux rapports sociaux ; la production de ces biens, comme besoin social, peut alors être organisée directement comme production sociale. Néanmoins, *leur appropriation en tant que consommation finale*, c'est-à-dire la satisfaction de besoins, *l'usage*, rend à ces biens leur caractère de *particularité*. La consommation humaine d'un produit quelconque n'est jamais sociale, collective, qu'à un moment particulier et individuel ; la propriété sociale doit être *consommée* (utilisée) en particulier, individuellement ou par groupes restreints. La *satisfaction* du besoin social est finalement singulière, particulière. Du moment que cette satisfaction n'est pas indéfinie, au gré des désirs (comme elle pourra peut-être le devenir dans un communisme développé) et sans rapport immédiat avec le travail fourni, sa mesure individuelle dépend des moyens personnels de la satisfaire, des revenus ; la satisfaction des besoins se transforme en demande solvable, en particularité. Dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, *le besoin social de consommation est donc satisfait comme usage particulier inégal et réglé*.

Ce fait est dû à la permanence de certains traits de la force de travail comme besoin social de force de travail. La société (c'est-à-dire l'ensemble des forces productives et improductives, la somme des individus de tous âges et des deux sexes qui composent la population considérée) ne peut s'approprier la force de travail comme un objet extérieur, puisque c'est elle-même qui la compose. Elle est immédiatement propriété particulière, qualité d'elle-même ; c'est en tant qu'agrégat d'individus qu'elle est force de travail, et non comme produit distinct d'elle-même : les forces de travail produisent des objets extérieurs, mais elles *se* produisent et se reproduisent elles-mêmes aussi. Elles ne peuvent transférer le droit de propriété du particulier à l'ensemble dans les mêmes conditions où est transféré le droit de propriété sur les objets produits. Même lorsqu'elle prend une forme sociale, la capacité productive humaine reste attachée à l'individu : il faut toujours qu'il la loue, qu'il en vende ou prête l'usage, car il ne peut pas l'aliéner totalement. Le besoin social de forces de travail est donc un besoin que les membres de la société satisfont directement sur eux-mêmes et dans des conditions beaucoup plus déterminées que la satisfaction en produits : on peut fabriquer des produits, par exemple des frigidaires, en décidant de passer en un an de 0 à 100, si les moyens techniques sont donnés ; mais on ne peut pas décider d'accroître la population de 100 à 10.000 dans le même laps de temps. C'est donc la productivité des forces de travail qui décidera en fin de compte du besoin social de celles-ci.

Nous raisonnons comme si la société entière était productive ; mais ce n'est le cas dans aucun régime, même si le travail est une obligation générale. Certaines activités rémunérées sont improductives et peuvent aller jusqu'au parasitisme pur et simple. Mais d'autres éléments d'improductivité naturelle interviennent ; enfants, vieillards, malades et inaptes, femmes dans certaines conditions, retraités. Le besoin social fondamental de forces de travail est celui de forces directement productives ; leurs limites sont faciles à calculer si l'on possède des statistiques assez détaillées de la population active et non-active. Il se produit alors une résistance des forces productives à leur identification à un besoin social : chacun a tendance à reporter l'effort nécessaire sur le voisin. Chaque travailleur potentiel raisonne ainsi : c'est *ton* travail qui est nécessaire. Le besoin social en forces de travail se ramène alors à un arbitrage. Il est réalisé sur des bases à la

fois économiques et institutionnelles (politiques). Les moyens de réduire les disproportions sont ici d'une tout autre nature que ceux qui permettent l'harmonisation des produits en qualité et en quantité. C'est ainsi que la théorie des besoins en régime de planification socialiste suppose une planification des forces de travail qui comporte ses propres contradictions ; là se manifestent les lois sociales-économiques du socialisme d'Etat.

Remarque : Les besoins improductifs. Dans une certaine mesure, les besoins des êtres improductifs (impuissants), enfants, malades, vieillards, et surtout retraités, donnent une image négative de ce que peuvent être des besoins à satisfaire dans une société socialiste pleinement développée, communiste, sans Etat (de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins). Ce sont des besoins sans contrepartie productive chez le sujet des besoins ; mais ils ne sont pas parasitaires, car ils proviennent d'êtres impuissants, incapables de subvenir à leurs besoins comme l'expression courante le dit bien. Ils n'ont pas seulement des besoins génériques (s'alimenter, être abrités, etc.), mais aussi des besoins qui dérivent de leur état particulier. Certains existent « à fonds perdus », mais d'autres peuvent être productifs à échéance, ou résulter d'un travail productif (retraités). Il faut aux enfants une éducation, une surveillance, un apprentissage, etc. ; aux malades des soins, une protection, des soutiens ; aux vieillards, il faut aussi des soins — et un cimetière. Même les sociétés passées, et la société bourgeoise, reconnaissent ces besoins, et dans certaines circonstances leur priorité, leur caractère imprescriptible. Des sociétés plus primitives ne les reconnaissent pas, car ils n'ont pas les moyens, une productivité suffisante, pour les reconnaître : on laisse les enfants mourir, l'instruction est inexistante, les vieux sont souvent tués. Les besoins des impuissants ne sont pas considérés d'abord comme de vrais besoins, mais comme des embarras superflus ; il subsiste quelque chose de ce jugement aujourd'hui. Cependant, comme moment négatif, ils *préfigurent en quelque sorte un état social où la satisfaction du besoin doit être dissociée de l'effort fourni*, du moins dans leur rapport proportionnel de grandeurs, puisque de toute façon l'activité productive restera à la base de n'importe quelle satisfaction de besoins.

C'est avec les progrès de la sociabilité qu'apparaît la reconnaissance de besoins « superflus ». Mais le système social

les reconnaît d'abord comme apanage de la domination, de la puissance ; la satisfaction de plus en plus riche et variée des besoins est le droit des maîtres, des prêtres, des demi-dieux, des « rois ». La société bourgeoise a été contrainte à considérer les besoins, fruits de la culture et du développement économique, comme besoin universel lié à la forme universelle du travail : comme consommation d'objets et existence imaginaire. Il suffit de considérer les différents niveaux et formes de l'alimentation, du vêtement, le temps de loisir, dans les différents groupes sociaux, à travers l'histoire. Quant au besoin de protection et de soutien des impuissants, il a d'abord pris la forme de la pitié, d'où la bourgeoisie a tiré celle de l'utilité générale. C'est l'une des créations de la famille, de l'association familiale et du clan, avec tous ses caractères productifs et improductifs. Les besoins religieux, dérivés d'un état de pauvreté et d'impuissance, sont aussi devenus des besoins reconnus de la puissance. Les impuissants sont devenus un souci constant et croissant de la société ; le paupérisme fut l'un des éléments premiers de la réflexion socialiste du monde industriel ; l'Eglise chrétienne y avait trouvé son aliment. Dans l'Islam et en Asie, comme dans le Moyen Age européen, les pauvres et les impuissants, les malades, les vieux ont été abandonnés à eux-mêmes, parce que la société était incapable, dans sa propre pauvreté générale, de subvenir à leurs besoins ; ils avaient un caractère maudit et sacré. Leurs besoins, à commencer par celui de persévérer dans l'existence, apparurent comme un vrai défi, une impossibilité, sans objectivité sociale, et en même temps leur existence était une exigence morale. Ils firent ainsi la part de la sainteté, de l'expiation sociale des riches.

Toutes les religions de la pauvreté ont la même source, et les impuissants y sont le signe permanent de la non-satisfaction des besoins, de l'irréalité objective des besoins que ne peuvent satisfaire ni le travail, ni la puissance. C'est pourquoi la situation de l'esclave, réduit à merci, mais travailleur, artisan, parfois enrichi, fut souvent supérieure à celle du pauvre, de l'infirme, de l'impuissant, du hors-caste. Avec l'accroissement de la population et du surplus social de biens, puis la création d'un marché élargi, la société moderne a donné au problème des besoins des impuissants un autre tour. La protection de l'impuissance a été imposée à la mesure de l'accroissement du surplus social. Les besoins de l'impuissance (incommensurables à un travail effectué) ont été recon-

nus, sont devenus socialement objectifs, ont été légalement protégés. Ils ont imposé l'idée de la satisfaction des besoins absolus, c'est-à-dire non proportionnés au travail fourni. C'est en ce sens que les besoins des impuissants, des improductifs, sont la préfiguration négative de ce que peut être la satisfaction des besoins dans une société entièrement communiste.

Qu'est-ce que l'impuissance sociale ? Dans la société capitaliste, elle réside dans la dépendance où le travail tient celui qui l'accomplit par rapport aux détenteurs du capital, qui est la puissance sociale. En dessous de ce degré, il y a l'impuissance absolue : le chômeur non protégé, celui que ne couvre aucune forme de « sécurité sociale ». La dépendance liée à l'indépendance, à la puissance réelle, crée la forme morale du système des besoins. Même celui qui détient le pouvoir, le capital, ou les moyens d'action du capital (le technocrate, l'administrateur, le chef militaire) n'exerce sa puissance que dans un but particulier, au sein de l'impuissance générale : les besoins de la communauté, de la masse, sont des besoins insatisfaits, qui du moins n'atteignent jamais la satiété, sont par-là même suscités, excités. C'est une sorte d'existence primitive qu'ils ont d'abord. (Nous retrouvons cette dialectique des besoins sous une autre forme, comme rapport de la consommation et de la production.)

La satisfaction des besoins des classes supérieures n'est possible qu'au prix de l'insatisfaction des besoins des masses : telle est la règle des rapports sociaux où le besoin est transformé en demande effective, solvable. Cette forme de *souci*, de besoin, est donc différente de celle que revêt l'impuissance pure, le « délaissement » comme disent les théologiens (à laquelle ils réservent la consolation divine, la charité). Et c'est avec la préoccupation grandissante de *ce* souci, c'est-à-dire sous la pression de la revendication prolétarienne, socialiste, que la société devenue socialiste prend aussi conscience du besoin en général, du besoin pur des improductifs et des impuissants. Dans l'humanité communiste (mondiale, cela va de soi, non figurée dans les proclamations ou des cités du bonheur policières), la satisfaction des besoins de tous (productifs ou non au sens présent) doit changer de signe et de signification. La satisfaction des besoins particuliers et sociaux n'aura plus sa contrepartie dans l'insatisfaction d'autres besoins. Si le concept de besoin perd ainsi son caractère contradictoire, c'est qu'il disparaît avec son objectivité actuelle. Il est absorbé dans une autre réalité, d'autres rapports, dans

lesquels se dissout le besoin comme *souci* qui affecte soi-même et les autres. Ceci a trait à la diversité et à « l'inégalité », disons l'hétérogénéité des besoins — aux exigences purifiées de la coopération, de la sympathie ; allons plus loin : à la vérité de l'amour, et à la nature finale des liens sociaux, cette fois étrangers à la théologie et à la conception bourgeoise ou étatique comme liens sacrés au regard de Dieu ou de classes sociales dominantes. La satisfaction permanente des besoins doit créer l'état d'insouciant permanent.

Le souci, la préoccupation, l'anxiété sociales qui dérivent de l'impossibilité de satisfaire convenablement des besoins essentiels, comme ceux de la sécurité personnelle et collective, de la paix, du travail restreint, de la sympathie des autres, de l'amour des sexes, etc. créent le vaste vide des besoins insatisfaits. Mais, en tant que besoins sociaux ou personnels, ils ne sont pas seulement « représentés », affectifs ou « vécus », ce ne sont pas des désirs vagues ou troubles, de l'inquiétude pure ; ce sont des besoins définis, qui par hypothèse pourraient être satisfaits pour tout le monde. Le souci n'est pas moral dans sa racine, mais matériel. Il ne surgit d'ailleurs pas seulement de la non-possession ou de la possession d'objets, mais aussi des préoccupations de pouvoir, de situation, de prestige, qui y sont liées ; il surgit alors comme frustration et sentiment de l'échec.

Dans un régime communiste développé, *besoin* s'oppose à *travail* comme critère de l'existence sociale. Chacun est actif selon ses capacités, plus ou moins éduquées. Mais l'échange des produits de cette activité peut se faire de plusieurs façons. Si l'individu reçoit (en échange) en fonction du travail fourni, qui dépend de ses capacités et des « besoins » du marché, son propre besoin ne peut être satisfait que subsidiairement, comme sous-produit de la satisfaction des besoins du marché : c'est le cas du régime capitaliste et du socialisme d'Etat. S'il reçoit vraiment selon ses propres besoins prioritaires, nous sommes en régime communiste. Les besoins de chacun peuvent être différents, inégaux si l'on veut, de qualité variable ; mais s'ils sont satisfaits tels qu'ils sont engendrés, il y a égalité dans la satisfaction, c'est-à-dire la seule égalité réelle. Nous connaissons déjà l'ébauche de cela, dont la nature nous a réservé l'expérience : l'enfant qui ne produit pas, ou fort peu sous la forme domestique, qui fréquente l'école, etc. mais peut satisfaire ses besoins croissants jusqu'à un âge adolescent, et vit sans s'en douter dans une cité idéale ; il la

quittera, cette cité, lorsqu'il gagnera son pain à la mesure de son propre travail. La satisfaction de ses besoins changera alors de nature ; d'où certaines crises et ce charme de l'enfance perdue qui nous poursuit jusqu'à la mort.

La satisfaction des besoins fondée seulement sur la réalité positive de ceux-ci, en tant qu'ils sont le fait d'êtres humains donnés, et non fondée sur la quantité de travail fourni (car alors elle devient demande solvable) implique une mutation radicale de la nature des besoins dont il s'agit. En fait, il ne peut pas s'agir des mêmes types de besoins. Le même mot convient-il encore ? Les fonctions que nous appelons besoins-demandant-à-être-satisfaits auront subi une complète métamorphose, à une autre échelle : les besoins d'animaux et d'anthropoïdes et ceux des hommes civilisés de notre époque sont peut-être analogues sans être homologues. Elles ont des caractéristiques naturelles inaltérables : fonctions primitives d'entretien de l'organisme et d'adaptation au milieu ; mais aussi des traits acquis, un raffinement nommé besoins sentimentaux ou intellectuels, altruistes ou égoïstes — bref, toute la politique, l'économie, la morale consciente d'elles-mêmes. Les besoins sont tension des rapports entre l'organisme et son voisinage, son entourage plus ou moins proche dans le temps et dans l'espace ; toujours l'appétit d'équilibre. En somme, ils sont toujours des manifestations d'existence dont la politique économique devra tenir compte.

Mais il est tout aussi évident qu'une certitude aussi vague ne nous amène guère à poser ou résoudre correctement les problèmes d'aujourd'hui — ceux du développement socialiste des Etats. Car il y a des niveaux de besoins que l'on ne peut déterminer que dialectiquement : il faut alors examiner la possibilité de satisfaire les anciens besoins, ceux qui découlent de l'ancien état de choses (pénurie relative, règne de la valeur-travail) ; il faut aussi envisager les conditions de la création de besoins élargis et du mode de leur satisfaction. L'existence de besoins est naturelle ; la forme de leur satisfaction est sociale. Satisfaire, consommer, c'est naturel ; produire les moyens de satisfaction et les besoins à combler, c'est l'acte social. La forme de la satisfaction des besoins créés et entretenus, sous le double aspect social et personnel, devient de plus en plus le fondement de l'équilibre social, au fur et à mesure que l'ancien fondement (qui est la spoliation d'une plus-value réglée par la loi de la valeur-travail) perd

de sa nécessité. Ce passage est celui du capitalisme universel et du socialisme d'Etat à la société communiste planétaire, gagnant la totalité utile de la société humaine.

Par quels besoins commencer ?

La conclusion préliminaire de Bettelheim reste vague : « Le but de tout plan économique est, en définitive, de réaliser une adaptation de la production — qu'il s'agisse de la production totale ou d'une production particulière — aux besoins sociaux ou, plus largement et plus fréquemment, à la demande ». Si c'est le but de *tout* plan, il n'est pas spécifique d'un plan socialiste.

Le chapitre III (« Le choix économique et la détermination des besoins ») a été modifié dans la deuxième édition. Il ne s'agit plus de *proportions* ; on ne part plus du rapport entre la *proportionnalité* et le *choix*. Je reviendrai sur cette question essentielle.

I. Détermination quantitative des besoins de consommation. On peut se demander si c'est de la *satisfaction* des besoins de consommation ou de production qu'il faut partir (satisfaction proportionnelle, et non choix alternatif à l'intérieur de chaque catégorie, et entre elles). Elles sont dialectiquement liées. Pour satisfaire les besoins de consommation il faut satisfaire les besoins de production, et réciproquement. C'est une réaction circulaire, et il n'y a pas ici à proprement parler de début.

Pourtant, *l'élaboration* du plan doit les distinguer, parce que les facteurs économiques et sociaux qui doivent satisfaire les uns et les autres ne sont pas du même ordre ; leur structure, l'ordre de leur enchaînement, leur origine, sont différents, en particulier parce que le besoin en capacités de travail diffère du besoin en produits : l'équilibre entre eux n'est pas identique à une demande et à une offre de produits ordinaires — à moins que l'on identifie forces de travail et demande, c'est-à-dire produits et salaires, ce qui est impossible puisqu'entre les deux existe la plus-value, socialisée ou non. Les besoins de consommation, à n'importe quel échelon, dépendent de ce qui est produit, mais ce qui est produit ne dépend pas exclusivement de ce qui devra être consommé, immédiatement ou à terme ; car ce qui sera consommé dépend à la fois de la somme de ce qui sera produit et de ce qui en sera

réservé, sous forme de profits accumulables, d'investissements, d'épargne, de stocks, de gaspillage, ou autrement, formes qui résultent toutes de l'existence d'un surproduit, d'une plus-value. De plus, la consommation à terme, et surtout à long terme, introduit un élément qualitatif important ; elle dépend précisément des réserves ou prélèvements sur la production actuelle. La réaction circulaire suppose nécessairement une anticipation ; mais la production prévoit des consommations futures, alors que la consommation n'engendre pas des productions futures sous le même signe : la consommation est la satisfaction d'un besoin, et la production est le *moyen* de cette satisfaction. En un mot : il faut construire des centrales électriques avant de fabriquer des ampoules ou des frigidaire.

Marx esquissait déjà ce raisonnement contre Proudhon, toujours en se souvenant de Hegel et de Smith : « Le consommateur n'est pas plus libre que le producteur. Son opinion repose sur ses moyens et ses besoins. Les uns et les autres sont déterminés par sa situation sociale, laquelle dépend elle-même de l'organisation sociale tout entière. Oui, l'ouvrier qui achète des pommes de terre et la femme entretenue qui achète des dentelles suivent l'un et l'autre leur opinion respective. Mais la diversité de leurs opinions s'explique par la différence de la position qu'ils occupent dans le monde, laquelle est le produit de l'organisation sociale. *Le système des besoins tout entier est-il fondé sur l'opinion* [c'est-à-dire sur le choix du consommateur] *ou sur toute l'organisation de la production ? Le plus souvent les besoins naissent directement de la production, ou d'un état de choses basé sur la production.* Le commerce de l'univers roule presque en entier sur les besoins non de la consommation individuelle, mais de la production. Ainsi, pour choisir un autre exemple, le besoin que l'on a de notaires, ne suppose-t-il pas un droit civil donné, qui n'est qu'une expression d'un certain développement de la propriété, c'est-à-dire de la production ? »

Marx vise ici l'économie capitaliste ; mais il est clair que la relation indiquée entre consommation et production n'est pas retournée dans le socialisme d'Etat. Pourtant, si l'entrepreneur capitaliste, dit-on, produit n'importe quoi, pourvu qu'il puisse maximiser les profits de son capital, la direction économique socialiste part d'un point de vue opposé : elle ne veut produire que ce qui satisfait les besoins « légitimes » des masses consommatrices ; son point de départ est donc la consommation. Mais ce schéma n'est juste ni formellement

ni pratiquement. De fait, l'entrepreneur capitaliste, ou le monopole, ne produisent pas *n'importe quoi*. Ils sont portés à développer les branches de production où les profits attendus peuvent être les plus élevés, mais ces branches couvrent des besoins devenus réels à partir du moment où les produits sont là. En tout cas, il s'agit d'une priorité *relative*, qui ne peut excéder certaines limites assez étroites. Les inventions scientifiques et techniques jouent un rôle déterminant dans la création de nouvelles branches de production, et leur *découverte* se produit avant que l'on sache si elles seront rentables, si elles pourront faire l'objet d'une production de masse, d'une circulation intense, de services multiples. Témoin, depuis vingt ans, la découverte de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire.

De toutes façons, il y a une échelle de priorité des besoins à satisfaire : les plus essentiels (alimentation, logement, vêtement) doivent être couverts les premiers. Ils sont permanents. Ensuite viennent les besoins éducatifs, ceux de la culture, etc. Mais les moyens de satisfaire cette échelle de besoins varient en qualité plus qu'en quantité. Les entrepreneurs seront déterminés à rechercher un profit aussi élevé que possible à la fois par les conditions économiques de mise en œuvre du capital requis, et par le besoin qu'ils auront su créer de leurs produits ou que les consommateurs en auront manifesté spontanément. La recherche d'un profit maximum n'est pas indépendante du système des besoins. D'autre part, ce produit ne peut être assuré, en période d'expansion ou de crise, qu'à une minorité d'entreprises, celles en général dont la composition organique est la plus élevée et où la forme monopoliste du capital (et non de la nature des produits) l'emporte. Ainsi, l'entrepreneur capitaliste part de la production et de la *reproduction* dans le cadre de besoins, c'est-à-dire d'une consommation probable, créés en dernier ressort par lui.

D'autre part, il n'est pas vrai que la direction socialiste de l'économie (l'Etat) renverse ce rapport. Les besoins d'une population en régime socialiste d'Etat ne sortent pas de rien ; ils ne sont pas imagination, rêve. C'est subjectivement qu'ils sont ressentis comme *appétance*, mais il n'en va pas autrement en régime capitaliste. En fait, ces besoins sont déterminés par l'état de la production antérieure, et par suite par la demande que permet cette production (qui, dans les deux régimes, est fixée par une certaine répartition des revenus, salaires, profits ou rente). Pour une économie qui abolit

la puissance du grand capital privé, l'état antérieur, c'est le capitalisme. Ensuite, il y a les états E1, E2, etc. de l'économie socialiste, qui servent de point de départ en tant que base productive. L'économie soviétique est partie de l'état du capitalisme russe, d'ailleurs ruiné par la guerre et la révolution. Si l'on adoptait la perspective « consommationniste », il faudrait admettre qu'aujourd'hui le consommateur russe a beaucoup moins de désirs et de besoins que le consommateur des Etats-Unis, et que par suite le socialisme satisfait moins bien les besoins que le capitalisme de monopoles. Or, le consommateur soviétique peut bien avoir les mêmes désirs que l'américain, et même beaucoup plus. Mais une partie de ces besoins est insolvable, tant par insuffisance de revenus que par déficience de l'appareil de production. Là encore, c'est l'état de la production qui détermine les besoins. Si donc l'organisme central de planification semble partir des besoins de consommation, c'est en tant que ces besoins peuvent être satisfaits ou engendrés par l'état présent et futur de l'appareil de production, non seulement en produits, mais en travail rémunéré susceptible d'acheter ces produits. La satisfaction des besoins est anticipée comme fonds des salaires et comme produits, mais aussi comme plus-value, laquelle est la *source* des investissements nouveaux, c'est-à-dire d'une accumulation croissante, d'un élargissement de l'appareil productif.

Pour résumer, *ce dont le plan de production a besoin d'abord, c'est de savoir quel sera le taux d'accumulation du « capital »* : la proportion de la demande (consommation) en découlera, car, en tant que fonds des salaires, elle sera déterminée par la proportion du travail nécessaire par rapport au surtravail. Cette exigence, cette « loi », devient d'autant plus perceptible et consciente que le plan embrasse plus largement le système économique.

Bettelheim ne dit pas clairement pourquoi il faut, d'après lui, faire dépendre le plan de production des besoins de la consommation, alors que l'expérience apprend que c'est le contraire qui se produit en U.R.S.S. (Il suffit de rappeler, par exemple, la rectification apportée au plan au printemps 1955, lorsqu'on abandonna certaines productions d'objets de consommation chaleureusement accueillis par le public au profit de la production de moyens de production.) Dans la deuxième version de son livre, il a d'ailleurs modifié ses formules. Dans la première, il écrit : « C'est la détermination (des besoins) qui est indispensable pour établir un plan de production qui

corresponde aux besoins réels de la consommation. C'est cet aspect du choix entre les diverses productions, de la détermination de leur importance respective — en fonction de la consommation — qui retiendra d'abord notre attention. » Dans la deuxième version, on lit (p. 176) : « Il est relativement facile... de dresser une liste des productions nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux, il est beaucoup plus difficile de déterminer *l'étendue de chacun de ces besoins*. Cette détermination est cependant indispensable pour établir un plan de production qui corresponde aux besoins réels de la consommation. C'est cet aspect du choix entre les diverses productions, de la détermination de leur importance respective — en fonction des besoins — qui retiendra d'abord notre attention. » Bien qu'il y ait dans cette variante une tentative de minimiser l'importance initiale de la consommation (il s'agit ici de la consommation individuelle, productive seulement de force de travail), Bettelheim continue à soutenir que les besoins de consommation ont la priorité *logique*. C'est pourquoi il examine d'abord les modalités d'évaluation des besoins de consommation et ensuite celles des besoins de production. Sous prétexte que le plan en U.R.S.S. est établi centralement après que les demandes prévisionnelles aient *remonté* des organismes économiques de base aux organismes centraux (et en perdant de vue que ces deux types d'organismes sont différents : l'unité de base est *l'entreprise productive*, celle du sommet n'est que le régulateur du plan, le gestionnaire).

Cette façon de poser la question est au fond aussi illusoire que celle des économistes capitalistes pour lesquels le consommateur est l'arbitre des prix de marché. Si le consommateur est aussi l'arbitre du plan, que voulez-vous de plus ? Le plan est peut-être encore un marché, mais un marché où le consommateur dicte sa loi à l'entrepreneur ! Cette fiction est du même calibre que celle des libéraux bourgeois : elle prend l'apparence pour la réalité. Car il est bien vrai que la planification de la production suppose un certain recensement des besoins de consommation. S'agit-il d'ailleurs d'un recensement ou d'un contrôle ? Le besoin, encore une fois, suppose sa satisfaction ; la satisfaction est la forme du contrôle. Mais ce contrôle, le consommateur l'exerce comme demande, par l'intermédiaire des prix, *quoi que ce soit qui lui soit offert*, dans la limite de besoins incompressibles (mais n'oublions pas que l'élasticité des besoins est énorme). Ce

contrôle limité du consommateur s'exerce moins sur la quantité que sur la qualité des produits et sur certaines fluctuations marginales des prix. Il n'est nullement un arbitrage sur les quantités massives. Mais l'arbitrage, le contrôle, c'est autre chose que le recensement. Le recensement est toujours facile à faire, surtout si l'on reste dans les généralités. Préciser les besoins sociaux dans leur ensemble, cela découle de l'état de la population. Mais ce qui est plus compliqué, c'est la proportionnalité des besoins particuliers, dans l'individu et dans la population, car cette distribution dépend de la répartition des revenus, et cette répartition dépend elle-même des rapports sociaux, des formes de l'appropriation du travail et du surtravail, *c'est-à-dire de rapports de production*. La proportion fondamentale, dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, c'est celle du travail au surtravail, et par suite du profit au capital. C'est ce rapport, fondé dans la production, qui règle en définitive les autres ; ce n'est pas l'état momentané, ni même prévisible, de la consommation. Comme dit Bettelheim, une auto pour chacun n'est pas un besoin social (de la consommation) puisque tout le monde ne peut pas en acheter ; donc, il ne faut produire des autos que pour ceux qui peuvent en consommer, c'est-à-dire les riches et les bureaucrates. La consommation *paraît* ici régler la production mais, comme on voit, dans certains rapports de classe.

Cela se présente toujours ainsi lorsqu'on considère un produit particulier déjà mis sur le marché. La consommation d'automobiles étant réglée par les revenus disponibles, sa demande est réglée par le rapport social qui commande celle-ci. Ce rapport social est donc fondé dans les rapports de production, et ce fondement apparaît comme tel *à l'échelle sociale*. En fait, on a fabriqué des postes de télévision et des automobiles avant de savoir qui pourrait en acheter, parce que c'était une exigence technique croissante de la production elle-même (et du niveau de vie des forces de travail qui y était lié). Comment se répartit ensuite la consommation effective de ces produits, cela se règle tout seul par le jeu des revenus. Le même processus est vrai pour la consommation productive, par exemple celle des tracteurs à la campagne. Le développement technique et les besoins alimentaires rendaient nécessaire l'utilisation de tracteurs aux champs. On en fabrique. Ces tracteurs sont ensuite mis à la disposition des kolkhozes, dans certaines conditions de prix, pour leur permettre d'accroître leur production, *c'est-à-dire leurs profits*.

A la limite, le facteur essentiel du besoin de consommation, c'est l'étendue et la structure qualitative de la *population*. Mais ce facteur, tout aussi efficace dans le système capitaliste, n'est qu'un cadre de référence. Par lui-même, il ne règle ni la quantité ni la répartition des besoins de consommation ou de production, ce qu'illustrent bien les variations du niveau de vie.

Quand Marx distingue moyens de consommation et moyens de production, c'est justement en tant que *moyens*, c'est-à-dire mode de satisfaction d'une fin. La fin est ici le besoin. Le besoin est, si l'on veut, une « cause finale ». Mais comme il y a action réciproque et circulaire, l'unité dialectique n'existe que dans la sphère de la production ; car tout, dans la société humaine, est *produit*. Les besoins eux-mêmes sont produits et reproduits. *Les besoins cristallisent le moment de la reproduction pour l'ensemble de la population, productive et improductive*. Ils n'ont pas de valeur absolue. On ne peut pas les considérer comme des « choses », car c'est toujours *autre chose* qui a besoin de *quelque chose*.

De nombreux marxistes se sont heurtés à cette apparente difficulté. Il est vrai que Marx n'a pas traité directement le problème et que les références au Livre III du *Capital* sont courtes. Les walrasiens et en général l'économie subjective ont tiré parti de ce fait pour affirmer que Marx n'a pas compris que c'était le prix, comme choix subjectif des consommateurs sur le marché, qui permettait des choix équilibrés à l'échelle sociale (et à leurs yeux, cette « erreur » de Marx vient de sa conception de la valeur-travail, héritée de Petty, Smith, Ricardo). Sweezy a essayé de répondre à cette critique en « innocentant » Marx (*The Theory of capitalist development*, 1946, p. 47). Mais ce qu'il en dit ne répond pas à la critique : « Nous avons déjà dit que le problème de la valeur quantitative est plus large que la simple question des rapports d'échange, qu'elle comprend l'examen de la distribution quantitative de la force de travail social dans les différentes sphères de production dans une société de production de marchandises. De ce point de vue, on ne peut négliger la demande des consommateurs. Si, par exemple, le castor ne sert qu'à faire des coiffures, tandis que le daim sert de nourriture de base à la communauté, une plus grande proportion de travail sera consacrée à la chasse au daim qu'à la chasse au castor. Si donc l'on veut connaître *à la fois* le rapport d'échange et la distribution du travail, il faut obtenir deux

sortes d'informations : d'abord celle qui concerne le coût relatif du travail pour le castor et le daim, puis celle qui concerne l'intensité relative de la demande de castor et de daim. Il est alors possible de déterminer ce qu'on peut appeler l'équilibre économique de la société en question... » (Sweezy cite ici le passage connu du Livre III, Trad. Molitor, T. X).

Si Marx reconnaissait de façon aussi nette le rôle joué par la demande dans la distribution du travail social, on pourrait demander pourquoi il s'est contenté, dans le cadre de sa théorie d'ensemble, de remarques si brèves, et en quelque sorte occasionnelles ? Il y a deux raisons : d'abord, sous le capitalisme, la demande effective n'est que partiellement une question de désir des consommateurs. Ensuite, et c'est encore plus important, vient la question fondamentale de la distribution du revenu, qui reflète à son tour les relations de production, la structure de classe de la société. Marx dit nettement : « Notons en passant que la demande sociale, autrement dit ce qui règle le principe de la demande, est essentiellement conditionnée par les relations mutuelles des différentes classes économiques et leurs positions économiques relatives ; c'est-à-dire d'abord par le rapport de la plus-value totale aux salaires. et ensuite par la division de la plus-value en ses diverses parties (profit, intérêt, rente foncière, impôts, etc.). Ceci montre une fois de plus que rien ne peut être expliqué par le rapport de l'offre et de la demande tant qu'on n'a pas précisé sur quelles relations de classes il s'appuie. » Et encore : « Il semble donc qu'il existe, du côté de la demande, une certaine grandeur de besoin social (de la classe ouvrière) déterminé, dont la satisfaction réclame la présence sur le marché d'une certaine quantité de tel article. Mais la détermination quantitative de ce besoin est absolument élastique et flottante. Elle n'est ferme qu'en apparence. Si les moyens de subsistance étaient meilleur marché et les salaires plus élevés, les ouvriers achèteraient davantage ; il y aurait donc relativement à ces sortes de marchandises une augmentation du besoin social... Les limites dans lesquelles le besoin représenté sur le marché, c'est-à-dire la demande de marchandises, diffère du besoin social réel, varient naturellement suivant les différentes marchandises, *je veux dire la différence entre le quantum demandé et le quantum qui serait demandé si les*

prix étaient autres ou la situation des acheteurs différente par rapport à l'argent ou au genre de vie » (1).

« Pour autant qu'on accepte l'idée que la demande du marché est dominée par la distribution des revenus... il semblerait qu'on ne peut éviter de conclure que les problèmes de la valeur devraient être abordés à travers les rapports de production plutôt qu'à travers des évaluations subjectives des consommateurs », dit Sweezy. Très bien. Mais Sweezy ajoute qu'il est cependant difficile de comprendre pourquoi Marx a négligé à ce point « les désirs des consommateurs » ! Pourtant, ce n'est pas Marx qui « néglige », c'est le système économique. Ce n'est pas non plus l'organisme de planification qui « néglige », c'est le système économique qui *exige*. « Le consommateur », dans un régime de rareté où joue la loi de la valeur-travail, sous une forme quelconque, est toujours un effet, une résultante et n'a de pouvoir qu'apparent. Même si l'importance des consommateurs est limitée, dit Sweezy, ils jouent cependant un rôle dans la détermination de la répartition des efforts productifs de la société. Bien sûr ! Mais quel rôle ? Comme le dit Sweezy, Marx se préoccupe surtout des *transformations* sociales. De ce point de vue, tout ce qui est en soi relativement stable et se borne à réagir aux changements qui se produisent ailleurs, doit avoir une place subordonnée. Pour Marx, les désirs-besoins des consommateurs tomberaient dans la catégorie des éléments « relatifs » de la vie sociale. Les désirs-besoins, pour autant qu'ils ne sont pas des besoins biologiques et physiques immédiats, sont le reflet du développement technique et organisationnel de la société (et encore ! — car les besoins immédiats dépendent aussi de l'état social) et non l'inverse.

Sweezy rappelle les pages profondément dialectiques de la préface à *l'Introduction à la Critique de l'Economie politique* (pp. 314-332 dans l'éd. de L. Lafargue) consacrées aux rapports production/consommation. On peut y lire : « La production produit donc la consommation : 1. en lui fournissant les matériaux, 2. en déterminant le mode de consommation, 3. en excitant dans la consommation le besoin du produit

(1) On voit que le *besoin social* n'est pas un concept absolu ; il est toujours la somme de la demande effective et de la demande insatisfaite ou prévisible (qui *deviendra* effective, ou qui tombera au-dessous de la demande effective actuelle). Mais les deux « parties » du besoin, ou plutôt le rapport entre elles deux, est justement ce qui est créé par les rapports de production donnés, c'est-à-dire un rapport social comme défini plus haut.

qu'elle a d'abord posé comme objet. Elle produit donc l'objet de la consommation. » Sweezy n'a d'ailleurs pas pleinement compris cette dialectique lorsqu'il conclut que « si l'on admet que les facteurs subjectifs (consommation) jouent un rôle *essentiellement passif* dans le processus de transformation, on peut difficilement nier que Marx pouvait négliger les désirs des consommateurs comme il l'a fait ». Encore une fois, Marx n'a rien « négligé », mais a précisé le moment dialectique réel des besoins de consommation, moment subordonné. C'est justement ce que fait aussi la planification du socialisme d'Etat, où les besoins *satisfaits* et « excités » de consommation sont aussi affectés par la formation et la distribution, en relation avec le processus de production. Sweezy, comme Bettelheim, est impressionné par le marché (libre, ou comptable et « contracté » par le plan). Le marché et le prix de consommation sont les phénomènes les plus *apparents*. L'entrepreneur capitaliste, lui aussi, a l'air de commencer par une *étude du marché*. Les études de marché ont d'ailleurs été poussées si loin, leurs fluctuations et les rapports de leurs facteurs sont analysés statistiquement si finement, que le désir du consommateur finit par apparaître comme l'élément conducteur de la production. D'où l'illusion que le consommateur arbitre et contrôle. De toute façon, il n'est jamais venu à l'idée de Marx que ce soit un rôle « essentiellement passif ».

Mais la fonction de consommateur, qui apparaît « subjectivement » comme fondamentale aux yeux du consommateur lui-même, cesse de le paraître si l'on envisage la production sociale dans son ensemble. Les fluctuations du marché sont différentes de sa structure ; les besoins de consommation se réfèrent plus à ces fluctuations qu'à cette structure, dans le régime planifié comme dans le régime concurrentiel. Mais c'est la structure qui décide de l'ensemble, et elle est la forme prise par les rapports de production. *Il ne s'agit pas tellement d'une antériorité chronologique que d'une primauté logique, d'un rapport des moments subordonnés au concept d'ensemble*. Lorsqu'il prépare ses bilans et ses programmes, l'organisme de planification rassemble des données relatives aux différents stades de la production et de la consommation ; mais sa décision finale est un choix relatif aux productions. Comme institution (censée représenter la volonté sociale) le plan produit, et ne consomme pas (sa propre consommation administrative est elle-même produite par la nécessité du plan et n'est d'ailleurs qu'une proportion sujette à contestation).

En tout cas, ce n'est pas parce qu'on met en avant les besoins de consommation qu'on se préoccupe réellement de les satisfaire. Les recensements sont dans ce domaine des éléments d'appréciation, de comparaison, et rien de plus. Mettre les besoins de production à la base d'un plan socialiste, c'est peut être moins parler du consommateur, mais travailler en fait à satisfaire le maximum de ses besoins tel que le nouvel état social les engendre lui-même.

Bettelheim s'est ainsi trouvé gêné pour critiquer Allais. Allais est un marginaliste keynesien. Il veut partir du « rendement social maximum », donc de la satisfaction optima des besoins sociaux ; en somme, il prétend prendre pour base la consommation. Aussi Bettelheim répond soudain en faisant valoir les besoins de production. (« Rendement social, commerce et planification », *La Revue Internationale*, n° 12, janvier 1947, p. 34) : « Nous acceptons, écrit-il, l'opinion selon laquelle une fois atteinte une certaine structure des besoins, il est justifié du point de vue de la rationalité économique, de tendre à la satisfaction maxima de ces besoins. Il ne s'agit donc pas d'idéaliser les besoins des individus, mais de les considérer comme une des *variables* du système économique, variable qui une fois amenée à un certain niveau doit, mais alors seulement, être prise en considération pour l'établissement d'un plan de production rationnelle. » En critiquant un économiste bourgeois marginaliste, Bettelheim redécouvre soudain les exigences des besoins de production, car, avec un tel adversaire, il faut bien revenir aux principes. « Il faut noter aussi, développe-t-il, que si la politique économique se fixait dès l'origine pour but la satisfaction maximum des besoins existants, elle aboutirait à un système purement *statique* ; car c'est précisément l'existence d'une structure de production distincte de la structure des besoins qui donne naissance à des besoins nouveaux, ou qui permet le dépérissement de certains autres besoins, ce qui est une des sources de la *dynamique* économique. Il est d'ailleurs possible que, dans un grand nombre de cas, même lorsque n'est pas réalisée une situation de rendement social maximum, les changements qui seraient nécessaires pour approcher de cette situation engendrent, simplement parce qu'ils sont des changements, un état de moindre satisfaction chez certains individus. Si bien que, de ce point de vue déjà, il n'apparaît nullement justifié de dire que tout état de la production étant distinct de la situation de rendement social maximum, il soit possible

d'augmenter la satisfaction de certains individus sans nécessairement diminuer la satisfaction d'autres, ce qui résulterait de la définition par Allais du rendement social maximum.

« Il est clair, en outre, que la structure des besoins, telle qu'elle s'exprime sur le marché, c'est-à-dire la structure des « besoins sociaux », est liée bien davantage à la *répartition des revenus* qu'à la structure psychologique des individus. Ainsi se trouve posé directement le problème de la répartition des revenus... Avant d'aborder ce problème, il importe de souligner la signification sociologique des besoins sociaux. Comme le dit Marx, le besoin social, c'est-à-dire « ce qui règle la demande », est essentiellement déterminé par le rapport des différentes classes entre elles et par leur position économique respective, notamment et en premier lieu le rapport de la plus-value totale aux salaires ouvriers, et en second lieu par les rapports existants entre les différentes parties entre lesquelles se répartit la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts). Ce rapport des classes entre elles se trouve d'ailleurs à son tour modifié sous l'influence de l'accroissement des forces productives. Ce qui signifie que *la dynamique des besoins et de la répartition est à son tour déterminée par la dynamique de la production.* » Bettelheim se réfère à ce sujet à Boukharine (*L'Economie politique du rentier*, 1926) dont il cite le passage suivant (1) : « D'où il faut conclure : 1° que dans l'analyse du dynamisme des besoins, il faut prendre comme point de départ le dynamisme de la production ; 2° que la quantité donnée de produits qui suppose un état statique de la production, suppose du même coup un état statique de la consommation, autrement dit un état statique du complexe d'ensemble que constitue la vie économique, par conséquent de la vie tout court. »

Bettelheim rappelle Boukharine et les principes marxistes, tandis que dans sa théorie de la planification soviétique, il s'en tient aux équivoques staliniennes sur le besoin de consommation. A noter d'ailleurs qu'en définissant ici les besoins des consommateurs comme des « variables », terme affecté par les économistes bourgeois d'aujourd'hui, Bettelheim s'écarte sensiblement du point de vue de Marx. On parle de variables dans un système d'équations ; or, Marx ne traite pas de la consommation et de la production comme

(1) Traduction française, *L'Economie politique du rentier* (Paris, 1967) p. 68 (ch. I, § 3, « Le point de vue de la production et celui de la consommation »).

de variables dans une équation. Bien entendu, la consommation est « variable », mais dans un autre sens : il s'agit de ses fluctuations, de son rapport avec la production et avec les moyens monétaires disponibles.

*

*

*

INTRODUCTION

à « *Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?* »
de L. Trotsky (1).

Le livre de Léon Trotsky que nous publions aujourd'hui a paru pour la première fois comme feuilleton dans la *Pravda* en août-septembre 1925. Les communistes français eussent gagné à le connaître dès cette époque, car sa lecture eut pu les détourner de polémiques malveillantes en même temps que leur donner la vue d'ensemble sur la mécanique et les perspectives de l'économie soviétique dont ils sont encore privés. C'est avec ce double souci que nous avons entrepris de le publier.

Nous ne résumerons pas le contenu du livre. Dans sa préface à l'édition allemande Trotsky a lui-même défini les buts visés. Indiquons seulement qu'il traite de l'ensemble des problèmes de la construction économique en Russie soviétique, résumant et synthétisant les enseignements des années passées, les progrès probables, les erreurs possibles, les obstacles inévitables. C'est un commentaire largement esquissé des problèmes posés par la N.E.P., où trouvent leur place les études sur l'économie de plan, nécessaire à une gestion socialiste des ressources du pays et à un contrôle de leur développement ; sur le *rythme* comparatif de la croissance de l'industrie socialisée, des industries privées et de l'agriculture ; sur la politique de l'U.R.S.S. en matière de commerce extérieur et de concessions dans leur rapport avec le capitalisme international ; sur le développement de la technique, les questions du rendement et de la répartition, l'élévation du niveau culturel des masses ; enfin, sur les perspectives générales résultant de « l'encerclement capitaliste » et de l'intégration progressive au marché mondial. Trotsky a utilisé comme base de documentation les *chiffres de contrôle* réunis pour la première fois par la *Commission pour le Plan d'Economie d'Etat*, dont ses analyses constituent comme l'illustration et le commentaire.

(1) 1928.

Le fait que l'ensemble de ces chiffres sont aujourd'hui dépassés ne diminue en rien la valeur de l'argumentation. Au contraire : certains constituent maintenant une référence stable dans le passé, et d'autres ont subi l'épreuve de la réalisation. Ils n'en sont que plus éloquents, et nous permettent d'apporter à notre tour la critique.

Or nous pensons que cette critique doit aujourd'hui être toute à l'honneur de Trotsky. Le développement de l'économie soviétique en 1925-26-27 confirme ses analyses, et en tout cas *rentre exactement dans les perspectives qu'il avait tracées en indiquant les erreurs et les obstacles possibles.*

Ce livre, comme tous les autres ouvrages de Trotsky, a été attaqué par les théoriciens actuels de l'Internationale Communiste (Boukharine, Staline, etc.) comme constituant une révision du point de vue de Lénine sur les questions traitées. Mais cela apparaissait si peu qu'on eut recours à la mauvaise foi. Voici ce qu'en dit Staline à la XV^e Conférence du Parti Bolchevik : « Cet ouvrage n'est-il pas un indice que Trotsky a le désir de se détacher de ses fautes de principes ? Un certain nombre de camarades croient même que Trotsky s'est réellement détaché dans ce livre de ces fautes de principes, ou tout au moins qu'il s'est efforcé de le faire. Et moi, pauvre pécheur que je suis, je souffre d'un certain pessimisme à ce sujet et je suis obligé de dire que je ne crois malheureusement pas que c'est conforme à la vérité. Prenons par exemple le passage le plus saillant du livre de Trotsky, etc... »

Or, ce passage le plus saillant n'est autre que les dix premières lignes du livre. Tout le contenu du volume est passé sous silence ! Voici ce que répondit Trotsky : « Ce livre a paru pour la première fois en 1925 comme feuilleton dans la *Pravda*. La rédaction de ce journal ne m'a pas fait observer une seule fois qu'il y avait là-dedans des idées hérétiques sur le caractère de notre révolution. Cette année a paru la deuxième édition du livre, qui a été publiée par l'Internationale Communiste en plusieurs langues étrangères, mais je n'ai pas entendu dire jusqu'ici que ce livre exposait d'une façon inexacte notre développement économique, etc... »

Mais disons mieux : non seulement cet ouvrage ne révisé nullement les données généralement défendues par Lénine sur la N.E.P., mais il complète et développe ces données en élargissant le point de vue défendu par Trotsky lui-même sur

le développement de l'économie entre le X^e et le XIII^e Congrès du Parti bolchevik, point de vue admis par la majorité du parti. Montrons-le brièvement.

C'est au XIII^e Congrès du Parti Bolchevik (avril 1923) que les russes examinèrent en bloc les premiers résultats de la N.E.P., vieille de deux ans. La production, prise dans son entier, travaillait encore à perte. L'artisanat reprenait vie plus rapidement que la grosse industrie ; les échanges avec la campagne, encore primitifs, se multipliaient. La condition des ouvriers, celle des paysans, restait encore médiocre. Le manque d'objets manufacturés se faisait durement sentir. Mais l'ensemble des chiffres fournis au Congrès montraient que la N.E.P. avait rempli sa promesse essentielle, qui était d'empêcher le pays de périr en redonnant une forte impulsion aux forces productives.

Dans son discours au XII^e Congrès, Trotsky ramassa en un aperçu saisissant (voir « Production et Révolution », dans le *Bulletin Communiste*, 10 mai 1923) les problèmes que le parti bolchevik devait aborder. Il fallait d'abord continuer à pousser de l'avant la production pour ne plus travailler à perte. Ensuite, il fallait renforcer l'alliance avec la campagne, alliance nécessaire pour réaliser par l'entremise de l'Etat l'exportation du blé. En outre, il fallait « créer une comptabilité », réduire les frais généraux dans la gestion de l'économie, concentrer le crédit. Enfin les deux problèmes les plus importants étaient de commencer à élever le niveau des salaires et préparer l'économie à travailler selon un plan unique. Telles sont les conditions fondamentales qui permettront d'utiliser la N.E.P. pour accélérer la croissance relative de la grande industrie, l'industrialisation des campagnes, tarir le commerce privé, en un mot, atteindre progressivement des buts socialistes. L'Etat dispose de moyens puissants et centralisés : appareil politique lié à la classe travailleuse, monopole du commerce extérieur, économie de plan.

« Nous nous préparons, disait Trotsky, à franchir les stades de l'accumulation primitive socialiste... Nous avons besoin d'une stricte économie, à laquelle doivent contribuer toute notre énergie, toute notre volonté. Nous jetons au pays ce mot d'ordre : épargner le kopek soviétique. » Telles étaient la situation et les préoccupations que l'ensemble du Parti avait mises à l'ordre du jour. Quelques mois plus tard le Comité Central adoptait une résolution qui définissait le caractère de cette accumulation socialiste primitive :

« L'accumulation *socialiste*, y lit-on, est le facteur décisif du sort de la dictature du prolétariat sous le régime de la N.E.P. Néanmoins, on ne saurait, pour l'intérêt du socialisme, inclure dans le prix des produits, outre le prix de revient et le bénéfice minimum indispensable, les dépenses nécessaires à une réalisation et à une augmentation de capital fondamental trop rapides et en disproportion avec les forces actuelles du pays. Il est nécessaire d'accorder à l'avenir la politique des prix avec les ressources du marché paysan, de développer l'industrie proportionnellement à l'augmentation de la capacité du marché paysan. »

Mais la même période (deuxième semestre 1923) qui devait voir un progrès réel dans le sens indiqué plus haut, vit en réalité une forte crise économique qui entraîna l'écart croissant entre les prix des objets manufacturés et ceux des produits agricoles, connue sous le nom de « ciseaux ». On n'avait pas fait le nécessaire pour parer à cette crise ; on n'avait pas rempli les engagements pris par le XII^e Congrès.

Trotsky revint à la charge, dans sa fameuse lettre sur le *cours nouveau*. Nous ne nous étendrons pas sur l'action de Trotsky durant cette période ; le lecteur en trouvera le développement dans le petit livre *Cours Nouveau*, précédé d'une très juste introduction de Boris Souvarine. Celui-ci écrit : « Dans un mémoire du 8 octobre au Comité Central, Trotsky exprima son opinion sur les questions alors soumises à celui-ci. Il y montrait que des mesures répressives ne seraient pas de nature à résoudre les difficultés ; que la crise économique était due à l'insuffisance d'application des décisions du XII^e Congrès sur l'organisation de l'industrie, surtout de celles qui concernaient la concentration de l'industrie et la nécessité d'un plan de production ; que la constitution, improvisée sous la pression des circonstances, d'une Commission spéciale s'immisçant dans l'économie par-dessus tous les organes de direction existants, prouvait, à merveille, la nécessité d'un centre directeur de l'économie, chargé d'élaborer un « plan d'orientation conforme aux possibilités et aux besoins les plus pressants... ». Enfin, Trotsky soulignait la nécessité d'une véritable « démocratie ouvrière », comme l'avait déjà indiqué le X^e Congrès du P.C.R., indispensable pour réaliser sainement les progrès de l'économie et éviter au Parti une bureaucratisation génératrice de retards et de crises. »

On voit que dès cette époque, avec une insistance qui ne s'est pas démentie dans la suite, Trotsky posait les bases

fondamentales du progrès de l'économie soviétique, au moyen de la N.E.P., vers les formes plus évoluées du socialisme.

A partir de 1924 le problème s'élargit. L'économie soviétique, cahotant plus ou moins, se rétablit dans les proportions de la production d'avant-guerre. La production artisanale continue à se développer parallèlement à la grande industrie nationalisée. On tente de mettre en application le procédé des plans ; le marché paysan reprend vigueur et les échanges avec le monde capitaliste se multiplient. C'est dire qu'autant s'affermissent les bases de l'économie socialisée, autant le renforcement des économies privées, artisanes et paysannes, et se fait sentir, par les échanges extérieurs, la pression du marché capitaliste mondial. Dès ce moment les perspectives du développement de la Russie ne pouvaient pas être détachées des perspectives plus générales concernant la situation du capitalisme international et la révolution mondiale.

Trotsky estimait que « le développement de la révolution mondiale subissait un arrêt temporaire et que le fait dominant était, à ce moment, la subordination de l'Europe au capital américain. L'Amérique a mis l'Europe à la portion congrue. Par voie de conséquence, la question des perspectives révolutionnaires ne doit pas se poser ainsi : « Quelle est la force des social-démocrates ? », mais : « Dans quelle mesure le capital américain, en finançant l'Europe au compte-gouttes, arrivera-t-il à stabiliser le régime ? » C'est l'époque où plusieurs gouvernements capitalistes de l'Europe reprirent des relations diplomatiques et commerciales suivies avec l'U.R.S.S., où l'obtention de crédits devint nécessaire pour hâter le développement de l'industrie dont la croissance était proportionnellement trop lente, où la politique des concessions devait être menée avec une ampleur et un tact nouveaux. Bref, une attention plus soutenue que jamais devait être apportée à la *planisation* générale de l'économie soviétique et à la croissance de l'industrie d'Etat, croissance liée à l'amélioration réelle du sort des prolétaires.

A l'époque, le point de vue de Trotsky fut brutalement combattu, mais l'avenir, qui pose empiriquement des divergences jusque-là demeurées théoriques, lui donna raison. Dès 1925 on pouvait constater que le rendement accru des usines n'était pas toujours lié à l'amélioration du sort des ouvriers, que la progression des salaires ne suivait pas l'augmentation du rendement des usines. Quant à la perspective internatio-

nale, Rykov dut convenir expressément, lors du XIV^e Congrès, que l'analyse de Trotsky avait été juste.

Mais il ne suffit pas *d'avoir raison*. Il faut aussi être à même de faire passer dans la réalité des décisions saines. Et pour une observation dont la justesse est tardivement reconnue, combien d'applications défectueuses qui retardent ou même éloignent tout à fait la possibilité de profiter de cette observation. La lutte honteusement menée contre Trotsky et ceux qui partageaient son point de vue naguère approuvé de tout le parti, brouillait les discussions, entravait les efforts sérieux et faisait, en définitive, le jeu des ennemis du régime : commerçants, petits propriétaires et paysans plus prompts à accumuler une richesse privée habilement dissimulée qu'à aider le système nouveau de l'économie soviétique.

C'est ce que constata lors d'un débat qui n'atteignit malheureusement pas la grande masse des travailleurs, le XIV^e Congrès du parti bolchevik. Deux questions dominèrent la discussion : la nature de l'industrie soviétique (capitalisme d'Etat ou « socialisme conséquent ») et la différenciation des classes à la campagne (progrès des *koulaki*).

Trotsky venait de publier le petit livre que nous éditons aujourd'hui. En ce moment critique, les forces de production avaient repris un large essor ; mais cet essor était mal dirigé. Tous les défauts de la bureaucratie continuaient à entraver la marche en avant de l'industrie dont le « poids spécifique » n'augmentait pas à une allure suffisamment accélérée. Le manque de démocratie dans le parti empêchait l'application sérieuse des meilleures dispositions prises par les précédents Congrès. Enfin, à la suite de l'appel lancé aux campagnes par Boukharine : « Enrichissez-vous ! » les koulaks avaient fait de sensibles progrès, prenant figure de véritable danger en face des paysans « moyens » et « pauvres », et de menace en face de l'Etat. La soudure entre le prolétariat et la paysannerie s'opérait, mais par l'intermédiaire du commerçant et du spéculateur. Le capital privé, bien qu'infériorisé, constituait « une circulation libre élémentaire qui grandit naturellement vers le capitalisme ; il représente l'énorme majorité de la population et marque de son empreinte toute l'économie du pays » (Kamenev).

Le salaire était en retard sur la progression de l'industrie. La situation de l'ouvrier demeurait encore très inférieure. Kamenev, à l'époque président du Conseil du Travail et de la Défense, envisagea à ce sujet une sorte de *participation aux*

bénéfices. Dès lors s'ouvrit une large polémique sur la question du *capitalisme d'Etat*, c'est-à-dire au fond sur la *participation réelle de la classe ouvrière à la gestion et aux bénéfices de l'industrie nationalisée*. Ainsi se trouvait posée la question fondamentale de l'accumulation socialiste. Comment doivent se répartir les bénéfices de l'industrie ? Doivent-ils être intégralement reversés, « accumulés » dans l'industrie pour son développement, et répartis entre les différentes branches de l'Etat, ou bien convient-il en outre, d'y faire participer *directement* certaines parties de la classe ouvrière ?

Ces questions opposèrent Kamenev, Zinoviev et l'organisation de Léninegrad à Boukharine, Staline et la majorité du Comité Central. Voici la position défendue par l'organisation de Léninegrad : « On accuse les dirigeants qui expriment notre opinion de considérer notre industrie socialiste comme une industrie capitaliste d'Etat ou simplement comme une industrie capitaliste où l'on exploite les ouvriers de la même façon que sous le capitalisme... Avec Lénine, nous considérons nos entreprises nationalisées comme des entreprises « de type socialiste ». Chaque prolétaire travaillant dans une fabrique ou une usine de l'Etat, travaille dans l'intérêt du prolétariat tout entier et pour le socialisme... Nos fabriques et nos usines nationalisées sont-elles des entreprises de type socialiste ? Oui. Les concessions et les arrentements sont-ils du capitalisme d'Etat ? Oui. Les deux propositions sont indiscutables, mais elles n'épuisent nullement la question du capitalisme d'Etat. La liberté du commerce en U.R.S.S. est un fait. L'existence de 22 millions d'exploitations rurales, individuelles, déterminant dans une mesure considérable toute l'économie du pays et étroitement liées à l'industrie étatique par le marché, est un fait. En même temps la régularisation de la « liberté du capitalisme » (Lénine) par l'Etat prolétarien en U.R.S.S. est également un fait. La croissance continue des éléments socialistes, qui luttent avec succès contre les éléments capitalistes, est aussi un fait. » Ceux-ci refusaient enfin de considérer la Russie de la N.E.P. comme la Russie du socialisme.

Quant au point de vue de Boukharine, Marétsky le défendait dans les termes suivants : « Safarov et ses amis comprennent-ils qu'assimiler l'industrie nationalisée au capitalisme d'Etat, c'est susciter l'indifférence, l'apathie, l'abattement dans la classe ouvrière et semer le liquidationnisme dans notre parti ? Sentent-ils que se dérober, ne pas répon-

dre directement, dans cette question du capitalisme d'Etat, c'est nager entre deux eaux, louvoyer entre Lénine et Dan ? » C'était faire passer en principe la raison d'Etat avant les nécessités de la lutte de classes.

On sait quelles montagnes de discours et d'articles furent écrits sur cette question, et l'on s'étonne que Trotsky n'ait pas participé, à l'époque, à un débat aussi général. Mais reportons-nous aux chapitres de *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* On y trouvera des explications, et l'exposé d'un point de vue tout à fait général sur ces questions.

C'est ici le lieu de faire, de ce point de vue, la critique de l'ouvrage. A qui approfondira, chiffres et faits en mains, les problèmes de la N.E.P., il apparaîtra que le livre est trop schématisé, simplifiant à l'excès des problèmes que l'étude détaillée complique extraordinairement. D'autre part, il souffre dans son ensemble d'un optimisme excessif (Kamenev lui-même en fit le reproche au XIV^e Congrès !). On verra qu'en effet Trotsky n'a cherché dans ces pages qu'à faire saillir les problèmes les plus généraux posés par la N.E.P. et les résultats globaux consignés dans les *chiffres de contrôle*, sans vouloir faire une analyse précisée, *insérée dans le cours de son action politique*, du même genre que celle qu'il avait développée dans *Cours Nouveau*, ou plus tard dans la *Plate-forme* pour le XV^e Congrès.

Certains diront que c'est plus l'œuvre d'un homme d'Etat que celle d'un chef du prolétariat. Peut-être y a-t-il là quelque vérité, mais alors seulement dans la mesure où l'histoire a fait des meilleurs guides du prolétariat des chefs d'Etat, momentanément tout au moins. Mais cela ne pourrait constituer une critique profonde. Que Trotsky, visant à mettre en lumière les caractéristiques principales de l'économie de la N.E.P. — dont le sens était obscurci à merveille par Bauer et Kautsky — ait pour cela négligé quantité d'observations partielles, rien de plus naturel. Capitalisme d'Etat ou socialisme conséquent ? Certes, Trotsky ne traite pas le problème scolastiquement, comme Zinoviev le fit à l'époque. Il se refuse aussi à la démagogie « théorique » pratiquée par Boukharine. Il analyse, à l'aide des chiffres de contrôle pour la première fois réunis, le caractère de l'industrie nationalisée. Il voit que le rendement croît, que l'accumulation progresse : il indique alors que les salaires *peuvent et doivent* augmenter, que le niveau de vie *doit* s'améliorer, et qu'une véritable démo-

cratie ouvrière *doit s'instaurer*, complétant dans le domaine des relations sociales les avantages économiques ainsi conquis par la classe ouvrière, grâce à l'Etat prolétarien.

De cette manière il indique concrètement dans le cours dialectique de l'économie, ce que doit être la marche au socialisme *si* l'on utilise correctement les possibilités de la N.E.P. Il résoud ainsi *dans la vie* le problème du capitalisme d'Etat, négligeant de discuter stérilement sur des problèmes abstraits. Il pose en même temps les questions connexes de la liaison entre la production agricole et la production industrielle, des échanges extérieurs, de la politique des concessions et des crédits, de la réduction progressive du marché par la croissance de la grande industrie à un rythme accéléré, de la qualité de la production, etc. Il montre les résultats encourageants obtenus en 1925, il indique les prévisions. De toute manière, il souligne que les meilleures dispositions n'auront d'efficacité que dans la mesure où le parti communiste saura les appliquer. Si le parti, dit-il, commet fautes sur fautes, alors nous risquons de compromettre l'avenir. Mieux qu'un autre Trotsky connaissait en 1925 les erreurs nombreuses déjà commises et les difficultés de l'avenir. Il n'ignorait pas la mauvaise politique intérieure du parti, le sabotage du travail industriel par suite de l'incompétence, de la mauvaise volonté et de l'insouciance. Enfin, il mesurait exactement les dangers courus par l'Union Soviétique économiquement menacée par le marché mondial qui retrouvait sa souplesse et sa force d'avant-guerre. Son dessein, au moment même où ces questions étaient discutées par le parti bolchevik et sanctionnées par le XIV^e Congrès, était de montrer quels étaient les rouages de l'économie de la N.E.P., et quel avenir lui était ouvert *si* les principales difficultés signalées étaient surmontées, comme c'était l'objectif de tout le parti.

Sans doute, ceux qui taxaient *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* d'optimisme virent-ils le cours des événements justifier de moins en moins les prévisions de Trotsky, et aujourd'hui que la situation semble singulièrement aggravée regrettent-ils d'autant que Trotsky ait négligé de traiter, à l'époque, les problèmes économiques avec les mêmes préoccupations qui avaient inspiré les principales études de *Cours Nouveau*. Mais c'est une sagesse après coup, et qui ne vaut rien. Trotsky a fait dans ce petit livre, à un moment où les décisions du XIV^e Congrès russe justifiaient son optimisme, une mise au point générale dont la valeur n'est en rien dimi-

nuée malgré les changements sérieux intervenus entre 1925 et 1928.

Du reste, rien de plus facile que de se référer aux travaux de Trotsky postérieurs à cet ouvrage : les amendements présentés par lui à une résolution de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S. en avril 1926 en font foi (voir *Bulletin Communiste*, n^{os} 22-23, octobre-novembre 1927). Le lecteur verra clairement combien les problèmes un peu schématiquement traités dans *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* ont été abordés dans la pratique d'une manière très adéquate par Trotsky. Il y insiste sur les dangers que fait courir à l'équilibre de l'économie la disproportion entre l'industrie et l'agriculture : « Le XIV^e Congrès du Parti a décidé, comme directive cardinale, l'industrialisation du pays. Les moyens, méthodes et rythmes de la réalisation de notre directive sont *décisifs* non seulement pour notre progression ultérieure vers le socialisme, mais aussi pour la domination politique de la classe ouvrière dans l'Union Soviétique ». Il propose des mesures précises pour accélérer le rythme de croissance de l'industrie. Il demande à nouveau une application plus stricte et plus générale du *plan*. Il expose la nécessité d'élever les salaires.

Mais dès cette époque, Trotsky et ses amis sont progressivement privés de travail. On leur refuse systématiquement la possibilité d'exprimer leur opinion. L'Internationale Communiste, suivant la ligne de moindre résistance, ne réagit pas. Elle laisse écarter l'Opposition. En U.R.S.S. les fautes continuent à être commises. La bureaucratie étend ses ravages, minant le Parti Communiste (voir l'affaire du Donetz, mars 1928), faisant vivre une caste de fonctionnaires privilégiés, qui détourne ainsi une partie de l'accumulation pré-socialiste à son profit, comme les anciennes classes parasites, et justifie la qualification de capitalisme d'Etat donnée à l'industrie soviétique, principale source de cette accumulation. La campagne s'enrichit grâce aux koulaks et aux paysans aisés qui font progressivement main basse sur les coopératives, s'infiltrant dans les soviets, stockent le blé et rançonnent l'Etat. Les défauts dans l'administration de l'industrie ne tendent pas à disparaître. Le commerce privé se développe clandestinement.

Le lecteur trouvera dans la *Plate-forme politique de l'Opposition russe pour le XV^e Congrès*, due pour une large part à l'initiative de Trotsky, tous les renseignements néces-

saires pour caractériser la situation à la fin de 1927. L'opposition y note un certain nombre de données statistiques dont le lecteur fera son grand profit en les comparant à celles qui servent de base à *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?*. Elle y analyse le cours actuel de la révolution russe et sa portée internationale, phénomène sur lequel Trotsky a appelé, plus que tout autre, l'attention des communistes. Elle y réfute la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Elle fait effort pour analyser de façon marxiste la situation en visant particulièrement à empêcher que ne s'affaiblisse la portée révolutionnaire mondiale de la révolution russe.

Bornons-là ces quelques explications. Le lecteur comprendra maintenant quel est l'intérêt de ce petit livre pour apprécier, en marxiste bien entendu, les développements récents de la révolution russe. L'analyse du système de l'économie soviétique dans ses conséquences nationales et internationales faite par Trotsky en 1925 conservera tout son intérêt alors que les monceaux de thèses officielles auront rejoint la pousière, car c'est l'intérêt même que tous les communistes portent à la révolution russe, surtout maintenant que dix ans nous séparent de son origine, et que nous sommes de jour en jour mieux à même d'apprécier sa portée et ses répercussions pour l'avenir du mouvement révolutionnaire mondial.

Ce n'est pas là une simple constatation historique. C'est *actuellement* que la révolution russe peut agir sur le sort des masses laborieuses du monde entier, et particulièrement d'Occident. Et plus son rapport avec l'évolution du mouvement ouvrier international est étroit, plus nous devons apporter d'attention, de précision et d'esprit critique à son appréciation et à son étude. Nous ne devons pas nous borner à voir agir l'U.R.S.S. comme facteur politique et économique dans la lutte révolutionnaire. Nous devons *aider* cette action, et *l'utiliser* au mieux.

Pour cela, il faut la connaître. Il ne suffit pas d'avoir quelques vues générales sur son aspect économique et social, sur ses réalisations brutes. Il faut en faire l'étude marxiste, déterminer avec le plus de rigueur possible le degré de la puissance interne dans la révolution, le rapport des forces, la précision de son action révolutionnaire.

De grands combats secouent les masses opprimées dans les pays coloniaux, et le prolétariat européen attend les luttes décisives pour le sort de la bourgeoisie. L'appréciation correcte du rôle de l'U.R.S.S. lui est indispensable pour vaincre (1928).

LA POLITIQUE DU BLE EN U.R.S.S.

Les leçons de la campagne de ramassage du blé (1)

Où en est la politique en U.R.S.S. ? La masse des travailleurs ne connaît que très vaguement les récents développements de cette politique. Il a fallu le violent article de la *Pravda* du 15 février pour nous révéler les grandes difficultés qui empêchaient l'application des décisions du XV^e Congrès sur la politique à la campagne. Depuis, de retentissants discours prononcés par Rykov, Boukharine, Mikoïan, etc... nous ont appris qu'une situation extrêmement grave venait d'être surmontée. Le remaniement du Commissariat à l'Agriculture, l'affaire du Donetz, une récente polémique entre Larine et Smirnov, sont venus jeter un peu de lumière sur ces événements.

Un fait est là : les koulaks et les paysans moyens ont suscité des obstacles à la campagne de rassemblement du blé par le gouvernement, compromettant ainsi l'exécution du plan d'exportation (voir *Correspondance Internationale*, n° 31, 24 mars 1928). Rykov, à la séance plénière du soviet de Moscou (9 mars 1928) a donné quelques sommaires explications (2). Selon lui, la principale cause de ces difficultés fut « l'aggravation de la disette de marchandises qui entrave extraordinairement, et non pour la première fois, le développement de notre commerce de blé ». L'ampleur de cette disette est difficile à évaluer. Rykov cite le chiffre de 500 millions de roubles pour le premier trimestre de l'année (deux fois et demi de plus qu'elle n'avait été évaluée pour le même laps de temps de l'année précédente). N'oublions pas que le plan quinquennal prévoit un accroissement de la disette de marchandise devant se chiffrer en 1930-31 par 400 millions de roubles ; or c'est là un chiffre inférieur à celui qui est déjà atteint dans le premier trimestre de cette année. Il est vrai que le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale a prévu un déficit de 1.500 millions à cette même époque. Il y a donc à la ville comme au village une demande croissante que l'Etat est impuissant à satisfaire. Qu'y oppose-t-on, demande Rykov ?

(1) 1929.

(2) Mikoïan écrit (cf. *Correspondance Internationale*, 10 mars 1928) : « Le recul (dans le rassemblement du blé) s'est manifesté d'une façon particulièrement nette en novembre et en décembre », c'est-à-dire à l'époque où l'on assurait aux délégations ouvrières qu'il n'y avait pas de crise.

Il répond lui-même : « la production de l'industrie dans le quatrième trimestre de l'année précédente (par suite du manque de matières premières et autres causes) a régressé de 11 % par rapport au premier trimestre. La production du premier trimestre de l'année courante a témoigné également d'une diminution sur tous nos calculs ». Ceci, ajoute-t-il, « se produisit pour des raisons qui ne dépendent pas de l'industrie (comme le retard dans l'importation de certaines matières premières venant de l'étranger, comme par exemple la laine) mais aussi pour des raisons qui en dépendent. A ces dernières appartiennent la mauvaise répartition des matières et le passage de l'industrie du coton à de nouveaux standards et de nouveaux assortiments, passage qui a amené un retard dans la production ; certaines lacunes dans l'organisation de l'industrie de la laine, *etc...* ». Le *etc...* remplace dans ce texte le procès de l'administration de l'industrie et de nombreuses fautes commises depuis deux ans par le Comité Central. « Telle est, conclut Rykov, la situation du marché pendant la vente de la récolte. La stabilité de la production de l'industrie légère, étant donné le fort accroissement de la demande de la ville et de la campagne, a provoqué inévitablement une violente aggravation de la disette de marchandises et un affaiblissement des mailles les moins fortes du trafic des marchandises entre la ville et la campagne. Comme le maillon le plus faible s'est avéré le rassemblement du blé, c'est lui qui a régressé par rapport à l'année précédente alors que tous les autres produits agricoles ont été ramassés en quantités qui dépassent celles de l'année précédente. » En effet, le beurre, les œufs, les peaux, *etc...* ont été mieux récoltés. D'où vient cette différence ? Tout simplement du fait que les céréales sont payées aux paysans moins cher que les autres produits. (Index des prix, 1^{er} trimestre 1928 : blé, 110,7 et pour toutes les céréales, 109,4 ; œufs, 217,7 ; viande, 172,6 ; grandes peaux, 161,6 ; petites peaux, 210.) On comprend donc que le paysan vende les produits pour lesquels il est le mieux payé. « Comme nous ne pouvions pas offrir aux paysans une quantité suffisante de marchandises et que le niveau des impôts était resté aussi bas que l'année précédente, le paysan n'était pas suffisamment intéressé à la vente de ses excédents de marchandises et vendait principalement ce qu'on lui payait le mieux. »

Retenons ce paragraphe capital. Car il montre que les paysans en question disposent de ressources telles qu'elles leur permettent de choisir dans l'ensemble de leur produc-

tion ce qu'ils destinent à la vente *bien qu'ayant acquitté leurs impôts*. Ces paysans, principaux fournisseurs de l'Etat, sont les koulaks et les paysans aisés. Il est donc prouvé qu'on peut et qu'on pouvait augmenter depuis longtemps les impôts qui leur incombent, et qu'ils constituent en outre un des soutiens les plus importants de l'Etat — sinon du parti bolchevik. Voilà un fait qui n'est pas niable et que la *Pravda* avait reconnu tardivement, le 15 février : la campagne s'est enrichie, les koulaks ont affermi leur situation. Rykov donne encore une indication qui est un soufflet de plus aux détracteurs de l'opposition. « Or, dit-il, il n'y avait pas beaucoup d'amateurs pour vendre le blé et ne recevoir que de l'argent papier. Notre monnaie s'est bien fortifiée chaque année : pourtant les expériences de la guerre passée qui a montré comment un rouble devient un kopek n'ont pas complètement disparu du souvenir de la paysannerie. C'est pourquoi plus nous avons parlé de guerre et de danger de guerre, plus le nombre a diminué de ceux qui avaient envie de vendre du blé seulement contre du papier monnaie. » Telle est la vérité : la puissance économique du koulak est suffisamment affermie pour que celui-ci fasse échec au crédit de l'Etat.

On sait que le parti bolchevik a brusquement réagi contre cette situation. Il a commencé une violente campagne contre les détenteurs de blé, contraignant les koulaks à livrer leurs réserves, usant au besoin de la violence. « Si on me demandait, dit Rykov, s'il n'eût pas mieux valu surmonter d'une façon normale, c'est-à-dire sans en arriver à une pareille campagne de choc, la crise de ramassage du blé, je dirais ouvertement que cela eût mieux valu. Mais la chose est telle que pour solutionner cette crise nous ne disposons que d'un délai très limité jusqu'à l'entrée du printemps, c'est-à-dire un délai de trois à quatre mois. »

Parler à ce sujet d'une politique changée de fond en comble, c'est faire erreur. Ce n'est qu'une campagne « de choc ». Elle a entraîné quelques changements effectifs tels que le déplacement de Smirnov, commissaire à l'agriculture. Mais elle n'a pas atteint le fond de la question qui est toute la pratique du commerce à la campagne, l'application des codes agraires, la subordination croissante des soviets et organisations du parti aux paysans enrichis. Plusieurs articles de Larine, dans la *Pravda*, nous ont appris quelque chose à ce sujet. Larine montre comment les codes agraires ont été subrepticement remaniés à l'insu du parti, et sous la pres-

sion des koulaks. Il indique que cette politique, secrètement encouragée par toute une fraction du parti et tolérée, pour ne pas dire plus, par le Commissaire du peuple à l'agriculture, remonte à de longs mois. (C'est cette politique même, ajouterons-nous, qui est depuis longtemps dénoncée par l'opposition comme une capitulation progressive devant le koulak.) Il indique comment les koulaks ont pu s'enrichir : en accaparant les terres des pauvres, en employant de la main-d'œuvre salariée, donc exploitée directement par eux, et en faisant reculer le terme de l'affermage. Voici de larges extraits du plus important de ces articles.

A propos des deux lignes dans la politique à la campagne

« La question qu'il faut traiter dans cet article est très simple : doit-on ou non faciliter par des mesures législatives la création d'entreprises basées sur l'exploitation de la main-d'œuvre et la conservation de celles qui existent ?

« On sait que le parti répond négativement à cette question. Mais récemment on a pu observer dans la législation (Ukraine et R.S.F.S.R.) une tendance dans le sens opposé. C'est dans le nouveau code agraire de l'Ukraine, révisé en 1927, que cette orientation est particulièrement saillante. Il en est de même, quoique dans un nombre de cas restreints, dans la R.S.F.S.R.

« Le n° 268 de la *Pravda* (23 novembre 1927) a publié les directives du Comité Central du P.C.R. visant la promulgation d'une loi sur l'organisation et l'exploitation agraires. Cet article exprimait la ligne généralement adoptée par le parti, ligne qui fut confirmée par le XV^e Congrès. Mais le lendemain, 24 novembre, l'organe du gouvernement ukrainien, *l'Economiste ukrainien*, publia une information intitulée « la réforme agraire de l'U.R.S.S. ». Elle informait ses lecteurs, parmi lesquels je me trouvais, que les organes soviétiques compétents, se fondant sur les expériences du passé, « à la suite du développement des nécessités de la vie », auraient posé « la question de la nécessité de réviser la législation agraire pour la perfectionner » et auraient même déjà transformé les lois agraires « en opérant une série de changements assez importants ».

« On s'aperçut que les « nécessités de la vie » telles que les comprend le nouveau Code ukrainien « se développaient » dans un sens exactement contraire aux directives du parti en

ce qui concerne les trois opérations essentielles de limitation des exploitations basées sur l'emploi de la main-d'œuvre salariée, à savoir le fermage, le salariat et la répartition et l'organisation des terres... Les directives du C.C. concernant la répartition, l'organisation et l'exploitation des terres ont été préparées depuis longtemps. En 1926 déjà on a discuté de nouveaux projets sur l'exploitation et l'organisation agraires. Une commission du C.C. créée le 24 mars, travaillait depuis le printemps 1927 et les « directives » confirmées par le C.C. le 20 octobre expriment très clairement le sens dans lequel elle avait travaillé. Mais parallèlement des corrections ont été apportées au code agraire en sens contraire en Ukraine (27 juin 1927), un mois après la confirmation des travaux de la commission. Ces corrections furent incorporées à l'édition officielle du code agraire. Voici les faits essentiels (nous notons en même temps des faits concernant des « conquêtes » analogues réalisées en R.S.F.S.R.).

« 1. *Terme de l'affermage.* Dans les directives du C.C. on dit que « le terme de l'affermage est tout au plus d'une récolte et en tout cas pas plus de 6 ans ». Mais *l'Economiste ukrainien* écrit : « Tandis qu'autrefois le terme de fermage était fixé à 3 ans quand la récolte manquait et augmentait selon la récolte, la nouvelle loi fixe uniformément 12 ans comme terme maximum. » Dans l'édition officielle du code agraire ukrainien nous lisons en effet que le § 28 fixe un terme de 12 ans. Nous jetons un coup d'œil sur la nouvelle édition officielle du code agraire de la R.S.F.S.R., augmentée des changements survenus le 20 novembre 1927, et nous trouvons une innovation semblable (art. 29). Les changements sont incorporés depuis le 22 février 1926 déjà ; nous avons donc devancé les ukrainiens d'un an et demi, « nous leur avons donné l'exemple ».

« Dans les circonstances actuelles, « le fermage des terres mène à l'accroissement des éléments koulaks » (résolution du XV^e Congrès). C'est le cas dans toute une série de rayons (surtout en Ukraine et dans les steppes de la R.S.F.S.R.). C'est ce qui motive la restriction du terme de l'affermage à une récolte et à 6 ans au plus. Mais dans la législation agraire l'idée est orientée dans le sens de la prolongation du terme de l'affermage jusqu'à 12 ans, ce qui, objectivement, revient à fortifier l'économie des koulaks.

« 2. *Le travail salarié sur les terres affermées.* L'expression la plus frappante de l'économie exploitrice est réalisée dans l'image d'un paysan travaillant lui-même sa terre, qui loue d'autres terrains pour y faire travailler de la main-d'œuvre étrangère. C'est sur ce fait que le XV^e Congrès fixa son attention. A ce sujet, et d'après le nouveau Code agraire ukrainien, *l'Economiste ukrainien* s'exprime ainsi : « un fermier peut employer de la main-d'œuvre supplémentaire, ce que le code agraire d'autrefois ne permettait pas... Le travail salarié peut être employé sur des terres d'exploitation constante dans les mêmes conditions que sur les terres louées. »

« Dans l'édition officielle du code ukrainien, l'article 38 constate en effet l'extension des droits du fermier koulak. La même innovation est introduite dans la nouvelle édition du code de la R.S.F.S.R., mais on a devancé les ukrainiens, car le changement de l'article 39 équivalant du code agraire de la R.S.F.S.R. date du 28 juin 1926. Ici encore la direction prise n'est pas celle qui avait été prescrite. Mais ici cessent les parallèles entre R.S.F.S.R. et l'Ukraine. Les nouvelles mesures en faveur de l'économie exploiteuse, citées plus loin, l'Ukraine les a introduites dès l'année 1927, toute seule, tandis que la R.S.F.S.R. ne l'a pas fait.

« 3. *Interprétation du travail salarié comme « aide », contrairement à la réalité.* Une des perversions bureaucratiques les plus insupportables dans la protection du travail salarié, c'est la qualification de travail « d'aide » pour du travail qui ne l'est nullement. On a défini depuis longtemps ce qu'est le travail « d'aide ». Les directives du C.C. expliquent que c'est « l'emploi d'un ouvrier salarié » à condition que l'exploitation qui l'emploie conserve rigoureusement sa structure économique propre, c'est-à-dire à condition que tous les membres de l'exploitation capables de travailler *prennent part au travail de l'exploitation* (§ 15 des directives).

« Le fait que la protection des ouvriers agricoles est réglée par des lois différentes crée une différence pratique énorme dans l'interprétation d'un travail salarié comme travail « d'aide » ou non. Quand toute la famille paysanne travaille dans son exploitation mais est obligée de prendre momentanément un ouvrier pour une raison quelconque (manque de force de travail au moment d'une commande, maladie d'un membre de la famille, etc...) on n'utilisera pas des réglementations sévères auxquelles sont soumis les agriculteurs qui ne travaillent pas complètement eux-mêmes dans leurs fermes,

mais font travailler à leur place des ouvriers salariés. « L'Union des ouvriers agricoles et forestiers » lutte depuis longtemps contre les efforts de ceux qui n'emploient pas leur force de travail dans leur propre exploitation et tâchent de faire rentrer les ouvriers qu'ils payent dans la catégorie des travailleurs « d'aide » (occasionnels). Les directives du C.C. soulignent à nouveau, expressément, que l'application de lois spéciales sur le travail « d'aide » (réglementation momentanée) n'est admissible que dans les cas où le travail salarié joue uniquement le rôle « d'aide » (§ 15 des directives).

« *L'Economiste ukrainien* s'exprime ainsi au sujet de l'introduction du code révisé : « Des changements assez essentiels ont été apportés dans le domaine de l'emploi du travail d'aide : autrefois il existait toute une série de restrictions pour l'emploi du travail supplémentaire ; aujourd'hui une grande partie de celle-ci est abolie ». En effet, nous trouvons dans la nouvelle édition une nouvelle note à l'article 3 dans laquelle le travail salarié est qualifié « travail d'aide » dans les exploitations agricoles même si tous les membres de l'exploitation employant de la main-d'œuvre salariée sont occupés à d'autres « besognes productives », en dehors de leur propre exploitation agricole, au travail de laquelle ils ne peuvent pas prendre constamment part « même s'ils vivent dans cette exploitation ». Il en résulte un tableau intéressant : un village est habité par des personnes qui, systématiquement, ne s'occupent pas de leur ferme, qu'ils exploitent au moyen du travail salarié — et on appelle travail d'aide celui que fournissent les ouvriers salariés d'un entrepreneur habitant dans son exploitation, travail qui de son côté n'existe pas du tout en tant que phénomène systématique. C'est évidemment là un changement assez essentiel de la notion de travail d'aide. Jusqu'à présent, il était admis qu'on ne pouvait « aider » que quiconque travaillait déjà.

« Donc ici encore l'idée n'a pas été appliquée dans la direction prévue. Les « nécessités de la vie » ne se sont pas « développées » dans le sens du parti. Le parti a voulu fortifier la protection de l'ouvrier agricole, empêcher la transformation usuraire du travail salarié en travail « d'aide ».

« Mais en Ukraine, pour parler le langage de *l'Economiste ukrainien*, on a trouvé que le moment était venu « d'abolir toute une série de restrictions ».

« 4. *Répartition et organisation des terres.* La politique de la lutte économique contre la croissance et le renforcement

des éléments exploités exige (comme le Congrès l'a décidé), en ce qui concerne la répartition de la terre, « la restriction de la répartition des lots de terrain et surtout des fermes séparées, et de la suspension complète dans les cas où elle mène à l'accroissement des éléments koulaks... ».

« ...Ainsi le renouvellement des répartitions égalisantes de la terre sont nécessaires « surtout pour mettre un frein à la tendance des koulaks à accumuler » (§ 10 des directives). »

Mais Larine montre que les « perfectionnements » introduits dans le code agraire permettent au contraire aux koulaks d'accumuler les terres tout en ne se pliant pas aux décisions de la commune sur le mode d'exploitation des terres.

Après avoir montré le danger que recèle cette façon de concevoir la distribution des terres, Larine ajoute que c'est là une façon abstraite, purement technique, d'envisager le problème.

« Cependant, conclut-il, une position abstraite envers la lutte de classe, c'est, dans les circonstances actuelles, favoriser la classe ennemie, c'est généralement se soumettre inconsciemment à la pression élémentaire de cette classe. C'est la clé de ce phénomène qu'est la divergence extrême entre les directives établies et les changements de la législation agraire en Ukraine. Les changements de même ordre dans les lois agraires de la R.S.F.S.R. mentionnées plus haut ont pour eux la circonstance atténuante d'être moins nombreux, de ne pas aller aussi loin et de ne pas avoir été exécutés au moment même où la pensée du parti préparait effectivement des directives contraires. Mais là aussi ces changements doivent être éliminés et accordés avec la ligne du parti.

« Voici ce qui résulte de l'ensemble : dans l'élaboration de la législation agraire soviétique, il ne faut pas faire abstraction des relations pratiques des classes au village, pour ne pas faire fausse route, c'est-à-dire tomber dans la soumission inconsciente à la pression élémentaire de l'économie exploiteuse. Je rappelle la réflexion finale de Molotov au XV^e Congrès : « nous ne devons pas nous abstraire des questions pratiques. Notre tâche consiste dans l'étude attentive de la pratique, si riche, mais dont nous avons une connaissance tout à fait insuffisante, à cause de notre analphabétisme économique ; enfin, et c'est là l'essentiel, nous ne savons pas la diriger dans le sens qui convient ». Les mêmes arguments sont valables pour les erreurs équivalentes en R.S.F.S.R. Nous inscrivons à l'ordre du jour : débarrasser la législation agraire

faite au moyen de circulaires de divergences si profondes avec la ligne du parti relativement à l'économie des exploiters. »

Ces réflexions ont eu un certain retentissement (1). On a parlé à leur sujet de « nouveau cours », de « mouvement à gauche », etc. Il est vrai qu'elles coïncident avec la violente offensive de l'appareil du parti contre les koulaks. Elles visaient principalement A. Smirnov, Commissaire du peuple à l'agriculture, connu comme un homme de droite et surnommé le « ministre des koulaks ». Celui-ci tenta de défendre sa gestion. Il le fit dans un court article dont voici les passages principaux :

« Dans son article « au sujet des deux lignes dans la législation agraire », le camarade Larine reproche, entre autres choses, à la législation du gouvernement de la R.S.F.S.R. de faciliter « la création de nouvelles exploitations capitalistes et la conservation de celles qui existent déjà », et d'exprimer ainsi une tendance opposée à celle du parti.

« On ne peut que regretter, à cette occasion, que Larine, avant d'accuser le gouvernement de la R.S.F.S.R. de ne pas appliquer la ligne politique fondamentale du parti, n'ait pas commencé par faire un examen historique du développement de la législation soviétique sur la location ouvrière et le travail salarié.

« Il ferait bien de se rappeler que le code agraire a été mis sur pied avec le concours le plus actif de Lénine... Il serait surtout nécessaire que le camarade Larine examine le texte de la résolution du III^e Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. (20 mai 1925) (2), sur les mesures prises pour le relèvement et la participation de l'agriculture. Il lirait dans la résolution du Congrès l'ordre précis aux gouvernements des Républiques d'accorder aux exploitants agraires ouvriers la location de terres allant jusqu'à deux récoltes dans les exploitations de plusieurs champs, et jusqu'à des termes de 12 ans au maximum pour les exploitations de 3 et 4 champs, et de tolérer le recours au travail salarié sur les terres louées.

(1) Le lecteur consultera utilement les *Contre-Thèses de l'Opposition* sur la question agraire pour le 15^e Congrès (notamment les § 3 et 4). Il y trouvera, en plus approfondi et relié aux erreurs plus générales de la politique agraire, les arguments de Larine (voir *Correspondance Internationale*, n° 124, 11 décembre 1927).

(2) C'est-à-dire seize mois après la mort de Lénine.

« Le Commissaire du peuple à l'agriculture de la R.S.F.S.R. considérant que l'exécution de cette directive nécessiterait un certain temps a immédiatement (21 mai 1925) envoyé aux organes compétents un ordre circulaire selon les directives du III^e Congrès. Il ne s'est donc pas éloigné de la ligne du parti (dans la mesure où l'on admet que la résolution du III^e Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. n'a pas divergé de la ligne du parti). En outre, les rectifications nécessaires ont été apportées au code agraire : l'article 29 du code agraire, par décision du C.E. des Soviets et des Commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. du 28 juin 1926.

« Les expériences découlant de l'application de ces décisions ont montré au parti qu'il était nécessaire de limiter les possibilités de l'affermage et l'usage du travail salarié. Le gouvernement de la R.S.F.S.R. applique cette directive au XV^e Congrès. Il y a déjà un mois (24 janvier 1928), la Commission de l'Agriculture a donné le plan des changements du code agraire résultant de ces directives. D'après ce plan, le terme de l'affermage est réduit à 6 ans au maximum. L'emploi du travail salarié ne sera admis que si l'exploitation repose essentiellement sur le travail de ses membres aptes à travailler, et si ce travail salarié a uniquement un caractère d'aide provisoire.

« Cette directive du XV^e Congrès ne plaira peut-être pas à l'un ou à l'autre, de même que la directive du III^e Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. a déplu au camarade Larine. Mais en ce cas nous ne pouvons rien faire pour eux. Conformément aux exigences du moment, le parti change et changera le cours de la construction économique. Dans le cas présent, le Commissariat à l'Agriculture a consciencieusement appliqué la ligne du parti. »

Cela n'empêche pas que Smirnov, coupable en fin de compte d'avoir eu les mains libres pour faire appliquer à la campagne une ligne liquidatrice, fut déplacé (1).

Dans l'ensemble, cette discussion un peu ardue, mais fort intéressante, nous permet de marquer les points suivants :

1^o Une politique molle et sans perspective vis-à-vis des koulaks, *menée depuis au moins trois ans*, c'est-à-dire depuis l'époque où le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » a été théo-

(1) Voir sur ces faits un article très documenté de René Marchand, aujourd'hui passé au radicalisme, dans *La Volonté* du 9 avril 1928.

riquement retiré, a conduit à une situation très grave à la fin de 1927, et n'a pu être momentanément rétablie que par des moyens de coercition violents.

2° Cette déviation dans la politique à la campagne coïncide avec la lutte la plus brutale menée contre l'opposition, lutte qui aboutit à son exclusion globale au XV^e Congrès. Les récents événements du Donetz démontrent clairement par ailleurs qu'en dehors de la question agraire, les autres remarques faites par l'opposition (rôle des techniciens « abstraits » de la lutte de classes, bureaucratie croissante, manque de liens profonds entre le parti et l'ensemble des masses travailleuses) étaient tout à fait justifiées.

3° En ce qui concerne le problème du capitalisme à la campagne, les événements récents ont montré qu'on pouvait, il y a déjà longtemps, augmenter l'imposition des koulaks, mesure préconisée par l'opposition et qualifiée à l'époque de démagogique.

On voit bien qu'il ne s'agit pas de vagues dissentiments, de différences d'appréciation sur l'opportunité de telle ou telle mesure, mais véritablement de deux lignes politiques divergentes. Les événements ont brusquement mis à nu la direction de ces deux lignes : celle du parti, qui restait stérile parce qu'elle n'était pas appliquée (et elle n'était pas appliquée parce qu'elle contenait des erreurs fondamentales), et celle de la vie, de la réalité, qui se développe spontanément et en dehors de toute formule. Larine lui-même, qui voit et dénonce certains dangers, ne remonte pas jusqu'à leur source.

Le parti bolchevik a délibéré sur cet ensemble de faits, et une réunion plénière du C.C. et de la Commission Centrale de Contrôle vient de donner son opinion (1). Les décisions prises par cette assemblée constatent : « Nous nous sommes heurtés, lors de la campagne de ramassage du blé, à une série de difficultés qui menacèrent pendant un certain temps de dégénérer en crise économique générale. Ces difficultés économiques ont été exploitées et approfondies par le bloc des nepmen et des koulaks qui spéculaient sur les difficultés croissantes et sur l'échec de la campagne de ramassage du blé. » Tels sont, une fois de plus confirmés, les faits. La résolution constate que les mesures de coercition sont maintenant périmées, qu'il faut revenir au cours normal, car la campagne du blé est terminée. Elle exprime seulement que

(1) Voir la Résolution dans la *Correspondance Internationale*, n° 39 (21 avril 1928).

la politique à la campagne reste la N.E.P. ; la porte reste donc ouverte à toutes les fautes et à toutes les difficultés. Faute d'envisager à fond le problème, en formulant une critique tout à fait sérieuse du développement de l'économie paysanne depuis trois ou quatre ans, faute de pouvoir envisager de longues perspectives, le parti peut se retrouver à brève échéance devant de nouvelles difficultés.

Rykov y fit allusion. La campagne des semailles, l'effort pour augmenter la surface emblavée, vont-ils se heurter aux mêmes obstacles ? Tel est le problème actuel : « les éléments de la campagne qui ont été les plus touchés (le koulak) à cause de leurs tentatives pour élever le prix du blé, essaieront peut-être de limiter les surfaces emblavées... Pour la campagne d'été de cette année, le gouvernement a déjà assigné de grandes sommes et pris différentes mesures afin d'obtenir l'augmentation de la production des céréales... J'ai des renseignements de quelques régions où le koulak se refuse à louer des terres louées, travaillées et semées par lui précédemment et où il limite les semailles... »

Mais l'article de Larine, entre autres, nous a montré comment le koulak est encouragé dans son action de sabotage et de spoliation : il bénéficie d'une législation habilement tournée ou amendée en sa faveur. Les décisions du parti vont se perdre dans le dédale de la bureaucratie tandis que les réglementations pratiques servent aux koulaks. Les soviets des campagnes sont trop souvent dans leurs mains et ne peuvent pas réagir. Les rayons du parti se corrompent. L'affaire du Donetz a montré comment toute une organisation, fonctionnaires communistes responsables, techniciens, dirigeants soviétiques, pouvaient, dans une des principales régions industrielles de l'U.R.S.S., négliger les directives des Congrès et livrer les ouvriers à l'exploitation. Et l'on sait que les paysans riches disposent d'encore bien plus grandes facilités !

Tant que l'ensemble de ces problèmes n'auront pas été mis en discussion dans le Parti Communiste russe souverain (au lieu d'être discutés entre quelques « chefs »), tant que la politique à la campagne n'aura pas été accordée avec une refonte de la politique industrielle, tant qu'on n'aura pas rendu la parole à l'ensemble des masses travailleuses, tant qu'on n'aura pas fait de sérieux et efficaces efforts contre la bureaucratie, contre les pratiques de mécanisation et d'intimidation, tant que les meilleurs éléments du parti bolchevik n'auront pas rappelé l'Opposition bannie au travail urgent

qui reste à entreprendre — les dangers les plus graves resteront suspendus sur la révolution russe du fait de sa direction de droite (Kalinine, Rykov, etc...), de plus en plus entreprenante, et il sera faux et mensonger de dire que des mesures partielles et purement préventives signifient un bouleversement profond dans les méthodes cahotantes et opportunistes du noyau dirigeant du parti bolchevik.

La lutte de classes, n° 3, mai 1928.

*

* *

STALINE PEUT-IL SORTIR DE SES PROPRES CONTRADICTIONS ?

L'Europe Nouvelle se pique d'être une revue bien documentée, et particulièrement sur les questions russes. C'est déjà au mois de juin qu'elle a fait paraître un article sur la « collectivisation de l'agriculture soviétique », qui méritait de retenir notre attention.

Le problème de la collectivisation de l'agriculture, lié à celui du développement extrêmement rapide de l'industrie, est le problème fondamental de la période actuelle de l'économie de la N.E.P., contre lequel le centrisme stalinien est venu se heurter. La collectivisation progressive de l'agriculture et l'augmentation du rythme de l'industrialisation, en même temps que l'introduction du principe du plan pour l'économie sur une vaste échelle, ont fait partie du programme de l'opposition depuis plusieurs années, particulièrement depuis l'époque (1926-1927) où Boukharine et Staline prenaient la voie directement opposée. Staline, dans sa surenchère bureaucratique, dépassa les rythmes demandés par l'opposition, et commença la réalisation du plan par une pression bureaucratique, à la fois sur la volonté du paysan, surtout du paysan moyen, et sur les muscles de l'ouvrier. Durant cette période, les critiques de l'opposition de gauche furent nettement dirigées contre les rythmes industriels bureaucratiques et aventureux, et pour un retour aux méthodes économiques préconisées par l'opposition de gauche.

La seule garantie d'une saine exécution du plan quinquennal et de la collectivisation agraire, c'est la participation active de tout le parti et de la classe ouvrière au travail d'élaboration, c'est par conséquent la fin du « monopole politique » du centrisme, la réadmission de l'opposition de gauche dans les rangs du parti, le changement complet du régime intérieur

dans le parti. L'exécution victorieuse du plan quinquennal ne peut devenir une réalité que si le parti rompt avec sa bureaucratie et retrouve le chemin de la classe ouvrière.

Déjà avant cette période, et encore durant cette période, l'opposition de droite dirigée par Boukharine et Rykov avait élaboré un ensemble de critiques, visant la politique économique dans son ensemble, qu'elle imputait du « trotskysme ». La droite accusa Staline de faire la politique préconisée par l'opposition de gauche. Il était donc clair que si Boukharine accusait les rythmes exagérés de la production industrielle, le caractère forcé de la collectivisation agricole, le régime bonapartiste existant à l'intérieur du parti, c'était avant tout pour atteindre l'opposition de gauche à travers le centrisme, en un mot pour repousser, non seulement les rythmes bureaucratiques et exagérés de la production industrielle et de la collectivisation agraire, mais la ligne générale de l'industrialisation et de la collectivisation.

Depuis plusieurs mois la presse soviétique stalinienne est remplie des constatations les plus lamentables sur la réalisation du plan quinquennal. Déjà au mois de juin la collectivisation intégrale et forcée fut arrêtée, après un bilan catastrophique. Les rythmes accélérés de l'industrialisation n'ont pas tardé non plus à montrer leurs côtés négatifs, sous deux aspects principaux : *surexploitation des ouvriers* et *baisse extrême de la qualité de la production*. Actuellement, la réalisation du plan quinquennal est complètement compromise, les paysans moyens et pauvres ont redoublé de méfiance envers le parti, et la classe ouvrière, qui n'a pas bénéficié de l'intensification de la production, commence à montrer sérieusement son mécontentement qui se traduit par des attaques incessantes contre l'appareil dans le parti. Staline essaye d'endiguer cette nouvelle vague de mécontentement en redoublant le régime de terreur contre les droitiers et l'opposition de gauche.

Durant toute cette période, la bourgeoisie a eu une attitude assez générale : elle a souligné constamment l'impossibilité de la construction du plan quinquennal autrement que par une exploitation accrue des ouvriers, leur « retour à l'esclavage ». Elle a écrit, comme les droitiers, que Staline se laissait entraîner par les utopies des « trotskystes ». Et, dans son ensemble, elle a espéré que le mécontentement des ouvriers, des petits paysans, des intellectuels, brutalement refoulé par la dictature bureaucratique de Staline, exploserait.

Ce serait l'écroulement du régime soviétique sous la pression de ses propres contradictions. La bourgeoisie, aveugle sur son propre sort, s'est représenté et se représente encore la situation économique et sociale en U.R.S.S. comme sans issue pour la dictature prolétarienne.

Quelques journaux et revues bourgeois n'ont pas soutenu le même point de vue. Il existe dans la bourgeoisie des journalistes qui soutiennent et ont soutenu Staline comme le seul « sauveur » de la situation, dont la ruine « entraînerait l'U.R.S.S. vers l'anarchie et la contre-révolution blanche, la pire ». Cette variété oustrialoviste de journalistes bourgeois, qui était représentée par des P. Schaeffer, Hoschiller, etc... montre l'hésitation de certaines couches petites-bourgeoises, hésitantes devant les dangers de « la restauration », et la possibilité de l'extension de la révolution prolétarienne grâce à la victoire — en U.R.S.S. et ailleurs — de l'opposition de gauche.

Staline entretient habilement les espoirs de cette catégorie de journalistes qui rêvent de « l'assainissement » du pouvoir soviétique, de sa souplesse, de son talent dans les volte-face.

Justement, un nouvel échantillon de cet état d'esprit nous est offert par l'article cité de *l'Europe Nouvelle*. L'article donne une description de la collectivisation stalinienne et de ses contradictions, et conclut : « Pendant la longue période de transition qui commence, le gouvernement soviétique devra donc louvoyer pour tenir en haleine le paysan individuel dont le rôle économique reste considérable, l'engager à travailler tout en lui expliquant que ses jours sont comptés, lui vanter les charmes du travail collectif tout en évitant la formation prématurée de kolkhozes dépourvus de matériel approprié. *L'U.R.S.S. n'aura pas trop de toute la ténacité et de toute la souplesse du Géorgien qui préside à ses destinées pour harmoniser ces contraires*, et vaincre les difficultés accumulées sur la route pénible et rocailleuse qui mène au collectivisme agraire intégral. »

Cet éloge de Staline dans *l'Europe Nouvelle* est très suggestif. L'article n'est pas signé, mais la rédaction nous informe qu'il s'agit d'un « spécialiste éminent ». Hum ! Ce spécialiste éminent, après avoir tracé un sombre tableau des contradictions engendrées par la collectivisation imposée par Staline, préconise la « ténacité » et la « souplesse » de ce même Staline pour sortir de ces contradictions. Singulier spécialiste !

L'opposition de gauche, et tout marxiste, pense au contraire que seul Staline est incapable de remédier à la situation qu'il a créée ; l'aider à sortir de ses contradictions, c'est justement l'obliger, lui et son appareil, à faire passer la direction entre les mains de l'opposition de gauche.

Mais ce sont maintenant — nous venons de le voir — des revues pacifistes bourgeoises qui n'hésitent pas à défendre Staline comme « président des destinées de l'U.R.S.S. », et même, comble de l'inconséquence, comme protagoniste du collectivisme intégral.

La Vérité, 21 novembre 1930.

*

*

*

« LA QUATRIEME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S. », DE L. TROTSKY

Notre rupture avec l'Internationale stalinienne a posé au premier plan de nos préoccupations la question de notre attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. C'est à résoudre cette question que s'applique la nouvelle brochure du camarade Trotsky.

Trotsky explique d'abord *comment* se pose la question. Nous rompons avec l'I.C. sans espoir de la redresser. Cela veut-il dire que nous considérons *l'Etat ouvrier* comme liquidé ? Non, car « si les méthodes de la bureaucratie stalinienne sont de la même espèce dans tous les domaines, des résultats objectifs de ces méthodes dépendent les conditions extérieures ou, dans le langage de la mécanique, de la résistance des matériaux ». La Révolution d'Octobre offre une résistance autrement puissante que l'Internationale Communiste.

D'autre part, quand et comment les bases du pouvoir prolétarien auraient-elles été liquidées ? « La thèse marxiste du caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir des mains d'une classe aux mains d'une autre ne se rapporte pas seulement aux périodes révolutionnaires..., mais aussi aux périodes de contre-révolution, quand la société recule. »

Pour expliquer que l'Etat prolétarien s'est transformé en un Etat bureaucratique-capitaliste, certains critiques proches de l'austro-marxisme parlent de dictature de la bureaucratie sur le prolétariat, de constitution en U.R.S.S. d'une forme nouvelle de « capitalisme d'Etat » ; en un mot ils identifient la bureaucratie à une classe dirigeante exploitant le prolé-

riat d'une façon plus perfectionnée que la bourgeoisie capitaliste, au moyen d'un appareil économique et politique entièrement centralisé.

Les chapitres suivants sont consacrés à réfuter ces théories qui traînent un peu partout depuis plusieurs années, chez Otto Bauer, chez Laurat-Souvarine, chez Urbahns, etc... « Les difficultés terribles de l'édification socialiste dans un pays isolé et arriéré, écrit Trotsky, jointes à la politique fausse de la direction qui, elle aussi, reflète en fin de compte la pression du retard et de l'isolement, ont abouti à ce que la bureaucratie a exproprié le prolétariat politiquement pour sauvegarder par ses propres méthodes les conquêtes sociales de celui-ci... Tant que les formes de propriété créées par la Révolution d'Octobre ne seront pas renversées, la classe dominante reste le prolétariat. »

En réalité, les critiques en question se font de la dictature du prolétariat une idée pure, une « catégorie » comme disait le philosophe Kant. Et bien entendu ils ne trouvent jamais dans la réalité quelque chose qui « colle » avec leurs idées. De leur point de vue, ni la Commune de Paris, ni la Révolution d'Octobre même dans les premières années, ne pourraient être considérées comme la dictature prolétarienne. Ajoutons d'ailleurs qu'en ce qui concerne la Révolution d'Octobre, cela a été expressément affirmé par Souvarine dans *Le Travailleur* de Belfort. On s'aperçut ainsi que les purs critiques communistes-démocrates avaient rapidement comblé le fossé théorique qui les séparait d'Otto Bauer, voire de Kautsky.

En passant, Trotsky met excellemment à nu le sens du travail de liquidation des « communistes-démocrates » qui prétendent reformer un parti communiste, mais en révisant de fond en comble la doctrine révolutionnaire de Marx et de Lénine.

« Extrêmement curieuse, d'un point de vue de laboratoire et non politique, est la secte parisienne des « communistes-démocrates » (Souvarine et Cie). Leur nom même contient déjà la rupture avec le marxisme. Dans la *Critique du Programme de Gotha* Marx rejetait le nom de social-démocrate, vu qu'il place la lutte socialiste révolutionnaire sous le contrôle formel de la démocratie. Il est absolument évident que les « communistes démocrates » ne se distinguent pas principiellement des « socialistes démocrates », c'est-à-dire des social-démocrates. Entre le socialisme et le communisme, il

n'y a pas de cloison stable. La chute commence au moment où le socialisme et le communisme, en tant que mouvement ou en tant qu'Etat, ne se subordonnent pas à la marche réelle de la lutte de classes, aux conditions matérielles du processus historique, mais à l'abstraction supra-sociale et supra-historique de la « démocratie » qui est en fait un instrument d'auto-défense de la bourgeoisie contre la dictature prolétarienne. Si l'on pouvait, à l'époque du programme de Gotha, voir dans le mot *social-démocratie* seulement un nom inexact, non scientifique, pour un parti prolétarien sain dans son esprit, toute l'histoire ultérieure de la démocratie bourgeoise et « sociale » fait du drapeau du « communisme (?) démocratique » le drapeau d'une trahison directe de classe. »

Une autre variété de critique, celle d'Urbahns, affirme que l'Etat soviétique serait un « capitalisme d'Etat », dernière forme d'auto-défense du régime bourgeois, tel qu'on le voit en Italie, en Allemagne ou aux Etats-Unis. Trotsky écarte cette confusion enfantine en rappelant avec précision et en analysant avec minutie ce que signifiait le « capitalisme d'Etat » pour les marxistes avant-guerre, et dans quel sens et quelles limites Lénine utilisa l'expression. Il conclut :

« Par capitalisme d'Etat, dans le sens strict du mot, il faut comprendre la direction par l'Etat bourgeois d'entreprises industrielles et autres pour son propre compte, ou l'immixion « régularisante » de l'Etat bourgeois dans le travail des entreprises capitalistes privées. Par capitalisme d'Etat « entre guillemets » Lénine comprenait le contrôle de l'Etat prolétarien sur les entreprises et les rapports capitalistes privés. Pas une seule de ces définitions ne peut s'appliquer à l'Etat soviétique actuel. »

Enfin, Trotsky examine la théorie « plus compliquée, plus mesurée, mais pas plus sérieuse » du social-démocrate Laurat. On connaît en France cette théorie exposée par Laurat dans un livre sur *l'Economie soviétique*, qui trouve un écho dans de petits clans où l'on révisé le « bolchevisme » faute d'autre occupation.

Il rappelle qu'il s'agit de vieilles idées, défendues en leur temps par Makhaïsky, puis Miasnikov, selon lesquelles la bureaucratie soviétique, classe exploiteuse, s'approprie à l'échelle nationale la plus-value extorquée au prolétariat.

Selon la théorie de Laurat, qui n'est du reste que la synthèse pédante d'idées courantes chez les faux savants de l'austro-marxisme, la bureaucratie représente en U.R.S.S. une

classe bien définie qui *exploite* le prolétariat précisément comme le faisait avant elle la bourgeoisie.

Mais Trotsky réplique justement que la bureaucratie du parti bolchevik et de l'Etat soviétique représente un « parasite », une catégorie qui se différencie de la classe prolétarienne dont elle est issue, mais qui dans l'ensemble vit et meurt avec le prolétariat. « Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple (et c'est ce que fait, sous des formes diverses, toute bureaucratie) nous avons affaire non pas à une *exploitation de classe*, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, fut-ce sur une très grande échelle. » C'est l'évidence, si toutefois l'on s'en tient à la conception marxiste, car les classes sont des catégories sociales ayant économiquement des racines et une existence indépendantes dans le domaine de la production.

Déjà dans un article publié par *La lutte de Classes* (n° 23, juillet 1930) Trotsky disait : « Du point de vue marxiste il est clair que la bureaucratie soviétique ne peut se transformer en une nouvelle classe dirigeante. Son adaptation et l'augmentation de son rôle social en tant que commandement mène inmanquablement à une crise de la dictature qui ne pourra se résoudre que par une renaissance de la révolution sur des bases plus élevées ou par une restauration de la société bourgeoise. »

Enfin, les perspectives du développement économique et social de l'U.R.S.S. tranchent décisivement la question. Si le développement se faisait dans le sens d'un essor, les bases de la domination bureaucratique se trouveraient sapées grâce au renforcement du nombre et de la cohésion des ouvriers, grâce à l'émancipation des couches paysannes arriérées.

Si, au contraire, le développement ultérieur amène un arrêt de l'essor et une crise catastrophique, il devient clair que la bureaucratie en serait la première victime. *Pour remplacer l'Etat ouvrier viendraient des rapports non pas social-bureaucratiques », mais capitalistes.*

Après avoir examiné les voies possibles de la contre-révolution, Trotsky examine si l'élimination « pacifique » de la bureaucratie est possible. Par la voie des Congrès du Parti et des Soviets, il n'en n'est pas question. Depuis 1927, la voix du parti est étouffée. Seule *la force* peut obliger la bureaucratie à remettre le pouvoir aux mains du prolétariat. Il ne s'agit pas ici d'une insurrection qui transfère le pouvoir d'une classe à l'autre, mais d'une action rendue indispensable par

le régime « bonapartiste » de Staline. Et bien entendu seul un *parti*, un nouveau parti communiste, peut réaliser cette tâche.

D'autre part le sauvetage de la Révolution d'Octobre dépend du processus révolutionnaire international. C'est pourquoi le rôle de la nouvelle Internationale — la quatrième — devient décisif. Le rôle dirigeant du parti bolchevik dans la lutte révolutionnaire mondiale est perdu. Celui des bolchevik-léninistes russes ne peut s'exercer à l'échelle mondiale étant donné les conditions absolument particulières de leur situation et de leur travail. C'est pourquoi c'est en Occident que passe le centre de gravité révolutionnaire. *Aujourd'hui, l'ébranlement de l'équilibre bureaucratique en U.R.S.S. tournerait presque à coup sûr à l'avantage des forces contre-révolutionnaires ; avec l'existence d'une Internationale véritablement révolutionnaire, la crise inévitable du régime staliniste ouvrira la possibilité de la régénération de l'U.R.S.S.*

Telle est la conclusion politique de la brochure. Les nécessités de la lutte révolutionnaire internationale, y compris la défense et la régénération de l'Union Soviétique, se traduisent en une formule simple : rupture avec l'Internationale Communiste opportuniste « barbussianisée », et construction de la Quatrième Internationale !

Tel est en résumé le contenu de cette brochure, qui doit être largement répandue, que chaque prolétaire conscient doit étudier. Depuis longtemps rôdaient autour de cette question de la nature de classe de l'U.R.S.S. tous les liquidateurs, petits et grands, pour qui le visage décrépit de la démocratie petite-bourgeoise offre plus d'attraits que la lutte pour la défense de la Révolution d'Octobre. Ils ont mis une croix sur l'U.R.S.S. et... ils attendent.

Dans le passé, l'Opposition de gauche s'est prononcée sans équivoque contre ces liquidateurs du type Souvarine-Monatte, dont la descendance alimente les colonnes du *Travailleur*. Treint, sorti de la Ligue Communiste, s'est aussi perdu dans cette question, et il n'y a pas jusqu'à certains des démissionnaires de la Ligue qui ne se soient libérés de la discipline communiste rien que pour passer dans le camp des liquidateurs.

La brochure de Trotsky vient leur donner une réplique bien sentie. Il y a peu de chances qu'ils soient capables d'y répondre.

La Vérité, n^{os} 178 et 179, 3 et 10 novembre 1933.

LA SITUATION EN U.R.S.S.

*Rapport adopté par le III^e Congrès
du Parti Ouvrier Internationaliste,
novembre 1937*

Extraits

4. La vague de *terreur* contre-révolutionnaire que la bureaucratie fait déferler sur les chemins de fer, usines et champs, en fusillant par centaines les ouvriers et fonctionnaires récalcitrants, est la conséquence de la nouvelle Constitution et de l'espérance qu'elle ouvre à une série de couches sociales derrière lesquelles se tient aux aguets le capitalisme mondial. La bureaucratie, écuyer de cette restauration, risque cependant de ne pas monter elle-même en selle. C'est cela qui révèle la fonction contradictoire et ambiguë de la bureaucratie soviétique, qui sape elle-même les fondements de son existence : la propriété étatique-collective du sol, des moyens de production de la grande industrie, des habitations et du commerce.

Malgré les progrès de la contre-révolution depuis un an, il reste toujours vrai et *d'une importance décisive* que « les rapports sociaux de l'U.R.S.S., *y compris les privilèges de l'aristocratie* soviétique, s'appuient en fin de compte sur la propriété étatique et kolkhozienne acquise par l'expropriation de la bourgeoisie, qui, à la différence de la propriété capitaliste, ouvre la possibilité d'une croissance de l'économie et de la culture ».

La bureaucratie a fait voter une Constitution nouvelle, qui garantit une série de ses privilèges, elle a assassiné presque tous les anciens dirigeants bolcheviks, dont la fidélité lui était suspecte ; elle a donné à la diplomatie de la Société des Nations des garanties inouïes : malgré tout cela, elle reste liée, non seulement par ses origines, mais aussi par son mode de fonctionnement, de recrutement, de reproduction, de consommation actuels, aux cadres de la propriété définis au moment de la Révolution d'Octobre.

Ces cadres peuvent disparaître par la voie « froide », au cours d'une guerre, ou par un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Ils peuvent aussi redevenir la base d'une économie progressant sur la voie socialiste, avec l'aide du prolétariat euro-

péen, vers l'égalité. Mais n'importe quel pronostic ne dispense pas de se fonder des deux pieds dans la réalité.

5. Etant donné la différence fondamentale qui existe entre l'industrie étatique de l'U.R.S.S. et le capitalisme de monopoles dans le système de l'impérialisme, il est évident que pour revenir au capitalisme privé dans les branches fondamentales de la production, il faudra aussi *que la bureaucratie se décompose* : on verrait alors surgir en U.R.S.S. des classes sociales, qui, par tout leur mode d'existence économique, seraient les frères de sang de la bourgeoisie, et même du fascisme européen.

Il s'agit là de tendances qui sont encore loin d'être pleinement épanouies et qui sont précédées par les progrès contre-révolutionnaires dans le domaine de la consommation et de la distribution. Comme l'indiquent les thèses :

« Tout Etat ouvrier conservera, pour élever les forces productives, dans les premiers temps, le système du salaire, ou comme s'exprimait Marx « les normes bourgeoises de répartition ». La question est tranchée, pourtant, par la direction générale du développement... Avec l'isolement et le retard du pays soviétique les normes bourgeoises de répartition ont pris un caractère grossier et outrageant (différenciation monstrueuse des salaires, primes, avancements, décorations, etc.) et ont engendré des tendances restauratrices qui menacent le système étatique de propriété. »

Dans l'année écoulée, tous les indices montrent une aggravation de cette tendance, qui s'étend à l'agriculture aussi bien qu'à l'industrie. Le moment vient où la persistance de cette tendance, la consolidation des résultats acquis par les privilégiés, menace à son tour les formes de la propriété.

La tête de la bureaucratie a massacré toute une couche de dirigeants anciens, et continue à décimer les rangs de ses anciens membres : pour cela elle est en pleine crise. Ces épurations, en rétrécissant sa base, ne lui assurent pas plus de stabilité. Au contraire : les crises les plus profondes sont encore pour elles dans l'avenir, en liaison avec le réveil du prolétariat et les progrès de la contre-révolution capitaliste.

Nous jetterons maintenant un coup d'œil sur les diverses catégories d'objections qui sont faites à la position du parti par une série de camarades.

L'Etat ouvrier et le capitalisme d'Etat.

6. Première objection (ou plutôt affirmation) : « L'U.R.S.S. n'est pas, ou n'est plus, un Etat ouvrier, mais un Capitalisme d'Etat, semblable à celui des Etats fascistes, où la propriété collective de la bureaucratie remplace la propriété capitaliste avec des effets analogues dans l'exploitation de la classe ouvrière : la plus-value y est soustraite au profit des privilégiés, comme ailleurs. »

D'abord, notre résolution de juillet s'exprime ainsi :

« L'U.R.S.S. est-elle un Etat ouvrier ? L'U.R.S.S. est un Etat qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne et qui est dirigé par une bureaucratie dans l'intérêt des nouvelles couches privilégiées. L'U.R.S.S. peut être appelée un Etat ouvrier dans le même sens, à peu près — malgré l'énorme différence des échelles — qu'un syndicat dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire par des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. »

Nous pouvons admettre que l'étiquette « Etat ouvrier » laisse imaginer une société où le prolétariat non seulement a refoulé les formes les plus fondamentales du capitalisme, mais où il domine politiquement sans conteste. En ce sens elle peut prêter à confusion. C'est d'ailleurs une formulation que Lénine critiquait déjà en 1921, non sans raison.

D'abord, l'Etat, disait-il (à propos de la discussion sur les syndicats) n'est pas ouvrier : il est ouvrier et paysan. Ensuite, c'est plutôt un Etat bureaucratique dominé par le prolétariat. Lénine voulait dire, à cette époque, que le prolétariat dirigeait en alliance avec une paysannerie encore morcelée et entièrement arriérée ; et que l'appareil étatique était tout plein de la routine petite bourgeoise héritée du régime précédent.

En 1937, l'Etat est bureaucratique *dans un nouveau sens*, car il s'agit surtout d'un appareil né de la nouvelle croissance industrielle et paysanne, après une période où la paysannerie a fait un bond sérieux en avant.

7. C'est pourquoi la formulation de nos thèses est prudente. L'analogie avec un syndicat ouvrier est parfaitement justifiée, autant que les analogies sont en général utilisables en politique. L'expression « d'*aristocratie ouvrière* » est contradictoire en apparence dans les termes, mais l'aristocratie ouvrière est une réalité bien vivante. Lénine, à la suite

d'Engels, parlait de « *parti ouvrier-bourgeois* » à propos du Labour Party : l'antinomie dans les mots est encore plus criante : elle désignait cependant avec assez de justesse la fonction de la bureaucratie réformiste dans le mouvement ouvrier. L'Etat soviétique est aujourd'hui ouvrier et bureaucratique. La combinaison historique nouvelle qu'il représente ne se laisse pas facilement réduire aux étiquettes déjà connues. Cela ne diminue pas d'un iota la nécessité de formuler une analyse qui soit fondée sur les faits.

8. Oui, mais, et le *capitalisme d'Etat* ?

Cette question a été déjà maintes fois éclaircie. Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette expression a été utilisée par les communistes pour faciliter la compréhension du régime social et économique de l'U.R.S.S. En 1922, par exemple, Lénine écrivait : « Notre tâche, c'est d'étudier à fond le capitalisme d'Etat des Allemands, de l'adopter, sans craindre les procédés dictatoriaux qui pourraient accélérer son adoption ».

Evidemment, il entendait par là que le développement social et économique de la Russie devait passer avant tout par la centralisation, l'élévation du niveau technique, la productivité croissante, selon un plan. Car, ajoutait-il, « le rendement, c'est en fin de compte ce qu'il y a de plus important pour la victoire du nouveau régime social. Le capitalisme a obtenu un rendement de travail qu'ignorait l'économie féodale. Le capitalisme pourra être définitivement vaincu si le socialisme obtient un rendement beaucoup plus élevé ».

Mais l'étatisme capitaliste a pour but de venir en aide à la propriété privée menacée (et en particulier aux grandes industries et à la propriété foncière). En U.R.S.S., c'est la propriété elle-même qui est étatique, collective. Assimiler les deux formes conduit au rapprochement du régime fasciste et du régime stalinien : c'est tout simplement répéter les accusations anciennes des libéraux et démocrates de tout poil pour qui la dictature blanche de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne sont les deux faces du même système.

Mais, nous demande-t-on, quelle différence y a-t-il entre la propriété privée et la propriété collective, si seule une bureaucratie peut profiter de celle-ci ? Il n'y aurait qu'une différence de degré entre la propriété privée capitaliste et la gigantesque propriété « privée » de la bureaucratie.

*La propriété collective
et la production de la plus-value*

9. Dans une analyse de la *Philosophie de l'Etat* de Hegel Marx avait écrit : « La bureaucratie est l'Etat imaginaire à côté de l'Etat réel, le spiritualisme de l'Etat. Toute chose a donc deux significations, l'une réelle, l'autre bureaucratique... Mais l'être réel est traité d'après son être bureaucratique, d'après son être irréel, spirituel. La bureaucratie tient en sa possession l'être de l'Etat, l'être spirituel de la société. C'est sa propriété privée ».

Il va de soi qu'ici l'expression « propriété privée » est prise au sens symbolique, et n'est point propre à une forme particulière de bureaucratie, encore que Marx se référât à travers Hegel à la bureaucratie prussienne. Il s'agit des rapports qui s'établissent en principe entre l'Etat et la bureaucratie. Sous tous les régimes non-socialistes, la bureaucratie, l'armée des fonctionnaires, a tendance à se considérer comme l'incarnation de l'Etat au-dessus des classes. Dans ce sens aussi, Rakovsky et Trotsky ont pu employer l'expression. Mais nullement dans le sens pratique et défini d'une propriété particulière, c'est-à-dire d'un droit de libre disposition.

Qu'elle ait ou non des titres de propriété (et elle n'en a pas), la bureaucratie ne peut disposer (répartir) librement ni d'un capital accumulé, ni de la plus-value produite. Il ne s'agit pas pour elle d'une propriété capitaliste privée même à l'échelle de monopoles d'Etat.

10. S'agit-il alors d'une forme « nouvelle » de propriété, de rapports établis historiquement sur la base de l'appropriation collective, mais au bénéfice d'une classe particulière, la bureaucratie ? Dans ce cas, il faudrait admettre que la bureaucratie jouit du système *comme une classe capitaliste*, parce qu'elle s'approprierait la plus-value *comme une entreprise capitaliste*.

Réponse : l'histoire démontre que le phénomène de la production et de l'appropriation de la plus-value n'est pas propre et limité au capitalisme libéral ou au monopole privé. La rente foncière et la plus-value, qui existaient à l'époque du féodalisme, ont pris tout leur sens avec l'économie marchande puis le développement industriel. Elles continuent à exister en U.R.S.S., malgré les dénégations de Staline, Boukharine et leur école. Seulement, *elles sont nationalisées* ; et

là gît une *différence essentielle*. Si l'on veut éclaircir la nature de la société soviétique actuelle, c'est aussi de ce côté qu'il faut éviter des erreurs.

Marx écrivait dans *le Capital* que la forme de la production de la plus-value déterminait avant tout l'essence d'un régime social : « La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs immédiats détermine le rapport de dépendance entre maîtres et non-maîtres, tel qu'il découle directement de la production même, et à son tour réagit sur elle. C'est d'ailleurs la base sur laquelle repose toute la structure de la communauté économique et des conditions mêmes de la production et donc en même temps la forme politique spécifique » (1).

La rente foncière est toujours produite par les kolkhozes, ainsi que la plus-value dans les usines. En U.R.S.S. aussi la plus-value recèle le profit, la rente, etc... de même que les entreprises y versent des salaires. Cependant, le fond des salaires, comme le profit et la rente foncière, sont centralisés dans le budget général de l'Etat, directement ou indirectement. L'Etat concentre le revenu national entre ses mains, et cela suppose l'élimination de la grande propriété privée (2).

(1) Marx développe encore (*Le Capital*, III, 2^e Part. Ch. 37) : « C'est toujours le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats — rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé dans le développement des modalités de travail et donc de sa productivité sociale — c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social, et par conséquent aussi la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot de toute la forme spécifique de l'Etat. Cela n'empêche pas que la même base économique — la même, entendons-nous, quant aux conditions principales —, peut, sous l'influence de diverses conditions empiriques, de données historiques agissant du dehors, conditions naturelles, différences de race, etc... présenter, quant à sa manifestation, des variations et des gradations infinies, dont la compréhension n'est possible que par l'analyse de ces circonstances empiriques données. »

(2) Un exemple. Voici comment la rente foncière retourne à l'Etat. La répartition des produits et de l'argent dans un kolkhose se fait « suivant des règlements dictés par le gouvernement. Tout d'abord, un prélèvement est effectué au profit de l'Etat, prélèvement dont l'importance varie suivant la fertilité de la région, et qui atteint jusqu'à 41 % de la récolte. Puis il est déduit 2 à 3 % pour les dépenses administratives, et 13 à 25 % pour l'amortissement des tracteurs et machines agricoles, enfin 10,5 % pour le fonds de réserve. Le reste est réparti entre les travailleurs, au prorata de la quantité et de la qualité du travail effectué par eux ». (Berline, *l'Évolution économique et sociale de l'URSS*).

Les staliniens répètent que la plus-value n'existe plus en U.R.S.S. puisque « les usines appartiennent aux ouvriers ». Mais à cette absurdité il est inutile d'opposer une absurdité aussi grande : à savoir que la plus-value y est produite et répartie comme dans le système capitaliste, et que par conséquent les rapports entre « maîtres et non-maîtres », selon l'expression de Marx, y sont semblables. En réalité, la forme spécifique de l'appropriation d'une partie du surtravail non payé lui confère le rôle et la fonction d'une caste semi-parasitaire, et chez certaines de ses couches, la tendance directe à frayer la voie à des propriétaires.

La différenciation extrême des salaires, phénomène frappant et plein de signification, n'épuise cependant pas la question du « secret intime », du « fondement caché de tout l'édifice social ». Ce secret de l'état transitoire de l'U.R.S.S. et des contradictions nouvelles qu'il recèle est révélé si l'on ne perd pas de vue le sens réel des nationalisations, et si l'on ne masque pas leur caractère véritable par des analogies superficielles avec l'étatisme fasciste de Mussolini ou de Hitler.

Les problèmes du développement de l'U.R.S.S. sont constamment posés en termes nouveaux. Notre tâche est de ne rien négliger pour les élucider, mais c'est sur les conséquences politiques de notre appréciation qu'il faut écarter le plus résolument les équivoques.

Révolution politique ou sociale ?

Quel est le programme de la nouvelle révolution soviétique ? Les thèses de juillet déclaraient :

« Si, pour le retour de l'U.R.S.S. au capitalisme est nécessaire une contre-révolution sociale, c'est-à-dire le renversement de la propriété étatique des moyens de production et du sol, de même que la réintroduction de la propriété privée — pour la marche au socialisme il faut une révolution politique, c'est-à-dire le renversement violent de la domination politique de la bureaucratie dégénérée, évidemment avec le maintien des rapports de propriété établis par la Révolution d'Octobre. S'appuyant sur les masses travailleuses du pays et sur le mouvement révolutionnaire du monde entier, l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S. devra renverser la bureaucratie par

la force, régénérer la démocratie soviétique, liquider les privilèges monstrueux et assurer un développement réel vers l'égalité socialiste. »

Trotsky écrit : « La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales ; mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique ».

A cela les ultra-gauches opposent qu'on ne peut séparer la révolution *politique* de la révolution *sociale*, toute révolution politique ayant inévitablement un contenu social. Ils parlent de la prochaine révolution russe comme d'un nouvel *Octobre*.

L'image sonne bien, mais elle est dépourvue de signification scientifique. Le problème de *l'expropriation de la bureaucratie* ne peut se résoudre que par un programme déterminé. Quel programme les ultra-gauches nous proposent-ils ? Le défaitisme... Un tel infantilisme ne permet même pas d'aborder la question. Nous ne prétendons pas nous substituer à l'avant-garde bolchevik en U.R.S.S. et à son expérience réelle, dans les circonstances terribles de son existence, pour déterminer une tactique et un programme complet. L'élaboration du programme va de pair avec la lutte de classes elle-même et la liberté d'action du parti ouvrier. Cette liberté fait défaut en U.R.S.S. Cependant, la IV^e Internationale et Trotsky ont indiqué l'orientation de la « seconde révolution, contre l'absolutisme bureaucratique ».

Il s'agit avant tout de « régénérer la démocratie soviétique, de liquider les privilèges monstrueux et assurer un développement réel vers l'égalité socialiste ». Il faudra « changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle », « rétablir le droit de critique et une liberté électorale authentique », ce qui implique « la liberté des partis soviétiques et la renaissance des syndicats ». On voit ainsi que la révolution politique nécessaire, si elle se remplit inévitablement d'un contenu social, n'est pas cependant obligée de s'attaquer aux formes fondamentales des rapports de propriété et de production. Aucun courant du mouvement ouvrier russe et international n'a proposé autre chose. Ceux pour qui l'U.R.S.S. est rentrée dans l'orbite de l'impérialisme mondial, pour lesquels rien n'est à défendre dans son système, n'ont même pas essayé d'aborder la question de la dépossession des soi-disant nouveaux « propriétaires privés », les bureaucrates. *Quatrième Internationale*, numéro spécial, juin 1938.

EASTMAN, ROOSEVELT ET STALINE

Déjà à la veille de la guerre Eastman s'est signalé par un retour aux institutions américaines, et même à la « pensée » américaine. Il ne faut pas s'étonner de le voir leur apporter de nouveau son soutien au moment où s'esquisse une tension entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Son article du mois de juillet (1943) dans le *Readers Digest* est une nouvelle tentative de valoriser la soi-disant démocratie américaine comme principe d'explication de cette guerre, et du même coup de jeter la confusion sur les problèmes qui viennent au premier plan de la phase terminale de la guerre.

Les Etats-Unis sont pour le moment les alliés de l'U.R.S.S. et les ennemis de l'Allemagne et du Japon. Eastman soutient cette attitude vis-à-vis de l'Allemagne, demande que l'U.R.S.S. attaque le Japon, et paraît désirer une rupture entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Qu'est-ce que cela peut signifier ? Qu'il désire que les Etats-Unis, après avoir enchaîné la Grande-Bretagne à leur char, s'attaquent au monde entier ? Il est possible que la logique des événements entraîne successivement l'impérialisme américain dans cette voie. Mais c'est précisément la voie de l'impérialisme. A s'en tenir à ces lignes très générales, il faut convenir qu'Eastman couvre sans beaucoup de pudeur la politique des éléments les plus « expansionnistes » des U.S.A. Ce n'est pas impunément qu'on peut faire passer Roosevelt pour un « démocrate ».

Eastman est retombé dans la vieille opposition entre les régimes démocratiques et les régimes « tyranniques ». Il trouve que l'idéalisme de l'U.R.S.S. « devient un grand danger pour l'existence des institutions démocratiques des Etats-Unis », et que sans une critique adéquate du régime russe, « c'est la démocratie des Etats-Unis qui va disparaître ». Mais Eastman établit ici une liaison frauduleuse. Pour le moment, les destinées de la démocratie aux Etats-Unis ne sont pas liées à l'évolution du régime intérieur de la Russie, mais à la capacité de la classe travailleuse des Etats-Unis de la conquérir sous une forme réelle, et le premier pas à faire pour cela consiste à mettre clairement au jour les objectifs impérialistes de la classe dirigeante américaine dans cette guerre. Eastman pourrait trouver là un large emploi de son activité littéraire, et tout à fait indépendamment de ce qu'il dit de la Russie. En outre, ces destinées dépendent de l'issue de la guerre sur le front oriental.

Même si l'on admettait que sa définition de la Russie fut juste, il est bien évident qu'elle ne suffirait pas à conférer à Wall Street, à Stettinius et au Comité Prêt et Baïl un brevet de démocratie. Il ne suffit pas que Staline mérite la critique pour que Roosevelt devienne prophète. Et pourtant c'est presque le rôle que Eastman reconnaît au Président des Etats-Unis. Il le loue d'avoir proclamé en 1940 que « l'U.R.S.S. est une dictature plus absolue qu'aucune autre au monde ». Il confirme dans l'état d'esprit des Américains la croyance aux définitions de Roosevelt. Pourtant, cette définition ne valait pas cher : elle prétendait seulement indiquer que le régime russe était plus dictatorial que le régime allemand des nazis, au moment où Staline et Ribbentrop avaient scellé un pacte d'amitié. Mais ce qui est advenu de ce pacte, on le sait : les deux pays « plus dictatoriaux l'un que l'autre » se sont pris à la gorge le 22 juin 1941, pour un combat encore en cours et qui ne restera évidemment pas sans répercussions sur l'évolution de la démocratie aux U.S.A., pourvu que les travailleurs veuillent aussi dire leur mot.

L'insistance avec laquelle Eastman prône les institutions démocratiques américaines crée un véritable malaise. Il parle de la démocratie américaine, au moment où elle revêt sa figure la plus hideuse, exactement comme la bourgeoisie française parlait des principes de 89 avant l'armistice de juin 1940. Pourtant, cette démocratie usurière qui suppute à l'issue de la guerre des bénéfices comme aucun pays au monde n'a pu en espérer après la plus triomphante victoire, est bien obligée de se mettre à l'école du fascisme. La guerre moderne suppose en général une discipline, une concentration des efforts et une domination des tendances centrifuges, tout à fait exceptionnelles. Dans la deuxième guerre impérialiste mondiale, ces conditions se sont montrées plus exigeantes que jamais. La dictature militaire s'est imposée sans partage à tous les belligérants. Des traits du fascisme se sont ainsi imprimés sur le visage de la démocratie bourgeois. Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène nouveau depuis cette guerre ; mais c'est une question de plus ou de moins. Actuellement, le plus l'emporte. Les Etats-Unis ne sont peut-être pas une « dictature plus absolue qu'aucune autre au monde », mais ils sont en bonne voie de le devenir. Il est vrai que l'Amérique connaît encore l'activité de partis antagonistes, que des grèves et des campagnes politiques s'y déroulent, que la stratégie militaire y est discutée plus ouvertement qu'en Europe.

Mais cela signifie seulement que la résistance des travailleurs y trouve encore un terrain quelque peu favorable, que la lutte entre les classes connaît encore des formes para-légales (comme d'ailleurs en Angleterre), c'est-à-dire aussi que la formidable richesse et les perspectives inouïes de pillages des Etats-Unis autorise cette semi-liberté, cette liberté enchaînée. Ce qui subsiste de démocratie dans le régime américain doit être chaque jour défendu par l'ouvrier, le paysan et le soldat américain ; avec quel succès, c'est une autre affaire. En tout cas, ce n'est pas là un don de Roosevelt, et surtout ce n'est pas un don pour l'étranger.

Comment Eastman juge-t-il le régime politique instauré par les U.S.A. en Afrique du Nord ? Comment apprécie-t-il la démocratie rapace des Morgan vis-à-vis des chemins de fer, bases aériennes et mines marocaines ? Que dit-il de l'A.M.G.O.T. et des administrations militaires américaines dans le bassin méditerranéen ? Voit-il là quelques reflets de la Liberté qui éclaire le monde dans le port de New York ? Nous n'en savons rien, car il ne souffle mot là-dessus. Néanmoins nous voyons qu'il affirme que les Américains sont démocrates « parce qu'ils se sont révoltés contre les Anglais et qu'ils ont conquis leur liberté ». Cela est exact. Mais c'était pour conquérir au régime capitaliste et à la civilisation occidentale des territoires nouveaux ; cela se passait à la fin du XVIII^e siècle. Aujourd'hui, la classe dirigeante américaine se sert de la puissance acquise pour tenter de se soumettre les grands marchés mondiaux. C'est pour cela qu'il leur fallait écarter le néo-impérialisme allemand et domestiquer l'Angleterre. Avec cette perspective, l'Amérique se soucie peu des droits démocratiques des Marocains, des Tunisiens, des Siciliens, des Sardes ou des Italiens — et demain des autres peuples d'Europe. *Elle n'ignore pas non plus que si un conflit doit un jour l'opposer à l'U.R.S.S.* (en admettant que l'Allemagne ait été mise hors de combat) *le prétexte et la cause profonde n'en seront pas une rivalité économique classique, mais se trouveront dans la situation faite à la classe ouvrière européenne et mondiale.* Voilà ce que les démocrates américains avertis, s'il en existe, ne devraient pas perdre de vue.

L'Europe connaît actuellement une gestation de forces nouvelles. Il est clair qu'à travers un renouveau national, une paupérisation et une centrifugation effrénée de la population ouvrière et de ses soldats, l'usure de son appareil de produc-

tion et de ses stocks vitaux de toute nature, la ruine financière, l'ébranlement et la démoralisation de ses classes et castes dirigeantes — en Allemagne comme dans les autres pays, et comme cela s'est déjà manifesté en Italie entre le 25 juillet et la fin août 1943 — se poseront des problèmes qui dépassent infiniment les cadres de la démocratie du général Eisenhower. Ces problèmes seront ceux du socialisme. Les peuples européens se convainquent peu à peu de cette vérité. C'est pourquoi les menaces des dirigeants américains envers leurs alliés ont aussi cette signification : qu'ils ne toléreraient pas que la défaite militaire de l'Allemagne fût le signe d'une nouvelle avance socialiste des travailleurs européens.

Et c'est pourquoi, lorsque Eastman attaque les principes de la Révolution d'Octobre au nom de la démocratie américaine, la raillerie paraît encore plus amère. Où donc pourtant les peuples d'Europe (et du monde), jetés une fois de plus dans une guerre impitoyable par le mécanisme même qui fait vivre la démocratie américaine, trouveraient-ils des exemples ? Eastman estime que le 7 novembre 1917 les bolcheviks ont renversé « le seul gouvernement démocratique que la Russie ait jamais connu ». Voilà au moins une affirmation qui montre clairement à qui il en a. Ce n'est pas à Staline, c'est à Lénine. Il reprend les vieilles fables bourgeoises sur la Révolution d'Octobre. Kérénsky et Kornilov, partenaires de Lloyd George, de Briand et autres, partisans de la continuation de la guerre au profit de l'impérialisme russe, adversaires de la paix immédiate, de la remise des terres aux paysans, du contrôle populaire sur la production et les échanges, etc... voilà le « seul gouvernement démocratique que la Russie ait jamais connu ». Comment alors faut-il qualifier la volonté des masses s'exprimant à travers leurs soviets ? volonté exprimée sans équivoque à la veille d'Octobre ? C'est probablement ce qu'Eastman appelle une « tyrannie ».

Après cela, les attaques d'Eastman contre la politique actuelle des dirigeants russes prennent leur vraie figure. Elles visent : 1) les méthodes de propagande, 2) les méthodes de conduite de la guerre, 3) les objectifs internationaux de la politique russe. Il est évident que la troisième question prime les deux autres, car la politique internationale de la Russie dans la guerre sert précisément à déterminer l'un des aspects fondamentaux de la guerre. Lorsqu'Eastman, après les dirigeants américains, met en cause la duplicité et l'obscurité

(*obscurité* est le terme diplomatique) de la politique internationale russe, il suppose que la politique anglo-saxonne est, quant à elle, loyale et claire. En quoi consiste la loyauté de Churchill ou de Roosevelt, c'est probablement affaire entre eux et leurs principes bibliques. Mais quant à la clarté de leur politique, c'est tout autre chose. Formellement, la Charte de l'Atlantique a défini les buts de guerre des alliés. Mais cette définition, déjà vieille, n'a aucun contenu concret, c'est un recueil de principes éculés. Si l'on s'en tient aux faits et aux tendances profondes et non aux placards publicitaires, la politique des anglo-saxons et tout particulièrement de l'impérialisme yankee, consiste à briser l'hégémonie allemande en Europe parce qu'elle risque de devenir par cet intermédiaire une hégémonie allemande quasi mondiale. Hégémonie signifie ici maîtrise des sources d'énergie, des forces productives matérielles et humaines et des marchés. Or, dans le régime capitaliste, il faut bien qu'une hégémonie soit remplacée par une autre. Celle de l'Allemagne devrait être remplacée par celle des Etats-Unis. Dans ce sens on peut donc dire que la seconde guerre mondiale reproduit le cycle de la première (et par parenthèse on voit aussi par là que l'Eastman de 1943 n'est plus l'Eastman de 1917).

Mais il y a tout de même quelque chose qui différencie fondamentalement cette guerre de la précédente, même si l'on s'en tient à l'apparence nationale des conflits. Ce n'est pas le changement intervenu dans les rapports de force (changements de camp du Japon et de l'Italie, effondrement de la France, absorption du nord européen, redistribution des nations d'Europe centrale, orientale et balkanique) car celui-ci a laissé sans modification transparaître le même antagonisme fondamental. Ce qui a changé la face de la guerre à partir de 1941, c'est l'entrée en ligne de compte de l'U.R.S.S. Pour qui ne voit dans la Russie qu'une dictature « plus absolue » que celle de l'Allemagne, l'alliance avec la Russie contre l'Allemagne constitue déjà par elle-même une ironie assez forte. Mais ce paradoxe n'en est pas moins réel. Toutefois, pour qui cherche à comprendre ce qui se cache derrière les ironies, les paradoxes et les « obscurités », il ressort que cette alliance a forcément un caractère fortuit, épisodique, et qu'elle laisse intacte l'autonomie du développement de la politique russe vis-à-vis des évolutions de la politique anglo-saxonne. La convergence des effets dans la phase actuelle (lutte contre

l'hégémonie allemande en Europe) a pour contrepartie la disparité des bases de départ et des postulats politiques et économiques.

En fait, c'est l'attaque allemande contre la Russie qui a déterminé le rapprochement américain-russe. Mais l'attaque allemande, succédant au pacte germano-russe signé en 1939, ne modifiait pas les raisons profondes que la Russie avait de se défendre et de se battre. Elle changeait les rapports tactiques entre les groupes belligérants sans modifier la nature profonde des antagonismes qui les opposent. Ces antagonismes ne sont pas simples, réduits à une seule opposition fondamentale. Ils sont triples ; en effet, *il n'y a pas deux camps en lutte, mais trois*. L'un des pôles de la lutte se trouve à Berlin, l'autre à Washington, et le troisième à Moscou. Si l'on voulait préciser encore, on pourrait admettre que Tokyo joue aussi un rôle relativement indépendant puisqu'étant en guerre avec l'Amérique il demeure jusqu'à présent en paix avec l'U.R.S.S. La guerre est tripartite, au sens profond du mot. L'antagonisme négatif de la crise du capitalisme mondial est constitué par la lutte entre les anglo-saxons et l'Allemagne, et ses antagonismes « positifs » sont doubles, à la fois entremêlés et successifs : ce sont ceux qui opposent la Grande-Bretagne à l'U.R.S.S. pour essayer de « faire payer » les investissements gigantesques et les traites tirées sur l'avenir, et dans un avenir plus lointain les Etats-Unis à l'U.R.S.S., parce que l'impérialisme américain est en conflit avec le Japon, et qu'il lui faut rouvrir l'Europe à son influence en écartant le danger d'une politique « autarcique » européenne sous l'influence de l'U.R.S.S. C'est ce caractère tripartite de la guerre qui rend compréhensible les renversements d'alliances, les trêves tacites et les crises entre principaux belligérants. De la part de l'U.R.S.S., cette politique autonome (qui n'est pas à proprement parler « indépendante » de la situation mondiale, cela va de soi) n'est possible que parce que le pays a conservé, à travers des crises profondes, une structure économique et sociale qui élimine l'influence des rivalités fondées sur les intérêts privés. Sans cette armature, qui a permis à l'armée russe de surmonter les revers de l'année 1941 et du printemps 1942, la Russie aurait déjà disparu de la scène comme facteur autonome. Une analyse de la cause de ces revers ferait évidemment apparaître, indépendamment de la puissance de choc de l'armée allemande, des facteurs découlant des méthodes par lesquelles la bureaucratie dirigeante

avait démoralisé, décapité et désorienté les cadres de l'armée en 1936 et 1939. Mais le fait est que le peuple russe a trouvé encore la force de surmonter cette situation, et c'est précisément la raison pour laquelle les Etats-Unis montrent aujourd'hui une telle mauvaise humeur. Les réformes, les remaniements qui seront à l'ordre du jour en Russie dans une période de reconstruction n'interviendront qu'avec la solidarité de la classe ouvrière mondiale, et non sur l'injonction des journalistes de Roosevelt. Voilà pourquoi les critiques d'Eastman sont irrecevables.

Le monde aborde maintenant la phase terminale de la guerre. La lutte armée entre les « Nations Unies » (Etats-Unis, Angleterre, U.R.S.S.) et l'Allemagne et le Japon (puisque l'Italie est éliminée de la lutte) occupe encore le devant de la scène. Mais pour l'avenir, c'est l'antagonisme russo-anglo-saxon qui se prépare à dominer l'antagonisme germano-yankee. Dès à présent est posée la question de la succession de l'Allemagne au titre de gendarme de l'Europe. C'est donc aussi le moment où les populations européennes commenceront à apparaître comme *le quatrième facteur*. En tant qu'ouvriers, paysans, soldats, femmes ou hommes, civils ou militaires, bien qu'affaiblis dans leur chair et dans leur sang, ils manifestent de plus en plus leur volonté de liquider la guerre à *leur* profit, sans préciser encore de quelle manière la chose deviendra possible. De toute façon, il s'agit d'en venir au socialisme. Voilà — dans la cinquième année de guerre — la question qui l'emporte sur toutes les autres. Et sur ce terrain la démocratie américaine n'a rien, absolument rien, à apprendre à l'Europe travailluse.

1^{er} octobre 1943.

*

*

*

LA VICTOIRE DE LA COLLECTIVISATION

Il faut dire la vérité sur la résistance et la victoire du soldat russe et de l'Etat soviétique. La cause fondamentale en est la collectivisation et la nationalisation de tout le régime économique, qui avait substitué l'intérêt national et prolétarien à la concurrence capitaliste des trusts et de leurs agences. L'échec absolu du nazisme en Ukraine et dans le Don, son arrêt sur la Volga, ont été surtout l'échec de la restauration du grand capitalisme privé. Voilà ce que la presse ne dit pas, et ce qu'il faut rappeler sans cesse. Le « miracle » du redressement russe de 1942 et 1943 aurait été inconcevable

sans la suppression de l'appareil parasitaire du grand capitalisme, sans la nationalisation de la terre, sans la suppression des bénéfices et des superbénéfices des fournisseurs de guerre et des importateurs, sans le monopole du commerce extérieur, sans tout l'héritage de la Révolution d'Octobre. La ténacité du paysan, du soldat et de l'ouvrier russe ont trouvé toute leur efficacité dans ce cadre fondamental. Et le sens profond de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S., c'est justement d'avoir voulu briser ce cadre, et d'avoir voulu tenter de restaurer dans le pays la grande propriété privée. Dans le choc entre la Russie et l'Allemagne il ne s'agissait nullement d'une rivalité impérialiste, d'une concurrence entre trusts capitalistes, mais de l'effort monstrueux de l'impérialisme allemand, camouflé sous la mystique prétendue « national-socialiste », pour ruiner définitivement les plus importantes conquêtes d'Octobre.

C'est dans le secteur agraire que l'échec allemand s'est crûment manifesté. Dans les immenses régions momentanément conquises, Hitler voulait restaurer la propriété privée de la terre. Pour les usines, les mines, etc... l'armée allemande établit son contrôle direct, en attendant que les grands capitalistes allemands s'en emparent « légalement » sous une forme ou sous une autre. Mais pour la terre le problème était plus difficile. On peut contrôler les mines ou les grandes usines à peu de frais, mais pour des millions de kilomètres carrés de terre cultivée, il est impossible de poster des sentinelles à tous les coins de champs. De plus la plus grande partie de la population valide avait suivi la retraite des armées russes. Et Hitler voulait au plus vite tirer des ressources alimentaires des greniers de l'Ukraine. Le grand capitalisme privé se trouvait placé devant le problème le plus difficile, et qui s'est avéré insurmontable : transformer la propriété collective, la culture et la production collective, en temps de guerre, en propriété privée. Les nécessités techniques s'y opposaient pour bien des raisons, et socialement la distribution des terres aux paysans menaçait d'abaisser les rendements en recréant la lutte de classes à la campagne, en rejetant l'ouvrier agricole et le paysan pauvre sous la coupe du koulak, c'est-à-dire en définitive sous celle du grand capital financier ; car comment obtenir des semences, des instruments agricoles, des engrais, etc... sans obtenir des crédits ? La tentative de reconstituer la propriété privée en U.R.S.S. terrienne posait le problème général de la restauration capitaliste dans ce pays, et du même coup

démasquait le mensonge du prétendu socialisme hitlérien. Au moment où Hitler proclamait en Occident qu'il allait abolir le capitalisme libéral, restituer à la nation le sol et les grands moyens de production, sa politique de conquêtes et de colonisation à l'Est l'obligeait à jeter le masque, à tenter de détruire le socialisme qui y avait pris racine pour y instaurer à nouveau un régime que les travailleurs de l'U.R.S.S. avaient banni au cours de plus de vingt ans de lutte. La colonisation de l'U.R.S.S. méridionale par l'impérialisme allemand nécessitait la restauration du capital privé, comme moyen d'exploitation classique de la paysannerie et du prolétariat. Evidemment, pas sous la forme de l'époque du développement progressif du capitalisme, mais sous la forme de sa décadence, c'est-à-dire justement sous sa forme fasciste, qui n'a plus qu'une issue : essayer de restaurer et d'aggrandir les profits impérialistes grâce à l'esclavage prolétarien et grâce à la préparation permanente des guerres de conquêtes pour s'ouvrir des marchés nouveaux. En faisant du paysan kolkhozien un propriétaire foncier d'envergure, Hitler et Rosenberg voulaient le transformer en un client, c'est-à-dire un esclave de l'industrie et de la Banque allemandes, et le réintroduire ainsi dans le circuit capitaliste, c'est et restera l'objectif de toutes les entreprises des grands Etats impérialistes contre l'U.R.S.S.

Ces plans de Hitler se sont brisés pour de multiples raisons, mais la plus profonde sans doute, la plus riche de leçons, est l'incapacité des dirigeants allemands à résoudre le problème de la propriété privée. Si l'Allemagne a pu si facilement au début tirer parti des ressources agricoles et industrielles de l'Occident, des Balkans et de la Scandinavie, c'est parce qu'il y trouvait un régime économique facile à exploiter directement sans lui imposer de révolution de structure. En France, il a suffi de concentrer toutes les industries (production et répartition) et d'en prendre les leviers de commande, sans toucher au régime de propriété — compte tenu de certaines expropriations pour des raisons politiques ou raciales. En U.R.S.S., le problème se posait tout autrement. Les nazis se trouvaient non seulement devant un pays dépeuplé, des villes ravagées, un outillage détruit, mais devant une structure économique et sociale radicalement antagoniste, non devant des propriétaires, mais devant des travailleurs. Et comme il fallait essayer de faire produire tout de suite cette terre, ils hésitèrent d'abord sur la marche à suivre. Ils reculèrent, et c'est seulement au bout d'un an qu'ils entrèrent dans la voie

de la constitution d'une nouvelle propriété foncière. Trop tard ! Il est possible que s'ils avaient aussitôt créé des biens fonciers privés, ils auraient obtenu l'adhésion de quelques paysans pressés de redevenir koulaks. Mais ils craignèrent les faibles rendements et même des koulaks n'auraient pas eu beaucoup d'entrain pour faire pousser des récoltes qui devaient toutes prendre le chemin de l'Allemagne. En dépit de leurs talents d'organiseurs, dont ils étaient si fiers, les nazis reculaient devant le souvenir même de la force coopérative. Le régime du capitalisme privé se montrait inférieur au régime socialiste. C'est là que l'histoire a fait la preuve tangible et indestructible de la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste. C'est une leçon d'une importance incalculable, non seulement pour la paysannerie russe en pleine voie de reconstruction, mais pour la paysannerie et le prolétariat du monde entier. Les paysans français, en particulier, malgré leur résistance de plus en plus accentuée aux exactions allemandes, ont pu servir involontairement pendant longtemps à nourrir l'armée allemande. Tout le système économique du capitalisme agraire français a pu être utilisé directement par les nazis, tandis que la reconstruction qui leur était imposée en Russie s'est aussitôt transformée en pillage pur et simple, en désorganisation, en chaos. Devant un régime économique plus élevé, plus évolué, ces organisateurs ne pouvaient être que des désorganiseurs et des destructeurs.

Les quelques articles que leur presse a publiés sur ce sujet en Occident sont très révélateurs, et on fera bien de ne pas les oublier. La leçon sera utile à tout le monde.

De juin 1941 à juin 1943, les Allemands s'efforcent tout simplement de regrouper les paysans, de les maintenir sur leurs terres, de récupérer du matériel agricole, des semences, d'organiser les cadres militaires de la production, d'embrigader des « volontaires » dans des milices soi-disant « nationales » en créant un mouvement russe anti-bolcheviste. Tout cela échoue. Les récoltes de 1942 sont mauvaises. C'est seulement au printemps 1943 que Hitler se décide à essayer d'étendre l'application de la recapitalisation de l'agriculture, et d'obtenir la sympathie des paysans russes grâce à l'appât des biens fonciers. En février, un légionnaire fasciste français écrivait dans *Gringoire* (1943) : « L'entreprise de collectivisation des terres par l'économie planifiée ne s'est pas accomplie en quelques mois. Les soviets qui n'étaient tout de même pas des enfants en matière d'organisation, procédè-

rent par étapes. D'abord les régions de hauts rendements et de morcellement limité : Ukraine, Kouban, bassin du Volga ; ensuite, les espaces de polyculture tels que ceux de la Russie Blanche ou de la Russie Centrale. Dans la redistribution des terres, l'Allemagne est obligée de tenir compte de ce processus. Il serait puéril de morceler l'Ukraine ou le Kouban parvenus au stade de la culture industrielle, uniquement pour accomplir un geste politique, alors que ces régions sont dévolues au rôle ingrat mais utilitaire de grenier. Dans les régions de polyculture et de petites propriétés l'Allemagne a rétabli le paysan dans ses droits sans détruire complètement l'armature collectiviste, laissant subsister les stations de tracteurs, le stockage des grains par les coopératives, etc... Le starets a remplacé le chef des kolkhozes, mais l'économie agraire conserve une armature fortement charpentée qui rappelle la vieille forme russe du mir. Et qu'en pensent les paysans ? Ils jouissent de cette sécurité que donne la possession du sol et c'est énorme, *même si les espaces possédés ne sont pas plus considérables qu'au temps des soviets qui laissèrent au paysan certains lopins de terre* pour les cultures familiales. Mais cette terre est maintenant à eux, par droit héréditaire et en quelque sorte divin, et non pas concédée, prêtée, tolérée, par le soviét local. La différence est considérable. »

En effet, la différence tenait en ceci : les nazis avaient aboli la propriété *nationale* de la terre. Ils n'avaient laissé aux paysans que de petits jardins en propriété privée, et tout le reste, c'est-à-dire le principal, ils se l'étaient attribué, et comptaient y installer de grands propriétaires fonciers nazis, poméraniens, baltes et autres. Autrement dit, n'osant pas reconstituer une grande classe paysanne capitaliste, ils voulaient tout simplement la terre russe et son outillage.

C'est en 1943 que les Allemands essayèrent d'étendre le droit de propriété pour obtenir de meilleurs rendements, au moment où l'armée russe reprenait l'offensive. Un journaliste japonais mande à son journal l'*Asahi* (22 juin 1943) que l'Allemagne procède en Russie à une « réorientation » : « Son effort vise surtout à se concilier les masses russes des régions occupées, à les utiliser pour reconstruire et réorganiser ces régions et constituer ainsi en face de la Russie soviétique un second univers russe revenu au régime de la libre propriété et politiquement relié avec l'Europe ». Trop tard !

Le 5 juin, le Bureau International d'Information de Berlin diffusait le texte suivant : « Les autorités allemandes ont

annoncé que le droit de propriété avait été reconnu aux paysans des territoires occupés de l'Est. Cette mesure rejoint un des points essentiels du programme élaboré par le mouvement du général Vlassov (le traître russe) : la suppression des kolkhozes et la cession progressive de la terre aux paysans qui en deviendront propriétaires ». Encore une fois — trop tard !

D'après une revue allemande (*Signal*, juin 1943) les choses se passaient ainsi : « Il n'aurait servi à rien de proclamer du jour au lendemain que disons, le kolkhoze A avait assez d'espace pour y installer 10 paysans, et qu'ainsi il suffisait de le diviser en 10 exploitations paysannes... Dans une région dont la superficie adaptée à l'agriculture est trois fois plus grande que celle de l'Allemagne, l'arpentage de la terre, seul, demande déjà beaucoup de temps, même en y attelant beaucoup de monde à la fois. Mais surtout les moyens d'exploiter doivent être sur place disponibles. Or, même les outils les plus élémentaires ne pouvaient être rassemblés que peu à peu. Force fut donc de former des groupes de fermes dans le cadre de coopératives agricoles ; la plupart du temps, un groupe comprend 10 cultivateurs... Avec les deux procédés, celui de l'exploitation particulière dans le cadre de la coopérative et celui de l'exploitation autonome dite arrondie, la route est ouverte qui mène à la culture individuelle de la terre. Ils permettent aussi d'envisager et d'aborder un régime d'économie privée. » D'après cet article, en Ukraine, plus de 10 % des kolkhozes avaient été transformés en coopératives agricoles en 1942. En 1943, 20 % supplémentaires devaient subir la même transformation. Le lopin donnée en propriété privée (en dehors des coopératives en question, qui comme nous le disions étaient en réalité des propriétés de l'Etat allemand) était d'environ 50 ares (l'Etat soviétique concédait 25 ares pour les besoins personnels et familiaux). Mais bien entendu ces lopins, qui sont toute la fameuse réforme nazie, n'étaient donnés, comme le dit le même article qu'aux « bons travailleurs », c'est-à-dire à ceux qui se soumettaient sans protestation aux directives nazies, c'est-à-dire qui s'étaient affirmés dans la lutte contre les partisans, c'est-à-dire contre leurs propres frères, aux membres des formations de volontaires, etc... en somme à ceux qui acceptaient la « collaboration » à la mode nazie.

Les choses sont encore plus frappantes dans les pays baltes. Là, la terre n'a été nationalisée qu'en 1940. Un an plus tard les Allemands s'emparent de ces pays. Mais ils n'osèrent pas rétablir immédiatement la propriété privée dans tous les domaines, pour la bonne raison qu'ils entendaient la réserver à leurs colons, à leurs propriétaires fonciers et à leurs trusts. « Le rétablissement de la propriété a pu s'opérer d'abord dans le domaine du commerce privé, de l'artisanat et de la petite industrie », dit un rapport paru dans la *Berliner Borsen Zeitung* du 15 juillet 1943. Autrement dit, on a rendu la propriété seulement aux catégories économiques les plus faibles, qui devaient fatalement subir les conditions du grand capital allemand. Les petites entreprises n'ont été restituées que jusqu'à 20 ouvriers, et encore « autant que les besoins publics l'exigeaient et que les propriétaires étaient techniquement qualifiés pour en prendre la direction ». En 1943, devant d'échec de leur politique, et pour essayer comme en Russie de se concilier les nationalistes Lithuaniens, Esthoniens et Lettons, on étendit la restitution à d'autres catégories de propriétés (immeubles, décret du 18 février 1943), mais « sur demande ». Pour les fermes, on ne restitua que celles dont les propriétaires s'étaient « distingués autant à l'égard de la livraison que de la production agricole ». Dans l'ensemble, le rapport avoue que « pour des raisons d'économie de guerre, et pour ne pas gêner le développement de la production, on a dû différer le rétablissement de la situation concernant la propriété telle qu'elle était avant les Soviets ».

Le tableau qu'offrent ces informations même fragmentaires est très clair : l'Allemagne a complètement échoué dans son entreprise de dissolution de la propriété collective dans les régions soviétiques. Cette constatation est d'une portée immense, car le but avoué de la guerre nazie à l'Est était de détruire de fond en comble les conquêtes réelles du socialisme, et de faire de la Russie un espace de colonisation et de pénétration du capital financier allemand. Au prix de sacrifices immenses et de pertes en vies humaines sans précédent les travailleurs de l'U.R.S.S. ont sauvegardé ce patrimoine du prolétariat international. La valeur du soldat, l'aide matérielle américaine et anglaise y sont pour beaucoup, mais tout cela n'aurait probablement servi de rien si la Russie n'avait pas été un pays où le grand capitalisme n'a plus son mot à dire, où les agents des trusts ne peuvent trouver d'alliés, où la grande propriété nationalisée a complètement supplanté le

capitalisme privé. Les masses russes, la Révolution d'Octobre qui a fondé cette nationalisation, ont ainsi donné aux travailleurs du monde une leçon dont ils feront bien de s'inspirer. 8 décembre 1943.

*

* *

LES CONTROVERSES EN U.R.S.S. AU SUJET DES CONTRADICTIONS SOCIALES

L'étude des *contradictions* existant dans la société a cessé pendant toute une époque d'être à l'ordre du jour de la pensée soviétique. Staline et son administration avaient imposé silence à toutes leurs manifestations, sinon dans les faits, tout au moins dans l'expression écrite et parlée. Tout était considéré, en U.R.S.S., comme « solidaire » : antagonismes et contradictions, et même oppositions, y avaient disparu, et pour toujours. Tout au plus subsistaient certaines inégalités nécessaires, des survivances, des décalages. Philosophes et économistes suspendaient ainsi la validité des lois de la dialectique, qu'ils prônaient par ailleurs, aux frontières d'un Etat qui paraissait alors incarner celui dont Hegel avait donné le modèle administratif parfait.

Toutefois, la question fut à nouveau évoquée dans la presse lors de la publication en russe du second volume des *Œuvres Choies* de Mao-Tse-Tung, paru à Pékin en 1952. Ce volume contenait la brochure écrite par Mao en 1937 sous le titre *De la Contradiction*. Staline lui-même, dans des notes pour le XIX^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., n'avait pu éviter de faire allusion à certains antagonismes subsistant dans la société soviétique ; mais il donnait le ton en ramenant ces antagonismes à « l'opposition entre le vieux et le neuf », et à quelques autres antithèses qui paraissaient singulièrement vides devant la réalité pratique de multiples contradictions très réelles dans la vie quotidienne de la population, en dépit de l'aveuglement des philosophes, des économistes et des administrateurs.

Après la mort de Staline, le « problème des contradictions » revint peu à peu à l'ordre du jour des discussions scientifiques, et il est devenu aujourd'hui le point central d'une nouvelle réflexion. De très nombreux articles lui sont consacrés dans les publications scientifiques, particulièrement chez les économistes, les philosophes et en dernier lieu les logiciens et les mathématiciens. Il est hors de doute qu'il ne faut pas chercher la source de ce regain d'intérêt dans un retour en

faveur de Hegel, ni même dans le rappel de certaines notes succinctes de Lénine. Il faut plutôt la situer dans le développement social lui-même et dans un renouveau de la liberté de pensée. Depuis le XX^e Congrès qui a « autorisé » dans le public l'expression de certaines difficultés du régime, on constate en effet que les rédacteurs des journaux, et plus souvent encore les lecteurs qui leur écrivent, présentent certains faits non comme des anomalies ou des défauts épisodiques, mais comme l'expression de véritables contradictions. Un lecteur écrit par exemple à la *Komsomolskaja Pravda* du 12 juin 1960 : « Ne pensez-vous pas que l'engouement pour les spoutniks et le cosmos est prématuré, alors qu'on manque de logements, de crèches et de denrées ? Les gens seraient certainement choqués s'ils connaissaient le prix d'une telle fusée. Dites à n'importe quel ouvrier qu'Ivan pourrait envoyer son enfant à la crèche, payer le mètre d'étoffe deux fois moins cher et acheter un fer à repasser, je suis sûr qu'il s'écrierait pour l'amour de Dieu, ne lancez plus de fusées ! ».

De nombreuses critiques de ce genre paraissent désormais dans la presse. Il est intéressant de constater qu'elles sont formulées sous la forme d'une contradiction : la production de fusées est présentée, dans l'état actuel des choses, comme contradictoire avec la production de certains moyens de consommation. Les questions de priorité, d'adaptation, de choix, de décision, sont formulées aujourd'hui de façon moins administratives qu'auparavant, et chacune en suscite de multiples autres. Au lendemain de la mort de Staline, le *Manuel d'Economie Politique*, publié sous les auspices de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., avait admis que des contradictions de tous genres subsistaient dans le régime du travail. Ces contradictions étaient, il est vrai, considérées comme de simples *différences* ; toutefois, ce que la théorie considère comme « différences » peut fort bien être ressenti par la population comme oppositions et contradictions. Le *Manuel* affirmait ainsi : « En régime socialiste, il subsiste d'importants vestiges de l'ancienne division du travail : les différences essentielles entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail de l'ouvrier et le travail du paysan, les différences entre le travail simple et le travail qualifié, le travail pénible et le travail facile ». La presse soviétique donne souvent aujourd'hui l'impression que les différences dont il s'agit impliquent de

profondes oppositions, dans leur genre aussi aiguës que celles qui s'expriment dans des régimes de tradition bourgeoise, et que la population ne s'y trompe pas.

Les publications scientifiques s'efforcent de poser l'ensemble du problème des contradictions sociales sous une forme nouvelle. Il ne semble pas qu'elles aient encore les coudées tout à fait franches à cet égard, mais divers articles publiés au cours des dernières années ont au moins ouvert un débat qui ne peut que s'élargir. La brochure de Mao-Tse-Tung n'avait certes pas de grandes prétentions scientifiques. Elle tournait toute entière autour de l'idée des deux formes possibles de la contradiction : universelle et relative. Mao appuyait ce *distingo* sur une note de Lénine où l'on peut lire : « Antagonisme et contradiction sont tout à fait différents. Sous le socialisme, l'antagonisme disparaît, mais la contradiction existe ». Après lui, de nombreux auteurs soviétiques ont brodé sur ce thème, sans qu'il soit possible de dire que les explications atteignent un niveau où puissent jouer des critères authentiquement scientifiques. L'existence de « contradictions non-antagonistes » est réaffirmée chaque fois que l'on fait allusion à des difficultés, des heurts, des erreurs, des choix difficiles ou malheureux, des adaptations qui échouent, ou tout simplement quand les critiques et les revendications populaires parviennent à s'exprimer sans entraîner de répression immédiate, ce qui est de plus en plus fréquemment le cas.

Il est normal que les planificateurs et les économistes aient été parmi les premiers à reposer le problème. Dès 1956, une discussion avait été soulevée par l'article de Ja. Kronrod, « A propos des contradictions économiques en régime socialiste » (*Voprosy Filosofii*, n° 2, 1956) dans lequel il recherchait franchement si la dynamique des rapports économiques du socialisme n'avait pas l'une de ses sources dans les contradictions de ce régime, indépendamment des exigences du plan. A. Krylov (« Sur les contradictions dans le développement des forces productives », *Voprosy Filosofii*, n° 4, 1957) lui répondit que la racine de ces contradictions était bien plus profonde que le régime, qu'elle plongeait dans le rapport de l'homme à la nature : « le développement des forces productives en général et spécialement des instruments de production provient assurément du processus même du travail, de ses contradictions internes, de l'asservissement par l'homme des forces de la nature, qui constitue l'essence des forces productives. La contradiction réelle et toujours renaissante entre les hommes

et la nature représente la contradiction interne d'un phénomène tel que le travail, où l'homme sert par son activité, d'intermédiaire dans l'échange d'objets entre lui et la nature ». Toutefois, différents auteurs estiment que la question ne peut être résolue par des formules aussi générales, et qu'il convient au contraire d'étudier dans les multiples rapports sociaux réels la mécanique des contradictions sociales de façon à résoudre celles-ci avant qu'elles aient produit des effets négatifs qui mettent en cause les objectifs à atteindre. B. S. Ukrainev, par exemple, note (« Le problème de la solution en temps opportun des contradictions de la société socialiste », *Voprosy Filosofii*, n° 5, 1957) que « la contradiction principale [entre l'agriculture et l'industrie], y compris dans la société socialiste, ne peut être un phénomène en dehors de l'histoire... Des contradictions qui ne sont pas sources de progrès, mais ne servent que de frein, peuvent parfois surgir dans la vie de la société. Ainsi, les contradictions entre les facteurs objectif et subjectif que reflètent les erreurs comises dans le travail pratique, différents genres de malentendus et de tiraillements entre les groupes particuliers de personnes ou même entre des pays, ne font qu'empêcher l'évolution. En société socialiste on a toutes les possibilités pour ne pas laisser s'introduire de telles contradictions, ou bien, si elles surviennent malgré tout, pour les résoudre pratiquement ».

La question fut reprise par Ja. Kronrod au cours d'une conférence des sections des sciences sociales de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. en 1958, dont les travaux ont été publiés (« Problèmes économiques de l'édification du communisme », *Voprosy Ekonomiki*, n° 9, 1958). Elle n'a cessé depuis lors d'être à l'ordre du jour. Kronrod n'hésite pas à affirmer que « la tâche principale de l'économie politique du socialisme est l'étude des contradictions inhérentes aux rapports de production socialistes ». Il demande que l'on cesse de parler des rapports de production comme si c'étaient seulement « les rapports de collaboration fraternelle et d'entraide socialiste entre des hommes libérés de l'exploitation », définition qui selon lui n'a qu'un caractère descriptif et moral inapte à exprimer l'évolution réelle de la vie sociale. Il existe, soutient-il, des « contradictions sociales constantes » dans le socialisme : dans les rapports de propriété, dans le travail social, entre la production, la distribution et la circulation, etc. Toutefois, ces contradictions sont ce qu'on appelle en U.R.S.S. et en Chine

des contradictions « non-antagonistes » ; autrement dit la société socialiste « ignore les conflits sociaux de classe insolubles ». Et pourtant « ce sont justement les contradictions qui forment la source du développement de l'économie socialiste ». De ce point de vue, Kronrod critique les tentatives de certains philosophes pour ramener toutes les contradictions de la société socialiste à la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre le positif et le négatif, et fait remarquer que des contradictions classiques dans l'analyse marxienne du capitalisme et qui se retrouvent en U.R.S.S., comme celles qui opposent le travail abstrait au travail concret, la valeur d'échange à la valeur d'usage, la production à la consommation, le travail intellectuel au travail manuel, etc. « ne peuvent être ramenées à la lutte entre éléments progressistes et éléments retardataires ».

Les organismes de planification ont ainsi été conduits à poser toute une série de problèmes pratiques fort importants d'une façon nouvelle. Au cours des années 1959 et 1960, on peut citer comme exemples parmi les plus importants les trois suivants : a) la question des *contradictions entre production de moyens de production et de moyens de consommation* ; b) la question des *contradictions entre décisions centralisées et décisions décentralisées* ; et c) la question des *contradictions au sein de la « division socialiste du travail »*. Ces questions ne sont pas seulement traitées sur le plan théorique, mais aussi dans leurs incidences immédiates sur la vie sociale, sur le comportement et l'activité quotidienne des travailleurs. Jusqu'à ces dernières années, elles étaient résolues, au moins dans les directives officielles, par le recours au schéma des disproportions ou des adaptations, c'est-à-dire à des défauts de type administratif. Mais la persistance de ces « disproportions » amène inévitablement à se demander si elles n'ont pas plutôt un caractère organique, c'est-à-dire si elles ne résultent pas de contradictions essentielles au régime du socialisme, tel qu'il est défini en U.R.S.S., voire au régime de « construction du communisme » tel qu'on en parle aussi en U.R.S.S.

Au cours des discussions soulevées par ces problèmes on voit renaître les vieilles polémiques entre la dialectique des « distincts », soutenue par B. Croce, contre la dialectique des contradictions d'origine hégélienne et marxiste. Aujourd'hui de nombreux économistes soviétiques se demandent si le problème du choix dans l'alternative qu'offrent les deux secteurs de la production sociale (moyens de production et moyens

de consommation), par exemple, ne serait pas plus facilement résolu en tenant compte de certaines contradictions qui se manifestent entre ceux-ci, que par des calculs techniques où l'arbitraire du pouvoir n'introduit qu'une fausse « solidarité ». De même, l'expérience des *sovnarkhoz* tend à révéler, selon certains auteurs, que la décentralisation n'est nullement un problème d'ordre administratif ou technique, mais qu'elle est l'expression d'une tension sociale entre l'omnipotence centralisée du parti et le pouvoir local de décision, manifestée sur le terrain de décisions économiques de tous ordres. Dans le même sens, les articles de plus en plus nombreux consacrés à la coopération entre Etats « socialistes », ou à la « division internationale socialiste du travail », commencent à indiquer que cette coopération n'est pas exempte de contradictions, dont certaines apparaissent difficilement surmontables dans l'immédiat. Les âpres controverses entre Pékin et Moscou sont à cet égard assez révélatrices. Il est sans doute difficile de juger d'après les études publiées dans des revues destinées à un public restreint la façon dont sont ressenties dans le public les contradictions de la vie sociale en U.R.S.S. Chacun essaye de résoudre celles-ci par le « débrouillage » plus souvent que par les analyses théoriques. Il sera néanmoins intéressant de suivre les discussions qui vont se poursuivre à ce sujet, car la « contradiction » tient une place trop importante dans la philosophie officielle du régime pour que ses implications inévitables ne se fassent pas sentir de façon de plus en plus pressante.

L'U.R.S.S., 1962.

*

* *

SCANDALES ET CRISES DE LA BUREAUCRATIE

Si l'on en croit la presse soviétique, et plus encore les conversations entre citoyens, les « scandales » sont devenus un des aspects les plus courants de la vie sociale en U.R.S.S. et d'ailleurs aussi dans les autres socialismes d'Etat. Bien entendu, ces « scandales » sont présentées sous toutes sortes d'appellations différentes : tantôt il s'agit de crimes contre la légalité socialiste, de délits économiques, d'affaires de mœurs, d'excès de pouvoir, d'abus, de profits illicites, d'infractions aux règlements, ou tout simplement de dérèglement moral. La société soviétique tente aussi à sa manière de classer ce qu'on appelle volontiers en Europe « scandale », c'est-à-dire en somme des infractions considérables

aux normes légales, sociales ou morales, perpétrées par des personnes qui paraissaient les moins susceptibles de s'y livrer, et dont la révélation crée dans le public un choc.

En ce sens, les scandales soviétiques ne sont pas d'une nature différente de ceux qui surviennent de temps à autre dans le « monde capitaliste » : corruption, vol, libertinage, etc... Toutefois, ces manifestations prennent une couleur particulière du fait qu'elles se produisent dans le cadre de normes sociales qui se veulent « socialistes » et qui par définition devraient exclure certains genres d'écarts ou plutôt, où certains écarts devraient par nature être quasi impossibles ou improbables. Par exemple, les vols ou larcins qui provoquent des scandales d'envergure sont scandaleux en U.R.S.S. pour des raisons spécifiques : s'ils ne portent que sur les propriétés privées personnelles, qui sont des biens de consommation, ou sur le comportement privé, ils rentrent dans la rubrique des infractions mineures au droit commun, aux lois qui protègent les ressources et la vie personnelles du citoyen ; mais s'ils portent atteinte à la « propriété socialiste », ils mettent en cause une clause juridique fondamentale de l'existence étatique. Or, cette propriété socialiste est la chose la plus difficile à définir, à la fois sur le plan économique, juridique et pratique.

La propriété socialiste est un concept difficilement perceptible au niveau de la vie quotidienne et du comportement empirique de la population travaillante ou non. Son caractère « sacré », ou consacré, suscite immédiatement un scandale dès qu'il y est porté atteinte. Mais ce scandale est difficile à circonscrire, car la propriété socialiste elle-même est aussi très difficile à définir, de sorte que foisonnent dans toutes les formes de la vie, dans les villes comme à la campagne, les occasions de scandale, de plus en plus souvent révélés par la presse, car ils ébranlent en définitive l'autorité de la bureaucratie sur laquelle repose l'Etat. L'infraction aux normes, bénigne ou criminelle au jugement des organismes d'Etat, devient une des formes sous lesquelles s'exerce la résistance publique aux réglementations abstraites et aux coercitions étatiques. Les scandales qui éclatent à l'occasion de vastes infractions prennent alors l'allure de manifestations quasi revendicatives, d'explosions d'exigences réprimées, un peu comme une grève des services publics dans le système capitaliste attire l'attention sur le scandale de la gestion industrielle et de l'exploitation des ouvriers par l'Etat.

Il semble que les réformes successives des méthodes de planification et la création des sovnarkhozes, surtout depuis 1960, aient donné l'occasion de faire éclater un certain nombre de scandales économiques. Naturellement, ce ne sont pas les premiers du genre. La presse soviétique n'a jamais été avare d'informations sur les délits de tous genres, scandales petits et grands qui se produisaient sur le territoire de l'U.R.S.S. et qui donnaient matière à répression. Mais pendant longtemps, ces révélations avaient plutôt le caractère d'avertissements, de rappels à l'ordre au public. La plupart du temps, ceux-ci nourrissaient d'ailleurs la propagande pour une ligne politique déterminée, et servaient à dénoncer et briser les éléments susceptibles de s'y opposer ou de s'y soustraire. Les révélations « scandaleuses » étaient ainsi des actes répressifs de caractère directement politique ; elles étaient même le moyen privilégié de désigner à la vindicte publique, ou plutôt à celle des autorités, des catégories de citoyens qui se livraient à des actes jugés répréhensibles par le pouvoir. Pendant toute l'époque stalinienne, les scandales « économiques », réels ou supposés, servaient à dénoncer des « sabotages » vrais ou prétendus et à chercher des boucs émissaires à l'hostilité latente de la population. Par exemple, dès 1930, le procès dit « des industriels », où une série des premiers techniciens de la planification furent impliqués, eut pour but l'élimination de l'appareil économique de tous ceux que heurtaient la politique stalinienne du premier plan quinquennal. Plus tard, les cadres du parti, l'appareil, la bureaucratie, tombèrent à leur tour victimes des scandales dont ils avaient eux-mêmes élaboré la technique.

La pratique du scandale se dévorait elle-même, de sorte que le public « ne s'étonnait plus de rien ». Révélaient-on que des maréchaux de l'U.R.S.S., comme Toukhatchevski ou Egorof, étaient des espions au service de l'Allemagne ou du Japon, que des cheminots provoquaient des accidents de chemin de fer, que des médecins empoisonnaient leurs malades, tous ces « scandales », qui entraînaient autant d'actes répressifs, ne scandalisaient plus personne. La population, soumise au despotisme terroriste, acceptait tout, sans y croire. On peut même dire que la terreur stalinienne était elle-même un scandale si énorme, que les menus scandales qui jalonnaient la vie de presque tout le monde, quadrillé par une police méticuleuse et implacable, paraissaient non seulement inévitable, mais semblaient faire partie nécessairement de tout le système. Il

fallut la mort de Staline pour que le scandale du « complot des blouses blanches », qui venait d'éclater, se dégonflât aussitôt.

Depuis la mort de Staline, le retour à la « légalité socialiste », la limitation des pouvoirs de la police, le jeu un peu plus grand laissé à l'expression personnelle, et l'extension du contrôle par les organismes d'Etat, les scandales qui éclatent fréquemment ont pris une signification un peu différente. Ils sont évidemment toujours l'occasion de stigmatiser devant le public telle ou telle catégorie de délinquants ; mais ils apparaissent moins comme des actes politiques directs, ils donnent plutôt l'impression qu'il s'agit de véritables secousses sociales, que le pouvoir d'Etat n'est pas toujours en mesure d'empêcher et dont il tente de faire le public juge, sans que celui-ci soit encore véritablement admis à les exprimer ouvertement pour son propre compte. L'appareil bureaucratique étale ainsi des plaies révélant la nature réelle des contradictions qui ravagent la société soviétique, et par ce moyen il accélère souvent ses propres crises, mais donne en même temps à la population l'occasion de faire une expérience toute nouvelle pour elle qui consiste à assumer ses propres responsabilités.

Khrouchtchev, par sa façon toute personnelle de discourir et de prendre contact avec la population, s'est fait à sa manière un révélateur de scandales : il « piétine les plate-bandes » avec entrain et n'hésite pas à dénoncer dans tous les domaines, économique, artistique, moral même, des exemples de dérèglements qui « font scandale » dans la vie soviétique. Mais cette façon de mettre à jour des « plaies », de nommer les auteurs de troubles, de découvrir les failles du système, les anomalies, paradoxes, transgressions qui se manifestent dans toutes les formes de la vie, a aussi une conséquence dialectique : elle ébranle l'idéologie sacrée dont s'entoure la bureaucratie qui est en fin de compte l'incarnation de l'Etat et de la société tout entière. D'où les réactions de certaines catégories de la bureaucratie, tantôt dans l'administration économique, tantôt dans la police et l'appareil répressif, tantôt dans les organismes culturels, tantôt dans les cadres productifs, sans parler des officiers de l'armée, du corps diplomatique et de toute les « corporations » dont est fait le vaste *tchin* qui gouverne encore l'U.R.S.S.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur une série de scandales révélés officiellement ces dernières années, pour mieux comprendre leur signification sociale profonde. De fait, ces scan-

dales particuliers ont d'autant plus de portée que l'Etat proclame hautement sa volonté de faire respecter la « légalité socialiste », et que le scandale majeur du « culte de la personnalité », c'est-à-dire du terrorisme stalinien, qui éclipsait tous les autres, est devenu lui-même l'objet d'une réprobation nationale définitive. Une fois *le culte* de la personnalité sacrée battu en brèche, c'est *le culte* de la bureaucratie tout entier, le caractère *sacré* des normes de la vie soviétique, qui sont ébranlés à leur tour. Tel est le fond des crises permanentes de la bureaucratie, déchirée entre son fonctionnement mécanique et formel et la poussée populaire assoiffée de démocratie.

Voici quelques exemples de ces ébranlements significatifs. Le 25 mai 1961, l'agence Tass diffuse un décret du Presidium du Soviet Suprême qui rend passible de 3 ans de « privation de liberté » les citoyens coupables de « falsifications dans les rapports sur l'exécution des plans dont ils sont responsables ». Les codes pénaux des Républiques fédérées devront donc être modifiés de façon à sanctionner plus lourdement les « activités nuisibles à l'économie de l'U.R.S.S. ». Mais que sont exactement des « falsifications dans les rapports » et les « activités nuisibles à l'économie » ? Naguère, on aurait parlé de sabotage volontaire, d'actes délibérés d'ennemis du peuple ou d'agents de puissance étrangères. Mais dans les conditions de la « légalité socialiste », il s'agit plutôt d'anomalies, de distorsions, d'écarts, souvent imposés à l'administration par le jeu même des normes administratives. Ainsi, deux mois avant le décret cité, la *Pravda* venait de révéler un scandale « administratif » d'envergure : toutes les statistiques agricoles des terres vierges (Khazkstan) et les livraisons à l'Etat de blé, viande, lait et laine étaient faussées depuis 1958 ; et la *Pravda* mettait en cause le premier secrétaire du parti de la région de Pavlodar nommé Elaguine, le secrétaire du parti Ramzanov et le président du Comité Exécutif régional des soviets, Nourcéev. Elaguine et Nourcéev ont été exclus du parti et révoqués. Ramzanov seulement blâmé. De quoi étaient-ils accusés ? D'avoir « gonflé » les chiffres de production, et rendu illusoire les ressources dont les autorités croyaient pouvoir disposer : rien qu'en 1958, 500.000 quintaux de blé avaient été « inventés » dans cette région, des tonnes de laine, des centaines de tonnes de lait, des milliers de têtes de bétail, faisaient aussi figure d'*âmes mortes* à la Gogol. Finalement, 22.000 tonnes de semences manquaient pour les semailles du

printemps 1961. Par la faute de « filous et faussaires », qui « poussaient leurs subordonnés à fabriquer de fausses statistiques », « des fonds de l'Etat, représentant des millions de roubles, ont été volés dans les centres de stockage du blé ». Ainsi, truquages, vol à grande échelle, deviennent des scandales courants des milieux administratifs, sur lesquels la population continue à n'avoir aucun contrôle direct.

Mais ces scandales s'entourent de beaucoup d'autres. L'incurie, ou l'impossibilité de dresser des statistiques correctes, ont leurs conséquences sur la vie quotidienne. En juillet 1961, la *Pravda d'Ukraine* révèle que de nombreuses machines agricoles sont à l'abandon et les statistiques sur le bétail falsifiées. M. Rosenmayer, directeur de la section commerciale du trust Selkhoztekhnika, dans la région d'Odessa, a « laissé à l'abandon et livré aux intempéries les machines agricoles, les pièces de rechange, des engrais minéraux et autres biens de valeur, pour une somme de 400.000 roubles ».

Cette négligence scandaleuse s'accompagne d'une résurrection du métayage. L'administration agraire, peu soucieuse des biens de l'Etat, se montre très habile à instituer des systèmes d'exploitation à partir d'un partage classique des produits, grâce à des « primes conventionnelles », entre brigades rémunérées en fonction de leur productivité et direction des sovkhozes. La direction d'un sovkhoze cède à une brigade une certaine superficie de terre et du matériel, et fait une avance sur les salaires ; la brigade s'engage à livrer une quantité fixée de produit. Si elle y parvient, elle touche le complément des salaires et 30 % de la valeur des produits en sus. En cas d'échec, elle ne reçoit rien, ou paye des dommages et intérêts pour non-exécution du contrat. Le « scandale », difficile à circonscrire, est ici le fait qu'une « avance » de salaire devient un capital risqué, une source de profit, et même d'exploitation de la main-d'œuvre salariée, car la brigade agit comme un entrepreneur, pouvant se faire aider par des « gens venus d'ailleurs » qu'elle embauche et rémunère sur ses propres fonds. Du vol et des falsifications à l'instauration de modes de travail marginaux frisant les relations capitalistes, on voit que la marge des scandales économiques est étendue, et l'on comprend l'insécurité où la bureaucratie administrative se sent plongée à tout instant.

Tout ceci entraîne des cas très nombreux de « parasitisme ». Par là, la presse veut parler de personnes qui, étant en condition de travailler (contre un salaire), parviennent à

vivre de ressources prélevées sur autrui, directement ou indirectement. Dans un régime qui proclame : « qui ne travaille pas, ne mange pas », c'est là évidemment un scandale au regard des règles sociales officielles. Le *Troud* du 15 mai 1961, par exemple, signalait que trois accusés, A. Snarkine, Tzareï et Mme Smolenskaya, ont été condamnés par le « tribunal populaire » à l'exil pour 3, 4 et 5 ans respectivement, pour « parasitisme ». Ils doivent quitter Novosibirsk, leur lieu de résidence, « avec obligation de travailler sur les lieux de leur nouvelle résidence ». D'après *Troud*, Snarkine et Tzareï refusaient de travailler et vivaient tantôt aux crochets de leurs proches, tantôt d'expédients passibles de poursuites judiciaires. Mme Smolenskaya avait déjà été privée de ses droits maternels pour « la vie de débauche qu'elle menait et son intempérance ». Divers témoins sont venus devant le tribunal manifester leur satisfaction de voir châtier les « parasites de la société », tandis que d'autres travaillent à l'édification de la « nouvelle société communiste ».

C'est évidemment là un exemple. Ce genre de « scandale » existe à des milliers, à des centaines de milliers d'exemplaires. Mais où est la limite entre le « parasitisme » et ce qui ne l'est pas, ou plutôt ce qui n'est pas reconnu comme tel ? Dans quelle mesure s'agit-il de cas individuels ou d'une véritable conduite sociale ? On n'accuse plus les « parasites » d'être les agents conscients d'un sabotage du « communisme », mais tout simplement d'exister. Le « scandale », c'est que ces existences soient possibles en U.R.S.S. à grande échelle. Et où est la différence entre « parasitisme » sanctionné par des tribunaux répressifs, et que la déflation des camps de travail a fait refluer dans la société « normale », et les cas où le « parasitisme » découle tout simplement des conditions ordinaires de la vie ? L'épouse qui peut vivre du salaire du mari, le jeune homme qui prolonge très longtemps des « études », le migrant à la recherche d'un travail qui lui plaise, le bureaucrate en surnombre, l'occupant d'un poste injustifié, le demimalade qui profite « exagérément » des assurances sociales, l'artiste qui « attend » une occasion de se produire, le commerçant et l'intermédiaire superflus, l'homme ou la femme qui vivent de « faveurs » — tous ces gens qui sont en grand nombre dans la société soviétique, qui échappent par cent voies aux mailles apparemment serrées de la planification des activités, sont-ils des parasites, nuisibles comme tels à la vie sociale ? Et à quel âge les hommes et les femmes vieillissent

deviennent-ils des parasites ? Combien de vieux parents sont toujours à charge de leurs enfants ? Combien de citoyens doivent accepter des conditions pitoyables de logement chez des proches, des amis, parce qu'ils ne peuvent pas s'en assurer d'indépendants qui soient convenables ? Il est douteux que des dénonciations comme celles que signalait le *Troud*, et qui se multiplient, suffisent à améliorer la situation. En fait, une société où les biens et les moyens de consommation augmentent dans l'ensemble, alors que la rareté et la parcimonie continuent à régner dans quantité de domaines, est vouée à des phénomènes de parasitisme : ceux-ci sont réprouvés par la morale officielle, mais le scandale qu'ils constituent aux yeux des censeurs demeure une partie intégrante de la vie quotidienne.

Il y a plus grave. Les scandales diffus, si l'on peut dire, sont moins significatifs que certains scandales nettement définis, et qui atteignent non plus la morale, les normes générales de la vie, mais la structure économique du pays. A cet égard, le scandale soviétique est une forme très particulière de rupture du droit. Dans les pays capitalistes, le scandale résulte surtout d'un type particulier d'infraction à *la loi* en tant que telle. C'est le droit, c'est-à-dire le devoir universel, qui est atteint lorsqu'un scandale éclate. Le côté moral du scandale dérive de l'infraction aux règles juridiques sous leur aspect formel, en tant que droit. Dans les sociétés où prévalait, et où prévaut encore, une règle religieuse, le scandale résulte surtout d'une contradiction entre des règles transcendantes et la vie pratique : ce n'est pas seulement le droit et l'Etat, la société civile, qui sont bafoués, c'est l'esprit divin qui les domine, c'est le caractère sacré dont ils se couvrent ou s'illuminent. En U.R.S.S., c'est la raison économique qui règle tout, celle du « socialisme » : le scandale survient quand cette raison est maltraitée, et plus encore lorsque ces mauvais traitements sont glorifiés (ce qui est d'ailleurs littéralement impossible en public). La débauche n'est pas tant stigmatisée pour ses effets sur la moralité privée que pour ses conséquences sur la moralité publique, qui se donne pour la raison économique incarnée. Que les ivrognes boivent, que les adultères se pratiquent, que les escroqueries atteignent le citoyen dans sa faculté privée de consommation et de jouissance — les codes sont là pour réfréner leurs excès. Mais lorsque l'activité pratique du citoyen désœuvré ou du parasite à l'affût des bonnes occasions devient celle du travailleur qui ronge

par des moyens détournés ce qui fait l'essence du régime dont la bureaucratie a la garde : la propriété socialiste et les rapports sociaux qui en assurent la pérennité, alors éclatent ces scandales économiques contre lesquels l'Etat jette toutes ses forces.

Or, la presse signale de temps à autre, pour faire un exemple, de ces infractions ou crimes, comme le vol, qui prennent des dimensions telles qu'elles aboutissent à de véritables créations économiques qui mettent en cause la signification même du régime. Le 24 mai 1961, par exemple, la *Pravda* publiait les révélations suivantes sous le titre « Coffres-forts près du Dniepr ». Cinq villages de pêcheurs avaient été érigés à Zaporojé à l'aide de plaques d'acier volées : « Les quelque 10.000 tonnes d'acier d'excellente qualité qui ont servi à édifier ces villages le long du Dniepr, précise le journal, représentent 200 wagons de voyageurs ou 100 locomotives, ou encore 2.000 tracteurs, 1.000 autobus ou 100.000 réfrigérateurs ». Il ajoute que dans ces cabanes-coffres-forts sont entreposées des cannes à pêche, des boîtes pour les vers ou des bouteilles vides : « N'est-il pas temps de demander des explications à ceux qui volent et à ceux qui achètent des marchandises volées ? »

Que signifie pareille révélation ? Comment 10.000 tonnes d'acier peuvent-elles être subtilisées et transformées en cabanes sans que les autorités s'en aperçoivent ? Et si, comme l'indique cet article de la *Pravda*, 10.000 tonnes d'acier peuvent être volées pour les seuls agréments de pêcheurs à la ligne, faut-il en conclure que ces pêcheurs agissent pour leur plaisir, pour se nourrir, ou pour obtenir quelques gains supplémentaires de la vente du poisson ? Dans tous les cas, il est évident que ces « villages de pêcheurs », qui ne sont peut-être que des sortes de bidonvilles temporaires ou de « camps de vacances » comme il s'en trouve dans tous les pays du monde, sont le signe d'une sorte de vie économique marginale où les travailleurs retrouvent un équilibre impossible à réaliser dans le cadre des seules institutions légales.

Dans certains cas, une nouvelle réglementation générale vient tenter d'endiguer une tendance qui finit par donner à la vie des citoyens une assise privée que redoute l'Etat. Le 7 août 1962, par exemple, les journaux soviétiques ont publié un décret du gouvernement et du parti annonçant la suspension des crédits et des cessions de terrains pour la construction des maisons particulières dans les capitales de

quinze Républiques. Cette fois, il ne s'agit pas de « villages de toile » en acier. Il s'agit de véritables immeubles que les gros salariés, les cadres riches du régime, parvenaient à faire construire à leurs frais, pour leurs familles, et qui pouvaient devenir matière à ventes spéculatives comme à héritage. Le décret précise qu'il s'agit de remplacer la construction d'habitations privées par celles « d'immeubles coopératifs », sortes de copropriétés facilitant l'usage de services communs. Les travailleurs les plus pauvres protestaient fréquemment contre les facilités qu'obtenaient certaines personnes bien placées pour obtenir des prêts des municipalités, des syndicats ou des entreprises et services employeurs. Nombre de ces constructions suscitaient des scandales locaux. Un décret comme celui que nous venons de noter révèle l'ampleur du phénomène, bien qu'aucune statistique de ces « autorisations de bâtir » ne soit publiée, ni peut-être même établie (comme pour de nombreux autres aspects de la vie économique et sociale).

A défaut de statistiques (portant par exemple sur la nature précise des délits et crimes réprimés par les différentes autorités judiciaires), les interventions de plus en plus fréquentes dans la presse montrent que la corruption se trouve presque toujours à la racine des scandales dénoncés. En 1962, Khrouchtchev réclamait devant le Comité Central (*Pravda* du 20 novembre) une action plus énergique pour « mettre fin au bluff, au gonflement des chiffres, à la concussion, à la dilapidation et au saccage des biens de l'Etat, car ces épisodes sont devenus monnaie courante ». Monnaie courante en effet, si l'on s'en réfère à la presse de 1962, après les exemples que nous avons cités en 1961. Khrouchtchev lui-même parle au Comité Central de 140 cas d'exagération de chiffres pour le premier trimestre dans la région de Kalinine ; de 116 cas semblables pour le premier semestre dans la région de Zaporjié. Pour les seules causes déférées aux tribunaux dans ce premier semestre, les pertes dues seulement au vol, « se sont élevées à plus de 56 millions de roubles ». Dans une usine textile de la Khirgizie, « on a volé pour plus de 3 millions de roubles ». Dans le textile de l'Ouzbekistan, « des bandes de trafiquants ont développé une activité d'entrepreneurs privés, produisant à grande échelle, et ont dilapidé avec la complicité des travailleurs de la branche commerciale, une énorme quantité de fonds publics ». Au Kazakstan, en Lithuanie, en Ukraine et dans la R.F.F.S.R., des « filous » ont volé du grain

en masse : 4 millions de « pouds ». Tout cela se fait, à pareille échelle, avec la complicité, sinon parfois à l'instigation, de l'appareil administratif.

Encore une fois, il ne s'agit plus, comme dans le passé, de sabotage, mais tout au contraire, de profits illicites, prélevés sur une richesse croissante, d'une participation illégale, si l'on peut dire, aux bénéfices de l'accumulation, aux avantages consentis aux hautes sphères. Le « gonflement » des chiffres, c'est le « gonflement » de toute une couche de la bureaucratie. « Le mal s'est étendu, dit Khrouchtchev, à quelques services centraux, ont contaminé quelques dirigeants qui ont en poche la carte du parti... On dilapide les fonds publics, on s'approprie illégalement des biens chez soi, on s'attribue des terrains, on obtient des pensions, on s'inscrit dans les écoles supérieures, on arrive même à se faire délivrer des diplômes ». Pavlov, secrétaire du Komsomol, déclare dans la *Pravda* du 23 novembre 1962 que ces exemples démoralisent la jeunesse qui généralise : « Aux chefs, tout est permis ». Que peut-elle dire quand elle voit un certain Melnikov, directeur du trust Altaïtransstroï, qui « entouré de fidèles, gonfle ses rapports, s'abandonne à des orgies, éloigne les bons spécialistes pour placer ses petits amis ; et toute la bande boit, s'abandonne à la débauche, se distribue des appartements » ? La *Pravda d'Ukraine* du 18 mai 1962 raconte qu'une vaste bande de voleurs dirigée par un directeur d'usine, membre du parti, Tchianitchev, avait organisé à Kharkov la « production illégale à grande échelle » (*sic*) d'articles de bonneterie et la vendait par le canal commercial. Les Comités du Parti couvraient tout cela et l'on ne voyait pas une course de chevaux sans Tchianitchev, qui distribuait des prix et jouait gros. Il avait d'ailleurs de nombreuses femmes, plusieurs automobiles, beaucoup de maisons, 176 cravates, une centaine de chemises, des dizaines de vêtements, et « Dieu sait combien de paires de chaussures, d'imperméables... Pendant dix ans, l'usine a été sa poule aux œufs d'or ». Quel tableau ! A côté du petit concussionnaire qui cherche à améliorer son pain, c'est le portrait du gros profiteuse, le scandale de la bureaucratie enrichie ès-fonctions.

La presse cite d'ailleurs des exemples de trafic d'influences, qui manifestent l'intrusion malicieuse de la théorie de la valeur dans l'appréciation des fonctions. Dans treize écoles supérieures de Moscou et de Léninegrad, apprend *La Vie agricole* du 5 août 1962, il en coûtait de 30 à 50.000 anciens

roubles à la famille pour acheter au fils ses diplômes. Les *Izvestia* du 24 novembre 1962 dénoncent un certain Panskik, directeur du sovkhosze Arjenka, le plus grand du pays, qui s'était attribué une maison, destinée à l'élevage, en sus de son logement personnel, où il avait fait installer de véritables bains turcs à son usage ; ce dirigeant « expert, énergique, membre du Comité régional du Parti, député au soviet, diplomate, lauréat d'Etat », menait une vie de boyard. Le 28 novembre, les *Izvestia* citent aussi le cas d'un « héros du travail socialiste », Aldabergenov, qui s'était fait élever « un monument de bronze » dans sa ville natale ; « les récompenses et les honneurs pleuvaient sur lui comme de l'or », il avait sa rue particulière asphaltée, des illuminations privées, trois places personnelles dans une station balnéaire, tandis que « ses » kolkhoziens piétinaient dans la boue et s'éclairaient au pétrole.

Ces faits sont rarement sanctionnés. Les autorités, qui vivent dans la même ambiance, se contentent le plus souvent de blâmes à répétition, si bien que les scandales se succèdent jusqu'à devenir ce qu'ils sont souvent ailleurs — de simples faits divers. Le *Kommounist* (1962, n° 9) raconte qu'un directeur d'usine a pu « être l'objet de 34 sanctions pendant son séjour au sovmarkhoz », et qu'un chef de département s'est vu infliger « 5 blâmes graves et 14 simples, 10 rappels à l'ordre, un avertissement et une réprimande sévère avec menace de licenciement », sans que personne ait paru s'en émouvoir outre mesure.

C'est dans cette atmosphère que s'explique le rétablissement de la peine de mort pour les offenses et crimes économiques et sociaux, annoncé le 6 mai 1963. Que les chefs du pouvoir aient résolu de recourir à ce terrorisme d'Etat prouve que les scandales dont nous parlons ne sont pas des anecdotes ou des exceptions bien rares, mais de simples échantillons d'un état de choses qui commence à menacer l'ordre social prévalent. Le glaive de la loi tente à nouveau de dominer des contradictions que le jeu d'une démocratie ligotée s'avère impuissant à résorber ou à surmonter. C'est ainsi qu'un premier décret annonçait que les spéculateurs, paresseux, parasites et « hooligans » pourraient désormais être expédiés dans des camps de travail, sans appel. Ce décret mentionne aussi les « attaques contre l'administration ». Et le 6 mai 1963, l'agence Tass annonce que la peine de mort pourra être appliquée aux mêmes « criminels » (sauf les

femmes enceintes et les jeunes gens au-dessous de 18 ans). Le procureur général Rudenko déclarait à cette occasion : « Notre tâche présente est de prévenir, de réduire sévèrement et finalement de déraciner le crime dans notre pays » ; il écrivait en même temps dans les *Isvestia* que dans plusieurs Républiques des atteintes à la « propriété socialiste » sur une grande échelle venaient d'être découvertes, commises par des pillards et « toutes sortes d'entrepreneurs privés et d'éléments parasites », que la crainte du châtiment suprême peut seule faire hésiter.

Et c'est le 20 octobre 1963 que la presse révéla l'un de ces plus gros scandales justiciables de la peine de mort. Les *Isvestia* présentèrent la découverte d'une affaire de « crime économique de grande envergure », qui semble cumuler toutes les formes d'atteintes au régime que nous avons passées en revue en citant quelques exemples : concussion, vol, organisation exploiteuse, profits illicites, etc... Une série d'entrepreneurs d'un nouveau genre avaient réussi à créer une affaire « privée » de fabrication de vêtements qui leur rapporta plus de 1,5 milliard d'anciens francs en quatre ans. Ce n'est plus un marché noir de consommation, mais un système productif parallèle, dont l'occasion reste évidemment la pénurie persistante d'objets de consommation. A côté du « lopin individuel » du paysan — toléré, celui-ci — on voit ainsi se constituer des « ateliers individuels », et même de vraies usines privées, illégales celles-là. Les organisateurs de cette fabrique trouvèrent des ouvriers et les protecteurs et complices dont ils avaient besoin — contre rétribution ; mais ils purent aussi se procurer, ce qui est le plus remarquable, des machines et un outillage complet et réussirent à faire enregistrer régulièrement leurs opérations par la Banque d'Etat. Pour affaires, ces entrepreneurs étaient en relation avec 78 entreprises, toutes officielles bien entendu. En somme, une véritable « N.E.P. noire », c'est-à-dire le scandale des scandales pour un Etat « bâtissant le communisme ».

La façon dont s'était créée cette entreprise est aussi instructive. Roifman, l'un des accusés, avait pu obtenir un emploi officiel comme responsable d'un petit atelier de réadaptation dans un centre psycho-neurologique ; les malades furent ainsi les premiers et innocents « ouvriers » de cette affaire. Par des promesses, une habile utilisation des fins pratiques de leur atelier, des soultes et des commissions, des pots de vin, et finalement des répartitions de bénéfices,

Roifman et son ami Shakerman parvinrent à métamorphoser cette échoppe thérapeutique en une exploitation industrielle : on réadapta les malades en s'appropriant 460 tonnes de laine, en « achetant » les machines les plus perfectionnées, en faisant terminer certains articles par des usines d'Etat et en vendant les produits finaux sur les marchés privés et dans les gares, où le public était heureux de les trouver. Chez ces astucieux restaurateurs de la santé mentale privée, on découvrit 30 millions de roubles, des bijoux et de l'or en barres, témoignages de leur travail de destruction de la santé mentale publique !

Le scandale prend ici une toute autre allure que dans les sociétés capitalistes, bien que les accents par lesquels les *Isvestia* le dénoncent soit le même : « Qui ne serait pas pris de rage quand il découvre l'étendue des profits réalisés par les voleurs ? Trente millions en billets ! Cent kilos d'or, de diamants et de platine ! Combien de jardins d'enfants, de cliniques, de cantines cela représente-t-il ? Et c'est à nous, à nos enfants, sur nos salaires, que les voleurs ont prélevé ces roubles, pour les dissimuler sous leurs parquets et autres caches ! » La différence, c'est que la concurrence, le libéralisme, le capitalisme, secrètent tout naturellement des enfreintes à la législation sur la propriété et le commerce, tandis que la planification, le socialisme et l'absence de classes devraient à tout le moins empêcher que des cas aussi remarquables ne soient possibles.

Les raisons économiques de tels scandales sont assez évidentes : une planification qui est souvent une anarchie administrative, un contrôle formel, la rareté inégalement distribuée des biens de consommation et un progrès général de la production et des moyens monétaires ; en somme, une forte pression de la demande individuelle, alors que l'offre collective reste insuffisante, de sorte que l'arbitrage planifié de la bureaucratie économique et politique manque de prise sur les processus réels et pratiques de la production, de la circulation et de la consommation. Les réactions sont d'autant plus violentes dans les rangs de l'administration et du parti qu'elles sont elles-mêmes ébranlées par ces sortes d'affaires, qui témoignent par ailleurs d'un enrichissement sérieux de certaines couches sociales.

C'est pourquoi on ne peut qu'être sceptique sur les explications que donnent les plus hautes autorités sur les maladies sociales qui ont leur origine dans le régime bureaucratique.

Le 25 octobre 1963, lors d'une conférence de presse, Khrouchtchev déclarait ainsi : « Les hommes de la société nouvelle conservent encore longtemps après la victoire de la révolution socialiste des *survivances de la mentalité bourgeoise*... L'une des survivances les plus pénibles du passé est le bureaucratisme... Pour lutter contre ce mal, les mesures administratives ne suffisent pas, bien qu'elles soient nécessaires... La lutte contre le bureaucratisme, c'est avant tout *la lutte contre la mentalité bureaucrate*. Nous luttons et lutterons pour l'éliminer le plus énergiquement possible, tant par des moyens administratifs, que par l'éducation, la critique et l'auto-critique, en ayant recours à cette fin à la littérature et à la presse. »

Toutefois, cette insistance sur les « survivances » d'une « mentalité » ne paraît nullement répondre à la question. Tous les faits que cite la presse soviétique ne relèvent pas d'une « mentalité » et encore moins d'une survivance de la « mentalité bourgeoise » : ils révèlent des mécanismes bien différents de ceux de l'économie et de l'administration bourgeoise traditionnelles. Ce sont ces mécanismes eux-mêmes qui engendrent directement les crises économiques particulières, les ruptures et les soubresauts internes de la bureaucratie, les contradictions de tous ordres au milieu desquelles celle-ci se débat. La mentalité découle de ces situations, plutôt que l'inverse. Dans ce cas, s'agit-il d'une « survivance » ? Ce serait alors une survivance, ou une persistance, de situations où les rapports sociaux bourgeois et des relations économiques proches de celles du capitalisme moderne germent encore au sein du régime actuel. L'irruption des modes de relations et d'existence privés dans le système étatique et nationalisé de la vie économique serait la clé des troubles de la bureaucratie.

Il ne s'agirait pas là d'un mécanisme hérité psychologiquement, si l'on peut dire, d'une société bourgeoise éteinte, mais de relations sociales de type bourgeois encore vivantes (ou peut-être même pour la première fois vivantes ?) ou en germe renaissant sous la carapace bureaucratique qui unifie la société soviétique actuelle. Tendances qui se heurtent de plus en plus, non seulement à certaines fractions variables de la bureaucratie, mais aux travailleurs salariés du rang, et aux groupements, comme les syndicats et comités d'entreprises, dans lesquels ils cherchent à faire prévaloir les intérêts authentiques du socialisme, c'est-à-dire de la suppression

de l'exploitation de type capitaliste. On verrait ainsi de plus en plus s'esquisser, au cours des prochaines années, non une « démocratisation » lente et uniforme du régime, mais une opposition et des contradictions qui comportent à l'un de leurs pôles le gangstérisme néo-capitaliste que dénonce la presse soviétique, et à l'autre la revendication ouvrière de la liberté dans l'expansion économique socialisée.

L'U.R.S.S., 1964.

*
* *

LA REFORME DE LA PLANIFICATION,

Le printemps de l'année 1965 passera peut-être plus tard pour une époque décisive dans l'évolution de la politique de planification en U.R.S.S. et dans les autres socialismes d'Etat dont ce pays s'est entouré. C'est en effet au cours de ces derniers mois que les discussions en cours depuis longtemps déjà sur les modalités sociales de la gestion des entreprises, sur la régulation par le profit, sur l'estimation de la demande, jointes aux réformes du système administratif de la planification, ont convergé vers un réexamen fondamental de la *signification* même de la planification dans une économie socialiste (1). Les résultats de ce réexamen viennent d'être exposés dans deux conférences importantes, l'une tenue en mars, l'autre en juin 1965. La première réunissait les autorités du Gosplan, chargées d'élaborer les directives du quinquennat 1966-1970. L'autre groupait plusieurs centaines d'économistes, réunis à l'Université de Moscou, et chargés d'étudier les possibilités de réforme des méthodes de production et de planification dans le domaine économique. Le discours prononcé par le Président du Conseil des Ministres A.N. Kossyguine au cours d'une séance de la première de ces conférences a été reproduit dans *Ekonomitcheskaïa Gazeta* du 21 avril et *Planovoïé Khoziaistvo* du mois d'avril, mais non reproduit dans la *Pravda*, et l'on ne saurait y attacher trop d'importance. Quant aux recommandations de la conférence des économistes, elles ont été rendues publiques dès la fin du mois de juin, et leur intérêt vient du fait qu'elles font suite aux discussions de la Conférence du Gosplan. Malgré la prudence qui caractérise les démarches de A.N. Kossyguine, il

(1) On trouvera un exposé très complet des réformes récentes de la planification dans le travail approfondi de E. Zaleski : « Les réformes de la planification en U.R.S.S. », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, juin 1964, pp. 1-104.

est évident que les questions soulevées par lui vont au fond des choses, et il ne paraît pas exagéré de dire qu'elles mettent en cause les modalités mêmes de l'application des concepts marxistes à l'analyse et à la prévision du développement économique et social de l'U.R.S.S. et des pays associés.

Pour expliquer cette situation, peut-être grosse de crises et qui ouvre à tout le moins une période de refonte des conceptions courantes, et non seulement des méthodes et des techniques de gestion, il faudrait procéder à une analyse serrée des facteurs qui ont pu la créer. Les auteurs soviétiques sont à cet égard assez discrets, car ils ont coutume d'invoquer à l'appui des changements qu'ils réclament, soit l'effet même du développement, soit des erreurs réparables, soit des possibilités nouvelles créées par la technique. Il semble toutefois que l'on soit amené, au cours des discussions, à mettre en cause de façon de plus en plus explicite certains principes que jusqu'à présent l'on dissociait soigneusement des applications infructueuses ou erronées. La « doctrine » ne changeait pas, bien que ses applications pussent se modifier. Il semble qu'aujourd'hui les théoriciens soviétiques, ou ceux d'entre eux qui s'efforcent vraiment de l'être, sentent qu'une certaine configuration des modifications dans « l'application » impose en fin de compte une révision des principes et des concepts eux-mêmes. Le « principe de planification », considéré jusqu'à présent comme consubstantiel, et presque immanent, aux rapports de production et humains socialistes, n'est pas remis en question. Mais son application subit un tel cumul d'altérations qu'on en vient à se demander si ce n'est pas tout le système de la planification lui-même, dans son principe cette fois, qui doit être réexaminé à la lumière des nouvelles exigences.

La conférence des économistes réunis à l'Université a fini par proposer au gouvernement deux réformes essentielles. Il est possible que l'unanimité ne se soit pas faite à leur sujet, mais nous ne le saurons que lorsqu'on publiera le compte rendu des débats. La première consiste à transformer les objectifs quinquennaux du plan, qui constituent un cadre rigide à la production comme à la consommation sociales, en une « loi-programme » ; en un vecteur, plus efficace qu'un but fixe. La raison immédiate de cette réforme, c'est la tendance à accorder aux entreprises une autonomie opérationnelle croissante. Les critères de maximisation globale vont en effet souvent à l'encontre des critères d'optimisation partielle

de plus en plus requis par l'autonomie de l'entreprise et par les moyens de calcul modernes.

La seconde réforme est impliquée par la première, bien qu'en pratique ce soient ses modalités qui aient poussé peu à peu à reconsidérer l'ensemble de la fonction du plan. Cette réforme, ou plutôt cet ensemble de réformes, est centrée sur les conditions de l'autonomie de gestion de l'entreprise : nécessité de devenir rentable, de régler elle-même ses relations de marché, d'ajuster les fonds de salaires au résultat financier, etc... « Il est temps, dit la résolution adoptée, d'augmenter le rôle du bénéfice, qui doit devenir la source principale de l'alimentation du fonds d'entreprise, et d'élever le montant des primes dans la paie mensuelle. »

On voit que ces propositions tentent de faire la synthèse provisoire d'une série de mesures prises depuis deux ou trois ans en matière de gestion économique, et des préoccupations de théoriciens de l'empirisme comme Liberman ou Trepeznikov. Mais avant d'examiner la façon dont Kossyguine les a commentées, il est utile de se demander quelles sont les raisons les plus générales qui motivent ces changements.

Ces raisons, ou ces facteurs, sont évidemment multiples, et il paraît difficile aujourd'hui de les réduire à une dynamique précise, en les considérant comme un « modèle » organique nouveau, ou au contraire comme des manifestations de crise, ou comme une oscillation entre ces deux possibilités. Cette dernière interprétation paraît d'ailleurs la plus vraisemblable, dans la mesure même où certains éléments de crise existent incontestablement, quand ce ne serait que par suite de la différence entre les objectifs visés et les réalisations, et où certains auteurs voudraient remédier à ces crises (disproportions, déséquilibres) par la mise en œuvre de modèles de développement nouveaux qui prendraient un caractère « organique » durant la prochaine période.

Bornons-nous donc ici à énumérer un certain nombre de facteurs qui influent sans conteste sur les conceptions nouvelles de la planification. Ils sont d'importance inégale, et leurs effets ne se manifestent pas tous de la même manière. Mais, à en juger par les mesures partielles déjà prises et abondamment commentées par la presse soviétique, ils jouent évidemment un rôle de premier plan. Pour aller plus loin, il faudrait étudier les implications mutuelles de ces facteurs, ce qui équivaldrait précisément à rechercher un modèle explicatif nouveau de la phase de transition ; tentation qui existe

chez certains économistes soviétiques, mais qui ne s'exprime pas aujourd'hui de façon directe. Les incidences politiques d'une telle recherche sont évidentes, et incitent à la prudence, d'autant plus que la tentative de Voznessenki d'élaborer un modèle de l'économie de guerre soviétique, du temps de Staline, est restée dans toutes les mémoires, au moins quant à sa conclusion fatale pour son auteur, en dépit de sa « réhabilitation ».

On pourrait distinguer sept groupes de facteurs qui invitent au réexamen actuel des principes et méthodes de la planification et qu'on peut considérer comme des facteurs externes, par rapport aux causes internes du mauvais fonctionnement des systèmes de planification, bien que ce soient surtout les facteurs internes qui soient invoqués ouvertement tant par l'administration économique que par les économistes et même les sociologues.

1. Le premier de ces facteurs est la *diminution relative du taux d'accroissement du produit national* depuis plusieurs années. Ce taux, de l'ordre moyen de 5-6 % en 1964, avoisine maintenant celui qu'atteignent plusieurs pays capitalistes. En tout cas, il n'est plus très significatif d'un écart grandissant entre les taux de croissance à l'intérieur et à l'extérieur. Cette constatation amène les planificateurs à se poser toute une série de questions sur la supériorité traditionnellement affirmée du régime « socialiste » sur le régime « capitaliste », et sur les causes de cette décroissance relative. Si celles-ci tiennent à de simples dysfonctions dans le système, à une organisation défectueuse, etc... il suffirait d'y remédier après en avoir fait une étude méthodique. Toutefois, la réflexion des économistes s'exerce vite au-delà de ces limites. Les conditions techniques ou bureaucratiques du ralentissement de la croissance sont elles-mêmes sous l'influence de causes qui peuvent résider ailleurs : investissements mal répartis, rendement insuffisant des investissements, répartition défectueuse du profit national, etc... Ce qui reviendrait à supposer que les formes mêmes de la planification, pour autant qu'elles influent sur la structure de leurs contenus économiques plutôt que sur la mécanique des décisions, devraient être modifiées. Il est évident que ces préoccupations sont sous-jacentes aux réflexions des réformateurs qui ont demandé avec insistance depuis 1962 une transformation de la fonction du bénéfice au niveau de l'entreprise et même de la firme, une politique des salaires fondée sur le rendement, etc...

Inutile de dire que l'examen de la répartition du profit social conduit aussi à une réflexion sur les relations sociales, sur les mouvements des classes, etc.

2. Le ralentissement des taux de croissance met en cause la concurrence, affichée par Khrouchtchev comme par Staline, avec l'économie américaine. Cette concurrence, qui devait permettre de dépasser le revenu national américain par tête d'habitant vers les années 1965-1970, apparaissait comme la forme privilégiée de la rivalité entre deux systèmes mondiaux, ou plus exactement deux marchés internationaux, tels que Staline les avait définis : un marché socialiste et un marché capitaliste. Mais cette concurrence sur un même marché mondial (sinon il ne s'agirait pas de concurrence, ni même d'émulation, chaque marché pouvant évoluer de façon autonome), ne pouvait avoir de sens que si elle finissait par entraîner la défaite du marché capitaliste devant le marché socialiste, c'est-à-dire finalement la supériorité du principe de planification, assimilé au socialisme, sur l'économie marchande capitaliste, même vouée au monopole et au monopsonne. Cette concurrence d'un type nouveau devait donner un contenu économique polémique à la politique dite de « coexistence pacifique ». Mais le ralentissement du rythme de croissance ainsi que divers autres facteurs de politique internationale, ont fini par donner à la rivalité économique entre les deux marchés (telle, du moins, que les économistes soviétiques la définissaient à la suite de Staline), un contenu un peu différent. Cette concurrence a eu tendance à se muer en coopération, en une extension des échanges commerciaux et techniques, en dépit des restrictions imposées par les directives américaines. Cette évolution n'a pas été sans effets sur l'extension de la publicité, en U.R.S.S. et au dehors, sur l'étude plus soignée des marchés, sur un recours aux techniques de distribution évoluées de l'Occident, bref, sur une série de démarches qui contribuent à assouplir les règles de la planification, en ce qui concerne notamment les échanges extérieurs. Il suffit de rappeler aussi que les essais de faire de la zone rouble un véritable système autonome, basé sur l'or, n'ont pas été poussés bien loin, et que les avantages d'échanges aux prix mondiaux ont continué à être appréciés en U.R.S.S.

3. A ces facteurs s'ajoutent, ou plutôt, de ces facteurs découlent presque comme une conséquence, les problèmes posés par le Comecon. Sans doute, dans les écrits des économistes de l'U.R.S.S. et dans les directives des organes administratifs

ou politiques, les réformes possibles dans « l'économie nationale » sont toujours distinguées des progrès à faire, ou des réformes à adopter en matière de coopération à l'intérieur du « camp socialiste ». Mais toute une série de raisons incitent à penser que les difficultés du Comecon ont des incidences notables sur la crise de la planification en U.R.S.S. même. Parmi ces raisons, on peut mentionner les suivantes. D'abord, les limites du « camp socialiste » ne coïncident pas avec celles du Comecon, et les attitudes des différents pays qui en font partie vis-à-vis de l'extérieur sont loin d'être toujours convergentes. La « division internationale du travail socialiste », que le Comecon était censé instaurer progressivement, résulte plutôt d'accords bilatéraux et triangulaires lorsqu'il s'agit d'échanges, multilatéraux parfois lorsqu'il s'agit de constructions et d'implantations industrielles, mais on est encore loin de pouvoir parler d'intégration.

Ensuite, si le Comecon a créé une Banque internationale ayant vocation d'investissement, le mécanisme même de celui-ci, et des compensations des balances de comptes, tient plus du clearing classique que de la centralisation des décisions, et la base en est le rouble transférable, lié aux prix mondiaux. En outre, et c'est là le plus important du point de vue qui nous occupe, le développement du Comecon met directement en cause le principe de planification, internationalement et nationalement, dans la mesure où il soulève la question, si controversée en Occident, de « l'intégration », et cette fois de l'intégration entre économies planifiées. Enfin, il faut relever le fait qu'en 1963 et 1964, presque tous les pays adhérents au Comecon (R.D.A., Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne, sans parler de la Yougoslavie), ont procédé à une première révision des modalités de la planification intérieure, qui, loin de faciliter l'intégration entre économies planifiées, a rendu celle-ci encore plus délicate.

L'incident qui a mis aux prises, durant l'été 1964, économistes soviétiques et roumains au sujet de la création de « complexes économiques inter-Etats », est tout à fait révélateur à cet égard. Un long article de *Viata economica* (Bucarest, 1964, n° 24), intitulé « Conceptions contraires aux principes fondamentaux des relations économiques entre les pays socialistes », prend très vivement à partie une série de géographes-économistes soviétiques, accusés de lancer « l'idée de combinats industriels dont l'activité soit conditionnée principalement (sinon exclusivement) par leurs relations de pro-

duction avec des entreprises d'autres pays, et non point par le développement d'ensemble du complexe économique national dont ils font partie intégrante». Cette conception est considérée comme « un essai de théoriser un processus de démembrement des économies nationales et des territoires nationaux de certains Etats socialistes ». A tout le moins pourrait-on dire que ces projets, s'ils se réalisent, devraient être liés à de nouvelles formes de rapports entre économies planifiées, et par suite de rapports internes aux plans nationaux eux-mêmes. Dès 1962, en effet, comme le rappellent les auteurs roumains, G. Sarokhine écrivait dans *Voprosy Ekonomiki* : « La création des complexes économiques inter-Etats représente un type nouveau, supérieur et stable, de la division internationale socialiste du travail ». Autrement dit, les événements font apparaître une contradiction dans le développement simultané de plusieurs économies planifiées « prises à part », contradiction qui ne peut être levée à la longue, semble-t-il, que par des transformations à l'intérieur même des systèmes de planification nationaux. Que la réflexion des économistes soviétiques se soit exercée dans ce sens au cours des deux dernières années ne paraît pas douteux.

4. Aux facteurs de portée internationale que nous venons de signaler s'ajoutent des considérations tirées de l'efficacité des techniques économiques qui se répandent en Europe comme en Amérique. Ces techniques sont de deux ordres : l'instrumentation mathématico-logique par ordinateurs d'une part, et les formules de programmation et de gestion d'un secteur public (en particulier celles du Commissariat au Plan français et du secteur « nationalisé ») de l'autre. Les planificateurs et économistes de l'U.R.S.S. ne pouvaient manquer d'être intéressés par ces techniques fonctionnant dans un système, celui du capitalisme, réputé incompatible avec une « organisation » quelconque de l'économie. Du point de vue de l'instrumentation proprement dite (information, élaborations statistiques, calculs par ordinateurs), les Etats socialistes se sont assez rapidement adaptés aux possibilités ouvertes par les machines électroniques. Leurs mathématiciens sont entrés dans la voie nouvelle de la programmation, de l'élaboration de modèles, et même des procédés de simulation, parallèlement au développement des techniques classiques de calcul des balances. La quantité des données à maîtriser, des mesures à effectuer, et les possibilités considérables de démultiplication des combinaisons, ont engendré un nouveau type de planifi-

cation à partir de l'instrumentation disponible. C'est ce qui a permis aux services compétents de présenter (selon certaines sources) pour les années 1966-1970, une vingtaine de modèles de plans, entre lesquels il faudra choisir. Diverses sources soviétiques estiment qu'une planification continue optimale de l'économie exigerait la solution d'un problème à 50 millions d'inconnues et 5 millions de constantes, ce qui supposerait de nouveaux progrès dans les machines mathématiques. Ces économistes s'intéressent aussi à la façon conjoncturelle dont les administrateurs et managers américains utilisent la programmation. De même, la discussion mutuelle des tableaux d'intrant-extrant a fourni un cadre de raisonnement commun, ce qui n'était guère possible lorsqu'on confrontait seulement des textes de Marshall et de Marx.

Quant aux éléments de planification mis en place en France, en Italie, et même en Grande-Bretagne, il est indiscutable qu'ils ont soulevé de l'intérêt en U.R.S.S., précisément parce qu'ils étaient expérimentés dans une économie de marché, monopoliste-concurrentielle. Le temps est loin où E. Varga était accusé de déviationnisme pour avoir soutenu, au lendemain de la guerre, que l'intervention croissante de l'Etat dans le mécanisme économique capitaliste modifiait le comportement de celui-ci ! Certains économistes soviétiques ont même été jusqu'à invoquer la planification indicative française pour soutenir, contre V. Trapeznikov, que les investissements décidés centralement resteraient indispensables même en cas d'autonomie des entreprises (L. Alter, dans *Voprosy Ekonomiki*, n° 11 de 1962).

5. Les facteurs influençant la réforme du système de planification que nous venons de présenter ont un caractère international. Mais d'ordinaire, on considère plutôt que les sources de la réforme se situent dans des difficultés de caractère interne. Toutefois, il est de plus en plus clair qu'il existe une relation entre ces deux ordres de facteurs, d'autant plus que la fragmentation croissante dans le « camp socialiste » a créé pour l'U.R.S.S. une situation où il est de moins en moins facile de discerner ce qui est intérieur et ce qui est extérieur. En tout cas, les problèmes intérieurs aux frontières de l'U.R.S.S. se posent avec une acuité telle qu'ils prennent inévitablement le devant de la scène. Si l'on s'en tient aux termes des discussions entre économistes, on constate qu'il s'agit toujours de mesures techniques comptables et économiques, et non de mesures sociales, ni bien entendu politiques. Pourtant, der-

rière les formules controversées ou appliquées, des réformateurs, on voit se profiler de grands problèmes sociaux, et finalement politiques. Comment en serait-il autrement, dans des pays qui font constitutionnellement profession de considérer le « matérialisme historique » ou « dialectique » imputé à Marx comme la seule doctrine sociale qui les régit (le reste n'étant que survivances ou infiltrations étrangères) ? Pour qui les rapports économiques impliquent les rapports sociaux et portent les institutions politiques et culturelles comme des « superstructures » ?

Lorsqu'on propose de soustraire à la planification centrale (ou même à celle des sovnarkhozes) la recherche « du meilleur client » par les entreprises, en amont et en aval de leur production, s'agit-il surtout d'une mesure économique destinée à permettre un meilleur rendement, ou à mieux satisfaire les besoins des consommateurs finaux ? Autrement dit, la « mercantilisation » de la production socialisée répond-elle plutôt à une exigence économique ou à une exigence sociale, ou aux deux ? La réponse est évidemment qu'il s'agit d'une mesure à la fois résultante de difficultés économiques et de pressions sociales, qui s'exercent dans le même sens. Ce qui apparaît comme résultat des délibérations de techniciens pourrait tout aussi bien être démontré comme l'effet de mouvements sociaux qui commencent à être de moins en moins bien maîtrisés par l'ancien système de planification. Les commentateurs occidentaux (et parfois même en U.R.S.S. ou dans les pays de l'Est européen) passent à côté de la question lorsqu'ils voient dans les réformes en cours un retour aux principes du capitalisme classique, dont les avantages se manifesteraient à nouveau en vertu même d'un examen plus soigneux des conditions optima de la rentabilité. Ce qui est plus vraisemblable, du moins pour le moment, c'est que la réforme de la planification s'opère sous la pression de facteurs sociaux qui s'expriment sous deux formes : comme disproportions aggravées dans l'évolution d'une série de grands paramètres sociaux (mouvements démographiques, rapports industrie-agriculture, priorités industrielles, dépenses improductives, etc...) ; et comme modes de formation, d'appropriation et de répartition du profit social, au niveau de l'entreprise comme au niveau de l'Etat. Il n'y a rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le pivot des réformes proposées soit le profit, qui exprime un certain rapport entre les prix et les salaires, c'est-à-dire un certain taux de rendement du capi-

tal investi. Dans la vie courante, ces groupes de facteurs sociaux sont exprimés par de multiples malaises, ou crises partielles, qui vont du gaspillage à la corruption, des accommodements aux revendications et même aux grèves, c'est-à-dire à des « contradictions » de type nouveau mal réfléchies dans le miroir de la planification rigide. En un sens, on pourrait dire que les réformes visent à la fois à éprouver et exprimer du plus près possible les difficultés de la nouvelle structure économique et sociale des pays socialistes, ce qui ferait du système de planification un miroir fidèle de la situation, et à maîtriser les difficultés ainsi circonscrites en obtenant du système un rendement supérieur. On comprend alors pourquoi tout cela ne va pas sans heurts.

Depuis quelques années, les économistes soviétiques conviennent que la planification traditionnelle, fixant des objectifs de production, des prix, des salaires et des profits avait dû laisser de côté la prévision des conséquences sociales de la planification. Ces conséquences ne s'en produisaient pas moins, mais n'étaient ni estimées, ni vérifiées, sauf par l'empirisme courant, ce qui arrive sous tous les régimes. L'expansion démographique, l'urbanisation de vastes populations rurales, les migrations locales et régionales, l'appréciation des besoins, les improductivités croissantes, les charges utiles mais non échangeables, tout cela doit-il être laissé à son cours « naturel » comme une sorte de matière première du calcul économique, ou doit-il être impliqué dans les plans, prévu par eux, et même orienté ou corrigé par eux ? Et si les plans doivent s'en préoccuper, par quelles méthodes ? C'est à ce sujet que les techniques « conjoncturelles », plus ou moins bien utilisées, et sous forme lacunaire, en Occident, intéressent les planificateurs soviétiques.

Quant au problème plus fondamental, et redoutable au point de vue théorique, posé par la fonction du profit, il n'est pas niable que l'étude des procédures capitalistes, notamment aux Etats-Unis, ait incité les réformateurs soviétiques à y rechercher un indice de rendement meilleur que le complexe d'indicateurs qualitativement si hétérogène qui servait jusqu'à présent à mesurer la réussite des plans d'entreprises. Dans son article annonciateur (*Pravda*, 9 septembre 1962), le Pr Libermann écrivait ceci, en prévoyant des objections qui n'ont pas manqué de se produire : « Certains économistes disent qu'on ne doit pas trop mettre en relief le bénéfice, que c'est là un indice capitaliste. Ceci est faux. Notre

bénéfice n'a rien de commun avec le bénéfice capitaliste. La nature de ces catégories économiques que sont le bénéfice, le prix, l'argent, est chez nous tout autre ; ces catégories servent avec succès la cause de l'édification du communisme. Etant donné que les prix des produits du travail sont fixés par le plan et que le revenu net est utilisé au profit de toute la société, notre bénéfice est le résultat et en même temps la mesure (en espèces) de l'efficacité réelle des dépenses de main-d'œuvre. » Trois ans plus tard, et après quelques expériences partielles concluantes au niveau de l'entreprise (dans le textile et l'habillement), mais encore limitées, des économistes comme Trapeznikov et Nemtchinov ont été plus loin, sans s'embarrasser de la crainte de paraître appliquer certaines procédures « capitalistes ».

De ce fait, la politique des « liens directs » ou contractuels entre entreprises, visant un rendement optimum mesuré par le profit, entraîne un jeu plus grand dans le domaine des prix, des salaires, et même du crédit. Les prix de vente, le volume et l'assortiment de la production restent fixés, dans leur ensemble, par la planification centrale, mais laissent place à des fluctuations en fonction des bénéfices réalisés. Dans les 400 entreprises pilotes de la réforme, au bout d'un an (mai 1964 à mai 1965), les prix avaient baissé de 10 %, les salaires moyens augmenté de 20 % et les bénéfices de 7 %. Dans cette voie, l'extension de la réforme étant adoptée, il semble que l'autonomie de décision de l'entreprise doive s'accroître. Il est évidemment difficile de dire à quels obstacles elle se heurtera, bien que le système appliqué en Yougoslavie puisse en donner une idée. En tout cas, c'est dans la sphère fondamentale de la grande industrie de moyens de production, de l'énergie et des transports que se jouera la partie décisive, plutôt que dans le domaine des industries de consommation finale.

A ce stade, et une fois confirmée, si c'est le cas, la primauté du principe du profit comme critère d'une rentabilité planifiée, la question pressante deviendra celle des salaires, affectés d'un coefficient d'élasticité qui risque d'engendrer des conflits sérieux. C'est sans doute en prévision de ce développement que certains praticiens, comme M.O. Volkov, chef du bureau des évaluations techniques des usines Likhatchev (automobiles, à Moscou), proposait une politique des salaires qui tend à scinder le fond des salaires en deux parties : salaires de base, fixes ; et des primes de productivité en proportion

croissante. (La *Pravda* a offert ses colonnes à cette suggestion en août 1964.) C'est une tendance qui va dans un sens contraire à la politique souvent réclamée auparavant d'unification des taux de salaires par inclusion des primes dans le salaire de base. Mais il faut remarquer que la proposition de M.O. Volkov est dans la logique d'une réforme qui, en accentuant l'autonomie commerciale des entreprises, accroît les pouvoirs des directeurs et des cadres, notamment en ce qui concerne les salaires. Les primes, selon Volkov, devraient représenter 35 à 40 % des salaires dans l'entreprise, et pourraient aller dans certains cas jusqu'à 70 à 80 %. Ces primes seraient en général des primes de rendement, de sorte que, sur le terrain de la rémunération « selon le travail », il s'agit au fond de passer d'une politique générale de salaires aux pièces au salaire au rendement, étape que l'industrie capitaliste commence déjà à dépasser.

A cet égard, la réforme du système de planification survient dans une phase qui reste encore très arriérée au point de vue des formes de rémunération. Une statistique de la structure générale du fond des salaires en 1963 pour la totalité des ouvriers de l'industrie, publiée dans le n° 9, 1964, de *Vestnik Statistiki*, indique que 47,1 % des rémunérations étaient des salaires aux pièces, 28 % des salaires à l'heure ; le reste se distribuant en diverses primes. (Pour les ingénieurs et techniciens 73,6 % des salaires sont des traitements mensuels.) Mais on voit que les différences peuvent aller du simple au double selon les industries : 61,7 % de salaires aux pièces dans l'industrie légère contre 27,9 % dans l'industrie chimique. Dans ces conditions, il est inévitable que le critère du rendement selon le profit réalisé entraîne une vaste conversion dans le mode de rémunération : c'est le salaire au rendement, selon des primes mobiles, qui deviendra la formule adéquate, accentuant du même coup les différences individuelles ou entre équipes et ateliers. Il se pourrait bien que dans ce domaine aussi les industriels socialistes apprennent beaucoup de choses auprès des industriels capitalistes.

6. Après avoir esquissé ces tendances, il faudrait, pour embrasser toute l'envergure des conséquences possibles des réformes en cours, examiner les liens de celles-ci avec l'appareil administratif et politique de l'Etat et ses organismes sociaux comme les syndicats. Nous nous bornerons à dire que deux tendances, apparemment opposées, se dégagent aujour-

d'hui : l'une consiste à compenser la décentralisation des décisions économiques du plan par un pouvoir accru des organismes politiques sur les décisions globales, et des directeurs d'entreprises et comités des sovnarkhozes sur les décisions locales et régionales ; l'autre consiste au contraire à accompagner la réforme de la planification d'une réforme de l'Etat qui, après avoir été l'instrument de la « dictature du prolétariat », devrait devenir « l'Etat de tout le peuple ». N. Khrouchtchev s'était engagé dans cette seconde voie avant d'être écarté du pouvoir. On affirme même qu'il préparait dans ce sens une loi sur la liberté de la presse qui aurait été consacrée par la nouvelle constitution en préparation : en dehors des journaux du parti et des administrations, les citoyens auraient eu le droit de créer des organes de presse « libres », sous réserve de certaines autorisations. Plusieurs articles de la *Pravda*, notamment en décembre 1964, avaient parlé « d'auto-gouvernement ». Mais le parti et son rôle dirigeant restaient en dehors de la contestation : le plan et le parti forment toujours le binôme inamovible du pouvoir social. Comment concilier les structures du parti, des soviets et municipalités, et celles du plan, surtout s'il se diversifie en un ensemble de « lois-programmes » ? Les réformes introduites en 1963 par N. Khrouchtchev, puis abolies deux ans plus tard, avaient scindé le parti en deux : un parti industriel et un parti agraire, dont les organes devaient diriger directement la production à tous les échelons ; la décentralisation due à la création des sovnarkhozes était ainsi contrôlée par un parti ultra-centralisé. Mais cette division fut abolie ; on en revint à l'ancien type de séparation des pouvoirs : l'industrie et l'agriculture aux directeurs, ingénieurs et cadres ; la politique et la sécurité au parti. La planification se trouve ainsi, comme mode d'existence économique, en équilibre entre des forces qui n'agissent pas toujours dans le même sens.

Finalement, l'important discours prononcé par A.N. Kossyguine à la séance du Gosplan de l'U.R.S.S. le 19 mars 1965 exprime bien, sous une forme modérée, toutes les préoccupations que nous venons de passer en revue. Ce qu'il met essentiellement en cause, c'est la *subjectivité*, c'est-à-dire l'imposition par en haut, les décisions arbitraires, la crainte de s'en remettre à des exigences « objectives » : « Dans le passé... les directives étaient souvent formulées d'en haut, revêtant un caractère subjectif, contredisant même parfois les principaux impératifs des lois économiques du socialisme » ; il

faut « nous défaire des tendances subjectives en matière de planification ». C'est que la planification n'est pas « à proprement parler une simple activité économique... ; elle implique l'étude de problèmes sociaux ». C'est pourquoi « ce serait une erreur de ramener toutes les lacunes en matière de planification et de gestion économique à une simple imperfection d'un système de gestion ». Dans l'état actuel des choses, le plan doit « concilier les initiatives et propositions émanant des instances locales et les projets économiques mis au point par les instances centrales de planification ». Ces « indications » n'auront pas force de loi, mais devraient « être soumises à la critique ». Les termes employés sont significatifs : initiative, propositions, projets, indications. La subjectivité doit se limiter aux propositions, sans prendre le caractère impératif de directives subjectives.

Kossyguine tire de là une série de conséquences plus pratiques. Si le plan doit avant tout refléter des intérêts sociaux, c'est parce qu'il sera conforme aux lois économiques, et non à l'arbitraire du pouvoir administratif. Kossyguine impute ainsi le retard agricole aux « conceptions subjectives, au mépris flagrant des impératifs des lois économiques ». De même, les disproportions, qui sont la forme soviétique des crises, proviennent de la volonté d'altérer arbitrairement le jeu des lois économiques, et plongent finalement les administrateurs dans l'incertitude : « le Gosplan a-t-il prévu des proportions exactes dans le nouveau plan quinquennal ? Le président du Gosplan en personne n'est pas en mesure de répondre présentement à cette question ». Cette incertitude exprime un problème déjà ancien : comment élever la productivité, accroître les taux de croissance ? (Kossyguine souligne que la productivité collective dans l'industrie est en retard de 2 à 2,5 fois sur les Etats-Unis.) Ce sera en étudiant de plus près les lois économiques, en « élevant le rendement de la production et des investissements », de sorte que « les salaires doivent varier directement en rapport avec l'élévation de la productivité et l'accroissement de la production des biens indispensables ».

Tout cela prélude à la préparation des nouveaux plans, dans le contexte international que nous avons décrit. La « philosophie de la planification », si l'on peut dire, en sortira vraisemblablement assez modifiée, et ne peut que susciter un grand intérêt, tant dans les autres pays du « bloc socialiste », que

dans les pays occidentaux et dans le Tiers-Monde, accaparés par les problèmes d'un autre âge. Mais en définitive, la question-clé reste celle de l'accueil que la population fera à cette nouvelle philosophie. S'agira-t-il encore d'une conception indifférente aux travailleurs, ou au contraire ceux-ci prendront-ils part à une élaboration dont ils étaient jusqu'à présent exclus ? Et dans ce cas, quelles formes la vie sociale revêtira-t-elle désormais ? On comprend que devant un tel enjeu les dirigeants économiques et politiques de l'U.R.S.S. préfèrent aujourd'hui la discrétion aux évangiles éclatants de N. Khrouchtchev, qui pourtant leur ont ouvert la voie.